

CONTENTS
TABLE DE MATIERES

**INEGALITES, DISPOSITIFS SCOLAIRES ET DISPOSITIONS SOCIALES :
L'INTERET DES APPROCHES SOCIOGENETIQUES**

Bernard LAHIRE, École Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, Paris/9

**INTERNATIONAL CURRENT SITUATION, EDUCATION AND ECONOMIC
KNOWLEDGE IN A GLOBAL CONTEXT**

João Carlos LOEBENS, Jucelia Ferreira LOEBENS , Universidad de Alcalá, Espana/17

**VALORES, ACTITUDES HACIA EL APRENDIZAJE Y TRABAJO, TIEMPO
LIBRE DE LOS ESTUDIANTES EN LA CULTURA UNIVERSITARIA. Estudio
comparativo rumano-espanol**

Carmen BULZAN, Universidad Ecologica de Bucarest, Rumania

Maria SAMPELAYO, Universidad Camilo Jose Cela de Madrid, Espana/27

**THE EFFECTS OF GENDER, SOCIOECONOMIC STATUS AND ENGLISH
PROFICIENCY ON LANGUAGE LEARNING STRATEGIES**

Efstratios PAPANIS, Eirini-Myrsini PAPANI, University of the Aegean, Mitilene, Greece
/ 41

**TOWARDS A LEARNING AND A KNOWLEDGE SOCIETY: INSIDE TO THE
LIFE LONG LEARNING**

Prof. Dr. George M. Korres, Assist. Prof. Dr. George O. Tsobanoglou,

Dr. Aikaterini Kokkinou, University of the Aegean, Mitilene, Greece/ 59

**LES CADRES DE L'ACTION MUNICIPALE FACE AUX LIEUX DE CULTE
MUSULMAN**

Gilles FRIGOLI, Estelle GRUSSEN, Université de Nice, France/ 68

**L'INSTITUTION SCOLAIRE FRANÇAISE CONFRONTEE A LA QUESTION DE
LA VIOLENCE**

Juan MATAS, Université Marc Bloch de Strasbourg, France/ 80

EDUCATION IN THE NEW WORLD. *Some Noteworthy Examples*

Maria SAMPELAYO, Universidad Camilo Jose Cela de Madrid, Espana/94

**SOCIALISATIONS SPORTIVES ET INCLINAISONS ARTISTIQUES
CHEZ LES ENSEIGNANTS D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

Marie-Carmen GARCIA, Université Lumière-Lyon 2, France/108

THE WOMAN IN THE CHRISTIAN SOURCES (280-313). A REFLEXION

Martín IBARRA BENLLOCH, Instituto Mariológico de Torreciudad/122

UN BRÉSIL NOUVEAU EST-IL EN TRAIN D'ÉMERGER ?

Le Brésil contemporain depuis l'élection de « Lula » à la présidence

Philippe JORON, Université Paul Valéry - Montpellier III, France/ 136

LIMITS TO GROWTH? CHINA'S RISE AND ITS IMPLICATIONS FOR EUROPE

Volker H. SCHMIDT, National University of Singapore/144

SITUACIÓN ACTUAL DE LA FECUNDIDAD EN ESPAÑA: ANÁLISIS DESCRIPTIVO Y PROPUESTAS DE MEJORA

María CRESPO GARRIDO, Universidad de Alcalá, Espana/159

VERS UN INDICATEUR DE LA FRAUDE ELECTORALE

Michel CRESPIY, Université Paul-Valéry Montpellier 3/180

L'IMPORTANCE DE L'INTERDEPENDANCE DU SYSTEME EDUCATIONNEL ET LE MARCHE DU TRAVAIL EN ROUMANIE

Gabriela MOTOI, Université de Craiova, Ionut BLEOANCĂ, Université de Bucharest/188

LA SOCIODIDACTIQUE – UN NOUVEAU PARADYGME DE L'ÉDUCATION DANS LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

Carmen BULZAN, Université Ecologique de Bucarest/194

STYLES OF LEADERSHIP IN SCHOOLS. CRITERIA OF ASSESSING THEIR EFFICACY

Alexandrina Mihaela POPESCU, University of Craiova/207

L'INTELLIGENCE TERRITORIALE ET LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. DÉLIMITATIONS CONCEPTUELLES ET QUELQUES CONSTRUCTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Mihai PASCARU, Université "1 Decembrie 1918" Alba Iulia/215

POLICIES AGAINST IMMIGRANTS IN WESTERN EUROPE AND U.S.A.

Adrian OTOVESCU, University of Craiova/229

ASPECTS OF THE EXTERNAL MIGRATION OF POPULATION FROM

MOLDOVA NOUĂ

Costela IORDACHE, University of Craiova/236

"THE BELGIAN EXPERIENCE" OF ROMANIAN EMIGRANTS

Carmen BANTA, University of Craiova/243

**LES DROITS SOCIAUX DES ETRANGERES APRES LA STRATEGIE
NATIONALE DE LA ROUMANIE EN CE QUI REGARDE LA MIGRATION**

Cristina OTOVESCU-FRĂSIE, Adrian OTOVESCU,
Alex ȘOROP, Université de Craiova/ 247

THE EVOLUTION OF THE TERM AND IDEA OF CULTURE

Constantin CRAITOIU, University of Craiova/252

**FOCUSING ON CHILD. AN IMPORTANT SOCIAL VALUE PROMOTED BY
THE CONTEMPORARY FAMILY**

Codrina ȘANDRU, Transylvania University of Brasov/257

HEALTH INDICATORS

Luiza TĂMĂȘANU, Transylvania University, Brasov/266

DISTRIBUTION IN LABOR BY EDUCATION HUMAN RESOURCES

Gabriel PRICINA, Ionuț BLEOANCĂ, University of Bucharest/279

LE STATUT JURIDIQUE DE LA FEMME ROMAINE

Madalina STRECHIE, Université de Craiova/291

THE CONDITION OF THE FREEDMAN IN CLASSIC ROME

Dana DINU, University of Craiova/297

**ROMAN HISTORIOGRAPHY ABOUT THE INFLUENCE OF THE SOCIETY
OVER THE HISTORICAL FACTS DURING THE PERIOD OF THE REPUBLIC**

Florian OLTEANU, University of Craiova/304

**THE SOCIAL IMPORTANCE OF THE REFORMS OF A.I.CUZA IN THE LIGHT
OF THE DIPLOMATIC DOCUMENTS**

Ionuț ȘERBAN, University of Craiova/309

NEW DIMENSIONS OF THE INFRACTIONAL PHENOMENON IN THE EUROPEAN WORLD

Sorina FOLEA, University of Bucharest/319

SOCIALIZATION'S ROLE THROUGH THE EDUCATIONAL GROUP IN PREVENTING DELINQUENT BEHAVIOUR IN MINORS

Maria PESCARU, University of Pitesti/335

SOCIAL CHARCTERS

Marta RIZEA, University of Craiova/344

INEGALITES, DISPOSITIFS SCOLAIRES ET DISPOSITIONS SOCIALES : L'INTERET DES APPROCHES SOCIOGENETIQUES

Bernard LAHIRE

Professeur de sociologie,

École Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines

Bernard.Lahire@univ-lyon2.fr

Résumé : *L'approche sociologique de type socio-génétique peut être mise en œuvre à des niveaux de réalité très différents. Ainsi, c'est le même souci de saisir les effets puissamment structurants du passé qui conduit le chercheur à appréhender la sociogenèse des problèmes, questions ou catégories qui s'imposent à un moment au sein de l'espace public ou à mener l'étude des dispositions individuelles socialement constituées ou requises par telle ou telle institution, telle ou telle situation. Deux éléments de réflexion seront ici apportés au débat sur les inégalités scolaires : le premier porte sur les conditions historiques qui font que des différences culturelles peuvent être ressenties par les acteurs et interprétées par les sociologues comme des inégalités culturelles et le second sur la nécessité d'un programme de sociologie dispositionnaliste pour comprendre les situations dites d'« échec scolaire ».*

Mots-clés : sociogenèse, inégalités, dispositions sociales, dispositifs pédagogiques.

La démarche sociologique de type socio-génétique peut être mise en œuvre à des niveaux de réalité très différents : autant pour l'étude des phénomènes collectifs de longue durée qu'à l'échelle des pratiques et des parcours individuels. Ainsi, c'est le même souci de saisir les effets puissamment structurants du passé qui conduit le chercheur à appréhender la sociogenèse des problèmes, questions ou catégories qui s'imposent à un moment au sein de l'espace public ou à mener l'étude des dispositions individuelles socialement constituées ou requises par telle ou telle institution, telle ou telle situation. Qu'on se situe à un niveau macro-sociologique et collectif en s'efforçant de reconstituer l'ensemble des institutions, des acteurs et de leur travail symbolique qui ont rendu possible (voire incontournable) l'émergence de tel « problème social » (Lahire, 1999) ou qu'on s'interroge, à l'échelle des individus, sur le passé incorporé sous forme de dispositions sociales plus ou moins cohérentes ou contradictoires qui déterminent les actions et réactions des acteurs dans des contextes spécifiques (Lahire, 2002), on cherche au fond toujours à reconstruire ce qui agit dans le présent sans être immédiatement visible. Une partie de ce qui explique le présent des actions, des croyances, des appréciations, des jugements, etc., n'est pas perceptible par le regard immédiat, rivé sur les seuls éléments observables de l'action en cours, mais se situe dans le passé, récent ou lointain, individuel ou collectif, incorporé ou objectivé¹.

¹ Résistant à l'esprit du temps qui place toujours les faits les plus récents comme premiers dans l'ordre d'importance des problèmes à étudier, Durkheim rappelait que c'est parce qu'elles n'ont « pas encore eu le temps de s'organiser dans l'inconscient » que « les acquisitions les plus récentes de la

Deux éléments de réflexion seront ici apportés au débat sur la justice dans le domaine de l'éducation : le premier porte sur les conditions historiques qui font que des *différences* culturelles peuvent être ressenties par les acteurs et interprétées par les sociologues comme des *inégalités* culturelles et le second sur la nécessité d'un programme de sociologie dispositionnaliste pour comprendre les situations dites d'« échec scolaire ».

Ce qui fait différence et ce qui fait inégalité : le non-dit de la mesure des inégalités sociales devant l'École

En matière d'analyse des situations d'inégalités sociales, il est toujours utile de commencer par se demander dans quelles conditions historiques une simple différence sociale ou culturelle peut devenir une inégalité sociale ou culturelle. Car toute différence constatable n'est évidemment pas interprétable en termes d'inégalité et n'est pas systématiquement productrice d'un sentiment d'injustice. Il suffit, pour s'en convaincre, de faire varier les cas et de considérer des différences qui concernent des objets, des pratiques ou des compétences sans grande valeur, et même dévalorisés, *du point de vue des croyances collectives les plus communément partagées*.

Par exemple, tant que l'éducation familiale quotidienne des enfants sera collectivement considérée comme une tâche plutôt difficile et ingrate, et restera invisible et sans grand profit matériel ou symbolique, il sera impossible d'interpréter la division sexuelle classique des rôles éducatifs comme une appropriation par les femmes du monopole de l'exercice de l'éducation infantile et, corrélativement, comme une injustice sociale vécue par des hommes « dépossédés », c'est-à-dire comme une inégalité sexuée d'accès à l'éducation des enfants. Tout au contraire, les hommes « délaissent » volontiers ces tâches déconsidérées (ce « sale travail » pour reprendre l'expression de E. C. Hughes) pour investir des univers professionnels, publics, rémunérateurs en capital économique mais aussi en capital symbolique largement reconnu. Toutefois, lorsque des pères se regroupent en association, comme c'est le cas depuis quelques décennies en France, pour revendiquer un droit de garde égal après divorce et contester la criante « inégalité » entre mères et pères sur ce point (les juges aux affaires matrimoniales ne faisant jusque-là qu'accompagner les mœurs familiales, qui font de la mère l'acteur principal de l'éducation des enfants, en confiant le plus souvent, sauf défaillance maternelle avérée, la charge de l'enfant à la mère), ils contribuent symboliquement à transformer une différence sociale selon le sexe en une inégalité devant le droit d'élever ses enfants. Pour qu'une différence fasse inégalité, il faut que tout le monde (ou en tout cas une majorité des « privilégiés » comme des « lésés ») considère que la privation de telle activité, de tel savoir, de l'accès à tel bien culturel ou à tel service constitue un manque, un handicap ou une injustice inacceptables.

C'est pour cette raison que la distribution socialement différenciée des compétences techniques en matière, par exemple, d'orfèvrerie, de mécanique ou de broderie ne fait pas injustice sociale et inégalité sociale : nos institutions et nos croyances collectives n'ont pas constitué ces compétences spécifiques comme des atouts majeurs et la

civilisation [...] prennent dans notre esprit un relief qui les fait apparaître comme ce qu'il y a de plus essentiel dans la réalité, comme ce qui a le plus de prix et de valeur, comme ce qui est le plus digne d'être recherché » (Durkheim, 1990, p. 19). Il concevait ainsi la recherche historique comme une sorte de *psychanalyse du temps présent*, permettant de comprendre ce qui rend possible notre monde contemporain : « Si nous sortons du présent, c'est pour y revenir. Si nous le fuions, c'est pour mieux le comprendre. » (p. 21).

non-possession de ces compétences comme un manque cruel ou un « handicap socioculturel » insupportable. C'est encore pour la même raison que le passage historique, au sein du système scolaire français, du latin aux mathématiques comme moyen de sélection scolaire privilégié, contribue à faire de la culture lettrée classique (« humaniste ») une culture collectivement moins enviable, socialement moins désirable qu'auparavant. On pourrait ainsi assister, dans un futur plus ou moins proche, à la transformation d'une *inégalité* d'accès à la culture littéraire et artistique en une simple *différence* sociale, les enjeux scolaires se déplaçant vers les pôles plus scientifiques (Lahire, 2004).

La question de l'inégalité est donc clairement indissociable de la croyance en la légitimité d'un bien, d'un savoir ou d'une pratique, c'est-à-dire indissociable de ce que l'on pourrait appeler *le degré de désirabilité collective* entretenue à leur égard. En effet, ce qui marque l'écart entre une *différence* sociale et une *inégalité* sociale d'accès à toute une série de biens, pratiques, savoirs, institutions, etc., c'est bien le fait que l'on a affaire, dans le second cas de figure, à des objets qui sont définis, collectivement et de manière assez large, comme hautement désirables. Si l'on ne parle généralement pas de l'inégalité sociale devant le jeu de cartes, la couture ou le travail ménager, c'est parce que ces pratiques (compétences, savoirs ou savoir-faire), dont on peut objectivement constater la distribution différentielle dans le monde social, sont assez globalement perçues comme des pratiques spécialisées (plutôt que générales) et secondaires ou subalternes (plutôt que primordiales et nobles). Il n'y a donc *inégalité* que parce qu'il y a *forte désirabilité* collectivement définie. Les « désirabilités » cultivées dans les limites de sous-groupes ou de petites communautés ne construisent jamais les conditions d'apparition d'inégalités sociales. Il faut pour cela que l'envie d'accéder à telle ou telle série de biens ou pratiques anime et motive une population beaucoup plus vaste.

Or, là encore, les conditions sociales pour qu'une population très large soit concernée ou « touché » par telle ou telle catégorie de biens, de savoirs ou de pratiques sont particulières. Du côté de l'École notamment, le paradoxe réside dans le fait que, dans un pays comme la France, les différences sociales eu égard aux savoirs scolaires étaient beaucoup plus fortes avant qu'on constitue discursivement ces différences en inégalités qu'après. Il aura fallu, en effet, que l'ensemble d'une population soit scolarisée et soumise à l'obligation scolaire pour que, dans un contexte économique où l'accès aux positions professionnelles les plus privilégiées dépendait de plus en plus de l'obtention d'un fort niveau de diplôme, les différences dans les parcours scolaires soient collectivement interprétables en termes d'inégalités scolaires.

C'est donc seulement au moment où la culture scolaire devient valeur sociale collectivement partagée, et condition d'accès à des places dans la division sociale du travail, que le discours sur les inégalités sociales d'accès à l'École peut s'instaurer. Cela rappelle le caractère fondamentalement historique (et modifiable) des sentiments collectifs de haute désirabilité pour telle ou telle catégorie de biens, d'activités ou de savoirs et oblige le chercheur qui mesure habituellement les différentes sortes d'inégalités à prendre conscience des croyances collectives qui constituent les conditions symboliques d'existence de ces inégalités et des sentiments d'injustice. Au lieu de mesurer sans réflexivité les écarts entre groupes sociaux, classes sociales ou catégories sociales et de convertir automatiquement toute différence en inégalité, le sociologue doit d'abord se donner pour objet la genèse de ces croyances collectives, les processus de légitimation, de dé-légitimation ou de re-légitimation des différentes sortes de biens, activités ou savoirs,

et, en fin de compte, les luttes pour la définition sociale de « ce qui compte », de « ce qui a de la valeur », bref, de ce qui fait « capital » aux yeux du plus grand nombre.

La métaphore du capital culturel (ou scolaire) utilisée par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (1970) montre bien que, dès les années 1960-1970, la sociologie française prend acte du fait que la culture légitime, et notamment celle que sélectionne l'École comme étant digne d'être transmise, fonctionne, dans des formations sociales hautement scolarisées, comme une monnaie qui est inégalement distribuée et qui, pour cette raison, donne accès à des privilèges divers et variés. En filant la métaphore du capital culturel, on a pu se demander comment celui-ci se « transmet » ou s'« hérite¹ », de génération en génération, au terme de quels processus il est monopolisé par une élite, comment il peut se dévaluer (par exemple, dans un contexte d'inflation des diplômes), se reconvertir (en d'autres formes de capitaux, économiques notamment), se transformer (passer, par exemple, d'une forme littéraire à une forme scientifique) sous l'effet des changements dans la structure des marchés, etc.

Mais les chercheurs étaient trop pris par leur lutte scientifique contre les idéologies de l'École démocratique (l'École est démocratique car elle traite également tous les élèves quels que soient leurs origines sociale, culturelle, géographique, leur sexe, etc.), de la méritocratie scolaire (la réussite scolaire dépend de l'effort et du travail fourni par chaque élève), voire de l'idéologie du don (les talents sont naturellement inégalement distribués dans une population), pour se demander ce qui fait du diplôme un *capital*. Ils ne se sont pas interrogés sur les conditions historiques qui ont fait de l'École une institution pouvant délivrer une monnaie d'un genre particulier : les titres scolaires. Et, au bout du compte, ils ont eu tendance à universaliser un moment particulier de l'histoire des sociétés occidentales, moment où l'École s'est mise à jouer un rôle central dans la reproduction des rapports entre classes sociales.

On doit à Jean-Claude Passeron, seize ans après la publication de *La Reproduction*, la mise en évidence de cet impensé (ou non-dit) de l'époque sociologique des premiers travaux sur l'inégalité sociale devant l'École. Dans un article paru initialement dans la revue *Esprit* et intitulé « Hegel ou le passager clandestin. La reproduction sociale et l'histoire », Passeron rappelle tout d'abord que l'institution scolaire n'a pas toujours rempli cette fonction et qu'elle a fait longtemps l'objet de résistances sociales de la part d'une partie des élites : « Tout au long de l'institutionnalisation et de la croissance des systèmes d'enseignement, une tension spécifique, lourde d'effets dans l'histoire sociale comme dans l'histoire des mœurs, résulte de la *résistance* opposée par "l'éducation noble" (fondée sur le dressage physique et moral et recourant volontiers au placement chez des pairs) au développement du mode scolaire d'éducation. Au XVIII^e siècle encore, la frontière sociale et la frontière de l'éducation scolaire ne coïncident pas. Les gens de qualité, non ou peu scolarisés, se distinguent mal par le langage des gens du peuple : on a là à la fois l'attestation du caractère secondaire de la légitimation lettrée du rang social et une explication de la fonction de marqueur social réservée à d'autres signes : vêtement, manières mondaines ou militaires par exemple. » (Passeron, 1991, p. 101).

Il souligne aussi le risque attaché au succès relatif de l'École (scolarisation généralisée, augmentation générale du niveau individuel de formation scolaire,

¹. Pierre Bourdieu parle de la « loi sociale (...) qui établit que le capital culturel va au capital culturel » et qui rend compte de « l'élimination scolaire des enfants les plus dépourvus de capital culturel » (Bourdieu, 1982, p. 20).

massification universitaire), qui peut conduire cette institution à délivrer une monnaie de plus en plus dévaluée. À terme, le diplôme pourrait ne plus fonctionner comme une monnaie (ou un capital) et céder la place à d'autres moyens sociaux de distinction plus rares, et donc plus efficaces : « [...] il faut considérer aussi qu'en banalisant la formation scolaire, il [le système scolaire] tend à disperser du même coup le pouvoir de marquage social du diplôme ou de la longueur des études, et par conséquent, à affaiblir son effet propre de légitimation des positions sociales, puisqu'il ne peut plus jouer d'un *ressort symbolique* aussi fort que celui du "tout ou rien" par lequel les systèmes fermés de l'Université traditionnelle traçaient lumineusement une frontière sans équivoque ni possibilité de transgression [...] entre l'inculture naturellement choisie par les masses et la gloire culturelle, à la fois native et méritée, de l'élite diplômée » (Passeron, 1991, p. 102). On a vu notamment au cours des trente dernières années la culture littéraire et artistique perdre de sa valeur sociale au profit d'une culture scientifique. Et l'on pourrait bien connaître, dans un avenir plus ou moins proche, un monde social où lire de la littérature et connaître les arts ne seraient ni plus ni moins valorisant et distinctif que faire de la broderie ou pratiquer la mécanique.

Une sociologie dispositionnaliste de la socialisation

Par ailleurs, travaillant sur la construction ordinaire des inégalités sociales d'accès aux savoirs scolaires, le sociologue a tout intérêt, pour mieux comprendre ce qui se passe, à détailler les malentendus, les « dialogues de sourds », les rencontres malheureuses ou les contradictions culturelles qui se jouent très tôt, dès l'école maternelle, entre les agents de l'institution scolaire (et, plus largement, la situation scolaire dans son ensemble en tant que situation de socialisation spécifique) et les élèves porteurs de dispositions sociales (manières de sentir, de parler, de penser, d'agir) peu compatibles avec celles requises par la situation scolaire. Pour cela, il ne lui faut négliger ni l'analyse des propriétés des contextes et dispositifs scolaires, ni l'analyse des dispositions incorporées par les élèves.

On sait aujourd'hui que les familles dotées de ressources culturelles livrent à l'école des enfants déjà porteurs d'une certaine forme d'habileté langagière, d'une relative maîtrise de soi et de son corps et de compétences scolaires non négligeables. Par exemple, nombre d'enfants apprennent aujourd'hui à lire autant chez eux qu'à l'école ; ils apprennent cela, pourrait-on dire, « au biberon », dans les interactions précoces, ordinaires et fréquentes autour de l'écrit – produit ou lu – qui impose sa présence et son évidence culturelle au sein du foyer. Pour eux, l'école élémentaire a quelque chose de maternel. Ils y respirent un air auquel ils sont habitués depuis leur naissance. Mais pour les familles les plus dépourvues de ressources et d'expériences scolaires, seule l'école est en mesure de faire ce qui ailleurs a été partiellement, voire parfois totalement, fait dans l'intimité du foyer. L'école a une responsabilité pédagogique et politique considérable vis-à-vis de ces enfants qui n'ont bien souvent que le temps passé à l'école pour entrer dans la culture scolaire et se l'approprier. Or, il faut beaucoup de temps – des milliers d'interaction plutôt que quelques dizaines – pour faire acquérir des habitudes corporelles ou langagières, des modes de raisonnement, des techniques manuelles ou intellectuelles, etc.

La notion d'« habitus » développée par Pierre Bourdieu a été au cœur de cette façon dispositionnaliste de concevoir l'interaction entre l'école et les élèves. Elle a permis globalement de comprendre que le contexte scolaire constitue, selon les catégories d'élèves, une *invitation* ou un *frein* à l'expression des dispositions socialement constituées par les instances de socialisation antérieures, et notamment par la famille. Les

comportements des élèves en « échec scolaire » peuvent ainsi être interprétés comme les produits d'une mise en crise des dispositions incorporées.

Mais il me semble préférable de concevoir les élèves comme des porteurs d'un « patrimoine de dispositions et de compétences » pas nécessairement homogènes (parmi lesquelles certaines sont scolairement rentables et d'autres inutiles, voire « handicapantes ») et comme des acteurs pris dans des contextes sociaux (familiaux, amicaux, institutionnels) différenciés plus ou moins favorables à la réussite scolaire, que de les imaginer porteurs d'un habitus cohérent (un « système de dispositions durable et transférable ») et globalement contradictoire par rapport aux attentes scolaires. L'étude des cas statistiquement atypiques d'enfants de milieux populaires réussissant scolairement montre bien que ces enfants peuvent avoir quelques dispositions scolairement favorables (du point de vue, par exemple, du rapport à l'autorité) leur permettant de construire dans le cadre scolaire les dispositions culturelles manquantes, celles que leur famille ne leur a pas permis de constituer (Lahire, 1995). On a souvent dit que les transfuges de classes réussissaient *contre* leur famille, mais l'examen détaillé des situations montre que les transfuges réussissent autant *avec* leur famille (en s'appuyant sur des ressources familiales existantes) que *contre* elle (en apprenant à mettre en veille, au moins dans le temps scolaire, les dispositions culturelles inadéquates).

Une telle approche incite à distinguer les différents éléments favorables à la « réussite scolaire » à différents moments de la scolarité (primaire, secondaire et supérieure), et en différents lieux du système scolaire (dans les formations scientifiques, techniques, littéraires, etc.), pour saisir les raisons et conditions précises, dans chaque contexte, des « réussites » et des « échecs » scolaires.

À titre d'exemple, nombre de dispositifs pédagogiques (outils et manières de faire la classe) conçus aujourd'hui pour développer l'« autonomie » cognitives ou comportementales des élèves reposent sur une loi tacite que l'on pourrait formuler de la manière suivante : « Que celui qui entre à l'école porte en lui les dispositions à agir et à penser dans le sens scolairement attendu ». Dans une recherche qui portait sur *La construction sociale de l'« autonomie » à l'école élémentaire* (Lahire, 2000), j'ai essayé de montrer notamment que l'autonomie de l'élève apparaît fondamentalement liée aux consignes écrites, c'est-à-dire à un rapport particulier à la lecture et, au fond, à la lecture silencieuse et solitaire, non guidée. L'autonomie scolaire n'a souvent de sens que par rapport à une série de *dispositifs pédagogiques objectivés* (règles ou informations écrites, manuels, fichiers, dictionnaires, cartes, tableaux, listes, modes d'emploi, ordinateurs) et de *techniques pédagogiques* (apprentissage de la lecture silencieuse, absence de réponses aux questions posées, systèmes d'auto-correction, imposition de l'usage autonome du dictionnaire, etc.) articulées à ces dispositifs objectivés.

En ce sens, l'autonomie suppose une dépendance vis-à-vis de dispositifs objectivés qu'il s'agit de s'approprier pour aller seul, et de la bonne manière, vers le savoir. L'ensemble des techniques qui conduisent (il faudrait dire « contraignent ») à l'autonomie est constitutif d'un *rapport au pouvoir* en même temps que d'un *rapport au savoir*. L'autonomie est donc une forme de dépendance historique spécifique et l'école est le lieu où tente de s'opérer l'apprentissage progressif de ce nouveau rapport au pouvoir et au savoir. L'autonomie socialement construite ne signifie aucunement « indépendance absolue » ou « liberté individuelle » face aux « contraintes sociales » (à la « société »).

Or, nombreux sont les élèves jugés « peu ou pas autonomes » (Lahire, 1995) par les enseignants qui utilisent même parfois l'expression « élève non autonome » comme un

strict équivalent d'« élève en échec scolaire ». Lorsque l'« autonomie » devient une catégorie publique de perception positive des comportements et des individus, elle est du même coup productrice de stigmates : ceux qui ne parviennent pas à « se débrouiller » seuls dans les cadres (scolaires ou autres) qu'on leur impose sont souvent « assistés » par d'autres personnes et vite considérés comme des « assistés ». Il n'y a donc rien de plus contraignant que l'injonction généralisée à l'autonomie, qui, paradoxalement, semble à première vue s'opposer à toute forme de dépendance et de contrainte.

L'étude des effets réels des dispositifs socialisateurs visant à façonner des « types d'hommes » (Weber) autonomes ne serait pas complète si elle faisait l'économie de l'examen des dispositions préalablement incorporées – adéquates ou inadéquates – des individus socialisés. Plutôt que d'évoquer des injonctions sociales un peu générales à « être autonome », le sociologue devrait toujours préciser la nature et l'objet de l'autonomie (autonome comment et par rapport à quoi ?), ainsi que l'inégale probabilité, parmi les différentes catégories de la population, de posséder les dispositions sociales (mentales et comportementales) favorables à cette autonomie. Et puisqu'il est bien question aussi d'*inégalités*, le sociologue ne doit pas non plus manquer de mettre au jour les nouvelles formes de stigmatisations sociales produites par ces nouveaux dispositifs de savoirs et d'exercice du pouvoir.

J'ai écrit un peu plus haut que l'« on sait » aujourd'hui que les familles dotées de ressources culturelles livrent à l'école des enfants déjà porteurs de pré-requis extrêmement déterminants scolairement. Mais nous « savons » encore de manière trop imprécise et nous manquons cruellement de travaux historiques, anthropologiques et sociologiques consacrés aux processus de socialisation des enfants. Et c'est cette situation qui permet aujourd'hui à des chercheurs en sciences cognitives ou en anthropologie, en France comme aux Etats-Unis, de placer du côté de la nature (les « structures cognitives innées », les « propriétés générales de l'esprit humain ») ce qui peut être pensé comme le produit d'une intériorisation par petites touches insensibles, répétées, parfois volontaires et parfois involontaires. En négligeant les descriptions et analyses précises de ces processus, les sciences sociales ont ouvert la brèche dans laquelle s'engouffrent aujourd'hui tous les naturalismes qui peuvent légitimement ironiser, comme le fait l'anthropologue Pascal Boyer, sur la conception de la « transmission culturelle » comme « un bric-à-brac informe où les sujets socialisés finiraient par dénicher tant bien que mal ce qui leur est indispensable pour devenir les membres compétents de tel ou tel groupe humain » (Boyer, 1997, p. 58)¹. Ces chercheurs sous-estiment ou éludent complètement les suggestions, les directions, les orientations, les corrections, les aides, les cadrages, les guidages ou les étayages opérés par des adultes, par d'autres enfants ou plus largement par l'agencement objectif des situations dans lesquelles le monde des adultes plonge les enfants (Bruner, 1991).

Le développement d'une sociologie de l'éducation qui intégrerait de manière critique et non éclectique nombre d'apports empiriques et d'élaborations théoriques de la psychologie historique et culturelle, de la psychologie de l'enfance ou de l'anthropologie

¹. Cf. l'analyse critique d'une partie des programmes de recherche très naturalistes que j'ai développée dans *L'Esprit sociologique* (2005, p. 261-307).

cognitive, est, de toute évidence, un défi d'avenir à relever pour une sociologie génétique et dispositionnaliste.

Références bibliographiques :

1. Bourdieu, P. 1982, *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit.
2. Bourdieu, P. et PASSERON J.-C. 1970, *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit.
3. Boyer P. 1997, *La Religion comme phénomène naturel*, Paris, Bayard Éditions.
4. Bruner J. S. 1991, *Le Développement de l'enfant. Savoir faire, savoir dire*, Paris, PUF, Psychologie d'aujourd'hui, 3^e édition, (1^{ère} édition, 1983).
5. Durkheim, E. 1990, *L'Évolution pédagogique en France*, Paris: PUF, Quadrige.
6. Lahire B. 1995, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Seuil, Collection Hautes Études (2^{ème} édition en 2000).
7. Lahire B. 1999, *L'Invention de l'« illettrisme ». Rhétorique publique, éthique et stigmates*, Paris, Éditions la Découverte, Textes à l'appui, (nouvelle édition La Découverte/Poche, 2005).
8. Lahire B. 2000, *La Construction de l'élève « autonome » à l'école primaire. Savoirs, pouvoirs et différenciations sociales*, Rapport de recherche pour Ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, CNCRE (Comité National de Coordination de la Recherche en Éducation), (recherche réalisée avec la collaboration de D. Homburger, F. Renard, S. Tralongo).
9. Lahire B. 2002, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, Collection Essais & Recherches.
10. Lahire B. 2004, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Éditions la Découverte, Laboratoire des sciences sociales.
11. Lahire B. 2005, « Prédipositions naturelles ou dispositions sociales ? Quelques raisons de résister à la naturalisation de l'esprit » in *L'Esprit sociologique*, Paris, Éditions la Découverte, Laboratoire des sciences sociales, p. 261-307.
12. Passeron J.-C. 1991, « Hegel ou le passager clandestin. La reproduction sociale et l'histoire », in *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, p. 89-109.

INTERNATIONAL CURRENT SITUATION, EDUCATION AND ECONOMIC KNOWLEDGE IN A GLOBAL CONTEXT

Drd. João Carlos LOEBENS,
Universidad de Alcalá, Espanha
joao.carlos.loebens@gmail.com

Drd. Jucelia Ferreira LOEBENS
Universidad de Alcalá, Espanha
jupoesia@gmail.com,

Abstract: *This paper aims to analyze the change in the global economic environment, focusing on the increased importance of the knowledge economy and its relationship to education. In the current international context, the decline of the U.S. economy stands out, whose main cause is their prolonged and rising trade deficit, and its outcome is still uncertain. The rearrangement in the geopolitical world of the XXI century is accompanied by a new feature, the "economy of knowledge", in which the culture, knowledge and new technologies are acquiring fundamental importance in economic development. Knowledge economy magnitude is not only the structured, but also the tacit knowledge, represented by capacity for innovation and motivation, integrated by emotional intelligence. In this global context, education acquired a new role and greater importance. The concepts of interculturality and multiculturalism have to be worked in pursuit of needed integration to develop knowledge economy. The culture grows in importance, both in the field of "Culture" with capital, with regard to great discoveries and bequest in writings, as in the field of "culture" in lower case, referring to culture of understanding the behavior of people and acting in group. In times of knowledge globalization, it becomes increasingly important to learn, to think, to link ideas and develop emotional intelligence.*

Key words: current international context; education, globalization, knowledge.

Introdução

Uma das características mais marcantes da atualidade é a crescente globalização tanto em aspectos econômicos, como educacionais e culturais. No contexto econômico destacam-se as notícias cada vez mais frequentes sobre instabilidades financeiras, bem como dúvidas sobre o surgimento de uma eventual crise de proporção, possivelmente elevada, em função de problemas apresentados pelos Estados Unidos, principal economia do planeta. Percebe-se também uma maior presença de países emergentes, num eventual rearranjo político-econômico global.

Desde o início do século XX, especialmente na segunda metade, tem aumentado o número de empresas produtivas, que contém em sua estrutura laboratórios de pesquisa, bem como, instituições científicas de pesquisa, que implantaram métodos de produção. Agora, o rearranjo na geopolítica mundial do século XXI vem acompanhado por uma nova característica, a economia do conhecimento, na qual a cultura, o saber institucionalizado e

as novas tecnologias vêm adquirindo importância fundamental no desenvolvimento econômico dos países.

A educação adquire um novo papel e maior importância nesse contexto globalizado, no qual depara-se com uma complexidade maior em função do aumento do multiculturalismo. Nesse caso, o educador pode atuar para fortalecer o diálogo, ajudando a demonstrar que a vida democrática pode acomodar diversidades de interesses e identidades. Ao mesmo tempo, é importante educar e educar-se para participar da nova sociedade do conhecimento, desenvolvendo hábitos de aprender a pesquisar, buscar, selecionar e ser capaz de saber aprender e aprender a saber.

Conjuntura Internacional

As notícias sobre instabilidades financeiras e crise econômica têm sido relativamente constantes nos últimos meses. Apesar do medo que a palavra crise pode provocar, etimologicamente ela remete a um processo de mudança, que pode ser para melhor ou para pior. As turbulências financeiras internacionais já atingiram as principais economias ocidentais, em questão de tempo vão acabar afetando também os países emergentes, e em última instância, a economia das famílias, na qual o efeito será percebido diretamente.

Os EUA, principal economia do planeta, nas últimas décadas tem tido um consumo maior do que sua produção, o que resulta em déficits comerciais contínuos e num aumento da dívida. À medida que a dívida dos EUA vai aumentando, vão surgindo dúvidas sobre a solidez do dólar. Num primeiro momento, alguns investidores procurarão resguardar seus recursos em outra parte. Na medida em que aumenta a desconfiança no dólar em função do aumento da dívida, mais recursos migrarão do dólar para euros, yenes, ou yuanes, a moeda chinesa, apesar dos controles de capital que a China mantém.

Conforme Joseph Stiglitz (2006), o abandono do dólar pode ocorrer de duas formas: (i) de forma metódica e suave, ocorrendo em um período de meses ou de anos; (ii) ou pode ocorrer de forma brusca, sem nenhum método, em forma de *crash*. No primeiro caso, o mercado de valores somente experimentaria uma leve intranquilidade, podendo inclusive continuar subindo. No segundo caso, a economia estadunidense entraria em crise, sendo muito difícil prever que tipo de acontecimento poderia precipitar a referida crise. Enquanto o crescente endividamento dos EUA é a principal causa da instabilidade financeira global, a contrapartida deste endividamento é a grande quantidade de dólares comprados principalmente pela China e Japão, o que tem contribuído para a estabilidade. No entanto, isso gera um problema para esses dois últimos países. Eles possuem tantos dólares que, se quiserem vender uma parte significativa deles, essa venda provocará a desvalorização do dólar, o que por sua vez, provocará perdas acentuadas nos dólares remanescentes que permanecem em seu poder.

Os possuidores de reservas em dólares, dentre os quais se destacam os Bancos Centrais de diversos países, estão tentando imaginar como vender os dólares sem precipitar uma avalanche de vendas, ou seja, a crise. Ninguém deseja uma crise dessa ordem, mas igualmente ninguém quer ser surpreendido de um dia para o outro com o cofre cheio de dólares que perderam o seu valor. Estima-se que a quantidade de dólares em mãos de investidores esteja em torno de US\$ 5 trilhões, de onde surge a pergunta: qual seria o melhor caminho para se desfazer dos dólares antes de uma provável crise? Nesse contexto, cabe acrescentar o problema das hipotecas sem pagamento e as dívidas de alguns grandes

bancos. Estariam os EUA caminhando para uma aterragem drástica de sua economia? Quando ocorrer a crise nos EUA, seus efeitos vão atingir o resto do mundo?

Algumas mudanças se darão de forma inevitável, como por exemplo a entrada da China no cenário global como economia industrial forte. As instabilidades que caracterizaram os mercados financeiros globais nas últimas duas décadas, especialmente a crise financeira global de 1997-98, as crises latino-americanas e a depreciação do dólar que se iniciou em 2002, fazem pensar que o sistema financeiro global deveria ser alterado. A questão já não é tanto se estas alterações vão acontecer ou não, senão quando acontecerão. E o que é mais importante, se acontecerão antes ou depois que se produza outra série de crises globais. O ideal não seria esperar para evitar fazer mudanças às pressas, já que depois de uma crise parece não ser a melhor maneira de reformar o sistema econômico global.

No contexto econômico já se aceitam as limitações do livre mercado. Os escândalos da década de noventa, principalmente nos Estados Unidos, derrubaram *o estilo financeiro e capitalista estadunidense* do pedestal em que permaneceu durante algum tempo. Num sentido mais amplo, se está reconhecendo que a perspectiva do Consenso de Washington pode ser contrária ao desenvolvimento econômico, o qual requer um planejamento a longo prazo. Nesse caminho de mudanças, é de grande importância a transparência dos processos democráticos, pois é bem provável que as pessoas informadas procurem coibir os abusos produzidos pelos interesses corporativos particulares e financeiros, presentes de forma acentuada no atual processo de globalização.

Mesmo contando com o apoio de forças políticas e econômicas, a globalização e o crescimento econômico não ocorrem de forma automática. O fato de essa globalização ter provocado a redução do nível de vida de muitas pessoas, e até de países, e ter colocado em perigo alguns valores culturais fundamentais tem provocado reações políticas contrárias a sua continuidade.

Os modelos de crescimento econômico às vezes afirmam que é necessário optar entre crescimento ou desigualdade, o que não é verdadeiro. O debate somente tem sentido se associado a uma reflexão sobre a distribuição da riqueza. Poderia-se pensar em um crescimento menos agressivo, mas as leis do mercado não costumam atender a essa dimensão moral da economia. Os governos poderiam incrementar o crescimento aumentando a integração. Partindo do princípio de que a maior riqueza de um país é a sua população, se pode afirmar que é de fundamental importância que todos possam alcançar seu potencial, e para isso faz-se necessário que todos tenham a oportunidade de receber educação.

Outro aspecto a considerar é que a educação gera coesão social e solidariedade, requisitos importantes numa sociedade. A incapacidade de fomentar a solidariedade social pode gerar outros custos, como o gasto familiar e econômico que requer a proteção da propriedade ou mesmo os gastos para manter os presos na cadeia, que não é nada desprezível. A educação pode propiciar a busca de valores comuns entre as culturas, sem idéias preconcebidas e sem imposições unilaterais, constituindo-se numa forma de recuperar o potencial emancipador dos direitos humanos, que remete a futuro fraterno para a humanidade.

Carlos Alberto Torres (2001) comenta a necessidade, no mundo atual, de combater o *déficit* moral, caracterizado principalmente pela corrupção presente tanto entre os ricos como entre os pobres, e o *déficit* de solidariedade, caracterizado principalmente pela sonegação de impostos. Segundo esse autor, a escola pode contribuir para reduzi-los, mas

para que isso aconteça é preciso que as pessoas tenham as necessidades materiais básicas atendidas. Nesse sentido, faz-se necessária a preocupação pela forma de distribuição dos bens e serviços na sociedade, lutando-se pelo combate à pobreza, pela redistribuição e pela igualdade.

As idéias, ou dúvidas, sobre os benefícios do comércio e da liberalização do mercado de capital e seus efeitos no crescimento, bem como as experiências reais dessas reformas, tendem a modificar o curso da globalização econômica.. O mesmo ocorre com os acontecimentos de repercussão global, como nos casos dos ataques do 11-S e conseqüente guerra ao terrorismo, a guerra do Iraque e a ascensão no cenário mundial de países emergentes, como China, Rússia, Índia e Brasil, denominados países BRIC.

Segundo Parag Khanna (2008), a distribuição do poder se alterou ao longo dos dois mandatos presidenciais de George W. Bush. Muitos viram as invasões do Afeganistão e Iraque como símbolos de um imperialismo estadunidense global. O momento unipolar dos EUA inspirou movimentos financeiros e diplomáticos para impedi-los de construírem uma ordem mundial única. Na melhor das hipóteses, a fase unipolar dos EUA ocorreu durante a década de 90. Atualmente, para a liderança do espaço geopolítico estão competindo outras potências, como a União Européia e a China no Oriente, o que alterou um globo que até recentemente gravitava em torno do pró ou antiamericanismo.

A Europa hoje pode ser vista como quem melhor representa os ideais democrático-liberais. A União Européia pode, por exemplo, apoiar os princípios das Nações Unidas, que os EUA outrora dominaram. Nessa nova ordem, surgem alguns questionamentos. Por quanto tempo ela conseguirá manter esse apoio à medida que seus próprios padrões sociais se elevam bem acima desse denominador comum mínimo? E por que a China e outros países emergentes deveriam ser participantes responsáveis numa ordem internacional liderada pelos EUA, quando eles não têm assento na mesa em que as regras são elaboradas? Mesmo com os EUA avançando aos tropeços na direção do multilateralismo, os outros estão saindo do jogo estadunidense e seguindo suas próprias regras.

Além disso, geograficamente os EUA estão sós, enquanto que a Europa e China ocupam as duas extremidades da grande massa de terra continental eurásiana, o centro de gravidade da geopolítica. A questão central talvez não seja quem vai substituir os EUA, mas como irá se compor a paisagem geopolítica, certamente de forma multicultural, complexa, repleta de desafios transnacionais, do terrorismo ao aquecimento global, impensável para uma única autoridade.

Educação e Economia do Conhecimento

Dentro da escassez de recursos característica da maioria dos orçamentos, a sociedade atribui grande importância à educação e destina consideráveis esforços no desenvolvimento e na disseminação do conhecimento e da cultura em geral. De modo particular, cabe uma análise da função que desempenha o conhecimento na economia, relacionado com os esforços para alcançar o desenvolvimento econômico e social.

Existem várias experiências de investimentos na criação de Pólos de Excelência, dedicados especialmente à pesquisa e ao desenvolvimento científico. Esses investimentos podem ser entendidos como uma experiência científica e como uma operação econômica de investimento e retorno. O fenômeno essencial é a conexão entre a ciência (construção sistematizada do conhecimento novo) e a economia.

Desde o início do século XX, especialmente na segunda metade, tem aumentado o número de empresas produtivas que contém em sua estrutura laboratórios de pesquisa, bem

como, instituições científicas que implantaram métodos de produção. Assim, o conhecimento passou a ter uma função crescente na economia, podendo-se deduzir que a economia do século XXI será baseada no conhecimento.

O que se verifica é uma aproximação cada vez maior entre a criação do conhecimento e a utilização desse na economia. O científico trabalha pensando diretamente na aplicação do conhecimento que cria, na produção ou nos serviços. A economia, por sua vez, demanda a criação dos conhecimentos que necessita. Essa integração gera efeitos como a concorrência pela diferenciação dos produtos. A cada dia surgem produtos novos e o êxito econômico depende não somente de produzir muito e barato, mas de produzir produtos diferentes e melhores, que vão substituindo os anteriores. Na maior parte da economia, o que está acontecendo é que o peso relativo do conhecimento vai aumentando. Isso está mais evidente em alguns setores, como computação, microeletrônica, biotecnologia e telecomunicações, que constituem os chamados setores de alta tecnologia.

Segundo Jordi Vilaseca Requena (2005), a atividade econômica se caracteriza por um profundo processo de transformação. A globalização da produção, da demanda e dos mercados, com uma revolução tecnológica sem precedentes no capitalismo moderno, gera um processo de transição para uma nova organização econômica. O deslocamento da atividade industrial para centros com custos mais baixos, as transformações do mercado de trabalho e as alterações estratégicas, organizativas ou produtivas na atividade empresarial seriam alguns dos objetivos que, tanto acadêmicos como empresários e trabalhadores, devem enfrentar.

Outro fator importante a considerar em muitos casos é o de que a quantidade de conhecimento e inovação, que contém um produto ou serviço, determina seu custo ou preço em proporção maior do que o componente material. Atualmente, quando se busca desenvolver uma determinada área da economia, o principal questionamento deixou de ser se há disponibilidade de capital suficiente para investir, mas se existem os conhecimentos necessários para tal. Há algum tempo, o normal era que os possuidores de capital pudessem comprar o conhecimento que precisavam para iniciar um processo produtivo. Hoje é cada vez mais comum que quem possua o conhecimento inovador possa mobilizar o capital necessário.

A inovação no conhecimento é uma das variáveis cruciais que permite aos países obter vantagens competitivas de primeira ordem, que são necessárias em um mundo cada vez mais globalizado economicamente. Nesse sentido, a criação de conhecimento é muito mais que um mero processo de Ciência e Tecnologia, pois os processos de inovação e de capital intelectual competem estreitamente em uma base global. Infelizmente, os países do Terceiro Mundo estão de certa forma afastados deste processo, principalmente por causa da falta de recursos econômicos, como, por exemplo, no caso brasileiro, em função do pagamento de juros da dívida pública, que absorvem grande parte do orçamento nacional. Nesses processos de investimento para criação de conhecimento, pode-se afirmar que a intervenção Estatal é positiva, pois cria efeitos indiretos na economia, fomentando o crescimento econômico e a coesão social.

O conhecimento economicamente relevante não é somente o estruturado, mas também o implícito, bem como a capacidade de inovação e motivação, dependendo por isso da cultura em geral. A consequência disso é que o desenvolvimento econômico necessita do crescimento rápido da quantidade de conhecimento disponível e da quantidade de pessoas que o possuem. Não se trata somente do conhecimento científico no sentido tradicional, como uma fórmula constante num livro, conhecido como conhecimento

estruturado. Cada vez mais aumenta a importância do conhecimento empírico, como um valor agregado, que está na experiência das pessoas e não é facilmente descritível. A atitude perante uma atualização permanente, perante mudanças ou inovações, não deixa de ser uma atitude cultural, já que depende da escala de valores, da motivação, enfim, da cultura geral e da visão de mundo do indivíduo. O trabalhador motivado, curioso, comunicador de suas experiências, estudioso e criador é o protagonista da economia do conhecimento.

Para criar um ambiente motivador, a educação deveria ser interpretada em termos de seus resultados finais, ou seja, a busca do aumento do conhecimento que as pessoas precisam para desempenhar sua função no trabalho e conseguir uma boa qualidade de vida. Nesse sentido, as políticas educacionais deveriam incluir, entre outras coisas, a educação por conta própria, processos de educação dentro das famílias e grupos sociais, o uso da informação e o uso dos meios de comunicação, indo além do provimento da escola formal. Conforme Torres (2001), a escola não pode limitar-se a reproduzir conhecimento, mas precisa ser um local de produção e questionamento dos conhecimentos.

A educação pode ser um instrumento poderoso para atingir a igualdade de oportunidades, mais eficaz quicá do que a igualdade de rendimentos. Poderia-se afirmar que a igualdade de rendimentos tende a ser atingida quando se obtém a igualdade de oportunidades. A acumulação de conhecimento passa a ser um suporte básico ao crescimento econômico associado com sustentabilidade e equidade. A ciência e a tecnologia proporcionam as alterações nas funções de produção necessárias à geração do crescimento econômico. Assim, a ciência e tecnologia dão forma ao processo de crescimento, e portanto deveriam ser orientadas aos objetivos de sustentabilidade e equidade. As políticas de ciência e tecnologia deveriam incluir: : (i) fácil acesso para pequenas e médias empresas a conhecimento disponível; e (ii) medidas para proteger os direitos de propriedade intelectual, mas compatíveis com as políticas de livre concorrência.

Há correntes que afirmam que a criatividade das pessoas na economia do conhecimento requer motivação, e que a apropriação privada dos resultados dificulta a motivação criadora. Sustentam também que o conhecimento requer circulação ampla e que o amplo uso do conhecimento é seu principal fator de estímulo. Nesse sentido, a lei de propriedade intelectual poderia ser um inibidor dessa liberdade de circulação, prejudicando a livre concorrência.

Por outro lado, a crescente integração da ciência dentro da economia é um processo que depende do contexto político. Tendo em vista que em muitos casos o conhecimento é o fator mais importante da produção, surgem mecanismos e disputas visando a sua apropriação, como é o caso da lei de patentes. Num sentido macro, envolvendo as transações entre países, se poderia inscrever, nesse contexto, situações como o deslocamento de pessoas com conhecimentos de um país para outro, freqüentemente denominado roubo de cérebros, onde foi a sociedade do país de origem que financiou a formação desse profissional. Se compararmos a circulação do conhecimento à circulação do capital, poderia-se estabelecer uma analogia nos seguintes termos: o capital está associado a pessoas (propriedade privada) e as pessoas com capital têm circulação praticamente livre no atual contexto; de forma análoga, o conhecimento está associado a pessoas (formação) e essas pessoas também têm sua circulação facilitada entre os países.

Para passar à economia do conhecimento seria importante converter o método científico em um componente da cultura geral, o que pressupõe a capacidade do uso deste pelas pessoas. O método científico, além do uso em equipes de pesquisa, também pode ser

uma disciplina de pensamento. A pessoa identifica um problema, busca informação sobre a questão, formula uma hipótese sobre como resolver esse problema e desenha uma experiência para verificar se a hipótese é verdadeira ou falsa. E se é falsa, começa o ciclo novamente.

Mas cabe lembrar que, quando se menciona capital humano, não se fala somente da quantidade de conhecimentos técnicos/científicos de um indivíduo. Também é importante o ensino, a criação e a defesa de valores éticos, de coesão social e solidariedade. Os conhecimentos técnicos podem nos ensinar como se trabalha, mas são os valores morais que nos fazem compreender por que se trabalha, e deles se obtém a motivação e energia para prosseguir.

A educação adquire um novo papel e maior importância, nesse contexto globalizado. Os conceitos de interculturalidade e multiculturalidade precisam ser revisados na busca da integração necessária para desenvolver a economia do conhecimento¹. Em diversas localidades, cidades ou países, é comum existirem várias culturas sem que uma delas predomine, porém separadas geograficamente, o que se convencionou chamar de mosaico cultural, multiculturalismo ou pluralismo cultural. Miquel Rodrigo Alsina (1999) afirma que toda cultura é basicamente pluricultural, ou seja, se formou e continua se formando a partir dos contatos entre diferentes comunidades que apresentam seus modos de pensar, sentir e agir. As trocas culturais não terão todas as mesmas características e efeitos, mas é a partir destes contatos que se produz a mestiçagem cultural. Segundo o autor, uma cultura evoluciona através do contato com outras culturas. Enquanto o conceito de pluricultural serve para caracterizar uma determinada situação, a interculturalidade descreve uma relação entre culturas, que supõe uma relação respeitosa entre elas.

Na doutrina multiculturalista está presente a idéia de que as culturas minoritárias são discriminadas, implicando reivindicações e conquistas das chamadas minorias, como por exemplo, negros, índios, mulheres ou homossexuais. Dessa forma, o multiculturalismo apresenta uma visão contrária a interpretações etnocêntricas, as quais têm uma visão de mundo a partir de sociedades dominantes, que se consideram mais importantes que as demais.

Segundo Torres (2001), o multiculturalismo se intensificou com a globalização, aumentando o surgimento de diversas identidades baseadas nas escolhas pessoais. Essa complexidade aparece em sala de aula e o professor precisa saber lidar com ela. Pode deparar-se com circunstâncias que lhe são culturalmente pouco familiares. Nesse caso, compreender a maneira como a pessoa se posiciona, perante determinadas situações, pode ajudar a compreender sua reação. O professor deve auxiliar na interpretação, tanto dos conhecimentos, como das culturas e identidades. Nesse caso, como ser social, deve colocar-se no lugar do outro, pois essa atitude faz parte do progresso cognitivo, como já referia Jean Piaget (1977).

A diversidade cultural e étnica às vezes é vista como negativa, mas também pode ser vista como fator positivo, de enriquecimento e abertura de novas possibilidades. Torres (2001) afirma que o professor pode atuar para fortalecer o diálogo, ajudando a demonstrar que a vida democrática pode acomodar diversidade de interesses, identidades e ideologias, tendo como base os direitos humanos.

A cultura cresce em importância, tanto no campo da “Cultura” com maiúscula, referente às grandes descobertas e legados escritos, como no campo da “cultura” com minúscula, que se refere à cultura para entender o comportamento das pessoas e à capacidade para a motivação e atuação em grupo. Em tempos de globalização do saber,

torna-se cada vez mais importante aprender a pensar, a relacionar idéias e desenvolver a inteligência do valor das emoções, já que o plano simbólico também é uma necessidade de coesão nas pessoas.

A degradação dos valores éticos está aumentando e vai corrompendo e acabando com a convivência humana, com a segurança e a tranqüilidade das pessoas. Ao mesmo tempo, gera novos problemas, que precisam ser enfrentados com novas atitudes para reconstruir valores perdidos ou construir novos, que permitam orientar comportamentos individuais e coletivos. Diante dessa problemática, os profissionais da educação e das humanidades sentem a necessidade de planteamentos pedagógicos que possam ser transformadores, e formem uma educação marcada pelos valores éticos, com modelos de aprendizagem que auxiliem a resolver conflitos morais, como almejava Paulo Freire (1996).

Um dos trabalhos ético-pedagógicos de Edgar Morin (2005) evidencia a missão da educação do futuro, que obrigatoriamente deve estar baseada na compreensão entre as pessoas como condição e garantia de solidariedade intelectual e moral da humanidade. Para Morin, compreender é um procedimento humano que vai além da simples aprendizagem intelectual, e por isso requer realmente empatia, identificação e projeção, que resulta em abertura, tolerância, simpatia e generosidade, tudo isso inserido num processo que implica aprendizagem e reaprendizagem permanente.

Nesse caso, a pessoa deve realizar um auto-exame de si mesma, compreender-se para compreender os demais, suas idéias, sentimentos e principalmente percepções de mundo. Há que educar desde e para a solidariedade e para o respeito aos indivíduos, suas crenças, seus rituais, seus costumes e liberdades, procurando vencer o egocentrismo, a mentira, a desonra, a duplicidade de caráter, enfim, atos contrários à convivência eticamente humana.

O pensamento de Morin (2005) sustenta que o ensino da compreensão entre os indivíduos leva à compreensão entre as culturas e entre os povos, significando sociedades abertas e democráticas, porque, conforme o autor, a compreensão é ao mesmo tempo meio e fim para a comunicação humana. A idéia de Morin, para ser viável, precisa ser complementada com uma adequada aplicação pedagógica dentro e fora dos espaços escolares e com uso criativo e definido da tecnologia da informação e da comunicação.

Torna-se cada vez mais necessário e importante educar e educar-se para participar da nova sociedade do conhecimento, que nem sempre é sinônimo de ser inteligente, mas ser capaz de saber aprender e aprender a saber. Dentro desses conceitos estão os hábitos de aprender a pesquisar, buscar, selecionar, analisar e valorizar o universo que nos rodeia. É imperativo identificar-se como parte do contexto universal, bem como do universo que emerge de nós mesmos.

Considerações finais

No atual contexto da conjuntura mundial destaca-se o declínio da economia dos Estados Unidos, cuja causa principal é o prolongado e ascendente déficit comercial desse país, e cujo desfecho ainda é uma incerteza. Num mundo globalizado, esse declínio também influirá no arranjo político, no qual já se percebe o maior destaque que cobram países como o Brasil, China e Índia, estimulados por seu crescimento econômico.

O conhecimento passou a ter uma função crescente na economia, podendo-se deduzir que a economia do século XXI será uma economia baseada no conhecimento. O que se verifica é uma aproximação cada vez maior entre a criação do conhecimento e a

utilização desse na economia. O conhecimento adquire um peso econômico cada vez maior. Atualmente é mais comum que aquele que detém o conhecimento inovador consiga mobilizar o capital necessário para colocá-lo em produção, diferentemente de como ocorria há pouco tempo.

O conhecimento economicamente relevante não é somente o sistematizado, mas também o conhecimento tácito, representado pela capacidade de inovação e motivação, integrando a inteligência relativa ao valor das emoções e da criatividade. Nesse contexto, a escola não pode limitar-se a reproduzir conhecimento, mas precisa ser um local de produção de conhecimento. Na busca desse objetivo, as políticas educacionais deveriam incluir, entre outras coisas, a educação por conta própria, processos de educação dentro das famílias e grupos sociais, o uso da informação e o uso dos meios de comunicação.

A educação é um instrumento poderoso para atingir a igualdade de oportunidades, mais eficaz quicá do que a igualdade de rendimentos. A acumulação de conhecimento passa a ser um suporte básico ao crescimento econômico associado com sustentabilidade e equidade. A escola pode desempenhar um papel importante no atingimento dessas metas, mas para que isso aconteça é preciso que as necessidades materiais básicas dos envolvidos estejam atendidas. Nesse sentido, faz-se necessária a preocupação pela forma de distribuição dos bens e serviços na sociedade, lutando-se pelo combate à pobreza, pela redistribuição e pela igualdade.

A educação adquire um novo papel e maior importância, nesse mundo globalizado. Os conceitos de interculturalidade e multiculturalidade precisam ser trabalhados na busca da integração necessária para desenvolver a economia do conhecimento. Em tempos de globalização do saber, torna-se cada vez mais importante aprender a aprender, a pensar, a relacionar idéias e desenvolver a capacidade de auto-conhecimento.

Compreender as dimensões de valores e as controvérsias do mundo multidiverso e intercultural, e assumir a necessidade de uma participação político pedagógica, para orientar e dirigir o andar dos novos tempos, deve ser o marco de um trabalho cooperativo destinado a oferecer um mundo melhor.

Notas

1. Conforme a Homepage http://pt.wikipedia.org/wiki/Aprendizagem_Intercultural, para as Organizações Internacionais envolvidas nesta área do fenômeno intercultural, a expressão *Aprendizagem Intercultural* significa:

“Uma nova situação de aprendizagem na qual os intervenientes são ajudados a encarar as diferenças que os separam como fontes de onde podem obter uma maior consciência deles próprios e não como desvios das normas estabelecidas; uma situação onde cada cultura é explicada no contexto das outras através de um processo que estimula a introspecção, a curiosidade pelos outros e a compreensão da interação entre ambas. Trata-se de um processo que deve envolver os intervenientes tanto intelectual como emocionalmente.

Referências Bibliográficas:

1. Ffreiere, P. (1996). *Pedagogia da autonomia: saberes necessários à prática educativa*. São Paulo: Paz e Terra.
2. Khanna, P. (2008). *The second world: empires and influence in the new global order*. New York: Random House.
3. Morin, E. (2005). *Los siete saberes necesarios para la educación del futuro*. Barcelona: Paidós Ibérica.
4. Piaget, J. (1977). *Études Sociologiques*. Genebra: Droz.
5. Rodrigo Alsina, M. (1999). *La comunicación intercultural*. Barcelona: Anthropos Editorial.
6. Stiglitz, J.E. (2006). *Cómo hacer que funcione la globalización*. Madrid: Taurus.
7. Torres, C.A. (2001). *Democracia, Educação e Multiculturalismo*. Petrópolis: Vozes.
8. Vilaseca Requena, J. (2005). *Principios de economía del conocimiento hacia una economía global del conocimiento*. Madrid: Ediciones Pirámide.

**VALORES, ACTITUDES HACIA EL APRENDIZAJE Y TRABAJO,
TIEMPO LIBRE DE LOS ESTUDIANTES EN LA CULTURA UNIVERSITARIA
Estudio comparativo rumano-español**

Prof. dr. Carmen BULZAN,
Universidad Ecologica de Bucarest, Rumania
cbulzan@yahoo.com

Prof. Maria SAMPELAYO
Universidad Camilo Jose Cela de Madrid, Espana

Abstract: *The present study made upon two batches of students from the Ecological University of Bucharest and the Camilo José Cela University of Madrid, highlights the end-values that students have and their attitudes towards education, work and leisure. Age and status differences, cultural differences reveal different value orientations. The perception of the social reality in which they live is also different because the social conditions in itself are others. The study also reveals a psycho-sociological profile of the student in distinct socio-cultural contexts with ways of improving the quality of didactic and extradidactic activity.*

Keywords: value, education, student, study, cultural differences

¿Cuáles son los conocimientos que demanda hoy es un buen profesional en un área determinada a pagar competente y responsable tareas?

¿Cuáles son las habilidades, la capacidad de ser identificados en el alumno modelo o ideal?

¿Cuáles son los valores, actitudes y creencias que deben articular en una sólida cultura, capaces de proporcionar profesionales de hoy exposición de las claves del mundo en que viven?

Las empresas podrán permanecer utópice sólo una aspiración, las universidades pueden convertirse en realidad incluso si se guían utópice ideas, sino que subyacen en los grandes proyectos y sólo los que tienen la audacia que han promovido creer en sí mismos, ya que podían ver en un día realidad. Y la universidad es el espacio en el que la mayoría de îndrăzneşte năzuinţe puedan surgir, prefigurând una sociedad mejor.

Los objetivos del estudio de los valores a los estudiantes:

1. La identificación de los valores de los jóvenes (y el enfoque del grupo respuestas a la lista de valores propuesta final)
2. ¿Cuáles son las actitudes hacia el aprendizaje (enunţuri cuestión de valor positivos y negativos, así como la concesión de las puntuaciones en una escala de 1 a 10, con 1 significado de algo importante, muy importante 10)

3. ¿Cuáles son las actitudes hacia el trabajo (enunciari cuestión relativa a la concesión de trabajo y una nota de 1 a 10, con la importancia de los vales escolares)

4. Formación de un perfil del estudiante de hoy psihosociologic

5. El desarrollo de estrategias para la educación en ciudadanía democrática que deben recuperarse poderes que ya formaban la universidad.

El debate es una técnica que permite estudiar las actitudes hacia los valores puede ser conocida opinión sobre una cuestión de interés público. En la búsqueda de actitudes hacia el aprendizaje y el empleo pueden constituir grupos de max. 10 personas que requieren los siguientes:

El final-que han

- La actitud hacia el aprendizaje
- Actitud hacia el trabajo físico
- La actitud hacia el trabajo intelectual

Etapa 1 - Exigir a los miembros del grupo al decir que son los valores para los que lo han hecho, eso es lo que pasaría a ser bueno en la vida.

Stage 2-sujetos se les pide que den opiniones de 1 a 10 dependiendo de la importancia que asigna a cada elemento.

Stage 3-sujetos están obligados a expedir el mayor número de declaraciones, positiva / negativa acerca de: la educación, el empleo físico, el trabajo intelectual.

Etapa 4 - Seleccione un número de temas y materias se les pide que dar a cada tema un puntaje de 1 a 1 con significado: 1 - acercarse a la mayor parte de mi opinión, hasta 1e-es el más lejano No estoy de acuerdo. He aquí algunas respuestas a estudiantes inscritos.

II. Lotes de estudiantes

Distribución de sujetos por edad y sexo / lote de Rumania

Categoría de edad	18-25	26-35	36-45	46-55	Total
sexo					
F	47	24	15	7	93
M	11	3	5		19
Total	58	27	20	7	112

Distribución de edad es la siguiente. De los 112 estudiantes de rumano, 58, es decir, el 51,78% de edad 18-25 años, 22, es decir 19,64% entre 26-35 años, 20, es decir 17,85% entre 36-45 años , 7, es decir, 6,25 entre 46-55 años y 5, es decir 4,46% no declara su edad o sexo.

Los estudiantes incluidos en las categorías de 36-45 y 46-55 años son egresados de una facultad o ha llegado a esta edad para seguir una educación universitaria debido a problemas familiares (física, cada vez más niños, otras dificultades personales, sobre todo a los estudiantes en Psicología). Las siguientes motivaciones de estudiantes a diferentes edades se hacen: para mantener los actuales puestos de trabajo, la solución de problemas (familia, educación de los niños.) Hasta la reorientación de formación, la apertura de un negocio.

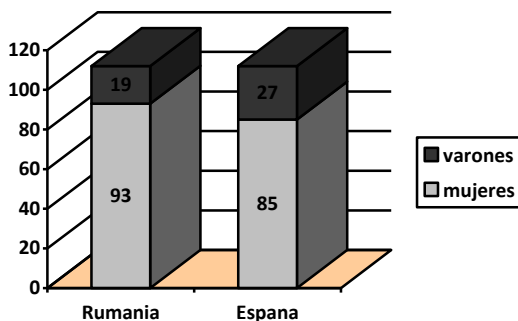
Distribución de la edad y el sexo de los estudiantes empleados

Categoría de edad	18-25	26-35	36-45	46-55	Total
sexo					
F	8	8	9	2	27
M	2		3		5
Total	10	8	12	2	32

De 112 estudiantes, 32 obras, es decir 28,50%. La categoría más numerosa es el rango de 36-45 años, seguido de que entre 18-25 años.

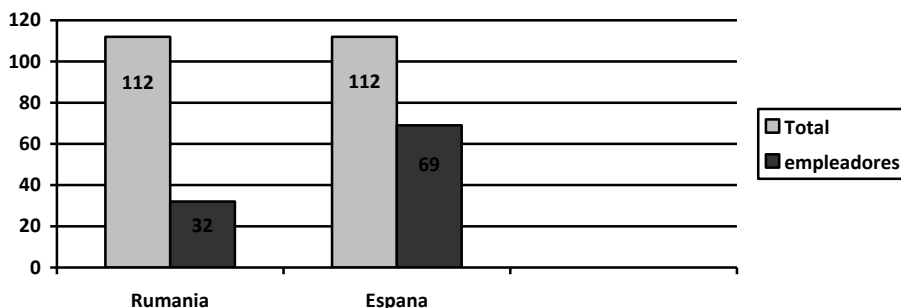
Distribución de sujetos por edad y sexo / lote de España

Categoría de edad	18-25	26-35	36-45	46-55	Total
sexo					
F	37	29	17	2	85
M	7	16	4		27
Total	44	45	21	2	112



Distribución de la edad y el sexo de los estudiantes que trabajan - lote de España

Categoría de edad	18-25	26-35	36-45	46-55	Total
sexo					
F	11	25	10	2	48
M	4	14	3		21
Total	15	39	13	2	69



III. Presentación de los resultados

El estudio comparó la captura y similares diferencias entre las dos universidades, Bucarest y Madrid.

Bajo el aspecto académico del medio ambiente, ambas universidades son privadas, con una edad diferente (UEB - 19 años, ECJC - 10), no. Los estudiantes de la UEB es el doble que el de la UCJC en Madrid. Otras diferencias aparecen en la edad los estudiantes, relativamente más alto en Bucarest y no. aquellos que ya tienen un puesto de trabajo, mucho más alta que en Bucarest en Madrid. Otra diferencia cubrir la duración de los estudios, Madridul netrecând la nueva estructura de la enseñanza superior, de acuerdo con el Proceso de Bolonia, a saber: $\frac{3}{4}$ licențiatură, capitán - y doctorado 2 años - de 2 años.

Otras cuestiones que se han puesto de manifiesto pide una digna 4 dimensiones:

1. Aspectos sociales
2. Aspectos culturales
3. Cuestiones de la Educación
4. Las cuestiones de la familia

1. Aspectos sociales, culturales, de educación y familia

Aspectos sociales

Bucarest

En Rumania hay un hábito que en masa para estar preparado y servido en la familia. El restaurante es a menudo sólo para beber con sus amigos o en diversos actos en la vida familiar, rara vez se consumen a diario. Edad compra de alcohol es... entradas a discotecas permiso a partir de la edad de.... años. Lugares reunión de los jóvenes son bares, parques, calles, Mc. Donald's. El número de fumadores y consumidores de alcohol se ha incrementado sobre todo después de 1989 porque slăbiri factores coercitivi, la libertad de expresión y la diversidad de productos encontrados en el sector del comercio. Cines han desaparecido, no puede considerarse sólo en las grandes tiendas, como punto de atracción para los jóvenes. Por balnearios y en mayo de verano hay jardines y habitaciones en el espectáculo al aire libre.

Madrid

En España es una cultura de buena alimentación relacionados con el alcohol, en particular con la cerveza y el vino. Por lo general, la cena se sirve en la ciudad, restaurantes, bares existe un número impresionante en cualquier rincón de España. Los niños pequeños que acompañan a sus padres a los lugares y en los bares. En Madrid estos lugares se llaman "horas después", que abrió a 9,00 am y cierran tarde en la noche. Existe, especialmente en el sur del país una cultura de la calle, la gente está întâlnindu y charlando mientras comen y beben en restaurantes - bodegi, bodegita. En los restaurantes hay que: "Bea con moderación. Es su responsabilidad! "(A los consumidores, no el vendedor).

Aspectos culturales

Bucarest

Hay una tradición en rumano, para producir cultura. No sólo a consumir. Los padres les preocupa que sus hijos aprendan un instrumento: el acordeón, piano, violín, guitarra y, más recientemente. Los jóvenes prefieren espectáculos al aire libre en las calles y mercados, donde la luz concertează bandas de música, pop, rock, folk, etc en el país y el extranjero. Cada vez más, muchos jóvenes están presentes en las salas de teatro, conciertos y ópera. Estudiante billetes se han reducido (unos 1,5 euros). Oferta cultural Bucarest rivalizează principales capitales europeas. En los restaurantes se întâlnesc bandas que concertează cada noche.

Servicios para la lectura de las grandes bibliotecas son neîncăpătoare, aunque ningún estudiante que no tienen casa biblioteca.

Madrid

El español se considera un buen lugar amfitrión los cuales disfrutar de ellos como de entretenimiento. En la calle todos los días festivos, religiosos o de otro tipo, los jóvenes participan y ofrecen como voluntarios para ayudar.

La muestra se calle las delicias de los turistas, pero con el español se utilizan. Formații la música y la danza concertează la calle. La cara pintores que llevaron retratos sobre el terreno, gráficos, acuarelă, grafiti. No falta en el paisaje de la calle viven statuetele oro, înnegrite, gris, blanco.

Adivinar en los libros, venta de productos (eşarfe, evantaie) son típicas no sólo de Madrid sino también a otras ciudades de España, lo que da una cultura específica de la calle.

Aspectos educativos

Bucarest

En Rumanía existe siempre una preocupación para los padres de los niños y ver la buena enseñanza, para seguir cursos de la escuela secundaria, incluso la universidad. Su falta de estudios relacionados con el trabajo físico hacia un românul tiene un aversiune hoy. Así fueron las escuelas, abolida profesional después de 1989 y el establecimiento de universidades privadas en la mayoría de las ciudades del país ha permitido la entrada de los graduados de la escuela secundaria. Atracția los jóvenes es a las actividades recreativas, pero no una oferta en la medida de deseo. El deporte es una preocupación sólo para mostrar, los estadios o en la televisión. No hay ninguna preocupación de los deportes de masas y en Bucarest, sólo en pabellones de deportes existe tal interés, especialmente las niñas a hacer fitness. Entre los deportes, el fútbol es el más autorizado, pero que genera la

violencia y el latín porque firii estadios de rumanos que poner pasión en la expresión del deseo de ganar al equipo favorito, el recurso a injurii, aruncări objetos sobre el terreno, la destrucción de los asientos, encendido de los periódicos, etc .

Especialmente después de 1989, a causa de múltiples canales de TV y programas, la Internet, los jóvenes pasan muchas horas al día delante de la pantalla a expensas de la comunicación interpersonal. Mirajul imagen las hace menos activas y dezinteresati otros problemas, política o voluntaria. Nos interesa la moda y, a menudo, tomadas sin discernimiento vestimentație extranjeros hábitos y mal rumano cultura (para usar a corto camisas y pantalones vaqueros con cintura baja, exhibându y partes del cuerpo en invierno). Imită sin prejuicios y discernimiento.

Madrid

En España es un bien cultural-histórico problema de consumo de bebidas en todos los eventos de la vida cotidiana y la celebración. Este aspecto es el asunto de los jóvenes que beben en hacer reuniones con la familia, los amigos. Debido al mayor costo de la bebida discotecas, los jóvenes utilizar para comprar bebidas de alimentos a tomar una copa con los amigos en los parques y, a continuación, ir al club. Por el estado insistiendo en un consumidor responsable, Dara ceste campañas no son intensas y no sólo un éxito inmediato.

El Instituto Municipal del Deporte se entiende antrenării impulsar "la Noche más joven" viernes por la noche a una acción sin alcohol y el consumo de drogas, con más deportes, fútbol, polo acuático.

Aspectos de familia

Bucarest

Los jóvenes no están junto con sus padres hasta que terminen sus estudios y comenzar a trabajar y căsătoresc. En la gran mayoría de las personas que van a la educación superior en las grandes ciudades ya no regresar a vivir con sus padres. Debido al alto costo de la vivienda, prefieren quedarse con algunos de los padres, ver lo que afecta a la vida joven, el gasto de tiempo. Señaló que hay aspectos positivos y cultural en la misma vivienda de tres generaciones: los niños nacidos en el nuevo permanente atención de la familia como los abuelos siempre se quedan con ellas y ellos tienen bajo vigilancia y hay ganadores y preparación para que menajului padre, por lo general ser joven ocupados con el servicio. Convițuirea abuelos con nietos a favor de la educación moral. Un existe entre la urbanización y la industrialización (60-70 años) una generación de niños con los principales cuellos, es decir, aquellos niños cuyos padres, en su mayoría originarios de las zonas rurales llegó a la ciudad en busca de un ingreso seguro y se decididos a bloquear. Obiceiurile vida fueron abandonadas y una nueva generación de "alfabetizat" la vida en la ciudad.

Madrid

La familia en España está considerado como uno de los más poderosos. No importa que no se practican, una población católica valor como institución fundamental.

Español familia desempeña un papel importante en la orientación a los jóvenes el tiempo de ocio. Hay un exceso de atención para los padres para sus hijos, y muchas familias (más de 1500), que tiene 4 hijos de hasta hay un fuerte sentido de solidaridad. El Estado fomenta y apoya económicamente a muchas familias, con unas tarjetas especiales y

la adquisición de bienes o de consumo en los restaurantes hay precios diferenciados. Hay muchas organizaciones de muchas familias. Ambas universidades son institutos de investigación de la familia.

2. Valores fin

En una primera fase del juicio que la lista de los valores de Lynn Kahle. Hemos encontrado que puede no ser aplicable a la realidad rumano. Como resultado del grupo especializado de diseño nos hemos percatado de que los sujetos hacen una distinción entre la red llevar a cabo la formación y la toma de material. La primera es la más ligada al prestigio ya no es acompañada de una recompensa material como dar una satisfacción y logros. Si la cultura española que se logro la participación de profesionales y materiales, Inglés en la cultura no siempre es válida. (Ejemplo: si la profesión de maestro ocupa el primer lugar en una jerarquía de ocupațiilor en Rumania, que no está asociado con el logro material, sino profesionales como prestigio social, de alta condición social). Esa es la razón por la que hemos logrado una escala con otros 7 temas, formulându-valorizatoare de acuerdo a las expectativas. Le pedí a los estudiantes a leer detenidamente la lista y dar una nota de 1 a 10 para cada una de estas metas es posible, dependiendo de qué tan importante en su vida todos los días. 1 significa "no importante" y 10 significa "muy importante".

La lista los valores fin

	Valor	Neimportante							Muy importante		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Realizacion profesional	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2	Desarrollo prsonal (informacion/formacion continua, espiritual, cultural etc.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3	Cumplimineto familial (partener de vida, ninos, vivir junto en la familia de origen etc.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4	Realizacion matrrial (casa, dineros,coche, tereno, instrumentos agricolas, animales etc.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5	Relaciones sociales (comprejencion con los vecinos, con amigos, con la autoridades locales, coezion, solidaridad)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
6	Recunocimineto social (estatus social, prestigio, apreciacion desde la colectividad etc.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

7	Viajar, aventuras, novedades, alegría, fe etc..	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Los estudiantes rumanos han respondido en orden decreciente las siguientes:

1. Desarrollo profesional
2. Cumplimiento familiar
3. La realización material
4. Desarrollo personal
5. Viajes, la novedad, la variedad, aventura
6. Relaciones sociales

Sobre la base del sexo, las respuestas son tan diferentes. Las chicas dan más importancia a lograr profesional y familiar, mientras que el logro de b̃aieții materiales y el deseo de diversión. Distribución en lotes de temas es desigual, de un total de 112, sólo 26 son Boyash, el resto niñas. Interpretám colocar el primer lugar de realización profesional de las niñas como un deseo adquisición c̃astigare estado y la independencia económica, profesión, ocupación, a fin de que esta libertad de acción. Valor guía para la familia es explicabilã dado que los 112 estudiantes de UEB, 63 ya han fundado una familia, y el promedio de edad es de 25,7 años. De estos 20% son de la segunda universidad y tener hijos.

Los estudiantes españoles han respondido, en la siguiente orden:

1. Cumplimiento familiar
2. La realización material
3. Desarrollo profesional
4. Relaciones sociales
5. Desarrollo personal
6. Viajes, la novedad, la variedad, aventura cãlãtorii, noutate, diversitate, aventurã.

3. Ocio y tiempo libre de los estudiantes

Ocio es una categoría sociológica entró en las preocupaciones de europeos y americanos sociólogos desde el período entre las dos guerras mundiales. Considerarse como una realidad que requiere un análisis cuidadoso del mismo modo como el trabajo o la política, el ocio puede ser considerado como un socio-cultural hecho, un conjunto heterogéneo de hechos, cuyo significado podría ser definida por diferentes criterios de análisis.

Internacional de las investigaciones llevadas a cabo por el Centro Europeo para la coordinación, investigación y documentación en ciencias sociales (Centro de Viena) el presupuesto a tiempo (1964) tuvo un impacto favorable de los acontecimientos posteriores, porque la comparativa aspectos puneau destacó los cambios sociales y su influencia sobre la estructura y la dinámica del tiempo libre.

Organización del tiempo libre se requiere en todas las sociedades: pre-industrial, industrial y postindustrial. La correlación más estudiado fue entre el crecimiento económico y el aumento de tiempo libre como resultado del aumento de la productividad conduce a una reducción del tiempo de trabajo a favor de aumentar el tiempo de ocio.

Análisis sociológico del tiempo de ocio de los estudiantes se hizo en dos direcciones:

Integración durante el tiempo libre en actividades de longitud total para analizar en tiempo real generados por otro tipo de actividades. Hipótesis de trabajo fue la siguiente: la

dinámica de la vida estudiantil de facilitación de la relación permite el tiempo libre - para el aprendizaje.

La evaluación comparativa doble entre las diferentes categorías de estudiantes (en función del grado de empleo y actividades de trabajo, no sólo el aprendizaje) y nivel cultural (estudiantes de español y cultura rumano). 1 hipótesis: a medida que el número de actividades de carácter vinculante es en gran medida a aliviar la duración del tiempo libre y la reivindicación 2: hay diferencias significativas, económicos y culturales, tienen efectos directos sobre la estructura y la duración del tiempo de ocio.

La definición y el significado de tiempo libre

Definición de tiempo libre es diferente en las dos culturas. En Rumania se define en relación con el empleo y el hogar (menajul mujeres), que sigue estando disponible después de estas preocupaciones vinculante, a diferencia de España, donde el ocio se define únicamente en relación con el trabajo profesional. La definición de lo que está asociado y diferentes que se conceden a las dos empresas. En una sociedad económicamente desarrollados, cuya población está ocupada y se recuperó por completo, a diferencia de la sociedad rumana cuya economía está en transición y de recursos humanos que es aún lo suficientemente recuperado, una parte de la población (unos 3 millones de personas) han iba en busca de un trabajo en el extranjero y la tasa de desempleo es ... En la sociedad rumana es la cuestión del tiempo de procesamiento neocupat empleo a tiempo (que los estudiantes a aprender y trabajar), lo que disminuye considerablemente la duración de tiempo. Ocio en España es un producto de trabajo, un resultado que se observa como el tiempo de trabajo. Por ejemplo: Los profesores de España no se hace ningún tipo de trabajo durante las vacaciones, que no se cumple en Rumania y sobre todo en verano, durante las vacaciones, los docentes se forman en el mismo tipo de actividades de evaluación, en las competiciones nacionales de examen la Bacalureat, las admisiones a las universidades, facultades.

En el caso de los estudiantes que no trabajan, el 20 por ciento sería empezar a trabajar inmediatamente, incluso si el estudiante encuentre empleo. Hay más de 35 por ciento afirma que durante las vacaciones de temporada de trabajo de una necesidad imperiosa de material, a diferencia del español estudiantes universitarios tomado vacaciones estudio considera un período de física y emocional de recuperación (el resto debe) no todos los ingresos condiționati materiales necesarios. La diferencia cultural es importante. Ocio en España es un producto del desarrollo económico, ser tratada como un bien cultural que responde a una necesidad, por lo tanto la recuperación de descanso, mientras que en Rumania, el tiempo de ocio está trabajando para satisfacer la necesidad de otro tipo - ganarse la vida.

La duración y la estructura del tiempo libre

Presentación de informes a la vez la estructura de consumo de tiempo libre. Los modelos de consumo bajo el efecto de la globalización, tiende a uniformizeze consumo de bienes y servicios, formas de uso del tiempo libre. De entre los estudiantes, los jóvenes la cultura es diferente a la de adultos (uno de los estudiantes en Rumania UEB). Redăm en el cuadro que figura a continuación las medias ponderadas, expresado en el no. horas / día de los tipos de actividades de los dos lotes de temas.

La duración y el tiempo libre de estudiantes de Rumania y España

Actividades	Rumania				España			
	Cifres absolutos		%		Cifres absolutos		%	
	F	B	F	B	F	B	F	B
Internet	0,5	2	13,16%	33,89%	2,5	3,5	34,72%	44,45%
Tele	1,5	2	39,47%	33,89%	1,5	1,0	20,83%	12,98%
Lectura	1	0,5	26,31%	8,47%	1	0,5	13,89%	6,49%
Encuentras, con amigos, movida	0,2	0,5	5,26%	8,47%	1,5	1,5	20,83%	19,48%
Excursiones	0,1	0,2	2,63%	3,39%	0,2	0,3	2,77%	3,89%
Otros (películas, deporte, prensa, política etc.	0,5	0,7	13,16%	11,86%	0,5	0,9	6,94%	11,68%
Total tiempo libre	3,8	5,9	99,99 %	99,97 %	7,2	7,7	99,98 %	98,97 %

Diferencias significativas tanto en cumplir con la duración y en la estructura de las actividades desde la perspectiva del número de horas por día afectados. Se hace una distinción por género. Studentele de UEB están ocupados con el trabajo y la labor de limpieza, reducen considerablemente la duración del tiempo libre, a diferencia de en Rumanía băieții que, aunque el trabajo no tiene preocupaciones internas. Las diferencias entre las niñas se encuentra en Rumania y España en términos de duración. Señaló que los estudiantes de la Universidad CJC trabajo sólo en proporción de 10% a lo largo de la UEB, donde la proporción es del 65%. Esto explica, y casi el doble de la cantidad de tiempo. Las diferencias entre los estudiantes de Rumania y España se deben al mismo factor: el empleo de los trabajadores. (de 5,5 a 7,7). Las diferencias entre los alumnos y estudiantes de España son un grupo importante en el estudio que se están realizando uniforme.

En virtud del diseño de la estructura el tiempo de ocio se encuentra la siguiente:

La Internet desempeña en la vida de un estudiante español papel mucho mayor que el Inglés. Esto tiene al menos dos explicaciones. El equipamiento con computadoras e Internet en todas las escuelas y el uso que incluso durante el aprendizaje universitario (en la biblioteca, para la preparación de los materiales necesarios para la participación en seminarios), en presencia de toda su familia, su domicilio, a diferencia de nuestros

estudiantes que no se benefician de este servicio a domicilio, ni existe una preocupación de la información, el aprendizaje en la escuela. Los estudiantes rumanos a su vez a Internet o corespondează clubes de amigos. Estas dos razones son suficientes para entender la brecha que nos separa de red de aprendizaje, información o comunicación a distancia en las dos culturas.

La televisión es una forma fácil en la cultura juvenil. Figura atrae, pero considera una distinción en duración a ver la televisión y ver las emisiones. En caso de Rumania es la televisión todavía tiene en los jóvenes par de horas / día (băieții), en España existe una gran atracción para este medio de entretenimiento, que es la duración resimte chicas diferentes - los niños. Bajo la estructura de diseño emisiones visto, las niñas prefieren: moda, la publicidad, los espectáculos de entretenimiento, băieții: deportes, noticias.

Leer es una muy baja preocupación que tenemos en mente la lectura de libros. Si está incluido en la lectura y la lectura en el monitor, virtual libros de la biblioteca puede aumentar en detrimento de la Internet. Llega a la conclusión de la misma tendencia Mayo aplecate las niñas a la lectura que băieții, las cifras son comparables como parte de las dos culturas. Llegamos a la conclusión, leyendo libros que había sufrido a causa de la imagen (televisión, Internet), que son más fáciles y no implica esfuerzo.

Distracciones, reuniones y amigos que son culturalmente diferentes. Una mayor preocupación cultural reúne a los estudiantes en Rumania para vizionări integrado teatro, ópera, musicales al aire libre en España, diversión significa el tiempo pasado con los colegas, amigos, restaurantes, bares, discotecas, espectáculos al aire libre.

Los viajes son un tipo diferente de preocupación. Las diferencias son culturales y de género. Parece que en mayo de salidas de aficionados al aire libre băieții que son niñas, aunque la diferencia es pequeña. Pero hay explicaciones en las dos culturas que puede tener el material y el diseño que impide su aplicación por los estudiantes rumanos.

Diferencia de ocio en función del sexo

En la sociedad desarrollada de España, la familia está más desarrollado y hay una cuestión cultural como una menor participación de la mujer en el hogar. Tenemos en cuenta el tiempo necesario para producir alimentos. Servicio de comidas es por lo general en pequeños restaurantes o cafeterías de servicio, lo cual disminuye una gran cantidad de mujeres que trabajan en favor de aumentar el tiempo de ocio. En Rumania se encuentra una reducción de tiempo de aprendizaje (incluso absentarea de cursos, seminarios) las actividades bajo el pretexto de tiempo de trabajo de limpieza e incluso el cuidado de los niños. (Los estudiantes atipici, la actividad principal no es el aprendizaje!). Triple empleo de las mujeres en Rumania está causando una reducción del tiempo libre, simțitoare Aunque se trata de una preocupación creciente para la familia y el matrimonio. En la sociedad rumana situación de la mujer sigue siendo muy cerca de la situación en las zonas rurales tradicionales, la noción de tiempo libre es casi inexistente. La resultante de la no. más horas / día de tiempo libre para los estudiantes que no trabajan y no casadas, conviețuind hogar familiar, la limpieza se ocupan madre.

Conclusiones generales

Los lotes de sujetos presentaron diferencias significativas en términos de edad los estudiantes. Situación atípica se reúne en Rumania en la UEB edad media de años 31 lo largo de los años 28 UCJC en Madrid. Para los estudiantes rumano actividad principal no

es el aprendizaje, por lo que puede ver el no. horas por día para los afectados de cursos y seminarios, pero el trabajo de limpieza o actividades (las niñas).

Conoce las diferencias culturales tanto en estructura y en la duración del tiempo libre como resultado del desarrollo económico, la organización y las condiciones ofrecidas a tiempo de ocio, los ingresos y que afectan e influir en las decisiones de los estudiantes.

Actividades de tiempo libre se han "modernizado" y el sentido de que aquellos que impliquen esfuerzo físico (deporte, excursiones, etc.) E intelectual (lecturas) son menos atractivos, los jóvenes prefieren los que no requieren (foto debate, el entretenimiento)

Hay una dimensión transversal, que no tiene en cuenta la cultura, pero sólo la edad y el sexo, las actividades que el empleo "de moda", a hacer efecto uniforme de medios tecnológicos fomento de una cultura de los jóvenes, independientemente de un mismo país.

Estrategias de educación en el espíritu de los valores universales y la construcción de la ciudadanía activa, responsable y multicultural

Educación para los valores tiene las siguientes características:

Su punto de partida empirism un sistema sui generis que quiere restablecer los derechos de experiencia social que lleva a poner de relieve el valor de la acción y la rendición de cuentas a cada uno.

Se trata de una protesta contra el uso indebido de scientificitate, la racionalidad y un intento creativo încetățenire direcciones en las que trăirea experiencia, y acțiunea la implicación emocional, el entusiasmo que caracterizan el camino del conocimiento.

Esto se hace fuera de la escuela de asociación con personas que tienen las mismas preocupaciones, los objetivos, intereses y que quieren cultivar el espíritu y el "regreso" a un pasado que para nosotros significa ID.

Pasa el aprendizaje a través de la acción del conocimiento del pasado que superen la clásica escuela y recuperar valențele trayecto formativo con el objetivo, con metas y objetivos claros, con la participación en eventos con significados.

Revalorización de "hacer" a través de una participación activa en las formas artísticas en vivo evento y el conocimiento, la comunicación, la comprensión, el respeto y la tolerancia.

Esto se hace mediante la participación activa, convirtiendo cada sujeto a su propia formación, co-participación en un auténtico ejercicio de la democracia, vibrante.

La formación de la ciudadanía activa y responsable tiene como objetivos, los siguientes:

- **El conocimiento y la construcción de identidad**

La identidad nacional es un fenómeno cultural y no un fenómeno natural. Se hereda y se basa en un proceso de desarrollo social. La identidad es un hito. Se prevé para nosotros un lugar en el espacio y el tiempo, pueden comparar y desarrollar su propia identidad, nuestra meta en un mundo multicultural en el que la diversidad es una riqueza y debe ser capitalizado, es en realidad la dimensión europea.

Afirmare la identidad no es sólo en relación con nosotros, los que se definen, nos definen, sino también en relación con una imagen negativa que tienen los demás acerca de uno en noviembre. El esfuerzo que siempre decididos a redefinim, la presentación de informes para tratar de lo que yo tenía que saber dónde estamos y cada vez que construimos. Cada uno tenemos que vivir para ser reconocido en nuestro singularitatea

sino también como pertenecientes a una masa para guardar y transmitir el legado de las generaciones futuras.

- **El descubrimiento lo hechos históricos**

Por lo general, la historia de los datos registrados, eventos, y derrotó a învingători, personalidades. ¿Qué ha significado durante estos acontecimientos que han ocurrido, pero sobre todo hoy, sigue siendo una lección a ser descubierto y aprendido, una lección de filosofía y sociología aplicada. Ahorro de objetos de patrimonio europeo, su reconstrucción significa un ejercicio de la libertad democrática de afirmación de su identidad y un jugador en movimiento en los valores universales de un material con profundo significado en la historia de la cultura europea y la civilización.

- **Formación capacidad de carga las dimensiones de tiempo**

Accentuacion el tamaño y el vivo a diario, la exacerbación pragmático principio, afirmando los valores de los materiales, banului, en primer lugar, cada vez más eliminado el pasado, los valores espirituales. Conocer las raíces se ha convertido en una necesidad hoy en día, sobre todo teniendo en cuenta que estamos tan cerca y ingrata "las fracciones" dando lugar a una pérdida de identidad. El retorno a los orígenes es dătaoare energía y vigor. Confiere puntos de orientación y la estabilidad. De noviembre, hemos vivido casi dos mil años en esta isla de latinitate debe saber cómo hacerlo y ahora. Un joven será más difícil de manejar si saben que es que ellos son los antepasados. Sabemos cómo y dónde duras junto a centrar su. El conocimiento de este tamaño ayudará a construir el futuro, porque siempre el pasado modelo el presente, lo que ha modelado el futuro. Tomando posesión de ella responsabilizează pasado. Él se convierte en el portador de los valores que perpetúan como tema activo de la historia.

- **Tratar a través de sus modelos de comportamiento en la vida**

El modelo ha sido siempre un espíritu creativo nos importa. Desacralizarea historia, la destrucción de los modelos, la tradición es un peligro. Tenemos modelos en la educación de los jóvenes.

Para convertirse en una realidad creíble ver en el modelo de inmediato y, a menudo, encuentran que los padres son los educadores son modelos para los jóvenes en la educación. ¿Cuál es la causa de que para el cumplimiento de su deseo de que las personas de estas personas cercanas a ellos? En primer lugar la esperanza de que estas buenas personas que quieren ellos, son personas que han tenido éxito en la vida tienen éxito, que exigen el respeto no sólo por edad sino por lo que sabe, a través de su experiencia. Ellos son los primeros modelos de la educación y la vida de una persona joven y que la vida comienza con ellos: la madre que proteger a aprender el idioma, hrănește, educatoare profesor y aprenderá a leer y escribir con otros profesores que ofrecen una solución a la carrera. Si queremos estar de vuelta en gândind ya gânditului a ser útil para lo que es aún pensamiento, e insta a la Heidegger, me parece que muy momento en que la génesis de nuestro pueblo nos coloca en un espacio de valores universales.

- **Comportamiento prosocial y la personalidad altruistă**

Un comportamiento prosocial se realiza sólo para sus propios fines, la satisfacción es la realización de la acción en sí, el objetivo es el comportamiento en sí. Séneca dijo: "la recompensa de buenas obras ha de convertirse en lo que has hecho" y "Estoy agradecido porque yo no uso, sino porque soy feliz". Si se sustituyeran las palabras "buena acción" y "gratitud" a la "conducta prosocial", obtener una lectura moderna del texto.

Sociologul polaco Janusz Reykowski definido por el comportamiento prosocial que está orientado a "apoyar, proteger, apoyar, el desarrollo de otras personas sin esperar recompensa externa." Otros expertos consideraron que este tipo de comportamiento puede ser definido como "acción no sólo beneficiaría a las ayudas recibidas." AHans Werner Bierhoff (1987) menciona las dos condiciones necesarias y suficientes para identificar los comportamientos prosociale:

- a) *la intención de ayudar* a otras personas;
- b) *la libertad de elección*, la concesión de una ayuda fuera de obligaciones profesionales.

Comportamiento prosocial es más que altruismul que abarca fenómenos muy diferentes: semenilor ayudar, proteger la propiedad, auto-sacrificio para el derecho a la independencia patriei.

Dependiendo de la cesión de la responsabilidad de la situación como un anuncio comportamiento prosocial, así como la percepción de encontrar una solución, P. Brikman distinguir cuatro modelos de ayuda:

1. *el modelo moral*, donde la alta responsabilidad individual, tanto en lo que respecta a la difícil situación que se encuentra tanto en lo que respecta a la búsqueda de solución para resolver.

2. *el modelo iluminist*, cuando el que se encuentra en una situación crítica ha planteado la responsabilidad de la situación que ha llegado, pero no tiene ninguna responsabilidad o tiene una responsabilidad scazută en imaginarea solución de la crisis.

3. *el modelo de compensación*, cuando el individuo tiene la responsabilidad de scazută posición crítica en que se encuentran ubicados, pero de alta responsabilidad para resolver el problema.

4. *el modelo médico*, donde bajo la responsabilidad individual por la problemática situación en que se encuentra, y para superarlos.

Sin duda el modelo de compensación es la mejor opción. Él recibe la ayuda que se manifiesta como un agente social activo. Para salir de la situación de crisis, debemos bizuim nosotros mismos, mobilizăm toda la energía creativa y el vigor de la organización, porque sólo así aumentamos la posibilidad de ser ayudado y otros.

Bibliografia :

1. Bulzan, Carmen *La sociologia de la educacion*, Editura Universitaria, Craiova, 2007
2. Dumazedier, J. *Vers une civilization de loisir*, Du Seuil, 1962
3. Piaget, Jean *Ecrits sociologiques* în Les sciences sociales avec et apres Jean Piaget, etudes reunies et editees par Giovanni Busino, Librairie Droz, Geneve, 1979
4. Radulescu-Motru Constantin *La Psicologia del pueblo rumano*, Editura Paideia, București, 1998
5. Sampelayo Maria, Maria Crespo Garrido *Por que tu hijo se divierte asi?* Sekotia, s.l, Madrid, 2006
6. Taylor, Charles *La politique de reconnaissance* în Multiculturalisme: difference et democratie, Aubier, Paris, 1944

THE EFFECTS OF GENDER, SOCIOECONOMIC STATUS AND ENGLISH PROFICIENCY ON LANGUAGE LEARNING STRATEGIES

Efstratios PAPANIS,
Assistant Professor
University of the Aegean
papanis@papanis.com

Eirini-Myrsini PAPANI
Assistant Professor
University of the Aegean

Abstract: *A study was conducted in order to investigate the effects of gender, socio-economic status, and proficiency level in English on metacognitive, cognitive and social/affective language learning strategies. Thirty nine students from two schools of Salamina island (Greece) were tested. The selection of schools was based on the marked differences of the socioeconomic status of students. Statistically significant differences were observed on the effects of all independent variables (with the exception of gender on cognitive strategies), suggesting that learning strategy use determined by social and demographic factors.*

Key words: Language learning strategies, social factors of learning, Salamina-Greece

Defining language learning strategies

Language learning strategies can be defined as mental mechanisms which facilitate the comprehension, storage, retrieval and use of input information, supporting, thus, and enhancing learners' efforts while learning the foreign language. They are used as learners' response to the demands of the learning and communication environment, and, as it will be discussed later on, their formation and use are tightly dependent on idiosyncratic and personal characteristics. Research has proved that they can be employed by adults (Wenden, 1986), as well as by children (Wong-Fillmore, 1979), although it is not yet quite clear how early their use starts.

There is little consensus in the literature concerning either the definition or the identification of language learning strategies. Indeed, strategies are defined by different researchers as methods, approaches, steps, actions, behaviours, thoughts, processes, techniques or tactics. Furthermore, there is no complete agreement on the conscious or the subconscious nature of strategies. Thus, it becomes clear that the variety of theories and approaches, or, in some cases, even the lack of a specific underlying theory, have created confusion in the area. Some definitions of prominent researchers are presented in table 1 below.

Table 1: Definitions of language learning strategies

Researchers	Definitions
Bialystok (1978:76)	Learning strategies are optimal methods for exploiting available information to increase the proficiency of second language learning.
Dansereau (1985:210)	A learning strategy can be defined as a set of processes or steps that can facilitate the acquisition, storage, and/or utilization of information
Weinstein and Mayer (1986:531)	Learning strategies are the behaviours and the thoughts that a learner engages in during learning that are intended to influence the learner's encoding process.
Chamot (1987:71)	Learning strategies are techniques, approaches, or deliberate actions that students take in order to facilitate the learning and recall of both linguistic and content area information.
Rubin (1987:71)	Learning strategies are strategies which contribute to the development of the language system which the learner constructs and affect learning directly and indirectly.
Oxford (1990a:8)	Learning strategies are specific actions taken by the learner to make learning easier, faster, more enjoyable, more self-directed, more effective, and more transferable to new situations.
Cohen (1990:4)	Language learning strategies can be defined as those processes which are consciously selected by learners and which may result in action taken to enhance the learning or use of a second or foreign language, through storage, retention, recall, and application of information about that language.
Williams and Burden (1997:145)	A learning strategy can be defined as a series of skills used with a particular learning purpose in mind.

Despite the fact that the definitions presented above highlight different aspects, characteristics or functions of strategies, they all agree that they enhance learning and that they facilitate the assimilation of input information. Nevertheless, it would be useful to focus on some interesting points of the definitions, which can be further discussed.

First of all, according to Chamot (1987:71), the terms ‘strategies’ and ‘techniques’ can be used interchangeably. Stern(1983:4), however, makes a distinction between them suggesting that “strategy is best reserved for general tendencies or overall characteristics of the approach employed by the language learner, leaving techniques as the term to refer to particular forms of observable learning behaviour”. In other words, ‘strategies’ is an “umbrella”, broad term, that includes ‘techniques’, the realization of strategies in observable actions.

Another point that deserves our attention, too, is the relationship between strategies and skills. According to Williams and Burden (1997:145) “a learning strategy is a series of skills”, i.e. the terms can be used interchangeably. For Kirby (1988:230), however, skills and strategies are two different things that should not be confused. Thus, a distinction is made as follows: “skills are existing cognitive routines for performing specified tasks”, while “strategies are the means for selecting, combining or redesigning those cognitive routines”. What is implied by this distinction is that strategies co-ordinate and manage skills during the performance of a language task.

The conscious and/or the subconscious nature of learning strategies has also caused heated debates among scientists, with some, like Chamot (1987:71), supporting only the conscious nature, characterizing them as “deliberate actions”, and others (Weinstein & Mayer,1986; Dansereau, 1985) believing in their dual character. These researchers claim that a strategy may be consciously and intentionally used at the very first stages, but, after repeated use, they can be employed automatically, i.e. subconsciously.

Of course, there are scientists, like Rabinowitz and Chi (1987), Cohen (1990), who believe that, if a strategy becomes subconscious, then it is no more a strategy, but a process. Schmidt (1994) disagrees and claims that, even in the case of an automatic or subconscious strategy, a learner, when asked, is in the position to identify and justify the specific strategy.

It is commonly accepted by researchers that strategies influence learning in a positive way, supporting significantly learners’ efforts to acquire and master the foreign language. Oxford (1990a) and Rubin (1987) assert that this impact is exercised both directly and indirectly. The fact that other researchers do not clarify in their definitions if they accept this dual influence, may leave the reader with questions and confusion.

No doubt, defining language learning strategies is not an easy task. Although a proliferation of definitions is provided, complete agreement and uniformity seem impossible, at least at this stage of study and research. One alternative way to define strategies is to list some of their characteristics, which are accepted by many researchers: They are idiosyncratic and personal responses to the leaning needs, generated and used by children and adults, can be both conscious and subconscious, observable or unseen, problem-oriented, flexible, they promote autonomous and self-directed learners, they enhance learning and develop linguistic and communicative competence.

A ‘successful language learner’ research was conducted by a group of Canadian researchers (Naiman, Frohlich, Todesco and Stern, 1978), in order to gather information about the strategies that effective learners tend to employ. The data elicitation tool was a semi-structured interview, and the sample was constituted by 34 very successful language learners. According to the research results, five strategies were identified (Naiman et al., 1978 cited in Skehan, 1989:76):

1) Active task approach: Good language learners actively involve themselves in the language learning task.

2) Realization of language as a system: Good language learners develop or exploit an awareness of language as a system.

3) Realization of language as means of communication and interaction: Good language learners develop and exploit an awareness of language as a means of communication, i.e. conveying and receiving messages, and interaction, i.e. behaving in a culturally appropriate manner.

4) Management of affective demands: Good language learners realize initially or with time that they must cope with affective demands made upon them by language learning and succeed in doing so.

5) Monitoring of L2 performance: Good language learners constantly revise their L2 systems. They monitor the language they are acquiring by testing their inferences (guesses): by looking for needed adjustments as they learn new material or by asking native informants when they think corrections are needed.

A number of techniques were, also, identified by the interviews, which contributed to successful language learning:

- Having contact with native speakers, as an opportunity to practise the language
- Repeating aloud after the native speakers or/and the teacher
- Reading magazines, newspapers, comics, etc., written in the target language
- Listening to radio and/or records and watching TV
- Following the grammar rules taught
- Memorizing vocabulary lists

This study had some interesting findings, as far as the effective learners' strategies and techniques are concerned. However, Skehan (1989:76) suggests that we should be cautious with the results and explains that "...there is always the possibility that the good learning strategies are also used by bad language learners, but other reasons cause them to be unsuccessful with this group". Selinger (1983) is, also, cautious with the results, as he does not consider the self-report data elicited by an interview always valid. According to him, some learners become more reflective, because of analytic capacities, better memory or articulateness. In other words, the strategies that a learner possesses will never be uncovered through a self-report interview, if he is not articulate enough.

Despite Skehan and Selinger's fears and although the research has no theoretical grounding, it cannot be denied that the concepts of learners' reflection and introspection, as well as some metacognitive strategies, are present, even if they are not named.

Bialystok's (1981) research resulted in one of the first classifications of language learning strategies. His model is presented in Table 3 below:

Table 2: Bialystok's language learning strategies

Formal strategies	Functional Strategies
1) Formal practising	1) Functional practising
2) Monitoring	2) Inferencing

Bialystok identifies two groups of strategies: the formal, which relate to language itself, i.e. its structures and rules, and the functional strategies, which relate to communicative situations. Formal practising and monitoring are the strategies that fall into the first group, whereas functional practising and inferencing belong to the second group.

This taxonomy is certainly very limited and insufficient, as it cannot account for the huge variety of strategies that a learner possibly possesses. Nevertheless, the research

has a significant contribution to the area, as Bialystok proceeded to a classification of strategies, i.e. he tried to build his own theory, at a time that language strategy research was still in its infancy.

Rubin (1981) is another researcher who tried to provide a classification of strategies. She concentrated on particular types of cognitive processes that young adult learners used, and the data elicitation method was a directed self-report. Rubin distinguishes the identified strategies in direct and indirect, according to the impact they have on learning. The direct strategies are listed below:

1. Clarification/Verification
2. Monitoring
3. Memorization
4. Guessing/inductive inferencing
5. Deductive reasoning
6. Practice

These cognitive strategies, contribute, according to Rubin, to the acquisition of the target language, as they help learners to understand, internalize, store, and retrieve input information more easily and effectively.

The indirect strategies, on the other hand, enhance language learning by:

1. Creating opportunities for practice,
2. Devising production “tricks” that aim at overcoming problems in communication, such as synonyms, paraphrases, gestures, etc.

Rubin’s classification is based on the impact of strategies on learning, which means that emphasis is given on the learning process itself. Although her taxonomy is certainly broader and more practical than Bialystok’s, it still does not contain a sufficient number of strategies. Moreover, we cannot detect a theoretical foundation, and we get the impression that the researcher, as in the case of all early researchers, tries to understand the nature and the functions of language learning strategies rather than to classify them. However, it is still very significant that she proceeded to a classification of strategies, paving the way for future researchers and providing a model as a basis to build on.

At the same time, **Cohen and Aphek** (1981) investigated the correlations that learners devise and use while studying vocabulary. These correlations are considered to be very helpful and useful for learners, as they facilitate the integration of new vocabulary to the already formed cognitive schemata. Ten correlations were found by the specific research. Cohen and Aphek stress that the production of these mental mechanisms cannot be automatic, as mental effort and consciousness are necessary from the part of the learners. Unfortunately, their research did not bear any other interesting findings.

Wenden (1983) focused her research on adults’ self-directed learning of a foreign language. She created a list with questions that learners can ask themselves, in order to come to conclusions about their learning and progress. Wenden’s questions are presented in Table 4 below:

Table 3: Wenden’s Questions

Information about Learning

Question 1: How does the target language function?

Question 2: How does someone learn a foreign language?

Planning

Question 3: What shall I learn and how?

Question 4: What should my focus be?

Question 5: How can I change my learning?

Self-evaluation

Question 6: How do I progress?

Question 7: How do the strategies I use benefit my learning?

Question 8: Am I a responsible learner?

Wenden emphasized the need for self-directed learning, which entails learners' autonomy, and introduced metacognition in relation to language learning strategy use. The fact that she expanded the domain of strategy research to metacognitive directions, makes her work quite significant.

Politzer and McGroarty's (1985) research emerged another dimension in the study of language learning strategies. Using a questionnaire, administered to 37 Hispanic and Asian students, they aimed at investigating the relation between the strategy use and the proficiency level of the two cultural groups. Indeed, several interactions were found between the strategies used and the ethnic background, as the Hispanic students proved to be much more successful learners than the Asians. Skehan (1989:86), however, claims that the specific research was unsuccessful:

The study has to be judged unsuccessful. The empirical data, either in terms of internal consistency of the scales, or of their validity, is not impressive. As an exploratory study, it is interesting and provides the basis for further questionnaire-based studies. But for the present, such a research strategy has not yet paid dividends.

No matter if Skehan is right with his claims, Politzer and McGroarty's work has contributed positively to the multidimensional study of language learning strategies, investigating the cultural variable.

Chesterfield and Chesterfield's (1985) research aimed at the encoding of young children's -from 5 to 6 years old- learning strategies, by means of observation and field notes. The importance of this research lies at the study of the longitudinal development of eight respondents' strategies. This allows a) the examination of the variation within the group of these children at any time and b) the variation in each of the children separately over time. According to the findings, the strategies that appear first are receptive and self-contained, those which permit interaction follow, and the metacognitive are the strategies whose development comes chronologically last. Skehan (1989) notes that the observational data were successfully used by the researchers. Indeed, the specific study provided some interesting findings that permit further generalizations.

Oxford (1990a) provides us with a typology, which subsumes almost every strategy previously reported. Hence, the categorized strategies and their subcategories are quite numerous and the classification detailed. Oxford adopted Rubin's distinction in direct and indirect strategies to make the primary classification of her strategies. Thus, the former presuppose direct manipulation of the target language, while the latter support and manage learning without involving the target language directly.

Socio-economic status

Studies in Greece (Giavrimis, Papanis, Rumeliotou, 2007) and abroad (Coleman, Campbell, Hobson, McPartland, Weinfeld and York, 1966; Grinion, 1999) have shown that students of a higher socio-economic status differ from those of a lower one in the so called 'cultural capital', a term introduced by Bourdieu and Passeron (1990). Socio-economically advantaged parents often have more success in preparing their children for school, because they have access to a wide range of resources to promote and support their development. On the contrary, when basic necessities are lacking, parents' major priority is survival, and usually there is no time, energy or knowledge to foster children's development and school readiness. In accordance to Bernstein and Henderson (1969), Bourdieu et al. claimed that low socio-economic status students lack the necessary cultural products that enhance learning, and have poor metacognitive abilities, which is reflected primarily in language learning and school adaptation.

On the other hand, the linguistic environment of students with a higher socio-economic status is richer and leads to 'symbolic thinking'. Moreover, the learners who are members of large families usually live in overcrowded housing conditions, which do not facilitate studying and concentration. Thus, the family background is so tightly related to school achievement and learners' proficiency level, that its impact on strategy use is inevitable (Datcher, 1982).

Culture

A great number of theorists and researchers have commented on the impact of culture on learning. Hall (1973) seems to be persuaded that how one learns is culturally determined, as is what one learns". The same researcher goes further saying that "culture can be likened to a giant, extraordinarily complex, subtle computer. Its programmes guide the actions and responses of human beings in every walk of life" (1973:3). Culture and learning are so tightly interrelated that Singleton recognizes the existence of a cultural theory of learning (1991:120):

There are in every society unstated assumptions about people and how they learn, which act as a set of self-fulfilling prophecies that invisibly guide whatever educational processes may occur there. They act as a kind of unintentional hidden curriculum, or what an anthropologist might call a cultural theory of learning

If culture influences in one or another way learning, then it must, also, have an impact on the selection of language strategies. Indeed, Oxford and Nyikos (1989) believe that particular strategies are often chosen because they are compatible with a student's culturally influenced learning style. A number of researches have reached the same conclusion. In a study conducted by Politzer (1983), Hispanics were found to use mainly social strategies, while Asians presented a clear preference for rote memorization, probably because of their past school experiences. Chen (1990), investigated the strategies used by Chinese students. According to the findings, Chinese tend to select cognitive and, mainly, memory strategies. What is surprising, though, is that they believed that only one correct answer exists, a belief that made them unwilling to take risks and feel relaxed while learning. The same memorization strategies were, also, found to be the favourite of Indian college students, in a research conducted by Sheorey (1999). It is, thus, almost evident that "learners often behave in certain culturally approved and socially encouraged ways as they learn" (Bedell and Oxford, 1996:60).

Methodology

The research questions can be summarized as follows:

- a) What metacognitive, cognitive, and social/affective language learning strategies do the specific learners employ and how frequently?
- b) Does students' gender influence the frequency and the selection of strategies? In other words, do the girls prefer to use some specific strategies, while the boys consider others as more appropriate and useful?
- c) Are the frequency and the selection of strategies influenced by students' proficiency level in English? Do the more effective learners use a larger number of them in comparison to the less successful/competent ones?
- d) Is the use of strategies influenced by the socio-economic status of students' background?

The decision to study language learning strategies was challenged by the remarkable difference in level between the 6th grade EFL pupils of the two schools. In the first one, the 5th primary school, most of the pupils-of a quite prosperous and small family background- can be characterized as quite successful learners, while the pupils in the primary school of Vassilika, who are members of large families and of a lower socio-economic status, are much less competent and successful learners. The decision to examine gender as one of the research variables was taken because the researchers wished to ascertain whether the superiority of females in strategy use, confirmed by many researchers (Ehrman and Oxford, 1989; Oxford and Nyikos, 1989; Zoubir-Shaw and Oxford, 1994; Politzer, 1983; Kaylani, 1996), is valid.

Proficiency level in English was selected as another variable to be examined in the research. If learners' strategy use is related to competence in the target language, then the students from the 5th Primary School will be proved to possess a richer strategy repertoire. If this is the case, then the teacher should adapt her teaching methodology, in order to enhance the strategy use by the less competent learners.

Finally, the relation between learners' socio-economic status and strategy employment was examined, in order to find out whether learners' poor strategy repertoire is due to the disadvantaged financial, social, and educational background of their families. If this interrelation is proved to be true, then the students from the school in Vassilika, who are of a lower socio-economic status, will be found to possess fewer strategies than the learners from the 5th Primary School. In this case, as well, remedial actions must be taken by the teacher towards the development and the enrichment of their language learning strategies.

'Grade 6' class of the 5th Primary School of Salamina is consisted of 25 students - 12 boys and 13 girls. The pupils at the same grade in the Primary School of Vassilika are 14 -10 boys and 4 girls. They are all 12 years old and Greeks; thus, they are native speakers of Greek and this is the language they speak at home with their families. They are taught English as a foreign language since Grade 3. All students from the 5th Primary school of Salamina attend English classes in private schools, too. However, 9 learners from the Primary School in Vassilika do not attend such classes, since their families cannot afford the fees. The majority of students' parents speak English, but only half of them help their children at home. All learners study another foreign language, too, which is German for most of the students, and French for some of them-German and French, apart from English, are taught in state primary schools. The students of the 5th Primary School of Salamina are much more competent in English than the learners from the School in

Vassilika, who appear to have weaknesses, not only in English, but in their overall academic performance, as well. However, they are more extroverted in comparison to the students of the other school, and they perform better whenever they are involved in group-work. They are members of large families and of a lower socio-economic status, while the learners from the 5th Primary School are of a quite prosperous and small family background.

The questionnaire was written in Greek, in order to be absolutely comprehensible by all learners. The taxonomy adopted by the researchers is the one proposed by O'Malley and Chamot (1985, 1990). It consisted of 36 closed, attitude statements, covering the above three categories of strategies. Respondents are asked to select the frequency of employment of each stated strategy from the Likert five-point frequency scale provided (Always or almost always, often, sometimes, rarely, and never or almost never). The first 12 statements cover the metacognitive strategies, i.e. monitoring comprehension, monitoring production while it is occurring, self-evaluation, setting goals and objectives, deciding on ways for improvement, selective attention, planning the organization of spoken discourse, and planning the organization of written discourse.

The cognitive strategies are covered by statements 13 to 24. Learners are called to report the frequency of employment of rehearsal,elaboration, transfer, organization/grouping/classification of words, inferencing, imagery, summarizing, and deducing. Finally, the social/affective strategies are covered by statements 25 to 36. Cooperation, asking for clarification, and self-talk are, as proposed by O'Malley and Chamot, the subcategories of social/affective strategies that are included in the last 12 statements of the questionnaire.

Results

The mean score of female students in metacognitive strategies is greater than the mean score of males (females' mean score: 42.94, standard deviation: 7.96, males' mean score: 36.68, standard deviation: 9.04). The t-value is -2.257, with 37 degrees of freedom. The significance is 0.03, which is lower than the 0.05 criterion.

Table 4: Metacognitive Strategies by gender

	Number of research subjects	Mean score	Standard deviation
Males	22	36.68	9.04
Females	17	42.94	7.96
	39		

t-value= -2.257

37 degrees of freedom

p=0.03<0.05

The mean score of female students in cognitive strategies is greater than the mean score of males (females' mean score: 36.76, standard deviation: 8.05, males' mean score: 33.64, standard deviation: 6.85). The t-value is -1.31, with 37 degrees of freedom. However, the significance is 0.198, which is greater than the 0.05 criterion. Therefore, we accept the null research hypothesis (H02) as true. In other words, we cannot claim that gender influences the specific learners' use of cognitive strategies/

High socio-economical status	25	38.72	5.43
Low socio-economical status	14	28.36	5.85
	39		

t-value=-5.56

37 degrees of freedom

p=0<0.05

The mean score of high socio-economic status students in social/affective strategies is greater than the mean score of low socio-economic status students (mean scores: 39.68 and 34.21, respectively, standard deviations: 6.41 and 3.42, respectively). The t-value is -2.953, with 37 degrees of freedom. The significance is 0.005, which is lower than the 0.05 criterion. Therefore, we accept the research hypothesis (H6) as true.

Table 9: Social/affective Strategies by socio-economic status

	Number of research subjects	Mean score	Standard deviation
High socio-economical status	25	39.68	6.41
Low socio-economical status	14	34.21	3.42
	39		

t-value=-2.953

37 degrees of freedom

p=0.005<0.05

As far as the relation between strategy use and grade in English, i.e. proficiency level in the target language, high correlations were found, as shown in the table below:

Table 10: Pearson Correlation between school grades in English and strategies

Pearson Correlation (r)	School grade in English
Metacognitive strategies	r = 0.9
Cognitive strategies	r = 0.898
Social/affective strategies	r = 0.696

Learners of the 5th primary school have a rich repertoire of metacognitive strategies; they use social/affective strategies quite frequently, while their cognitive strategies are the least being used by them. On the other hand, the most preferred strategies for students from the primary school of Vassilika are the social/affective ones, the metacognitive strategies come second, and the cognitive strategies are, once again, the least being employed. It becomes quite clear from table below, that the strategy use by the learners of the 5th primary school is much greater in all three categories of strategies than that employed by the students of the school in Vassilika.

Table 13: Hierarchy of strategies used in each school

5 th Primary School	Primary School of Vassilika
1st) Metacognitive strategies : 43,32 (mean score)	1st) Social/affective strategies : 34.21 (mean score)

2nd) Social/affective strategies : 39.68 (mean score)	2nd) Metacognitive strategies : 32.43 (mean score)
3rd) Cognitive strategies : 38.72 (mean score)	3rd) Cognitive strategies : 28.36 (mean score)

To sum up, according to the research results, the extracted conclusions that are of interest to us, are the following:

- ✓ The girls possess and employ more frequently than the boys metacognitive and social/affective strategies
- ✓ The use of cognitive strategies is not influenced by learners' gender
- ✓ Students of a higher socio-economic status employ more metacognitive, cognitive, and social/affective strategies than their peers of a lower socio-economic status
- ✓ The learners of a higher proficiency level in English, and, hence, with higher grades, resort more frequently to their repertoire of metacognitive, cognitive, and social/affective strategies.

Discussion

As previously discussed a considerable number of researchers abroad (Ehrman and Oxford, 1989; Oxford and Nyikos, 1989; Zoubir-Shaw and Oxford, 1994; Politzer, 1983; Kaylani, 1996) have recognized females' superiority in the employment of the whole range of language learning strategies. They attributed this superiority to females' inclination, towards socialization patterns, to their conformity to the linguistic rules, and to their innate or acquired ability for self-management and concentration during the learning process. In our study, however, even if it was proved that the girls possess a richer metacognitive and social-affective repertoire, no statistical differences were found in the use of cognitive strategies between females and males. This means that both the selection and the frequency of the cognitive strategies have not accepted any influence by the specific pupils' gender.

As far as the effect of learners' socio-economic status on strategy use is concerned, it was confirmed that, indeed, this influences considerably the employment of metacognitive, cognitive, and social/affective strategies. Thus, our research findings on the issue are in accordance to the claims of an important number of researchers (Giavrimis, Papanis, Rumeliotou, 2007; Coleman, Campbell, Hobson, McPartland, Weinfeld and York, 1966; Grinion, 1999; Bourdieu and Passeron, 1990; Bernstein and Henderson, 1969), who supported that the socio-economically disadvantaged students are less strategic and effective learners, because they lack the cultural products and the necessary resources that promote an individual's self-development and progress. Obviously, the students from the Primary School in Vassilika, who come from rather poor and large families, need special instruction towards the enhancement of their strategy use, and encouragement by the teacher, in order to overcome their learning deficiencies.

Proficiency level in the target language was, also, proved to be interrelated with strategy use. Thus, the learners from the school in Vassilika resort to the employment of metacognitive, cognitive, and social/affective strategies less frequently than the pupils from the 5th primary school. Our findings are again in accordance to the claims of other researchers (Huang, 1984; Huang and Naerseen, 1987; Watanabe, 1990; Phillips, 1990; Chang, 1990; Mullins, 1992; Green, 1991; Green and Oxford, 1993; Sheorey, 1999; Oxford and Nyikos, 1989), who investigated the issue. O'Malley and Chamot (1985a) supported that the weaker learners are not very strategic, and moreover, that, even when

they use some strategies, they do it in a random, uncontrolled and unconnected manner, while the effective learners employ quite frequently carefully orchestrated strategies.

References:

- 1) Anderson, J. R. (1976) *Language, memory, and thought*. Hillsdale, NJ: Erlbaum
- 2) Anderson, J. R. (1983) *The architecture of cognition*. Cambridge, MA: Harvard University Press
- 3) Anderson, J. R. (1985) *Cognitive psychology and its implications* (2nd ed.). New York: W. H. Freeman
- 4) Baddeley, A. (1986) *Your memory: A user's guide*. Harmondsworth: Penguin
- 5) Bayley, K. M. (1990) 'The use of diary studies in teacher education programs' in Richards, J. C. & D. Numan (eds. 1990:215-226) *Second Language Teacher Education*. Cambridge: Cambridge University Press.
- 6) Bedell, D. A and OXFORD, R. L (1996) Cross-cultural comparisons of language learning strategies in the People's Republic of China and other countries. In Oxford, R. L. (ed) *Language learning strategies around the world: cross-cultural perspectives* (Technical Report 13). Second Language Teaching & Curriculum Center, University of Hawaii, Honolulu, pp 47-60
- 7) Bernstein, B., Henderson, D. (1969) Social class differences in the relevance of language to socialization. *Sociology Journal* 1:1-20
- 8) Bialystok, E. (1978) A theoretical model of second language learning. *Language Learning*, 28, 69-83
- 9) Bialystok, E. (1981) The role of conscious strategies in second language proficiency. *Modern Language Journal*, 65, 24-35
- 10) Bialystok, E. (1983) Some factors in the selection and implementation of communicative strategies. In C. Faerch & G. Kasper (Eds.), *Strategies in interlanguage communication* (pp.100-118). London: Longman
- 11) Biggs, J. B. (1993) What do inventories of students' learning processes really measure? A theoretical review and clarification. *British Journal of Educational Psychology*, 63, 3-19
- 12) Bourdieu, P., Passeron, J.C. (1990) *Reproduction in Education, Society and Culture*. London: Sage Publications
- 13) Brown, A. L., Bransford, J. D., Ferrara, R., & Campione, J. C. (1983) Learning, remembering and understanding. In J. N. Flavell & E. M. Markham (Eds.), *Carmichael's manual of child psychology* (Vol.1). New York: Wiley
- 14) Brown, H. D. (1987) *Principles of language learning and teaching* (2nd ed.) Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall
- 15) Chamot, A. U. (1987) The effects of training in the use of learning strategies on learning English as a second language. In Wenden, A. and Rubin, J. (eds.) *Learner strategies in language learning*. Englewood Cliffs: Prentice/Hall
- 16) Chang, S. J. (1990) *A study of language learning behaviours of Chinese students at the University of Georgia and the relation of those behaviours to oral proficiency and other factors*. Unpublished doctoral dissertation, University of Illinois
- 17) Chen, S. Q (1990) A study of communication strategies in interlanguage production by Chinese EFL learners. *Language Learning* 40(2): 155-87

- 18) Chesterfield, R., and Chesterfield, K. B. (1985) Natural order in children's use of second language learning strategies. *Applied Linguistics* 6(1):45:49
- 19) Cohen, A. D. (1990) *Language Learning: insights for learners, teachers, and researchers*. Newbury House/ Harper & Row, New York
- 20) Cohen, A. D. (1998) *Strategies in Learning and Using a second Language*. New York: Addison Wesley Longman
- 21) Cohen, A. D., and Aphek, E. (1981) Easifying second language learning. *Studies in second language acquisition* 3:221-36
- 22) Cohen, A. D., and Scott, K. (1996) A synthesis of approaches to assessing language learning strategies. In Oxford, R. L. (Ed.) *Language Learning Strategies Around the World: Cross-Cultural Perspectives*. (Technical Report 13), Second Language Teaching and Curriculum Center. University of Hawaii, Honolulu
- 23) Coleman, J.S., Campbell, E.Q., Hobson, C.J., McPartland, J., Weinfeld, F.D., and York, R.C. (1966) *Equality of Educational Opportunity*. Washington DC: US Government Printing Office
- 24) Craik, F. I. M and Lockhart, R. S. (1972) Levels of processing: a framework for memory research. *Journal of Verbal Learning and Verbal Behaviour* 11:671-84
- 25) Cummins, J. (1981) Empirical and theoretical underpinnings of bilingual education. *Journal of education* 163:16-29
- 26) Γιαβρίμης, Π., Παπάνης, Ε., Ρουμελιώτου, Μ. (2007) *Θέματα Κοινωνιολογίας της Εκπαίδευσης*. Μυτιλήνη: Δούκας ABEE
- 27) Dadour, S. and Robbins, J. (1996) University-level studies using strategy instruction to improve speaking ability in Egypt and Japan. In Oxford, R. L. (ed.) *Language learning strategies around the world: cross-cultural perspectives* (Technical Report 13). Second Language Teaching & Curriculum Center, University of Hawaii, Honolulu, pp 157-66
- 28) Danserreau, D. F. (1985) Learning strategy research. In Segal, J. W. *et al.* (eds.) *Thinking and learning skills: relating learning to basic research*. Lawrence Erlbaum, Hillsdale NJ, pp 209-40
- 29) Datcher, L. (1982) Effects of community and family background on achievement. *The Review of Economics and Statistics*, 64, 32-41
- 30) Dickinson, L. (1987) *Self-instruction in language learning*. Cambridge: Cambridge University Press
- 31) Dorney, Z. (1995) On the teachability of communication strategies. *TESOL Quarterly* 29(1): 55-85
- 32) Dreyer, C. and Oxford, R. L. (1996) Learning strategies and other predictors of ESL proficiency among African speakers in South Africa. In Oxford, R. L. (ed.) *Language learning strategies around the world: cross-cultural perspectives* (Technical Report 13). Second Language Teaching & Curriculum Center, University of Hawaii, Honolulu, pp 61-74
- 33) Ehrman, M., & Oxford, R. (1989) Effects of sex differences, career choice, and psychological type on adult language learning strategies. *Modern Language Journal*, 73(1), 1-13
- 34) Ehrman, M. (1990) The role of personality type in adult language learning: an ongoing investigation. In Parry, T., and Stansfield, C. (Eds.) *Language Aptitude Reconsidered*. Center for Applied Linguistics. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall

- 35) Ehrman, M. (1996) *Understanding Second Language Learning Difficulties*. Thousand Oaks: Sage Publications
- 36) Ellis, R. (1986) *Understanding second language acquisition*. Oxford: Oxford University Press
- 37) Ellis, R. (1994) *The Study of Second Language Acquisition*. Oxford: Oxford University Press
- 38) Franham-Digorry, S. (1977) The Cognitive point of view. In D. J. Treffinger, Davis, J. K., and Ripple, R.E. (Eds) *Handbook of teaching Educational Psychology*. New York: Academic Press
- 39) Flavel, J. H. (1979) Metacognition and cognitive monitoring. A new area of cognitive-developmental inquiry. *American Psychologist*, 34, 906-911
- 40) Gardner, R. C. and Lambert, W.E. (1959) Motivational variables in second language acquisition. *Canadian Journal of Psychology*, 13, 266-272
- 41) Gardner, R. C. and Lambert, W.E. (1972) *Attitudes and Motivation in second Language Learning*. Rowley, MA: Newbury House
- 42) Green, J.M (1991) Language Learning Strategies of Puerto Rican University students. Paper presented in the annual meeting of Puerto Rico Teaches of English to Speakers of Other Languages, San Juan, GA
- 43) Green, J.M and Oxford, R.L. (1993) *Learning strategies: patterns of use by gender and proficiency*. Paper presented in the annual meeting of International Teachers of English of Speakers of Other Languages, Atlanta, GA
- 44) Grinion, P. (1982) *Academic achievement and poverty: Closing the achievement gap between rich and poor high school students*. Spalding University. Dissertation Abstracts International, 60(02), 386
- 45) Halbach, A. (2000) Finding out about students' learning strategies by looking at their diaries: A case study. *System*, 23, 85-96
- 46) Hall, R. J. (1973) *New ways to learn a foreign language*. Ithaca, NY: Spoken Language Services
- 47) Huang, X. H. (1984) *An investigation of learning strategies in oral communication that Chinese EFL learners in China employ*. Unpublished master's dissertation, Chinese University of Hong Kong
- 48) Huang, X. H. and Naerssen, M. (1987) Learning strategies for oral communication. *Applied Linguistics*, 8, 287-307
- 49) Kaylani, C. (1996) The influence of gender and motivation on EFL learning strategy use in Jordan. In Oxford, R. L. (ed.) *Language learning strategies around the world: cross-cultural perspectives* (Technical Report 13). Second Language Teaching & Curriculum Center, University of Hawaii, Honolulu, pp 75-88
- 50) Keefe, J.W. (1979) Learning style: An overview. In Keefe, J.W (Ed.) *Student learning styles: Diagnosing and Prescribing Programs*. Reston, VA: National Association of secondary School Principals
- 51) Kirby, J.R (1988) Style, strategy and skill in reading. In Schmeck, R.R (Ed.) *Learning Strategies and Learning Styles*. New York: Plenum Press
- 52) Leino, A. (1982) *Learning Process in Terms of Styles and Strategies*. Research Bulletin No 59. Helsinki, Finlan
- 53) Lessard-Clouston, M.(1997) 'Language Learning Strategies: an Overview for L2 teachers' on the Internet *TESOL journal*L

- 54) Mullins, P. (1992) *Successful English language learning strategies of students enrolled in the Faculty of Arts, Chulalongkorn University, Bangkok, Thailand*. Unpublished doctoral dissertation, United States International University, San Diego, CA
- 55) Nainman, N., Frohlich, M., Stern, H.H., & Todesco, A. (1978) *The good language learner*. Research in Education Series, 7. Toronto” Ontario Institute for studies in Education
- 56) Nisbet, J. and Shucksmith, J. (1991) *Learning Strategies*. New York: Routledge
- 57) Numan, D. (1992) *Research Methods in Language Learning*. Cambridge: Cambridge University Press
- 58) Okada, M., Oxford, R.L., Abo, S. (1996) Not all alike: motivation and learning strategies among students of Japanese and Spanish in an exploratory study. In Oxford, R. L. (ed.) *Language learning strategies around the world: cross-cultural perspectives* (Technical Report 13). Second Language Teaching & Curriculum Center, University of Hawaii, Honolulu
- 59) O’ Malley, J.M., Chamot, A.U., Stewner-Manzanares, G., Kupper, L., and Russo, R. (1985a) Learning Strategies used by beginning and intermediate ESL students. *Language Learning* 35:21-46
- 60) O’ Malley, J.M., Chamot, A.U., Stewner-Manzanares, G., Kupper, L., and Russo, R. (1985a) Learning strategy applications with students of English as a second language. *TESOL Quarterly* 19:285-96
- 61) O’ Malley, J.M., Chamot, A.U., and Walker, C. (1987) Some applications of cognitive theory to second language acquisition. *Studies in second language acquisition* 9:287-306
- 62) O’ Malley, J.M., Chamot, A.U. (1990) *Learning Strategies in Second Language Acquisition*. Cambridge: Cambridge University Press
- 63) Oxford, R.L. (1986) Development and Psychometric Testing of the Strategy Inventory for Language Learning ARI Technical Report 728. Alexandria, VA: US Army Research Institute for Behavioural and Social Sciences
- 64) Oxford, R.L. (1990a) *Language Learning Strategies: What every teacher should know*. Rowley, MA: Newbury House
- 65) Oxford R.L. (1990b) Styles, strategies and aptitude: connections for language learning. In T.S. Parry and C.W. Stansfield (Eds.) *Language Aptitude Reconsidered*. Center for Applied Linguistics. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall
- 66) Oxford, R.L. (1992) Language Learning Strategies in a nutshell: Research update and ESL classroom applications. *TESOL Journal*, 1, Cover, 18-22
- 67) Oxford, R.L. (2002) Learning strategies, language proficiency, and self-regulation. *Proceedings of the 29th JACET Summer Seminar*, 3-19. Tokyo: JACET (ISSN1347-3964)
- 68) Oxford, R.L, and Ehrman, M.E.(1995) Adults’ language learning strategies in an intensive language program in the United States. *System*,23, 359-386
- 69) Oxford, R.L., and Lavine, R.Z. (1991) Teacher-student style wars in the language classroom: research insights and suggestions. *Bulletin of the Association of Departments of Foreign Languages*, 23, 38-45
- 70) Oxford, R.L., and Nyikos, M. (1989) Variables affecting choice of language learning strategies by University students. *The Modern Language Journal*, 73, 291-300

- 71) Park, G.P (1997) Language learning strategies and English proficiency in Korean University students. *Foreign Language Annals*, 30:2, 211-221
- 72) Phillips, V. (1990) *English as a second language learner strategies of adult Asian students using the Strategy Inventory for Language Learning*. Unpublished doctoral dissertation, University of San Francisco, CA
- 73) Pimsleur, P. and Qinn, T. (1971) *The psychology of second language learning*. Cambridge: Cambridge University Press
- 74) Politzer, R.L. (1983) An exploratory study of self-reported language learning behaviours and their relation to achievement. *Studies in Second Language Acquisition*, 6, 54-68
- 75) Politzer, R.L. and McGroarty, M. (1985) An exploratory study of learning behaviours and their relationship to gains in linguistic and communicative competence. *TESOL Quarterly*, 19, 103-123
- 76) Porter, P.A., Goldstein, L.M., Leatherman, J., Conrad, S. (1990) The ongoing dialogue: learning logs for teacher preparation. *Second Language Teacher Education*. Cambridge: Cambridge University Press
- 77) Posner, M.I., and Snyder, C.R. (1975) Attention and Cognitive control. In Soslo, R.L. (Ed.) *Information processing and cognition*. Hillsdale, N.J. : Erlbaum
- 78) Rabinovitz, M., and Chi, M. T. (1987) An interactive model of strategic processing. In Ceci, S.J. (Ed.), *Handbook of cognitive, social, and neuropsychological aspects of learning disabilities* (pp 83-102). Hillsdale, N.J. : Erlbaum
- 79) Reid, J.M. (1995) *Learning Styles in the ESL/EFL Language Classroom*. Boston: Heinle & Heinle
- 80) Riding, S., and Rayner, S. (1998) *Cognitive Styles and Learning Strategies*. London: David Foulton Publishers
- 81) Rossi-Le, L. (1995) Learning Styles and Strategies in Adult Immigrant ESL Students. In Reid, J. (Ed.) *Learning Styles in the ESL/EFL classroom*. Boston: Heinle & Heinle
- 82) Rubin, J. (1981) Study of cognitive process in second language learning. *Applied Linguistics*, 2, 117-131
- 83) Rubin, J. (1987) Learner strategies: theoretical assumptions research history and typology. In Wenden, A. and Rubin, J. (Eds.) 1987. *Learner strategies in Language Learning*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall
- 84) Schmidt, R. (1994) Deconstructing consciousness in search of useful definitions for applied linguistics. *AILA Review*, 11, 11-16
- 85) Selinger, H. W. (1983) The language learner as linguist: Of metaphors and realities. *Applied Linguistics*, 4, 179-191
- 86) Sheory, R. (1999) An examination of language learning strategy use in the setting of an indigenized variety of English. *System*, 27, 173-190
- 87) Simon, S. A. (1996) *Observations on the sciences of sciences learning*. Paper prepared for the Committee on Developments in the Science of Learning for the Sciences of Science Learning: An Interdisciplinary Discussion. Department of Psychology, Carnegie Mellon University
- 88) Singleton, J. (1991) The spirit of gamburu. In Finkelstein, A.E, and Imamura, A.E., and Tobin, J.J (Eds.) *transcending stereotypes: Discovering Japanese Culture and Education*. Yarmouth, ME: Intercultural Press

- 89) Skehan, P. (1989) *Individual Differences in Second Language Learning*. London: Edward Arnold
- 90) Skehan, P. (1991) Individual differences in second language learning. *Studies in Second Language Acquisition*, 13, 275-298
- 91) Skehan, P. (1998) *A Cognitive Approach to Language Learning*. Oxford: Oxford University Press
- 92) Skinner, B. F. (1938) *The Behaviour of Organisms: An Experimental Analysis*. New York: Appleton-Century-Crofts, Inc
- 93) Stern, H. W. (1983) *Fundamental concepts in language learning*. Oxford: Oxford University Press
- 94) Tudor, I. (1996) *Learner-centredness as Language Education*. Cambridge: Cambridge University Press
- 95) Wajnryb, R. (1992) *Classroom Observation Tasks* Cambridge : Cambridge University Press
- 96) Weinestein, C. E., and Mayer, R.E. (1986) The Teaching of Learning Strategies. In Wittrock, M.C. (Ed.) *Handbook of Research in Teaching* (3rd ed.). New York: Macmillan
- 97) Wenden, A. (1983) Literature review: The process of intervention. *Language Learning*, 33:1, 103-121
- 98) Wenden, A. (1986) What do second-language learners know about their language learning? A second look at Retrospective Accounts. *Applied Linguistics*, 7, 186-201
- 99) Williams, M., and Burden, R.L. (1997) *Psychology for Language Teachers*. Cambridge: Cambridge University Press

TOWARDS A LEARNING AND A KNOWLEDGE SOCIETY: INSIDE TO THE LIFE LONG LEARNING

Prof. Dr. George M. Korres, Assist. Prof. Dr. George O. Tsobanoglou,
Dr. Aikaterini Kokkinou
University of the Aegean, Mitilene, Greece
gkorres@geo.aegean.gr, g.tsobanoglou@soc.aegean.gr
katerinakokkinou@hotmail.gr

Abstract: *The program Learning for Community Action in the Sector of for Life Learning was for life enacted with the Decision of European Parliament and Council with fundamental objective to contribute in the growth of Community as a advanced society of knowledge, with sustainable economic growth, more and better places of work and bigger social cohesion, ensuring also the social and economic growth and the protection of environment for the future generations. More special objectives are the modernisation and the adaptation of systems of education and training of member states particularly in the line of strategic objectives of Lisbon. The particular article aims to analyze the subjects of education and life long learning in E.U. in the context of knowledge and learning society.*

Key Words: Life Long Learning, Education, Training, Knowledge, Socio-Economic Development.

1. Introduction

The agenda of Lisbon recognized the real value of education and knowledge in the total process of growth of European Union under healthy conditions of employment, equality of occasions and social incorporation and fighting of social exclusion. The strategy of Lisbon recognized the catalytic importance of research and innovation, in the passage of Europe in the economy and society of knowledge.

All member states regarding the strategy of Lisbon constitutes factor of mapping out of national policy for the education and the training. A lot of countries have determined or they determine their objectives that concern the levels of report of medium European records on the education and the training. In this framework, the European Committee undertook the continuous follow-up of application of decisions of Lisbon and Barcelona. Moreover, were placed quantitative objectives (benchmarks) that will be supposed E.U, the member states, achieve up to 2010. The strategic objectives for the European systems of education and training were grouped in three big categories, that concern:

- the improvement of quality and the effectiveness of systems of education and professional training in the European Union.
- facilitation of access of all in this systems.
- opening of this systems in the outside world.

Innovation has a variety of roles. As a driving force, it points firms towards ambitious long-term objectives. It also leads to the renewal of industrial structures and is behind the emergence of new sectors of economic activity. In brief, innovation is:

- the renewal and enlargement of the range of products and services and the associated markets;
- the establishment of new methods of production, supply and distribution;
- the introduction of changes in management, work organisation, and the working conditions and skills of the workforce.

The growth of skills is related with the faculty of individuals to face with sufficiency any educational activity at the duration of their life. To the direction this Europe has not made steps of progress, with result a important percentage of individuals faces difficulties of reading and comprehension of texts. The investment in human potential via the education is the key in the effort of aid of place of Europe in the economy of knowledge and in the social cohesion. This article aims to analyze the determinant factors, the measurement and the implications of life long learning within the context of knowledge and learning society.

2. Measuring the Life Long Learning

Distance learning can be used for many purposes, as for instance for formal education, continuing education, advanced professional education and management/employee development. In the traditional context distance education delivered by traditional learning organizations for course / program credit these needs should be met through appropriate institutional support structures. This means that providers of distance learning must help consumers to:

- take greater responsibility for their own learning;
- become more active in asking questions and obtaining help;
- be prepared to deal with technical difficulties in the two-way flow of information.

To develop independent and self-reliant distance learners, research indicates that the following three approaches are commonly advocated:

- (a). The service model approach which focuses on the integration of quality, by providers, into distance delivery and courseware through, e.g.,
 - quality assurance methods in courses and curricula
 - high quality support services
 - integration of the study of communication itself into the curriculum
 - the TQM model of consumer-oriented quality in methods and materials
 - (b). A stakeholder analysis model which focuses on defining quality for distance education, i.e., involving more than the learning providers in the defining quality and setting benchmarks
 - (c). A quality improvement model which involves ongoing evaluation, e.g.,
 - qualitative assessment techniques to understand stakeholder values
 - quantitative evaluation to provide indicators of quality and areas of concern
- Distance learning activities are designed to fit the specific context for learning.
- Learning opportunities include a clear statement of intended learning outcomes, learning content that is appropriate to those outcomes, clear expectations of

learner activities, flexible opportunities for interactions, and assessment methods appropriate to the activities and technologies.

- Elements of a learning event – the learning content, instructional methods, technologies, and context – complement each other.
- The selection and application of technologies for a specific learning opportunity are appropriate for the intended learning outcomes, subject matter content, relevant characteristics and circumstances of the learner, and cost range.
- Learning activities and modes of assessment are responsible to the learning needs of individual learners.
- The learning experience is organized to increase learner control over the time, place and pace of instruction.
- Learning outcomes address both content mastery and increased learning skills.
- Individuals with specialized skills in content, instructional methods, or technologies work collaboratively as a design team to create learning opportunities.
- The learning design is evaluated on a regular basis for effectiveness, with findings utilized as a basis for improvement.

In the decisions and in the conclusions of Council of Lisbon, the adoption of strategy for the Life Long Learning constitutes priority and basic element of European social model. The main axis that puts together around so much the various levels of educational system, including the space of work and enterprises, the local community, the family, as well as the means of mass communication, promoting new innovative methods and using the new technologies of information. Two are the main objectives of for Life Long Learning:

- the promotion of active attendance in social environment, and
- the increase of possibilities of employment and employability.

In the last ten years, European Public Administration, in particular that within universities has shown renewed interest in applications geared to information technology training. Its subsequent rapid development has helped accelerate and optimize knowledge of IT, overcoming the barriers of time and space which are characteristic of traditional training. The European Union Council, during a meeting in Lisbon in 2000, recommended that national governments organize a rapid acceleration in IT training to adopt the levels necessary for the European society of the third millennium.

Following this recommendation, the European Community Commission adopted an initiative entitled “*E-Learning – considering tomorrow’s training*”. All member states were asked to “persevere in efforts to integrate information and communication technologies in teaching and training” and to “take advantage of the potential of internet, multimedia and virtual learning systems to realize in as short a time as possible an improved and permanent education.” Tables 1 and 2 illustrate the main Lisbon goals and the population in education and training in percentage rates

Table 1: Lisbon Goals for Education 2010

	Average Rate (E.U.-25)	Greece	Goal of E.U. for 2010
Early School Leave (as % pupils)	14.9%	13%	10%
Secondary School Attainment (as % pupils)	77%	83%	85%
Basic Skills (as % pupils with low skills)	19.8%	25.2%	15.5%
Higher Education Attainment in Scientific and Technological Subjects (as % inhabitants 20-29 years)	12.5%	No available data	15%
Participation in Life Long Learning Programs (as % total population 25-64 years)	10.8%	1.8%	12.5%

Source: European Union, European Commission, Progress Report, 2006, SEC (2006)639, 16.5.2006.

Table 2: Population in Education and Training between 25-64 years (percentage rates)

	2000	2005		
		Total	Male	Female
EU-25	7.9	10.8	10.0	11.7
Greece	1.1	1.8	1.9	1.7

Source: Eurostat (Labour Force Survey)

The economic aid of education and training it is possible to lead to social profit, via the reduction of unemployment, the higher attendance to workforce of and increase of productivity. In all Europe exists augmentative tendency of investments in the education.

Greece belongs in the countries with comparatively low levels of expenses for the education and the training. This low level of expenses is justified partly by the budgetary restrictions that limit the possibilities of Greek government in of placing in application the all required policies. Regarding the level of expenses per education-level, Greece falls short of the first degree and secondary education. On the contrary, the public investments in the tertiary education in 2002 amounted in the 1.28% GNP, percentage of bigger means of European percentage same period (1,14%).

We can consider the life learning as “all the activity of learning that is realised at the duration of life of person, aiming at her increase, knowledge of dexterities and his faculties, via personal, cultural, social frame and with regard to his professional prospect constitutes integral piece of educational policy of E.U. Roughly the 10% of adults in the E.U. age of 25-64 years, participate in the for Life Long Learning. Greece belongs in that countries that recently have for life established legislative frame for the learning. The following Table 3 illustrates the various general-basic and individual objectives in the strategy for the aid of for life education.

Table 3: Objectives for Life Long Learning

Fundamental Objective:

- Encouragement of exchange, collaboration and mobility between the systems of education and training in the interior of Community so as to they are rendered world point of report of quality

Individual Objectives:

- Improvement of quality for Life Long Learning, and promotion of high output, innovation and European dimension.
- Support of concretisation of European space for the Life Long Learning.
- Improvement of quality, attractiveness and accessibility for the occasions for the Life Long Learning between the member states.
- Aid of contribution of Life Long Learning in the social cohesion, in the active attendance of citizens, in the equality of sexes and in the personal completion.
- Promotion of creativity, competitiveness, employability and growth of enterprising spirit.
- Contribution in the increase of attendance of citizens of each age in the Life Long Learning included the persons with special needs and the social teams in unfavourable place, independent from their socio-economic background.
- Support of growth of pioneering content, services, pedagogic approaches and proceeding that are based on the frame of Life Long Learning in new modern thematic units, as an example the subjects of health and providence
- Promotion of collaboration for the guarantee of quality in the all sectors of programs of professional education and training in Europe.

The usual measures for Life Long Learning aimed solely at strengthening infrastructures and equipment, are increasingly directed towards other areas; teaching content, ensuring quality and standards, training the trainers themselves, organizational changes, the transformation of education and training processes and the training and re-skilling of public sector employees.

One of the basic formulas for the measurement of Life Long Learning us the calculation of ROI, as shown in Equation 1, is quite straightforward, the costs analyst has just to subtract costs from benefits, divide that difference by costs, and then multiply the results by 100:

$$ROI = \frac{Benefits - Costs}{Costs} \cdot 100 \quad (\text{Equation 1})$$

The term *Benefits minus Costs* represents the *Return on the project*. The investment is the costs of the project or at least the up-front costs. To complete this study and for a greater understanding of the concept of ROI, an index is provided below which makes an interesting comparison between traditional didactics and e-learning.

In many cases, there is a need for an instrument which can instantly indicate the feasibility and necessity of e-learning; events such as faculty meetings will often see a debate into the necessity and applicability of venturing into this area. Another interesting index is the *e-learning Yield Index*, or *e-LYI*, as shown in Equation 2, represents the rapport

between the ROI of classic teaching programs (ROI_{cl}) and that of the same programs in e-learning mode (ROI_{e-l}):

$$e - IYI = \frac{ROI_{e-l}}{ROI_{CL}} \quad (\text{Equation 2})$$

The *Yield Index "e-IYI"* represents a valid tool of control and evaluation from the economic and qualitative point of view of the "e-learning project", because it is based on the study of the ROI, that is a factor for a long time used to these purposes but that does not succeed in being "absolutely" decisional for the "process transformation"; in fact ROI does not produce a quantitative comparison among the different methodologies we can use to build a learning project. The Yield Index "e-IYI" has been studied for doing this quantitative comparison.

The main viable objective and the open process for Life Long Learning is not only the increase of rates of attendance in this, but also the reduction of gap of attendance in the for Life Long Learning, that they present the individuals with higher level of education in combination the individuals that have low level of education, in favour first. The internationalisation of markets and new technologies they render necessarily the continuous renewal of knowledge and dexterities of human potential. In Greece, the General Secretariat of Education of Adults of Ministry of National Education is the main responsible institution in the sector of education of adults, that it draws, it coordinates and materialises energies, that concern in the for Life Long Learning. The Institute of Permanent Education of Adults is a legal organisation of private right, which depends in the General Secretariat of Education of Adults. The Institute of Permanent Education of Adults manages the main programs that have been assigned to him by the General Secretariat of Education of Adults. In particular including:

- Centres of Education of Adults
- Schools of Second Occasion
- Advisory Parents
- Education of Adult Immigrants in the Greek Language, etc.

The basic fields of action for the for life learning are:

- Benefit of new basic knowledge and dexterities for all
- Increase of investments in the human resources
- Growth of innovations with regard to the teaching and the learning
- Evaluation of education
- Revision of ways of Orientation and Advisory
- The education it comes more near the family

3. Conclusions

In knowledge-based economies, the efficient systems are those which combine the ability to produce knowledge, the mechanisms for disseminating it as widely as possible and the aptitude of the individuals, companies and organisations concerned to absorb and use it. The crucial factor for innovation is thus the link between research (the production of knowledge), training, mobility, interaction (the dissemination of knowledge) and the ability of firms, particularly SMEs, to absorb new technologies and know-how. The

attractivity stems from three basic characteristics of the approach that deserve to be summarized here:

- First, it places innovations and knowledge creation at the very centre of focus, and goes beyond a narrow view of innovation to emphasize the interactive and dynamic nature of innovation.

- Second, it represents a considerable advance over the network school of innovation by a decisive shift in focus from firm to territory, from the knowledge creating firm to the knowledge-creating territory.

- Third, it views innovation as a social process that is institutionally embedded, and, thus, puts special emphasis on the institutional context and forms [i.e. formal and informal institutions] through which the processes of knowledge creation and dissemination occur.

The five elements of quality, specifically for the improvement of quality in distance, are:

- materials that are learner friendly, academically respectable, able to be used by the average student, interesting in content and layout, and relevant;

- learning materials and any peripheral media or equipment that are readily available;

- tutors and students that become familiar with distance learning methodology and practice;

- the whole system that is managed effectively; and

- monitoring, evaluation, and feedback that are viewed as important.

In Europe exists big fluctuation in the level of public investments in the education and the training as percentage of GNP. In Greece the public expenses constitute the 4,2% of GNP. Greece belongs in the countries with the bigger progress of proportion of students per PC. The proportion was 57,9 students per PC in 2000, while in 2003 it was limited in the 21,2 students per PC. Roughly the 10% of adults in the EU, age of 25-64 years, participation in the Life Long Learning. The rates of attendance in the Life Long Learning of individuals with low education are the much smaller in combination individuals high of education.

An open environment of learning, constitutes basic condition in the effort of Europe for quality and more efficient work via the aid of education and training. Importance does not have the for Life Long Learning of concrete teams of population, usually those that have bigger education, but the permanent attendance of all teams of population. In order to is achieved this it needs more essential briefing on the profits of for life learning and more concretely:

- (a). Creation of “Modern Society of Learning” through the encouragement and promotion of demand of occasions and issues with regard to via-life education and the training of adults.

- (b). Publication of Studies, Researches and Articles with regard to the education and training of adults

- (c). Training of Proposals and Inquiring Programs with regard to the activities for the education and training of adults.

- (d). Specialisation of Scientists and Creation of Executives with regard to via-life education and the training of adults

- (e). Creation of Networks between Public and Private (Government owned and Not-government owned) Organisms and Institutions with regard to the education and training of adults and
 - (i). Growth of any activities, so much in Regional, National but also European level with regard to subjects that concern via-life education and the training of adults.

References:

1. Allan, B. (2002). *E-learning and teaching in library and information services*. London: Facet.
2. Bracchi, G., Francalanci, C., & Motta, G. (2003). *Sistemi informativi e aziende in rete*. McGrawHill.
3. Calvani, A., & Rotta, M. (2000). *Fare formazione in Internet*. Erickson.
4. Clark, R. C., & Mayer, R. E. (2003). *E-learning and the science of instruction: Proven guidelines for consumers and designers of multimedia learning* (1st ed.). San Francisco, CA: Jossey-Bass/Pfeiffer.
5. Downes, S. (1998). The economics of online learning. Retrieved January, 20008 from the World Wide Web:
<http://www.atl.ualberta.ca/downes/future/economics.htm>.
6. European Commission, Progress Report, 2006, SEC (2006)639, 16.5.2006.
7. Eurostat (2005) Labour Force Survey.
8. Eurostat: Data Base, Various Publications.
9. Filetti, V., Marengo, A., Pioppi, A., Ropa, E., & Uscidda, R. (2002). *Il progetto corano*. Bocconi University, Milan. from <http://www.osel.it/marengo>
10. Hall, B. & LeCavalier, J. (2001). E-learning across the enterprise: The benchmarking study of best practices. Retrieved from
<http://www.brandonhall.com/public/publications/benchmarking/index.htm>.
11. Henderson, A. J. (2003). *The e-learning question and answer book: A survival guide for trainers and business managers*. New York: American Management Association.
12. Holton, E., & Baldwin, T. T. (2003). *Improving learning transfer in organizations* (1st ed.). San Francisco, CA: Jossey-Bass.
13. Horton, W. (2002). *Designing Web Based Training*. Wiley.
14. Institute for Higher Education Policy. (2000). *Quality on the line: Benchmarks for success in Internet-based distance education*. Washington D.C..
<http://www.eric.ed.gov/...>
15. Jain, L. C., Howlett, R. J., Ichalkaranje, N. S., & Tonfoni, G. (Eds.). (2002). *Virtual environments for teaching & learning*. River Edge, N.J.: World Scientific.
16. Kossmann, D. (2004). Investing in learning: Consider value, not just ROI. Retrieved from
<http://www.clomedia.com/content/anmviewer.asp?a=464>.
17. Marengo Agostino and Vittorio Marengo (2005): "Measuring the Economic Benefits of E-Learning: A Proposal for a New Index for Academic Environments", *Journal of Information Technology Education*, Volume 4, 2005.

19. Mariasingam M. A., Hanna D. E. (2006). Benchmarking Quality in Online Degree Programs Status and Prospects, *Online Journal of Distance Learning Administration*, Volume IX, Number III, University of West Georgia, Distance Education Center
20. Miller, C. & Kulik, T. (2000). *Knowledge management: Becoming an e-learning organization*. New York: Conference Board.
21. Quality Assurance Agency for Higher Education (1999). Guidelines on the quality assurance of distance learning
22. <http://www.qaa.ac.uk/academicinfrastructure/codeOfPractice/distanceLearning/contentents.asp>
23. Radiant Systems. (2002). Training: A critical success factor in implementing a technology solution. Retrieved from http://www.e-learningguru.com/wpapers/blended_radiant.pdf.
24. Sticht, T. G., Adult Basic Education: Strategies to Increase Returns on Investment (ROI), Applied Behavioral & Cognitive Sciences Inc., July 1999
25. American Evaluation Association (2004), Guiding Principles for Evaluators <http://www.eval.org/Publications/GuidingPrinciplesPrintable.asp>

LES CADRES DE L'ACTION MUNICIPALE FACE AUX LIEUX DE CULTE MUSULMAN

Gilles FRIGOLI

Maître de conférences, Université de Nice Sophia Antipolis,
frigoli@unice.fr

Estelle GRUSSEN

Chargée d'études, ANTHEIS
e.grussen@gmail.com

Résumé : *L'implantation de lieux de culte musulman en France soulève de forts enjeux à l'échelle locale. C'est à l'analyse des politiques municipales conduites en la matière qu'est consacré cet article qui, à partir d'une enquête menée dans un département du sud de la France, vise à mieux à repérer les cadres au travers desquels les élus municipaux appréhendent les attentes de ceux qui, parmi leurs administrés, plaident pour une amélioration des conditions dans lesquelles ils exercent leur culte.*

Mots-clés : lieux de culte ; action publique locale ; élus ; immigration ; religion musulmane

Introduction

Longtemps cantonnée aux foyers de travailleurs immigrés, à certaines usines qui employaient une forte proportion de personnes issues de l'immigration et de confession musulmane ou à quelques lieux emblématiques tels que La Grande Mosquée de Paris, l'implantation de lieux de culte musulman s'est considérablement accélérée à partir des années quatre-vingts en France¹, non sans alimenter dans le débat public de récurrentes controverses quant aux conditions de possibilité d'un « Islam de France ». Objet de débat national, les questions que pose la place de « l'Islam dans la République² » soulèvent néanmoins aussi des enjeux à l'échelle locale, là où se rencontrent concrètement les attentes de ceux qui souhaitent voir s'améliorer les conditions dans lesquelles s'exerce le culte musulman et les logiques d'action des autorités locales. Parmi ces dernières, les élus municipaux occupent une place centrale, de par les prérogatives que leur attribue la réglementation (en matière d'urbanisme, de financement, etc.) mais plus généralement en raison du rôle qui leur revient dans la gestion de la cohésion sociale locale. Comment se structure l'action des municipalités à l'égard des lieux de culte musulman ? C'est à cette question que nous proposons d'apporter une contribution en nous appuyant sur les résultats

¹ D'une centaine dans les années soixante-dix, le nombre de lieux de culte serait passé à environ mille six cents au milieu des années quatre-vingts dix. Voir *Annuaire des mosquées de France, 2003-2004*, Paris, La Boussole, 2004, p. 5.

² Haut Conseil à l'Intégration : *L'Islam dans la République*, La Documentation Française, 2000.

d'une enquête menée en 2005 dans un département du sud de la France¹. De manière complémentaire au travail réalisé par Franck Frégosi², qui établissait une « typologie des postures des élus face aux demandes d'Islam », nous avons essayé de reconstituer les cadres à travers lesquels ces derniers appréhendent les demandes qui leur sont adressées. Il ne s'agit pas de distinguer des figures d'élus, comme le fait de manière éclairante cet auteur³, mais de centrer le propos sur les différentes dimensions de l'action municipale, appréhendées comme autant d'espaces de sens et d'action dans lesquels sont pensés les problèmes et les solutions. L'analyse met en évidence la pluralité de ces cadres cognitifs et normatifs, la complexité de leur enchevêtrement, et, ce faisant, le poids des contingences proprement locales qui interviennent dans l'action des élus, au risque d'un « localisme » dont sont pointés les travers.

Le Maire en campagne électorale

Parmi les éléments qui contribuent à structurer l'action municipale, il faut compter avec les *attentes supposées* de l'électorat et la prudence que, sur notre terrain d'enquête, nombre d'élus pensent devoir adopter vis-à-vis de ces dernières. Force est de constater que beaucoup, dans le monde politique local, estiment avoir ici affaire à un enjeu lourd du point de vue de la politique électorale. L'hypothèse selon laquelle une partie de l'opinion publique locale serait hostile à l'édification de lieux de culte musulman justifie alors de se montrer « attentif aux différentes sensibilités », que ces dernières s'expriment explicitement par la voie de groupes sociaux organisés (associations de riverains, partis politiques, autorités religieuses, etc.) ou par des biais plus informels (courriers au Maire, propos tenus en privé, etc.)⁴. Dans une perspective pluraliste, on pourra dire que s'affirme ici le pouvoir municipal en tant qu'arbitre des différents intérêts sociaux en présence : arbitrage qu'une conception noble de la politique considérera comme nécessaire à la cohésion sociale si l'on entend par là qu'il s'agit d'être « à l'écoute de la population » et de tenir compte de tous les points de vue afin de garantir la paix sociale. Mais on ne peut évacuer la dimension purement instrumentale de cette posture et les effets d'inertie qu'elle est susceptible d'engendrer dès lors qu'elle sert une stratégie électorale à court terme et qu'elle fait ainsi office de justification à une « frilosité » des élites politiques concernant le

¹ L'enquête, menée pour le compte du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (Fasild), visait à recenser et caractériser les lieux de culte musulman du département d'une part, à mieux connaître les attentes réciproques des personnes de confession musulmane et des autorités locales en la matière d'autre part. Pour ce faire, une quarantaine d'entretiens ont été réalisés. Voir Frigoli G., Grussen E., *Lieux de culte musulman. Eléments pour un débat public local*, Rapport pour le Fasild, 2005.

² Voir Frégosi F., « Le Maire et la Mosquée » *VEI diversité*, n°142, 2005, pp. 109-113. Voir également Frégosi F., *et al.*, *Les conditions d'exercice du culte musulman en France : analyse comparée à partir d'implantations locales de lieux de culte et de carrés musulmans*. Paris : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (Fasild), 2004.

³ Frégosi distingue ainsi neuf types d'élus : les « volontaristes ambitieux », les « visionnaires audacieux », les « pragmatiques décomplexés », les « téméraires clientélistes », les « convertis de la dernière heure », les « pragmatiques prudents », les « réalistes sélectifs », les « nostalgiques sécuritaires », les « réfractaires ».

⁴ Autant de sources d'information et de pression qui contribuent à alimenter le « baromètre » sur lequel les élus se fondent pour sonder « l'état de l'opinion ».

thème de l' « Islam local » qui puise en fait à d'autres considérations¹. Ajoutons qu'elle prend place dans un contexte de compétition politique qui structure considérablement l'espace des décisions qu'il est considéré comme possible ou comme souhaitable de prendre. En d'autres termes, une politique municipale est toujours en partie le fait d'une majorité municipale ayant à se positionner par rapport à une opposition municipale. Sous cet angle, la question des lieux de culte n'est qu'un instrument parmi d'autres de la lutte à laquelle se livrent les prétendants au pouvoir local.

Le Maire idéologue

Cette dernière remarque ouvre sur un autre registre de l'action municipale, qui concerne sa dimension idéologique. L'action des municipalités, et les élus eux-mêmes relaient souvent ce discours, relève dans bien des domaines d'une gestion pragmatique et « dépolitisée » de questions qui procèdent avant tout de la « bonne administration » des affaires de la cité. Mais si les grands débats idéologiques semblent parfois éloignés des préoccupations qui constituent au quotidien l'agenda municipal, on aurait tort de couper totalement la politique locale de ce type de considération. Une commune se gère aussi en fonction d'une certaine conception de l'espace public, de la citoyenneté, de la démocratie². Sauf à réduire la politique municipale à sa dimension administrative ou technique, on ne peut écarter d'un revers de main l'idée qu'il y va aussi, dans la gestion des lieux de culte musulman, d'une certaine conception du religieux dans l'espace public, de la place que l'on souhaite accorder aux populations issues de l'immigration dans la vie locale, des justifications et moyens de la lutte contre les discriminations, etc. : c'est-à-dire du projet de société dans lequel on souhaite s'inscrire en tant qu'élus à l'heure de la promotion de la « démocratie locale ». Et il est clair que toutes les équipes municipales ne suivent pas les mêmes orientations en la matière : soit que, de manière explicite, les élus se réfèrent à un courant idéologique ou se situent sur l'échiquier politique pour justifier leur vision du monde ; soit que, de manière plus fine, ils fassent en sorte que chacun puisse lire entre les lignes d'un propos se présentant comme dépolitisé ; soit enfin que, à distance de tout engagement partisan ou idéologique, ils puisent à un fond de valeurs qu'ils tiennent comme universelles, quitte à croire que, ce faisant, « on ne fait pas de politique ». En d'autres termes, et sans politiser à tout prix le débat en l'enfermant dans l'opposition classique droite/gauche, dans l'action politique locale...il y a de la politique, et pas uniquement lorsque les équipes municipales sont situées politiquement par leur affiliation à un parti national. Dans ce dernier cas, qui est fréquent dans les villes de taille importante,

¹ Non pas qu'il faille par principe considérer comme hostile au développement d'un « Islam local » tout discours consistant à dire que « l'opinion n'est pas prête ». Et l'on ne fera pas ici de procès d'intention à ceux qui estiment qu'une trop grande précipitation en la matière pourrait s'avérer contre-productive. Mais on garde à l'esprit que pour le « Maire en campagne » l'hostilité supposée de l'opinion offre une justification commode car elle a le mérite de ne pas mettre en cause la « bonne volonté » des élus. Ajoutons, pour faire bonne mesure, que l'instrumentalisation se pratique dans les deux sens et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de considérer que les prises de position publique en faveur de telle ou telle revendication émanant de représentants de la communauté musulmane sont exemptes de considérations relevant de la stratégie électorale.

² Pour une réflexion sur la place des doctrines idéologiques dans la construction de l'action publique locale, voir Arnaud L., Le Bart C., Pasquier R., *Les idéologies émergentes des politiques territoriales*, Sciences de la société, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, n° 65, 2005.

lorsqu'un élu local jouit de l'investiture d'un de ces partis, on attend de lui qu'il agisse, a minima, en cohérence avec la « ligne » du parti en question. Et l'analyse de l'action municipale, sans nier l'existence de maires « sans étiquette » et sans sous-estimer la capacité des élus à s'émanciper de la tutelle des partis nationaux lorsque les intérêts de la cité l'exigent, ne peut alors faire l'économie d'une sociologie politique attentive aux relations entre les niveaux national et local de structuration de la vie partisane.

Le Maire juriste

Un autre élément à prendre en compte concerne le fait que l'action municipale est tributaire d'un cadre juridique qui, pour une grande part en matière de lieux de culte, relève de l'échelon national¹. Or, la connaissance de ce cadre est nécessaire si l'on veut mieux comprendre les logiques de la politique des villes, ne serait-ce que pour distinguer ce qui relève de choix politiques locaux de ce qui procède de dispositifs juridiques sur lesquels les élus locaux n'ont guère de prise. En d'autres termes, le « Maire arbitre entre les intérêts sociaux » comme le « Maire idéologue » interviennent au sein d'un système de contraintes juridiques qu'il faut d'autant mieux prendre en compte qu'elles s'imposent à eux pour une part, mais qu'elles sont aussi susceptibles d'usages différenciés. Ainsi en est-il par exemple du code de l'urbanisme et de la réglementation relative aux Etablissements Recevant du Public (ERP) qui constituent deux des pièces maîtresses de l'action municipale en direction des lieux de culte. La réglementation relative aux ERP² est extrêmement précise et, dans son application, relève d'exigences techniques et administratives codifiées que relaient des fonctionnaires qui ne distinguent pas selon l'« enjeu politique » que soulève l'établissement concerné. La procédure nécessaire pour

¹ La place manque ici pour procéder à un état actuel du droit français en la matière. Le domaine est non seulement extrêmement vaste, mais il est de plus encadré par des dispositions de nature aussi diverse sur le plan juridique que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la constitution française, la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (décret du 3 mai 1974), le pacte international relatif aux droits civils et politiques (16 décembre 1966), la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des églises et de l'Etat ou la loi du 2 février 1907 concernant l'exercice public du culte. A cela, il convient d'ajouter l'ensemble de la jurisprudence qui s'est progressivement constituée par le biais de la Cour de Cassation ou du Conseil d'Etat, mais aussi des textes divers tels que des circulaires ministérielles, des notes aux Préfets, ou des prises de position officielles ayant valeur d'indication telles que les réponses des Ministres à des questions écrites publiées au Journal Officiel. Pour une analyse détaillée, on pourra se reporter à David M., *Diagnostic régional des lieux de culte musulman*, D'un Monde à l'Autre, 2002, ainsi qu'à Jeuffroy B., Tricard F., *Liberté religieuse et régime des cultes en droit français, textes, pratique administrative et jurisprudence*, Cerf, 1996.

² Tout établissement qui reçoit du public, quelles que soient les activités concernées et le statut de l'« exploitant », est tenu de se conformer à un certain nombre de règles en matière d'hygiène et de sécurité. Les principaux risques concernés sont liés aux incendies et aux mouvements de panique et la prévention exercée par la commission de sécurité (communale et/ou départementale) porte sur des éléments matériels tels que : extincteurs, portes coupe-feu, etc., mais aussi la capacité d'accueil au regard de la surface et de l'usage des locaux. La survenue d'un sinistre au sein d'un ERP n'ayant pas fait l'objet d'un avis favorable à la poursuite de l'exploitation place les personnes physiques et/ou morales responsables du lieu en question en situation de responsabilité devant la loi (y compris sur le plan pénal).

être en conformité au regard de cette réglementation ne relève donc ni en soi d'une « tracasserie administrative » destinée à décourager les « exploitants » que sont les responsables de lieux de culte, ni d'une quelconque bienveillance à leur égard. Différent est le cas du code de l'urbanisme qui prévoit explicitement la possibilité, pour le Maire, de faire usage du « droit de préemption »¹ lorsque des personnes souhaitent acquérir un bien immobilier qu'ils destinent à l'exercice du culte. Dans ce cas, une stratégie politique d'opposition à l'implantation d'un lieu de culte est possible, mais elle ne relève pas, si elle respecte la procédure, d'un manœuvre illégale : il s'agit bien d'une possibilité qu'offre la réglementation d'injecter des considérations politiques au sein d'un cadre juridique². Cette remarque nous semble importante pour deux raisons. D'abord, elle rappelle que le Maire qui applique le droit ne cesse pas, lorsque le droit le lui permet, d'être un acteur qui fait des choix, c'est-à-dire d'être un acteur politique. Surtout, elle pointe le doigt sur le risque de confusion dans l'analyse de l'action municipale entre deux mondes, le monde politique et le monde administratif, qui se distinguent de par les formes de légitimité qui encadrent leur intervention, même si, au sein des collectivités territoriales, leur proximité est grande. Ce qui est une manière de dire que le Maire qui applique le droit, en tant que chef d'un exécutif local, est aussi un *Maire manager*.

Le Maire Manager

Il n'est pas inutile en effet de rappeler que chaque grand domaine de l'action municipale est sous la dépendance d'un élu, personnage qui tire sa légitimité de l'élection, et d'une direction administrative, constituée de fonctionnaires territoriaux légitimes par concours, tenus à la neutralité et qui bénéficient d'une indépendance statutaire vis-à-vis des élus qui garantissent cette dernière. Même si la frontière entre ces deux filières peut parfois sembler plus floue au sommet de la hiérarchie administrative où, à l'instar des hauts fonctionnaires d'Etat et par l'entremise de personnages dont la légitimité est plus ambiguë (membres de cabinet, chargés de mission), les fonctionnaires héritent de responsabilités qui engagent la politique de la collectivité, on ne peut a priori tenir des agents de la fonction publique, dont la mission est d'appliquer le droit, pour responsables des usages politiques de ce dernier. Autrement dit, le « Maire manager » est celui qui articule l'intervention de ces deux figures de la vie municipale que sont l'adjoint et le fonctionnaire et on sait que, face aux dossiers jugés « sensibles », le partage des rôles ne va pas toujours, sinon sans

¹ Le droit de préemption est un droit légal ou contractuel accordé aux collectivités territoriales d'acquérir un bien par priorité à toute autre personne, lorsque le propriétaire manifeste sa volonté de le vendre. L'usage de ce droit a fait l'objet de nombreuses polémiques au niveau national et local, de nombreuses associations regroupant des personnes de confession musulmane y voyant une pratique hostile à l'implantation de lieux de culte musulman.

² Il en va de même concernant le financement du culte par les autorités. Si, en la matière, c'est la loi de 1905 qui prévaut selon laquelle « la République ne reconnaît, ne subventionne ni ne salarie aucun culte », en l'état actuel de la législation française, plusieurs possibilités s'offrent aux collectivités territoriales *qui en font le choix*, comme la location aux associations culturelles d'un terrain à bâtir sous la forme d'un bail emphytéotique (à très long terme et pour un loyer symbolique), la garantie d'emprunts contractés par des associations pour la construction d'édifices dans les agglomérations en voie de développement (prêts à des taux proches de zéro) ; la location d'un local communal à une association culturelle à condition que la location ne s'effectue pas à des conditions préférentielles et qu'elle ne se fasse pas au profit d'une seule association.

heurts, en tout cas sans de fréquents « ajustements » qu'illustrent par exemples les fameuses « interventions du cabinet » que les fonctionnaires territoriaux connaissent bien. L'administration, dans les grandes villes, est elle-même loin d'être un bloc homogène. Et face à une question, celle des lieux de culte, qui, on y reviendra, peut être appréhendée à partir de cadres différents (du point de vue de la vie culturelle, du point de vue urbanistique, du point de vue de la politique sociale, etc.), il ne va pas de soi que chaque direction administrative établisse en la matière les mêmes priorités. Il en va de même des relations entre adjoints et des dissensions qui les animent parfois : qu'elles doivent à une concurrence interne pour le pouvoir ou à l'existence de points de vue différents liés aux prérogatives de leur délégation, elles ne sont pas sans structurer l'action municipale, l' élu en charge du culte n'ayant pas nécessairement la même vue des choses que le responsable de la politique de la ville, lui-même plaidant pour établir des priorités qui ne sont pas celles de la police municipale. Certes, il n'y a rien finalement de bien original à dire qu'une collectivité territoriale est bien une *organisation* au sens sociologique du terme, c'est-à-dire une structure où des acteurs divers organisent leur coopération en travaillant la coexistence de logiques et de légitimités elles-mêmes diverses, cette coopération obéissant, en même temps qu'elle contribue à les façonner, à des règles complexes qui déterminent en partie les choix collectifs opérés. Mais dans le cas des lieux de culte, cette composante organisationnelle joue d'autant plus que, comme on va le voir, la question de l' « Islam local » s'offre à une grande diversité de *problématisations* possibles.

Le Maire en quête de problématique

Le Maire « en quête de problématique » est celui qui *problématise* la question des lieux de culte en la mettant en récit, c'est-à-dire en lui conférant une histoire, en lui attribuant des causes, en lui associant des enjeux, en la constituant finalement en problème d'action publique locale¹. C'est que l'action municipale en matière de lieux de culte musulman interfère potentiellement avec de nombreux domaines de l'action des communes. Elle est bien sûr liée à la gestion du culte au sens large et renvoie alors à la question des relations qu'entretiennent les élus avec les différentes communautés religieuses. Elle a à voir avec la politique d'urbanisme. Elle a aussi partie liée avec la « politique de la ville² », domaine de l'action publique qui est souvent appréhendé par les élus locaux comme une sorte d'équivalent, euphémisé, de la politique d'intégration de l'Etat central. Il y a aussi manifestement ici pour une partie du monde politique local un enjeu de sécurité publique : soit du côté de la lutte contre l'insécurité dans les quartiers périphériques auxquels on a souvent vite fait d'associer la pratique de l'Islam, soit en termes de gestion de l'ordre public au nom de la « tranquillité » que le Maire est censé garantir à ses administrés et que l'édification soudaine d'un lieu de culte musulman pourrait briser. Elle est aussi liée, notamment dans les villes touristiques, à la politique

¹ Sur cette approche des politiques publiques en termes de récit, voir Radaelli C., « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union Européenne », *Revue Française de Science Politique*, Vol 50, 2000, pp. 255-276.

² La politique de la ville fait référence aux nombreux dispositifs mis en œuvre par les autorités à partir des années quatre-vingts en France en vue de « revaloriser » certains quartiers urbains marqués par la stigmatisation ethnique, une concentration de difficultés sociales, et repérés pour ces raisons comme des « quartiers sensibles ». Elle se caractérise par la territorialisation de l'intervention publique et la promotion du partenariat local entre l'ensemble des acteurs concernés.

d'image que poursuivent ces dernières et à la concurrence qui, de ce point de vue, anime leurs relations. Or le choix de telle ou telle qualification est éminemment stratégique, de même que la hiérarchie qu'on instaure entre les enjeux qu'on y associe. Ainsi, le « Maire en campagne électorale » comme le « Maire idéologue » savent bien qu'il n'est pas indifférent de considérer que problématiser la question des lieux de culte musulman revient à problématiser celle de l'immigration, thème qui, s'il en est, est propice au déchaînement des passions politiques. De même qu'il n'est pas neutre pour les gardiens du temple de la laïcité d'enfermer les attentes des populations de confession musulmane dans le seul domaine du religieux. La construction politique du problème des lieux de culte, processus complexe par lequel un problème *que l'on pose* devient par magie sociale un problème *qui se pose*, est loin de se résumer à l'action des élus. Elle fait intervenir de nombreux acteurs qui, du militant au religieux en passant par l'expert, entreprennent de faire entendre leur voix sur des scènes publiques elles-mêmes diverses. Le rôle des médias en la matière est, on le sait, central. Dans ce sens, le « Maire en quête de problématique » est aussi nécessairement pour une part un « Maire médiatique ».

Le Maire « responsable marketing »

Au sens strict, le « marketing territorial » désigne l'activité par laquelle les élus cherchent à renforcer l'attractivité de leur ville dans un contexte fait de concurrence entre territoires pour l'appropriation des biens rares que sont les investisseurs économiques, les touristes, ou encore les formations valorisées¹. Il n'est guère de domaine aujourd'hui de l'action municipale, y compris dans les petites communes, qui échappe aux exigences de ces « politiques d'image » à travers lesquelles se construit l'identité des villes et, pense-t-on chez les experts de la communication, leur attrait. La question des lieux de culte musulman, en tant qu'elle est généralement associée par les élus à celle de la visibilité de la présence immigrée dans la cité, ne fait pas exception : en premier lieu car, par la force de cette association, elle est accolée à celle de la banlieue, de la pauvreté, pour certains de la délinquance, autant de marqueurs qui forgent l'image, que les élus généralement redoutent, d'une « ville qui rencontre des difficultés ». Mais avec le thème de l'immigration, on touche aussi au cœur de ce qui fonde l'identité des villes, leur rapport à l'histoire, à un patrimoine local, à l'heure ou l'« authenticité » est une denrée prisée par les touristes. Certaines communes, rares sur notre terrain d'enquête, intègrent cette part de leur histoire et se plaisent à revendiquer, à défaut d'une « fierté ouvrière » qui tend à se désagréger, l'image valorisante d'une « cité populaire », ouverte sur les autres cultures et riche de son métissage. D'autres, plus nombreuses, en faisant un usage sélectif du passé, préfèrent masquer soigneusement, en condamnant la pratique de l'Islam à l'invisibilité, cette part de leur histoire que constitue l'installation de familles issues de l'immigration post-coloniale. Ce choix, qui d'ailleurs n'est pas qu'à usage externe mais vise aussi ceux qui, parmi les électeurs, s'inquiètent de la préservation de l'identité traditionnelle de leur ville, peut prendre des formes différentes. Dans la grande métropole régionale, il se traduira par d'innombrables précautions dans la détermination de l'emplacement d'une « grande mosquée » qu'on est éventuellement disposé à tolérer si elle se situe en périphérie, loin du centre urbain qu'affectionnent les touristes. Dans une autre ville sur laquelle nous avons

¹ Voir Le Bart C., « Les politiques d'image. Entre marketing territorial et identité locale » in R. Balme, A. Faure et A. Mabileau (Eds.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1999.

également enquêté, petite cité « typiquement provençale » et haut lieu d'un « tourisme de qualité », c'est l'idée même que puisse se poser un problème d'exercice du culte musulman qui sera, pendant des années, condamnée au silence, au vu de l' « effet d'image », désastreux dit-on, que pourrait provoquer la découverte par les touristes de ce qu'il y a des immigrés, et plus largement des pauvres, dans une aussi charmante petite ville. Le maire « responsable marketing » vend sa ville au reste du monde. Et manifestement, pour nombre d'élus, l'Islam n'est pas un très bon produit.

Le Maire systémique

Une commune élabore sa politique dans un contexte fait de relations avec ses « partenaires » sur le territoire départemental et régional. Parmi ceux-ci on trouve bien sûr d'autres communes. Or, on sait que les communes, notamment lorsqu'elles sont limitrophes, ont partie liée concernant de très nombreux dossiers de leurs agendas respectifs. Que leurs relations soient des relations de concurrence (implantation d'entreprises, tourisme, etc.) ou de coopération (communauté d'agglomération, intercommunalité, etc.), ceci se traduit concrètement par le fait que les politiques de municipalités qui sont proches géographiquement s'influencent mutuellement, qu'il s'agisse de s'inspirer de ce que fait le voisin ou de s'en distinguer, notamment lorsqu'elles sont placées dans une situation de dépendance mutuelle face à un enjeu commun. C'est le cas pour ce qui concerne l'implantation des lieux de culte musulman car, bien que la plupart des fidèles prient au plus près de leur lieu de résidence, une part de la population qui fréquente les lieux de culte se déplace, par exemple lors des grandes fêtes religieuses. Et dans ce cas, il peut se faire qu'une municipalité se plaigne d'assumer une part des responsabilités qui reviennent à la commune voisine, par exemple lorsqu'elle met à disposition du matériel ou des locaux. Dans ce sens, si la question du culte relève bien pour une part de la politique de chaque municipalité, elle relève à n'en pas douter aussi de la politique *des* villes du département¹. Au titre des « associés rivaux » des communes dans la gestion des lieux de culte, il faut aussi compter l'Etat. Les relations entre l'Etat et les élus locaux sont, de manière générale, d'un poids important dans la structuration de l'action publique locale. Et, comme la littérature sociologique l'a amplement montré², aucun dossier sur lequel ces deux acteurs ont à coopérer n'est totalement imperméable aux enjeux propres de ces relations. Ces dernières, bien qu'elles relèvent pour partie de la coopération entre administrations, sont aussi de nature politique : le Préfet est bien un personnage politique, ainsi que l'a prévu le Législateur en en faisant le représentant du gouvernement et donc le relais des orientations que fixe celui-ci³. Ainsi, ne se déploient

¹ Pour ce qui concerne les villes de taille importante, cette influence mutuelle des politiques municipales s'étend bien au-delà des limites du département à travers la concurrence/coopération qui marque les relations entre métropoles régionales.

² Voir notamment l'analyse que faisait déjà Worms de la teneur de ces relations dans Worms J.P., « Le préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, n°3, pp. 249-275.

³ Bien évidemment, l'Etat, au même titre que les communes, n'a rien d'un acteur monolithique et son action en matière de lieux de culte musulman pourrait donner lieu au même type d'analyse que celle que nous consacrons ici à l'action municipale (le Préfet articule des considérations liées au respect des orientations du gouvernement, au contrôle de la légalité des pratiques et des procédures, aux relations entretenues avec les communes, à la coordination des services déconcentrés mobilisés, etc.)

pas face aux lieux de culte la « parole de l'état » d'un côté, la « parole de la commune » de l'autre, mais deux discours qui héritent largement de ce qui se joue par ailleurs, sous la forme du conflit ou de la conjonction d'intérêts, dans les relations entre deux acteurs majeurs de la vie locale¹. Et sous cet angle, les lieux de culte n'interviennent que comme un enjeu parmi d'autres de la régulation du système politico-administratif départemental. Ceci vaut pour les relations que les municipalités entretiennent avec d'autres acteurs qui, de près ou de loin, participent de la régulation du système d'action dans lequel prend place la question des lieux de culte musulman, que ce soit à travers les activités qu'ils mènent ou de par le poids qui est le leur dans la vie politique locale. Parmi les premiers, on peut citer le cas des foyers de travailleurs immigrés, qui abritent une part non négligeable des lieux de culte musulman du département concerné par notre enquête². Les seconds sont ces notables locaux, élus du Conseil Général ou du Conseil Régional, Députés, Sénateurs, qui pèsent de tout leur poids dans la construction politique des problèmes publics locaux et contribuent ainsi à structurer le système d'action territorial au sein duquel se déploie l'action du « Maire systémique ».

Le Maire et la fabrique de la « communauté musulmane »

Le « Maire en campagne électorale » sait combien sont précieuses les relations qu'il entretient avec certains de ses administrés. Parmi ces interlocuteurs qu'il faut savoir écouter, rassurer, à qui il faut savoir promettre et dont il faut savoir exiger en retour, la figure du *riverain* est sans doute la plus représentée dès qu'il est question des lieux de culte musulman. Mais, pour peu que ceux qui fréquentent ces lieux s'estiment eux-mêmes en droit de faire valoir leurs attentes auprès des élus, il revient à ces derniers d'organiser les conditions du dialogue. Ceci passe par la définition des lieux de l'échange, donc des conditions de sa publicisation : de la négociation la plus officieuse jusqu'à la manifestation la plus médiatique de l'« oreille attentive » dont sait faire preuve le premier magistrat de la ville et dont les lecteurs de la presse locale seront alors les témoins. Il est banal de dire que le contenu des échanges peut sensiblement varier selon la publicité qui leur est faite. Mais c'est aussi le cas des protagonistes eux-mêmes. C'est que discuter avec « ceux qui fréquentent les lieux de culte » impose de les *constituer en interlocuteurs* au sens plein du terme. Le choix des « bons interlocuteurs » obéit à de nombreux critères dont l'observateur ne pourra que difficilement contester la pertinence a priori : souci de la représentativité et de la légitimité de ceux-ci, souci d'inscrire la relation dans une continuité, de faire en sorte que les accords conclus se situent à « l'échelon hiérarchique » pertinent, etc. De même, on

¹ Une illustration en fut donnée sur notre terrain d'enquête lorsque furent créés et placés en situation de concurrence deux groupes de travail consacrés à la question des lieux de culte musulman, l'un mis en place par le Préfet, l'autre par le Maire de la plus grande ville du département

² Seize des trente-sept lieux de culte que nous avons recensés dans le département sur lequel a porté notre enquête sont situés au sein d'un foyer d'hébergement. Ils y ont officiellement le statut de « salle polyvalente » destinée à permettre aux résidents de se retrouver pour toutes sortes d'activités et c'est l'usage qui a consacré l'affectation de ces salles à la pratique du culte. Selon les gestionnaires de ces foyers, une part non négligeable du public qui fréquente ces lieux de culte ne sont pas des résidents. En faisant office de lieu de culte pour une population externe à leur établissement, ils ont parfois le sentiment d'assumer une responsabilité qui devrait relever de l'intervention des autorités politico-administratives du département.

ne saurait mettre en doute la réalité des incertitudes auxquelles sont parfois en proie les élus lorsqu'ils cherchent à mieux comprendre qui, parmi les acteurs qui s'estiment les représentants de ceux qui fréquentent les lieux de culte, représente qui, en vertu de quoi, avec quelles prérogatives et quelles certitudes sur le caractère durable de ces dernières¹. Mais les processus de « filtrage » des personnes invitées à la table des négociations peuvent puiser à d'autres considérations pour peu qu'elles coïncident avec les intérêts du « Maire en campagne », du « Maire idéologue » ou, d'autres encore. En d'autres termes, dire que les élus sont à la recherche des « bons interlocuteurs » ne doit pas masquer le fait qu'ils tentent généralement de se donner les moyens d'être en mesure de choisir ceux-ci et qu'ils peuvent même parfois retirer quelque bénéfice à ne pas les avoir trouvés². En dehors de ce cas extrême, où l'on se satisfait, voire où l'on s'assure de l'absence d'interlocuteur, il convient de garder à l'esprit le lien direct qui existe entre le choix des protagonistes et la construction de la question des lieux de culte comme problème public local. Il n'est pas indifférent de considérer que, cette question relevant strictement du domaine religieux, seuls des représentants de la *religion musulmane* peuvent prendre part à la discussion ; ou qu'elle relève du thème plus général de l'intégration des *personnes issues de l'immigration* dans la vie locale, auquel cas des acteurs tels que les associations de lutte contre le racisme doivent y prendre leur part³. Où l'on voit que c'est bien en dernière instance le « Maire en

¹ Il s'agit là d'une préoccupation dont font souvent état les élus face au sociologue qui les interroge, et qui prend place aux côtés d'attentes relatives à la lisibilité de celles qu'exprime la population de confession musulmane (quelle est précisément la nature de l'aide ou du soutien attendu des autorités ? S'agit-il de solliciter une démarche de sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes que rencontrent les personnes de confession musulmane ? D'obtenir une aide matérielle ponctuelle lorsqu'il s'agit d'organiser des grands rassemblements lors des fêtes religieuses ? D'amener certains acteurs privés à modifier leurs pratiques ? De se montrer plus volontariste dans la lutte contre les discriminations en général ? De tout mettre en œuvre pour que davantage de lieux de culte soient accessibles ?) ou concernant les discours et les pratiques qui ont cours dans les lieux de culte (distinction entre pratiques culturelles, pratiques culturelles et pratiques d'action sociale et de prévention de la délinquance, incertitudes concernant les conditions dans lesquelles s'exerce l'Imamat, etc.).

² Opération d'autant mieux envisageable que l'action collective du côté de ceux qui fréquentent les lieux de culte ou qui sont attachés à voir les conditions d'exercice du culte s'améliorer peine à se structurer. Sur cet aspect, voir le rapport tiré de l'enquête, Frigoli G., Grussen E., *Lieux de culte musulman, éléments pour un débat public local*, Rapport final pour le Fasild, 2005.

³ Il s'agit là d'une question qui s'exprime clairement sur notre terrain chez certains acteurs qui s'estiment directement concernés par l'amélioration des conditions dans lesquelles s'exerce le culte musulman. Peut-on et doit-on dissocier dans le débat public local ce qui touche à la pratique du culte et ce qui touche par exemple à la lutte contre les discriminations en général dont toute une partie de la population française et étrangère s'estime victime aujourd'hui ? Certes, estiment certains, des décisions en matière de lieux de culte pourront d'autant plus promptement être prises que des priorités seront établies, des objectifs réalisables à court terme fixés, des chantiers clairement circonscrits lancés. Mais n'envisager les questions que (se) posent de nombreuses personnes de confession musulmane aujourd'hui que sous l'angle de l'adéquation entre une offre et une demande de lieux de culte, c'est peut-être, poursuivent-ils, prendre le risque de passer à côté d'autres enjeux qui ont en commun de cristalliser une même attente de reconnaissance dont on ne peut supposer a priori qu'elle ne passe que par l'accès à des conditions plus satisfaisantes d'exercice du culte.

quête de problématique », celui qui problématise la question des lieux de culte musulman, qui choisit ses interlocuteurs.

Conclusion

La grille de lecture de l'action municipale que nous avons proposée ici est bien sûr schématique. Si nombre d'élus ont en commun de devoir faire dans leur gestion des lieux de culte musulman avec les exigences de la « gouvernance urbaine ¹», on sait que les contextes d'action varient grandement suivant la taille des villes et leurs caractéristiques démographiques, géographiques, etc.² De plus, bien que pour les besoins de l'analyse nous ayons mis en avant la figure du Maire comme personnage central de la politique des communes, cette grille ne doit pas conduire à une personnification excessive de l'analyse de ces politiques, ni amener l'observateur à surévaluer la rationalité des décisions qui sont prises par les élus. Bien au contraire, cette galerie de personnages qui composent le répertoire d'action du décideur local, loin de coïncider avec des cadres cognitifs et normatifs étanches dans lesquels il viendrait tour à tour puiser³, rappelle s'il en était besoin à quel point sa rationalité est limitée et les choix qui découlent de cette pluralité de cadres, contingents. Et le cas des lieux de culte musulman, de par le poids et la diversité des enjeux qu'il soulève, en offre une illustration particulièrement éclairante. Ces contingences accompagnent et traduisent l'« adaptation aux réalités locales » qu'appellent de leurs vœux ceux qui plaident pour que les questions sociales soient gérées par les acteurs territoriaux et « au plus près du terrain ». Mais elles font aussi le lit du principal écueil qui guette la démocratie locale : le localisme et la prime qu'il donne à des règles qui n'auront à aucun moment été débattues publiquement et collectivement. Il convient peut-être de s'en souvenir lorsque l'on voit l'hétérogénéité des conditions dans lesquelles se pratique le culte musulman selon les territoires.

¹ C'est-à-dire, selon Patrick Le Galès, de devoir faire face à une exigence interne d'intégration des intérêts locaux et une exigence externe de représentation de ces intérêts intégrés vis-à-vis de l'extérieur (le marché, l'Etat, les autres villes et niveaux de gouvernement). Voir Le Galès P., « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue Française de Science Politique*, n°1, 1995.

² Voir Le Bart C., *Les Maires : Sociologie d'un rôle*, Septentrion, 2003.

³ C'est bien plutôt leur entrelacement qui frappe l'observateur, entrelacement qu'une enquête plus approfondie, attentive aux contextes dans lesquels s'énoncent et se formulent les choix des élus, pourrait se donner pour objet d'étudier.

Références bibliographiques :

1. Annuaire des mosquées de France, 2003-2004, Paris, La Boussole, 2004.
2. Arnaud L., Le Bart C., Pasquier R., *Les idéologies émergentes des politiques territoriales*, Sciences de la société, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, n° 65, 2005.
3. David M., *Diagnostic régional des lieux de culte musulman*, D'un Monde à l'Autre, 2002.
4. Frégosi F., et al., *Les conditions d'exercice du culte musulman en France : analyse comparée à partir d'implantations locales de lieux de culte et de carrés musulmans*. Paris : Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (Fasild), 2004.
5. Frégosi F., « Le Maire et la Mosquée » *VEI diversité*, n°142, 2005, pp. 109-113.
6. Frigoli G., Grussen E., *Lieux de culte musulman, éléments pour un débat public local*, Rapport final pour le Fasild, 2005.
7. Haut Conseil à l'Intégration : *L'Islam dans la République*, La Documentation Française, 2000.
8. Jeuffroy B., Tricard F., *Liberté religieuse et régime des cultes en droit français, textes, pratique administrative et jurisprudence*, Cerf, 1996.
9. Le Bart C., « Les politiques d'image. Entre marketing territorial et identité locale » in R. Balme, A. Faure et A. Mabileau (Eds.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1999.
10. Le Bart C., *Les Maires : Sociologie d'un rôle*, Septentrion, 2003.
11. Le Galès P., « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue Française de Science Politique*, n°1, 1995.
12. Radaelli C., « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union Européenne », *Revue Française de Science Politique*, Vol 50, 2000, pp. 255-276.
13. Worms J.P., « Le préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, n°3, 1966, pp. 249-275.

L'INSTITUTION SCOLAIRE FRANÇAISE CONFRONTÉE A LA QUESTION DE LA VIOLENCE

Professeur Juan MATAS
Faculté des Sciences Sociales
Université Marc Bloch de Strasbourg
matas@umb.u-strasbg.fr

Resume : *Cette contribution s'appuie sur les résultats de l'enquête pédagogique que Jacqueline Igersheim et moi-même avons dirigée au sein de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Marc Bloch, dont des résultats encore très partiels ont fait l'objet d'un article publié par la Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est¹. Cette recherche m'a permis de vérifier et d'affiner un certain nombre d'hypothèses concernant les raisons pour lesquelles cette question a connu un large écho médiatique au cours des quinze dernières années mais aussi de saisir, au contact des acteurs de terrain (enseignants et personnels des établissements scolaires, ainsi qu'élèves des collèges étudiés), les transformations que connaissent ces phénomènes et le sens que prend cette violence, éclairant ainsi des mutations non seulement de l'école mais également de la société globale.*

Mots-cles: école, violence, institution scolaire, médias

On peut affirmer que l'institution scolaire est pour une bonne part dans certaines des transformations dans les mentalités et les modes de vie que nous connaissons (par exemple, dans l'évolution de la place des femmes et des rapports hommes/femmes dans la société). Il n'est, donc, pas étonnant que les dysfonctionnements de l'institution et les problèmes auxquels elle se trouve confrontée fassent l'objet d'un intérêt qui dépasse largement les limites de l'école elle-même. Parmi ces problèmes, la montée des phénomènes de violence retient tout particulièrement l'attention des acteurs et des observateurs du monde scolaire, mais aussi des médias. Il faut, cependant, faire un certain nombre d'observations à ce sujet, avant d'entrer dans l'analyse de la question :

- la montée de la violence déborde le cadre scolaire. Les interrogations suscitées par l'essor d'une violence banalisée (que d'aucuns adjectivent d'urbaine) et l'extension de diverses formes d'incivilité caractérise l'évolution de nos sociétés et peut être mise en rapport avec la crise de l'emploi, le développement de la précarité, la perte de repères moraux, les difficultés dans lesquelles se trouvent nombre de familles pour assurer leur rôle éducatif, ou encore, dans un autre registre, la crise du mouvement ouvrier et la perte de représentativité de ses organisations politiques et syndicales ;

- la violence n'est pas un phénomène nouveau au sein de l'institution scolaire. Aussi loin que l'on remonte dans la description de la vie scolaire chez différents auteurs, on a même le sentiment que le "volume" de cette violence a plutôt décliné de nos jours, suivant

¹ Igersheim (J.) et Matas (J.), « Enquête sur la violence au collège. Comprendre pour agir », *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, 1998, n° 25, pp. 66 à 74.

en cela le processus décrit par Norbert Elias¹, une diminution de la violence corrélative à une baisse du seuil de tolérance à son égard qui serait une des caractéristiques de la *civilisation des mœurs* (et qui ferait que le sentiment d'insécurité aurait tendance à augmenter, même lorsque les phénomènes violents diminuent) ;

- la violence à l'école est un phénomène multiforme dont on peut (au moins) distinguer *la violence qu'exerce l'institution* sur l'ensemble des acteurs, et notamment sur les élèves, *la violence des adultes*, qui a pour première cible l'ensemble des élèves (ou un certain nombre d'entre eux), *la violence des élèves* les uns par rapport aux autres, à l'égard des adultes ou *l'auto-violence* tournée par certains individus contre eux-mêmes. Ces différentes formes de violence interagissent entre elles, et produisent un enchaînement de situations qui, dans certains cas, peuvent engendrer des situations extrêmes. Agir sur la violence des élèves sans prendre en compte les autres niveaux ne peut avoir une efficacité que relative et sujette à remise en question, car celle-ci est souvent perçue par les élèves violents (à tort ou à raison) comme une réponse adéquate à des vexations et des brimades dont ils se sentent victimes. Dire cela ne signifie pas qu'il faille baisser les bras devant des agissements inacceptables pour la sécurité et le respect de chacun et pour la bonne marche de la collectivité. C'est simplement ne pas vouloir réduire le phénomène à une seule de ses dimensions, fut-elle (de nos jours) la plus importante, et attirer l'attention des responsables de l'institution sur la nécessité d'une action plurielle dans leurs efforts pour juguler les actes et les comportements violents ;

- dans la perception de la violence par les adultes, et notamment par les enseignants, les bousculades, l'agitation, une faible capacité de concentration et un langage caractérisé comme grossier occupent une bonne place. Sans nier que cet état de choses rende pénible la tâche de l'enseignant en classe (ou du surveillant dans la cour, ou des personnels divers confrontés à ces attitudes dans l'enceinte scolaire), il ne faut pas perdre de vue que, chez bon nombre de jeunes, cela n'est pas perçu comme de la violence, car ça correspond à des normes culturelles, à la fois dans les rapports entre jeunes et dans le vécu familial. Nombre de ces comportements ne sont, d'ailleurs, en rien nouveaux mais seulement amplifiés par une moins grande censure sociale, à l'école comme hors des murs de celle-ci. Dans les collèges et les lycées, la présence plus massive et pour une période plus longue de jeunes issus de milieux modestes amplifie le phénomène en question. On peut ajouter à ce tableau l'écart croissant des origines sociales des élèves des quartiers défavorisés et de leurs enseignants. Comme nous le rappelle Jean-Paul Payet, « On constate statistiquement, sur une période longue, que les enseignants sont de moins en moins issus de milieu populaire et de plus en plus issus des classes moyennes. Ce phénomène est corrélé à la féminisation du corps, même si les choses sont évidemment plus complexes. De moins en moins souvent, les enseignants ont connu une socialisation proche de celle des enfants et des adolescents scolarisés dans les établissements populaires. De moins en moins souvent, il y a, pour l'enseignant, possibilité d'identification ou de compréhension à partir de son expérience personnelle. De plus en plus souvent, les élèves de ces milieux apparaissent comme des élèves étrangers, étranges. La question de l'égalité des chances, le thème de l'« école libératrice », qui pouvaient être portés par des enseignants d'origine populaire mais pas seulement, ne paraissent plus aujourd'hui des

¹ voir, notamment, Elias (N.), *La civilisation des mœurs*, (1973) Paris, Ed. Calmann-Lévy, et *La dynamique de l'Occident*, (1975) Paris, Calmann-Lévy éd.

enjeux essentiels de l'école et du métier aux yeux des nouvelles générations. »¹. Il y a là, certainement, de quoi nourrir notre réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour redonner à l'école ses missions et sa place dans la vie de la cité ;

- on peut vraisemblablement affirmer que, depuis une bonne quinzaine d'années, on a connu une dégradation du climat scolaire et une augmentation de la violence à l'école. Les collègues semblent avoir été les premiers concernés. Cependant, comme nous le rappellent Eric Debarbieux, Alix Garnier, Yves Montoya et Laurence Tichit, « La comptabilité de la « violence scolaire » a débuté en 1993, lorsque, pour la première fois, une vue d'ensemble de la violence pénalisée à l'école a été tentée par le ministère de l'Intérieur. Comme nous le signalions à l'époque, grande avait été la surprise de la Direction centrale de la Sécurité publique, qui s'attendait à un nombre important d'agressions commises à l'encontre des établissements, des professeurs ou de leurs élèves. Or, « les chiffres recueillis semblaient en réalité relativement modérés ». Un calcul simple montrait ainsi que le risque de victimation pour les élèves était très faible : 1 999 faits recensés en 1993 pour 14 millions d'élèves et d'étudiants, soit un rapport de 0,014%, et pour les personnels 4 674 faits pour 1 108 000 personnes soit un rapport de 0,4%, chiffre d'ailleurs grossi car il comporte les dommages contre les locaux et les institutions (dont le vol de matériel). Comparé au rapport du total des crimes et délits constatés (hors école) au total de la population française le risque de victimation est, toute criminalité confondue, de 6,5% environ (3 700 000 délits pour environ 57 millions de Français). »². Même si les travaux, entre autres, de ce groupe de chercheurs montrent une détérioration de la situation, et même si les chiffres avancés ici sont à relativiser car ils ne concernent que des faits graves et déclarés, on voit bien que l'école n'est pas ce « lieu de tous les dangers » que certains dénoncent, souvent avec des arrières-pensées intéressées. Il ne faut pas, pour autant, pratiquer la politique de l'autruche face aux problèmes auxquels elle se trouve confrontée ;

- l'absence ou la faible place qu'occupaient jusqu'à une date récente les problèmes de violence, d'indiscipline et d'incivilités dans la formation, initiale et même continue, des futurs enseignants comme de ceux en exercice, contribue à accentuer le désarroi qu'un certain nombre d'entre eux expriment face à des comportements qui ne correspondent pas à ceux qu'ils attendent de la part de leurs élèves. J'ai eu l'opportunité, à plusieurs reprises, de participer à des actions académiques de formation et d'information, à partir des recherches dont je rend compte ci-dessous, et cela m'a donné le moyen de vérifier ce qui se dégagait d'entretiens sur le terrain avec des enseignants. On peut mettre en rapport ce constat avec le problème croissant d'usure professionnelle, ce que l'on appelle aussi le *burn-out*, de nombre de professeurs, notamment dans l'enseignement secondaire. Des progrès ont été accomplis, pour former et accompagner cette population en la matière, mais cela reste encore sans doute insuffisant.

La violence des individus est souvent une réponse à un sentiment d'injustice, de ne pas être respecté et pris en considération, et ceci est particulièrement vrai chez les jeunes, qui sont l'objet principal du discours sur la violence, ces « jeunes des cités », ces

¹ Payet (J.-P.), « Violence à l'école: les coulisses du procès », in/ Charlot (B.) et Emin (J.-C.), coord., *Violences à l'école. État des savoirs*, (1997) Paris, A. Colin/Masson éd.

² Debarbieux (E.) et alii., *La violence en milieu scolaire. 2- Le désordre des choses*, (1999) Paris, E.S.F. éd.

« sauvageons » qui suscitent l'incompréhension et la crainte. Certes, il ne s'agit pas de nier l'existence d'un problème ni la montée de nouvelles formes de violences, urbaines ou scolaires notamment, mais d'éviter l'amalgame (« les jeunes des cités », « les immigrés », etc.) et de comprendre la nature de ce problème pour mieux pouvoir y apporter des réponses. Comme le dit fort justement Laurent Mucchielli, « Les problèmes ne datent pas d'hier et leurs raisons d'être ne peuvent se comprendre si l'on ignore l'histoire de l'urbanisation, de la société de consommation, de la crise industrielle, de la scolarisation, de l'immigration et du racisme. (...) Sans partager une philosophie du soupçon systématique, il est légitime de considérer que les médias, qui cherchent souvent à se présenter comme « au-dessus de la mêlée » participent en réalité pleinement à la construction de ce discours au terme duquel la société française serait de plus en plus minée par la violence des jeunes de banlieue. »¹. C'est pourquoi la réponse à la question que je traite ici n'est ni simple ni univoque, et les responsabilités dans l'évolution du phénomène non plus. Les discriminations dont sont l'objet plusieurs catégories de la population, au premier rang desquelles les jeunes des « quartiers », alimentent cette violence et la « rage » ou la « haine » que l'on évoque parfois pour expliquer les conduites répréhensibles dont il est ici question.

La recherche dont je présente ici les résultats les plus saillants a été menée, sous notre conduite, par des groupes d'étudiants de sociologie qui avaient pour mission d'étudier un établissement en faisant une première partie générale et descriptive (caractéristiques de celui-ci, historique, effectifs d'élèves et de personnels et leur évolution, cadre bâti, environnement géographique, options offertes, etc.), puis une enquête quantitative à l'aide d'un questionnaire administré à quatre-vingt élèves de sixième et un nombre similaire de troisième, et une enquête qualitative ayant comme support un guide d'entretien semi-directif auprès d'une demi-douzaine d'élèves (moitié sixièmes, moitié troisièmes), ainsi que des entretiens auprès de membres du personnel (six ou sept également), dont le chef d'établissement ou son adjoint, un conseiller principal d'éducation, deux ou trois enseignants et une ou deux personnes issues d'autres catégories de personnel (tantôt des « pions », tantôt des assistants de service social, ou encore des administratifs, des personnels ouvriers et de service, des conseillers d'orientation ou des infirmières). Dans un certain nombre d'établissements, Jacqueline Igersheim et moi-même avons participé aux différentes opérations de collecte de données. Nous avons choisi de privilégier, on l'aura compris, l'étude des collèves, car ceux-ci nous semblaient pour plusieurs raisons présenter un intérêt particulier. D'abord, ils regroupent la quasi-totalité d'une classe d'âge, alors que le second cycle de l'enseignement secondaire voit disparaître une part (certes en diminution, mais non négligeable) des effectifs, et il y a une diversification dans les types d'établissements (lycées d'enseignement général et technique et lycées professionnels) et les filières ; ensuite, la tranche d'âge en question (disons les 11-15 ou 16 ans) sont des préadolescents et des jeunes adolescents pouvant être confrontés à des situations et à une période de leur vie plus critiques que les enfants de l'école primaire ; enfin, la presse se focalisant plus souvent sur des événements ayant pour cadre des collèves, on avait des bonnes raisons de penser qu'il s'agissait là du lieu le plus sensible, celui où la montée de la violence était ressentie avec le plus d'acuité.

¹ Mucchielli (L.), *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, (2001) Paris, Ed. La Découverte.

Nous avons, dans la quasi-totalité des établissements, reçu un accueil favorable, aussi bien de la part des chefs d'établissement que du personnel en général et des élèves eux-mêmes, et en conséquence nous avons été placé dans de bonnes conditions pour mener nos investigations. Dans certains collèges, le Principal nous a demandé de revenir pour exposer les résultats au personnel (une fois également aux élèves élus) et discuter à propos des phénomènes de violence en milieu scolaire en général et plus particulièrement de leurs manifestations dans l'établissement en question, ce qui a été pour nous une riche expérience. J'ajoute que le Recteur de notre Académie nous a demandé, à Jacqueline Igersheim et à moi-même, de participer à des réunions qui se sont tenues dans les différents bassins scolaires avec des chefs d'établissements ou leurs adjoints et des conseillers principaux d'éducation, et qui avaient pour thème la prévention et le traitement de la violence.

Voyons, à présent, quelques aspects sociographiques de la population étudiée¹.

Notre échantillon se compose de 3.087 élèves, dont 49% de troisième et 51% de sixième, représentant 22 collèges. Les garçons et les filles sont à peu près en nombre égal (51,6% de filles).

Nous avons distingué trois types de collèges, les établissements privés, ceux situés dans des zones dites sensibles et les autres (des collèges publics de centre-ville ou bien de quartiers ou de banlieues « sans problèmes »). Nous sommes parfaitement conscients de la part d'arbitraire que comporte cette "typologie", mais elle nous semble bien refléter une certaine réalité, un climat d'ensemble et des données objectives. Toutefois, l'analyse factorielle nous permettra de mieux cerner les profils d'élèves qui se dégagent de cette enquête, et leurs poids respectifs. 75% des élèves interrogés sont nés à Strasbourg et dans ses environs, et moins de 8% sont nés à l'étranger. Cependant, 25% des élèves indiquent une nationalité étrangère pour leur père, et presque autant pour leur mère (les pères maghrébins étant un peu plus de 10% et les Turcs près de 6%, les chiffres pour les mères étant voisins de ceux-ci). A la question de l'appartenance religieuse, plus de 46% se disent catholiques, plus de 18% musulmans, 15% protestants, 1% juifs, 3% d'une autre religion, presque 12% sans religion, et un peu plus de 4% n'a pas répondu à cette question. Ils habitent, pour plus d'un quart d'entre eux, en HLM, pour plus de 32% dans un autre type d'appartement et pour près de 41% dans une maison individuelle.

Les catégories socioprofessionnelles des parents montrent, sans surprise, une majorité d'ouvriers et employés pour les pères (28,5% et 20,8%, respectivement), avec toutefois 36,8% de catégories intermédiaires et supérieures (y compris les artisans, commerçants et agriculteurs), et une proportion importante de femmes au foyer chez les mères (28,7%), avec plus de 25% d'employées, plus de 11% d'ouvrières et personnels de service, mais aussi près de 27% de catégories intermédiaires et supérieures. Notons, toutefois, que le nombre de non-réponses est ici assez élevé (11,2% pour les pères, 8% pour les mères). On peut penser que certains jeunes ignorent la profession de leurs parents, notamment lorsqu'ils ne vivent pas avec eux ; pour d'autres, il s'agit sans doute de se protéger contre un regard indiscret qu'ils craignent dévalorisant, en s'appuyant peut-être sur une expérience vécue déjà plus ou moins souvent.

¹ Les résultats présentés ici concernent les collèges étudiés entre 1997/98 et 2000/01, soit 22 établissements. En effet, en 1997 nous avons procédé à un remaniement important du questionnaire et, de façon plus générale, à une modification du mode d'approche des établissements, au vu d'une évaluation critique de la méthodologie utilisée lors de la première phase de la recherche.

Quant au poids global des effectifs d'élèves étudiés par type d'établissements, 29,5% sont dans des collèges publics des zones dites « sensibles », 60,9% dans des collèges publics autres et 9,6% dans des collèges privés. Il y a une surreprésentation des collèges de quartiers difficiles par rapport à leur poids dans le Bas-Rhin (les élèves en ZEP des collèges y étaient environ 11% en 2000/2001), mais elle est due à la fois au caractère urbain de notre échantillon (quasi-exclusivement composé d'établissements situés dans la Communauté Urbaine de Strasbourg, CUS) et à l'importance particulière que revêt dans les collèges ayant le label ZEP le problème de la violence qui nous intéresse ici.

Le tableau suivant nous donne les caractéristiques attachées aux éléments sociographiques en fonction du type d'établissement fréquenté. On peut voir que dans la population interrogée des collèges privés il y a des éléments d'un profil socio-économique plus aisé, alors que dans les collèges en zone prioritaire ce sont au contraire les traits des couches plus défavorisées qui prévalent (les autres collèges publics occupant une position intermédiaire). S'il n'y a là rien d'étonnant, c'est tout de même instructif de le voir ressortir aussi nettement dans les chiffres. La relativement faible *mixité sociale* qui en découle ne peut qu'avoir des conséquences sur les comportements et représentations qu'auront les acteurs (élèves, parents, agents de l'institution et, même, la population globale dans son ensemble) vis-à-vis des établissements de telles ou telles caractéristiques et des populations qui les fréquentent.

Collèges privés		Collèges en zone prioritaire		Collèges publics autres	
9,6%		29,5%		60,9%	
Père cadre supérieur	9,7%	HLM	9,8%	Maison	9,9%
Mère cadre supérieure	4,3%			Appartement	4,2%
Père français	9,2%	Musulman	3,7%	Mère française	6,4%
Mère française	0,2%			Père français	3,3%
Protestant	8,7%	Mère au foyer	9,1%	Mère profession intermédiaire	1,3%
Catholique	3,7%	Père ouvrier	7,1%	Père artisan-commerçant	,7%
		Mère ouvrière	5,5%	Père profession intermédiaire	5,3%
		Père employé	4,6%	Mère employée	6,7%
		Père inactif	4,4%		
		Père non réponse	3,7%		
2 enfants	5,9%	Père marocain/tunisien	2,3%	Sans religion	4,1%
1 enfant	3,2%	Mère marocaine/tunisienne	,54%	Catholique	8,9%
		Père turc et Mère turque	6,8%		
		Père algérien	7,6%		
		Père et mère autre	5,1%		
		Mère algérienne			
Appartement	1,2%	6 enfants et +	13,0%	2 enfants	4,2%
Maison	9,7%	5 enfants	11,1%	1 enfant	0,7%
		4 enfants	17,9%		
		Né à l'étranger	10%		

Ici, nous donnons dans l'ordre les modalités des variables liées le plus significativement à chacun des types de collèges étudiés. Par exemple, l'échantillon des élèves scolarisés dans le privé est caractérisé par le fait que le père et la mère de ces élèves sont cadres supérieurs dans des proportions importantes (49,7% et 44,3% respectivement).

Nous pouvons maintenant examiner quelques résultats concernant le vécu scolaire et le thème de la perception de la violence chez les élèves ayant répondu à notre questionnaire. Pour commencer, il faut peut-être dire que pour bon nombre de questions, les résultats ne montrent pas de différence significative selon le type d'établissements. D'autres critères peuvent alors être prépondérants : tantôt le sexe, tantôt l'âge (opposition 6^e et 3^e assez fréquente), ou encore les attentes à l'égard de l'école (élèves « conformistes » et élèves « rebelles », que l'on retrouve bien entendu dans les différents types d'établissements). Ajoutons encore qu'on a volontairement condensé les résultats pour ne pas nous étendre excessivement sur ce point.

D'une façon générale, les élèves paraissent plutôt aimer venir au collège. Nous avons proposé trois modalités de réponse à la question *Aimez-vous venir au collège ?* : oui, non et oui et non ; cette dernière catégorie de réponse ayant été ajoutée lors du remaniement du questionnaire pour tenir compte des remarques qui nous avaient été faites (entre le noir et le blanc, il existe aussi le gris...). Le oui et non a, d'ailleurs, été la modalité la plus retenue (50,4%), suivi par le oui (42,3%) et, loin derrière, par le non (7,3%). Ici, c'est la modalité du sexe qui est la plus explicative, les filles étant à la fois plus nombreuses à répondre oui et moins nombreuses à répondre non. Quant à la participation à des activités extrascolaires proposées par leur collège, 37,7% affirmer n'y participer à aucune, 31,7% participe à des voyages scolaires, 25,4% à des clubs (activités sportives ou de loisirs), 15,2% à divers types de projets ou de fêtes, 13% au soutien scolaire et 8,5% à des conférences ou des concerts. (Les résultats, supérieurs à 100%, s'expliquent par le fait qu'on peut cocher plusieurs modalités de réponse). Plusieurs variables peuvent ici avoir une influence sur ces chiffres : les filles participent un peu plus que les garçons à certaines activités, les collégiens de ZEP font plus de soutien scolaire et moins de voyages que ceux du privé, etc.

Pour ce qui concerne les difficultés scolaires, 31,7% des collégiens ont déjà redoublé au moins une fois (dans le primaire et/ou le secondaire) ; ils sont 41,9% en ZEP, 28,6% dans les autres collèges publics et 18,2% dans le privé. A la question *Est-ce que les professeurs laissent tomber les élèves en difficulté ?*, en général, les élèves répondent par la négative : 50% répondent non, 37,9% disent que certains les laissent tomber et 12,1% seulement affirment que c'est le cas de la plupart des enseignants. De même, à la question *Pour surmonter ces difficultés, qu'est-ce que vous faites ?*, ils ne sont que 10,9% à répondre rien, contre 38,9% qui disent fournir un effort personnel plus important, 37,8% demander de l'aide aux parents, 31,9% rechercher l'aide d'un camarade, 30,9% poser des questions aux professeurs et 22,3% participer au soutien. Remarquons que tous les élèves interrogés ont répondu à cette question, car ils peuvent tous être concernés à divers degrés, et que les résultats sont également supérieurs à 100% pour les mêmes raisons que ci-dessus.

Dans les questions sur la violence à proprement parler, nous avons demandé aux élèves s'ils se sentaient en sécurité au collège ; 89,9% des élèves du privé ont répondu oui, comme 72,7% de ceux des collèges publics situés ailleurs que dans des zones sensibles, mais seulement 63,1% des élèves de collèges en ZEP ont répondu par l'affirmative. De même, 86% des élèves de collèges privés considèrent leur établissement comme peu ou

pas du tout violent, contre 62% des élèves du public hors-ZEP et 49% des élèves de collèges ZEP.

A la question *Avez-vous dans votre collège les types de violence suivants ?*, les résultats sont également intéressants : *violence verbale*, 67,1% très souvent ou souvent, 29,1% de temps en temps ou rarement, 3,8% jamais ; *violence physique*, 42,7%, 50,1% et 7,1% respectivement, *dégradation du matériel*, 45,7%, 45,4% et 8,8%, *racket*, 16,1%, 50,8% et 33,1%, enfin *drogue*, 9,6%, 25,3% et 65,2%. Les réponses semblent ici déterminées par diverses variables, le type d'établissement, la classe fréquentée (et donc l'âge), le sexe, mais aussi d'autres paramètres : par exemple, si dans tel établissement il y a eu récemment tel type de problème, les réponses seront majorées, sans que pour autant on puisse affirmer que c'est là où ce problème se pose avec le plus d'acuité. A propos des représentations de la violence chez ces jeunes, on peut remarquer qu'un certain nombre d'entre eux vise surtout les attitudes des enseignants, les punitions qu'ils distribuent, alors que la dégradation du matériel ou le chahut ne leur paraissent pas violents : il s'agit des élèves que nous désignons comme « rebelles » (à l'autorité des adultes, en tout cas), et ils sont présents dans tous les types de collèges. Ce terme ne comporte pas de connotation positive ou négative mais est plutôt un constat à partir des attitudes ou des réponses anti-conformistes qui caractérisent ces élèves.

Les lieux qu'ils désignent très majoritairement comme les plus violents sont, sans surprise, la cour (pour 82,6%) et la sortie du collège (pour 76,9%). Cependant, 8,2% indiquent les toilettes et 6,1% désignent les salles de classe. Cela rejoint des observations que nous avons pu faire et les discours d'un certain nombre d'enseignants : en classe, la discipline tend à se relâcher, le silence nécessaire au bon déroulement des cours est plus difficile à établir, la tension peut régner parfois, dès lors qu'un incident peut naître aussi bien entre des élèves qu'entre le professeur et un élève, à partir du fait le plus anodin. C'est ce qu'Anne Barrère a analysé avec pertinence : « Le désordre est la face d'ombre du système scolaire, et pourtant un point crucial du quotidien des enseignants et des élèves. Pour les enseignants, l'ordre scolaire est aujourd'hui un indicateur minimum et global de réussite, la condition nécessaire et parfois suffisante de l'auto-estime comme de la réputation professionnelle. (...) Si le chahut anémique est loin d'avoir disparu, de même qu'il n'avait pas chassé totalement le chahut traditionnel, une nouvelle logique se dessine, très perceptible à partir des discours des enseignants. L'existence de multiples incidents perturbateurs, dont ils témoignent, se rapporte à la fois à la rencontre de parcours en fait très divers au sein d'une apparente homogénéité institutionnelle, et aux difficultés, scolaires et sociales cumulées d'un petit nombre d'élèves. »¹.

Pour cet auteur, nous sommes entrés dans une phase au cours de laquelle le désordre scolaire se manifeste d'abord par l'incident, et celui-ci devient une préoccupation centrale de nombre d'enseignants ; il est, en cela, un révélateur du climat des établissements et des effets de la « forte injonction à la réussite » qui est devenue la règle, non plus pour une minorité d'élèves ayant le profil pour des études longues mais pour tous les élèves ou presque. Par ailleurs, aussi forte que soit l'injonction, celle-ci ne parvient pas à réduire de façon significative la distance entre les performances scolaires des « héritiers », pour reprendre l'expression qui a été rendue célèbre dans ce domaine par l'ouvrage de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron, et celles des jeunes issus de

¹ Barrère (A.), « Un nouvel âge du désordre scolaire : les enseignants face aux incidents », *Déviance et société*, 2002, vol. 26, n°1.

milieux populaires, pour ne prendre qu'un élément (ô combien décisif, mais pas le seul) jouant sur les destinées scolaires des élèves. Cette tension, créée par la volonté souvent contrariée de réussite, semble être un facteur explicatif (parmi d'autres) de l'augmentation et des transformations des phénomènes de violence en milieu scolaire.

Pour revenir aux résultats de l'enquête quantitative, lorsque nous avons demandé aux élèves s'ils avaient été témoins d'actes de violence, 59,1% ont répondu affirmativement, et à la question *Avez-vous déjà subi certains de ces actes de violence ?*, le oui se situe encore à un niveau très élevé : 38,6%. Les formes de violence dont ils ont été témoins sont surtout la violence physique (42,9%) et la verbale (27,7%), mais le racket est cité par 5,3% ; pour les violences subies, c'est la violence verbale qui arrive en tête (21,7%), puis la physique (18,1%), le racket est ici aussi cité en troisième position (3,6%). Quant à la violence dont sont victimes des professeurs, 36,8% des enquêtés disent que cela arrive très souvent ou souvent, même si (heureusement...) il s'agit surtout de violences verbales. Les raisons de cette violence à l'égard des professeurs sont, d'abord, « l'insolence et le manque de maturité des élèves » (60,2%) et le « manque d'intérêt des élèves pour la matière » (42,9%), mais « le manque de sévérité du professeur » est cité par 36,5%, la « sévérité du professeur » par 30,5% et « l'indifférence du professeur vis-à-vis de ses élèves » par 28,9%. On voit bien, ici aussi, qu'il y a des logiques différentes qui s'expriment à travers la diversité de ces réponses.

Terminons enfin ce bref rappel des résultats par les réponses faites à la question *Comment empêcher la violence au collège ?*. Nous avons proposé quinze modalités de réponses, et les élèves devaient en choisir trois au maximum. Celle qui est arrivée largement en tête, dans tous les types d'établissements, chez les 6^e et les 3^e, les filles et les garçons, c'est « Les parents devraient s'occuper davantage de leurs enfants », avec 53,7%, puis « Le collège devrait refuser les élèves violents et perturbateurs » (36,2%) et « Il faudrait punir beaucoup plus sévèrement » (29,8%), « Il faudrait plus d'activités sportives » (24,6%) et « Il faudrait des activités plus intéressantes » (23%) ; arrivent ensuite « Il faudrait plus de dialogue avec les professeurs » (19,5%) et « Il n'y a pas de solution » (12,7%). On voit ici des réponses que l'on pourrait qualifier de conformistes, pour les trois arrivées en tête en tout cas, au sens où elles reprennent à leur compte un discours d'adultes. Il ne faut pas, pour autant, oublier que les enfants eux-mêmes aspirent à la sécurité, souhaitent (pour une large majorité) que leur collège demeure un havre préservé (et ceci est surtout vrai pour ceux qui habitent les quartiers les plus agités et qui connaissent les situations familiales les plus détériorées), sont exaspérés aussi par les conditions difficiles dans lesquelles se déroulent certains cours, d'autant plus qu'ils perçoivent l'école comme un instrument indispensable pour l'insertion dans la vie adulte. On peut penser que même certains enfants pouvant avoir des comportements perturbateurs voudraient bien se conformer à l'image du bon écolier, bien que ce vœu ne résiste pas à la confrontation avec la réalité ! Enfin, le rôle donné aux parents, l'injonction de s'occuper davantage de leur progéniture, montre que l'attachement au modèle familial « traditionnel » est fort, et que les jeunes pensent (non sans raison, d'ailleurs...) que là où des enfants ou des jeunes sont aux prises avec de grandes difficultés, la famille, et en premier lieu les parents, ont des fortes chances d'y être pour quelque chose.

Au fil des ans, nous avons engrangé un assez grand nombre d'entretiens semi-directifs réalisés avec, d'une part, des membres du personnel des établissements étudiés, et d'autre part avec des élèves. Sans vouloir ici analyser de façon exhaustive ces matériaux, nous pouvons ressortir quelques éléments parmi les plus significatifs.

Pour ce qui est des élèves, la diversité des discours peut être attribuée à nombre de facteurs, dont l'âge, le sexe, le parcours et les résultats scolaires, l'origine sociale ou encore les attentes à l'égard de l'institution ; ces divers éléments, bien entendu, se combinent selon un certain agencement (ainsi, les enfants de milieu défavorisé auront une plus forte probabilité d'avoir connu un parcours scolaire avec des redoublements, d'expérimenter de plus grandes difficultés en classe dues à des lacunes non comblées, de bénéficier d'un encadrement scolaire familial moindre et, comme corollaire à cet enchaînement de facteurs, d'avoir moins d'expectatives en termes de *carrière scolaire* et un discours plus désenchanté). Parmi les éléments qui traversent le discours d'un grand nombre d'élèves, on peut relever trois types d'attentes plus ou moins inassouvies :

- les rapports avec les enseignants sont jugés souvent insatisfaisants. Certes, la plupart des élèves nuance cette affirmation : certains *profs* sont mis à part (« si tous les profs étaient comme *untel*, ce serait formidable »), mais on reproche à la plupart des enseignants tantôt de ne pas se soucier des élèves, tantôt d'avoir leurs *têtes*, et d'engendrer par leurs attitudes un sentiment d'injustice ou d'arbitraire ; on attend d'eux plus de considération et d'intérêt, les enseignants appréciés des élèves n'étant pas forcément les plus laxistes (ni les plus sévères, d'ailleurs), mais ceux qui les prennent en compte et qu'ils perçoivent comme justes ;

- les adultes au sein du collège, en général, semblent trop distants, barricadés derrière leurs positions hiérarchiques, insensibles aux problèmes qui agitent les jeunes, prêts à juger plutôt qu'à comprendre, porteurs d'une discipline qui est mal acceptée par nombre de ces pré-adolescents et adolescents. Cette perception est plus fréquente dans les établissements situés dans les quartiers défavorisés, où la distance statutaire et générationnelle se double d'une distance sociale, d'un *eux* et d'un *nous*, pour paraphraser Hoggart¹, mais elle est également présente dans les autres types d'établissements ; on pourrait caractériser cette attente comme la recherche d'une empathie, cela rejoint en partie l'attente décrite précédemment ;

- les contenus et les formes des cours sont souvent cités comme la cause d'un désintérêt qui peut entraîner un *décrochage*, qui peut se traduire par de l'inattention et des manquements à la discipline en salle de classes. L'enseignant est alors accusé d'être plus préoccupé par le programme de sa matière que par la bonne compréhension du sujet abordé par une majorité des élèves (« il fait son cours pour un petit groupe, les autres il n'en a rien à cirer »). On attend du professeur plus d'explications et d'attention par rapport aux élèves plus faibles.

L'ensemble de ces points doit être assorti de deux restrictions. D'abord, ces propos sont fréquents mais pas unanimes ; d'autres, fort éloignés de ceux-là, nous ont également été tenus par d'autres élèves, et ils mettent en question le comportement de certains élèves plutôt que celui des enseignants ou d'autres agents. Ensuite, ils ne prennent pas en compte les difficultés réelles auxquelles se trouvent confrontés les acteurs de l'Ecole, et d'abord les professeurs : le programme est sensé être vu en totalité, une classe comporte souvent plus de vingt-cinq, voire plus de trente élèves et le suivi personnalisé n'est pas une sinécure dans ces conditions, combler les lacunes d'un élève dans telle ou telle matière n'est guère possible sauf si celui-ci a des capacités et une motivation très fortes, etc.

¹ Hoggart (R.), *La culture du pauvre*, (1970) Paris, Ed. de Minuit (1^{er} éd. en langue anglaise : 1957).

Cependant, ces discours illustrent un fossé, qui s'est peut-être élargi au fil du temps, entre une partie de ces jeunes et l'institution scolaire ; la violence peut trouver là un terrain propice pour son développement.

Voyons maintenant ce qui concerne dans les entretiens le thème de la violence à proprement parler. On peut noter ici que l'âge et le sexe sont des clivages importants dans les discours recueillis. Chez les élèves de sixième, qui étaient encore l'année précédente des *grands* à l'école primaire, les voilà redevenus des *petits*, découvrant un nouvel univers et ressentant une menace du côté des élèves plus âgés. La violence, pour eux, ce ne sont pas tellement les échanges verbaux, aussi vifs soient-ils, mais les bagarres et autres algarades, les coups en somme. Le rapport de force semble craint, même s'ils sont peu nombreux à dire qu'ils ont été victimes de violences physiques. Les élèves de troisième parlent en général de la violence comme un phénomène plus multiforme et la mettent souvent en rapport avec un manque de respect ressenti à leur égard, des insultes, des plaisanteries qui dégénèrent ou des attitudes méprisantes, que cela provienne d'adultes ou d'autres jeunes. Chez les filles, la violence est davantage verbale, car elles sont –en règle générale– moins impliquées dans des faits de violence physique, encore que des bagarres entre filles soient rapportées, mais plutôt pour les stigmatiser comme des comportements inadmissibles, ce qui n'est, bien sûr, pas le cas chez les garçons. Les lieux de la violence sont divers et elle prend des formes différentes selon qu'il s'agisse, par exemple, de la cour ou des salles de classes. Dans ce dernier cas, on rapporte davantage des faits où l'enseignant impose des règles mal comprises ou bien, comme le dit Angelina Peralva, nous avons à faire à une *résistance au jugement scolaire* : « Considérée du point de vue des élèves, leur violence à l'égard des adultes constitue (...) le versant sombre d'un phénomène bien plus général, la résistance au jugement scolaire. Cette violence est toujours perçue par l'élève comme motivée. Elle est de l'ordre de la protestation : on proteste contre le mauvais exercice, par l'adulte, de sa capacité à juger et à rendre la justice –capacité fondée sur la fonction légitime et reconnue de l'école à transmettre des connaissances. »¹. On peut aussi voir dans cette résistance une conséquence de la situation d'échec scolaire dans laquelle se trouvent majoritairement les élèves violents : refuser un jugement scolaire qui les stigmatise est un moyen de conserver (ou de retrouver) l'indispensable estime de soi, mise à mal par un statut de cancre.

Le plus souvent, cependant, la violence dont il est question dans le discours des élèves est celle entre pairs. Les bagarres, notamment dans la cour, sont souvent citées comme facteur d'insécurité, mais elles sont souvent considérées comme inévitables ; il n'en va pas de même du racket, violence physique et morale que la victime subit souvent dans l'isolement créé par la peur ou la honte d'en parler, même à des êtres proches. Bien sûr, la gravité du racket dépend de divers facteurs, mais les séquelles qu'il peut laisser ne dépendent pas seulement de ses caractéristiques objectives. C'est pourquoi il est très difficile d'aborder le sujet avec nos interviewés ; ceux-ci se cantonnent en général à raconter des cas dont ils ont eu connaissance mais affirment avec un bel ensemble ne pas en avoir été victimes (et encore moins, bien entendu, auteurs !). On peut noter que ce ne sont pas forcément les établissements réputés plus difficiles qui sont les plus touchés ; comme nous l'expliquait le principal-adjoint d'un collège de ce type, « Qu'est-ce que vous voulez qu'ils se rackettent ? Non, si certains font du racket, c'est à l'entrée des collèges des

¹ Peralva (A.), « Des collégiens et de la violence », in/ Charlot (B.) et Emin (J.-C.), coord., *Violences à l'école. État des savoirs*, (1997) Paris, A. Colin/Masson éd.

beaux quartiers ! ». En tout cas, dans des collèges fréquentés par une majorité d'élèves issus de milieux aisés nous avons effectivement constaté que ce thème revenait plus souvent en parlant de la violence, même si les réticences pour l'aborder restaient fortes.

Pour terminer cette brève présentation des résultats de l'enquête, voyons à présent quelques aspects de l'analyse du discours des agents de l'institution. Bien entendu, leur diversité donne lieu à des discours dont les points communs sont, peut-être, moins nombreux que les différences. Par ailleurs, nous ne pouvons ici que circonscrire notre analyse à quelques éléments parmi les plus significatifs de leurs discours : le profil ou l'absence de profil de l'élève violent, les facteurs explicatifs de la violence à l'école, l'évolution des phénomènes de violence, dans l'établissement et en général en milieu scolaire, et les mesures mises en place ou souhaitables pour réduire cette violence :

- le profil (ou l'absence de profil) de l'élève violent : il y a ici un clivage réel entre ceux qui perçoivent ce type d'élève comme relevant de caractéristiques bien précises (situation d'échec scolaire, problèmes familiaux, instabilité émotionnelle, etc.) et ceux qui pensent qu'il n'y a pas de profil-type, mais bien plutôt des circonstances qui favorisent l'émergence de comportements violents. Pour les premiers, la prévention doit se concentrer sur des *élèves à risque*, tandis que pour les seconds il faut davantage se pencher sur les situations qui peuvent être agressogènes. Bien entendu, ici comme ailleurs il ne s'agit pas de schématiser de façon caricaturale mais de trouver une ligne de partage qui découle d'une différence d'appréciation significative ;

- les facteurs explicatifs de la violence à l'école : ce thème se caractérise davantage par la dispersion des réponses que par un véritable clivage. Pour bon nombre de nos interlocuteurs, ces facteurs sont largement extérieurs aux établissements (difficultés économiques et sociales des parents, dissociation familiale, perte de repères et absence d'autorité, images nocives véhiculées par les médias, dégradation de la vie sociale et insécurité dans les quartiers populaires, etc.), même s'ils touchent ceux-ci de plein fouet. Pour d'autres, les facteurs ci-dessus agissent aussi, mais ce sont d'abord les mutations de l'univers scolaire qui sont en question : allongement de la scolarité obligatoire et du tronc commun, absence de motivation chez bon nombre d'élèves dits en difficulté, exigence accrue de réussite scolaire dans les familles, surcharge des programmes, etc. Nombre d'interviewés insiste également sur le relâchement de la discipline, la montée des incivilités, la pauvreté relationnelle et du langage, ou encore la frustration née des mauvais résultats scolaires et la jalousie à l'égard de ceux qui réussissent ;

- l'évolution des phénomènes de violence : nous pouvons schématiser ici les discours de la façon suivante : les optimistes (les moins nombreux...) insistent aussi bien sur le caractère encore restreint de la violence scolaire (et les statistiques, à prendre néanmoins avec prudence, tendent à leur donner raison, comme nous avons pu le souligner ci-dessus) que sur les améliorations constatées à partir des réponses élaborées sur le terrain. Les fatalistes (ou désabusés) sont ceux pour qui la vague montante de la violence paraît trop inexorable, alimentée qu'elle est par tant de facteurs sur lesquels l'école n'a guère de prise, pour qu'on puisse envisager de s'y opposer efficacement ; ce discours, même s'il est traversé par des clivages idéologiques, est plutôt celui qui reflète le mieux des crispations et des conservatismes nostalgiques du « bon vieux temps ». Enfin, il y a ceux que l'on pourrait appeler les lucides, dont le discours est plus nuancé, tantôt par le souci de prendre en compte la complexité du phénomène, tantôt par l'expérience vécue dans les établissements, souvent d'ailleurs pour les deux raisons à la fois. Pour ces derniers, tout triomphalisme est à écarter, même lorsque des améliorations sont constatées,

car la fragilité des avancées contraint à une remise en question permanente, tant il est vrai que les facteurs objectifs qui produisent (ou reproduisent) la violence restent présents ; en même temps, il ne faut pas baisser les bras ni compter sur la seule efficacité de réponses extérieures. Ceux qui tiennent ce discours se sentent investis d'une responsabilité, et donc susceptibles d'apporter leur part à la lutte quotidienne pour faire reculer les violences scolaires, quelle que soit par ailleurs leur fonction ;

- les mesures mises en place ou souhaitables pour réduire cette violence : nous avons ici à faire à une longue énumération, où on peut distinguer l'existant du souhaitable et les politiques ou orientations ministérielles des initiatives plus ou moins isolées ou singulières pour répondre à des situations concrètes. Bien entendu, à ce dernier niveau il n'y a pas de véritable opposition, mais pas non plus forcément de complémentarité. On peut relever parmi les réponses (existantes ou souhaitables, d'ailleurs), quatre dimensions, plutôt perçues comme complémentaires, qui reviennent de façon récurrente. Il y a, d'abord, un aspect quantitatif de moyens, humains et matériels, pour lutter contre la violence : on souligne la nécessité d'avoir des CPE et des surveillants en nombre suffisant, on cite l'apport des aides-éducateurs, le besoin d'éviter les classes surchargées ou le non-remplacement d'enseignants temporairement absents, mais aussi le rôle des activités périscolaires telles que des clubs, des foyers, etc. Il y a, ensuite, toujours dans l'ordre de la prévention, des éléments plutôt qualitatifs : privilégier l'écoute, la proximité, la disponibilité, le dialogue avec les familles (et notamment celles des élèves présentant des difficultés scolaires ou de comportement), faire connaître et comprendre le règlement intérieur et le projet d'établissement, donner un contenu concret à l'éducation à la citoyenneté, etc. Puis, il y a les éléments répressifs, hélas indispensables, qui doivent survenir lorsque les phénomènes de violence sont constatés. Plusieurs de nos interlocuteurs ont insisté sur les points suivants : la réponse à des actes répréhensibles doit intervenir de façon rapide, faire preuve de fermeté mais en étant proportionnée à la gravité de la faute, elle doit s'accompagner d'une explication pour être comprise et s'inscrire dans une cohérence d'ensemble. Enfin, il y a l'accompagnement, souvent nécessaire, pendant et/ou après les mesures répressives : accompagnement de la (ou des) victime(s), le cas échéant, mais aussi de l'auteur des violences, pour essayer de rendre viable la poursuite de sa scolarité.

On aura compris que la diversité des opinions et des vécus qui s'expriment dans ces entretiens dépendent de nombre de facteurs, parmi lesquels il y a, bien sûr, la position de nos interlocuteurs au sein de l'institution, mais aussi la nature et le volume des faits de violence auxquels ils se trouvent confrontés, leurs trajectoires respectives et la personnalité de chacun. J'ai eu maintes fois l'occasion de vérifier, par exemple, l'importance de la personnalité du chef d'établissement dans le climat qui règne dans un collège (ou dans un lycée, d'ailleurs), la façon dont elle rejaillit sur les autres membres du personnel, sur l'existence plus ou moins précaire ou solide d'un véritable esprit d'équipe. Il y a là un facteur impondérable (parmi d'autres), qu'il nous faut prendre en compte.

Lutter contre la violence au sein des établissements scolaires est, certes, une nécessité. Il faut, toutefois, éviter la dramatisation et, surtout, prendre conscience du fait que cette lutte a partie liée avec celle qui doit être menée contre l'élargissement du fossé qui sépare les populations vulnérables des nanties, contre le monopole de l'avoir, du savoir et du pouvoir par une fraction très minoritaire de la population globale, contre tant d'autres atteintes aux idéaux républicains qui engendrent le sentiment d'injustice. Il faut aussi rénover le dialogue entre les représentants de l'institution scolaire et les familles pour ne

pas être réduits à se lamenter sur la prétendue démission de ces dernières, ou en tout cas d'une partie importante de celles-ci. En somme, les enjeux soulevés par la problématique qui nous occupe ici tendent à déborder largement celle-ci et rejoignent une interrogation sur le sens des mutations qui s'opèrent dans notre société à l'heure actuelle.

References:

1. Barrère (A.), « Un nouvel âge du désordre scolaire : les enseignants face aux incidents », *Déviance et société*, 2002, vol. 26, n°1.
2. Debarbieux (E.) et alii., *La violence en milieu scolaire. 2- Le désordre des choses*, (1999) Paris, E.S.F. éd.
3. Elias (N.), *La civilisation des mœurs*, (1973) Paris, Ed. Calmann-Lévy, et *La dynamique de l'Occident*, (1975) Paris, Calmann-Lévy éd.
4. Hoggart (R.), *La culture du pauvre*, (1970) Paris, Ed. de Minuit (1^e éd. en langue anglaise : 1957)
5. Igersheim (J.) et Matas (J.), « Enquête sur la violence au collège. Comprendre pour agir », *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, 1998, n° 25, pp. 66 à 74.
6. Mucchielli (L.), *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, (2001) Paris, Ed. La Découverte.
7. Payet (J.-P.), « Violence à l'école: les coulisses du procès », in/ Charlot (B.) et Emin (J.-C.), coord., *Violences à l'école. État des savoirs*, (1997) Paris, A. Colin/Masson éd.
8. Peralva (A.), « Des collégiens et de la violence », in/ Charlot (B.) et Emin (J.-C.), coord., *Violences à l'école. État des savoirs*, (1997) Paris, A. Colin/Masson éd.

EDUCATION IN THE NEW WORLD

Some Noteworthy Examples

Maria SAMPELAYO

Professor, Ph.D.

Universidad Camilo Jose Cela de Madrid, Espana

Abstract: *This article relates to education in the first American colonies, from the 16th century to the 18th century. In finality it cites two important examples regarding education: Webster, author of the first American dictionary, and the Beecher family, one of the most important sagas of it's epoch, due to the grand social and educative impact it had on it's times.*

Keywords: education, family, American colonies, school

Education in the early american colonies

Archeology maintains the theory that the first habitants of the American continent were of Asiatic origin. They are calculated to have crossed what was a great glacier, today known as the Bearing Strait, around 1500 BC.

These peoples spread throughout the entire American continent including Central and South America, establishing themselves in various regions and mounting the first indigenous societies. The early settlements were communities dedicated to hunting, although some communities later established great and complex agricultural societies.¹

Early Native Americans

The Mayans

The Mayans were the only Native American culture that developed a form of writing similar to the hieroglyphics of Egypt. Additionally they achieved a high level of knowledge of astronomy, arithmetic, architecture and art, which they used in the building of great cities.

The majority of Mayan children were educated in home by their parents, in customs, religious beliefs, and the necessary skills of survival. However, the sons of Mayan leaders and priests attended schools where they studied history, hieroglyphic writing, astronomy and medicine.²

With the passage of time the Mayan civilization declined, the population abandoned the cities and other civilizations grew.

¹ MORGAN, T. (1993) *Wilderness at Dawn: The Settling of the North American Continent*. New York Simon & Schuster, p. 19,23,33.

² SHAVER, R. (1994) *The Ancient Mayan*. Palo Alto CA. Stanford University Press

The Incas and Aztecs

The Incas developed a great empire in South America, which lasted from 1200 to 1532. Even though they never developed a true system of writing, they nonetheless used a system of knotting cords to record numbers.

The majority of children did not attend school but rather learned at home in the process of helping their parents. Some of the sons of nobles went to the city of Cuzco to learn the art of war, history, religion, and language. And some select girls went to school in Cuzco as well, where they were given training to serve in the palace of the emperor.

During the 15th century the Aztecs, who were experts in medicine, music, and poetry, constructed a great empire, which extended throughout the region today known as New Mexico.

Parents educated their children up to the age of twelve, and later both girls and boys received a formal education in a school known as “cuicacalli” where they learned tribal songs, dances, and the customs of tribal society. The objective of Aztec education was to promote appropriate social behavior in accordance with tribal interests.¹

The Cherokee

The Cherokee established themselves along the river Tennessee, in the Appalachian Mountains and grew to reach Virginia. They also built small villages with houses of wood and stone. They built canoes to cross rivers and had interchanges with other tribes. They were a people of high moral standards. In our day, they are considered the native tribe of greatest influence within the United States.

Informal education of early American Natives

Among these groups of Native Americans can be found great similarities in the manner of transmitting to their sons the experiences of survival, communal language, customs, and religious perspectives. Their education was in many aspects very similar to that of the children of Sparta (Greece), in their growth and maturation. The boys learned to be good hunters, farmers, builders, etc., and the girls learned to cook, sow, and other similar tasks.

The children of Native Americans learned from the earliest age to share their wisdom and knowledge with members of the tribe. The family was the best teacher, most of all keeping in mind that they were large families, in which the elders played an important role in education. Lessons of culture and religion were taught by incantations of history, thus passing the traditions of one generation to the next. Education, therefore, was an important part of life for these people, and not something apart or separate.

Early formal education in the American Colonies

The first European settlement of a permanent character was brought about in the territory later known as the United States, in San Agustín, Florida, in 1565. In this place arrived five ships with 600 men: 250 soldiers, 125 experimental farmers, and 26 families of various professions: carpenters, barbers, forgers, priests, and even notararies. All of

¹ TOWNSEND, R. (1994) *The Ancient Mayan*. Palo Alto, CA Stanford University Press

them arrived with the expectation of establishing a Spanish colony at this site, which they managed to do and maintain till the year 1606.

Franciscan fathers began to establish missions all along the coast and inland. Each mission became a school of learning for the natives in the religious doctrine and moral values of the colonies. These missions reached the territories of New Mexico, Texas, Arizona, and California.

Some of the missionaries introduced themselves into the tribes, and attempted to apprehend their language, culture, and practical experience in order to help convert them to the Catholic faith.

Education in the Southern Colonies

The first English settlement in North America was founded in Jamestown, Virginia in 1607, with little initial success due to the hunger and disease that affected the colonies.

In 1611 Thomas Dale arrived with 300 more men and began to divide the territory among the early colonists. One of these began an important tobacco plantation which experienced great success in its commercial sales to England; to such a degree that slowly but surely life was radically changed in this region.

In 1619 a German ship arrived with the first Africans, which in the beginning, came as slaves. At the same time 90 women arrived disposed to marry in order to form the first families and also begin certain incipient commercial relations in these developed colonies.

Education in the southern colonies was determined by the social and economic life that defined the region. Hence the majority of the southern colonists accepted the idea that education was a matter that fundamentally concerned families. In reality, these families only taught their sons to read and write, while those of greater wealth and greater economic resources decided to send their sons directly to England to study.

Other plantation proprietors decided instead to bring English and Scottish tutors to the other side of the Atlantic to teach their sons as well as their daughters, English grammar, reading, Latin, music, and dancing.

The majority of families could not afford the luxury of tutors residing in their homes. For this reason, some tutors began to establish themselves of their own means, augmenting their salaries by creating the first parish schools. As such, the prestigious George Washington, James Madison, James Monroe and Thomas Jefferson were educated in Reverend James Maury's boarding school, in Fredericksburg Virginia.

The hierarchy of the church was not officially implicated in directly bringing about these schools. Nonetheless in the South, the Anglican Church which dominated by means of its foundations for the propagation of the gospel, attained money and books to educate orphan children, Native Americans, and the poor in schools of charity. ¹

In some rural areas of sufficient population density, members of the community established what were called "Old field schoolhouses". In these communities parents contributed money to pay the salary of the schoolteacher.

¹ COMNELL, M. (1988) Indian Education in American Colonies 1607-1783. Albuquerque, University of New Mexico, p. 43.

In other areas, however, certain benefactors established free schools open to the children of the community, which did not discriminate as to whether their parents were able to pay or not. Approximately a dozen of these schools gave instruction sufficient for entry into secondary school.

The early English colonials encouraged the tribes they encountered to trade their prisoners of war for the sale of Native Americans, which were later established on plantations as slaves. These and African slaves were trained as manual laborers which worked in the fields, or as domestic servants.

As a rule these persons were not permitted to study or learn to read and write. The plantation owners tried to educate them in their English culture, hoping in this way to “civilize” them and later convert them to Christianity. Normally the Native Americans responded negatively to this, being satisfied with their own culture and therefore seeing no need to copy the lifestyle and customs of the English.

No sort of formal education existed for the sons of farmers. Education opportunities existed only for families of a determined social class. This situation persisted in the South even after the Civil War.

Education in the Central colonies

In 1625, Peter of the Oriental Indies Company, bought an island at the origin of the Hudson River for Native Americans, and began a new settlement called New Amsterdam on the island of Manhattan. This was the first truly multicultural society in North America. Almost half of the population in 1600 was Dutch, German, French and Scandinavian. The people of this community professed different religions: Jewish, Catholic, Lutheran, etc., and spoke different languages including not only those of Europe, but African dialects as well. In the beginning they were established only as commercial colonies, and as such had no schools, churches or other permanent institutions, but rather, solely taverns and places to eat.

In 1638 the Dutch company of the Oriental Indies established and financed a town school in the city of New Amsterdam and encouraged other cities of the nearby region to do the same

In 1659, a typical Secondary School was opened. In 1664 the English claimed New Amsterdam and renamed it New York. Despite this, the great variety of inhabitants of this area populated by Germans, Dutch, Irish, Scots, Swedes, Norwegians etc., maintained their particular schools, because each of them wanted to correctly transmit their language and culture to their children.

The English were the first to explore the region of Maryland and Chesapeake Bay in 1500. Precisely it was Lord Baltimore, a practicing Catholic, who established the city of St. Mary near the Potomac River in 1634 and named the region Maryland: “Mary’s land” because he wanted the region to be a place where the Catholic faith could be practiced as well as other religions. The Jesuits promptly began to establish their first schools in this region.

The Dutch also began to establish private schools in the region of New Amsterdam where reading and writing in Dutch was taught as well as Reformation Christianity. When the English arrived they established various schools of charity. They began Secondary Schools as well, where youths were educated in subjects related to commerce such as

geography, mechanics, and book making. Some of these centers for education were later called “Academies”, after Benjamin Franklin founded the Academy of Philadelphia in 1731.

Education in the English Colonies

In November of 1620, one hundred and twenty persons, including twenty women and thirty-two children arrived from Plymouth, England to an area named for the same in Massachusetts. The majority of them were of the Puritan religion which, unsatisfied with the Anglican religion of England, tried to *purify* England without success and for this reason decided to immigrate to the New World. Even though only half of this first group managed to survive the first winter, new immigrants continued to arrive in the following years.

These people established a new colony in the Massachusetts Bay where they could freely practice their religion. People of various professions came, and as they were an educated people, they established schools as well. Thus, in 1635 the Grammar School of Boston opened, considered the first formal public school of the colonies. This center was maintained by State taxes and was under State control, and as such all children of the local community were able to attend the school. This type of school was rapidly imitated in other cities throughout the State of Massachusetts.

In 1642, The General Tribunal of Massachusetts established a law which recognized as primary, the responsibility of parents in the education of their children, and encouraged them to ensure that their children learned to read, write, and understand the principles of religion as the fundamental laws of the country.

Children whose parents were illiterate could attend what were known as a Dame Schools, which were not in reality an authentic schools, but rather a places where women of culture taught children to read, write, and recite the catechism. These women received a small salary for their work teaching these children, alongside the teaching of their own children.

In 1647 the General Court established that all towns that had 50 or more families must seek and pay a teacher to teach reading and writing, and additionally where there were more than 100 families for one teacher, they had to acquire a school as well where the teacher could hold classes.

Thus began the first rural schools in the colonies of New England for boys and girls from the age of six to the age of thirteen or fourteen. The teacher’s salary was paid by the parents or by the community. The little ones only attended school a few months a year because of the necessity in their homes to work the fields. The curriculum taught in these schools consisted of reading, writing, arithmetic, catechism, and religious songs.

Students who wished to continue on with advanced studies after the rural grade school, attended Latin Grammar Schools (the equivalent of high-school). There they learned European culture in like manner to the schools of Humanities during the Renaissance; studying Latin, Greek, and Hebrew. Students read classic authors such as Homer, Cicero, or Virgil. History, geography, mathematics and writing, completed the curriculum of seven years and the attainment of a bachelor’s degree.

In 1636 the General Tribune of Massachusetts approved the establishment of the school of Harvard, after John Harvard died and left the whole of his library of 400 books, to the school. This school began as a school attended by those who later would become ministers or occupy a position of leadership in American society. Harvard students read

and wrote perfectly in Latin, and read the “Tritium” of grammar, logic, and rhetoric in addition to learning to express their very own convictions and thoughts in a clear and persuasive manner.

In 1701 the school of Yale began in Connecticut, and Dartmouth in 1769. Each of them had a similar curriculum. Students began as theological seminarians and later entered into other professional programs such as Law, Medicine, and Science.

**The first American Dictionary and the history of its author:
NOAH WEBSTER**

Noah Webster was born on the 16th of October in 1768 in the city of Hartford in the State of Connecticut.¹ His family was of colonial origin, his father a farmer worked as a weaver, and his mother was a housewife. His brothers Charles and Abraham helped their father with the work of the farm. His sisters helped his mother with chores in the home.

In those times few children attended college, however Noah was enchanted with learning new things and his parents allowed him to attend Yale College. In 1774, at the young age of sixteen, he left for New Haven. The years he spent there studying coincided with the War of Independence. Noah graduated in 1778. He wanted to go on to study law but his parents could not afford the expenses of University. Noah therefore had to give classes in various cities such as Glastonbury and his very own Hartford, in order to pay for University housing and thus be able to study the career that he desired.

Noah did not like the American colleges of his times. Frequently seventy children of varying ages were huddled in places which pretended to be colleges, without desks, few and bad books, and unprepared teachers. Noah thought that Americans should be taught with American books, and hence in 1783 he wrote the Grammatical Institute of the English Language.

Throughout a hundred years, Noah’s book served to teach American children to read, spell, and pronounce words correctly. It was the American book of its epoch, and Benjamin Franklin used it to teach his granddaughter.

In 1789 Noah married Rebecca Greenleaf, with whom he had eight children. For some time they lived in New Haven, but later they moved to Amherst where he collaborated in the establishment of the College of that locality.

When Noah was forty-three years old, he began writing his first American dictionary. He did this because in every part of the country people pronounced and wrote differently the English language, and he thought it should all be made the same.

Noah began to write certain American words in a different way from that which existed in the English of England, such as “color” instead of “colour”. Additionally he included vocabulary that was completely new. He took 27 years to write his book, which he completed in 1828 when he was already seventy years old.

Noah did not do many things in his life: he worked as a copywriter of laws, wrote books, and edited magazines.

¹ Information acquired from <http://noahwebsterhouse.org/biography.html>

Nonetheless, the house of Noah Webster is visited by hundreds of American children and youths throughout the year because this man is considered by all to be one of the greatest personages of American history.¹

**The example of a prestigious American family of the 19th century:
The BEECHERS**

A short history of the epic during which the Beechers lived

It was said that in the city of Hartford, in the State of Connecticut, much alcohol was consumed. There, there were many poor houses that served as homes for 48 very miserable persons. In this age electricity still had not been invented and at night people had to write by candlelight. The majority of people moved from one place to another walking, and the most common form of travel was by horse. Families were large and the children moved with their parents from place to place.

The women wore large thick skirts that were hot in the summer and cold in the winter. It was common to take tea every afternoon.

Just like the Kennedy family in Massachusetts in the 20th century, the Beecher family in Connecticut was the most famous in America in the 19th century. The Beecher fame was not so much economic as intellectual; Lyman Beecher came to be known as the “father of the brighter than any other in America”.

Lyman Beecher married Roxana Foote Beecher with whom he had eight children: Catherine, William, Edward, Mary, George, Harriet, Henry, and Charles. Roxana was brilliant even if her values and intelligence remained hidden because she died very young at the age of 41, having passed almost all of her life occupying herself with her large family, which grew rapidly. A year after her death, her husband Lyman remarried with an elegant youth of 27, Harriet Porter Beecher, who never fully managed to integrate fully into the original family and remained on the margin of the family eccentricities.

Harriet added four new children to the Beecher generation, one of these being Isabella.

In their day, the Beechers were loved and hated for being considered excessively radical because they involved themselves in all the problems of the epoch such as the liberation of slaves, or women’s’ rights.

Lyman Beecher was a Calvinist minister with a very dominant personality who exercised a strong influence over all of his children. For him, religion was not just something for Sunday, but rather something which concerned as much the church as the family home, especially in the gaining of souls. Everything in the home was subject for discussion, and every idea or thought had to be contested, discussed, or debated among all the members of the Beecher family. This “intellectual energy” united with a refined sense of humor was always the hallmark of the Beecher family, as can be proven in the exhaustive documentation of letters, conserved in the library of the Beecher Store Center at Nook Farm.

In this rich documentation appear references of daily life, curious and charming such as; one of the brother’s molars hurt as well as his heart, or that Catherine got into a great metaphysical discussion over breakfast, which lasted the whole day.

¹ For more information: Noah Webster House in West Hartford, CT 06107, USA, tel. 860 521-5362

The boys followed their father in the religious state, but the women encountered their own careers in proposing social reforms, which they brought about during their lives.

As such, Catherine was a pioneer in the promotion of the idea of academic education for women. Harriet revolutionized the treatment given in those times to slaves with her famous novel, "Uncle Tom's Cabin". She was also one of the first students of her sister Catherine. On the other hand, her fiery half sister, Isabella helped lead the women's suffrage movement. "Bossy" was lively and intelligent.

At the end of the 19th century however, the social revolutions changed and Catherine was forgotten while all praised and exalted her two sisters, Harriet and Isabella.

Catherine Beecher Stowe (1800-1878)¹

Catherine was born in East Hampton Long Island, later known as Connecticut. She received her early education in the family and later in Miss Pierce's School for young ladies. Here she learned the good manners required of girls, and a refined manner of speech.

She learned from her mother to be an agreeable person, optimistic and caring, and to have a great sense of justice. When her mother died, being still very young, she left school to take care of her father and brothers and sisters for one year until her father remarried.

In 1818 she began to give classes at Pierce's School and some time later went to another college for girls in New London, Connecticut. There she taught sowing, drawing, and painting, to her students.

In 1822 her life changed radically when she became engaged to the young and eminent professor of natural philosophy and mathematics at Yale, Alexander Fisher. The wedding was to be celebrated when Fisher returned from a trip to Europe to visit certain universities. The ship set sail the first of April and five weeks later he died in a maritime accident on the coast of Ireland.

At first Catherine Beecher was completely devastated by the death of her love, and in fact never recovered from this hard blow, deciding to never marry or have children.

Some time later however, reading the papers of Alexander, she returned to an awakened interest in culture, and began to think about establishing her own school to encourage women to pursue studies, and not only those materials that up to this point were considered specifically feminine. In fact, Catherine came to change the culture of a nation when she affirmed, "a woman should study, not just to shine, but to rather to act".

She converted, therefore, into a professional woman with a completely full life dedicated to teaching. This way of thinking was tremendously revolutionary for her epoch, in which the habitual was that a young woman who had become widowed remained in her home mourning the death of her husband, and it was inconceivable that later she would have an active social life in the locality. However, Catherine used her home as a place for meetings and discussions on current events.

In May of 1823 there appeared, on the front page of the newspaper Connecticut Courant, a large announcement which read: "Women's college, Misses C&M Beecher will open in this place a college dedicated exclusively to those who wish to attain the highest

¹ FINHOLM, Valerie, *Pioneer Educator Unshuttered Young Women's Minds*. The Hartford Courant: *Those Beecher Women, A look into the lives of the influential 19th Century sisters*.

branch of women's education: geography, grammar, rhetoric...No one under 12yrs of age admitted, unless she has an unusual level of education for her age." (M. Beecher referred to Catherine's sister, Mary, who was a professor at the College)

The College opened at the end of the month in a rented room, to which seven girls walked in line with their large heavy skirts down the main street of Hartford to the place where the education center was located in White Horse. There, the daughters of merchants and factory owners began attendance. Even if at first they were able to do little more than embroidery, they soon learned to calculate sums of money, and write more than just their names.

Catherine, as the daughter of a Calvinist minister, had had access to a life of greater culture than the majority of the girls of her times. But before she could offer the girls of her school a curriculum similar to that offered to boys, she said, "I was obliged to form myself, and give more formation to my professors as well as myself.

Hence, she studied the books of her betrothed on mathematics and sciences, and asked her brother Edgar who had studied at Yale and who directed a boy's college in Hartford, to give night classes in Latin. Soon the college grew considerably to support more than two hundred students, and moved to a new building in Pratt Street designed in the style of a Greek temple. It then began to be recognized for its academic curriculum.

In 1829, Catherine aspired to build a residence where the girls who came to study from outside Hartford could be housed. This novel initiative was highly criticized in the local press that wrote in its editorial; that in this college young ladies only augmented their vanity thinking they were better than others for studying subjects as useless as philosophy that was good for nothing.

Despite all these oppositions, Catherine persevered in her projects, time and again more ambitiously, and in 1832 emigrated to the west to the frontier city of Cincinnati where she opened the Women's Institute of the West. Harriet quickly followed in the footsteps of her sister in the civilization of the West, with the recruitment of professors from New England. In the end this college failed due to problems within the community.

With little money in the bank Catherine decided to tackle the situation by writing articles for women's magazines. Thus she increased her influence on society and made known her ideas on the education that the women of her time should receive, which should be similar to that received by men.

The Industrial Revolution of the mid 1800's produced great tension and chaos within all of American family life, especially that of middle class white women. Machines entered the family home and women converted into consumers who were pressured by their husbands to buy food, clothes, or furniture. Catherine took advantage of this new social situation writing a book that spoke of the new economic responsibilities of women, and the importance of being sufficiently valued for this by society. Her publication became an authentic best seller.

This manual for women was not simply a compendium of recipes or simple advise, but rather aspired to be a book to train women in their work as housewives, that is to say, to form them to do housework successfully, the same as men needed formation for their work outside of home in the business world.

Catherine encouraged women to always work with great order, in order that they would always be able to control the circumstances which life presented, avoiding as such that circumstances controlled them. The book also included some tips on health; warning

of the dangers of the use of charcoal in the kitchen, which could be toxic. Diagrams were made to show a system of kitchen ventilation.

The success of this book encouraged Catherine, after the failure of the college in Cincinnati, to fund the American Association of Education for women. And she crossed the whole nation giving conferences traveling primarily by caravan, other times by horse, and later in ships and trains.

Some years later she returned to the state of Maine where she spent a year helping her sister Harriet and her husband Calvin in caring for their seven children, in order that Harriet could finish her book. This in time required a great effort, considering her nephews, because she was a very sensitive person who did not easily tolerate noise and the fighting and squealing of children. She had to take refuge in her room in order to keep living in that place with such a numerous family.

At the end of her life, she went to live with her brother Tom and his wife Julia, in Elmira, New York.

Harriet Beecher Stowe (1811-1896)¹

Harriet was born in Litchfield, on the 14th of June 1811 and was the seventh of nine children born of the marriage of Roxana Foote and Lyman Beecher. Her mother died when she was only five years old. (She was named Harriet, after another sister that was also called Harriet that had died at the age of two)²

From a very early age, when she was only seven or eight, instead of doing the pranks proper to her age of stealing cake from the kitchen, Harriet kept to her room reading the Nights of Arabia. When she was only nine she began to write her first weekly essays, and at the age of twelve she wrote, *Can the immortality of the soul be proved by natural law?*, which was selected to be read at a literary conference in Litchfield.

Her father was soon surprised by the strange habits of Harriet and recognized that his daughter possessed some extraordinary talents, and thus wrote in a letter when she was only eight years old: "Harriet is a great genius. I'd give ten dollars if she were a boy."

In 1824 when Harriet was thirteen, she went to live in Hartford in order to work in the women's seminary of that city, one of the first women's secondary schools in the country, which had been founded by her sister Catherine. Soon the college began to acquire great national prestige and Harriet was contracted to help in the teaching, even though she was only one year older than her students.

In Hartford, under the academic instructions of her sister Catherine, she forged her talent for writing. She heightened her talents studying Latin, geography, and mathematics; subjects that were considered inappropriate for women in those times, because they were considered incapable of learning such things. (Experts said that their cerebrals were too small.)

In 1832, when Harriet was only twenty-one, she left with her father and her sister Catherine to live in Cincinnati. There she worked as a professor in a new college established by her sister, and also came to know other cultures, and other religions, making her more American.

¹ MEGAN, Kathleen, *From Bookworm to Victorian Oprah*, Ibidem

² FINHOLM, Valerie, *Cabin Fever*, Ibidem

There also, both sisters were invited to form part of a literary society called the Semi-Colon Club, which offered Harriet an agreeable audience for her first writings as well as friends.

In this part of the country there was a great debate over slavery because it was located between the slave State of Kentucky and that of Ohio, the opposite of the same. The city was full of tensions and political debates in all parts over this topic. For example, in 1836 there was ruin in the abolitionist paper *The Philanthropist*, when its director refused to stop publication and some of the more significant citizens of Cincinnati planned to have him thrown out of the city.

Therefore, Harriet, who had married a professor and minister named Calvin Stowe and was pregnant with twins, was scared to defend her ideas against slavery. As it was not convenient for a woman in her condition to defend her ideas, she decided to begin her career as an anti-slavery writer using the pseudonym Franklin in a letter directed to the editor of Cincinnati Journal.

It was also in Cincinnati, one of the dirtiest cities in the nation, where pigs idled in the streets, and where cholera roared in every part, that Harriet for the first time listened directly to the stories of slaves. As such, her cook related to her how she had been sold to a slave owner in Kentucky who fathered all of her children. She explained the sexual reality of a slave woman, and told how slave women were unable to help themselves.

With the passing of time, some of these accounts became part of the collected stories in her work *Uncle Tom's Cabin*.

Those first years of marriage were hard for Harriet. Her little children required a lot of attention, and neither did they dispose of a buoyant family budget because her husband Calvin earned little money. He was a Calvinist minister who taught in the seminary, and even though he liked to write, he wasn't as good a writer as his wife.

Harriet found herself exhausted from so much domestic work, which she did along side her literary work, and as such, wrote a letter in 1838 to her friend Georgiana in which she related that she spent three hours a day writing because they needed the money and because she decided not to just be a domestic slave. There came a time when she fell ill from depression and later felt sick due to certain medicines prescribed by the doctors. In the end she had to be secluded in a spa in Brattleboro, Vt., where some months later she was able to recuperate her health and energy.

Nine months after returning home, she gave birth to her sixth son, Samuel Charles, in January of 1848. The child suffered in the epidemic of cholera, which scourged the city in the summer of 1849, and died shortly after. She later wrote: "I have learned how a poor slave mother must feel when they take away her son....I felt oppressed and of broken heart for the sadness and injustice which I have witnessed."

Harriet still had to suffer certain persecutions in Cincinnati for her clear opposition to the existence of slaves, and as such life became more and more complicated for the whole family. Finally, thanks to a new job, which her husband attained, they were able to return to Maine, which is where she wrote her great work, *Uncle Tom's Cabin* that brought great editorial and economic success.

However, the financial success of the Stowe family did not last long, and Harriet had to return to being a "slave of the pen" as she liked to say, in order to feed, clothe, and educate her large family. She wrote another nine novels, more than a hundred short stories, and many magazine and newspaper articles.

Despite this great editorial productivity, her family life continued to be full of tragedy. Several of her sons died violent deaths in their youth, from accidents or from drugs.

At the end of her life, Harriet and her husband returned to Hartford, the place where she lived her early years of childhood. There she continued writing till the age of 70. At the age of 78 one of her children wrote that his mother was beginning to weaken of mind, and seemed to have returned to her infancy. Despite everything, she had moments when it seemed that she became better, and passed the greater part of the day visiting her innumerable friends. She died July 1 of 1896, two weeks after completing 85 years of age.

Her novel: *Uncle Tom's Cabin*

Harriet revolutionized the genre of fiction in America with her work, *Uncle Tom's Cabin* and at the same time transformed public sentiment with respect to slavery with her style of writing which exhibited the duality of her personality: introversion and extroversion, logic and viscerality. She knew how to mix her highest objectives with a colloquial style that gained a great immediate impact on her readers.

Mark Schenker, deacon of Academic Affairs at Yale College said: "The whole world imagined there were horrible slave owners, but no one considered their affect on the very family." The book engendered readers who asked if the children of families were sold and thus separated.

His book was considered the first great American novel for the theme that it addressed and the influence that it had in all parts of the country. It was the envy of all writers who thought that despite all their great literary efforts, they didn't even compare with "the sole of the shoes" of the great writer Harriet Beecher

Harriet was a very religious woman and always thought that her book was the fruit of an inspiration from God, because after some time praying in a church she had a vision of heaven and began to write, almost raving, that which was to be her masterwork. The stories that she related proceed from her very own observations and research, as we indicated earlier. Her words awoke the consciences of the majority of Americans and accelerated the beginning of the Civil War and the end of slavery.

As such, it can be said that this novel helped to change the course of history, as President Lincoln acknowledged when he met with Harriet in 1862: "And you must be the little woman who wrote the book that provoked this great war."¹

This work was first published in the newspaper, and later issued as a book on the 20th of March, in 1852. It put the lives of the Stowes in danger, because they were pursued by slave owners who intended to do them harm solely for having related the truth of what was taking place in American society.

This book soon had great success, reaching the sale of 10,000 copies in one week and various printing presses had to stay in production for 24 hours in order to attend to the great demand for copies, 150,000 in only six months. Sales of *Uncle Tom's Cabin* were of the highest, comparing only with sales of the Bible, not only in America, but in other countries as well. It turned into the best seller of the 19th century.

¹ FINHOLM, Valerie, *Dusting Off Uncle Tom's Cabin*, Ibidem.

Soon Harriet, at only 40 years of age, converted overnight into the most famous woman in America, and began to travel throughout all of Europe. In these travels her husband Calvin, who always spoke in her name while she listened in silence, accompanied her.

At the end of the Civil War, as slavery began to wind down in history, criticism began against *Uncle Tom's Cabin*. Harriet was accused of creating slave characters that were excessively good and even saintly.

In the 30s of the twentieth century, the book was criticized as being simple trash. In the 60s, the words of Uncle Tom were considered pejorative, as insults given by black people against white culture, and in the 70's mention of the book was reduced to a few short paragraphs in history classes and even ignored altogether in classes of literature.

Despite all this, in the last decade, certain academics have begun to give a different view of this book, and the ideas that it holds with respect to racism. Recently, Store Centre is unrolling an important campaign to return introducing this book in education programs, so that the new generations may know and value it. Despite everything, *Uncle Tom's Cabin* is not an easy book to read, for Americans of African decent.

Isabella Beecher Hooker (1822-1835)

Isabella was the eldest daughter of Lyman Beecher and his second wife, Harriet Porter. She was born in Litchfield, as were her sisters mentioned earlier.

When she was very young, at the early age of 13, she left to live at Hartford to attend the Women's Seminary, which was directed by her older sister Catherine. There she learned to read and write. At the age of 17 she met John Hooker, a lawyer who was working with one of his cousins and descendent of one of the founders of Hartford. After two years of many doubts, she married him and moved to live at Farmington until finally her family established itself in a large house in Hartford where she met with many friends and where important discussions were held on topics of the greatest contemporary interest for that epoch, such as slavery and feminism.

Isabella had four children, one of which died within a year. We know from the letters she wrote to some of her brothers that she would have liked to continue studying and have had more of an intellectual life like her sisters, but attention to family and home impeded her. Nonetheless, she wrote with her husband John, various articles against slavery in favor of its abolition, anticipating her sister Harriet.

At times Isabella had certain supernatural visions such as conversations with persons already dead, such as for example, her brother Henry Ward Beecher who had been dead for three years or with her sister Catherine. She also said on various occasions that she had correspondence with Napoleon, Joan of Arc, and Beethoven, in the last years of her life.

Not all the Suffragettes were spiritualists however spiritualism embraced a certain universal equality, and was the popular religion among the first feminists.

Isabella organized the Liberation Movement of the women of Hartford promoting various political meetings in which they advocated for their right to vote and their intervention in public life.

In 1870 she wrote along with her husband John, a proposition of law in order that a woman's right to own property might be recognized for the first time in Connecticut.

She died at the age of 86 of a cerebral hemorrhage with out having seen the realization of the women's vote, something that she had fought so hard for all of her life.

Bibliography:

1. Connell, M. (1988) *Indian Education in American Colonies 1607-1* Albuquerque, University of New Mexico, p.43.
2. Finholm, Valerie, *Cabin Fever*, Ibidem.
3. Megan, Kathleen, *From Bookworm to Victorian Oprah*, Ibidem.
4. Morgan, T. (1993) *Wilderness at Dawn: The Settling of the North American Continent*. New York Simon & Schuster, p.19, 23, 33.
5. Shaver, R. (1994) *The Ancient Mayan*. Palo Alto CA. Stanford University Press
6. Townsend, R. (1994) *The Ancient Mayan*. Palo Alto Ca. Stanford University Press.

Web Pages Consulted:

Information acquired from <http://noahwebsterhouse.org/biography.html>
Information acquired from Noah Webster House in West Hartford, CT 06107,
USA tel. 860 521-5362

SOCIALISATIONS SPORTIVES ET INCLINAISONS ARTISTIQUES CHEZ LES ENSEIGNANTS D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Marie-Carmen GARCIA
Groupe de recherche sur la Socialisation
Université Lumière-Lyon 2
Marie-Carmen.Garcia@univ-lyon2.fr

Résumé : *La plupart des enseignants d'Éducation Physique et Sportives ont un habitus sportif forgé au cours de plusieurs années de pratique régulière et intense du sport. Les dispositions sportives de ces individus sont activées dans leur pratique professionnelle qui suppose l'enseignement du sport mais elles sont contrecarrées quand il s'agit d'enseigner aux élèves des pratiques physiques artistiques. C'est pourquoi, certains professeurs, peu enclins à adopter et à transmettre la gestuelle de la danse, pratique artistique par excellence en EPS, se tournent vers le cirque qui, en intégrant prouesse et virtuosité, se rapproche de certaines pratiques sportives. Parmi ces professeurs qui programment du cirque dans leurs cours, certains développent une véritable passion pour cette pratique. L'article s'attache à montrer comment leurs dispositions sportives sont intégrées et revisitées dans une démarche artistique qui dépasse largement leur activité professionnelle.*

Mots-cles: enseignant, socialisation, EPS, sport, pratique professionnelle

*
* *

Une vingtaine d'entretiens et de nombreuses heures d'observation réalisées dans des cours d'EPS (Éducation Physique et Sportive)¹ consacrés à l'enseignement de pratiques physiques artistiques (Faure, Garcia 2005 et Garcia 2007) nous ont montré que les enseignants d'éducation physique provenant du monde du sport sont souvent embarrassés pour répondre à l'obligation qui leur est faite, depuis 1997, de programmer des APA (Activités Physiques Artistiques)² dans leur cours. En effet, les dispositions sportives incorporées par ces individus s'accommodent assez mal des objectifs expressifs, sensibles et non compétitifs des pratiques physiques artistiques, surtout de la danse qui tient une place prépondérante dans les enseignements physiques à vocation artistique. Cette dernière génère d'importantes résistances parmi les enseignants d'éducation physique et certains préfèrent, comme ils nous l'ont dit en entretien, ne pas répondre aux exigences du législateur que de l'enseigner.

Dans ce contexte, l'entrée, il y a une dizaine d'années, des arts du cirque dans le milieu scolaire, représente pour beaucoup de professeurs la possibilité de programmer une pratique artistique faisant appel à des compétences physiques qu'ils ont acquises au cours de leur socialisation sportive. Les savoirs et savoir-faire en gymnastique, escalade ou

¹ L'Éducation Physique est sportive est un enseignement obligatoire dans le système enseignement secondaire (collège et lycée) français.

²Cette catégorie est théoriquement ouverte à toute pratique « à visée esthétique ou artistique ».

acrosport (élaboration de pyramides humaines) peuvent effectivement être mis à contribution de l'enseignement des équilibres, des portés et des acrobaties circassiennes. En outre, les arts du cirque, en valorisant la prouesse physique et le « dépassement de soi », intègrent une « idéologie de la performance corporelle » (Sorignet 2004, p. 58), qui les rapproche symboliquement du sport.

La grande majorité des enseignants qui proposent des apprentissages circassiens à leurs élèves se cantonne à l'enseignement d'exercices faisant écho à des pratiques sportives qu'ils connaissent et à un peu de jonglage. Mais, une minorité de professeurs ayant découvert le cirque dans le cadre de leur activité professionnelle, développe un intérêt à son égard qui dépasse largement la nécessité de programmation d'activités artistiques dans leurs cours. Les arts du cirque sont vécus par ces individus comme une véritable passion¹ qui les conduit à mettre en place des ateliers et/ou des Associations Sportives de cirque², à réaliser des travaux pédagogiques et didactiques vouée à aider leurs confrères et consœurs dans l'enseignement de cette activité, à se rendre régulièrement à des spectacles circassiens, à suivre des stages ou des formations en arts du cirque et pour certains à intégrer des compagnies amateurs.

Dans cet article, notre attention se porte sur les modalités d'activation de l'inclinaison forte pour les arts circassiens que développent ces individus. Notre propos s'inscrit dans le cadre de la sociologie dispositionnaliste et contextualiste conçue comme « une sociologie de la socialisation (au sens durkheimien et non ordinaire du terme) qui étudie les traces dispositionnelles laissées par les expériences sociales et la manière dont ces dispositions à sentir, à croire et à agir sont déclenchées (ou mises en veille) dans des contextes d'action variés » (Lahire, 2004 p. 28).

Partant de l'hypothèse que le développement du goût pour les arts de la piste chez des enseignants d'EPS revoie à des transferts de dispositions acquises au cours de leur socialisation sportive et à l'actualisation d'aspirations artistiques élaborées dans d'autres cadres de socialisation, l'analyse vise à mettre en lumière les manières dont dispositions sportives et inclinaisons artistiques se « rencontrent » dans la spécialisation en cirque de professeurs d'EPS.

Après avoir précisé le cadre méthodologique dans lequel s'inscrivent nos analyses, l'article met en exergue la place que tient la culture sportive dans le processus d'introduction des arts du cirque en EPS. Nous verrons que le cirque ne s'oppose pas aux pratiques physiques issues du sport et qu'il entre à l'école en contrepoint de la danse. Il favorise ainsi chez les enseignants, comme nous le montrerons dans la suite du texte, l'activation d'appétences artistiques sans remise en cause de l'ensemble des dispositions sportives. Notre examen des modalités de construction du goût pour le cirque chez certains professeurs est éclairé par la prise en considération de l'ordre de genre propre au monde

¹ La passion résulte de dispositions et de fortes appétences pour la pratique en question (Lahire, 2002, p. 414-425).

² Les ateliers de pratiques artistiques sont fondés sur un partenariat entre les services de l'action culturelle de Direction Générale des Affaires Culturelles (qui recrute et rémunère des artistes intervenant auprès des élèves) et du Rectorat (qui rémunère le travail effectué par les enseignants). L'Association Sportive (intégrée à l'Union Nationale du Sport Scolaire, association loi 1901) propose, quant à elle, des cours dans différentes disciplines physiques et sportives avec l'organisation de compétitions. Dans les deux cas, les élèves sont volontaires et participent aux cours en dehors des horaires d'enseignements obligatoires.

sportif. En effet, celui-ci tient une place importante dans les socialisations corporelles sexuées des professeurs et par là même dans leur appréhension des arts circassiens.

Précisions méthodologiques

Les analyses que nous proposons s'inscrivent dans une recherche plus générale, *Institutions, culture et genre. Institutionnalisation des arts du cirque à l'épreuve du genre*¹ dont l'ambition est de combiner différentes méthodes et terrains d'enquête pour essayer de saisir les relations d'interdépendance entre l'institutionnalisation du cirque et l'élaboration de configurations spécifiques du genre (entendu comme système de différenciation et de hiérarchisation des sexes).

L'axe d'investigation portant sur le cirque en milieu scolaire a donné lieu à un rapport de recherche spécifique (Garcia, 2007). Il s'appuie principalement sur trois enquêtes sociographiques dont l'une d'entre elles a abouti à la réalisation d'un film scientifique (Garcia, Chevillot, Jaubert, 2005). Elle a été conduite au lycée Pablo Picasso², situé dans une « cité » de la périphérie urbaine de Lyon (45 000 habitants, recensement de 1999, six mois d'enquête). Une autre enquête a été menée au collège Diderot (Jaubert, 2006). Cet établissement se trouve dans une municipalité « chic » de l'ouest lyonnais (4 997 habitants, recensement 1999, huit mois d'enquête). La dernière sociographie a été effectuée au collège Marie Curie (trois mois d'enquête), situé en zone rurale (1 571 habitants, recensement de 1999), à une centaine de kilomètres de Lyon.

Aux nombreuses heures d'observation et aux entretiens informels réalisés pour les sociographies, s'ajoutent 38 entretiens semi-directifs avec des acteurs institutionnels, des enseignants et des élèves; 129 questionnaires administrés à des lycéens (Garcia, Vigneron, 2006); des observations ponctuelles de cours de cirque dans des collèges et le traitement de 66 questionnaires visant à connaître les propriétés (âge, sexe, trajectoire scolaire, milieu d'origine) et certaines pratiques sociales (sportives, artistiques, culturelles) des élèves inscrits dans les ateliers de l'Académie où a été menée l'enquête.

L'analyse des modalités de construction du goût pour le cirque des enseignants d'EPS s'appuie principalement sur les entretiens formels et informels menés avec les trois professeurs d'EPS chargés des cours de cirque dans les établissements où ont été effectuées les sociographies. La fréquentation assidue de ces personnes durant plusieurs mois dans le cadre des enquêtes a permis de disposer d'une série d'informations à même d'être comparées pour mettre à jour le patrimoine individuel de dispositions et son degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité. En effet, les individus ont été interviewés longuement dans le cadre d'un entretien pré-structuré au début de l'enquête de terrain. Ensuite, nous avons réalisé de nombreuses heures d'observation de leur pratique d'enseignement en prenant note à la fois de leurs manières de faire et de leurs interactions avec les élèves, l'artiste intervenant dans leurs cours et certains de leurs collègues. Dans le cadre de ce travail empirique nous avons eu beaucoup d'échanges informels avec les enseignants (dans leur établissement et en dehors de celui-ci) qui nous ont permis de dresser des « portraits sociologiques » (Lahire, 2002). Ceux-ci sont articulés à l'analyse de longs entretiens semi-directifs réalisés avec cinq autres professeurs responsables d'ateliers de cirque.

¹ Programme retenu par le CNRS dans le cadre d'une délégation au sein du Groupe de Recherche sur la Socialisation, 2004-2008.

² Les noms des établissements et des enquêtés qui apparaissent dans ce texte sont des pseudonymes qui visent à préserver au mieux l'anonymat des personnes concernées.

Nous situant dans une démarche configurationnelle (Elias, Scotson, 1997), nous ne considérons pas le traitement de ces matériaux de manière autonome par rapport à l'ensemble des données dont nous disposons. En effet, les résultats que nous avançons sont issus d'un traitement interrelationnel de toutes les données construites sur les différents terrains d'investigation.

Le cirque à l'épreuve du sport en milieu scolaire **La socialisation sportive des enseignants d'EPS**

Dans le monde sportif, l'idée d'une détermination biologique des sexes qui engendrerait des corps masculins et féminins aux performances physiques « naturellement » inégales est omniprésente et réifiée par les fédérations sportives qui instituent la non mixité des pratiques. Les résistances à l'entrée des femmes dans le monde sportif au cours du XX^e siècle montrent la force des représentations « naturalisantes » de la féminité et de la masculinité qui s'y déploient. D'un côté, les femmes athlètes et robustes pénétrant dans les territoires masculins questionnent les fondements « naturels » de la suprématie masculine (McKay, Laberge, 2006), d'un autre côté, les normes dominantes de construction de la féminité n'intègrent pas la compétition, l'effort, la performance et l'excellence corporelle (Louveau, 2004) qui constituent autant de caractéristiques du corps sportif légitime.

Un des effets de l'ordre de genre propre au monde sportif est que la proportion de femmes professeurs d'EPS est relativement faible (46% des professeurs d'EPS sont des femmes) comparée au poids des femmes dans le corps enseignant (60% pour les certifiés et agrégés) (La Mission statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports, 2001). Bien que le CAPEPS (Certificat d'Aptitude à l'Enseignement de l'Éducation Physique et Sportive) et l'Agrégation en EPS ne soient pas explicitement soumis à l'exigence d'un niveau élevé de compétition sportive, il s'avère, au regard de notre enquête, que globalement les enseignants d'EPS, ont tous pratiqué du sport à haut niveau (compétitions régionales, nationales ou internationales) avant de passer le concours de recrutement qui leur a permis d'entrer dans l'Éducation Nationale. Parmi les femmes, certaines proviennent de la danse ou de la gymnastique rythmique, mais la plupart ont connu des parcours sportifs similaires à ceux de leurs confrères.

Les enseignants d'EPS des deux sexes connaissent ainsi un système relativement cohérent de dispositions construit au cœur d'une socialisation sportive longue systématique et intense amorcée durant l'enfance et se prolongeant dans l'exercice de leur profession. L'habitus sportif ainsi constitué intègre une « morale de l'effort » et un « culte de la performance » où le « dépassement de soi » est particulièrement valorisé (Knobé, 2004, p. 172-173). Ces valeurs « faites corps » trouvent, en outre, à s'actualiser sous la forme de visées éducatives dans l'exercice de la profession d'enseignant puisque le « goût de l'effort » fait partie des objectifs éducatifs de l'éducation physique à l'école (Méard, 2000). Ainsi, bien que l'entrée dans la profession d'enseignant s'articule avec l'arrêt des pratiques compétitives (certaines d'entre elles sont cependant parfois maintenues dans des sports d'endurance), l'enseignement de pratiques physiques et sportives réactualise inlassablement les dispositions sportives des professeurs. En outre, beaucoup d'entre eux consacrent, en dehors de leur activité professionnelle, une partie de leur temps à la pratique sportive.

Le cirque en EPS : une révision artistique des valeurs sportives

Officiellement, l'EPS ne doit pas se confondre avec l'apprentissage d'Activités Physiques et Sportives (APS) considérées comme des « activités-support » pour le développement de compétences sociales et culturelles chez les élèves. Pourtant, comme l'écrit Éric Dugas, « en EPS, on ne fait pas de l'EPS mais du sport ! » (Dugas, 2004, p. 5). En effet, nombre d'enquêtes montrent que les sports dits « de base » (athlétisme, natation, gymnastique et les principaux sports collectifs) représentent presque la moitié des activités proposées en collège et lycée (Terret, Cogérino, Rogowski, 2006, p. 103).

Les APA, quant à elles, tiennent une place relativement marginale au sein de l'EPS et concernent surtout la « danse scolaire ». Bien que d'autres pratiques artistiques puissent être programmées¹, celle-ci tient une position de quasi-monopole au sein des activités artistiques. D'une part, elle fait l'objet d'une importante promotion (en comparaison avec d'autres APA) au sein de la formation continue des enseignants d'EPS. D'autre part, élaborée dans le sillon de l'expression corporelle elle apparaît comme une discipline peu codifiée et facile d'accès pour les non spécialistes. Mais, en prenant appui sur le discours de libération du corps qui s'est développé dans les années 1960 dans le domaine de l'éducation physique (Coltice, 2000), la « danse scolaire » rompt avec la culture sportive et répugne à beaucoup d'enseignants.

Inspecteur Pédagogique Régional (59 ans, professeur agrégé d'EPS, ancien gymnaste) : Les enseignants d'éducation physique dans leur ensemble, lorsque des programmes nouveaux ont introduit les activités artistiques comme possibilité et même depuis progressivement, comme obligation, la réponse massive, en France, c'était d'aller vers la danse. Comme réponse à la demande d'activités de type esthétique. Moi, ça continue de m'étonner un petit peu parce que cette activité danse, elle fait partie des activités qui ne participaient pas à la culture qui massivement est une culture sportive en Éducation Physique. Donc, ça crée une véritable rupture et donc l'activité a été reprise, alors parce qu'il le faut, parce que les programmes le demandent, la pression existe. Donc, les enseignants, comme réponse, ont trouvé la danse. Et on se rend compte et on continue à se rendre compte qu'il y a de véritables difficultés parce que l'affaire n'est pas du tout gagnée. On ne passe pas d'une réflexion centrée sur une certaine vision des productions motrices et du corps qui est centrée sur la performance à une perspective qui elle envisage le corps comme autre chose.

L'ouverture récente de l'EPS aux arts du cirque², est alors conçue par certains enseignants comme une opportunité pour programmer une pratique artistique pour laquelle leurs compétences en gymnastique, escalade ou acrosport peuvent être mobilisées. D'une manière générale, l'investissement corporel que proposent les arts du cirque en EPS entre effectivement en résonance avec une corporéité sportive valorisée par les déséquilibres, la vitesse et les « prolongements machiniques » du corps (Pociello, p. 51). Jonglage,

¹ La natation synchronisée, le patinage artistique ou la gymnastique rythmique peuvent être reconnus comme APA à condition « de les détourner de leurs fondements sportifs (codes de référence, niveaux de difficulté), de les traiter exclusivement à partir de leur dimension artistique existante, de veiller à ce qu'elles conservent leur spécificité motrice » (Le Groupe de Recherche sur les APA, Académie de Poitiers, 2000, <http://www.ac-poitiers.fr/eps/apsa/apa/apagen.htm>).

² Le cirque est entré officiellement dans les établissements scolaires depuis dix ans environ et il a pris place officiellement dans les programmes scolaires en 2000.

acrobaties, équilibres rebutent ainsi beaucoup moins les professeurs d'EPS (issus du monde sportif) que la « danse scolaire ».

Des socialisations sportives modulées par des inclinaisons artistiques Le goût pour les « arts vivants »

Parallèlement aux enseignements obligatoires d'EPS au sein desquels douze à quinze séances (de deux heures) de cirque peuvent être proposées aux élèves, il existe des cours facultatifs de cirque (ateliers et/ou associations sportives)¹. Au cours de notre enquête, nous avons remarqué qu'ils sont encadrés par des professeurs pour lesquels le cirque n'est pas une activité comme les autres. Après s'y être initiés pour répondre aux exigences en matière de programmation de pratiques artistiques, ces individus se sont en effet découvert un goût important pour les pratiques circassiennes qui les conduit à les investir bien au-delà de leurs obligations professionnelles.

En dégagant les éléments qui, dans leurs socialisations pourraient expliquer leur fort intérêt pour le cirque, on remarque d'emblée que celui-ci s'élabore dans des trajectoires favorables à l'édification de goût culturels socialement légitimes. Issus de catégories intermédiaires (avec des parents enseignants pour certains) ou de milieux populaires, les personnes dont il est question, ont eu affaire à des « autrui significatifs »² (parents ou conjoints) les ayant sensibilisés au spectacle vivant selon des logiques de la distinction culturelle caractérisées par le « goût de la réflexion » et le dégoût du « goût des sens » (Bourdieu, 1979).

Six de nos interviewés ont un de leurs parents ou les deux qui étaient professeurs dans d'autres disciplines que l'EPS. Ils sont ainsi issus d'univers familiaux où ils ont développé un rapport culturellement légitime à la culture ; les spectacles de danse contemporaine ou classique constituant des « sorties culturelles » régulières durant l'enfance et l'adolescence. Quatre de ces six interviewés ont épousé un(e) enseignant(e) (les deux autres, des femmes, n'ont pas de compagnon ou d'époux), renforçant au cours de leur socialisation conjugale leur goût pour l'art culturellement légitime et pour le spectacle vivant. Les deux autres interviewés, des hommes issus de milieu populaire, ont construit leur goût pour le théâtre et la danse à la fois dans leur milieu professionnel, *via* les formations en danse contemporaine, et dans leur relation conjugale. L'épouse de l'un (enseignante) et l'ex-compagne de l'autre (danseuse-chorégraphe) sont férues de spectacles de danse.

Mais, l'intérêt pour les spectacles de danse de nos six interviewés ne se traduit pas « automatiquement » en de l'appétence pour la pratique de la danse. En effet, il semblerait, sur ce point, que leurs socialisations sportives constituent un obstacle à leur engagement en tant que pratiquants dans la danse. Nos enquêtés ont tous suivi des formations de danse et se sont efforcés de l'enseigner mais pour aucun d'entre eux la danse ne représente une activité qu'ils apprécient de pratiquer et d'enseigner. Ainsi, la danse ne constitue pas, pour

¹ Pour faciliter la lecture des analyses, nous regrouperons, dans la suite de l'article, ces enseignements sous la catégorie générique « atelier » ainsi dégagée de sa signification institutionnelle.

² Les « autrui significatifs » sont les individus proches qui, dans les espaces de socialisation que représentent la famille et le couple conjugal participent à l'élaboration des dispositions fortes de acteurs sociaux et auxquels ceux-ci s'identifient (Berger, Luckmann, 1996)

eux, une pratique à même d'associer leurs appétences culturelles et leurs dispositions sportives.

À cet égard, le goût de Ludovic G. (39 ans, parents enseignants, épouse enseignante, CAPEPS, spécialisé en athlétisme) pour la danse africaine et le cirque est éloquent quant à l'attrait que des individus socialisés dans le domaine sportif peuvent éprouver pour des pratiques physiques artistiques détachées de « l'expressivité du corps » basée sur l'émotion et la symbolisation du geste que propose la « danse scolaire ».

Ludovic G [il explique qu'il n'a pas suivi beaucoup de cours de danse] : *J'ai été formé en danse quand je suis passé à l'UREPS de Bordeaux à l'époque, je suis sorti en 1991 et donc la seule formation qu'on a eu c'était un Rythme et Mouvement. On avait eu une petite formation danse très légère mais moi j'avais été volontaire pour faire Rythme et Mouvement et ça, ça m'avait beaucoup plus. Sinon, en 2004, j'avais participé à la demande d'amis sur ma commune, une MJC qui est assez dynamique, y'a la femme d'un ami qui fait de la danse africaine et à la vue de son premier spectacle, j'avais été super emballé aussi et je me suis dit « ce serait bien d'en faire ». (...)*

[L'interviewé explique comment il a appris la danse africaine] *Donc pendant 6 mois, une séance hebdomadaire de 2h le vendredi avec les copains. On est voisins donc on n'a pas beaucoup à se déplacer et vraiment ça a été super parce qu'on est parti de rien. Enfin, moi j'amais beaucoup, enfin beaucoup, j'ai toujours aimé ça, le rythme et mouvement ça m'a toujours plu, j'avais fait un petit peu de batterie quand j'étais gosse et du coup, enfin, je ne suis pas batteur du tout mais c'est quelque chose qui m'a toujours plu. (...)*

Et donc, j'ai progressé et en six mois, on a pu participer à ce spectacle et enfin, oui, moi, le cirque et la danse africaine c'est des choses qui vont dans le même sens quoi. Je me rends compte que j'évolue. Parce qu'autant dans la formation, j'étais assez réticent, dès qu'il y a des engins ça va bien mais la danse pour la danse, j'accroche pas. Alors que j'aime bien danser mais pas dans le domaine de l'EPS quoi.

Nos enquêtés ne sont pas « allés vers » le cirque à partir des pratiques sportives. Ils sont d'abord « passés » par la danse, forme artistique la plus immédiatement accessible dans l'exercice du métier d'enseignant d'EPS. Mais, l'opposition de la « danse scolaire » au corps performant brime leurs dispositions sportives. En effet, la danse n'intègre pas « l'idéologie de la performance » et propose, au contraire, un travail sur « l'émotion » et le « sens » dans la gestuelle (Sorignet 2004, p. 58). Alors, la danse n'est pas à même de produire un « effet de compensation » (Lahire, 1999, p. 44) pour des sportifs ayant incorporé du goût pour les arts vivants car elle suppose une mise en veille de la quasi-totalité de leurs dispositions sportives (physiques et mentales) conduisant à des « tiraillements dispositionnels ».

En revanche, le cirque permet le maintien actif de dispositions sportives (la performance physique) tout en activant des dispositions opposées à « l'esprit compétitif » et orientées vers la création artistique. Effectivement, l'investissement des ces individus dans les pratiques de cirque s'inscrit dans un « double mouvement » où des inclinaisons artistiques se substituent plus ou moins radicalement selon les personnes au goût pour la compétition sportive.

Ruptures et distanciations avec le sport

Les enseignants d'EPS responsables d'ateliers de cirque ont tous pratiqué un sport (athlétisme, gymnastique, sport collectif) à un haut niveau de compétition et ont encadré des équipes vouées à la compétition au sein de l'Association Sportive. Mais, au cours du temps, l'initiation à des pratiques artistiques, des problèmes de santé ou une baisse de leurs performances physiques les ont conduits à n'accorder que peu ou prou d'importance à la pratique compétitive.

Ludovic G. : *Moi, j'étais vraiment très sport, très compét'. Maintenant, je m'ouvre. C'est-à-dire que je ne délaisse pas le sport et la compét'. Enfin, je me découvre une ouverture d'esprit, c'est bien, pour moi, c'est une richesse. Quand même, quelque part, plutôt qu'avoir des œillères... (...) Et puis bon, avec la partie cirque, cet aspect artistique que je soupçonnais pas, enfin, je ne savais pas. Je ne savais que ça pouvait m'intéresser mais y'a plein de choses qui sont liées. Ça a été peut-être le déclic.*

Parmi nos huit enquêtés, deux hommes issus de milieux populaires (Stéphane D., agrégé, 50 ans et Georges L., CAPEPS, 43 ans), anciens footballeurs et deux femmes spécialisées en athlétisme (Sophie M, parents enseignants, CAPEPS, 28 et Éliane F., issue de milieu « intermédiaire », 45 ans, CAPEPS) ont quitté le « monde du sport ». Ils n'encadrent plus que l'AS consacrée au cirque et ont cessé toute pratique sportive. Ces individus ont remis en cause leur implication dans le sport à la suite de problèmes de santé, sauf dans le cas la plus jeune d'entre eux, Sophie M. Fille d'enseignants et développant son réseau de sociabilité parmi les professeurs d'autres disciplines scolaires, ayant fréquenté assidûment musées et théâtres durant ses études à Paris, cette dernière juge l'EPS trop « fermée » et prépare le concours de Professeur des Écoles pour « pouvoir enseigner autre chose que du sport ». Sa consoeur, Éliane F., elle, s'engage depuis quelques années dans la pratique du yoga et d'autres pratiques physiques « douces », regrettant de « n'avoir pas quitté plus tôt le sport ».

Éliane F. (47 ans, professeurs d'EPS au collège Marie Curie, CAPEPS, spécialisée en athlétisme) : [Elle explique qu'elle n'est plus très intéressée par le rapport au corps impliqué dans le sport, qu'elle s'est tournée vers le yoga depuis quelques années, à la suite d'un « travail sur elle »]. *Moi, je ne suis plus du tout dans le monde sportif, j'en suis partie, il y a sept, huit ans. Je ne regrette pas. C'est intéressant, parce que mes enfants, ils ont été dans la compétition longtemps, la fille et le garçon et ils se comparaient toujours à moi, aux résultats, etc. Alors, on était dans une espèce d'idolâtrie... Aujourd'hui, ma fille, elle est un peu plus apaisée avec ça. D'ailleurs, elle est en train de faire des études de prof d'EPS, elle les aurait jamais faites avant parce qu'« elle était nulle », parce qu'elle avait de moins bons résultats. Elle fait de l'athlétisme aussi mais pas de la même façon que j'en ai fait. Et c'est bien. Le garçon aussi fait de l'athlétisme. Ils ont fait de la gymn avant, ils ont fait des sports co. [On lui demande si ses parents faisaient du sport]. Oui, en compétition aussi. C'est une histoire familiale ! La musique aussi, parce qu'on est des musiciens aussi donc ça compensait... Ben, ma fille, elle est très brillante en musique, donc ça l'a un petit peu confortée comme au niveau physique, elle était un peu moins bonne. Mais bon... Enfin, qu'elle réussissait moins du moins. (...) Ben, on vieillit, je crois qu'à un moment donné, on est obligé de couper. Le corps performant pour le corps bien-être un peu, hein. Enfin, bon, c'est mon avis. [On lui demande comment certains sportifs continuent, d'après elle, à pratiquer quand ils vieillissent] *Je sais pas [sourire]. Ils sont**

entraîneurs, ils n'ont pas quitté le monde sportif, c'est sûr. J'ai plein de copains, moi, qui sont restés comme ça. Qui passent à la fédé aussi, qui deviennent conseiller fédéral...

Stéphane D. (enseignant au collège Marie Curie, responsable de l'atelier de cirque), ancien joueur de football dont le père était gardien de stade, a été contraint, lui, d'arrêter toute pratique sportive, à la suite de importants problèmes de santé, il y a un peu plus de dix ans. Il s'est alors tourné vers la danse que sa compagne de l'époque, une danseuse-chorégraphe lui avait fait découvrir. Intéressé par les arts du spectacle et baignant dans le milieu artistique par le biais de l'activité de sa compagne, Stéphane D., s'est initié aux arts circassiens dans le cadre de la formation continue. Cela a constitué pour lui une véritable révélation. Fasciné par les spectacles du Cirque du Soleil, il n'a eu alors de cesse de promouvoir l'enseignement du cirque dans son Académie. Il est devenu le premier formateur en arts du cirque de celle-ci, grâce à des entraînements réguliers et une quête incessante d'outils pédagogiques et didactiques dans le domaine circassien. Détenteur du CAPEPS, il a obtenu l'agrégation (concours interne), ce qui d'après lui, a donné de la légitimité à son enseignement en arts du cirque aux yeux des Inspecteurs d'Académie.

Aujourd'hui, le collège où il enseigne fait figure de référence en matière d'enseignement des arts circassiens parmi les professeurs d'EPS de l'Académie. En effet, Stéphane D. a transmis non seulement ses savoir-faire, mais aussi sa passion du cirque à bon nombre de ses confrères et consœurs. Au cours des entretiens que nous avons réalisés avec les autres professeurs d'EPS encadrant un atelier, Stéphane D. a quasiment toujours été cité comme « déclencheur » de leur intérêt pour le cirque.

Tous les élèves du collège Marie Curie sont conduits à faire du cirque et ceux qui le souhaitent peuvent s'inscrire à l'atelier « cirque » qui en 2007, va d'ailleurs leur permettre de réaliser un voyage à l'école de cirque de Montréal. En effet, les spectacles annuels créés par Stéphane D. avec ses élèves sont directement inspirés des représentations du Cirque du Soleil (cirque montréalais). Ils intègrent des acrobaties aériennes (ce qui est extrêmement rare dans le domaine scolaire), des jeux de lumières, des décors, de la musique, de la chanson, des costumes de scène et plusieurs représentations sont programmées au mois de juin. Aujourd'hui Stéphane D. souhaiterait quitter l'Éducation Nationale pour fonder ce qu'il appelle une « école de la créativité ». Se définissant avec ironie comme un « agrégé de pirouettes », il dit continuer à enseigner parce qu'il peut faire du cirque.

Georges L., lui, est, comme Stéphane D., issu de milieu populaire (son père est décédé lorsqu'il était encore enfant et sa mère faisait des ménages pour gagner sa vie). Il s'est inscrit, après l'obtention du bac, à l'UFRAPS (Unité de Formation et de Recherche en Activités Physiques et Sportives) pour devenir professeur d'EPS. Jeune « footeux » (comme il se définit lui-même), il a pris du recul par rapport à sa pratique sportive dès son entrée à l'UFRAPS. Là, avec deux amis également joueurs de football, il a décidé de découvrir la danse « par curiosité ». Marié avec une institutrice intéressée par le spectacle vivant, surtout le théâtre et la danse, son intérêt pour l'art chorégraphique a cru en même temps que déclinait son goût pour le football. Gravement blessé au genou, il y a quelques années, il a cessé de pratiquer ce sport non seulement, d'après lui, pour des raisons de santé mais aussi parce qu'il considère que le football « *n'est plus un sport mais une machine à fric où ne comptent que l'argent et le spectacle* ». Après avoir passé quelques années à encadrer un atelier de danse, il s'est détourné également de cette pratique qu'il pense être devenue "*trop intellectuelle*", au profit du cirque.

Extrait d'entretien

Georges L. : *Donc, j'ai toujours aimé la danse. J'allais souvent à la Maison de la Danse et puis j'ai été un peu déçu. Déçu par les gens qui après, vont trop loin pour moi. C'est à dire que pour moi, c'est plus de la danse après... C'est vrai qu'ils ont des explications un peu théoriques sur leurs créations, moi c'est pas ce que je regarde même si l'explication est cohérente, si en face ce que je vois, ça ne m'intéresse pas. C'est de plus en plus dur d'avoir des places à la Maison de la Danse, de plus en plus cher et puis on a eu des abonnements ou la moitié des spectacles était, moi je considérais nulle quoi. Pourtant c'est des grands noms.*

Pour ces quatre enquêtés, la pratique des arts du cirque et leur enseignement participe d'un processus de transformation de leur rapport au sport et au corps voire à leur métier. Il apparaît que pour trois de ces « anciens sportifs de haut niveau » la rencontre avec le cirque a eu lieu au moment où de sensibles décalages se sont opérés entre leurs expériences passées incorporées (dispositions et appétences pour le sport) et des situations nouvelles liées à une impossibilité physique de maintenir un niveau de performances sportives aussi important qu'auparavant.

Pour les quatre autres enseignants interviewés, la découverte du cirque ne prend pas place dans un questionnement à propos du sens de leur implication dans la pratique sportive. Dans le cadre de la recherche d'une alternative à la danse, leur formation en arts du cirque (en formation continue) est vécue comme une véritable « révélation » qui semble leur permettre d'intégrer le monde de la culture (légitime) sans renoncer complètement à celui du sport. Leur engagement dans les arts du cirque ne les conduit donc pas à rompre avec le sport mais pour deux d'entre eux à se consacrer « corps et âme » au cirque et pour les deux autres à développer, parallèlement à leurs pratiques sportives (d'endurance) des compétences en cirque.

Ainsi, Sandrine T. (43 ans, origines sociales « intermédiaires », conjoint enseignant d'EPS, agrégée, spécialisée en volley ball, enseignante au lycée Pablo Picasso) et Myriam C. (38 ans, origines sociales « intermédiaires », CAPEPS, spécialisée en football) ont intégré des écoles de cirque de loisir et pour la première également une troupe amateur. L'une et l'autre pratiquent intensément et régulièrement les arts circassiens, mettant à contribution du cirque, certaines de leurs dispositions sportives (« morale de l'effort », pratiques acrobatiques). Véronique J. (36 ans, CAPEPS, spécialisée en gymnastique sportive) a une pratique sportive régulière (ski de fond) mais elle « aspire à quelque chose de plus artistique » qui ne soit pas de la danse. Elle a suivi de nombreuses formations en cirque et pratique, comme ses consoeurs, également les arts circassiens dans une école de loisirs.

Ludovic G. quant à lui, fortement impliqué dans la pratique compétitive jusqu'à sa « découverte » des arts du cirque, a cessé l'enseignement du sport en AS (pour se consacrer entièrement au cirque dans ce domaine) et s'est tourné vers l'apprentissage du cirque et de la danse africaine tout en maintenant une pratique sportive intense (ski et course de fond).

Ludovic G. (37 ans, CAPEPS, spécialisé en athlétisme) [L'interviewé nous raconte la formation en cirque qu'il a suivi avec Stéphane D.] *Il me semble que c'est durant l'année scolaire 2002-2003, on nous a proposé l'activité cirque, je l'ai acceptée parce que*

c'est quelque chose qui m'intéressait déjà que je n'avais pas du tout eu l'occasion de toucher ni de près ni de loin et du coup j'ai été emballé. On a eu une semaine quasi complète : lundi, mardi, jeudi, vendredi donc quatre jours de formation. On est allé crescendo dans l'activité cirque. Donc, il y'avait un volet acrosport, un volet cirque et puis jonglerie et équilibres précaires et donc on a évolué sur la préparation d'un mini spectacle à partir du jeudi d'ailleurs tous les collègues se sont impliqués complètement. (...)

Et donc, ça faisait sept ans que je faisais Association Sportive « badminton » et là, immédiatement après le stage, je me suis dit : « j'ai envie d'évoluer » et pourtant c'est moi qui organisais les finales départementales par équipe chaque année. Donc, j'avais des collègues du département, c'était devenu une habitude parce qu'on était bien côté dans le collège et néanmoins j'ai voulu changer et j'ai jamais regretté et donc maintenant c'est depuis la rentrée scolaire 2003-2004.

Chez nos enquêtés, l'orientation vers le cirque et le désinvestissement (plus ou moins important) du sport ne génère pas de tensions ou de tiraillements particuliers. Les analyses d'entretiens effectuées nous montrent que le « passage » de la pratique compétitive ou du sport en général au cirque apparaît comme « naturel ».

« L'expressivité » à l'épreuve des socialisations sexuées

Bien que nos interviewés effectuent avec aisance des transferts de dispositions sportives vers la pratique circassienne, ils éprouvent de réelles difficultés à assortir leurs pratiques physiques de l'« expressivité » corporelle requise par les arts du spectacle. En effet, les facilités observées (par l'analyse du discours des interviewés) dans le passage de la pratique sportive à des pratiques circassiennes concernent des proximités entre la pratique d'activités physiques (la gymnastique sportive par exemple) et des pratiques de cirque (acrobatie, équilibres...). Mais, le cirque à vocation artistique ne se réduit pas à l'exécution de numéros plus ou moins spectaculaires, ni à leur mise en récit (logique dramaturgique qui consiste à « raconter une histoire » pour faire un spectacle). Il relève, pour les artistes, aussi d'une quête d'expression émotive.

D'une manière générale, le modèle de « l'expressivité » théâtrale est hautement valorisé par les enseignants des ateliers de cirque en contrepoint du modèle de « l'expressivité » de la danse contemporaine sur laquelle se fonde en grande partie la « danse scolaire ». Le premier consiste à « donner vie à un personnage » (en puisant éventuellement dans sa propre expérience ou dans sa subjectivité), le second en appelle à « l'intériorité » et d'une certaine manière à l'introspection pour une « expression de soi » par le corps dansant (Sorignet, 2004). Ainsi, dans les ateliers s'impose une figure de « l'homme de scène », comique ou clown¹. Dans les contextes analysés, l'expressivité théâtrale sollicitée par les enseignants chez les élèves est ainsi surtout mise au service de la création de numéros humoristiques.

Or, l'intérêt que les professeurs femmes développent pour le cirque s'appuie, à la différence de ce qui se passe pour les hommes, sur un modèle « d'expressivité » qui n'est pas seulement (et parfois pas du tout) celui de l'artiste comique. Leurs pratiques d'enseignement, les critères qu'elles retiennent pour solliciter des artistes, les manières

¹ Précisions que la figure du clown à laquelle se réfèrent les enseignants renvoie au clown du « cirque traditionnel » mais pas au « nouveau clown » appelé aussi « clown de théâtre » qui consiste en la mise en scène d'un « personnage » élaboré à partir d'un travail d'introspection réalisé par l'artiste.

dont elles définissent les pratiques artistiques montrent qu'elles sont bien plus préoccupées que leurs confrères par la question de « l'expressivité émotive » .

Pour les femmes concernées par notre enquête, l'apprentissage et l'enseignement des arts du cirque apparaît en effet comme une manière de se rapprocher des images de la « féminité » intégrées dans les représentations collectives qu'elles ont délaissées au cours de leur socialisation sportive. L'incorporation de motricités socio-historiquement construites comme « masculines » est en effet, au principe de contradictions entre l'élaboration d'une hexis corporelle fondée sur les valeurs du sport et les attendus sociaux de « féminité ». C'est pourquoi, comme le montre Christine Menesson, « l'expérience des sportives comporte nécessairement des “décalages, des discordances et des ratés” générant une souffrance plus ou moins aiguë » (Menesson, 2005, p. 355).

Le cirque permet à certains hommes d'exprimer des appétences artistiques sans remettre radicalement en question certaines dispositions sportives. Mais, du côté des femmes, il demeure une tension entre des aspirations « expressives » et « esthétiques » reliées à leur socialisation sexuée et une approche du cirque fondée sur des pratiques sportives. En effet, si dans le sous-champ artistique que constitue le « nouveau cirque », on trouve des productions fondées sur la démarche chorégraphique et une gestuelle inspirée de la danse, la convocation du cirque en EPS, principalement motivée par des résistances à l'enseignement de la danse, implique une mise à distance du corps dansant dans les arts circassiens. Ces derniers se présentent alors comme une « forme culturelle » privilégiant des modes d'expression artistique autres que ceux proposés par la danse contemporaine.

En ce sens, l'engagement des professeurs femmes dans les arts du cirque laisse relativement en suspend des aspirations esthétiques corporelles (grâce, expression émotive...) acquises dans le cadre des socialisations féminines et mises en veille (partiellement tout au moins) dans les processus de socialisations sportives. C'est pourquoi, à la différence de leurs confrères, celles que nous avons rencontrées cherchent à intégrer dans leur pratique artistique et pédagogique du cirque, une gestuelle et une expressivité extraites de la danse tout en affirmant (dans les entretiens et dans les interactions avec les élèves) que le cirque est différent de la danse.

Véronique J (36 ans, professeur d'EPS dans un collège classé en ZEP/REP, CAPEPS, spécialisée en gymnastique sportive) : *En fait, moi, je suis partie au niveau du cirque, surtout sur ce qui est jonglage et une partie boule, monocycle... Etant gym [il s'agit de gymnastique sportive] à la base j'ai voulu vraiment me spécialiser. Donc, je sais pas, tout ce qui était roulade, des choses comme ça, j'avais envie de m'éloigner de ça. Et donc, l'intervenant de l'année dernière [un artiste circassien], il m'a apporté surtout la technique par rapport à ça. Et la limite de son intervention, c'était qu'à la fin, il avait du mal, comme moi, au niveau de la création. Arriver à faire créer... Enfin, passer du mime à quelque chose de créatif et avec une certaine émotion, c'était son point faible et moi, c'est mon point faible mais je le sais donc... Donc, c'est pour ça que cette année, j'ai demandé plutôt quelqu'un qui était danseuse et qui était sur ce créneau là quoi. (...) Moi, je pense en regardant ce que je fais que c'est beaucoup trop technique.*

En fait, les professeurs femmes rencontrées sont relativement réfractaires à l'enseignement de la danse mais entretiennent vis à vis de celle-ci une relation ambivalente faite d'attrait et de dégoût que l'on ne retrouve pas chez leurs confrères. En effet, si c'est derniers ont, au cours de leur trajectoire professionnelle, enseigner la danse, leur intérêt pour les arts du cirque a signifié l'abandon de toute préoccupation pédagogique à son

propos. L'entrée dans une pratique artistique fondée sur une « idéologie de la performance » favorise le déploiement de dispositions construites au sein de l'habitus sportif mais ne permet pas, en même temps et pour la même activité, l'activation de certaines dispositions corporelles et représentations sociales du corps féminin élaborées dans le cadre de socialisations féminines.

Conclusion

L'introduction des arts du cirque en EPS permet aux enseignants issus du monde sportif de trouver une alternative à la danse. En effet, le cirque par ses références gymniques (acrobaties, portés, équilibres) et les prouesses physiques qu'il suppose est en congruence avec les représentations du corps et des activités physiques élaborées dans le sport et incorporées par ces enseignants. Parmi eux, certains se découvrent une véritable passion pour les arts circassiens qui s'articule avec une mise en question de leur pratique sportive.

L'examen des modes d'élaboration de fortes inclinaison pour le cirque chez certains individus nous montre que l'on a affaire au transfert de certaines dispositions sportives élaborées dans une pratique compétitive, vers une pratique artistique. L'initiation aux arts circassiens (dans le cadre de la formation continue) agit comme un véritable « révélateur » d'appétences et inclinaisons pour le spectacle vivant construites au cours de la socialisation familiale ou conjugale des individus. Le déclin de la pratique compétitive s'associe alors pour certains avec une montée en puissance de goût pour la pratique circassienne. Les enseignants concernés développent ainsi des pratiques professionnelles et de loisirs les conduisant à renforcer leurs compétences culturelles et physiques dans le domaine des arts de la piste. Le cirque ne vient pas seulement « combler » la place laissée par la pratique compétitive, il facilite la rencontre entre des dispositions sportives « chevillées au corps » et des goûts culturels jusqu'alors mis en veille dans le contexte professionnel.

Mais, on constate que si la rencontre entre socialisation sportive et inclinaison créative est relativement « heureuse », elle ne satisfait pas totalement les aspirations en matière « d'expressivité corporelle » des femmes. En effet, une contradiction se fait jour, chez elles, entre la quête d'une activité artistique faisant appel à leurs dispositions sportives et une certaine attirance pour l'esthétisation du corps et l'expression émotive acquise dans le cadre de leur socialisation sexuée et contrecarrée par leurs carrières sportives.

Bibliographie :

1. Berger P., Luckmann T. 1996 (1966), *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin.
2. Coltice M. 2000. *La danse au collège : le modèle de « pratiquant culturel »*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Lumière-Lyon 2.
3. Bourdieu P. 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.
4. Dugas E. 2004. « Des pratiques sociales aux pratiques scolaires en EPS : des logiques de scolarisation plurielles », *Revue Française de Pédagogie*, n°149, p. 5-17.
5. Elias N., Scotson J. L. 1997 (1965). *Logiques de l'exclusion*. Paris : Fayard.
6. Faure, S., Garcia M-C. 2005, *Culture hip-hop. Jeunes des cités et politiques publiques*, Paris : La Dispute.

7. Garcia M-C, Vigneron C. 2006. « Le cirque à « l'école des banlieues », *Agora Débats/Jeunesse*, n°41, p. 32-48.
8. Garcia M-C., 2007. *Le cirque en EPS. Configurations de genre, féminité, masculinité*. Rapport de recherche effectué pour le compte de la Mission Égalité de l'IUFM de Lyon et le Centre Louise Labé : Groupe de Recherche sur la Socialisation-Université Lumière-Lyon 2.
9. Jaubert G. 2006. *Sociographie d'un atelier de cirque au collège : variations de genre et pratiques artistiques chez des collégiens*. Mémoire de Master 1 de sociologie : Université Lumière-Lyon 2.
10. Knobé S. 2005. « Peut-on acquérir le goût de l'effort ? L'exemple de Strasbourg en matière d'insertion sociale par le sport », in Falcoz M., Koebel M., (dir.) *Intégration par le sport : Représentations et réalités*. Paris : L'Harmattan, p. 171-185.
11. Lahire L. 1999. « Esquisse du programme scientifique d'une sociologie psychologique », *Cahiers internationaux de Sociologie*, Vol. CVI, p. 29-55.
12. Lahire B. 2002. *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*. Paris : Nathan.
13. Lahire B. 2004. « Sociologie dispositionnaliste et sport. Généralistes et spécialistes ». Société de Sociologie du Sport de Langue Française, *Dispositions et pratiques sportives. Débats actuels en sociologie du sport*. Paris : L'Harmattan, coll. Sports et Société, p. 23-33.
14. La Mission Statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports. 2001. « Le sport et les femmes », *Stat-Info*, n°01-03.
15. Louveau C. 2004. « Sexuation du travail sportif et construction sociale de la féminité », *Cahiers du genre*, n°36, p. 163-183.
16. McKay J., Laberge S. 2006. « Sport et masculinités », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 23, p. 239-267.
17. Méard J-A. 2000. « Donner aux élèves le goût de l'effort », in Delignières D., *L'effort*. Paris : Revue EPS, p. 77-90.
18. Pociello C. 1993. « Les défis de la légèreté corporelle. (Les pratiques corporelles en mutation) », *Esprit*, n°11, p. p. 49-53.
19. Sorignet P-E 2004a. « Être danseuse contemporaine : une carrière "corps et âme", *Travail, genre et sociétés*, n°12, p. 33-54.
20. Sorignet P-E. 2004b. « La carrière de danseur », Société de Sociologie du Sport de Langue Française, *Dispositions et pratiques sportives. Débats actuels en sociologie du sport*, Paris : L'Harmattan, coll. Sports et Société, p. 55-68.
21. Terret T., Cogérino G., Rogowski I. (dir.) 2006. *Pratiques et représentations de la mixité en EPS*. Paris : Revue EPS.
22. Film scientifique

THE WOMAN IN THE CHRISTIAN SOURCES (280-313). A REFLEXION.

Dr. Martín IBARRA BENLLOCH
Instituto Mariológico de Torreciudad

Abstract: *The object epoch of our research, from 280-313, corresponds to a very passionate period of transformation of society and State with a change of mentalities which was progressive but very radical. We haven't pretended to analyze the great protagonists of this transformation, at least not the way they are reflected in the sources. On the contrary, we have tried to get closer to a part of population and christian society, to analyze how it was considered, and what its role in the diffusion and propagation of Christianity: christian women. We analyze the sources, Arnobius of Sicca, Lactantius, Eusebius of Caesarea, Methodius of Olympe, the Acts of Martyrs, The Elvira's Council, the letters of Egypt. And we have some conclusions.*

Key words : Christian sources, woman, Church, Christianity

1. An epoch of transformation and change.

The object epoch of our research, from 280-313, corresponds to a very passionate period of transformation of society and State with a change of mentalities which was progressive but very radical. In this sense one has to interpret the selection of a chronological frame, which does not correspond only to political avatars. This is the reason why we close the year 280 and not 284, because there is a series of transformations which exceed from the field of politics. It's a conventional date, as it is the final one 313. We could have chosen others, significant as well, as 311, with the edict of tolerance of Galerius, or 314, the summons –and posterior celebration- on the part of Constantinus from Arelate Council. But we think that from all the possibilities the best and the clearest one, which guaranteed a better cohesion of this period, was 313, which indicates the moment of inflexion, not only the tolerance, but perhaps the situation of privilege of Church within the Empire ¹.

What seems obvious is that on the part of emperors and Christians as well, from 313 on, there is a different attitude from the one there was a few years before. This is evident in numerous writings and is a symptom of evolution of society and Roman State, as well as the very Christians. There hasn't been any intention of analyzing the growth and the expansion of Christianity in this period; but to verify what happens to the tolerance of a fact, but not the law the denominated "little peace of Church", with which we assist to an unstoppable process, materialized, among other edict of tolerance of Galerius of 311, and

¹ Cfr. M. Ibarra Benlloch, 1990. The historical context and the christian sources are studied here in deep for these years.

two years later with the edict of Nicomedia of 313 with complete liberty ¹. The change of the society has been notorious. The importance of the Christianity within it too, managing to get over one of the most difficult tasks in its short history. We haven't pretended to analyze the great protagonists of this transformation, at least not the way they are reflected in the sources. On the contrary, we have tried to get closer to a part of population and christian society, to analyze how it was considered, and what its role in the diffusion and propagation of Christianity: christian women.

Their importance and role had to be decisive in this unstoppable expansion of Christianity. In this sense we have numerous references to their behaviour and attitude in the Acts of Martyrs and in different works of christian writers, above all Eusebius of Caesarea. There are numerous studies of christian literary sources in these years, although its subjects are usually very limited. The same happens to the studies which refer to christian women. With the further difficulty of lack of synthesis works which are based on exhausting, detailed exams of sources which deal with them. In fact, there are particular studies, or studies of determinate aspects which affect marriage, betrothal, sexuality, or the role of women in the Church. This is explained through the complexity of topic and strong connexion with other fields of investigation, Anthropology, Filology, Laws, Theology, which make an approximation to christian women of this period very diverse. The studies from Ancient History where a fertile line of investigation is placed standing out the presence of women at work and in economy, their social and religious importance, their political action –active, although not public-, as peculiarities and particular evaluation on a local or regional level within the diverse people of whom Roman Empire consists.

The same happened to the study of christian women, with a total revision of sources, and a detailed study of very concrete aspects. Because of that, this article contributes to cover an existing gap. Synthesis we think represents a great interest to enable putting in context different allusions –normally dispersed- which help a better understanding of the way this radical transformation of society and expansion of Christianity was carried out. It also seems an illuminating approximation in the comprehension of how women were considered in general –the Christian ones particularly- by the very Christians at the end of the third and the beginning of the fourth century, vision which isn't exempt from alterations and changes, when a slow but gradual evolution seems to be present in a very particular way from 313. We consider this aspects of great transcendence, not only to explain the situation of women some decades or centuries later, but also to be able to value more adequately a series of attitudes and historical circumstances of the Church and the State which left their mark in a very considerable part of population ².

2. A view of the sources.

The diachronic research, the analysis of sources is ever the most important. In this sense we have to point out that all the sources we considered from the very beginning weren't worth as a historical entity from which we could take out some reliable dates. They only could serve us as an inventory to carry out a labour of a catalogue and to attain diverse maps where the appearance of christian women in this period is registred. In this

¹ Cfr. Lact., *mort* XXXIV,1.4; XLV,1; Eus., *hist. eccl.* IX,9,12. Cfr. M. Sordi, 1965, 401, 406.

² Very interesting, M. Amelotti, 1961; Ch. Munier, 1979.

concept there was the majority of writings about the Acts of Martyrs and Passions which we consider worth analyzing, not in this moment, but at the time they were written, some decades or centuries later. Their mental horizon is very different from the one we considered and because of that the historical value of the biggest part of narrations is insignificant.

The same happens to the work of Prudentius which we read with attention and don't have it in account. This doesn't mean that we deny historicism of Encratis and her companions, Eulalia or Agnes. We simply think that they serve more for studying how Christians of middle to end of the fourth century considered the tortures or great persecution, above all a group of women, normally young ones, many of them consecrated virgins who behave themselves fearlessly and courageously –adjacent in the fear and provocation in some cases- in confession of their faith. These books were written in a period of a relative peace of the Great Church; their characters propose as examples to other Christians, precisely in a very passionate moment for the growing influence of Christians in the society, but which do not levy from them an excessive effort or a firm attitude as their predecessors had.

Because we find a process of idealisation of what happened in great persecution, recreating and imagining some things which could not always happen. We observe this in Eusebius, in the selection he makes in his *Ecclesiastic History* of the most brilliant and heroic behaviours, without making references to apostasies or to some less edifying behaviours ¹. Apart from that the very Eusebius introduces some changes from one work to the other. We can observe it clearly in *Martyrs of Palestine* where a heroic behaviour of normal woman as servants, wives, widows does not appear; great protagonists are consecrated virgins pertaining to *ordo uirginum*, clearly in a minority of society and within the Church. Order of the virgins who appear in a very coherent form of a long narration in this very work in which Eusebius introduces some lexical and ideological innovations ².

This change of idealizing attitude which we pointed out in some christian writings, made us take into account the chronology of each work, its addressee and intention with which they were written. This way the allusions of *Symposion* of Methodius are much better explained, the book fundamentally written for christian virgins, to whom it recommends some things while other authors as Lactantius, who writes for a larger audience and makes them more extensive to all cristians. So, the prayer, the study, the acts of compassion or the search for holiness. We find something similar in the work of Arnobius of Sicca which has, as the main intention to point out the error of pagans, choosing a guide of a systematic critic and also the humilliations of men's pride ³.

All the contrary to Lactantius, who from his first work *de opificio Dei* considers a man as a center of creation, created for him. In this idea he coincides with other writers who aren't Christian, who he has no objection to cite, when he already addresses the pagans above all, he thinks they will believe in Cicero or Varro more than in the Bible, which he knows much better that it might seem at first sight ⁴.

¹ Eus., *hist. eccl.*, VIII,2,3; VIII,7,1.

² Cfr. v.gr. Eus., *m.pal.*, VII,1.

³ Cfr. H. Le Bonniec, 1982, 11 ss.

⁴ Cfr. M. Perrin, 1974, 25.

Besides, we tried to have in account that in some writers as Eusebius and Lactantius, a big evolution in some aspects of one work or another is given. Lactantius' attitude very radically in *The Divine Institutions* to the attitude of *de mortibus persecutorum* in many aspects, above all, due to mutation of the situation of religious intolerance to another of liberty or to a clear favour of Christianity. Because of that we limited ourselves to the works, to the authors, letters and councils which we consider from this epoch and which speak about this short period and have been written shortly after, being of a relative solvency and historical veracity. This is the case of two works of Eusebius of Caesarea which we study, *Ecclesiastical History* and the *Martyrs of Palestine*, and the work *de mortibus persecutorum* of Lactantius. This implies the denial of other works of these writers as *The Evangelic Preparation* or *The Evangelic Demonstration* of Eusebius, the same as *Vita Constantini*. We haven't studied other Lactantius' works as *The Epitome*, to correspond clearly to another mental horizon more centred on the exhibition of christian doctrine which isn't its defense.

This selection of sources, after we have studied them thoroughly, has been realized with some other sources which are not literary. So, from private correspondence from which we consulted hundreds of letters, although we only comment a bit more than a dozen in which a figure of the mother of a family appears in a very fundamental form.

The same happens with the Acts of the Martyrs, reduced to the minimum expression, *The Acts of Agape, Quionia and Irene*, possibly a sewing of different writings an *The Acts of Fileas*, bishop of Thmuis, who keeps loyal to God in spite of opposition of everybody, of the closest people as well.

On the other hand, a general view of women which is offered by Council of Elvira, which we study with attention for its intrinsic importance and being the first canons preserved in a Synod or in a Council is extremely interesting. It is vital to complete some of the characteristics of women of this epoch, as the liberty and wilfulness at work, personal married couples, their initiative to marry or remarry or the possibility to choose – and maintain- in the election of a state of life as the life of consecrated virgins. But also, from a wider point of view, being able to compare, in some occasions, their relations with men in topics as marriage, adultery, separation, widowhood, relations before marriage, second marriages or ecclesiastic celibacy. So, it is clear that we have to think deeply about this Council which might be a canon collection, which would resolve numerous problems and contradictions which haven't found a convincing solution until the date.

With this view, christian sources, although not abundant and with a serious inconvenient of its variety and dispersion, are completed and mutually considered, permitting a realization of a synthesis labour. A historical speech which must take into account, necessarily, anthropological conception of sources, which makes many of the allusions to women and female clear, in this period, which in another way could lead us to conclusion about some topics, as extended as lacking in fundament. As we have the occasion to prove the great importance of anthropology in works of christian writers, as Methodius, Eusebius or Lactantius which is fundamental for understanding the posture about female and women in general, and christian women particularly. Besides, we have made some fortunate comparisons with writers that are not Christian, as the case of Porphyrius, who uses a similar anthropology, with similar expressions, although these similiarities, which happen with a relative frequency, are a simple appearance ¹. What

¹ Cfr. J.M. Demarolle, 1970.

proves once more, a necessity of realizing a detailed, source conscious analysis, which serves to delimit which things could be of the same period, which expressions or concepts were valid for both, pagans and Christians, although everybody reads a different thing, what were christian innovations, or what is the product of an ordinary life and is adequate for the theory or the other way round: how, starting from some anthropological determinate estimates, a prototype of a woman with some determined characteristics and not others is being forged, etc.

This importance of anthropology corresponds to a parallel effort when it comes to studying used terminology, which in some occasions has a precise reflexion of itself, which is clearly seen in Eusebius of Caesarea where its inner evolution is followed not only through appearance of some new topics, or conceding them a new relief, but in use of a different vocabulary, more genuine and characteristic for another type of mentality, as in a long writing of *The Martyrs of Palestine*, in the adjectives which describe consecrated virgins (7,1).

A similar importance is observed in the Council of Elvira, debtor of anterior Latin literary sources as it is the case of Tertullianus, Minucius Felix and Cyprianus of Cartago and some obvious similarities with his contemporary Lactantius, besides tackling some cases we found in a repeated form in some other writers as Irenaeus, Hippolytus Romanus or Clemens Alexandrinus, above all. Referring to the vocabulary which alludes to women and everything that refers to them, an intelligent selection, but not arbitrary at all is observed, the same as with the topics of canons which vary from one group to another and which we think must have a logical and rational explanation, being one of the reasons that led us to consider very carefully the possibility of facing a canon collection being very difficult to explain differences and problems which are implanted in this council with its 81 canons ¹. Anyway, in the study of terminology we haven't pretend to realize an exhaustive, complete analysis. The conclusions we have come to, being thought provoking, and as we think, quite solid, are always partial and limited, never extrapolable to other authors and works, another time or place.

We should keep in mind that many allusions to christian women of this period are indirect, the majority of them, in fact. Others, on the contrary, make references to general topics or to other cases. Direct allusions are not very frequent, although they are of a great interest. This way we contemplate different mentions of women in the work of Eusebius of Caesarea which describes in details great persecution in Egypt and Palestine. There, not only numerous cases of tortures and confessions of faith of women and consecrated virgins are presented, but also outrages to which they were submitted. In some of those characteristics he coincides with his contemporary Lactantius in recreating libido, which appears in a very lively form in the case of Valeria, the daughter of Diocletianus and the wife of Galerius and Prisca, her mother ². Some other times we don't come across historical tales, but theoretic elaborations, as the ones of Metodius in the *Symposion*, dedicated, above all to consecrated virgins. There, we have a long exhibition of what they think about virgins, which includes diverse allusions to marriage and widowhood. To this we have to add private correspondence which shows us common women in their everyday

¹ Cfr. M. Meigne, 1975, 361-387.

² Cfr. Lact., *mort.* XXXV,3; XXXIX,1. Eus., *hist. eccl.* VIII,9,1-3; VIII,12,2-4; VIII,12,5; VIII,14,12-16; IX,9,9; *m. pal.* III,1,3; VII,1; VIII,5-6; IX,3-8.

activities. Vision they offer us complements both, theoretic approach of some christian writers and a dramatic and nervous attitude in the narration of events of great persecution which Lactantius and Eusebius reflect, to whom they are inappropriate.

The analysis of sources, main and necessary, is completed by synchronic study: the “young girls, maids and virgins”, “the married” and “the widows”.

3. Some conclusions.

Thorough, systematic study of christian sources, literary or non literary, which makes reference to christian women has led us to a series of conclusions, many of them of a partial character. Because of that, it's important to carry out a global balance, grading and weighing the dates.

Until this moment, Christianity had been illicit, chased religion. On Christian part it had been insisted on things which shouldn't be or be done more than ones that should. And when positive affirmations were made, they seem too theoretic. With the tolerance of fact from 306 in the West, the legal one from 311 and a possible privilege from 313, it starts to be necessary to adapt theory to practice, having in mind that we don't try to refuse a society, habits, moral and laws, but basically to make them christian. In summary, for writers and bishops it's necessary to re-elaborate many approaches, adapt normal life of christian life whenever possible, and offer, for this, new models of behaviour to serve as a guide and reference for faithful and catechumens.

3.1. Women and female things from an anthropology which is common for both pagans and christians.

The first element which stands out is the affirmation of how christian writers, men of their time, with a cultural knowledge, an anthropology and literary likes, are very similar to their contemporaries, since it couldn't be in other way. In the second place, they have lived a historical process intensively, which was very important not only for Christianity, but also for society and Roman State. Historical changes which have left an indelible mark on their personalities and their writings, and for that in some occasions they have become real protagonists of history, with possibility of direct influence on those who make legislative and political decisions.

That is the case of Lactantius, Crispus' teacher, son of Constantinus, of Osius of Corduba councillor of Constantinus, or Eusebius of Caesarea. Parallel to this we find adhesion to principal ideals of *Romanitas* also in diverse councils, out of which *the Council of Elvira, Roma and Arelate* are a palpable proof. In the third place and related with evolution and change of christian writers it's confirmed how these events affect capitally the perspective they have about numerous aspects, modifying some criterions which affect women and feminine matters a lot, as well as their place in society, Church, the search of new prototypes to which they can aspire, once classical pagan models are overcome.

Inheritors of a way of life, customs, education and anthropology which is being transformed, christian writers will use the same way, always having in account receivers of their writings. So, the focus of many topics is radically different in the *Symposium* of Methodius, addressed to Christians –better said to christian virgins- from *Divine Institutions* of Lactantius, addressed equally to educated public, pagans or Christians. Starting from these, it's necessary to study each and all of the allusions in their context, in the concrete work, in the author and, the end, in modern writers. With it we can value and discern

precisely quite a lot of allusions which could cause some difficulties. In this sense, anthropological study of each author is shown as something indispensable for accurate knowledge of their thoughts and reliable discernment of many expressions in relation with women and feminine matters which could be ambiguous.

So, we prove the existence of a received cultural inheritance which considers feminine matters negatively, with presence in numerous Greek classical authors and also in the work of Philo of Alexandria, which had a powerful influence in Origenes and his disciples. Filonian idea that acts are masculine or feminine if they are directed or not towards virtue is well known. This explains a bit better allusions to those women who have masculine behaviour –self-control-, and men who have a feminine way of behaviour – dominating concupiscence, fear and irrational things-. They also establish intellect/senses paradigm, assimilating it to Adam/Eve ¹. But this is never referred to a moral or anthropological aspect, which would have supposed a pejorative vision of women. Because of this Christian writers of this period make clear differences between feminine matters, which have a high pejorative dose, and women who are always considered positively.

3.2. Ontic and baptismal equality. Liberty and responsibility.

As before persecution which begins in February 303, and during the same, approaches were more theoretic after 311 or 313, the vision changes radically. People start to think seriously about education, teaching, which would definitely have Christian patrons, about a city which would have collective behaviour and a different juridical order. Spread of Christianity is not interrupted only by persecution, but it gets bigger. In peace time, the growth, materialized through temple building, with much bigger capacity or through the growth of number of catechumens and Christians, obliges to give some priorities in practical aspect, not only to writers –some of them are bishops, as Eusebius-, but to the very bishops who rule, among other things, incorporation of Church and look for exemplary behaviour of all Christians and catechumens, refusing all those pagan and Jewish adherences which could preserve new converts.

However, we can speak about a series of ideas which characterize Christian women in this period with independence of evolution of Christian writers' thoughts. In the first place we have an affirmation of ontical, creaturely equality, of women and men, which Methodius explains thoroughly, not only for the body, but for the soul which has to be shaped "with traces and lines of Christ" ². This creaturely equality demonstrates us men's dignity, all men's dignity, reaffirmed through incarnation of Christ. Men are, in expression of Eusebius, the creatures that God loves most. This creaturely equality is complemented by equality of virtues that everybody has and must grow. All Christians have an obligation to be saints developing these virtues, as Methodius and Lactantius affirm ³. Nobody is freed. So, there isn't moral inequality which some people saw in Elvira's Council and which we could prove is not seen neither in number of canons nor in a treat received by men or women.

¹ Cfr. Phil., *de cher.* 41; 57. Orig., *hom. in gen.* 1,15; *hom. in ex.* 2,1. Met., *sym.* III,1,53; III,5,61-63. Cfr. A. Orbe, 1963, 324, 330.

² Met., *sym.* VIII,8,190-191. Eus., *praep. ev.* VII,18,3.6.

³ Met., *sym.* I,4,24. Lact., *inst.* VI,10,1-8; I,20,25.

To creatural and equality of virtues we have to sum up baptismal equality. Baptism incorporates with full right, women in economy of salvation of Christianity. Church in expression of Methodius, engenders new children through baptism, whom it has to educate similar to Christ "the way that in each one, man or woman, for the faith or supernatural knowledge Christ is born" ¹. This equality within the Church makes rights and obligations common, and also that the attitude of opposition in faith confession or torture is the same.

Besides this, ontological, creatural, baptismal and equality of virtues, wilfulness and liberty of acting is continuously reiterated ². Liberty and wilfulness which characterize women in Christian writers when it comes to explaining responsibility of sin, personal or voluntary responsibility, or the election of determined way of life. They have full right to choose, developing in the case of incorporation to *ordo uirginum*, second marriage of a widow, etc. They also have a continuous discernment acting and thinking very strictly, trying to adapt actions, thoughts and words to God's love as it is reiterate continuously in metodian Symposion. It's the same liberty we find reflected in displacement of women, the way it is detached from the study of epistolography and some allusions of Eusebius, above all the ones which refer to virgins.

3.3. Specific characteristics: oration, study, charity works, proselytism.

We can wonder if there is anything that characterizes Christian women in a special way. In the beginning, there is. Christian writers point out the necessity of praying and being well-educated, at least in Holy Scriptures. Their intelligence and free will is presumed; women are all orators of Metodian Symposion who realize arduous, difficult exegesis and have recourse ³ to numerous comparisons and allegories ³. This means a clear intention of dignifying of women. Besides oration and study they have to do all kinds of works benefiting others, charity works which Lactantius mentions meticulously making them extensive to everyone and which Methodius comments only for virgins ⁴. In this, we speak about a precise adaptation of message for subject receiver, different in each case: Christian virgins on one side, heterogeneous public, cult pagans above all, on the other. This is something decisive, and that's why we have taken it into account.

Both in oration, study and charity works and in diverse allusions of Lactantius or Methodius that Christians have to speak about God, a labour of diffusion of Christianity of these women is inferred, always realized privately. Only in case of virgins, they seem to have more notable role in this work -the same as works of charity, as it appears in Eusebius-, for their better availability. However, the protagonism of virgins will always be limited and, as it seems, it will also be given within private sphere.

Thank to private correspondance we know some of their problems, not original at all, about everyday life. Chores and worries of those women are not different in the biggest part of things from the rest of women of this epoch. Everything hints that they lived in full and nearly absolute normality among their relatives, friends and neighbours. In this sense it's necessary to suggest the possibility that many of the names that are cited in these letters -generally in initial or final greetings- are not Christian; it shouldn't surprise us since it

¹ Met., *sym.* III,8,71; VIII,8,190-191.

² Cfr. *P. Oxy.* 1773; *P. Bol.* 12.

³ Cfr. Met., *sym.* V,4,119; *act. Agapes* V,1; Eus., *m. pal.* VIII,4.

⁴ Eus., *hist. eccl.* VIII,12,5; Met., *sym.* VI,4,143; Lact., *inst.* VI,10,8 ss.

could hardly be different. Besides, we have to know that tolerance was habitual in Roman Empire, specially in Egypt, with some strong, common syncretics. There is a solitary example of Oxyrrhynchus where Christians and other people live together without great problems, knowing about existence of two churches, a synagogue and about twenty temples at the end of the third century ¹.

3.4. Ritual opting out and general adaptation in the frame of Romanitas.

If anything distinguishes Christian women it is the difference between Christians and the rest of population. That's what Galerius' mother reproaches them for: they abstain from sacrifices. But also from spectacle and other kind of acts with idolatrous connotations or that they commit an outrage against moral and customs very gravely. But in some occasions they could attend some of these acts, although they did it passively as if they were strange or different from the rest of society. This is the exclusiveness that is censored; this negative persistence to participate in some concrete acts of loyalty to Empire or emperor.

Except from this very determined opting out, in the rest of things a total adaptation of values is observed, rules and customs of *Romanitas* which is clearly appreciated not only in writers but also in the Council or canon collection of Elvira. A clear example is the example of marriage, in spite of social or religious limits that parents are faced with then it comes to marrying their daughters. We won't question the rights of parents any more, neither indicate any peculiar case of second marriage. It would be the usual one in the epoch and in laws, as it had happened in previous centuries. Only from now on, we can consider a possibility of change in some aspects, with institutions, ceremonies and genuinely christian manners.

If in some things christian influence on the society and legislation is noticed, it's possible that in some others they incorporate and make their own elements which until then had practically been unknown by the Church. This is, for example, the case of betrothal, ruled by Constantine and accepted without any discussion by bishops and christian writers.

3.5. Women within the Church.

In this epoch, virgins have a special importance in Christian communities and in Church in general, receiving a specific sanction in the Council of Elvira –c. XIII-. But from having a singular relevance, for their better availability, after the persecution they become new heroines of Christianity. We proved this in Eusebius of Caesarea in his *Ecclesiastic History*, where in books VIII-X only servants and married women appear. On the contrary, in *The Martyrs of Palestine*, a work which followed the persecution, the only ones that are mentioned, and in a nominal way are Christian virgins, the great protagonists of his work, as they will be in numerous historical, novelized or legendary acts of martyrs.

Until now virgins lived with their parents, brothers or sisters, trying to harmonize their work, household and social and economical condition with their state of consecrated virgins. That could be quite difficult -although not impossible-, in many occasions. There were some objective difficulties for their regular formation, to maintain unmarried if their parents disagreed and also for their cohesion as *ordo*, known and distinguished. To this

¹ P. Oxy. 43. Cfr. A. Martin, 1979, 3-26.

dispersion of virgins, differences of a minimum infrastructure of the Church is added - human and material means- and the precarious of the state of Christianity, in these years still illegal and persecuted religion. But this changes from 313, with immense possibilities of spread of Christianity and a real necessity of women's presence in assisting and catechistical labours among them.

In this sense, absence of mentions powerfully attracts attention of deaconesses and "widows", the "authentic widows" in this period. In private correspondence also, where one can find numerous allusions to clergy at the end of the third century, no allusion to virgins or deaconesses is found. There are only allusions to *ordo uirginum* from 280 until 313. It's difficult to interpret this silence, above all, because it shouldn't be something merely casual, if we think of Eusebius. He, as bishop of Caesarea of Palestine, should have known them, or at least, he should have cited them in some of his numerous documents he transmits from anterior authors in his *Ecclesiastic History*. But, as he has a special interest in pointing out the role and importance of virgins -above all in posterior works-, he completely avoids allusions, direct or indirect, of deaconesses or "widows" in this work. This qualified, and because of that very significant silence should oblige a reapprach to "deaconesses" being able to doubt about their remote origin, guaranteed by very scarce sources and difficult chronological establishing.

The silence about deaconesses and virgins should correspond to the role of women within the Church. Their labour was surely fundamental for the spread of Christianity, although the sources do not deepen the topic very much. We can see definite protagonism of mothers of the family as teachers and agglutinants of the family, where they have a special importance. In the family, they have a christianising task, they take charge of particular education of their children, as Antiochy mother of Eusebius' narration ¹. The field of influence would not limit on children, but would spread onto the rest of relatives. This seems evident in some passages of *Ecclesiastic History* of Eusebius, but above all in private correspondance. To this we have to add a consideration which, for less obvious shouldn't be omitted: the immense majority of Christian women in this period -as always- were married and mothers of the family. Christianity didn't change their lives at all, in the sense of changing state or occupations, if they were honest. Their lives did change in some things -indissolubility of marriage, conjugal fidelity, modesty in dressing, speaking, acting, etc.-, although not exclusive, adding an apostolic, proselytising dimension to their ordinary chores. As their children's teachers, the same as other mothers, could collaborate in many cases to reach new vocations for the Church, without any necessity of realizing activities which were different from mothers'.

3.6. Christ as a teacher and model.

Christ continues to be a teacher and educator for men in this epoch as well, he is a model which is to be followed by all Christians, almost with exclusiveness ². In the very second place the Virgin appears, generally mentioned in allusions to her Son. There are hardly any women to imitate, with the exception of a few, normally martyrs, as a slave Blandina, the matrom Perpetua or the virgin Potamiena of Alexandria. There are some, a

¹ Eus., *hist. eccl.* VIII,12,3.

² Tert., *pat.* III,3; Clem. Al., *strom.* V,1,3; VI,15,122. Met., *sym.* X,3,292.

few decades later, at the beginning of the fourth century, with increasing importance of Virgin Mary as a model for all: consecrated virgins, married women and widows.

In the middle of the fourth century figures of Adam and Eve appear with importance. Adam appeared with relative frequency in Methodius being Christ the new Adam, who redeems from original sin. But there is almost an absolute silence about Eve who, however, wasn't unknown among Christians of that period -thank to mentions of the Holy Scriptures and anterior writers, particularly Tertullianus-, as we see on the paintings in some churches of the third century, or in the cementary of Nola from 305 ¹. Lactantius' veiled allusions in *Divine Institutions* have as a purpose to explain sin or death, but they don't point at Eve as the only guilty party, and being a woman is not stigmatised either. It's a conscious omission, since the audience to which it is dedicated could misunderstand this biblical narration. But some years later, any reading of the same topics will necessarily be different.

3.7. Virgins as new models from 313.

Experienced historical events certainly obliged to think deeply, being able to contribute with greater emphasis certain things, as it will be growing pre-eminence of consecrated virgins and celibacy. About some functional inequalities as accentuation of authority of men in conjugal society, or some characteristics as modesty, which all women have to possess, which is given in the example of Valeria, the daughter of Diocletian and the wife of Galerius. This is Lactantius' optic in the narration offered in *de mortibus persecutorum*, fully coherent with his thought, showing widow Valeria's modesty and firmness in the face of tyrants harassing her, with such a behaviour which is to be followed by any woman, pagan or christian -independently from her anterior behaviour, which could not be an good example for Lactantius-. But he offers a model of a woman, married or widow, as the maximum exponent of virtuous behaviour, the same as matron Perpetua appeared at the beginning of the third century, in some writings, which later had a great influence.

On the contrary, in his contemporary Eusebius, and his *Ecclesiastic History*, book VI, the torture of virgin Potamiana of Alexandria is told, with quite a lot of elements which seem to be incorporated by very Eusebius. He, however, doesn't mention virgins in books VIII-X, during the great persecution and at the beginning of a new epoch for Christians. It will be in this posterior work *The Martyrs of Palestine*, posterior to 313, where virgins reappear, now with almost indisputable and unique leading role, as Valentina or Ennata who show a brave, daring, intrepid frame of mind and who are given as prototypes. And so, as both Eusebius and Lactantius try to harmonize Christianity with the ideals of Romanitas, perceiving a great difference between the focus of women and marriage which appear in *Divine Institutions* or in the *Epitome*, each one gives a different model to follow. Lactantius presents us married women or widows, while Eusebius does the same with consecrated virgins. If previously there seems to be a certain balance among diverse kinds of life, although estimate and respect of some are superior to others, all being good, from now on this balance disappears progressively and almost with exclusiveness, Eusebius' model of consecrated virgins triumphs, used consciously as an element of rapid and urgent christianization of society. A considerable growth after tolerance of number of loyal and catechumens, goes beyond possibilities and foresights of some shepherds, and obliges to

¹ Met., *sym.* III,1,52; III,4,61; I,4,24. Cfr. D. Korol, 1987, pp. 38-64.

proceede thoroughly and effectively to an adequate chatecismo, to a study of necessity to modeify tradicional education and to a substitution of classical models which are to be imitated. Eusebius of Caesarea chooses consecrated virgins and presents them as models to be folloed, for their greater availability, commitment and brave attitude in the persecution. Their election will be shared by numerois writings about martyrs and by the biggest part of christian writers from the fourth century. In some of them, possibly, Eusebius could have influence. This election wouldn't have had a special importance if some other elements hadn't come together at the same time, and which will develop un the fourth century and transform slowly but progressively the conception of women and femenine matters in general, christian women and their mission in the family, society, institutions, and the Church particularly.

3.8. From *mulier fortis* to *mulier uirilis*.

Veterotestamentary model of *mulier fortis* had been overcome increasingly during these first three centuries or Christianity filling it with nex contets, notonly in theory but in everyday practice as well, as we can observe in numerois decriptions of literary sources and Egyotian epistolography. The role of women in the family and society had gaines a considerable importane, much bigger than they traditionally were given. We could speak with apropiateness about a model of actualized and vitalized *mulier fortis* thank todecisive contribution of baptismal, moral and virtues of equality. In these years precisely, although in a very particular way, at the end of the third century is when the maximum richness in demonstration of lay ascetism of women, as maids, mothers of the family or consecrated virgins is reached.

However, it's necessary to underline the existence of some indications which point at some writers, as well as acts of martyrs, to a growing conversion of conception of *mulier fortis* into *mulier uirilis*, in this sense it is necessary to point out how Eusebius' anthropology, which accuses the influence of Origenes and Philo of Alexandria, based on soul as principal, essential element of a human being –and not on flesh- could be one of the reasons. Certainly, Eusebius distinguished femenine matters from women without passing negative categories of femenine things to moral plan, which could affect women in exxential way. Some posterior writers won't do it, or they will do it less, for very different reasons.

Appearance of ascetism in its monastic demonstration could influence minds of ones and the others unstopably and irresistibly in the same years, in the margin of ordinary life of yhe society, which underlined spiritual and masculine traces. Its success supposed truncation of one or the richest demonstrations of primitive ascetism, ascetism of consecrated virgins who lived with their relativres or together in the margin of any type of "vote", private or public. It also contributed to forget or the regulation of some characteristics typical for women, which means a progressive loss of their identity. Because of ironies of history, women who in the first three centuries were getting bigger, growing importance in all aspects, theoric as well, bit by bit –will face starting from tolerance of Christianity and with serious perspective of getting christian culture and society-, with theoric elaboration of an ideal of a woman which could be defined as *mulier uirilis*, for many of their characteristics, losing progressively and gradually aspects of her feminity, gaining some masculine traces.

Bibliography :

1. F. Amarelli, "Il 'de mortibus persecutorum' nei suoi rapporti con l'ideologia coeva", in *S.D.H.I.* 36 (1970) 207-264.
2. B. Amata, "Problemi di antropologia arnobiana", en *Salesianum* 45 (1983) 775-844.
3. J.P.V.D. Balsdon, *Roman Women (their history and habits)*, Westport, Connecticut 1975.
4. G. Bardy, *Eusèbe de Césarée. Histoire Ecclésiastique. Livres V-VII*, Paris 1955.
5. G. Bardy, *Eusèbe de Césarée. Histoire Ecclésiastique. Livres VIII-X et les Martyrs de Palestine*, Paris 1984.
6. G. Bardy; P. Perichon, *Eusèbe de Césarée. Histoire Ecclésiastique. Tome IV. Introduction. Index*, Paris 1987.
7. H. le Bonniec, *Arnobé. Contre les gentils. Livre I*, Paris 1982.
8. R. Cacitti, "L'Etica sessuale nella canonistica del cristianesimo primitivo. Aspetti dell'istituzionalizzazione ecclesiastica nel III secolo", in R. Cantalamessa, 1976, pp. 69-157.
9. V.H. Debidour; H. Musurillo, *Méthode d'Olympe. Le Banquet*, Paris 1963.
10. J.M. Demarolle, "Les femmes chrétiennes vues par Porphyre", in *Jahrbuch für Antike und Christentum* 13 (1970) 42-47.
11. R. Farina, *L'Impero e L'imperatore cristiano in Eusebio di Cesarea*, Zürich 1966.
12. M. Guerra, *El laicado masculino y femenino*, Pamplona 1987.
13. Ch. J. Hefele, *Histoire des Conciles d'après les documents originaux. Tome I*, Paris 1969.
14. M. Ibarra, *Mulier fortis. La mujer en las fuentes cristianas (280-313)*, Zaragoza 1990.
15. M. Ibarra, "The spanish-roman women in the fourth century. I. Widows in Elvira's council", in *Scientific and Technical Bulletin* 14 (2008), 7-17. Universitatea "Aurel Vlaicu" din Arad, Romania.
16. D. Korol, "Die Frühchristlichen Wandmalereien aus den Grabbauten in Cimitile Nola", *Jahrbuch für Antike und Christentum* 13 (1987).
 17. G. Lanata, *Gli atti dei martiri come documenti processuali*, Milán 1973.
 18. V. Loi, "Il concetto di iustitia e y fattori culturali dell'etica di Lattanzio", en *Salesianum* 28 (1966) 583-625.
 19. A. Martin, "L'Eglise et la khôra égyptienne au Ive siècle", en *Revue des Etudes Augustiniennes* 25 (1979) 3-26.
 20. G. Martínez Díez; F. Rodríguez, *La Colección Canónica Hispana. IV. Concilios galos, Concilios hispanos: primera parte*, Madrid 1984.
 21. M. Meigne, "Concile ou collection d'Elvire?", in *Revue d'Histoire Ecclésiastique* 70 (1975) 361-387.
 22. P. Monat, *Lactance. Institutions Divines. Livre V. Tome I*, Paris 1973.
 23. P. Monat, *Lactance. Institutions Divines. Livre V. Tome II*, Paris 1973.
 24. P. Monat, *Lactance. Institutions Divines. Livre I*, Paris 1986.
 25. P. Monat, *Lactance. Institutions Divines. Livre IV*, Paris 1992.
 26. J. Moreau, *De mortibus persecutorum*, Paris 1954.

27. Ch. Munier, *L'Eglise dans L'Empire Romain (Ile-IIIe siècles). IIIe partie. Eglise et Cité*, París 1979.
28. H. Musurillo, *St. Methodius. Rhe Symposion. A treatise on chastity*, Westminster, Londres 1958.
29. H. Musurillo; V.H. Debidour; *Méthode d'Olympe. Le banquet*, París 1963.
30. H. Musurillo, *The Acts of the Christian Martyrs*, Oxford 1972.
31. M. Naldini, *Il Cristianesimo in Egitto. Lettere private nei papiri dei secoli II-IV*, Florencia 1968.
32. J. O'Callaghan, "Trato de los cristianos en su correspondencia privada", en *Estudios Eclesiásticos* 34 (1960) 391-402.
33. A. Orbe, *Antropología de san Ireneo*, Madrid 1969.
34. A. Orbe, *Introducción a la Teología de los siglos II y III*, Salamanca 1988.
35. M. Perrin, *L'ouvrage du Dieu créateur. Tome I*, París 1974.
36. M. Perrin, *L'ouvrage du Dieu créateur. Tome II*, París 1974.
37. M. Perrin, *L'Homme antique et chrétien. L'Anthropologie de Lactance*, París 1981.
38. M. Perrin, *Lactance. Epitomé des Institutions Divines*, París 1987.
39. E. des Places, *Porphyre. Vie de Pythagore. Lettre a Marcella*, París 1982.
40. J. Quasten, *Patrología. I. Hasta el concilio de Nicea*, Madrid 1984.
41. D. Ramos-Lissón; J. Orlandis, *Historia de los Concilios de la España Romana y Visigoda*, Pamplona 1986.
42. D. Ruiz Bueno, *Actas de los Mártires*, Madrid 1951.
43. M. Sordi, *Los cristianos y el Imperio Romano*, Madrid 1988.
44. M. Sotomayor, "La Iglesia en la España Romana", en R. GARCIA VILLOSLADA, *Historia de la Iglesia en España. I. La Iglesia en la España romana y visigoda*, Madrid 1979, pp. 7-400.
45. R. Teja, *Lactancio. Sobre la muerte de los perseguidores*, Madrid 1982.
46. A. Tibiletti, *Verginità e matrimonio in antichi scrittori cristiani*, Roma 1983.
47. G. Tibiletti, *La lettere private nei papiri greci del III e IV secolo d.C. Tra paganesimo e cristianesimo*, Milán 1979.
48. Vaillant, *Le de autexusio de Méthode d'Olimpe en Patrologia Orientalis* 22,5, Turnhout 1974.
49. A. Velasco, *Eusebio de Cesarea, Historia Eclesiástica. I*, Madrid 1972.
50. A. Velasco, *Eusebio de Cesarea, Historia Eclesiástica. II*, Madrid 1973.
51. J. Vives; T. Marín; G. Martínez, *Concilios visigóticos e hispanoromanos*, Barcelona-Madrid 1963.
52. F.deB. Vizmanos, *Las vírgenes cristianas de la Iglesia primitiva. Estudio histórico-ideológico seguido de una Antología de tratados patrísticos sobre la virginidad*, Madrid 1949.
53. St. Williams, *Diocletian and the Roman recovery*, Londres 1979.
54. E. Wupsszycka, "Le christianisation de L'Egypte aux IVE-VIE siècles. Aspects sociaux et ethniques", en *Aegyptus* 48 (1988) 117-181.

UN BRÉSIL NOUVEAU EST-IL EN TRAIN D'ÉMERGER ? Le Brésil contemporain depuis l'élection de « Lula » à la présidence

Philippe JORON
Maître de Conférences en Sociologie,
Université Paul Valéry - Montpellier III
philippe.joron@univ-montp3.fr

Résumé: *Un Brésil nouveau est-il en train d'émerger ? Si tel est le cas, son Président actuel Luiz Inacio Lula da Silva, figure emblématique d'un peuple prenant en charge sa propre destinée, sert-il de catalyseur dans l'amorce ou l'affirmation d'un tel changement ? Dans son insoutenable naïveté ou son incommensurable prétention, cette interrogation, « Lula » en moins, n'est pas nouvelle. On la retrouve en filigrane, sous forme d'assertion idéologique et géostratégique, avant même la découverte en 1500 de cette terre exubérante, puisque le Traité de Tordesilhas, signé six ans auparavant par les souverains d'Espagne et du Portugal, traçait déjà la ligne de démarcation des conquêtes territoriales de ces deux nations ibériques dans le Nouveau Monde, faisant ainsi émerger un Brésil virtuel, tout autant espéré que non encore inventé.*

Mots- cles : société contemporaine, Brésil, composante charismatique, dominance

Dans tout acte de connaissance, il faut parfois exagérer les dimensions de l'objet que l'on tente de saisir ou de comprendre. En grossissant le trait ou bien en se prévalant de l'absurde. C'est le sens en tout cas de cette annonce sur l'émergence d'un Brésil supposé différent de ceux que l'on avait connu jusqu'alors : le Brésil change, bien évidemment, et la représentation de ce changement pourrait bien servir de monnaie d'échange à l'échelle de la mondialisation. Brésil pluriel, souvent défini comme Terre de contrastes ou de paradoxes, pays de tous les possibles, du meilleur comme du pire. Mais ces quelques qualificatifs, au demeurant évasifs pour être trop entiers, pourraient aussi s'appliquer à l'endroit de n'importe quelle nation, comme de celles qui constituent par exemple le fragile équilibre de la Communauté européenne.

Pour reprendre ici une terminologie philosophique souvent appliquée au domaine du religieux, il y a en apparence un syncrétisme brésilien qui fait référence, tant pour les Brésiliens eux-mêmes que pour ceux qui contemplant cette identité particulière du dehors. Le syncrétisme, dans son acception figurée, renvoie à l'idée de mélange ou de fusion sans qu'il y ait nécessairement conciliation entre les éléments, hétérogènes voire incompatibles entre eux, constitutifs d'un tel amalgame. Une cohabitation poreuse en quelque sorte, qui n'exclut nullement des tensions ou des frictions forcément violentes entre les nombreux univers qui composent la société brésilienne.

Ce syncrétisme-là n'en dissimule pas moins un éclectisme sous-jacent ancré dans les représentations et les pratiques, qui oriente en quelque sorte un mode d'existence douloureux mais cependant ouvert sur l'expérience. Car l'éclectisme, avant qu'on ne lui adjoigne une signification galvaudée liée à la dispersion ou à l'éclatement des centres d'intérêt, se comprend d'abord comme une composition systémique, comme un

rassembleur de fragments épars dont les vérités successives ou antinomiques pourraient entrer en synergie et aboutir ainsi à l'expression d'un ordre de vérité supérieur.

Selon ce point de vue tout à fait général, il existe me semble-t-il une poussée ou une lame de fond non plus seulement syncrétique mais également éclectique qui dynamise la mentalité brésilienne. Eclectisme que l'on retrouve dans le sujet qui nous occupe ici.

Un Brésil nouveau est-il en train d'émerger ? Si tel est le cas, son Président actuel Luiz Inacio Lula da Silva, figure emblématique d'un peuple prenant en charge sa propre destinée, sert-il de catalyseur dans l'amorce ou l'affirmation d'un tel changement ? Dans son insoutenable naïveté ou son incommensurable prétention, cette interrogation, « Lula » en moins, n'est pas nouvelle. On la retrouve en filigrane, sous forme d'assertion idéologique et géostratégique, avant même la découverte en 1500 de cette terre exubérante, puisque le Traité de Tordesilhas, signé six ans auparavant par les souverains d'Espagne et du Portugal, traçait déjà la ligne de démarcation des conquêtes territoriales de ces deux nations ibériques dans le Nouveau Monde, faisant ainsi émerger un Brésil virtuel, tout autant espéré que non encore inventé. *Terra Incognita* pleine de promesses à défaut d'existence consacrée à la périphérie lointaine du Vieux Monde. Une terre à rêves que quelques cauchemars allaient pourtant aider à façonner.

Au-delà des nombreux Brésils coloniaux ouverts à l'élasticité tumultueuse des frontières sans cesse négociées, s'affranchit celui de l'indépendance politique de 1822 arrachée au Portugal par Dom Pedro Ier. Le Brésil se fait alors Empire. Il continuera de l'être, par ses dimensions, ses possibilités naturelles, industrielles et humaines, avec Dom Pedro II mais aussi après que ne soit déclarée la République en 1889. Un Empire, non pas tant pour le Portugal qui déjà perd de sa superbe, que pour les investisseurs étrangers qui exercent toute sorte d'influences, des moins mauvaises au plus néfastes : économiques bien sûr, mais aussi politiques et culturelles. Dans la même perspective, les puissances nationales participent elles aussi activement au modelage civilisationnel de ce laboratoire à ciel ouvert. Ce fut le cas dans les années qui suivirent la constitution de la République à la fin du XIX^e siècle, comme également dans l'ère Vargas ou encore dans celle des juntes militaires que connu le XX^e siècle.

Est-ce à dire que le peuple brésilien, « le Brésil d'en bas » pour reprendre et adapter une expression franco-française, n'avait aucun droit de regard et d'action sur cet Empire ? Et encore, le voulait-il vraiment, ou était-il suffisamment préparé pour prendre en main son destin ? Ces mêmes questions peuvent-elles être envisagées sans détour au présent, dans l'ère Lula ? Pour mériter une quelconque justesse, si minime soit-elle, la réponse se doit d'être éclectique. Quelques lambeaux de vérité trouvés dans des morceaux de réponses pourront peut-être alors faire l'affaire. Mais rien n'est moins sûr.

Les Brésiliens aiment à dépeindre leur pays par sa jeunesse : celle de sa population, cela va sans dire, mais aussi et surtout celle de son histoire. Un peuple qui aurait donc les qualités et défauts de sa fraîcheur. Un pays sans Histoire mais seulement débordant d'anecdotes. Un pays immature, auquel il faut donner du temps pour que macère son expérience de l'altérité. Un pays rempli de potentialités dont le présent se chercherait avant tout dans le futur.¹ Ce qui ne peut être encore résolu doit l'être nécessairement dans le mouvement dialectique d'une Histoire qui prendra la mesure du chemin accompli. Cette image est aussi largement répandue sur le Vieux Continent. *Paris Match* titrait ainsi un numéro spécial sur ce pays-enjeu : « Brésil danse avec le futur. » Et de rajouter : « c'est

¹ Cf. Stefan Zweig, *Brasil, país do futuro*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1981.

dans ce pays-continent que se jouent les prochains défis de la planète. »¹ J'ai parlé plus haut de laboratoire à ciel ouvert, ce que Michel Maffesoli comprend d'ailleurs comme un laboratoire de la Postmodernité. On y a expérimenté la miscégenation qui déjà construit nos mentalités et nos corps dans l'ère de la mondialisation et de l'intercommunication : un *caldeirão* ethnique et culturel qui donne à penser et à faire. On y expérimente aussi le relativisme, l'irrationalisme, le présentisme, l'effondrement des grands idéaux hérités de la philosophie des Lumières, le bricolage des mœurs et usages.

Cinq cents ans d'Histoire, à l'échelle d'une nation, ce n'est pas grand chose alléguera-t-on, mais c'est sans doute plus qu'il n'en faut pour éprouver l'impact des cultures entre elles et la montée en puissance de leur synergie. Dans *Maîtres et esclaves*, Gilberto Freyre comprend la formation de la société brésilienne comme une dynamique d'affrontement et d'ajustement entre des modèles culturels et économiques foncièrement différents, sur fond de sadisme et de masochisme. « Il est vrai, précise-t-il, qu'entre tous ces antagonismes qui se heurtaient, il a toujours existé, pour amortir leur choc ou les harmoniser, des forces de confraternisation et de mobilité verticale, particulières au Brésil. »² Sans doute peut-on voir alors en Lula l'incarnation exemplaire de ces forces qui dérangent l'ordonnement de tels socles culturels, économiques et sociaux en état d'opposition. Mais cette affirmation ne fait sens que si elle est relativisée, non pas en fonction de son contraire mais plutôt par rapport à ses propres contenus. En jouant sur le plein emploi du relativisme sociologique, seul principe qualifié d'absolu par Auguste Comte, il s'agit de mettre en rapport cette assertion et les constats qui l'induisent. Le parcours biographique de Lula indique à lui seul la revanche d'un homme et à travers lui celle des laissés pour compte sur une situation politique, économique et sociale qui se pare de changements pour continuer sa besogne : revanche personnelle sans doute, mais peut-être en seul état d'espérance pour tous les autres. Mobilité verticale ou ascension sociale qui montre, si besoin en était, que la société brésilienne est plus que jamais ouverte aux transformations. La réalité est cependant tenace et les marges de manœuvres n'en sont alors que plus limitées.

J'ai volontairement utilisé les termes d'« incarnation exemplaire » et de « figure emblématique » pour signifier le lien intime qui relie le peuple brésilien au plus haut représentant de la nation. Ce lien, symboliquement parlant, doit nécessairement exister pour que s'installe et perdure la légitimité du pouvoir, quelle qu'en soit d'ailleurs la nature. En sociologie, les travaux de Max Weber sur la domination, entendue comme manifestation concrète de la puissance, ont permis de distinguer trois formes expressives du pouvoir : la domination traditionnelle, charismatique et légale ou rationnelle. Dans ce dernier type de domination qui correspond à l'organisation politique choisie par la plupart des états modernes dont la République Fédérative du Brésil, la bureaucratisation des fonctions législatives, exécutives et judiciaires s'exerce sous contrôle administratif dont sont garants différents corps de fonctionnaires ou serviteurs de l'Etat. Ceux-ci sont sensés exercer leurs fonctions respectives dans le respect de la loi et des institutions. Ce sont bien sûr des individualités qui, dans un rapport hiérarchique et une organisation rationnelle, servent pourtant une impersonnalité de principe puisqu'en dernière instance c'est l'Etat et

¹ *Match du Monde*, N° 1, mars-avril 2005.

² Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves*, Traduit du Portugais par Roger Bastide, Paris, Gallimard, Coll. "Tel", 1974 [1952 pour la première édition française, 1932 pour la première édition portugaise], p. 93.

les institutions qui représentent l'autorité et donc le type même de la domination légale. En fait, l'administration bureaucratique peut se comprendre comme un instrument de domination par le savoir spécialisé et la connaissance des rouages propres à l'organisation de l'Etat et de ses servitudes, ce qui confère puissance et prestige aux fonctionnaires dans les limites assignées par leurs fonctions. Elle signifie également la domination de l'impersonnalité : le fonctionnaire, responsable de sa charge et des devoirs inhérents, applique les lois sans considération de personne pour le bien commun. L'organisation de la bureaucratie rationnelle n'a de sens que par rapport à cette impersonnalité structurelle. On réduit ainsi les relations personnelles à leur strict minimum de façon à se préserver de l'arbitraire et des jeux d'influence où pourraient entrer en ligne de compte ce qui caractérise les valeurs de la domination traditionnelle ou charismatique : l'amitié, la parenté, l'argent, la crainte.

Selon Weber, cet idéal-type, en tant que forme stable de domination, peut cependant entrer en correspondance avec certaines caractéristiques de la domination traditionnelle et/ou charismatique. En effet, la domination traditionnelle s'appuie « sur la croyance quotidienne en la sainteté des traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens. »¹ De sorte que les sujets ou subordonnés se doivent d'obéir au représentant de ce pouvoir, sans en remettre en cause la légitimité, dans la mesure où c'est la coutume qui justifie cet état de fait : redondance intemporelle de l'existence et de la pratique de ce pouvoir, et donc d'un certain type d'organisation sociale. Le paternalisme et le clientélisme brésiliens, exacerbés dans le *coronelismo* dont nous parlerons plus loin, constatés dans l'exercice du pouvoir aussi bien à une échelle macro que micro-politique, intègrent pour partie cette dynamique d'invariance des rapports sociaux fondée sur la soumission, le châtement et la récompense. Quant à la domination charismatique, c'est une autorité « fondée sur la grâce personnelle et extraordinaire d'un individu (charisme). Elle se caractérise par le dévouement tout personnel des sujets à la cause d'un homme et par la confiance en sa seule personne, en tant qu'elle se singularise par des qualités prodigieuses, par l'héroïsme ou d'autres particularités exemplaires qui font le chef. »² La domination charismatique est donc une forme de pouvoir dont la légitimité repose moins sur des lois débattues en assemblées (domination rationnelle) ou des coutumes ancestrales (domination traditionnelle), que sur le Verbe et le Geste de celui qui l'exerce. Pour reprendre ici une idée d'Emile Durkheim tout en l'adaptant aux contours du présent sujet, on pourrait dire que la société brésilienne est une « machine à faire des dieux »³, à l'image de ses pratiques religieuses plurielles qui l'aident sans doute à signifier l'existence.

L'administration fédérale brésilienne et le mode de penser politique dont elle est issue, a assimilé les ingrédients aussi bien traditionnels que charismatiques de la domination et les a ainsi incorporé à sa conception légale ou rationnelle de l'altérité par le

¹ Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971 [1922], p. 222.

² Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 102.

³ Voir également Serge Moscovici, *La machine à faire des dieux*, Paris, Fayard, Coll. "L'espace du politique", 1988.

pouvoir. On peut y voir l'effet d'une ambivalence¹ constitutive mais aussi adaptative que l'on retrouve à tous les niveaux de la société.

La composante traditionnelle de la domination au Brésil est en grande partie représentée par ce que l'on a appelé le *coronelismo*² ou pouvoir des colonels, qui surgit sous une forme institutionnelle avec la création en 1831 de la Garde Nationale. Le gouvernement de la Régence (1831-1842) mit ainsi en vente tous les postes militaires de l'Empire ainsi que les titres afférents qui furent alors acquis par les grands propriétaires terriens et leurs assimilés (riches commerçants, puis plus tard les barons de l'industriel), lesquels pouvaient alors entretenir une sorte de milice armée. La détention du pouvoir économique s'affublait donc d'un pouvoir politique considérable puisque la représentation de l'ordre (national, local) aux mains d'une élite de civils renforçait plus encore la signification matérielle et symbolique du pouvoir de possession. C'était un pouvoir privatif, essentiellement rural, géographiquement et mentalement éloigné des exigences constitutionnelles des grandes villes, détenu par un homme ayant droit de vie et de mort sur ceux qui subissaient son autorité, quoique cela fut juridiquement condamnable. Un pouvoir incontestable donc, mais qui pour se consolider et s'amplifier, devait travailler en permanence trois de ses principaux éléments de fondation : d'abord la possession de la terre et son extension, suprême expression de la richesse ; ensuite la famille et l'amplification de ses réseaux par des mariages arrangés, le Colonel ayant ainsi une mainmise et donc une entière influence sur toutes les instances locales de décision ; enfin les affiliés, composés de parents éloignés, de protégés et assimilés, qui permettaient au Colonel de disséminer son aura dans la population mais aussi de l'étendre au-delà de son propre fief ou centre d'influence.

Quant à la composante charismatique de la domination, elle prend spécifiquement forme au Brésil sous les traits de la contestation du pouvoir en place, en particulier contre le *coronelismo* et la Vieille République (1889-1930), coupables d'avoir en quelque sorte perverti les promesses de ce paradis terrestre qui pour la majorité se cherchait encore et toujours entre misère et aliénation. Plusieurs mouvements messianiques virent le jour, dont les plus célèbres restent ceux qui trouvèrent leur fin tragique dans la guerre des Canudos en 1897 et dans celle du Contestado en 1916. Si l'impulsion de ces deux mouvements est de nature religieuse, à l'exemple de ses deux meneurs respectifs que furent Antônio Vicente Mendes Maciel dit Conselheiro dans le Sertão de Bahia et João Maria de Jesus dans l'Etat de Santa Catarina, elle est aussi sociale et politique. Elle se voulait en tout cas une alternative radicale aux dictats des élites et de leurs systèmes oppressifs : l'exploration d'une autre voie sociale, politique et religieuse, par le communautarisme et le millénarisme, c'est-à-dire par la mise en commun des terres et des biens dont les intégrants de ces mouvements étaient traditionnellement exclus ou dépossédés, mais également par le partage équitable des idéaux et aspirations, même s'ils s'avéraient être de nature apocalyptique, dont le droit d'accès leur était jusque là refusé.

Il va sans dire que ces deux formes spécifiques de domination traditionnelle et charismatique, divulguées ici en termes de *coronelismo* et de messianisme pour ce qui est de leur expression brésilienne, pouvaient s'inscrire dans une totale opposition, comme ce

¹ Sur cette question, nous renvoyons à l'ouvrage de Angelina Peralva, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, Balland, 2001.

² Sur cette question nous renvoyons à l'article de Voltaire Schilling, "Ascensão e Queda do Coronelismo", in <http://educaterra.terra.com.br/voltaire/500br/coronelismo.htm>.

fut le cas dans les conflits cités précédemment, ou bien alors dans une entière complémentarité, à l'exemple du Père Cícero dans le Ceará, Colonel mais aussi figure charismatique du catholicisme populaire.

Et le Brésil contemporain dans tout cela ? Et le coup de main, ou de maître, de Lula, dans une supposée nouvelle donne ? J'ai pu dire plus haut que le parcours biographique de ce dernier rendait sans doute compte d'une revanche personnelle sur une situation sociale, économique et politique construite à grands coups de fatalité et pourquoi pas de fatalisme. Son histoire, c'est aussi celle de deux Brésils qui se rencontrent. Celui de la région Nordeste dont est issu Lula (Pernambouco), comptant plus de 50 millions d'habitants, essentiellement rural, pauvre économiquement. Celui de la région Sudeste vers laquelle émigrera le jeune Lula (São Paulo), comptant plus de 75 millions d'habitants, fortement industrialisé, riche économiquement.¹ C'est l'histoire de millions de brésiliens qui, tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, ont cherché un destin économiquement viable, fuyant la sécheresse, la misère ou la sclérose sociale, espérant d'abord trouver une activité rapportant quelque chose et ensuite une valeur décente pour ce même travail. Une nouvelle chance. Une chance tout court.

Avant lui, avant ceux dont le parcours collait au sien, un personnage charismatique avait rêvé de donner des ailes au Brésil, alors à la merci des oligarchies rurales et de leur système de faveurs basé sur le clientélisme. Getúlio Vargas.² Après la Révolution des Lieutenants en 1930, et notamment dans l'affirmation de l'Etat Nouveau entre 1937 et 1945, ce dernier va s'employer à renforcer la centralisation de l'administration et du pouvoir, prenant des mesures offensives contre le *Coronelismo*. Il amplifiera ainsi la puissance de vote des grands centres urbains, accordant le droit de vote aux femmes et instaurant le vote secret (dont l'absence jusqu'alors était instrumentalisée par les Colonels). C'est également sous sa dictature que s'amplifiera l'industrialisation du pays, avec pour conséquence l'émergence d'une conscience ouvrière qui pourra bénéficier avec son accord de lois travaillistes et d'organisations syndicales.

Lula est né en 1945, c'est-à-dire à l'apogée de l'ère Vargas. Sa vie d'ouvrier métallurgiste, commencée à l'âge de 14 ans, c'est aussi l'apprentissage d'une conscience politique qui, par le syndicalisme d'abord (il deviendra Président du Syndicat des ouvriers des industries métallurgiques du Grand São Paulo en 1975), puis par la création du Parti des Travailleurs en janvier 1980. L'élaboration de cette conscience politique est contemporaine à la dictature des généraux entre 1964 et 1979 qui, sous prétexte du péril rouge et de la défense de la démocratie, s'attacha pendant une quinzaine d'années à museler les forces de gauche (incluant intellectuels, artistes, étudiants, journalistes, ou quiconque qui n'adhérait pas à la vision des militaires et de leurs coreligionnaires), particulièrement le Parti communiste et les syndicaux ouvriers suspectés d'en propager l'idéologie.

¹ Selon les données du dernier recensement démographique pour l'année 2000, relevées par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (I.B.G.E.), la population de la région Nordeste était de 47 693 253 individus alors que celle de la région Sudeste en comptait 72 297 351, faisant de ces deux régions les plus peuplées, sur un total de 169 590 693 individus pour l'ensemble du territoire national.

² Voir à ce sujet le roman de Juremir Machado da Silva, *Getúlio*, Rio de Janeiro, Ed. Record, 2004.

A la tête du Parti des Travailleurs qui bénéficie de la réouverture du pays au système démocratique, Lula souhaite dès lors appliquer son idéal de justice sociale non plus seulement à la catégorie des ouvriers du secteur industriel mais aussi à tous ceux qui souffraient d'un système défaillant en termes de répartition équitable des richesses, à tous les laissés pour compte, à tous les exclus.¹ Si la conscience syndicale était fondamentale pour la conquête des droits et surtout leur application, il manquait alors dans le paysage politique brésilien une entité aux aspirations sociales fortes dans lesquelles se reconnaîtraient ceux que les éternelles promesses d'un futur radieux exaspéraient. Après avoir subi trois échecs successifs aux élections présidentielles de 1990 (contre Fernando Collor), 1994 et 1998 (contre Fernando Henrique Cardoso), il obtient finalement les rennes du pouvoir en octobre 2002. Fernando Collor, premier président élu au suffrage direct depuis la dictature des généraux, représentait la jeunesse et le dynamisme économique, mais aussi un certain dandysme. Mais cet idéal-là cachait aussi une corruption plus que tendancieuse qui lui valu deux ans plus tard sa destitution. Fernando Henrique Cardoso, sociologue, représentait quant à lui un savoir académique quant aux rouages politiques, économiques et sociaux du pays. Son élection en octobre 1994 est due en grande partie à sa politique de stabilité monétaire et de maîtrise de l'inflation instaurée quelques mois auparavant alors qu'il était ministre de l'économie sous l'égide d'Itamar Franco, alors président par intérim.

En 2002, la stabilité économique du pays était certes fragile mais indéniable. Il manquait sans doute une politique sociale plus affirmée en faveur des classes les plus défavorisées, dans lesquelles on retrouvait aussi une bonne partie des classes moyennes. Lula représentait alors ce possible changement, en tout cas une nouvelle prise en compte des priorités jusque là laissées sous le coude des politiques gouvernementales antérieures. Lula, c'est la gestion de l'urgence et des distorsions économiques et sociales, c'est enfin l'élaboration d'un présent moins injuste dans lequel la citoyenneté s'appuie d'abord sur l'affirmation concrète des droits fondamentaux. Les objectifs sont clairs et déjà en cours de réalisation. D'abord une réduction significative de la faim sur tout le territoire national (*Programa Fome Zero*). Ensuite l'extension du programme *Bolsa Familia* dont bénéficièrent 7,5 millions de familles en 2005 pour un budget de 11 millions de Reais.² Enfin la mise en place du micro-crédit : plus de 6 millions de personnes ont été intégrées dans le système bancaire brésilien jusqu'en 2005, générant ainsi plus de 9 millions d'opérations de crédit pour un total de 2 milliards de Reais (avec un taux maximum de crédit de 4% par mois). Cette dernière mesure a permis non seulement le financement de milliers de micro-entreprises mais aussi une dynamisation de la consommation. Il ne faut surtout pas oublier, outre ces dernières considérations matérielles, la dimension symbolique de telles initiatives : la reconquête et pour beaucoup la découverte du statut d'humanité.

Le charisme de Lula y participa grandement. S'il représente une nation, comme tout chef d'Etat, il incarne surtout son peuple, avec ses travers mais aussi ses capacités de composition. Sans vouloir dresser ici un tableau idyllique de la symbolique « lulienne », il faut pourtant bien admettre une certaine rupture dans la continuité, comme disent les

¹ Selon les dernières données de l'I.B.G.E., pour l'année 2003, 53, 8 % des Brésiliens de plus de 10 ans ayant une activité reçoivent un maximum de deux salaires mensuels, soit moins de 320 Reais (120 Euros). Le taux de chômage pour l'année 2002 était de 7,1%.

² Selon le Journal *Globo* du samedi 15 octobre 2005.

politiques, et peut-être même par la continuité. J'ai parlé de composition et c'est bien de cela dont il s'agit : amorcer un virage mais en tenant compte du code de la route en vigueur. Un code de bonne conduite en quelque sorte, qui n'effraie pas les investisseurs étrangers ni les grands propriétaires de la richesse nationale, mais qui tente cependant de ramasser ceux laissés au bord du chemin, même si pour plaire à l'international une politique de rigueur budgétaire a nécessairement des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des catégories sociales les plus défavorisées. Une nouvelle direction ou perspective qui prend en compte la réalité du terrain, avec ses accidents et ses potentialités. Une politique qui s'appuie sur le charisme d'un homme pour donner du sens à la domination rationnelle ou légale indiquée plus haut, en bousculant les incursions de la domination traditionnelle (clientélisme), quitte à mimer parfois les pratiques de cette dernière pour la réalisation de ses objectifs.¹

References bibliographiques :

1. Stefan Zweig, *Brasil, país du futuro*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1981
2. Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves*, Traduit du Portugais par Roger Bastide, Paris, Gallimard, Coll. "Tel", 1974
3. Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971 [1922], p. 222.
4. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 102
5. Angelina Peralva, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, Balland, 2001.

¹ Les révélations depuis avril 2005 sur l'affaire des *Mensalões* attribués régulièrement par des députés du Parti des Travailleurs à des députés de l'opposition pour acheter leurs votes, sont une illustration particulièrement révélatrice de ce type de manœuvre. Même chose en ce qui concerne l'autoritarisme dont fit preuve Lula à la fin du premier semestre 2004 lorsqu'il décida, avant de se raviser, de supprimer l'autorisation de séjour d'un journaliste américain qui avait publié un article dans lequel il questionnait une certaine inclinaison de Lula pour la bouteille, remettant ainsi en cause la politique gouvernementale de ce dernier.

LIMITS TO GROWTH? CHINA'S RISE AND ITS IMPLICATIONS FOR EUROPE¹

Volker H. SCHMIDT
Professor, Ph.D.
National University of Singapore
socvhs@nus.edu.sg

Abstract: *After a short introduction, The structure of the paper is as follows: section II summarizes the pertinent developments during the past two centuries and shows how the weights in the world economy have gradually shifted eastwards since the 1950s. If this process continues, China will soon have the world's largest economy. Because it is by no means certain that this will actually happen, section III explores China's socio-economic potential against the backdrop of what the country has already achieved since its gradual transition from socialism to capitalism some 30 years ago. Section IV asks how China's rise, if it were to continue, would likely affect the world order in general, and Europe's and the West's position in that order in particular. The paper ends with a brief discussion of some of the problems that China needs to tackle on its further way up, and warns Europeans against over-dramatizing these problems, given that the problems the West had to resolve during its rise, in hindsight appear to have been hardly any smaller than those facing China today (section V).*

Key words: world economy, development, China, socio-economic potential

I

Are there limits to growth? And if yes, what kinds of growth are constrained by what sorts of factors? The present paper focuses on economic growth. Since the 1970s, the assumption that ecological factors impose natural limits on economic growth has gained increasing prominence in scientific circles, based on the premise that the environmental degradation associated with growth will ultimately lead to the collapse of our ecosystems. The only chance to prevent this from happening, or so the proponents of this view argue, is a radical change in economic policies, one that shifts their emphasis from promoting growth at any cost to qualitative concerns such as those outlined in utopias of a "zero option" (Offe 1987) and similar doctrines.

If the assessment that there are definite, soon-to-be-reached limits to growth were correct, then the world would probably be doomed. For even if all understood the dangers, it would still seem to be extremely unlikely that the major world powers will exit the market economy, i.e. an economic system premised on perpetual growth, anytime soon. On

¹ Revised, extended and partly updated version of a paper originally prepared for the plenary session "Natürliche Grenzen von Sozialstaat und Wachstum?" [Natural Limits of the Welfare State and to Economic Growth?] at the 33rd congress of the German Sociological Association, 9-13 October 2006 in Kassel, Germany.

the contrary, given the remarkable socio-economic developments that followed the introduction of market mechanisms in several newly industrializing nations, especially in China and India, capitalism has gained, rather than lost in global attractiveness during the past few decades; on a world-wide scale, it has in fact only just broken through.¹ With its establishment came the spread of mass wealth and of the (ecologically detrimental) consumption patterns that have long been the privilege of the West to sizeable parts of the non-Western world. The fear of many scientists and intellectuals that the planet might not survive such a spread has received a new urgency since the spread itself is no longer a distant potentiality. Instead, it is now a firm reality, and it is becoming more real every day (Worldwatch Institute 2004). So if the fear is well founded, then the world's prospects do not look very good.

Because the scenario to which such a pessimistic view gives rise, while possibly realistic, would be social scientifically sterile – why bother if the world is going bust anyway? –, this paper construes (or rather, simply posits) a somewhat "friendlier" outlook of the future, one in which technologies become available that render economic growth ecologically sustainable. This is not to dismiss the warnings about coming ecological disasters lightheartedly; I do in fact take them quite seriously. For analytical purposes, it may nevertheless be worthwhile to bracket these concerns momentarily and to assume – counterfactually, as it may turn out – that no limits to growth exist or that the ones that do exist will become manageable. For such an assumption allows us to explore alternative future scenarios, ones that would hardly be worth pursuing if we already knew we have no future. So provided we have a future, then where is the world headed in the 21st century? This is the question I will address in the pages ahead, with special emphasis given to China's rise and its implications for Europe.

II

To set the stage, let us recall two oft-cited statements by well-known European intellectuals, one referring to past achievements, the other looking into the future, and both, coincidentally, published in the same year, namely 1848. The first is Marx' and Engels' dictum, in the Communist Manifesto, that the bourgeoisie – we might prefer to say: modern capitalism –, in less than one hundred years, has "created more massive and more colossal productive forces than have all preceding generations together" (Marx/Engels 1967: 85). The second is John Stuart Mill's prediction that England, whose economic development since the late 18th century had far outstripped that of any other European country, was on the verge of a stationary state, one in which more growth was unlikely, and that a genuine potential for further growth existed only in "backward countries" (Mill 1965: 755) – such as Germany or France.

To put these two assessments in perspective, it is worth noting that by the time they were made, the era of modern economic growth, as Simon Kuznets (1973) called it, had only just begun. Angus Maddison dates its onset back to roughly 1820. Before 1820, the Industrial Revolution had affected little more than a relatively confined sector of the

¹ As late as 1965, writes Jeffrey Sachs (2000: 38f.), only the West, Japan and the four East Asian "tigers" (together representing no more than 21 per cent of the world's population) were "genuinely capitalist in orientation". Now, the majority of the world's population lives either under capitalist economic institutions or in countries moving towards their introduction and consolidation; a complete reversal of the situation just thirty years ago.

British economy, so its impact remained small even on what then clearly was the world's economic growth leader. By today's standards, the Europe of the mid-19th century would be considered poor or at best moderately wealthy. Living levels in many parts of the less developed world are now well above those of England in our observers' lifetime, and England itself enjoys an average per capita income many times that of 1850 (Easterlin 2000). It took the country 50 years to double this income. Yet, given that no country had ever achieved such rapid growth before – Britain's gross domestic product, or GDP, per capita increased by 1.2 per cent annually from 1820 to 1870, 30 times faster than the world average between 1500 and 1820 (Maddison 1995: 62; 20) –, this was doubtless impressive. Marx' and Engels' admiration for capitalism's accomplishments was therefore understandable. But as overwhelming as these must have appeared to the contemporaries, we now know that they reflected only the early stages of a development that, contrary to Mill's expectation, had far from outgrown its potential. Not only did economic growth not come to a halt by the middle of the 19th century, it has in fact enormously accelerated since then – both at the regional and global levels. Thus, income per capita for the world as a whole increased eightfold between 1820 and 1990, but as much as half of this increase occurred during the last 40 of these altogether 170 years (Firebaugh 2003).¹

Sustained economic growth reached the non-western world other than Japan only after 1950. In the so-called golden age from 1950 to 1973, per capita incomes rose significantly in all regions, thereafter they continued to rise only in the West and in Asia, primarily East Asia. However, since 1973 Asia grew more than double the rate of the West. In stark contrast with past experience, Asia has been the fastest growing part of the world economy since 1950, outperforming the rest of the world. In the four and a half centuries from 1500 to 1950, Asia stagnated whilst all other regions progressed (Maddison 2001); and particularly during the last 150 of these altogether 450 years, Asia underperformed all other world regions by a wide margin (Bourguignon/Morrison 2002).

Resurgent Asia was spearheaded by Japan, whose per capita income rose almost ten-fold between 1950 and 1973 and nearly 28-fold between 1820 and 1992. No less impressive was the catching up of the four little tigers South Korea, Taiwan, Hong Kong and Singapore, all of which grew at double-digit rates for three to four decades from the early 1960s onwards and continue to perform well to the present day; beginning in the early 1970s, Malaysia, Thailand and Indonesia followed in their footsteps, but while their achievements are remarkable in their own right, these countries' performance never reached tiger proportions.

China's growth has reached such proportions, and it did so right after the government introduced market reforms in 1978/79;² first in the agricultural sector, later in the secondary and tertiary sectors as well. As a result of these reforms, China's increasingly open economy exhibited an average annual growth of roughly 10 per cent during the past 30 years. At this rate of growth, a country doubles its income every 7.5 years. That means a child born in China today grows up in a country that is roughly 16 times richer than it

¹ Note also how expectations change as people get accustomed to higher performance levels: an annual growth rate of 1.2 per cent that was rightly judged as spectacular in the mid-19th century would now widely be viewed as a symptom of crisis and stagnation.

² The initial reforms that introduced rudimentary market mechanisms in the agricultural sector were discussed and decided upon at a Communist Party meeting held in 1978, but did not take effect before 1979.

was during the youth of his or her parents.¹ If this growth continues, as economists believe it can for at least two decades and perhaps longer, then China's economy will overtake that of the United States within the next 35 years; when comparing countries on the basis of purchasing power parities (PPP), which reflect the actual buying capacity of local incomes, this could happen as early as 2017, that is in just ten years from now (*Economist* 2005: 86). Using market exchange rates, the more conservative measure at which firms trade and repatriate profits, China already replaced Britain as the world's number four in 2005 (*Guardian*, 14 December 2005), and it should be ahead of Germany, the present number three, by 2008 at the latest.

Whether or not China will indeed become the world's premier economy anytime soon, its rise is clearly changing the balance of power in the world economic order. Up until the 1950s, the world economy was totally dominated by Western countries. There had been shifts in economic leadership within the West – with Britain falling behind Germany sometime between 1870 and 1913 and the whole of Western Europe losing its centre status to the United States after World War II (Maddison 2001: 263) –, but outside the Western hemisphere no serious challenger existed anywhere in the world. That began to change with Japan's rise. Between 1950 and 1973, its economy grew at an astounding 9.3 per cent per year (Maddison 2001: 262), a rate of growth unheard of before,² and quickly turning the country into an economic superpower, second only to the United States. However, as long as it was just an isolated case, Japan's ascent did not really change the overall weights in the world economy. Nor did the rise of the four little tigers, which set in roughly a decade later and whose growth rates were even more phenomenal, but with a combined population of just over 80 million people, their global impact remained limited too. China, on the other hand, represents more than one fifth of the world population. If a country of this size takes off economically, then it is bound to shake the world.

It has already begun to do so (Kynge 2006). Two of the world's four largest economies are now East Asian, and in less than two years, they will be numbers two and three, relegating the foremost European economy to the fourth rank. The gravity of economic power is rapidly shifting eastwards.³ Since China is not the only newly emerging nation, Europe's relative weight will almost certainly diminish further in a short span of time. Thus, the *Economist* predicts that in twenty years from now, India should be the world's third largest economy, followed, in this order, by Japan, Germany, Britain, Russia, Brazil, France, Indonesia, South Korea and Italy. If this prediction came true,

¹ If the data provided by the IMF (2008) are to be trusted, then the increase would be even greater than that: according to these data, China's (purchasing power adjusted) per capita incomes rose more than twentyfold between 1980 (US\$ 252) and 2007 (US\$ 5,300) alone.

² Compare this to the 5.7 per cent reached by Germany during its "economic miracle" from 1950 and 1973. No wonder the World Bank (1993) later spoke of an East Asian economic miracle.

³ Western Europe's share of world GDP peaked in the late 19th century and declined steadily thereafter; a century later, it had gone down from one third (33.6 per cent) of the world economy (in 1870) to one fifth (20.6 per cent, in 1998). The share of the West as a whole, however, continued to increase until 1950 (peaking at 56.9 per cent) due to the growing impact of the Western offshoots (North America, Australia and New Zealand). Between 1950 and 1998, this share dropped to 45.7 per cent, while that of Asia more than doubled from 18.5 per cent to 37.2 per cent (Maddison 2001: 263). Between 1980 and 2006, Asia's real economic product tripled, and with 22 per cent of the global economic product, the region's share of world GDP now matches that of "Euroland".

Western Europe would still be a force to be reckoned with, but its position in the world economy would be a far cry from what it was only a half century earlier. Even the combined GDP of its four largest economies would just about match that of India, then the number two in Asia (*Economist* 2005: 86).¹

Returning to China, its (PPP adjusted) per capita income stood at roughly US\$ 4,650 in 2007 according to the International Monetary Fund (2008). Compared to the US\$ 29,500 that the average West European citizen had at his or her disposal in that year, this is not much. And even if China overtook the U.S. as the largest economy in the next 10 to 15 years, its per capita income, while significantly higher than now, would continue to be well below the OECD average. The world would nevertheless have witnessed the emergence of an economic giant of historically unprecedented proportions. And this giant would still have ample scope for further catching up.

III

To assess China's chances to actualize its potential, a closer look at present Chinese realities provides a useful starting point. The first thing to note in this respect is that the China of today bears little resemblance to the China of the pre-reform era. Since 1978, the country underwent a fundamental transformation, affecting all spheres of life, and even though this transformation is far from completed, dramatic changes have already taken place (Guthrie 2006). Before 1978, China was one of the poorest countries in the world. With continuously rising per capita incomes, it has been a lower middle income country since 2003 (Independent Evaluation Group 2007), and it should reach the upper middle income level within the next few years.² And while the growing wealth is spread very unevenly across regions, China no longer has a single province that falls into the United Nations' "low development" category; the whole country is now either in the "high" or "medium" group (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, and the United Nations System in China 2005). This is also reflected in the steady improvement of its Human Development Index (from 0.527 in 1975 to 0.768 in 2004; United Nations Development Programme 2006: 289).

Prior to 1978, China's economy was predominantly agrarian, with over 70 per cent of the workforce engaged in the production of food and the primary sector accounting for nearly 40 per cent of the GDP. Today, the two figures are 46 per cent and 13 per cent, respectively. During the same time, the secondary sector's share in total employment rose from 17 per cent to 22.5 per cent, while that of the tertiary sector almost tripled from 12 per cent to 31 per cent. Industry's share in the GDP remained relatively stable (hovering around 44 per cent in 1983 compared to 46 per cent presently), but that of services shot up from 22 per cent in 1983 to 41 per cent in 2004. The importance of this shift becomes even more evident when considering that China's total workforce nearly doubled in this period,

¹ The *Economist's* prediction is based on purchasing power parities. Using exchange rates, the combined GDP of the four countries would still be significantly above that of India in 2026, but below that of China which would then be the world's second largest economy, rather than the largest, as indicated above. The overall trend would nevertheless stay the same.

² The IMF estimates that by 2013, China's per capita income should reach roughly PPP US\$ 9,700, the level of Germany in 1980 (International Monetary Fund 2008). Note that China's annual income gains now match (in several cases even surpass) the total per capita incomes of many of the world's poorest countries (see United Nations Development Programme 2006: 283-286).

from 401 million in 1978 to 750 million today. Of the 350 million workers who newly entered the labor market, 280 million, or 80 per cent, were absorbed by the secondary and tertiary sectors.¹ The result is a compression of developmental time without equal in economic history (Kynge 2006).

The modernization of China's economy was accompanied by a massive urbanization wave. Before China's transition to capitalism, 82 per cent of its population lived in rural areas. Over the past three decades, this share has shrunk to 58 per cent. In absolute numbers, this means that China's urban population more than tripled from 172 million in 1978 to 542 million in 2004, and the United Nations estimate that it will grow to 870 million, or roughly 65 per cent of Chinese, by 2030 (National Bureau of Statistics of China 2005; Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat 2006). Rapid urbanization is also reflected in the increase of cities with a population of one million or more. In 1980, there were 15 such cities in China, by 1999 their number had risen to 37 (Song/Zhang 2002; Zhang 2004; Wu et al. 2007), and today there are 40 cities of this size, with another 53 cities behind them whose population surpasses half a million (Kynge 2006). The building and expansion of these cities, in conjunction with China's huge investment in its physical infrastructure, has led to what is arguably history's biggest construction boom.

The expanding urban landscape is also home to nearly half of China's growing middle class. According to the Chinese Academy of Social Sciences, 247 million people, or 19 per cent of the population, were middle class in 2003, up from 15 per cent in 1999. The study that found these results classified households with assets worth between US\$ 18,000 and US\$ 36,000 as middle class (*Reuters News*, 22 June 2005), and according to another study by Asian Demographics, in 2002 some 70 per cent of urban households earned incomes between US\$ 2,000 and US\$ 7,500 a year (*Economist*, 5 March 2005).² Because of the one-child policy, urban households tend to be small in China – usually three people, who thus have to spend relatively more money than people living in countries with larger households. Assuming the economy retains its current momentum and the middle class continues to grow by one percentage point a year, it may comprise as much as 40 per cent of China's population by 2020,³ totaling more than 500 million people and surpassing the whole population of the EU. Together with the two to three per cent truly rich, this middle class is beginning to define the cultural, socio-economic and political expectations, as well as the lifestyles, of an increasingly self-confident and cosmopolitan citizenry. A sexual revolution is underway (Zhang/Gu 2007), women are becoming more emancipated, grass roots organizations – from charity to environmental protection groups –

¹ National Bureau of Statistics of China 2005. As widely reported in the world press, China's National Bureau of Statistics revised its figures for the tertiary sector upward in December 2005, leading to a relative downgrading of the respective figures for the primary and secondary figures compared to those given in the country's Statistical Yearbook 2005.

² All dollar amounts given in the above paragraph are calculated according to the exchange rate method. A study reported by Croll (2006: 313) and using purchasing power parities estimated that by 2003, 2.2 per cent of the Chinese population (those living in some of the most developed cities) had reached income levels equal to US\$ 27,700 annually, while another 22 per cent enjoyed mid-level incomes of US\$ 9,200.

³ Put another way, in 2005, 60 million Chinese were wealthy enough to buy themselves a car; by 2010, that number should have risen to 160 million.

, are mushrooming everywhere, a vibrant arts scene has developed, and the consumption patterns in the leading cities (on the latter point, see Croll 2006, ch. 4) now resemble those of any big metropolis, eastern or western.

The emergence of China's middle class would not have been possible without fundamental changes in the economy. During the past three decades, millions of new small and medium-sized businesses sprang up throughout the country, and by 2003, the private sector accounted for as much as 59 per cent of the GDP (OECD 2005). Many of China's most successful companies were founded by former peasants whose entrepreneurial spirit and dynamism took the political leadership by complete surprise (Fishman 2004: 74). Like the state owned enterprises, they started out producing relatively simple everyday necessities and utilizing cheap labor. But even China's manufacturing is now way beyond the stage of purely assembly-driven, low-technology commodity production. The image of the world's workshop or factory is still valid (see Zhang 2006) – if the industries that epitomize it had disappeared, the millions of migrants that leave the farms each year could not find any jobs suiting their skill levels, nor could the masses of workers who have lost theirs' in the fast declining state sector (25 million employees were laid off from inefficient state enterprises in just five years after the Asian financial crisis of 1997). Yet, this is only part of the story. China is continuously moving up the technology ladder, positioning itself for higher levels of industrialization, and the country keeps flooding the world markets with ever-more advanced goods and services (Gill/Kharas 2007). This creates opportunities for the rapidly expanding middle class – in engineering, banking, merchandising, legal and financial counseling, the provision of medical services, etc. In cities such as Shanghai, this class is virtually creating itself by setting up thousands of new firms that cater to expensive tastes and that prosper because a critical mass of well-to-do customers already exists.

This middle class is also fairly well educated. For a country at its level of development, China had a relatively well-educated workforce when its transition to capitalism began. By 1980, China had achieved an adult literacy rate of 69 per cent, roughly equivalent to that of the East Asian tigers at the time of their economic takeoff. The groundwork for this success was laid by the communists, who made free basic education compulsory for all children after 1949 (Drèze/Sen 1995). The goal to achieve universal literacy suffered a serious setback when, following the second wave of economic liberalization beginning around 1992, school fees were introduced that many poor families could not afford. Overall, the upward trend in schooling nevertheless continued; by 2003, the primary school enrolment rate had reached close to 99 per cent, and in 2004, the adult literacy rate stood at 91 per cent (United Nations Development Programme 2006: 324). However, these figures mask considerable inter-regional disparities; some rural areas, especially in China's less developed West, continue to have much lower levels of educational attainment (National Bureau of Statistics of China 2005). To address these problems, primary school fees have been abolished for all children in rural areas as of 2007, amongst other measures. For the financing of tertiary education, on the other hand, China increasingly relies on the market mechanism. Tuition charges now make up 26 per cent of the revenues of public universities, nearly twice the level in 1998. Despite this surge in fees, student numbers have increased steadily. In the 1980s, only 2 to 3 per cent of school-leavers went to university, in 2003, the figure was 17 per cent. In 2006, more than four million students graduated from university, up from just over one million five years earlier. The expansion at the doctoral level is even faster than for undergraduates: between

1999 and 2003, nearly 12 times as many doctorates were awarded as in the period from 1982 to 1989 (*Economist*, 10 September 2005; *Spiegel Online*, 28 August 2006).

In addition to building up its human capital stock through educational expansion, another strategic investment that a country needs to make for catching up with the world's economic leaders is in research and development which, being key to indigenous technological innovation, is widely believed to be a prerequisite for moving to the top (Abramovitz 1986; Sachs/McArthur 2002). Following this mantra, China is engaged in a massive effort to build up its research facilities. The central government is investing heavily in a number of select universities, several provincial governments are doing likewise. The models are the American elite universities, the goal is to foster academic excellence, and to achieve it, Chinese scientists with PhDs from the U.S. are aggressively recruited as heads of departments and faculty members in the expectation that this will help local institutions emulate best scientific practice and attain world class status. It is no accident that the most widely used ranking of the world's top universities, the Shanghai index, is produced by a Chinese university; it indicates where China presently stands and where to look for guidance on its further way up. To get there, the government commits substantial financial resources. Between 1995 and 2004, China more than doubled its research and development expenditure, whose relative share in the GDP rose from 1 per cent to 1.44 per cent in just four years (National Bureau of Statistics of China 2005). That is still a lot less than the 2.5 to 3.8 per cent of GDP that the socio-economically most advanced nations are currently spending (Frank 2006), but with annual growth rates of 20 per cent or more, the gap is narrowing quickly. The EU-25 average of 1.9 per cent of GDP will soon be reached, and by 2020 China aims to catch up with the spending levels of globally leading countries. In terms of absolute amounts spent, the country surpassed Japan in 2006, making it the world's second highest investor in research and development after the United States. With an increase of 77 per cent between 1995 and 2004, the country now also has the second largest number of researchers in the world (OECD 2006). The investments are clearly paying off: In 2006, China ranked eighth in the number of international patents awarded per country, thus joining the club of the world's leading technological innovators (World Intellectual Property Organization 2007).

IV

To summarize what has been said so far, it seems that China is well prepared to continue its rise – in the economy and beyond. Assuming this rise were indeed to continue, then what would it imply for the rest of the world, especially for Europe?

Demographic developments provide a first hint. In 1960, what was the EU-25 until the end of 2006 (after which Bulgaria and Romania joined the Union) comprised 12 per cent of the world population. By 2002, this share had shrunk to 7 per cent despite a total population growth from 378 million to 453 million people. During the same time, China's share in the world population remained stable at 21 per cent, but the total number of Chinese doubled from 650 million to 1.3 billion people (European Commission 2004). As a result, the population ratio in favor of China that was 2:1 in 1970 is nearly 3:1 now.

It does not take much imagination to predict what this means in terms of world economic power. A China that reached a level of development similar to that of an average OECD member would dwarf any national European economy and, eventually, surpass the economies of the entire West. Historically speaking, this would be nothing new. Up until the first half of the 19th century, China's GDP was higher than that of North America and

Western Europe combined. So in this sense, and when looked at through Chinese lenses, its rise to the top would mean little more than that the Middle Empire regained the position it lost after 1840 (Maddison 2001: 117; Qian 2003). In terms of world trends, however, and when viewed from a European perspective, it would mean nothing less than the end of an era that began roughly 500 years ago with the breakthrough to early modernity: the era of European or, for that matter, Western supremacy and hegemony. Globally speaking, we may thus well be witnessing the most significant socio-economic development since the Renaissance.

Given this significance, it is probably fair to say that European intellectuals and social scientists have thus far not devoted the amount of attention to the process that it would seem to deserve. 20 years ago, the American sociologist Edward Tiryakian (1985) published an essay in which he suggested that the "epicenter" of modernity, having shifted from Europe across the Atlantic to the United States after World War I, might be headed for yet another ocean crossing in the 21st century, this time moving to the Pacific and with East Asia as the most likely candidate for succeeding North America "at the helm". Tiryakian included China in the new geographic centre that he visualized for modernity, but did not attribute special weight to this emerging giant. That is understandable. By the time he made his forecast, Japan and the four tigers were well ahead of China in all relevant developmental dimensions. They still are, but today it is easier to see that China could become much like them before long.

The notion of a new centre of modernity obviously implies more than just a shift in the weights of the world economy. It implies a complete reversal of the world order as we know it, a transformation whose impacts could be, to use the words of the United States' National Intelligence Council, "as dramatic" as the rise of America in the 20th century" (*Economist*, 5 March 2005: 3; for a similar assessment, see Shenkar 2006: 42), one in which the West would lose its centre status throughout: in world politics, in military strength, and, possibly, in the areas of science and (popular) culture as well because the impulses for future global developments would now predominantly emanate from outside its hemisphere. The West, rather than defining the parameters of change for the rest of the world, as it has for several centuries, would increasingly become subject to forces that it must react to, but cannot control.¹

This may be a possible scenario. But is it realistic? The perception of this matter differs greatly among European and Asian (social scientific) observers. Thus, while the former mostly treat the scenario's potentiality with a great deal of skepticism, if not outright rejection, for many of their Asian counterparts the question is not whether it will come true, but only when and with what kind of a China the world will have to deal once the country has reached the centre position. Given that Asian scholars generally tend to be better versed in European affairs than their European colleagues are in those of distant Asia, whose judgments should be trusted more?

A rhetorical question does not of course settle the matter. And the only thing that can be said with certainty today is that nobody really knows whether the scenario will materialize. For "us", it is doubtless hard to conceive that it should. But then – remember

¹ "Increasingly, it is what China chooses that will determine the West's economic future, not the other way around", as Prestowitz (2005: 77) comments on the country's economic rise, and he adds the same will hold for geopolitical developments, technological innovation and other important areas.

John Stuart Mill, whose skepticism has been proven unfounded many times over. For him, the conditions that "we" more or less take for granted were just as inconceivable as a future that would differ radically from present realities is for "us". And if there are any lessons to be learned from the history of the past two centuries, then this is that radical, in fact constantly accelerating change is endemic to modernity. One should thus not be too surprised if the future held in stock a few surprises.

Reality is, at any rate, moving in the direction of the scenario. In the economy, Europe has already begun to feel the impact: a massive wave of de-industrialization is under way, exerting downward pressure on workers' wages and turning many of the erstwhile heartlands of manufacturing into wastelands; the ongoing "virtualization" of labor markets following the IT revolution is beginning to have similar effects in the tertiary sector, especially in the area of high-quality services involving the design and/or utilization of advanced technology (Aneesh 2006; Friedman 2006), which is no longer the West's exclusive domain. Reflecting its rise, China was recently given greater voting power in the International Monetary Fund at the cost of Europe, and the framework for a new G7/8 in which the whole of EU-Europe would be represented by just one voice, is under discussion. Politically, China progressed from an insular state to a confident and influential global player. Using the vehicle of state-owned or controlled companies, it is establishing itself in countries with natural resources needed to fuel its economy, especially in Africa, Latin America and the Middle East, where such companies also see strategic opportunities to become multinationals. Itself still a recipient of developmental aid, China helps poor countries build infrastructures or offers interest-free loans (the total amount of assistance given to the world's poorest continent thus far is estimated to be worth US\$ 5.5 billion) without asking questions about good governance and human rights, thus providing governments with an alternative to a more demanding West and forging new alliances (Kurlantzick 2005; Traub 2006).¹ At the same time, the socio-economic successes that China achieved at home without democratizing are raising growing interest in other parts of the world. If China continues to rise despite – but some argue: because of – the authoritarian character of its political system, then the Western-dominated world models (Meyer et al. 1997) that served as reference points for human development during the past half century might well lose in global attractiveness;² in fact, our very understandings of

¹ For a detailed discussion of China's recent engagement in Africa, see Wild/Mepham 2006. In November 2006, China held a Sino-African conference in Beijing to which the political leaders of the entire continent bar five countries that have kept allegiance with Taiwan were invited. A gathering of this order and symbolic significance (in the weight it accords the troubled continent) is without historical precedent.

² Inglehart and Welzel (2005: 156) argue forcefully that the chances that China will democratize increase with growing prosperity (they even predict China will become a democracy "within the next fifteen to twenty years"), in which case China's rise would not only leave the above world models intact, but confirm their global appeal. But while this may be a plausible course of development, history may also take a different turn. The case of Singapore shows that it is possible to reach very high levels of socio-economic development without adopting a full-fledged liberal democracy – and this has not gone unnoticed in Beijing. Nor would such a polity necessarily be unpopular with the Chinese middle classes (see Unger 2006) without whose support a transition to democracy is hard to conceive. One should therefore not rule out the possibility that a moderate form of authoritarianism, or a "partly free" political system in the language of Freedom House, might stabilize itself in the long run (see also He 2003 on the possibility of the emergence and

what it means to be modern, of modernity and modern society, could take on a substantially different meaning (Featherstone 2007). Europe, in particular, is also challenged at yet another front. The whole of East Asia is investing heavily in research and development (Gill/Kharas 2007, ch. 7). As indicated before, China is no exception – and its elites have no doubt that at least some of its universities will be world class, on a par with Ivy League schools such as Harvard, MIT or Princeton, within a matter of a few decades. For Europe, which lost its position as the global leader in science to the United States after World War II, this means it now faces serious competition from below as well – and unless it struggles very hard, it might soon lose its present second rank to an Asia that is determined to turn itself into a knowledge hub producing cutting-edge science and technology (*Economist*, 10 September 2005: 14).¹

V

Thus far, the paper's focus has been almost exclusively on China's potentials and "assets", as it were. It is, however, well known that the country faces momentous problems that it will have to tackle if it is to continue its rise. The remainder of the paper is therefore devoted to glancing at some of these problems.² Among the foremost of them is probably the explosive growth in social inequality. Between 1981 and 2004, the Gini coefficient for income inequalities rose from 0.288 to 0.465, faster than anywhere else in the world (X. Wang 2005). Enormous disparities exist not only between different social groups, but also between regions as well as between rural and urban China.³ The dismantling of the old socialist social security system left two thirds of the population without access to health care (Pei 2006), only a minority of urban dwellers receives an old-age pension, and access to (especially higher than primary level) education has become a lot more unequal in recent years (Zhang/Kanbur 2005); due to the persistence of the hukou (or household registration) system that severely disadvantages them (F.L. Wang 2005), there is no protection whatsoever for the up to 200 million migrant workers who often work without a

gradual consolidation of a "mixed" political system in China, one that blends various authoritarian and democratic elements of governance).

¹ The latest world university ranking conducted by the *Times Higher Education Supplement* (October 2007) contains just three continental European universities, but seven East Asian universities, among its top 50. The only European country that performs well in this ranking is Great Britain (with eight universities in the top group). The highest position reached by a German university (Heidelberg) is rank 60 – a remarkable result for a country whose universities were once admired across the globe. Things don't look much better if one relies instead on the Shanghai index instead, wherein the best performing German universities are presently (2007) accorded ranks 53 (University of Munich) and 54 (Technical University of Munich), respectively (<http://ed.sjtu.edu.cn/rank/2007/ARWU2007FullListByRank.pdf>).

² For a recent overview of some of the most pressing social, political and economic problems facing China, see Tubilewicz 2006.

³ For example, using the Human Development Index of the United Nations as a yardstick, affluent urban Shanghai would rank 24 in the global HDI league (alongside Greece), while poor rural Guizhou Province would find itself alongside Botswana, ranked 131 (United Nations Development Programme 2006: 271). Also, regional growth rates differ substantially. However, even the worst performing province (Qinghai) grew by 5.9 per cent annually between 1978 and 2004 (Chaudhuri/Ravallion 2006), more than Germany during its miracle growth phase.

contract and whom the employers and/or authorities frequently simply ship out when they are no longer needed; peasants are tyrannized by predatory village, town and county governments that often seize their land without paying any compensation; the legal system is weak and under the tutelage of the Communist Party; corruption is rampant; several of the state-controlled banks are technically insolvent because they have issued far too many non-performing loans; ecological degradation has reached such proportions that the damage it causes now equals the value of China's entire GDP growth; and so forth. Also, China's population is rapidly ageing and characterized by a seriously imbalanced sex-ratio (Zhao/Guo 2007), in part due to population control measures (such as the one child policy) introduced in the late 1970s and to a pervasive strong son preference, especially among the rural population, which has resulted in high levels of female foeticide (sex-specific abortions) and infanticide (killing of unwanted girls) (Croll 2000).

Tens of thousands of – illegal, and hence risky – protest demonstrations that are taking place each year across the country testify to the seriousness of the situation. Might it not get out of control? Might China's daunting problems not derail the whole development process by threatening social stability or throwing the country into a deep economic crisis? They might indeed. However, when measuring them against present Western standards and achievements, one should also not forget the enormous surge in inequality and the appalling misery that accompanied the early stages of "socially disembedded" (Polanyi 1957) capitalism in Europe and North America. These problems did not stop the rise of the West, nor did repeated economic crises (including the Great Depression of the late 1920s), because the West eventually found solutions that rendered capitalism socially sustainable: policies that improved the opportunities and that raised the living levels of the less well off, allowing them to share in the growing prosperity. Japan and the four tigers have done likewise.¹ Why should China not be able to repeat the successes of its East Asian forerunners? After all, when the tigers embarked on their route to affluence, they were almost all in desperate conditions (Jones 1993) and many observers viewed them as doomed to fail.

Much of China is still quite poor. However, using the World Bank's US\$ 1/day income measure, China lifted several hundred million people out of extreme poverty since 1981, reducing the incidence of absolute poverty from 49 per cent of the population to 9 per cent in just 20 years (Gill/Kharas 2007: 63).² Relative poverty remains a huge problem though, and while the central government in Beijing largely left its solution to the market forces until recently, it is now recognizing the need for, and beginning to devise policies aimed at, addressing it directly (Croll 2006). Several relief programs with a multitude of functions have been implemented since 2001, from providing minimum living subsidies, free textbooks to needy students, assistance to villagers and farmers, to the training and skills upgrading of the rural poor. The 2005 budget devoted some funds to the renewal of a

¹ For a brief overview of East Asian welfare policies and regimes, see Schmidt 2008. It is perhaps worth noting that economic historians believe the working conditions facing Japanese workers during the country's initial phase of industrialization may have been worse than those in Britain and several other European countries in the first half of the 19th century (Landes 1998: 383ff.). They did not stay that way.

² Put another way and using the World Bank's recently revised poverty standard, the number of Chinese having to live on less than US\$ 1.25 per day fell by 600 million between 1981 and 2005 (Chen/Ravallion 2006 : 21).

rural health insurance scheme. Agricultural taxes that were widely seen as unjust due to their regressive distributional consequences have been abolished as of 2006. The Western Region Development Strategy, launched in 2000, channels significant resources to the development of some of the poorest provinces; and in 2003, a similar project to revitalize the Northeast, once the cradle of China's modern industry, but hard hit by the restructuring of the economy after 1990, got underway. Even environmental protection is now also an official public concern. And since the late 1990s, China has cautiously begun to experiment with democratic reforms of its governance system, including the introduction of direct elections of a certain proportion of resident committee members, as well as various deliberative institutions aimed at promoting (orderly) public debate (He 2003).

Whether the above and several other measures that cannot possibly even be mentioned here will suffice to keep China on the upswing remains to be seen. But whatever the ultimate development, the West, and Europe in particular, had better not bet on China's failure. If they prepared themselves for a China that eventually proved less powerful than some expect, and increasingly fear, the harm inflicted would be modest at worst.¹ If, on the other hand, they are later taken by surprise because they do not take China seriously enough now, the punishment could be severe. As one Chinese delegate to a business meeting held 2006 in Hamburg told the perplexed audience: "We are living in a different world, and you should face up to the new realities (...). You may be frustrated, but don't give up, or else you have no future" (*Spiegel Online*, 14 September 2006, my translation). No future again – only this time the reference is to socio-economic problems endangering it, not to ecological ones.²

References:

1. Abramovitz, M., 1986: "Catching Up, Forging Ahead, and Falling Behind". *Journal of Economic History* 46: 386-405.
2. Aneesh, A., 2006: *Virtual Migration. The Programming of Globalization*. Durham: Duke University Press.
3. Chaudhuri, S./Ravallion, M., 2006: *Partially Awakened Giants: Uneven Growth in China and India*. World Bank Policy Research Working Paper 4069, November 2006. Washington, D.C.: World Bank.

¹ But how could the European social sciences contribute to this preparation? One thing they would need to take would be to overcome their methodological regionalism, their strong centering on Europe and/or the West as (more or less exclusive) objects of study and interest. For if they do not come to terms with globalization, which implies extending the scope of their analytical horizon to the entire globe, they will be increasingly hard put to understand even the challenges facing their own region.

² The above-quoted statement may sound rude to Europeans but reflects a broader change of mood in Asia. Once revered as a model of modernity, Asian elites now widely see Europe as a continent of the past. A recent newspaper article (*Straits Times*, 29 April 2006) cites former Singaporean prime minister Lee Kuan Yew saying "Europe will soon become irrelevant for anything other than tourism and high-end real estate" if Europeans continue on their current course, and a prominent Chinese businessman warning at a gathering of economic and political leaders held in Paris earlier that year "You Europeans are becoming a Third World country, you spend time on the wrong questions – the Constitution, the welfare state, the pensions crisis – and you systematically give the wrong answers to the questions you raise".

4. Chen, S./Ravallion, M., 2008: *The Developing World Is Poorer Than We Thought, But No Less Successful in the Fight Against Poverty*. World Bank Policy Research Working Paper 4703, August 2008. Washington, D.C.: World Bank.
5. Bourguignon, F./Morrison, C., 2002: "Inequality Among World Citizens: 1820-1992", *American Economic Review* 92: 727-744
6. Croll, E., 2000: *Endangered Daughters. Discrimination and Development in Asia*. London: Routledge.
7. Croll, E., 2006: *China's New Consumers. Social Development and Domestic Demand*. Abingdon: Routledge.
8. Drèze, J./Sen, A., 1995: *India. Economic Development and Social Opportunity*. Delhi: Oxford University Press.
9. Easterlin, R.A., 2000: "The Worldwide Standard of Living Since 1800". *Journal of Economic Perspectives* 14: 7-26.
10. Economist, 2005: "The World in 2026", p. 86 in: *The World in 2006*. London: Economist.
11. European Commission, 2004: *Eurostat Yearbook 2004. The Statistical Guide to Europe. Data 1992-2002*. Brussels: European Commission.
12. Featherstone, M., 2007: "Modernity and the Cultural Question", forthcoming in: V.H. Schmidt (ed.), *Modernity at the Beginning of the 21st Century*. Newcastle: Cambridge Scholars Publishers.
13. Firebaugh, G., 2003: *The New Geography of Global Inequality*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
14. Fishman, T.C., 2004: *China, Inc. How the Rise of the Next Superpower Challenges America and the World*. New York: Scribner.
15. Frank, S., 2006: "R&D Expenditure in Europe", *Eurostat. Statistics in Focus. Science and Technology* 6/2006: 1-7.
16. Friedman, T.L., 2006: *The World is Flat. The Globalized World in the Twenty-First Century*. London: Penguin.
17. Gill, I./Kharas, H., 2007: *An East Asian Renaissance. Ideas for Economic Growth*. Washington, D.C.: World Bank.
18. Guthrie, D., 2006: *China and Globalization*. Abingdon: Routledge.
19. He, Baogang, 2003: "The Theory and Practice of Chinese Grassroots Governance: Five Models", *Japanese Journal of Political Science* 4: 293-314.
20. Independent Evaluation Group, 2007: *Development Results in Middle Income Countries. An Evaluation of the World Bank's Support*. Washington, D.C.: World Bank.
21. Inglehart, R./Welzel, C., 2005: *Modernization, Cultural Change, and Democracy. The Human Development Sequence*. Cambridge: Cambridge University Press.
22. International Monetary Fund, 2008: *World Economic Outlook Database*. April 2008. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/01/weodata/weose1gr.aspx>.
23. Jones, C., 1993: "The Pacific Challenge. Confucian Welfare States", pp. 198-217 in: C. Jones (ed.), *New Perspectives on the Welfare State in Europe*. London: Routledge.

24. Landes, D., 1998: *The Wealth and Poverty of Nations*. New York: Norton.
25. Kurlantzick, J., 2005: "China's Chance". *Prospect* 108: 3-17.
26. Kuznets, S., 1973: "Modern Economic Growth: Findings and Reflections". *American Economic Review* 63: 247-258.
27. Kyngge, D., 2006: *China Shakes the World – The Rise of a Hungry Nation*. London: Weidenfeld & Nicholson.
28. Maddison, A., 1995: *Monitoring the World Economy 1820-1992*. Paris: OECD.
29. Maddison, A., 2001: *The World Economy: A Millennial Perspective*. Paris: OECD.
30. Marx, K./Engels, F., 1967: *The Communist Manifesto*. With an Introduction by A.J.P. Taylor. Harmondsworth: Penguin.
31. Meyer, J.W./Boli, J./Thomas, G.M./Ramirez, F.O., 1997: "World Society and the Nation State". *American Journal of Sociology* 103: 144-182.
32. Mill, J.S. 1965: *Principles of Political Economy*. Toronto: University of Toronto Press.
33. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, and the United Nations System in China, 2005: *China's Progress Towards the Millennium Development Goals 2005*. Beijing: Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, and the United Nations Team in China.
34. National Bureau of Statistics of China, 2005: *China Statistical Yearbook 2005*. Beijing: China Statistics Press.
35. OECD, 2005: *Income Disparities in China: An OECD Perspective*. Paris: OECD.
36. OECD, 2006: *OECD Science, Technology and Industry Outlook 2006*. Paris: OECD.
37. Offe, C., 1987: "The Utopia of the Zero Option: Modernity and Modernization as Normative Political Criteria". *Praxis International* 7: 1-24.
38. Pei, M., 2006: *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
39. Polanyi, K., 1957: *The Great Transformation*. Boston: Beacon Press.
40. Population Division of the Department of Economic Affairs and Social Affairs of the United Nations Secretariat, 2006: *World Population Prospects: The 2004 Revision and World Urbanization Prospects: The 2005 Revision*. <http://esa.un.org/unup>
41. Prestowitz, C., 2005: *Three Billion New Capitalists. The Great Shift of Wealth and Power to the East*. New York: Basic Books.
42. Qian, Y., 2003: "How Reform Worked in China", pp. 297-333 in: D. Rodrik (ed.), *In Search of Prosperity. Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.
43. Sachs, J.D., 2000: "Notes on a New Sociology of Economic Development", pp. 29-43 in: L. Harrison/S.P. Huntington (eds.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*. New York: Basic Books.
44. Sachs, J.D./McArthur, J.W., 2002: "Technological Advancement and Long-Term Economic Growth in Asia", pp. 157-185 in: C.-E. Bai/C.-

- W.Yuen (eds.), *Technology and the New Economy*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
45. Schmidt, V.H., 2008: "Convergence With a Twist: East Asian Welfare Capitalism in Comparative Perspective", pp. 309-331 in: K.F. Lian/C.K. Tong (Hg.), *Social Policy in Postindustrial Singapore*. Leiden: Brill.
 46. Shenkar, O., 2006: *The Chinese Century*. Upper Saddle River: Pearson Education.
 47. Song, S./Zhang, K.H. 2002: "Urbanisation and City Size Distribution in China", *Urban Studies* 39: 2317-2327.
 48. Tiryakian, E.A., 1985: "The Changing Centers of Modernity", pp. 131-147 in: E. Cohen/M. Lissak/U. Almagor (eds.), *Comparative Social Dynamics. Essays in Honor of S.N. Eisenstadt*. Boulder, Col.: Westview Press.
 49. Traub, J., 2006: "The World According to China", *New York Times*, 3 September 2006.
 50. Tubilewicz, C. (ed.), 2006: *Critical Issues in Contemporary China*. Abingdon: Routledge
 51. Unger, J., 2006: China's Conservative Middle Class, *Far Eastern Economic Review*, April 2006: 27-31.
 52. United Nations Development Programme, 2006: *Human Development Report 2006: Beyond Scarcity: Power, Poverty and the Global Water Crisis*. New York: United Nations Development Programme.
 53. Wang, F.-L., 2005: *Organizing Through Division and Exclusion. China's Hukou System*. Stanford: Stanford University Press.
 54. Wang, X., 2005: "China's Wealth Inequality Coefficient Surpasses International Warning Level", *The Epoch Times International*, 20 July 2005.
 55. Wild, L./Mephram, D. (eds.), 2006: *The New Sinosphere. China in Africa*. London: Institute for Public Policy Research.
 56. World Bank, 1993: *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy*. New York: Oxford University Press.
 57. World Intellectual Property Organization (WIPO), 2007: *PCT Newsletter No. 02/07*.
http://www.wipo.int/edocs/pctndocs/en/2007/pct_news_2007_02.pdf.
 58. Worldwatch Institute, 2004: *State of the World 2004. Progress Towards a Sustainable Society*. London: Earthscan.
 59. Wu, F./Xu, J./Ye, A.G.-O, 2007: *Urban Development in Post-Reform China*. Abingdon: Routledge.
 60. Zao, Z./Guo, F. (eds.), 2007: *Transition and Challenge. China's Population at the Beginning of the 21st Century*. Oxford: Oxford University Press.
 61. Zhang, L., 2004: *China's Limited Urbanization: Under Socialism and Beyond*. New York: Nova Science Publishers.
 62. Zhang, K.H. (ed.), 2006: *China as the World Factory*. Abingdon: Routledge.

SITUACIÓN ACTUAL DE LA FECUNDIDAD EN ESPAÑA: ANÁLISIS DESCRIPTIVO Y PROPUESTAS DE MEJORA

María CRESPO GARRIDO
Departamento de Economía Aplicada.
Universidad de Alcalá, España
maria.crespo@uah.es

Abstract: *The fertility in Spain is such one of the most important problems for the Spanish economy. The fertility rate has failed until levels which doesn't guarantee the generational replacement, although, in the last years it seems that have been corrected but it isn't enough. This reality is according with the data on fertility that launch our European neighbours, as Poland, Czech Republic and Ireland, those who beside our country, show falls in their fertility rates under the average of the European Union. In some cases it's argued the incorporation of the women to the labour market like the main course of this social reality, however, the true is that the low of the fertility has occurred such in working women as in those who doesn't work out of home.*

Key words: Fertility, public policies, working women, children, births.

I. Introducción

En este trabajo se pretenden vislumbrar las causas reales por las que las mujeres han dejado de tener hijos ya que el número total de hijos que tienen es significativamente menor que en décadas pasadas y, sobre todo, el por qué las mujeres tienen un número de hijos significativamente inferior de lo que exponen como número ideal de descendientes.

Frente a esta realidad, los poderes públicos no pueden ser neutrales y debe tener en consideración que si las mujeres, según revela la Encuesta de Fecundidad realizada en España en 1999, tienen menos hijos de lo que les gustaría, y en, alrededor del 50% de las razones, apuntan de forma directa o indirecta, motivos económicos, desde las instancias públicas deberían adoptarse soluciones eficaces que atajaran parte del problema.

Es indudable que la decisión de tener o no hijos entra en la esfera personal de los cónyuges pero de lo que no cabe duda es que la evolución de la natalidad tiene consecuencias importantes para la sociedad, por lo que los poderes públicos, respetando la libertad de los progenitores, deben arbitrar medidas públicas para que aquellos que quieran tener más hijos de lo que el entorno social y económico les permite, eliminen esas trabas y accedan a la maternidad de forma libre. Las Administraciones públicas deberían evaluar los costes de oportunidad de tener un hijo para compensar a aquellos que lo soliciten esta pérdida de utilidad, no siempre traducida en términos económicos, a través de diferentes medidas que posteriormente se verán.

A lo largo de la historia han existido múltiples razonamientos que pretendían justificar la realidad de la fecundidad en los distintos países. Así las teorías explicativas de la evolución de la fecundidad tratan de dar argumentos tanto desde un punto de vista sociológico como desde una perspectiva económica. Esta última tendencia distingue cuatro momentos en los que se pueden identificar realidades características de la fecundidad.

Muchas de teorías sociológicas arraigadas con gran fuerza en algunos sectores de la sociedad han hecho un flaco favor al desarrollo de la fecundidad al presentar este fenómeno como un obstáculo al desarrollo personal o profesional de la madre o como un impedimento a la “autorrealización”. Con el paso del tiempo se ha visto que el desarrollo profesional de una mujer no es incompatible con la maternidad pero las consecuencias del convencimiento de la veracidad de las mismas ha contribuido de manera sobresaliente a una drástica reducción de las tasas de fecundidad. Por lo que no pueden darse explicaciones tan simplistas a la caída de la fecundidad argumentando que la masiva incorporación de la mujer al mercado laboral es la causa de la caída de la natalidad. Es más cercano a la realidad el considerar que un cambio en los hábitos de vida es lo que ha motivado esta circunstancia. Una sociedad en la que han cambiado las prioridades, para la que la maternidad no es un valor básico y en la que la familia adopta roles de inestabilidad, quizás sean causas más reales que justifican el descenso de la natalidad.

A lo largo de las páginas siguientes se describen las realidades española y europea en lo que a fertilidad se refiere. En el cuarto capítulo se presentan las principales conclusiones a las que se ha llegado tras un pequeño estudio de campo en el que se ha querido conocer las causas que argumentan las españolas para justificar la caída en las tasas de fecundidad. Además se plantean algunas propuestas que podrían adoptarse para mejorar esta situación. Finalmente en el apartado de anexos se recogen los principales resultados cuantitativos del estudio de campo y se propone una encuesta más concisa que, si se lleva a cabo, podría arrojar alguna luz sobre los motivos por los que las españolas tienen muchos menos hijos que años atrás.

II. Análisis de las tasas de fecundidad en España

A juicio de Preston las razones por las que las jóvenes actuales no desean tener hijos, pueden responder a tres tipos de causas:

Motivos económicos: Tanto los costes monetarios como los costes de oportunidad de tener un hijo. Los costes monetarios son evidentes; educación, alimentación, vestido, ..., mientras que los costes de oportunidad, mucho más subjetivos, vienen reflejados por todo lo que la mujer tiene que dejar de hacer a cambio de la maternidad, y sobre todo, la valoración que la mujer da a lo que abandona por tener un hijo y si se ve o no compensado con la satisfacción que le reporta tener un hijo más.

La generalización en la utilización de técnicas artificiales de anticoncepción en los países europeos desarrollados.

Modificación en el sistema de valores de la sociedad, pues ha sufrido un cambio sustancial. Entre estos, hay que señalar un fuerte individualismo que impregna toda la sociedad.

En la actualidad se hace gran énfasis en las dos primeras causas, olvidando el tercer grupo de motivos por los que la natalidad ha descendido en los últimos años. Es cierto que las causas económicas son argumentadas por un gran número de mujeres, al igual que revelan la generalización de la utilización de métodos anticonceptivos pero los análisis de fecundidad olvidan el tercer factor, de especial importancia y más difícil de solucionar ya que se debe a cambios en la mentalidad de los ciudadanos, difícilmente modificables en el corto plazo.

A. Situación estadística de la fecundidad en España

En este apartado se pasa revista por los principales datos directa o indirectamente relacionados con las tasas de natalidad en España. Tratando de facilitar un horizonte temporal, se han tomado los datos publicados por Eurostat sobre cada una de las variables en 1975, 1980, 1990, 2000, 2001, 2002, 2003 y 2004. Se han elegido estos años para conocer tanto la evolución seguida en los treinta últimos años del siglo XX, como para poder hacer alguna previsión de la posible tendencia que seguirá nuestro país en los próximos años.

Al igual que nuestros vecinos europeos, en España la natalidad se desplomó y entre 1978 y 1994, los nacimientos experimentaron un descenso del 42%. Esta caída *tocó fondo* en los primeros años noventa y parece que a lo largo de los primeros años de la nueva centuria ha experimentado un repunte tan leve, que no deja lugar para el optimismo. Esta situación es plenamente compatible con un aumento de la población que revela el padrón a lo largo de distintos años.

Tasa bruta de natalidad. **Tabla 1**

(Niños nacidos por cada 1.000 habitantes)

	1975	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Total Nacional	18,76	5,22	10,33	9,88	9,98	10,14	10,52	10,65

Fuente: Instituto Nacional de Estadística.

En España en 1975 el número de nacimientos por cada mil habitantes era de casi 20 (18,76), situándose en la actualidad en 10,65. Es decir, en treinta años la tasa de natalidad ha caído casi un 50%. Como se dijo en el apartado correspondiente el caso de España, merece mención especial ya que en el momento actual se sitúa en la media europea ligeramente por encima o por debajo según se tomen cifras de la Europa de los 15 (10,7) o de la Europa de los 25 (10,5), pero en 1975 España se situaba muy por encima de la media comunitaria (13,6 Europa 15 o 14,4 Europa 25). Este importante descenso de la natalidad se puede deber a factores muy diversos que a lo largo de las páginas siguientes trataremos de descubrir.

Si se conjugan los datos de natalidad con el ratio número de hijos por mujer, se puede comprobar cómo este último ha experimentado una caída aún mayor. Esto responde a una circunstancia concreta y es que en España el *baby-boom* se produjo con un retraso de diez años respecto a lo acontecido en los países europeos, por esto se conjuga un aumento en las tasas de natalidad con un descenso en el índice de fertilidad, pues son más las mujeres que están en edad fértil y acceden a la maternidad, aunque tienen un menor número de hijos por mujer.

Así, en 1975 España se encontraba por encima de la media Europea (2,02 Europa 25 y 1,96 Europa 15) con 2,803 niños por mujer en edad fértil. Este indicador comenzó una tendencia descendente a partir de 1976 y a lo largo de los años noventa experimentó la caída más importante, situándose en 1996 el índice sintético de fecundidad en 1,16. Se mantuvo esta tendencia hasta 1998, fecha en la que experimentó un punto de inflexión, consiguiendo así que a lo largo de los primeros años del siglo XXI la tendencia fuera creciente. Sin embargo, este repunte no ha sido suficiente como para alcanzar la media

comunitaria (1,50 o 1,52 en la Europa de los quince), lo que hace suponer que nuestro país sigue la misma pauta de comportamiento que el resto de Europa aunque con una mayor intensidad.

Indicador de fecundidad. Tabla 2

	1975	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Total nacional	2,803	2,215	1,362	1,234	1,244	1,263	1,310	1,329

*) A partir del año 2002 los cálculos se han realizado con cifras de población proyectadas y, por tanto, susceptibles de ser revisadas. Los nacimientos provisionales están clasificados por lugar de inscripción.

Fuente: I.N.E.

Junto con la caída de las tasas de fecundidad debe resaltarse el fenómeno del retraso en la edad de las madres en el momento de tener su primer hijo. Si se observa el siguiente cuadro puede verse cómo el intervalo de 25 a 29 años era la edad en la que mayoritariamente las mujeres tenían hijos en los años 1975, 1980 y 1990. Este intervalo se ha visto desplazado cinco años más a partir del año 2000, fecha a partir de la cual las mujeres tienen sus hijos mayoritariamente entre los 30 y 34 años. La edad media de la maternidad en 1975 era de 28,8 años, edad que fue descendiendo a 28,2 en 1980. Se produjo un retraso en la edad media de maternidad a lo largo de la década de los ochenta hasta alcanzar 28,6 en 1988. Este proceso se aceleró en 1999 hasta 30,7 años.

Por otra parte, cabe destacar que en los dos últimos años de los que disponemos de datos; 2003 y 2004 han experimentado un crecimiento importante el número de hijos nacidos de madres cuya edad se sitúa entre los 35 y los 39 años, de cada 1.000 mujeres, 50,10 tienen un hijo con esta edad. Esto todavía es más alarmante ya que de confirmarse esta tendencia en los próximos años asistiremos a un desplazamiento de la edad de la primera maternidad cinco años más tarde.

Tasas de fecundidad por grupos de edad Tabla 3

(por 1.000 mujeres)

	15-19 años	20-24 años	25-29 años	30-34 años	35-39 años	40-44 años	45-49 años
1975	21,94	135,67	189,16	123,33	64,16	23,03	2,21
1980	25,75	116,28	146,30	91,61	46,10	14,46	1,42
1990	11,90	50,28	101,52	75,47	27,55	5,86	0,45
2000	8,93	25,65	67,77	95,28	43,02	6,74	0,34
2001	9,75	26,82	65,46	95,13	45,09	7,26	0,38
2002	9,96	28,15	64,59	96,00	46,89	7,62	0,42
2003	10,75	29,26	65,59	98,88	50,10	8,27	0,45
2004	10,96	30,69	64,95	99,66	51,63	8,79	0,46

A partir del año 2002 los cálculos se han realizado con cifras de población proyectadas. Fuente: I.N.E.

Con la intención de tener una pequeña estimación de la evolución de la fecundidad en los próximos años, puede predecirse que, al igual que en la actualidad, continuará la tasa de fecundidad descendiendo para edades inferiores a treinta años, y se mantendrá e incluso aumentarán los índices de fecundidad de las mujeres cuyas edades están entre 31 y 40 años.

Estos datos están en consonancia con la realidad europea, donde se reconoce que las mujeres posponen de manera importante su maternidad, y aún más, la edad de la primer

maternidad se posterga hasta más allá de los treinta años. Es lo que ocurre en España en 2004, ya que se sitúa casi en 31 años la edad media de la madre que tiene su primer hijo, cuando en 1975 esta media se situaba en 28,80.

Edad media de la primera maternidad

Tabla 4

	1975	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Total nacional	28,80	28,80	28,86	30,72	30,75	30,79	30,84	30,86

A partir del año 2002 los cálculos se han realizado con cifras de población proyectadas y, por tanto, susceptible de ser revisadas. Fuente: I.N.E.

En España el fenómeno migratorio ha influido de forma considerable en la situación de la fecundidad y, aunque, como algunos proponen, no puede ser la solución a los problemas de natalidad que nuestro país presenta, merece especial reflexión la procedencia geográfica de las madres, pues indudablemente aunque el fenómeno migratorio no puede solucionar en exclusiva los problemas económicos derivados de las bajas tasas de natalidad, lo cierto es que los nacimientos de madres extranjeras, por seguir una tendencia contraria a la española puede modificar el rumbo de las tasas de fecundidad.

Según la Encuesta de Fecundidad realizada por el I.N.E. en 1999 de un total de 10.165.237 mujeres, el mayor número de nacimientos de madre extranjera proceden de mujeres africanas, ya que de un total de 1.172.110 mujeres que tienen tres o más hijos, 5.496 son de aquel continente, seguidas muy de cerca de las latinoamericanas. Y no es que el número de mujeres que viven en España de estas nacionalidades sea significativamente mayor a otras sino que esta circunstancia se da porque la tasa de fecundidad de africanas y latinas es mucho mayor que para otras nacionalidades.

Estos datos probablemente en la actualidad hayan aumentado de manera considerable ya que, al igual que en el resto de Europa, las últimas leyes de regularización de inmigrantes han hecho que afloren datos de extranjeros que ya vivían en España pero que eran opacos a las cifras oficiales. A la espera de los datos de la Encuesta de Fecundidad de 2003 estas son las únicas cifras con las que podemos trabajar El calendario de fecundidad de las mujeres extranjeras difiere notablemente del de la población general. Sus edades de maternidad son más tempranas y para algunas nacionalidades las tasas de fecundidad son superiores a las nacionales.

Nacimientos de madre extranjera Tabla 5

(Mujeres 15-49 años por país nacionalidad, número de hijos nacidos vivos)

	Total	Ninguno	Uno	Dos	Tres y más	Media
Total	10.165.237	4.738.369	1.580.253	2.674.505	1.172.110	1,07
España	10.047.563	4.694.538	1.550.023	2.641.754	1.161.248	1,07
Unión Europea	35.201	13.926	10.300	10.051	925	0,97
Africa	18.010	6.703	3.023	2.787	5.496	1,60
America Central y del Sur	43.879	10.975	9.833	18.630	4.441	1,39
Otros países	20.585	12.227	7.075	1.283	..	0,47

Fuente: Encuesta de Fecundidad 1999.

Otro factor que incide de manera importante en el ratio número de hijos por mujer es el índice de nupcialidad, ya que, aunque la tendencia es que el número de matrimonios disminuya, aún la tendencia de las mujeres de forma mayoritaria, es tener los hijos dentro del matrimonio.

Entre 1978 y 1982 el Índice Sintético de Primera Nupcialidad¹ se redujo en más de 30 puntos, experimentando un leve repunte a partir de 1985. El abandono del matrimonio va ligado a la proliferación de las uniones consensuadas, sin que éstas hayan sustituido al matrimonio a pesar de haber experimentado un crecimiento importante en los últimos años. Por lo que el número de nacimientos fuera del matrimonio, es decir de madre no casada han experimentado un importante crecimiento.

Nacidos de madre no casada Tabla 6
(por cada 100 nacidos)

	1975	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Total nacional	2,03	3,93	9.61	17,74	19,73	21,78	23,41	25,08

Fuente: INE

Como se ve en 1975 de cada 100 nacidos sólo 2,03 eran de madre no casada, manteniéndose en niveles ligeramente superiores durante la década de los ochenta y noventa. Sin embargo, el número de nacidos de madre no casada desde comienzos del siglo XX han aumentado de manera importante, situándose en 2004 esta cifra en 25,08 el número de hijos nacidos de madre no casada por cada 100 nacidos.

Como se ve, todo apunta a que las tasas de fecundidad no se recuperarán en breve, ya que nada indica que la tendencia seguida por las europeas vaya a modificarse de manera drástica. Además, el aumento del número de divorcios, la reducción del índice de nupcialidad, el aumento del número de uniones consensuadas y la proliferación de nacimientos fuera del matrimonio, son síntomas de que la protección efectiva de familia no constituye el centro de la sociedad y por lo tanto, cada vez se fragmentarán un mayor número de familias por lo que el número de nacimientos no tiene por qué aumentar.

No obstante, no es suficiente una mera descripción de los hechos, se hace necesario conocer las causas aducidas por las mujeres como razón para no tener hijos o para alumbrar menos niños de lo que les hubiera gustado. Para ello, en las siguientes páginas se hace referencia al análisis realizado por el Instituto Nacional de Estadística en el que se trata de conocer las razones que llevan a las mujeres a reducir y posponer su maternidad.

B. POLÍTICAS PÚBLICAS DE FAMILIA EN ESPAÑA: ALGUNAS PROPUESTAS.

Por todo esto los poderes públicos no pueden ser neutrales frente a las políticas de familia. Las Administraciones públicas, en todos los ámbitos territoriales, debe implicarse en una auténtica política familiar, y no sólo establecer medidas que fomenten la inserción laboral de la mujeres, que faciliten la conciliación entre vida personal y profesional o que promocionen la igualdad de trato e impidan la no discriminación.

Las auténticas políticas públicas familiares deben proteger y fomentar la estabilidad social, económica y emocional de la familia y deben ir dirigidas a facilitar la maternidad de aquellas mujeres que deseen aumentar el número de hijos sin que esta opción sea un impedimento para su promoción laboral. Sin injerencias en la vida personal

¹ Se construye mediante las sumas de las tasas específicas de primera nupcialidad según el sexo y año.

los poderes públicos deben abarcar una dimensión más amplia en materia de familia que simplemente favorecer las circunstancias que han venido llevándose a cabo.

Indudablemente la decisión de tener o no hijos es algo que pertenece a la esfera de la vida íntima de la pareja, sin que deba haber injerencias de cualquier índole. Ahora bien, esto no quiere decir que si, la decisión de tener hijos o de tener un hijo más, repercute, como lo hace, positivamente en el bienestar de la sociedad actual y de las generaciones futuras, los poderes públicos se mantengan al margen si tratar de paliar los obstáculos con los que los progenitores se encuentran en el momento en el que tienen un hijo.

En ocasiones las políticas de protección de la familia tendrán un marcado carácter económico, en otros casos serán necesarias medidas de protección social pero una asignatura pendiente es la educación y en casi todos los casos este parámetro se olvida.

Si el entorno en el que crece y se desarrolla un niño es mediocre, hedonista y en el que se huye de todo lo que supone esfuerzo difícilmente esa persona en el momento en el que le toque constituir una familia estará dispuesto a soportar los sacrificios que una familia numerosa implica, y aún más, si el entorno en el que ha crecido es “patológicamente” hedonista, es muy probable que no esté dispuesto a realizar alguna de las concesiones imprescindibles para poder acceder a la maternidad/paternidad. Por lo tanto, fomentar una cultura de esfuerzo, de sacrificio, en la que para conseguir algo es imprescindible renunciar a algo y un entorno en lo que no sólo importa lo material, son premisas imprescindibles para que la maternidad y paternidad adquieran las dimensiones sociales que le corresponden.

Otro aspecto importante es el fomento de la madurez tanto desde la familia como desde las instituciones educativas. Hay situaciones llamativas en las que hombres y mujeres con una supuesta madurez, por la edad que han alcanzado, se comportan como adolescentes que no comprenden que es necesario renunciar a algo para conseguir otra cosa. Si esto no se tiene arraigado la paternidad supondrá un conflicto difícil de superar. Si a los hijos o a los alumnos se les facilita todo hasta el extremo de que no tengan que renunciar a nada para conseguir el objetivo que se plantean, en el momento en el que se convierten en padres, cuando la realidad implica necesariamente renunciaciones, no sólo no están dispuestos a ellas sino que la experiencia por la que han pasado es subjetivamente tan dramática, que no están dispuestos a repetirla.

Por todo esto, los poderes públicos no deben olvidar la educación integral como elemento base para llegar a solucionar los problemas de la fecundidad europea. Las políticas de familia deben ser medidas integrales que comprendan todas las dimensiones del ser humano, y por tanto no debe descuidarse ningún aspecto que en el medio o largo plazo pueda contribuir a la mejora de la natalidad.

Como se decía en la introducción de este trabajo algunas teorías explicativas de la evolución de la fecundidad han hecho un flaco favor a la natalidad, ya que han planteado como antagónicas la posibilidad de alcanzar crecimiento y desarrollo económico con la maternidad. Estas teorías han calado principalmente en algunos sectores de la sociedad que se han encargado de fomentar los controles de natalidad de manera indiscriminada y, aunque no se pueda responsabilizar de manera exclusiva a estas teorías de la situación que hoy vivimos, la realidad apunta que en su momento, comienzos de los setenta, ejercieron una influencia muy notable en muchas de las mujeres que en aquel momento estaban en edad fértil. A la vuelta de treinta años, cuando estas políticas han quedado trasnochadas, es impensable hablar de crecimiento económico sin que nazcan niños y sin embargo, dé la

sensación de que los poderes públicos, aún compartiendo este argumento no se emplean a fondo en la mejora de las condiciones de vida de manera que la natalidad aumente.

Como se decían antes, la familia tiene un papel insustituible en la tarea de formación y en ella se generan economías externas de las que la sociedad se beneficia, ya que se lleva a cabo una labor de formación sin que medie compensación económica a cambio y de la que en un futuro más o menos inmediato la sociedad se beneficiará. Pero además, la familia aporta valor añadido al individuo en la medida en que le permite crecer y desarrollarse en un entorno estable en el que se aprenden valores de tolerancia, respeto, protección del débil, generosidad, ... , principios de los que la sociedad se puede ver beneficiada sin que a la familia se le compense por ello.

Éste es un primer argumento por el que los poderes públicos debe velar por proteger económica y socialmente a la familia, no sólo arbitrando medidas que faciliten la conciliación entre vida laboral y familiar sino que contribuyan a dar la estabilidad y armonía necesarios en la vida de las personas como para que estos valores se sigan infundiendo en el seno familiar.

Un problema añadido en el caso español es que las políticas familiares son competencia de las Comunidades Autónomas, limitándose el Estado central a mantener un mínimo absolutamente insuficiente, con las desigualdades que esta incorrecta cesión supone.

Si desde la Administración central no se arbitra una política familiar de mínimos, homogénea en todo el territorio español, difícilmente podremos hablar de una auténtica política de familia. Las desigualdades territoriales que hoy en día se dan en España se debe a que desde el Estado central no se diseña una verdadera política de familia y se deja al libre albedrío de las Comunidades Autónomas, a su propia responsabilidad, generosidad y prioridades de políticas públicas.

III. ESTUDIO DE CAMPO SOBRE LAS RAZONES DE LA FERTILIDAD ESPAÑOLA

Se ha querido tomar el pulso de la sociedad española de comienzos del siglo XXI para averiguar las causas apuntadas por las jóvenes españolas en el momento de decidir si quieren o no tener hijos, y determinar el número de hijos que componen su familia.

Para ello se han pasado 365 encuestas a mujeres españolas, residentes en la zona centro de España en edad fértil.

A. PRINCIPALES RESULTADOS.

- Influencia de la situación económica sobre la actitud frente a la maternidad

Uno de los temas subjetivos y difícilmente objetivizables es el argumento de la insuficiencia de recursos económicos como causa para tener menos hijos de los deseados o incluso para no tener hijos.

Las mujeres que se sitúan en un intervalo familiar de renta entre menos de 12.000 euros y 36.000 consideran, con una práctica unanimidad que la falta de recursos económicos ha supuesto un impedimento a la hora de tener hijos o ampliar la familia. Simultáneamente, afirman la mayoría de ellas que existe una carencia importante de ayudas públicas, aunque esto no es exclusivo de las personas que se encuentran en este escalón de renta, precisamente los poderes públicos deberían ser conscientes de las demandas solicitadas por este grupo de personas.

Por otra parte, algunas de las mujeres entrevistadas aducen ésta como causa para tener menos hijos de los deseados cuando sus ingresos superan los 48.000 euros e incluso

los 60.000 euros. Por esto es complicado marcar un margen de ingresos mínimos, ya que las circunstancias sociales y personales son tan diversas como realidades podemos encontrarlos.

Es digno de mención que los problemas económicos son la causa más argumentada por las mujeres más jóvenes, las que se encuentran en los intervalos de edad entre 25-30 y 31-35 para no tener hijos, con independencia de su nivel de ingresos. Es preocupante que algunas mujeres argumenten esta causa no sólo para no tener más hijos, sino para no tener ninguno. Un alto porcentaje de las mujeres en este intervalo de edad no han tenido todavía ningún hijo aduciendo que los problemas económicos se lo impiden. Esta circunstancia, unida al argumento que posteriormente veremos, de vivienda pequeña, son las razones apuntadas como mayoritarias para no tener hijos o para postergar la edad de la primera maternidad.

En consonancia con esto, el 57% de las mujeres preguntadas consideran que su buena situación económica no ha influido en su decisión de tener hijos, frente a un 29% que considera que si ha tenido hijos ha sido gracias a su holgura económica.

Ante esta situación caben dos reflexiones. Por una parte, la necesidad de que los poderes públicos se impliquen en la solución de este problema, y que desde todas las Administraciones públicas responsables; supranacional, estatal, autonómica y local, deben hacer un esfuerzo real para que aquellos que se encuentran en situaciones económicas que les dificultan la maternidad, sean apoyados.

La segunda cuestión es más difícil de combatir, ya que la consideración de un nivel de renta “suficiente” para tener un hijo puede no ser objetivamente determinado. Es decir, la escala de valores de las personas tienen mucho que decir en este aspecto, pues en múltiples ocasiones se priorizan las cosas por encima de las personas. En ocasiones se ponen en el mismo plano un hijo y unas vacaciones, una casa más grande o el cambio de coche, cuando son realidades incomparables.

Se debería llevar a cabo un estudio de campo en el que a través de entrevistas personales y con mucha sutileza se llegue a conocer si se anteponen la adquisición de ciertos bienes; casa, coche, vacaciones, ... al momento de tener un hijo. Es decir, da la sensación, a la vista de los datos, que un nutrido grupo de mujeres priorizan su situación económica y profesional por encima de la maternidad y, conocer la escala de valores de las españolas en edad fértil es algo imprescindible para saber la verdadera raíz de la caída de la fecundidad en los países occidentales. Sin embargo, es muy difícil conocer esto a través de una simple encuesta, será necesario completarlo con una serie de entrevistas personales que completen el estudio en las que las mujeres expongan honestamente las preferencias que anteponen a la maternidad.

En todas las encuestas oficiales se hace referencia a problemas de conciliación, utilización de métodos anticonceptivos, ... pero nunca se pregunta por la escala de valores que las mujeres tienen. En esta encuesta, como luego se verá, algunas mujeres argumentan como causa del descenso de las tasas de fecundidad, el haber postergado su maternidad porque no han encontrado el momento oportuno. Se sabe que las mujeres han empezado a emplear de manera generalizada métodos anticonceptivos no naturales, intentando dar éste como argumento simplista del descenso de la natalidad, pero es necesario conocer el por qué de la utilización generalizada de los mismos cuando en épocas pasadas se conocían y no se empleaban de manera masificada.

- Problemas que suscita la maternidad: Propios o ajenos

En los últimos tiempos la incorporación de la mujer al mercado laboral ha experimentado un crecimiento vertiginoso, no sólo en España sino en todo el mundo occidental. No obstante, aunque cuantitativamente este fenómeno es mucho mayor en los últimos años que en épocas pasadas, lo cierto es que desde la Revolución industrial la mujer ha tratado de conciliar su trabajo doméstico con las tareas desarrolladas fuera del hogar. En aquella época la dureza con la que se llevaban a cabo las tareas domésticas nada tienen que ver con la comodidad actual y sin embargo, hoy en día se plantean en muchos casos como irreconciliables el desarrollo profesional y las tareas domésticas y la maternidad.

Frente aquellas voces ancestrales, hay que decir que tanto el trabajo profesional fuera del hogar como las labores domésticas pueden servir al desarrollo personal y profesional de la mujer y, con independencia de las motivaciones; necesidades económicas, desarrollo profesional o simplemente una decisión propia, la sociedad; Administraciones públicas, empresas privadas, ..., deben tener presente que las políticas que contribuyan a favorecer la conciliación entre vida personal y profesional, es un beneficio que redundará en el bienestar de toda la sociedad. Las mujeres argumentan de forma mayoritaria, problemas de conciliación entre vida laboral y personal como la principal causa para o bien posponer la maternidad o incluso para no tener hijos.

Sin perjuicio de que la principal ayuda no la reciben del exterior, ya que responden que los asuntos domésticos los resuelve la mujer en el 31% de los casos, la pareja en el 35% de las veces y para un 21% de las mujeres preguntadas la ayuda la recibe fundamentalmente de su madre, no son dignos de mención los casos en los que la ayuda procede del padre de la mujer o de los suegros.

Esta situación plantea una cuestión adicional y es que si se pretenden solucionar los problemas de conciliación con la ayuda de los progenitores, en el momento en el que las mujeres, hoy jóvenes, alcancen la edad de tener nietos difícilmente podrán colaborar a solucionarles los problemas que en su momento les surjan a sus hijos, pues han sido incapaces de conciliar su propia vida familiar con su desarrollo profesional.

El 61% de las mujeres entrevistadas consideran que la maternidad es un obstáculo tanto para encontrar un trabajo como para mejorar o ascender en el que ya tienen. Además, el 53% de las mujeres afirman no haber tenido más hijos de los deseados o en el momento en el que hubieran querido porque su dedicación profesional se lo impedía, frente a un 47% de ellas que salvaron el obstáculo profesional para enfrentarse a la maternidad. Sería necesario analizar si esto es cierto o simplemente es una percepción subjetiva, ya que cuando se les pregunta a las mujeres que han tenido hijos, si se les han respetado sus derechos laborales en lo que a maternidad se refiere, la inmensa mayoría de ellas respondieron afirmativamente. En este punto los poderes públicos tienen mucho que hacer pues si la legislación salvaguarda los derechos tanto de la madre como del hijo, que tiene derecho a ser educado por sus padres, a disfrutar los primeros días de su vida de la protección de su madre, ..., está prácticamente garantizado que acaben generalizando la protección jurídica de las familias, ya que aunque en contadas ocasiones se violen algunos de los derechos reconocidos legalmente, siempre estará presente el peso de la ley para que se proteja jurídicamente a la familia.

Se les preguntó a las mujeres por las causas por las que habían decidido no tener hijos. Para el 33% de las mujeres sus estudios se lo dificultaban, para un 20% de ellas, sus

parejas no querían, mientras que los problemas de salud fueron argumentados por un 36% de las mujeres.

Las cuestiones económicas fueron mayoritariamente apuntadas como razones para no tener hijos. En concreto, frente a un 70% de las mujeres que consideraban que los problemas económicos no les impedía tener hijos, el 30% lo apuntaba como principal razón. El 32% de las mujeres consideraron que la insuficiencia de recursos económicos les impedía tener hijos, frente a un 68% de mujeres que consideraban que la insuficiencia de recursos económicos no les impedía tener hijos.

Por otra parte, se cuestionó si habían tenido el número de hijos que les hubiera gustado y el 52% de las mujeres contestaron que no, frente a un 41% que afirmó haber tenido el número de hijos deseados. Es revelador que más del 50% de las mujeres preguntadas hubieran tenido menos hijos de lo que les habría gustado. La decisión de tener o no hijos es lo suficientemente seria como para no verse presionada por condicionantes sociales, económicos, psicológicos, ... ya que es un camino sin marcha atrás. Es decir, es cierto que en el tiempo conviven el momento en el que las mujeres están en edad fértil con una serie de necesidades económicas que con el tiempo se superan y con el punto álgido de competitividad laboral, pero no menos cierto es que si se anteponen aspectos profesionales y económicos a la maternidad, se entra en un camino que no tiene marcha atrás sin solución. Por esto en este punto la sociedad tiene mucho que decir y el tratar de erradicar mentalidades materialistas es un obstáculo importante en el que pocos se atreven a incidir.

Entre las causas apuntadas para tener menos hijos de los deseados, obviando los problemas de salud que, de forma directa o indirecta fueron argumentados por 25 mujeres, la principal causa es de origen económico. Así 90 mujeres aducen problemas de conciliación entre vida laboral y familiar, 35 argumentaban tener una vivienda excesivamente pequeña, insuficiencia de recursos económicos era apuntado por 35 mujeres y 20 creían que sus superiores laborales se habrían opuesto.

Es digno de mención que después de los problemas de conciliación, la razón más aducida como causa para reducir el número de hijos deseados es no encontrar el momento oportuno. Setenta de las mujeres que respondieron a esta pregunta afirmaron no tener más hijos de los que les habría gustado por no haber encontrado el momento adecuado.

Es preciso aclarar que algunas mujeres apuntaban varias causas simultáneamente como razones que les habían impedido tener menos hijos de los deseados.

A aquellas que aseguraban ser madres de un número de hijos menor de los deseados, se les preguntó sobre su disposición a la adopción y/o someterse a algún método de reproducción asistida. Así, el 41% de las mujeres no estarían dispuestas a adoptar, 150 mujeres en términos absolutos, frente a un 23% quienes se presentaron proclives a la adopción. Las mujeres encuestadas son mucho menos reacias a someterse a métodos de reproducción asistida. El 46% de las féminas estarían dispuestas a ello, frente a un 18% que no se sometería a métodos de reproducción asistida para tener los hijos que biológicamente no hubieran podido tener.

- Problemas de conciliación entre vida laboral y personal.

A la vista de los resultados anteriores, las dificultades para conciliar trabajo extradoméstico con vida profesional se argumenta como una de las principales causas para posponer la maternidad e incluso para dejar de tener hijos o para tener menos hijos de los deseados.

Por esto se les preguntó a las mujeres algunos aspectos relacionados con su trabajo y su familia. El 46% de ellas creían que su horario laboral facilita la conciliación entre estos dos aspectos de su vida, frente a un 47% de ellas que afirmaron tener problemas de conciliación. El 37% de las entrevistadas afirmaban compatibilizar su horario de trabajo con la atención a sus hijos, frente a un 34% que se dedicaba en exclusiva a una u otra actividad a lo largo del día, sin poder compatibilizar ambas actividades. Ésta era la razón mayoritariamente apuntada para no tener hijos, el 76% de las mujeres que no compagina trabajo y familia afirmaba que ésta era la causa para reducir su número de descendientes, frente a un 24% a quienes no les afectaba.

El cuidado de los hijos como exclusivo de las madres es otro aspecto que, en ocasiones es apuntado por las mujeres para reducir sus tasas de fecundidad. Cuando a las mujeres se les pregunta por el cuidado de los hijos, el 39% afirma que recae exclusivamente sobre ellas mientras el 34% de las mujeres considera que su pareja comparte con ellas el cuidado de los descendientes. Sin embargo, el 53% de las mujeres afirma que habrían tenido más hijos si su pareja hubiera prestado una mayor colaboración. De estos resultados se desprende que el cuidado y la atención a los hijos todavía recae mayoritariamente sobre las madres más que sobre los padres. Las tareas domésticas son compartidas cada vez más entre los dos miembros de la pareja y, sin embargo, la atención de los hijos recae principalmente sobre las madres.

Ampliando la pregunta al ámbito doméstico, el 70% de las mujeres afirma que su pareja comparte las tareas domésticas con ella y sólo un 6% no está satisfecha con el grado de colaboración, un 64% cree que podrían hacer más y un 30% está plenamente satisfecha con el grado de colaboración de su pareja. Cabe decir que en esta faceta los hombres han evolucionado ya que el grado de complementariedad en el ámbito doméstico es mayor que en tiempos anteriores y supera al grado de colaboración con los hijos.

Por último se preguntó por los posibles problemas laborales que la maternidad les podría haber entrañado y para un 60% de las mujeres eran inexistentes frente a un 22% de ellas que se encontraron con ciertas trabas. Sin embargo, se hicieron preguntas concretas sobre si se les habían respetado derechos básicos como permiso maternal, lactancia, ... y en las respuestas hubo práctica unanimidad al afirmar que todos ellos se les respetaron. Estas contestaciones son lógicas con la situación legal en la que estamos. Existen determinados derechos básicos como los permisos de maternidad o lactancia, la ausencia por emergencia o enfermedad familiar, ... que están plenamente reconocidos legalmente, por lo que sólo en contadas ocasiones pueden aparecer problemas laborales en esta aspecto. Por lo que es muy importante que, sin imposiciones absurdas que interfieran en la faceta personal, desde los poderes públicos deben salvaguardarse los derechos esenciales e imprescindibles de protección jurídica de la familia.

- Influencia de las creencias religiosas.

Existe práctica unanimidad al contestar las mujeres que sus creencias religiosas no influyen en el momento de decidir tener hijos. Para el 92% de las mujeres sus creencias religiosas no influyen sobre la maternidad, frente a un 8% que estima que las creencias religiosas influyen en su decisión de ser madre.

Este dato choca con los datos europeos sobre la evolución de la fecundidad en países con tradición eminentemente católica como son Irlanda, Polonia y España. En estos países, como se vio en el apartado correspondiente, excepto en el caso de Irlanda, las tasas de fertilidad han caído por debajo de la media de la Unión Europea, esta realidad ha ido

unida a una menor praxis religiosa. En esta encuesta no se ha podido vislumbrar si la no influencia de las creencias religiosas se debe a que efectivamente la decisión es independiente de las creencias, es decir, las creencias religiosas van por unos derroteros distintos a las decisiones de maternidad o simplemente es que éstas no existen y en consecuencia no influye. Es mucho más probable que la contestación esté en consonancia con esta última razón, las creencias religiosas cada vez son más inexistentes y en consecuencia no afectan a la vida personal.

Frente a esto, la Encuesta de Fecundidad elaborada por el I.N.E. en 1999 afirmaba que las creencias religiosas influyen en la fecundidad. De manera que las mujeres que profesan alguna religión son las que en término medio tienen más hijos, frente a las no creyentes cuya maternidad media no llega a un hijo.

- Otros aspectos.

- Suficiencia de la baja maternal

De las mujeres encuestadas el 88% de ellas estimaban que el período estipulado como baja maternal no es suficiente, frente a un 11% de las mujeres que afirmaba que era un período válido como para que madre e hijo se adapten. Hay que puntualizar que la mayoría de las mujeres que se pronunciaron a favor de la suficiencia del período de maternidad establecido en la actualidad eran mujeres que no tenían hijos. La realidad demuestra que desde el punto de vista afectivo a lo largo del período maternal se producen una serie de cambios que necesitan tiempo para ser asimilados. El desarrollo psicoafectivo del recién nacido requiere que tenga una madre disponible, ese primer vínculo es decisivo. Mediante este período se desarrollan conductas de apego, de sentimientos mutuos y vínculos emocionales difícilmente sustituibles. La mayoría de las mujeres apuntan no sólo que el período de permiso maternal no es suficiente sino que suelen afirmar que debería ampliarse de 16 semanas a seis meses para que se consolidaran los lazos entre la madre y el recién llegado.

- Cree que aumentaría el número de hijos si la maternidad estuviera socialmente más reconocida.

Una vez analizados los problemas que las mujeres argumentan como causa para tener menos hijos que en otro momento histórico y menos que los deseados, se les preguntó si considerarían que aumentaría el número de hijos si la maternidad estuviera socialmente más reconocida. Es indudable que la sociedad debería tomar conciencia firme y seria de la importancia de la familia como institución principal de la sociedad para fomentar el crecimiento y la educación de las nuevas generaciones.

Un 50% de las mujeres entrevistadas estiman que si la maternidad estuviera más reconocida podría aumentar la maternidad, frente a un 47% de ellas que consideran que no aumentaría el número de hijos aunque la maternidad estuviera socialmente más reconocida. Lo cierto es que cuando alguna conducta “se pone de moda”, un número grande de personas siguen esa tendencia, así que si la sociedad consiguiera “poner de moda” la maternidad es muy probable que el número de hijos aumentara a pesar de las múltiples dificultades con las que las madres y padres pudieran encontrarse, aunque solo fuera por mimetismo.

El hombre, en genérico, es un ser social por naturaleza por lo que todo lo que en su entorno suceda le afectará y si la tendencia seguida por sus iguales es no tener hijos, hasta que no se perciban de manera palpable los perjuicios de la carencia de la natalidad no se

planteará la necesidad de solucionar el problema. Sin embargo, hay que decir que los problemas derivados de la falta de niños en una sociedad no se solucionan en unos meses o en pocos años sino que hemos podido “echar a perder” una generación completa por no haber solucionado el problema a tiempo, por lo que se hace urgente que se lleva a cabo una verdadera política estatal de familia.

Se les preguntó también a las 365 mujeres encuestadas si consideran que la maternidad es un elemento necesario para ser considerada socialmente. El 91% de ellas contestaron que no era preciso, frente a un 8% que estimó que era una condición necesaria para conseguir un grado importante de aceptación social. De este 8% algunas de ellas eran mujeres que no tenían hijos y la causa era una incapacidad física, por lo que quizás su respuesta estaría mediatizada por su situación personal. Por lo tanto, prácticamente el 100% creen que no es necesaria la maternidad para ser aceptada socialmente.

Esta respuesta puede deberse a varias causas; podría ser que al estar la maternidad socialmente poco valorada, es muy poco lo que añade a la mujer el tener un hijo más, o bien podría deberse a un comportamiento muy típico de la sociedad actual y es que a las nuevas generaciones les importa muy poco el parecer de los demás, es decir, cada persona actúa según considera sin tener en cuenta la opinión social de su entorno.

El reconocimiento a la dignidad de la mujer debe ser independiente de su situación y de su realidad y entorno. Ahora bien, si este dato se contrasta con la pregunta que se les hizo sobre si los hijos son o no un beneficio social, los resultados son dignos de reflexión.

El 31% de las mujeres contestaron que los hijos no son un beneficio social, si bien es cierto que un 63% de ellas consideraron que si lo es. Debería ser objeto de otra investigación el analizar si las mujeres que contestaron que los hijos no son un beneficio social lo contestaron porque estiman que los hijos aportan poco o nada a la sociedad o porque estiman que los hijos son un aspecto de la intimidad de la familia, son algo “de su propiedad” y, poco o nada pueden aportar a una sociedad, olvidando el horizonte temporal que una persona tiene y sobre todo la repercusión social que tienen las externalidades positivas de las que la sociedad se lucra como consecuencia de la inversión en capital humano que se realiza en el seno familiar.

- Ayudas públicas suficientes

Respecto a las ayudas públicas el 88% de las mujeres entrevistadas coinciden al contestar que las ayudas europeas son mucho más generosas que las españolas, y el 96% de las mujeres afirman que las ayudas que nuestro país ofrece a la maternidad son insuficientes.

Siendo necesarias unas ayudas públicas más generosas, que ayuden a solucionar parte de los problemas a aquellos que así lo manifiestan, éstas quedarán estériles si no se completan con políticas educativas que encumbren el valor de la maternidad, protejan la estabilidad de la familia y arrinconen el hedonismo que en ocasiones se opone a la maternidad.

IV. CONCLUSIONES Y PROPUESTAS

La decisión de tener o no hijos es algo que pertenece a la intimidad de la pareja pero que tiene consecuencias sociales de gran importancia. Dejando al margen la dimensión económica de los hijos, lo cierto es que el número de descendientes que una familia tiene trasciende del ámbito interno y adquiere una dimensión social importantísima.

En los últimos veinte años hemos asistido a una caída en las tasas de natalidad de considerable envergadura, difícilmente recuperables en el corto plazo y de las que ya se están empezando a atisbar las posibles consecuencias nocivas. Se hace especial énfasis en la repercusión económica que puede tener; falta de mano de obra, incapacidad de sostener un sistema pensiones de reparto, problemas de asistencia del dependiente, envejecimiento de población,... Esta preocupación está calando en la sociedad, donde existe un grado de sensibilización importante con los problemas que suscita la conciliación entre vida personal y profesional.

A pesar de que, como se vio en su momento, muchas empresas continúan creyendo que los problemas de conciliación les son ajenos y debe solucionarlos el empleado, lo cierto es que existe una opinión mayoritaria en la sociedad según la cual todos los órganos decisivos en la sociedad; gobierno, comunidades autónomas y empresas deben implicarse en la solución del problema.

Los estudios de campo realizados por algunas escuelas de negocios revelan que los empleados aducen mayoritariamente como problemas de conciliación entre vida laboral y personal; incompatibilidad horaria entre su trabajo y los estudios de sus hijos, la lejanía entre su hogar y su oficina, las presiones recibidas por sus superiores y/o compañeros o la falta de políticas que les ayuden a conciliar trabajo y familia. Frente a esto, los directores de recursos humanos argumentan como principal causa de que sus empleados no concilien trabajo y familia radica en una mala organización del tiempo por parte de sus empleados. Sin perjuicio de que en ocasiones las dificultades de conciliación entre vida personal y profesional sea una simple falta de orden, lo cierto es que mientras la realidad se perciba de forma tan dispar, difícilmente pueden esperarse soluciones eficaces en el corto plazo.

A la vista de la realidad descrita en este trabajo los problemas de conciliación deben ser una prioridad para la sociedad actual, ya que dados los datos sobre el envejecimiento de la población, los conflictos de trabajo y familia estarán presentes en un porcentaje altísimo de los hogares pues son problemas que aparecen no sólo en las familias con hijos pequeños a su cargo sino todos aquellos de los que depende algún familiar, así como aquellos que sin tener familiares dependientes desean simplemente tener tiempo libre. Por esto, ya que la demanda social es muy amplia, deberían existir un interés real por darle una solución efectiva.

Sin embargo, y después de analizar todos los datos anteriores, a pesar de ser las dificultades de conciliación la causa mayoritariamente apuntada por la que las mujeres tienen menos hijos de los deseados, lo cierto es que debe haber motivos distintos por los que las tasas de fecundidad se han desplomado en los últimos veinte años. En la actualidad se ha generalizado tener pocos hijos y lo socialmente llamativo es conformar una familia en la que haya más de cinco miembros. Es cierto que esto responde a unas erróneas políticas *liberalizadoras* de la mujer, como se vio en la introducción, que pretendían desligarla de cualquier vínculo que no fuera sí misma. Pero en la actualidad, hasta desde posiciones muy radicales, se reconoce que estas teorías responden a un feminismo trasnochado que ha hecho un flaco favor a la sociedad y, sin embargo, las conductas que propugnaban no sólo no se rechazan sino que siguen plenamente vigentes.

Si se generaliza el tener pocos hijos, es decir, *está de moda* que las familias no las constituyan más de cuatro miembros, o si el vacío que deja el no tener un hijo se llena con otras cosas como el trabajo profesional o el éxito social, por citar algún ejemplo, difícilmente se modificarán las conductas. Es necesario hacer un esfuerzo por fomentar la educación en principios y valores que sean algo más que el éxito conseguido con poco

esfuerzo o un materialismo que conduce a cosificar todo lo que nos rodea. Por otra parte, el reconocimiento social de la labor educadora que la familia realiza y las externalidades positivas que se derivan de la buena educación recibida en el seno de una familia estable es algo que aún no ha calado en la sociedad y por lo que sólo se vinculan las políticas de protección a la familia con medidas para facilitar la conciliación entre vida laboral y familiar de la mujer, olvidando el imprescindible papel del hombre, o con políticas de no discriminación en la inserción laboral de la mujer que, siendo necesarias, no son medidas de protección de la familia.

Como se ha visto en páginas anteriores, la conciliación entre vida laboral y familiar es un argumento apuntado por un gran número de mujeres para no tener hijos o para tener menos de los deseados, por lo que tanto desde los poderes públicos como desde la empresa privada deben ponerse en marcha programas que solucionen este problema, de manera que no pueda presentarse como una de las principales causas del descenso de la natalidad.

Sin quitarle importancia al tema de la conciliación, pues en muchos casos existe y es real, lo cierto es que en un gran número de casos los aducidos problemas de conciliación no son más que dificultades provenientes de falta de orden de la propia vida o de una incorrecta cultura de empresa en la que prevalece el tiempo de estancia por encima de los objetivos conseguidos. En un gran número de casos los problemas de conciliación se solucionarían con medidas de coste cero, como puede ser adelantar las reuniones a primera hora de la mañana o una política de luces apagadas, por citar algunos ejemplos. Por lo tanto estamos hablando de modificar costumbres y culturas que han conducido a conductas erróneas. La sociedad ya reclama estas medidas y los poderes públicos parecen estar sensibilizados con el tema, especialmente con el fomento de ayudas de coste cero, por lo que no hay razón para que se ralentice tanto la puesta en marcha, de forma generalizada, de ayudas que desobstaculicen la conciliación familiar.

En el caso de la mujer, los problemas de conciliación se agravan, ya que su realidad revela que en el tiempo conviven la edad fértil con los años en los que se alcanza el despegue profesional e, indudablemente es muy difícil conjugar ambas realidades. La etapa en la que las mujeres se plantean tener hijos, entre los treinta y los cuarenta es la fase en la que se están fraguando las bases para conseguir un desarrollo profesional en el futuro y es el momento en el que la competitividad laboral alcanza su punto álgido. Esta situación hace que muchas mujeres posterguen la maternidad a un momento posterior, anteponiendo intereses profesionales a familiares, dando lugar a un notable descenso de la fecundidad.

Podría plantearse como solución, tratar de adelantar la edad de maternidad entre los veintitrés y treinta años pero con la actual situación laboral con la que los jóvenes se encuentran; dificultades de acceso al mercado laboral, encarecimiento de la vivienda, insuficiencia de recursos económicos y, sobre todo una inmadurez que les impide asumir responsabilidades, difícilmente puede preverse que las jóvenes pretendan adelantar su edad de convertirse en madres.

No sería justo argumentar la incorporación de la mujer al mercado laboral y los problemas de conciliación que de ello se deriva como única causa de la caída de la natalidad pues, muchos años atrás, aunque no de forma masiva, la mujer conjugaba trabajo y familia y, en múltiples casos tenía un número considerable de hijos. Pero además, es que hoy en día el descenso en las tasas de fecundidad no muestra caminos divergentes entre las mujeres que trabajan fuera del hogar y las que exclusivamente se dedican al trabajo doméstico, por lo que la principal causa del descenso de la natalidad debe de ser otra. Sin embargo, si sólo se arbitran políticas que centradas en aspectos económicos, las políticas

familiares quedarán incompletas y probablemente los problemas de natalidad no se solucionarán.

Del análisis anterior se desprende que en primer lugar es necesario llevar a cabo medidas de corte económico que faciliten la maternidad pero éstas quedarían incompletas si no se hiciera un esfuerzo por encumbrar la maternidad y la familia, y no presentarla como una lacra o un obstáculo para el ascenso profesional. Por todo esto se plantean una serie de medidas que, de llevarse a cabo contribuirían a modificar la actual situación de la natalidad en los países occidentales.

A. Medidas de tipo económico.

- Como marco introductorio, hay que decir que en justicia, desde la sociedad se le debería devolver parte de lo que la familia aporta. En el seno del hogar se generan economías externas de las que la sociedad se beneficia, por lo tanto, está plenamente justificado que sea la sociedad quien compense económicamente parte, la totalidad es imposible, de lo que el individuo aprende en el seno familiar. Por esto, cualquier transferencia que desde los poderes públicos se realice a las familias no sólo está plenamente justificada sino que no es más que estricta justicia.

- Un segundo aspecto que hay que aclarar es que las políticas de familia no deben ser políticas exclusivas de mujer y por lo tanto las ayudas económicas no deben ir dirigidas solamente a la mujer sino a la familia. Hay que distinguir aquellas medidas que pretenden fomentar la inserción laboral de la mujer o la no discriminación, con políticas estrictamente de familia. Los miembros de la familia que se beneficien de las ayudas económicas en un determinado momento serán los hijos, en otra circunstancia las mujeres y, si lo que se pretende es un modelo de corresponsabilidad del varón, a nadie deben escandalizar medidas económicas de las que el hombre, como cualquier otro miembro de la familia se beneficie.

- Si hablamos de medidas concretas, dirigidas especialmente a los que acaban de conformar una familia, es necesario mencionar el abaratamiento de la vivienda, por otra parte, tan reclamado por los jóvenes. En este punto los poderes públicos tienen mucho que decir ya que es competencia suya facilitar créditos blandos y potenciar que se pongan en el mercado las circunstancias favorables para que el joven acceda a una vivienda digna donde pueda conformar una familia, no sólo donde pueda vivir, sino donde pueda continuar viviendo cuando haya formado una familia, en la que haya espacio suficiente y las condiciones de habitabilidad sean dignas para que varios miembros puedan convivir. No se trata de facilitar techos sino de que sean auténticos hogares. El fomentar viviendas extraordinariamente pequeñas no hace más que ayudar a que los jóvenes posterguen el momento de convertirse en padres, fomentando el individualismo que tanto daño ha hecho a la estabilidad de la familia.

- Políticas activas de empleo dirigidas tanto a mujeres como a jóvenes. La estabilidad laboral es algo imprescindible para que los españoles se decidan a conformar una familia por esto, al igual que desde las instituciones comunitarias se insta a los poderes públicos a la no discriminación laboral de hombres y mujeres, se debería hacer algo similar con los jóvenes, si bien, complementándolas con medidas educativas que más adelante se verán.

B. Medidas de conciliación entre vida laboral y profesional.

- El papel de la familia es insustituible, por lo que no pueden ser soluciones eficaces la ampliación de horarios escolares coincidentes con los laborales. Más bien, la solución debería ser al contrario; adaptar la disponibilidad laboral al horario escolar, en la medida de lo posible. Modificar la mentalidad española de eternas jornadas laborales será un camino muy largo de conseguir aunque imprescindible para *familiarizar* las empresas.

- Pero las empresas necesitan incentivos económicos para acometer reformas ya que los empresarios persiguen la maximización de sus beneficios, por eso, desde los poderes públicos debería haber un impulso económico importante para que las empresas arbitraran medidas que faciliten a sus empleados la conciliación. Los incentivos económicos por parte de las administraciones públicas dirigidos a empresarios, especialmente pequeños y medianos empresarios, es otra de las asignaturas pendientes en materia de conciliación.

A. Medidas sociales.

Estas pautas, de mucho más calado social, se conseguirán con mucho esfuerzo y después de varios años en los que esta mentalidad haya sido asimilada por la sociedad, pero si se olvida esta faceta, no estaríamos construyendo auténticas políticas de familia.

Valoración social de la familia.

La familia desempeña un papel crucial en el desarrollo integral de la persona, por lo tanto, fomentar la valoración social de la familia es de capital importancia para crear una cultura familiar.

- La estabilidad familiar es algo imprescindible para que entre los hijos puedan arraigarse costumbres y aprenderse valores como la tolerancia, generosidad, responsabilidad, responsabilidad en el trabajo, ... Por esto, desde todas las instancias debe fomentarse la estabilidad emocional de los miembros de la familia para que ésta no se resquebraje.

Educación.

La inversión en capital humano es algo imprescindible en todas las facetas de la vida social, pero en el caso de la familia es de prioritaria importancia.

- Fomentar el esfuerzo y tratar de erradicar de la mente de los jóvenes la cultura del *pelotazo*, de tan hondo calado social es imprescindible para relanzar la fecundidad. Una juventud acostumbrada a no tener metas y habituada a conseguir sus objetivos sin esforzarse es difícilmente compatible con la maternidad/paternidad.

- En este empeño por fomentar la educación debe tratar de difundirse el valor que tienen todos aquellos que no son productivos desde el punto de vista económico; niños, ancianos, enfermos, ... En este punto es importante empezar a cambiar la terminología y empezar a hablar de *responsabilidades* en lugar de *cargas* familiares, cuando nos referimos a estos colectivos *improductivos*.

- Invertir en formación, de manera que los jóvenes salgan al mercado siendo profesionales con un cierto grado de cualificación.

- Enseñar a disfrutar del ocio

- Desde las instituciones públicas se debe fomentar la madurez, las leyes deben contribuir a que los adolescentes sepan hacer un uso responsable de su libertad. Leyes en las que hasta los 18 años uno no es mayor de edad y, sin embargo con 13 pueden elegir su

pareja sexual, son normas contradictorias según las cuales para determinadas conductas son mayores y para otras menores. Es necesario educar en responsabilidad y madurez. Flaco favor ha hecho una Ley del Menor en la que parece que cualquier aberración que pueda realizar un menor queda impune, ya que un menor acostumbrado a esto, difícilmente asimilará que en el momento de su mayoría se le aplicará una ley mucho más restrictiva.

Medidas jurídicas.

- La legislación en materia de familia tiene mucho que decir, y al igual que en el momento en el que se generalizar ciertos derechos laborales, éstos son inquebrantables, una política de familia, protectora de la familia desde todos los ámbitos, no sólo el laboral, conseguirá muchos éxitos. Si la legislación en materia de familia tiene como trasfondo desvirtuar la importancia de la permanencia y estabilidad del matrimonio y todo lo que de ello se deriva, no estamos construyendo una auténtica política de familia. Por esto si bien, socialmente se reconoce que el aumento del número de divorcios es espectacular y las uniones consensuadas crecen en una progresión desconocida hasta el momento, respetando la libertad individual y sobre todo, protegiendo la dignidad de la persona, deben arbitrase reformas del Código civil que como trasfondo tengan en cuenta la importancia de la estabilidad del vínculo matrimonial para que en el seno de la familia se den las características que hacen que el individuo aporte a la sociedad un valor añadido generado en el seno de su familia.

Implicación del varón.

- En la actualidad está prácticamente generalizada la idea de que el hombre debe colaborar en las tareas domésticas, como así se ha podido comprobar en el estudio. Pero sin embargo, tal implicación no es tan fuerte en el caso de los hijos. Es necesario fomentar que el varón se implique en la educación de los hijos. No sólo ampliando el período de permiso parental en el caso de nacimiento sino tratando de responsabilizar al hombre de su faceta de padre, de tal forma que se elimine el efecto negativo que sobre el mercado laboral tiene el ser madre, y por el contrario, el efecto positivo que para la empresa supone un hombre con descendientes a su cargo. La asignatura pendiente del siglo XXI es el padre ausente.

Con este trabajo se ha pretendido poner de manifiesto la actual situación de la familia española en lo que a fecundidad se refiere y aportar un pequeño grano de arena a las posibles alternativas que solucionen esta situación.

Bibliografía

1. ABELLÁN GARCÍA, A. y PUGA GONZÁLEZ, M.D. (2005): “Una España que envejece”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
2. ALCALDE INCHAUSTI, J. (2005): “Evolución demográfica española en el siglo XXI”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
3. ALDERFER, C (1994): “A response to a feminist critique of organizational humanism”, *Journal of Applied Behavioral Science*, vol. 30
4. ARYEE, S. (1992): “Antecedents and outcomes of work-family conflict among married professional women: Evidence of Singapore”, *Human Relations*, 45,8, págs.813-837.

5. BÉCKER, G. Y MURPHY, K.M. (1998): “La familia y el Estado”. *Papeles de Economía Española*. Nº 77. Fundación de las Cajas de Ahorro Confederadas para la Investigación Económica y Social. Madrid.
6. (1990): “Human Capital, Fertility and Economic Growth”, *The Journal of Political Economy* 98, págs. 12-37.
7. CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL (2004): Segundo Informe sobre la situación de la mujeres en la realidad sociolaboral española. Colección Informes. Informe 3/2003. Madrid.
8. (2005): Memoria sobre la situación socioeconómica y laboral. Serie Economía, Trabajo y Sociedad. C.E.S. Madrid.
9. FERNÁNDEZ CORDÓN, J.A. (1998): “El envejecimiento de la población española” *Papeles de Economía Española*. Nº 77. Fundación de las Cajas de Ahorro Confederadas para la Investigación Económica y Social. Madrid.
10. GARRIDO MEDINA, L. (1998): “La ocupabilidad en la familia.” *Papeles de Economía Española*. Nº 77. Fundación de las Cajas de Ahorro Confederadas para la Investigación Económica y Social. Madrid.
11. GÓMEZ REDONDO, R. (2005): “La mortalidad en España durante la segunda mitad del siglo XX: Evolución y cambios”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
12. HALL, D.T. y RICHTER, J. (1988): “Balancing work life and family life: What can organisations do to help?” *Academy of Management Executive*, 2, págs. 213-223.
13. IGLESIAS DE USSEL, J. (2004): “La familia española en el contexto europeo”, en LÓPEZ LÓPEZ (2004).
14. LÓPEZ LÓPEZ, M.T. (2004): La Familia en España. Dos décadas de cambio. Informe anual 2003. Fundación Acción Familiar. Madrid.
15. (2005a): Familia y dependencia. Nuevas necesidades, nuevas propuestas. Estudio Anual 2004. Fundación Acción Familiar. Ediciones Cinca. Madrid.
16. (2005b): “Transformaciones recientes de la familia y políticas familiares en la Unión Europea”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
17. MIRET GAMUNDI, P. y CABRÉ PLA, A. (2005): “Pautas recientes en la formación familiar en España. Constitución de la pareja y fecundidad”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
18. PÉREZ DÍAZ, J. (2005): “Consecuencias sociales del envejecimiento demográfico”. *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
19. PÉREZ-DÍAZ, V., ÁLVAREZ-MIRANDA, B. y CHULIÁ, E. (1998): “La familia en el sistema de bienestar español. Una reflexión general y una discusión empírica”. *Papeles de Economía Española*. Nº 77. Fundación de las Cajas de Ahorro Confederadas para la Investigación Económica y Social. Madrid.
20. PUYOL ANTOLÍN, R. (2005): “La población española en el marco de la Unión Europea”, *Papeles de Economía Española*, nº 104. Fundación de las Cajas de Ahorros. Madrid.
21. SAGARDOY BENGOCHEA, J.A. y DE LA TORRE GARCÍA, C. (dirs.) (2004): La conciliación entre el trabajo y la familia.

VERS UN INDICATEUR DE LA FRAUDE ELECTORALE

Michel CRESPIY
Maître de conférences en sociologie
Université Paul-Valéry Montpellier 3

Résumé : *La fraude électorale est répandue y compris dans les grandes démocraties. Dans des situations politiques où peu de voix séparent les candidats elle peut avoir un effet considérable. Après en avoir examiné les différents aspects on peut songer à la construction d'un indicateur de fraude capable d'en mesurer l'ampleur.*

Mots-clefs : fraude électorale ; contentieux électoral ; indicateur de fraude électorale

L'une des menaces les plus évidentes qui pèsent sur les démocraties n'est autre que l'existence de la fraude électorale. Si le principe de base de la démocratie est le libre exercice de son vote par le citoyen, toute manœuvre tendant à dévoyer cette liberté discrédite le concept même de démocratie. Au même titre que la délinquance menace la sécurité, la fraude menace la liberté. On ne peut que s'interroger lorsqu'on songe aux conséquences mondiales (guerre en Afghanistan, guerre en Irak, credit crunch, etc) de quelques bulletins vraisemblablement falsifiés dans quelques *counties* américains lors de l'élection présidentielle 2000 dans ce pays.

La question devient d'autant plus importante que, de plus en plus, majorité et opposition sont, dans les grandes démocraties, séparées par une marge très mince. Les victoires électorales sont maintenant souvent très courtes, on obtient parfois même de quasi-égalités : en Allemagne aujourd'hui, par exemple, où une « grande coalition » sanctionne l'absence d'une majorité nette, en Espagne où le gouvernement Zapatero ne tient que par l'appui de petits partis régionalistes, en Israël où Tzipi Livni n'a pu constituer de gouvernement, en Autriche où, là aussi, se discute une grande coalition, en Belgique, en Italie, aux Etats-Unis où, jusqu'en 2008, le Sénat se partageait exactement par moitié – 49 démocrates, 49 républicains et 2 indépendants. On pourrait multiplier les exemples, de façon encore plus claire si on y incluait des données historiques. En France, par exemple, en 1967 comme en 1988, la majorité à l'Assemblée Nationale n'a tenu qu'à un seul siège et, régulièrement, plus de 100 députés sont élus avec une avance sur leur adversaire inférieure à 1000 voix.

C'est dire que le problème de la fraude électorale est désormais loin d'être anodin dans la mesure où une fraude, même minime et localisée, peut avoir de très importantes conséquences sur des élections disputées. La régularité – ou, pour employer les termes juridiques exacts, la « sincérité » ou la « loyauté » - du scrutin devient un paramètre essentiel dans l'observation des processus politiques.

Ce paramètre est pourtant généralement négligé, voire nié, que ce soit par gêne, par refus de voir la réalité, par crainte de s'abaisser à des questions triviales ou de

déconsidérer la démocratie (comme si l'existence de la délinquance et de l'escroquerie ridiculisaient le concept même d'échange commercial) ou encore par difficulté d'observer un phénomène par définition illégal. C'est un tort. Considérer la fraude comme marginale, sans effet, résiduelle, limitée à quelques cas sans importance, n'est pas une attitude scientifique, pas plus que de considérer comme anodines quelques cellules cancéreuses.

Il y a cependant de nombreuses sortes de fraude. Il est nécessaire de tenter de les répertorier, de les classer, pour examiner quels traitements spécifiques peuvent s'appliquer dans chaque cas et quelles initiatives peuvent être prises pour les réduire, sans doute différentes pour chacune d'entre elles.

1 – Les pressions externes

On ne peut ici parler juridiquement de fraude. Il s'agit pourtant de manœuvres tendant à diminuer la sincérité du scrutin préalablement à celui-ci. On y rangera par exemple l'existence d'un appareil de propagande d'Etat (dans les dictatures), l'occultation par une censure de certaines informations pourtant nécessaires à l'électeur pour se forger une opinion argumentée (censure de sites web en Chine), l'impossibilité de débats contradictoires (plusieurs pays africains), les entraves à la liberté de circulation de certains candidats (en Birmanie par exemple), le rejet de candidatures pourtant légalement acceptables (Iran), les entraves à la circulation des électeurs empêchés de se déplacer pour aller voter (Zimbabwe ou Togo), les menaces exercées sur des journalistes sommés de se taire ou même emprisonnés (cf les recherches du réseau Reporters Sans Frontières qui classent plusieurs dizaines de pays dans cette rubrique), etc. On ne citera que pour mémoire les cas dans lesquels une partie de la population est illettrée, ce qui favorise toutes les manœuvres (par exemple l'impression de bulletins de couleurs différentes suivant les candidats en jouant sur la symbolique bénéfique ou maléfique de certaines couleurs face à des électeurs superstitieux). Toutes ces manœuvres dolosives visent à écarter l'expression de l'opposition, réduisant de fait le choix d'une opinion volontairement mal informée. Les observateurs de scrutins contestés, ceux de l'OSCE par exemple, tendent à ranger ces comportements dans la même catégorie que la fraude à proprement parler. Si, indubitablement, ils oblitèrent la validité du scrutin, il ne s'agit pourtant pas exactement de fraude. Nous proposons de réserver ce dernier terme à ce qui concerne les opérations de vote stricto sensu et non les campagnes préalables au vote.

2 – Le corps électoral

La composition du corps électoral constitue bien évidemment une variable déterminante des opérations de vote – et sans doute de la définition même de la démocratie. Peut-on continuer à décrire l'Athènes antique comme le berceau de la démocratie à cause des décisions collectives arrêtées par les citoyens réunis sur l'agora alors que la majorité de la population (enfants, comme partout, mais aussi femmes, esclaves, métèques) était exclue de la décision ? Peut-on parler de démocratie dans l'Europe du XIXe siècle lorsque se pratiquait, dans plusieurs pays, le suffrage censitaire (réservé à la minorité de ceux qui payaient l'impôt) et uniquement masculin ?

Aujourd'hui, dans tous les pays les femmes votent de la même manière que les hommes. Dans tous les pays également les jeunes ont accès aux urnes à partir d'un certain âge, certes variable (de 16 ans dans certains Etats à 22), mais personne n'interdit le vote

aux jeunes adultes et personne non plus ne propose d'accorder le droit de vote aux enfants (une variante était le vote du père de famille qui, en Espagne, disposait d'autant de bulletins qu'il avait d'enfants). Le suffrage est partout universel.

Sur quoi peuvent alors porter les contestations ? Sur l'accès au vote non juridiquement mais pratiquement.

Un cas typique est celui des machines à voter aux Etats-Unis. De nombreux scrutins sont là-bas regroupés le même jour : en novembre 2008 par exemple, élection présidentielle dans tous les Etats, sénatoriale dans 15 d'entre eux, pour le Congrès dans tous également, pour le gouverneur dans 13 Etats, pour le shérif, le district attorney, le maire, le juge, etc, à quoi s'ajoutent des référendums locaux. Le résultat est que, dans le cas maximal, l'électeur devait opérer sur sa machine à voter jusqu'à 40 choix en même temps, opération qui, en moyenne, requiert plus d'une minute. Si l'on songe qu'on prévoyait, dans certains quartiers, une machine par tranche de 750 électeurs, cela signifie que les opérations de vote pouvaient demander jusqu'à plus de douze heures ; si tous les électeurs se présentaient en même temps, l'attente pouvait atteindre cette durée, ce qui, évidemment, était de nature à décourager les moins patients (ou les plus handicapés). Or, bizarrement, dans plusieurs Etats le nombre des machines à voter était différent d'un bureau de vote à l'autre ; dans les bureaux réputés acquis à l'opposition (par exemple les bureaux des quartiers noirs, votant Obama, dans les Etats républicains), on installait trop peu de machines tandis que le vote était plus aisé dans les bureaux « bien-pensants ».

Rendre inaccessibles certains bureaux de vote situés dans des zones considérées comme hostiles au pouvoir en place est donc une manœuvre « invisible » qui altère cependant sérieusement la sincérité du scrutin.

On peut également manipuler le corps électoral en refusant l'inscription de personnes suspectées de « mal voter ». Peu après la fin de la ségrégation, en Alabama on avait inventé un ingénieux stratagème : on faisait subir aux noirs comme aux blancs s'inscrivant pour la première fois un examen sur la connaissance des institutions ; mais les questions posées aux blancs étaient, par exemple, « comment s'appelle le Président des Etats-Unis ? » et aux noirs « quel est le texte exact de l'article 14 de la Constitution ? », à la suite de quoi les noirs se voyaient refuser l'inscription (rappelons qu'aux Etats-Unis ce sont les Etats qui légifèrent sur les conditions de vote et non l'Etat fédéral). On peut, de la même manière, exiger des documents très complets de certains électeurs et se montrer beaucoup plus laxiste pour d'autres. En Floride ou en Georgie, les maires républicains plaçaient devant les urnes des policiers, sous prétexte de sécurité, en réalité de façon à décourager l'électorat noir (où le taux de délinquance est très élevé : un adulte sur 9 a eu affaire à la police et en conserve de mauvais souvenirs). Dans plusieurs pays européens, dont la France, le vote des tziganes nomades est très difficile en raison de l'absence d'une domiciliation fixe.

A l'inverse, un procédé courant consiste à « bourrer les urnes ». C'est ainsi que la Corse est, à tort ou à raison, une région de France réputée pour ne pas rayer des listes les personnes décédées, de sorte que « on » continue à voter à leur place de longues années après le décès – l'auteur a même entendu un Corse déclarer sans rire : « il est normal que mon grand-père qui est mort continue à voter, ce n'est pas parce qu'on est mort qu'on change d'opinion ! ». Aux Etats-Unis en 2008 les démocrates ont ainsi été accusés d'avoir fait inscrire de nombreuses personnes « fantômes » sur les listes d'électeurs, listes sur lesquelles on a repéré plusieurs nouveaux inscrits appelés Mickey Mouse ou Donald Duck ! Pour leur défense, les personnes accusées ont déclaré que la fraude électorale était,

aux Etats-Unis, une tradition historique ! Une variante du « bourrage d'urnes » consiste dans l'utilisation massive de procurations plus ou moins consciemment accordées (en faisant la tournée par exemple des maisons de retraite ou en recueillant les votes de personnes invalides comme le raconte avec un mélange d'humour et de consternation Italo Calvino dans son livre « *La journée d'un scrutateur* ») ou dans des irrégularités au niveau du vote par correspondance là où il existe (il a été, en France, supprimé suite à des présomptions d'échanges de bulletins dans les bureaux de poste).

On considérera comme un cas extrême, pourtant signalé à plusieurs reprises sur le continent africain, la situation dans laquelle des électeurs valablement inscrits sont empêchés physiquement de voter, soit en situant les bureaux de vote très loin de chez eux soit, même, en utilisant la force pour barrer l'accès aux bureaux, ce qu'on a pu observer également en Egypte.

Enfin, une dernière manipulation consiste à payer des électeurs pour qu'ils votent comme on le désire. C'est généralement interdit et la loi qui proscrit en France tout signe de reconnaissance et impose le passage par l'isoloir sous peine de nullité vise à empêcher qu'un électeur puisse montrer comment il a voté. Cependant, on connaît des cas dans lesquels des suffrages de tziganes ou d'autres communautés ethniques ont été achetés par centaines en échange d'emplois municipaux ou de sommes d'argent. Aux Etats-Unis, le vote pour John Kennedy en 1960 dans un Etat décisif a été, notoirement, acheté par son père aux chefs de la mafia locale et la corruption des élections par Tamany Hall, la mairie de New-York, ou par la mairie de Chicago étaient légendaires au temps de la prohibition. De la même manière, la mafia italienne pèse très lourdement sur la vie politique de ce pays dans la mesure où, par divers procédés, elle contrôle largement les votes dans les régions du Sud et fait élire – et désigner jusqu'au sein du gouvernement – des personnes qui ne lèseront pas ses intérêts. C'est dire que la corruption du monde politique est corrélative de la fraude organisée ainsi que l'a montré l'opération *mani pulite* en Italie.

3 – La fraude au moment du vote

A l'échelle individuelle, la technique minimale consiste à coller étroitement deux bulletins ou plus dans sa main et à les glisser en même temps dans l'urne. L'auteur de ces lignes a entendu une personne, qui avait même été maire de son village, lui déclarer avec fierté : « de toute ma vie, je n'ai jamais mis dans l'urne un seul bulletin » ! Le résultat est qu'au dépouillement on découvre plus de bulletins qu'il n'y a eu de votants. Mais à qui les attribuer ? Il arrive qu'on élimine alors quelques bulletins blancs pour diminuer le nombre de bulletins trouvés dans l'urne et obtenir ainsi un résultat plus conforme à ce qu'il aurait dû être. Les moins scrupuleux des présidents de bureau de vote, peu soucieux d'avoir des ennuis avec le tribunal administratif, cochent au hasard quelques noms d'abstentionnistes pour que le nombre de bulletins et le nombre d'émargements coïncident.

A un degré plus large, le même type d'opération illégale est parfois utilisé en jouant sur l'abstention. Dans les pays où les registres sont tenus manuellement, ils sont réutilisés, en France par exemple, pour plusieurs scrutins successifs. Il est alors facile de repérer qui vient voter à chaque occasion et qui n'est jamais venu voter depuis plusieurs années pour quelque motif que ce soit : maladie invalidante, désintérêt, vieillesse, ou absence de longue durée. On peut alors soit se présenter en lieu et place de ces personnes – ce qui demeure risqué si les identités sont correctement vérifiées – soit, avec la complicité du président du bureau de vote, profiter d'un moment où le bureau est vide pour signer

rapidement de nombreuses cases et faire entrer dans l'urne autant de bulletins. Si, par malheur, la personne pour qui on vient de voter sans qu'elle le sache se présente tout de même, on allèguera une erreur matérielle, quelqu'un qui n'a pas signé au bon endroit.

D'autres méthodes plus artisanales, et même folkloriques, sont couramment pratiquées. Bien connu est le procédé qui consiste à faire annuler de nombreux bulletins en les tachant volontairement (en France, un bulletin maculé est considéré comme nul). Un maire du Languedoc était jadis connu (dans les années 1960) pour se salir les doigts d'une seule main et, au dépouillement, prendre les bulletins en sa faveur de sa main propre et les bulletins de l'opposition avec sa main sale pour les brandir aussitôt en faisant remarquer que, tachés, ils étaient donc nuls. On peut aussi se munir de bulletins qu'on cache sur soi, prêts à les glisser dans l'urne si, un instant, elle échappe à la surveillance – un élu des Pyrénées-Orientales, en France, a ainsi été attrapé en 2007 avec des bulletins dans... ses chaussettes !, ce qui a entraîné l'annulation du scrutin de la ville de Perpignan.

Toutes ces fraudes sont éventuellement susceptibles d'être reconnues s'il est possible de vérifier les bulletins. Ce n'est pas le cas avec les machines à voter, puissant instrument de falsification des scrutins dès lors qu'il est impossible de recompter les votes comme l'a montré l'élection de George W. Bush en 2000, les *counties* contestés de Floride étant équipés de machines à voter ou de poinçonneuses de bulletins défectueuses.

4 – La fraude au moment des résultats

Enfin, un moment très sensible demeure l'instant du dépouillement. C'est ici que surviennent la plupart des incidents : enveloppes échangées après l'ouverture de l'urne (individuellement ou par paquets de 100 lorsque le règlement, comme en France, impose de ranger d'abord les bulletins avant décompte dans des enveloppes récapitulatives) ou même carrément échange d'urnes entières, bulletins substitués par des scrutateurs, « pannes d'électricité » opportunes à l'instant où on dépouille ou, plus artisanalement, échauffourées « spontanées » dans le bureau entraînant le renversement des urnes ou des tables de comptage, « erreurs » de décompte, invalidation de bulletins considérés comme non-conformes (la jurisprudence du contentieux électoral sur ce sujet compte, en France, des dizaines de pages d'arrêts de tribunaux, tous les cas possibles s'étant présentés car l'ingéniosité des fraudeurs est sans limites) ou, à l'inverse, validation de bulletins douteux, quand ce n'est pas franchement une manipulation des résultats au moment de leur regroupement au niveau central – un très long délai entre le collationnement des résultats par la commission électorale centrale et leur proclamation officielle n'est jamais un bon signe. On ne signalera que pour mémoire le cas des dictatures dans lesquelles les résultats proclamés n'ont à l'évidence aucun rapport avec l'opinion réelle des citoyens.

5 – Les moyens de lutte

La lutte contre la fraude nécessite en premier lieu une volonté politique de la part des autorités (ainsi que de la justice et de la police) et une surveillance possible de la part de la population (électeurs, représentants des candidats, partis politiques, médias). Si ces conditions ne sont pas remplies, la fraude devient impossible à contrôler. C'est dire que la lutte contre la fraude est pratiquement inopérante dans les dictatures ou dans les régimes autoritaires. On peut même considérer la réalité d'une lutte contre la fraude comme une

condition de la démocratie et comme un critère décisif du classement d'un pays en démocratie.

Pratiquement, la lutte contre la fraude requiert une culture anti-fraude de la population. Aussi longtemps que la fraude est considérée comme « normale », « folklorique », « traditionnelle », « inévitable », ainsi qu'on peut l'entendre ici ou là, elle est excusée et rencontre d'innombrables complaisances et même de nombreuses complicités. Dans un tel contexte culturel, tout le monde fraude et il s'agit seulement, en utilisant les mêmes moyens, de ne pas se laisser dépasser par l'ampleur de la fraude de l'adversaire. Si, en revanche, la fraude est moralement flétrie par l'ensemble de la population elle devient beaucoup plus difficile et se trouve bien plus facilement démasquée et condamnée. Or une telle culture est longue à acquérir dans les pays qui n'ont pas d'ancienne tradition démocratique.

Une autre condition est le libre accès aux bureaux de vote des représentants des candidats, des journalistes, des observateurs ; l'OSCE, par exemple, envoie des observateurs dans tous les pays membres pour démasquer les fraudes au niveau international. Le fait de refuser des observateurs internationaux ou de gêner leur travail peut être considéré comme une claire présomption de fraude massive.

Il faut enfin que les fraudeurs puissent être arrêtés par une police qui ne soit pas partisane et, le cas échéant, déférés devant une justice neutre et équitable. C'est pourquoi toutes les grandes démocraties ont prévu des dispositifs légaux de recours en cas de contestation de l'élection. Aux Etats-Unis, c'est la Cour Suprême qui a arbitré le litige autour des bureaux de Floride lors de l'élection présidentielle de 2000 (mal arbitré, d'ailleurs : un pool de journaux indépendants a entrepris un recomptage scrupuleux des bulletins contestés et conclu que Al Gore avait en réalité nettement remporté et l'Etat de Floride et l'élection présidentielle ; mais ce résultat, très détaillé et argumenté sur des données incontestables, devait être publié dans la presse... le 13 septembre 2001 ! 48 heures après la tragédie du 11 septembre, les journaux ont différé ces révélations pour ne pas nuire à l'unité d'une Amérique agressée et, finalement, guerres en Afghanistan puis en Irak s'enchaînant, le texte n'a jamais paru). En France, de la même manière, les tribunaux administratifs arbitrent les litiges locaux et le Conseil Constitutionnel veille à la régularité des élections nationales (Parlement et Président). Ce n'est pas une sinécure : pour l'élection de 577 députés, entre 100 et 300 contestations sont déférées devant lui suivant les années et, régulièrement, plusieurs élections sont annulées pour fraude ou irrégularité (jusqu'à 11 certaines années). Pour l'élection présidentielle de 2002, les résultats de 4 bureaux de vote ont été annulés (deux outre-mer et deux dans la région parisienne, ce qui n'a rien changé au résultat final). En 1974, le président du Conseil Constitutionnel a réuni les directeurs de campagne des principaux candidats et leur a indiqué que si une fraude dans les bureaux d'outre-mer (où elle était fréquente) inversait les résultats de la France métropolitaine le Conseil Constitutionnel n'hésiterait pas à annuler l'ensemble de l'élection – ce qui a eu pour résultat des fraudes moins importantes cette fois-là dans les bureaux où elle était courante. Enfin, il faut encore que la fraude ait des conséquences lourdes pour ceux qui la pratiquent. C'est ainsi qu'en France comme dans d'autres pays européens la fraude est un délit pénal qui peut entraîner des condamnations à des peines de prison de plusieurs années.

C'est dire que la fraude ne peut être maîtrisée que si les autorités, en particulier les autorités judiciaires – mais soutenues par les autorités politiques et par l'état d'esprit de la population – sont résolues à l'éliminer quel qu'en soit le prix politique. Si celui-ci paraît

trop élevé (inversion de majorités, épuration de certains partis, etc) alors la fraude peut continuer à prospérer.

6 - L'origine de la fraude

Si l'on excepte des fraudes purement locales (au niveau municipal par exemple) ou les irrégularités résultant de comportements strictement individuels, les fraudes de quelque ampleur nécessitent toujours la collaboration des autorités organisatrices du scrutin : gouvernement et éventuels organismes de contrôle, parti majoritaire (le cas échéant appuyé sur des milices armées comme au Zimbabwe ou sur la police comme en Egypte), présidents et personnel administratif des bureaux de vote et des bureaux chargés d'organiser les élections. Pour des raisons techniques : l'organisation du bureau de vote permet ou non la fraude, la facilite ou l'interdit, les modalités du vote (urnes transparentes ou non, machines à voter, aspect des bulletins, organisation du décompte, etc) sont également des éléments qui rendent la fraude aisée ou malaisée. Enfin, les systèmes de contrôle dépendent de l'autorité politique ou judiciaire suivant la législation en vigueur et la fraude est évidemment plus courante lorsque l'arbitre est à la fois juge et partie.

Cela signifie que l'organisateur de la fraude est presque toujours à rechercher auprès du pouvoir en place, qu'il soit municipal ou national, ou requiert au minimum sa complicité passive. Une majorité trop massive (par exemple jadis dans les pays communistes, en Tunisie, en Birmanie, etc) est généralement l'indice certain d'une fraude organisée. Mais la tentation de recourir à la fraude est souvent présente même dans des sociétés au très long passé démocratique, y compris, paradoxalement, dans les pays qui se targuent de répandre la démocratie dans le monde et envoient des observateurs contrôler les élections dans d'autres pays alors qu'elles sont parfois biaisées chez eux !

C'est dire qu'en cas de fraude le premier suspect est toujours, comme dans les romans policiers, justement celui qui devrait être insoupçonné : l'organisateur du scrutin. C'est pourquoi la fraude est plus souvent pratiquée par la majorité sortante, par le pouvoir en place qui cherche à sauver sa position, non parce que l'opposition serait plus vertueuse mais parce que la fraude lui est plus difficile – d'ailleurs, dans de nombreux cas, ces oppositions, une fois parvenues au pouvoir, pratiquent elles aussi les mêmes méthodes.

7 – Vers un indicateur global de la fraude électorale

Si la fraude constitue un indicateur précieux de l'état de la démocratie, peut-on concevoir la confection d'un « indicateur de fraude » (ou d'un indicateur de loyauté du scrutin si l'on préfère une version plus positive) de la même manière qu'existent des indicateurs de richesse (le Produit Intérieur Brut, par exemple), de santé publique, de niveau d'éducation (le programme PISA par exemple), voire même de bonheur de la population (c'est un tel indicateur de bonheur qu'Amartya Sen et Joseph Stiglitz ont été chargés de concevoir à la demande, en France, du président Sarkozy) ? Certainement oui, mais avec les mêmes difficultés que pour l'indicateur construit par *Transparency International* à propos de la corruption politique. Il pourrait se baser sur un certain nombre de questions, par exemple :

- existe-t-il des phénomènes de fraude ?
- s'agit-il de fraudes localisées ou de fraudes généralisées ?
- combien en compte-t-on ?

- les résultats des élections sont-ils contestés par certains partis ?
- Y a-t-il des indices de participation des autorités à des fraudes ?
- la population est-elle ou non tolérante face à des fraudes ?
- les fraudes sont-elles historiquement continues ?
- quelles sont les techniques employées ?
- comment les contentieux électoraux sont-ils arbitrés ?
- y a-t-il des instances de contrôle du scrutin indépendantes ?
- ces instances rendent-elles des jugements tendant à annuler les élections en cas de fraude ?
- quelle est la jurisprudence à cet égard ?
- accepte-t-on des observateurs indépendants (OSCE, presse internationale, etc) ?

C'est une première liste, évidemment non limitative, et qui demande non seulement à être complétée, détaillée, précisée, mais aussi à être pondérée comme c'est la règle pour tout indicateur. On le sait, le poids respectif accordé aux différents items détermine en réalité le résultat final, surtout si on recherche un résultat le plus quantitatif possible pour assurer une objectivité plus certaine qu'avec un indicateur uniquement qualitatif comme c'est le cas de l'indicateur de corruption. Dans le cas précis, tendre à chiffrer le phénomène reste cependant un horizon lointain, les données étant extrêmement incomplètes – et, naturellement, plus encore dans les pays où les fraudes sont nombreuses et fréquentes. L'indicateur éventuel ne pourra que mêler des données quantitatives (nombre de contentieux et nombre de jugements, par exemple) et des données qualitatives (historiques, sociologiques, etc). C'est dire que, dans un premier temps, il demeurera sommaire et critiquable. Il n'en est pas moins nécessaire.

Ce que nous souhaitons faire ici était seulement attirer l'attention sur un phénomène trop souvent oublié ou écarté de la réflexion et pointer un horizon possible pour une étude scientifique objective de ce phénomène. Si ces notes incomplètes peuvent y contribuer en incitant à se pencher sur le sujet et en fournissant de premières indications méthodologiques sur la matière à étudier, elles n'auront pas été totalement inutiles.

L'IMPORTANCE DE L'INTERDEPENDANCE DU SYSTEME EDUCATIONNEL ET LE MARCHE DU TRAVAIL EN ROUMANIE

Gabriela MOTOI
Assistant universitaire
Université de Craiova, Département de Sociologie
gabrielamotoi@yahoo.com

Ionut BLEOANCĂ
Doctorand
Université de Bucharest

Abstract : *This study has the purpose to identify the solutions at the problems of incompatibility between higher education offer and the European labour market's requests. Between education and labor market there is strong interdependence but the communication between them is fragmentary and incomplete. The Romanian educational system has a lot of difficulties that determine a low competitiveness and productivity. Because of the incomplete communication of this two partners of the social life, the students that are graduation are not qualified enough, and the Romanian entrepreneurs are not content of the education's quality, because they are forced to invest a large amount of money in trainings, in order to sustain their lack of qualification.*

Key words: higher education, labour market, employment, student

Pendant la dernière période de temps, le marché de travail en Roumanie évolue vers une certaine stabilité, étant plus structuré et ordonné, même si, l'intégration dans l'Union Européenne détermine un rythme accéléré de changement du système d'occupations. Le marché roumain de travail est encore traditionnel, rassemblant plus à celui existant avant 1989, qu'à celui des pays occidentaux, l'Etat roumain ayant un rôle décisif dans son organisation et fonctionnement. Parce qu'une grande partie de la population occupée travaille dans des institutions et organisations budgétées par l'Etat, et le marché économique est encore dépendante de l'Etat, le marché roumain de travail reflète les politiques d'occupation, qui s'expliquent à l'aide de la législation du travail, les standards de recrutement et promotion, dans l'entraînement et la formation de la force de travail et dans la productivité et l'efficacité du travail.

A présent, la société roumaine se trouve dans un moment d'intégration dans une société complexe et bien développée, qui se trouve, à son tour, dans un processus de changement. Dans le contexte des nouvelles technologies et de l'intensification de la compétition économique au niveau global, la société européenne veut une économie plus dynamique, plus compétitive, plus fondamentale sur la connaissance.

Dans ce contexte, l'éducation, la recherche et l'innovation constitue le fondement du développement des sociétés, et le rôle de l'enseignement supérieur devient de plus en plus important. Conformément à la Stratégie Européenne sur l'Occupation, le principal objectif de l'Union Européenne doit être l'accroissement du taux de l'occupation à 70%, le croisement des investies dans le capital humain par éducation et formation.

La corrélation réduite de l'offre éducationnelle de l'enseignement professionnel, secondaire et supérieur peut être expliquée pas le niveau réduit d'implication des partenaires sociaux dans le processus de fondation du plan d'enseignement et des activités éducationnelles, l'absence des études systématiques d'analyse et prognose du marché du travail, l'insuffisant développement des systèmes de surveillance de l'insertion des absolvent et des partenariats entre l'école/université et les entreprises. En ce qui concerne la formation professionnelle continue, l'offre se concentre sur des programmes de développement des compétences générales, adressées aux personnes et pas aux sollicitations des entrepreneurs :

Pendant les dernières années on peut observer que le taux de contribution des secteurs économiques s'est modifié, par des baisses enregistrées en agriculture, industrie et constructions, et un croisement dans les services. Toutefois, s'est enregistré la même chiffre de scolarisation ce qui prouve le fait qu'au niveau de l'offre éducationnelle on n a pas enregistré une corrélation avec les modifications du développement économique.

Le lien indissoluble qui existe entre ces deux domaines n'est pas perçu justement au niveau national. La Commission pour la culture et éducation du Parlement Européen a élaboré un projet destiné à la Commission pour l'occupation de la force de travail et affaires sociales, avec le considèrent suivant : "Le développement des connaissances, des habilités et de la compétence des citoyens est essentielle pour la compétitivité et la cohésion sociale de la Communauté. La participation à l'éducation continue et l'utilisation des qualifications doivent être présentées au niveau national et communautaire". Cette affirmation mis en évidence le forte entre l'éducation et le marché du travail et l'importance de leur corrélation, pas seulement au niveau national, mai aussi au niveau communautaire.

Le système de formation et adaptation professionnelle est bien complexe, étant déterminé par une série de facteurs qui peuvent être séparés en deux composants : le sous-système de formation et celui d'adaptation professionnelle. Il y a une série de caractéristiques des deux sous-systèmes qui rendent possible l'insertion des individus sur le marche du travail.

Si on se réfère au système de formation professionnelle, on peut identifier les dernières caractéristiques :

- il y a des systèmes éducatifs différents : les jeunes peuvent choisir entre l'offre éducationnelle publique et celle privée ;
- des réseaux éducationnels différents ;

- des contenus éducationnels distincts (si on prend en considération le fait qu'il y a une concurrence en ce qui concerne l'offre des facilités éducationnelles – l'enseignement d'une langue étrangère, de l'informatique de la musique etc.);
- une diversité des manuels scolaires ;
- une compétition et concurrence au niveau des individus etc.

En ce qui concerne l'adaptation professionnelle on peut mentionner que :

- le processus d'adaptations est comparé avec d'autres instruments de gestion et management des ressources humaines ;
- il y a des institutions qui fournissent des activités d'instruction, soit dans des entreprises (par exemple le training offert par l'entreprise pour ses employés), soit au dehors des entreprises (effectues pas d'autres organismes spécialisés);
- l'accès aux sources de financement des programmes d'adaptation professionnelle et différent, aussi pour les sollicitants et les organisateurs ;
- les technologies et les méthodes d'instruction sont différentes ;

Il y a des caractéristiques communes en ce qui concerne les deux systèmes de formation et adaptation professionnelle. On peut dire que le processus de formation professionnelle est un des facteurs d'influence, quantitativement, de l'offre de travail (à côté des facteurs démographiques, économiques et sociaux) ; d'autre côté, l'adaptation professionnelle influence qualitativement l'offre de travail.

Le nouvel contexte pose au premier plan l'éducation et la recherche. Dans ce contexte le rôle des universités croisse de plus en plus, à cause de leur fonction éducative, elles deviennent les piliers du progrès économique et social de la société. Pour des meilleurs résultats, le milieu universitaire doit devenir un système tout à fait ouvert et flexible et s'intégrer dans le milieu économique et social. On vit dans un siècle de la vitesse, du changement et les universités peuvent être en accord avec ces changements seulement par une ouverture vers l'extérieur, vers les autres acteurs sociaux.

Dans ce moment, le milieu universitaire semble un système fermé, n'étant pas connecté à la réalité. A cause de la rupture entre l'enseignement supérieur et la société, l'offre éducationnelle n'est pas adaptée à la demande de force de travail. Le nombre des places offertes pour chaque spécialisation et le programme éducationnel ne sont pas adaptés à ces demandes. A cause de la résistance au changement, souvent, les connaissances et les compétences acquis pendant la faculté sont périmés ou inutiles pour l'insertion des absolvents sur le marché du travail.

Le principal problème du système éducationnel roumain n'est pas sa partie théorique, mais l'impossibilité d'acquérir certaines habilités et compétences professionnelles et personnelles. Tel qu'il est en ce moment, le système éducationnel de la Roumanie ne forme pas des génies, mais des personnes incapables à s'adapter. Les connaissances théoriques sont souvent inutiles, sans un rapport correct à la réalité, sans une vision d'ensemble. La différence entre les

facultés de doit pas se faire par rapport au qualificatif d'admission, mais par rapport à son ouverture vers l'extérieur. Les connaissances utiles sur le marché du travail sont accumulés pendant les stages de perfectionnement, les laboratoires, les projets etc. Les connaissances sans compétences n'ont pas aucune valeur.

Cet *autisme* est la cause du fait qu'entre université et l'ancien étudiant il n'y a plus aucune liaison après finir les études, et le milieu universitaire n'est pas intéressé de la quantification de la qualité d'éducation offerte. La qualité de l'enseignement peut être utilisée par rapport à l'insertion des absolvents sur le marché du travail, et leur trajectoire professionnelle est le critère principal d'appréciation d'une faculté, même d'une université.

La corrélation qui existe entre l'éducation et le marché du travail est un sujet d'actualité, mais pas suffisamment recherché et surtout, mis en pratique, dans une proportion réduite. La liaison entre ces deux domaines est vitale pour leur fonctionnement, et l'influence doit se réaliser dans les deux directions, mais premièrement du marché du travail vers l'éducation, spécialement vers le milieu universitaire. Le marché du travail doit déterminer les spécialisations promues par les universités, et le disciplines étudiées au cours des la formation universitaire doivent être actuelles et adaptées aux acquis du marche.

Pendant la dernière période de temps, on parle souvent d'une possible crise de l'enseignement supérieur, générée non seulement par les méthodologies anciennes mais aussi pas une inertie de tenir le pas avec les plus nouveaux acquis de la réalité économique et sociale.

La généralisation des plus modernes technologies de communication et des techniques pédagogiques est en train de couvrir la première carence. L'enseignement supérieur de Roumanie, la recherche scientifique universitaire doivent regarder le domaine théorique et applicatif des politiques concurrentielles, comme un domaine intéressant et important, en même temps. Ce domaine doit être posée en discussion non seulement par la perspective du milieu concurrentiel, dans lequel doivent survivre les universités, mais, premièrement a cause du fait qu'après finir les études, les étudiants doivent être préparés à se débrouiller dans ce milieu.

On doit mettre en évidence la nécessité d'établir un feed-back entre la recherche scientifique universitaire et le monde réel, le marché du travail et les autorités de concurrence. Ces actions visent, premièrement, le couvrement des certaines directions d'un maximum intérêt et actualité.

A présent, obtenir un diplôme, ne garantit plus une réussite sur le marché du travail ou l'accès rapide dans le monde des gens de succès. Cette situation représente l'effet de la disparition de la concurrence pour l'admission à la faculté, la sélection étant réalisée, ultérieurement, sur le marche du travail.

Chaque année, le nombre des absolvents de l'enseignement supérieur croit et le nombre des empois baisse a cause du progrès technique et technologique. Le monde actuel est un monde en changement continue et rapide. Mais cette affirmation ne peut pas être universellement valable, parce qu'au futur, le déclin démographique va affecter le marche du travail et le milieu éducationnel. Le

marché du travail est un milieu des extrêmes : il y a des domaines où il y a un surplus de demande de force de travail et d'autres où il y a un déficit. Ce marché n'est pas uniforme et statique, la relation entre elle et les domaines connexes, surtout l'éducation, n'est pas simple, comme une relation cause-effet.

Bibliographie selective :

1. Adumitrăcesei, I.D. *Piața forței de muncă*, Ed. Tehnică, Chișinău, 1995.
2. Allais, M. *Traité d'économie pure*, Paris, Editura Clément Juglar, 1994
3. Baredit, Nicolas *Piețele forței de muncă și politici sociale în Europa centrală și de est*, Oxford U.P., 1994;
4. Becker, G. S. *Capitalul uman*, Editura All, București, 1993;
5. Bodea, G. *Sistemul economic între echilibru și dezvoltare*, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1999
6. Brown, Lester *Probleme globale ale omenirii*, Editura Tehnică, București, 1994;
7. Bucur, Ion *Probleme actuale ale ocupării în România*, Teza doctorat, București, ASE, 1997;
8. Fundătură, D. *Managementul resurselor umane*, Editura Economică, București, 1999
9. Mărginean, I. *Studii de sociologie, calitatea vieții și politici sociale*, Editura Universității din Pitești, 2004
10. Nica, E. *Strategii și politici de ocupare a forței de muncă în România*, Editura Economică, București, 2007
11. Pert, Steliana *Flexibilitate, ocupare, dezvoltare umană*, Editura Economica, 1990;
12. Pirciog, Speranta *Ocuparea forței de muncă și inflația în condițiile modernizării economiei românești*, Teza doctorat, București, ASE, 1997;
13. Preda, D. *Ocuparea forței de muncă și dezvoltarea durabilă*, Editura Economică, București, 2006
14. Raboaca, Gh. *Piața muncii. Teorie și practică*; *Munca și progres social*, București, 1990;
15. *** *Analize Demografice. Situația Demografică a României în anul 1997*, CNS, 1998,
16. *** *Anuarul Statistic al României*, 1991, CNS
17. *** Eurostat, *Europe in figures*, Yearbook 2006
18. *** *Statistică teritorială*, 2006, INS
19. *** *Forța de Muncă în România; Ocupare și șomaj în anul 2005*

LA SOCIODIDACTIQUE – UN NOUVEAU PARADYGME DE L'ÉDUCATION DANS LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

Carmen BULZAN,
Maître de conférence
Université Ecologique de Bucarest
cbulzan@yahoo.com

Abstract: *The following study begins with the identification of paradigm changes that have taken place during the social development and that impose a new educational paradigm. The new term I introduced – sociodidactics – is covering both the objectives, the contents the methodology of the new social education and the finalities of the processes of social learning accomplished y different actors. The partnership, as a central educational strategy, the negotiation, mediation, and conflict-solving, problem-solving, network education techniques make-up a theoretic-methodological corpus meant to build a new socioeducational paradigm.*

Keywords: sociodidactics, sociodidactic context, culture of social responsibility, critique social pedagogy, sociodidactic exchange, sociodidactic competence

Sociodidactique. Délimitations conceptuelles

Notre intention est d'introduire un nouveau concept – la sociodidactique – de référence dans l'éducation contemporaine qui démontre que dans l'éducation de nos jours les facteurs externes au système d'enseignement ont changé et exige de nouvelles approches des contenus de l'apprentissage, aussi bien au niveau des acteurs et des didactiques utilisées. Parmi les changements sociaux qui exige un nouveau paradyme de l'éducation sociale nous tenons à souligner:

1. *Le multiculturalisme* de nos sociétés en tant que réponse à l'homogénéité sociale. La migration a modifié la cohésion sociale interne et réclame de nouvelles approches de l'altérité, de la différence et de l'égalité des chances, des droits de l'homme;
2. *L'intégration des pays dans de nouvelles structures* économiques, militaires etc. entraîne des modifications du référentiel et la tendance de changement de l'identité par la standardisation (les effets de la globalisation, le Processus de Bologne etc.)
3. La transformation du système socio-politique des anciens pays communistes a favorisé l'apparition d'une société – comme moyen de développement de l'autonomie et de la liberté de l'initiative - dans lequel l'Etat ne detient plus le monopole de l'instruction scolaire à cause des alternatives privées d'enseignement et de formations des enseignants. Le passage à l'économie de marché a généré l'apparition d'une diversité de métiers, entraînant même un marché des diplômes scolaires.
4. Le monde dans lequel nous vivons a changé et il faut *connaître autrement* pour *comprendre* et *expliquer* les faits, les phénomènes et les processus sociaux, les mécanismes de développement et de changement social etc. Les préoccupations des

organismes internationaux (Conseil de l'Europe, UNESCO etc.) s'intéressent plutôt aux objectifs, aux contenus et aux finalités des programmes d'éducation sociales et moins à la méthodologie, aux didactiques sociales entraînées dans ce processus complexe. Les objectifs cibles dans l'éducation restent abstraits s'ils ne sont pas soutenus par des programmes et des réformes. Le Parlement Européen parle de la „nécessité du maintien des valeurs humanistes, l'apprentissage des disciplines humanistes et des langues classiques comme base de la culture européenne dans un monde menacé par la technologie et le prag”¹. Ce contrebalancement, comme la réplique à la technologisation excessive peut devenir un „supermarché” de contenus, attitudes et comportements prosociaux qui forment la citoyenneté active et responsable pour la valorification du patrimoine culturel européen, la conservation de l'environnement, la défense et le respect des droits de l'homme, la lutte contre le racisme et la discrimination, la valorification des différences dans les conditions des sociétés interculturelles

5. C'est pour cela que la sociodidactique est nécessaire afin d'offrir les instruments nécessaires pour ces nouveaux contenus didactiques. Comment pouvons-nous, en partant des objectifs et en passant par les contenus, arriver à atteindre les finalités de l'éducation sociales? Nous nous proposons enfin d'y répondre par la suite.

Nous définissons la *Sociodidactique*, comme théorie et pratique de l'éducation sociale dans des contextes de vie, autres que celles du milieu scolaire, pour la réalisation des compétences sociales. Par la sociodidactique nous souhaitons créer un nouveau paradigme de l'éducation sociale dans la société de la connaissance comme réponse aux nouvelles transformations socio-politiques dans le pays et dans le monde et proposer le partenariat de coéducation comme résultante de la négociation des didactiques spéciales par lesquelles l'éducation soit plutôt une affirmation du pouvoir „*empowerment*” qu'une doctrine.

Le modèle sociodidactique que nous proposons (pag. 12) se construit sur des valeurs et principes, normes et action sociale pour agir dans le champs *socioéducatif*. De ce valeurs humaines se détachent les valeurs sociales: la démocratie, les droits de l'homme et de l'Etat de droit qui favorisent et oriente en même temps l'éducation sociale. En partant des valeurs humaines, dans le modèle sociodidactique, la *solidarité* est celle qui fonde le concept de partenariat. Celle-ci peut être *normative* quand les relations sont contractuelles, en obligeant ceux qui partagent ensemble (buts, objectifs, actions, résultats etc) ou *optionnelle* (quand il y a la liberté de choisir d'être solidaire avec ceux qui sont en difficulté ou dans d'autres hiérarchies).

Les principes de la réciprocité (de l'échange sociodidactique), de la transparence, de la coopération, de la confiance, du respect pour la diversité, de l'égalité dans l'action, de la prise des décisions, du partage du profit deviennent des règles à respecter dans le partenariat de co-éducation.

Les contenus visent des types d'éducation sociale tels: l'éducation pour la citoyenneté, l'éducation pour la pays, l'éducation pour l'environnement etc. Le finalités de cette démarche se retrouvent dans la formation de la citoyenneté active et responsable, critique et multiculturelle, nécessaire aux sociétés actuelles au moins pour les aspects suivants:

¹ Information sur la considération des aspects culturels dans l'action de la Communauté Européenne, déc. 1996

- Le développement de la démocratie, des institutions et des mécanismes de fonctionnement;
- Le renforcement du sentiment de responsabilité civique, sociale, étant un instrument contre la marginalisation et l'exclusion.

Comment est-il possible de faire cela? Par des stratégies sociodidactiques. De toutes celles-ci, les stratégies suivantes nous semblent être les plus pertinentes:

Le partenariat – un type d'expérience sociale

L'étymologie du mot (lat. et fr) présente les sens contradictoires du terme: d'un côté nous avons affaire à la mise en commun, *l'association*, de l'autre côté, il s'agit de la *séparation*, la division, le partage. Au sens large le partenariat représente:

- *Un moyen de travailler ensemble*, une forme d'action sociale commune dans laquelle on négocie les didactiques pour résoudre le même problème dans le respect pour la différence;
- *Une forme supérieure de coopération* (les partenaires s'engagent, ont des responsabilités dans un système de conventions) ;
- *Un instrument de changement* (les problèmes mêmes ont changé, c'est pourquoi il faut changer la façon d'aborder les problèmes);
- *Un instrument de promotion des acteurs non-traditionnels* (ONG, sociétés commerciales, négociateurs, médiateurs etc.);
- *Un instrument de renouvellement des relations entre les Etats.*

Comme dans tout partenariat il y a un enjeu, les partenaires doivent parcourir certaines étapes quand ils se proposent d'agir ensemble. Les étapes les plus pertinentes sont: la définition des buts et des objectifs, la négociation des intérêts, les méthodes d'action, le partage des résultats, l'action proprement dite (le projet), l'implémentation du projet, la généralisation de bonnes pratiques etc. Il y a très peu de temps, l'apprentissage était réduit à celui scolaire, l'organisation de l'éducation dans un espace donné, avec des spécialistes, conformément à des pratiques d'apprentissages établies etc. L'instruction se fait par des leçons auxquelles participe un seul professeur, comme titulaire de cette discipline-là. L'élève était celui qu'on orientait, évaluait, formait. Le paradigme de l'instruction scolaire est autre aujourd'hui. On change les contenus et les manières de les transmettre, la relation professeur/étudiant, l'élève change, les formes d'apprentissage et d'évaluation se modifient.

L'école n'est plus la seule source d'information et de formation. L'apparition des technologies modernes favorise l'information, l'apprentissage à distance, même pendant l'absence du professeur. L'enseignement en réseau se développe;

Le multiculturalisme de nos sociétés favorise le développement des connaissances en augmentant la motivation de l'apprentissage à l'école et dans l'amphithéâtre. De nouveaux partenariats avec des acteurs sociaux différents se préfigurent, interdisciplinairement et multiculturellement. L'apprentissage se développe par la multiplication des concepts dans lesquelles nous vivons.

Le professeur n'est plus un transmetteur de connaissances, il devient modérateur et formateur qui restructure les contenus d'apprentissage. L'élève et/ou l'étudiant devient partenaire de dialogue.

L'évaluation ne concerne pas seulement les connaissances, mais les compétences acquises, la façon dont l'enseignant et les apprenants réussissent leurs tâches en tant que partenaires dans la relation d'apprentissage. L'évaluation est mutuelle.

Comme dans tout partenariat, il y a un enjeu que ceux qui s'associent partagent. Quel intérêt pourrait avoir, par exemple, les membres de l'Association Roumaine de Sociologie ou ceux de l'Association Internationale de Sociologie. Dans une première étape d'analyse, un intérêt purement professionnel: apprendre davantage de l'expérience des autres, se faire connaître, avoir plusieurs possibilités de publication, travailler en équipe etc. On peut y ajouter l'intérêt social, car l'association permet la réalisation des objectifs qui ne peuvent pas être accomplis par une seule personne. L'enjeu est différent quand il s'agit d'un partenariat entre des gens dont la formation n'est pas la même ou entre des organisations dont les activités sont complémentaires. Prenons par exemple la relation école – musée ou le partenariat met en contact des didactiques différentes et deux institutions où l'éducation se réalise différemment. Qu'est-ce qui les pousse à devenir partenaires? L'objet, c'est-à-dire le sujet vers lequel l'apprentissage est dirigé: celui qui apprend. Le but est le même, les moyens seront différents. La négociation comme technique des partenariats tient compte de l'enjeu. Chaque institution sociale (musée, école, famille, mairie, police, hôpital, église) accomplit, d'une façon directe ou indirecte, un rôle éducatif. Les didactiques sont différents. Quel est l'enjeu de l'éducation? Chacun a un idéal éducatif défini en termes de compétences qui se concentre sur des aspects spécifiques. Le concept citoyen recouvre tous ces éléments qui définissent l'idéal. Le caractère actif et responsable représente seulement une partie de ce modèle idéal. La définition du citoyen concerne également d'autres compétences sociales.

Le partenariat est un cadre institutionnel basé sur la coopération, la coordination et la collaboration.

La coopération se caractérise en général sur des relations informelles qui existent en dehors de la planification d'une action commune. En gardant leur autonomie, les organisations peuvent partager des informations utiles, échanger des didactiques ou faire des actions communes pour toucher des objectifs communs.

La coordination suppose des relations formelles. Les organisations conservent l'autonomie, mais peuvent se partager certains rôles et établir des canaux de communication.

La collaboration implique des relations stables. Les organisations se mettent d'accord sur des objectifs et des actions communes. Les ressources et les résultats sont partagés. Le partenariat entre organisations correspond à ce troisième niveau parce qu'il s'agit d'un accord entre des institutions qui ont une mission commune, soit elles se partagent les responsabilités pour réaliser temporairement une action commune. Dans le partenariat on parle d'une responsabilité commune et d'un partage des responsabilités, ce qui fait que la responsabilité individuelle diminue parce qu'il s'agit d'un travail en équipe où chacun a un rôle bien défini, donc une responsabilité partagée avec les autres.

Le partenariat n'apparaît pas comme une situation „naturelle”, spontanée. Le terme s'est progressivement imposé pour désigner une relation qui correspond à une mise en pratique des capacités de différents groupes d'acteurs, à des niveaux différents de responsabilité. L'action partenariat couvre des réalités différentes. La situation est négociée, souvent difficilement, en fonction des contraintes spécifiques et multiples d'ordre temporel, numérique, administratif, économique, pédagogique, psychologique, social, culturel. Elle nous apparaît comme une situation d'expérience sociale dans laquelle des professionnels de différents domaines d'activité agissent dans la réalisation d'un but commun qui se manifeste par trois „volontés” spécifiques aux institutions:

- a. La volonté d'adaptation aux nouveaux contextes;

- b. La volonté de révalorisation d'une ressource humaine dans des systèmes marqués par la technocratie;
- c. La volonté de participer à la récomposition d'une société fragmentaire au niveau culturel, mais aussi social et de la construction démocratique.

Dans un partenariat il y a un enjeu. Qu'est-ce qu'on partage, quel profit ont ceux qui travaillent ensemble? Nous essayons d'y répondre par l'analyse d'un type spécial de partenariat entre deux institutions: l'école et le musée

L'approche du partenariat école-musée peut être faite de trois perspectives au minimum: sociologique, communicationnelle et pédagogique.

De point de vue *sociologique*, dans ce partenariat se confronte des systèmes différents et des cultures professionnelles et cela crée une situation d'expérience sociale; de point de vue de la *communication*, les formes de médiatisation didactique et culturelle se construisent par des échanges verbaux et nonverbaux, des discours de tous les acteurs et, de point de vue *didactique*, le problème qui intervient dans la coéducation culturelle est la didactique des professions. La socio-didactique devient un concept qui relève le mieux des croisements de champs sémantiques de connaissances, des principes et des stratégies d'action, des compétences sociales.

Dans le partenariat école – musée se croisent les deux didactiques, „la didactique scolaire” et „la didactique muséale”. Toutes les expériences, des modèles dans une réalité historique – culturelle, peuvent constituer des exemples de bonne pratique, des sujets d'analyse et de réflexion. Les opinions concernant la signification du terme partenariat, la diversité des méthodes utilisées pour expliquer un modèle (l'enquête sociologique, l'étude de cas, la documentation, l'observation), les finalités de ces études (page web, CD-rom, brochures, dépliants, posters, affiches, livres) témoigne de l'unité dans la diversité de l'éducation, il ne s'agit pas d'*égalité*, mais de *différence*, pas *la même chose*, mais *similaire*, pas *identique*, mais *convergent*, pas *généralement valable*, mais *particulièrement significatif*.

Le partenariat culturel d'éducation se présente comme un système d'action concret En tant qu'objet de connaissance, il se caractérise par quelques dimensions qu'on saisit en traversant les dynamiques dominantes:

- ✓ *La dynamique de la médiation* qui entraîne des changements culturels, la culture étant définie comme „système social et symbolique de représentations et de références dans lequel nous nous reconnaissons”(B. Lamizet);
- ✓ *La dynamique des prospections* des politiques concernant d'autres jeux du pouvoir, d'autres arguments citoyens, d'autres stratégies éducatives;
- ✓ *La dynamique de l'autonomie et de l'interdépendance* productives, favorables au développement d'une alternative économique pour soutenir le partenariat inter-institutionnel.

Ces dimensions fondent l'existence du partenariat culturel de coéducation comme situation d'expérience sociale où le sujet se relève par la présence des valeurs morales universelles, mais par des attitudes spécifiques, culturellement distinctes.

II. Formel - non-formel dans le partenariat de coéducation

La distinction formel - non formel est actuelle non seulement en Roumanie, mais dans d'autres pays aussi, parce que les réalités démontrent d'une façon plus évidente qu'il existe des écoles parallèles tant au niveau de la perspective de leurs fonctions éducatives qu'au niveau d'autres institutions que l'école, mais aussi de celle des formes

d'apprentissage, la nature des connaissances, des formes d'évaluation et de validation des connaissances.

1. De point de vue *institutionnel* l'éducation formelle est réalisée par l'école, considérée à detenir le monopole pour la culture académique. Elle occupe une place privilégiée dans la société où l'Etat assure la gratuité de l'enseignement obligatoire et les parents soutiennent son rôle. L'éducation non formelle réalisée par d'autres types d'institutions: musée, télévision, internet, presse, parcs (comme Disneyland) sont placés dans le cadre commercial, car ces institutions ont besoin du profit qui provient de ceux à qui on rend service. On les perçoit aussi comme institutions de loisirs.

2. Deuxièmement, le rapport formel - non formel prend en considération le *type des connaissances*. L'école offre les connaissances scientifiques par des spécialistes dans ce domaine ce qui favorise l'évaluation et le contrôle social. Les connaissances offertes par les autres institutions sont non-formelles, apparemment faciles, insignifiantes. L'activité a plutôt un caractère informatif et non pas explicitement éducatif, le contrôle se fait plus difficilement.

La société est celle qui sélectionne finalement ce qui a été acquis et peut être pratiqué ou non, quel que soit l'endroit où l'on a acquis les connaissances et les compétences. Outre les leçons, il existe d'autres formes par lesquelles on peut apprendre et acquérir des connaissances: par la pratique, la transmission orale ou écrite, par la tradition. Par exemple l'image que la société a de certains métiers peut être erronée à cause d'une mauvaise compréhension des rapports entre l'école et d'autres institutions. La hiérarchie même des métiers sur l'échelle des valeurs place certaines occupations à des niveaux supérieurs ou inférieurs en fonction du nombre des années d'étude. En France, par exemple, en dernière position dans une hiérarchie des métiers est situé le métier de berger. Elle occupe cette position à cause du niveau des connaissances qu'on suppose assez bas pour ceux qui s'occupent avec l'élevage des animaux. Ce qui est faux! Il ya des perceptions différentes quant à l'importance des connaissances et de l'endroit où on les a acquises. Les uns considèrent que l'école est un espace autorisé, donc reconnu, de formation du système de connaissances nécessaires dans la pratique d'un métier, les autres trouvent la vraie éducation dans d'autres formes. Nicolae Iorga considère les voyages un moyen extraordinaire d'éducation. „ Un voyage vaut une année d'étude à l'école” écrivait le grand historien roumain. Les uns justifient l'importance du métier en fonction de la complexité du contenu du travail de celui qui le pratique. D'autres regardent et l'évaluent de l'extérieur. Dans l'exemple présenté plus haut, on pourrait considérer que pour le berger chaque mouton est une entité distincte, a un nom, se comporte différemment, des aspects connus que par ceux qui s'en occupent, car nous les percevons comme si tous étaient pareils. On met en relation des signaux différents pour agir: le climat, la nourriture, la reproduction etc. Pour ceux de l'extérieur, ces aspects ne sont pas importants puisque inconnus.

Il est possible de bien faire quelque chose par tradition, sans l'avoir appris à l'école. Il s'agit dans ce contexte des *connaissances froides* acquises dans un cadre institutionnel ou non formel, mais aussi des *connaissance chaudes*, un rapport entre le mental et l'affectivité dans la pratique du métier.

Troisièmement, la distinction se fait en fonction de la *façon dont on apprend*. A l'école, on apprend plutôt suite à des objectifs explicites et moins implicites. Em. Durkheim parle de la socialisation comme fonction principale de l'école. Informatif-formativ deviennent des objectifs explicites et implicites, tant à l'école que dans d'autres

institutions dont l'objectif est l'éducation. Il est très difficile à réaliser une démarcation nette dans ce rapport dans le cadre d'autres types d'institutions qui réalisent l'éducation non-formelle. D'ici résulte la discussion concernant la façon dont on réalise l'éducation et les processus psychiques qui y sont entraînés. On parle de plus en plus de *manières de faire quelque chose et des sources de l'apprentissage*. Des manières dont on utilise la langue de communication et où l'on a appris, des manières dont on utilise une langue étrangère, manières de lire, de regarder la télé, d'utiliser l'ordinateur, la télécommande. Il s'y agit de la façon dont on a fait les acquisitions simples (mémorisation), l'endroit où on les a acquises (familles, contextes sociaux différents, autres que l'école) et une série d'actions où celles-ci sont exercées, ce qui permet d'une certaine façon la libération automatique de la mémoire et son orientation vers autre chose. Les psychologues parlent d'une *mémoire volontaire et involontaire*, comme il fallait d'ailleurs parler d'une *mémoire implicite et explicite*. De cette façon, la mémoire implicite peut générer un type d'apprentissage implicite qui forme les connaissances dans un type d'éducation non formelle qui peut stimuler la mémoire explicite. Le musée est l'une des institutions où l'apprentissage implicite jallit de l'espace culturel qu'il offre et qui est générateur d'acculturation. L'apprentissage reste un miracle, comme d'ailleurs le rapport explicite-implicite dans l'éducation.

En conclusion:

- a. Le partenariat est une construction culturelle qui résulte des négociations spécifiques et qui vise à satisfaire les besoins humains et professionnels;
- b. Les négociations ne sont pas possibles que si l'identité professionnelle des partenaires est défini et le statut reconnu;
- c. Les médiations contribuent à la construction d'un nouveau espace didactique culturel à condition que les acteurs de terrain disposent d'une démarche et des instruments qui administrent cette construction;
- d. Les démarches de construction structurent un nouvel espace de professionnalisme, commun aux différents acteurs et particulièrement spécifique.

Le partenariat école-musée permet l'expérimentation d'une approche du rapport entre: formel - non-formel, explicite-implicite, rationnel-affectif, déclaratif-procédural. Quels que soient les différents niveaux, les pratiques, les expériences et les contenus spécifiques de chaque pays, alors que le but et les objectifs éducatifs sont communs et il existe une volonté d'action pour les atteindre, les résultats ne tarderont pas à apparaître.

Les projets et les programmes éducatives

Le projet éducatif favorise l'apprentissage sociale en dehors de l'école par des collectifs et des associations, des ONG. Grâce à ceux-ci il est possible de prendre conscience de la force de l'action au profit de la communauté, du développement des habilités de dialogue, la capacité d'arriver au consensus et de valoriser les capacités de résolutions des problèmes communautaires. Les projets représentent une opportunité d'encourager les positions individualistes qui apparaissent dans la sphère publique et la vie sociale, en développant un nouvel espace de la solidarité où l'on défend les intérêts collectifs et l'on affirme les valeurs humaines. Les villes et les villages peuvent devenir un nouvel espace de la socialisation, d'éducation sociale, par les possibilités offertes non seulement de ses institutions (école, bibliothèques, musées etc.), mais aussi par les opportunités qui sont offertes afin de développer des compétences citoyennes. En voici quelques-unes:

- ✓ Projets et expériences de débat publique des problèmes d'intérêt publique;
- ✓ Des réflexions sur le comportement démocratique (préélectoral, électoral et postélectoral);
- ✓ Le développement des pratiques de volontariat (*pour* et *avec* les jeunes surdoués, aux besoins spécifiques, les femmes, les personnes âgées, d'autres catégories)

Le développement des *programmes d'éducation civique* sollicite plus que l'approche théorique par des disciplines telles: l'éducation civique et culture civique dans l'enseignement préuniversitaire. On a besoin de la dimension pratique, applicative, d'implication dans la vie de la communauté. L'implication va développer des habilités cognitives et la transmission des connaissances des programmes traditionnels, la formation des attitudes responsables et des comportements qui engagent les jeunes dans la transformation sociale. Il s'agit ici aussi d'un partenariat entre le citoyen et la communauté (locale, politique). Les objectifs des programmes visent:

- La résolution des problèmes sociaux;
- La formation d'une culture sociale basée sur des valeurs sociales;
- La connaissance de la communauté, des problèmes sociaux, des processus et des institutions sociales qui existent au niveau national et la relation avec les autres niveaux (national, global);
- Le développement des compétences sociales (la capacité d'analyser la vie sociale et communautaire, les facteurs d'influences, la connaissance des formes de communication et d'action, la prise des décisions);
- La promotion des attitudes et des comportements prosociaux (la valorisation et la valorification des conséquences de l'action personnelle, le développement de la pensée critique et de l'action morale, le travail en équipe).

Quand on souhaite former une certaine compétence (l'utilisation de l'ordinateur, l'apprentissage des langues modernes etc.), quand il existe une volonté politique de nous comporter au niveau national d'une certaine façon (l'intégration dans des structures économiques européennes, militaires etc.), il existe aussi la possibilité d'apprendre d'une manière *organisée*, dans le cadre des programmes nationaux et arriver à t'adapter, non par la conformation, mais d'une façon créative afin de faire face à des demandes qui ne viennent pas toujours de l'intérieur de l'espace national, mais qui sont recommandées par d'autres, de l'extérieur. Les programmes d'équipement des écoles avec des ordinateurs, de l'informatisation de l'activité dans différents domaines, de l'introduction des langues étrangères dans les écoles, de formation des compétences, autres que celles offertes par l'école, de l'alignement des programmes d'apprentissage universitaire à des standards européens, de transfert des crédits, de reconnaissance des diplômes sont des exemples suggestives de didactique sociale au niveau régional, national et international. Le paradigme de la vie sociale même est différent. C'est pourquoi même les mécanismes de l'apprentissage doivent changer.

La participation responsable dans le nouvel espace de socialisation – la communauté en réseau

L'internet a produit un milieu nouveau dans l'organisation de toutes les manifestations sociales (du certificat de vente-achat jusqu'au choix du partenaire de vie). Le pouvoir qu'internet exerce (par la fascination qu'il apporte tout comme la diversité et la forme de présentation de l'information, la rapidité de la communication à distance etc.) a

une grande force de pénétration dans les structures mentales, en changeant et formant des mentalités, des attitudes et des comportements nouveaux. La sociodidactique peut devenir un instrument moral qui forme des repères d'appréciation par la création des critères de valorisation, de résistance à la manipulation et le dogmatisme, de maintien de l'humain dans les limites logiques et morales.

La responsabilité est partagée, mais c'est l'enjeu de l'éducation sociale – générer un *climat social* (et non pas un réseau connectée à un serveur) où les gens collaborent pour un bien collectif et, par le pouvoir de l'exemple, qu'ils offrent une vraie alternative à la réalité virtuelle de plus en plus attrayante offerte par l'internet globalisant. La réalité virtuelle est moins contrôlée, mais plus prédisposée à des aspects antisociaux (insécurité, corruption, trafic d'être humains etc.) dans l'absence d'un dialogue *face-to-face* (*face à face*). Comment utiliser l'internet? Quelles méthodologies pourrait-on développer par l'utilisation de l'internet? Quels sont les risques de la déshumanisation de la société de la connaissance? Voici les questions auxquelles la sociodidactique doit répondre. Cela témoigne de la nécessité du dialogue démocratique dans l'amphithéâtre, le dialogue ouvert et le libre échange des idées, de développement de la culture universitaire, la motivation des étudiants pour l'expérience d'„*empowerment*” par la participation affective à la propre formation, par l'apprentissage réciproque, par la formation des compétences d'appréciation objective dans l'évaluation mutuelle. L'évaluation en tant que programme éducatif et social peut être le développement de l'évaluation institutionnelle, un espace de la citoyenneté active.

Le jugement de valeur qui sollicite un processus évaluatif nécessite des composantes du jugement critique et un consensus entre les possibles positions différentes. Dans le processus de décision est nécessaire une analyse critique de diverses alternatives d'action par la sélection des critères, des indicateurs, des standards, des techniques d'information.

La sociodidactique et les didactiques sociales

Si la *sociodidactique* est un apprentissage dans différents contextes sociaux, autres que l'école/l'université où l'apprentissage est spécialisé (dans un cadre législatif bien défini, avec des spécialistes, un espace destiné exclusivement à l'apprentissage) par *didactique sociale* nous comprenons les formes d'apprentissage (pas seulement dirigées ou réalisées avec un but précis) pour toute la collectivité et réalisées par le pouvoir de l'exemple personnel, des faits et phénomènes significatifs. Dans la didactique sociale nous avons affaire à l'influence du social (la rue, les médias etc.) sur l'individu et l'influence de celui-ci sur une collectivité réalisée sans un but établi d'avance. Le *pouvoir de l'exemple* est une didactique sociale dont l'objectif et la finalité éducative ne sont pas prémédités. L'exemple de Nadia Comăneci qui a réussi en gymnastique à impressionner par sa performance. L'excellence obtenue dans un domaine sportif a impressionné à tel point les Roumains, non seulement au niveau émotionnel, du prestige et la fierté d'être Roumain, mais aussi au niveau de l'action. On a créé de nouvelles écoles de gymnastique, l'intérêt des parents pour la préparation de leurs enfants dans ce domaine a augmenté, les performances sont devenues de plus en plus nombreuses, on a créé une vraie Ecole roumaine de gymnastique. Le cas de „Costel de Banat” qui a réussi à s'affirmer dans le cadre de la musique d'opéra par sa découverte dans le concours „Hijos de Babel” organisé en Espagne est un autre exemple d'où l'on apprend quelque chose – un principe de vie, une idée: c'est possible! Il est possible de réussir si l'on a du talent, si l'on espère, si l'on fait attention à nos compétences, si l'on a le courage de s'exprimer dans différents contextes.

Ce type de didactique où les autres apprennent par le pouvoir de l'exemple est aussi importante que la didactique réalisée en famille où le pouvoir de l'exemple des parents contribue à la formation du caractère de l'enfant.

A la recherche d'un paradigme

Le concept de paradigme est défini par le Dictionnaire de Sociologie¹ comme „un ensemble de concepts, propositions, méthodes d'investigation ayant un caractère normatif aigu, développé afin d'orienter la recherche dans un certain domaine précis.” On l'utilise également dans un sens plus large, celui de somme des réalisations dans un domaine disciplinaire qui distingue une communauté scientifique d'une autre ou délimite des époques de cette science-là ayant la signification de réalisations dans une période historique. Thomas Kuhn appelle paradigme, *la matrice disciplinaire*² en utilisant le terme de paradigme dans deux sens: par exemple on utilise le terme de paradigme en sociologie pour délimiter les réalisations de la sociologie du XIX – ème siècle de celles du XX –ème siècle, dans le sens de distinguer entre sociologie et psychologie, entre différents groupes cognitifs à l'intérieur de la science (empirique, interprétative, structural-fonctionnaliste etc.).

Un paradigme c'est une image de l'objet d'une science. Elle sert à définir ce qu'il faut étudier, des hypothèses qui doivent être vérifiées, des questions auxquelles il faut répondre et les règles d'après lesquelles il faut interpréter les réponses.

Par le terme de *paradigme sociodidactique* nous souhaitons introduire les composantes du paradigme éducatif, énonces, méthodes, modèles d'éducation sociales et formes d'activité didactique qui se déroule dans d'autres contextes que ceux scolaires. Pour donner un exemple, nous allons y inclure: *les partenariats* (école-musée, école-communauté locale, école-famille, école-institutions sociales etc.), *projets éducatifs* qui ouvrent l'apprentissage vers l'éducation interculturelle, les *actions de volontariat*, qui favorise le développement des compétences sociales. Il s'agit d'un paradigme de l'éducation non-formelle centrée sur la relation, la communication et l'interaction sociale.

Le paradigme sociodidactique comprend:

1. *L'image de l'objet d'étude*: la théorie et la pratique de l'instruction sociale, c'est-à-dire l'essence du processus d'apprentissage, les principes didactiques, les moyens d'enseignement, les méthodes didactiques, les formes d'activité didactique et d'organisation du processus d'apprentissage.
2. *Les théories de la sociodidactique*. Il n'existe pas encore de telles théories, mais peuvent être inscrites à ce paradigme: la théorie de l'action sociale, les théories de action sociale, les théories de l'éducation, la théorie de la pédagogie sociale.
3. *Les méthodes et les techniques* utilisées dans ce paradigme sont: l'observation, la négociation, l'action sociale. Rassembler des spécialistes de divers domaines d'activité favorise le travail formel en équipe, chacun y apportant ses propres

¹ Cătălin Zamfir, Lazăr Vlăsceanu – *Dictionar de Sociologie*, Babel, București, 1993, p.420

² Thomas Kuhn, apud I.Ungureanu (2002), p.10

règles. Il s'agit dans ce cas d'une négociation des didactiques, des techniques de médiation, de résolution des conflits.

Le paradigme sociodidactique se construit dans le temps. Les efforts pour trouver les méthodes les plus appropriées d'éducation sociale, de valorification des contextes socioéducatifs, de formation des acteurs éducatifs, d'identification des problèmes sociaux qui réclament certaines compétences conduiront à des théories et programmes d'action sociale aux effets aux niveaux éducatif, social et culturel.

L'effort est commun. Educateurs et politiciens, hommes de science, de culture, des animateurs culturels, des négociateurs et ceux qui soutiennent d'une certaine façon l'éducation.

Mots-clefs

Le contexte sociodidactique

Le contexte sociodidactique est un espace de l'apprentissage social où par des objectifs, contenus et didactiques spéciales est formée la citoyenneté active et responsable, critique et multiculturelle. Quand on cherche les causes de l'abandon scolaire et on les trouve dans l'entourage ou le départ des parents pour travailler à l'étranger, on dit que les autres ont agi sur l'élève, mais d'une façon négative cette fois-ci, en empêchant son accès aux études. C'est une action du social sur l'individu. Quand un phénomène social, le transfert des villages par exemple, a des conséquences sur la vie individuelle de chacun en provoquant des traumatismes, nous avons également affaire à une action d'un phénomène social sur l'individu et même sur un groupe (la famille) ou la collectivité.

La question c'est: qu'apprend celui atteint par un événement ou un phénomène de ce qui lui est arrivé? On suppose que dans des conditions similaires, en connaissant l'effet négatif, celui-ci peut-être prévu, afin d'éviter la répétition des mêmes erreurs. Ces contextes d'apprentissage, on les appelle des contextes sociodidactiques. Comment doit procéder celui affecté par le contexte social dans lequel il entre souvent malgré son désir? Apprendre à comprendre les causes qui ont conduit à sa transformation, à son comportement. L'abandon scolaire, le transfert forcé de la maison sont des événements de la vie individuelle aux effets à long terme et qui créent chez l'individu des „leçons d'apprentissage social”.

La pédagogie sociale critique

De point de vue de la perspective critique de la reconstruction sociale, il est nécessaire d'offrir aux élèves des opportunités de réfléchir sur la pensée et la construction sociales. Il s'agit des formes de *débat* où l'on apporte des arguments pro et contre afin de soutenir les idées et développer un jugement ouvert ou fermé (dogmatique). L'attention doit être accordée aux problèmes éthiques dans les débats, car en cherchant de trouver des arguments pour démontrer le contraire, il y a le risque de pouvoir également justifier des phénomènes anormaux (la guerre, la corruption, la délinquance, les actes antisociaux etc.).

La culture de la responsabilité sociale

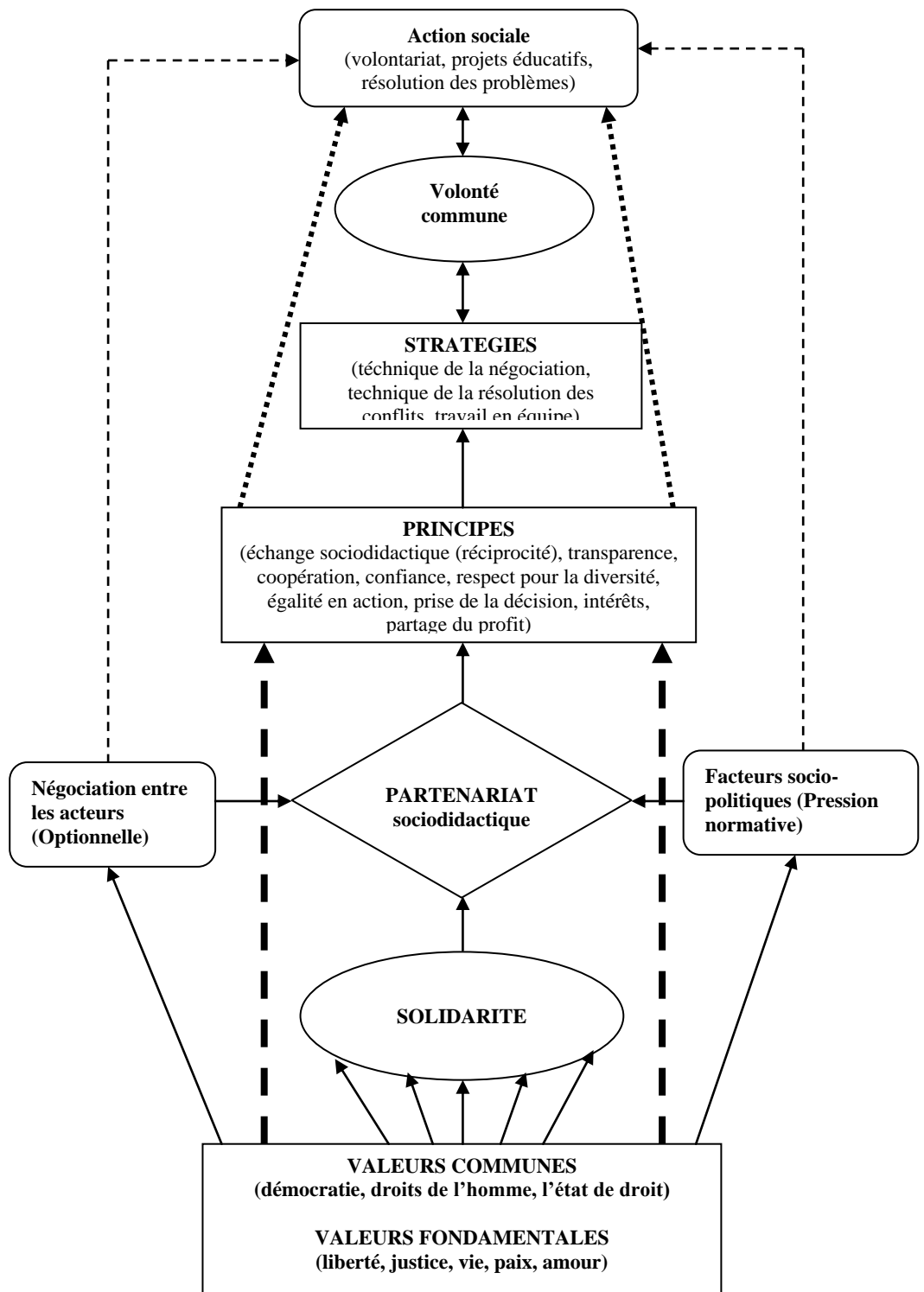
La responsabilité sociale, à part l'obligation et le devoir de celui à qui l'on confie une mission (le métier enseignant) se base sur la confiance en soi et les autres, sur le fait que nous sommes tous les garants du fonctionnement démocratique de la société. Avoir une conduite active, responsable dans la société, dans la défense et la promotion des objectifs communs, l'analyse critique des résultats et la soumission des conséquences de ses propres activités, la compréhension que nos activités influencent les autres. Cela suppose également la capacité de résister aux pressions internes et externes sur les décisions personnelles.

L'échange sociodidactique – Si un individu/organisation rend un service éducatif, de changement de méthodes, techniques, expérience, l'autre se sentira obligé de répondre au moins avec la même mesure sinon davantage pour obliger l'autre d'en faire autant jusqu'à ce que le besoin sera satisfait. Ce principe peut être complété avec celui des unités marginales de l'économie qui nous apprend que l'utilité d'un objet diminue au fur et à mesure que la consommation du même produit augmente. Il peut être associé à la conception de B.F. Skinner dans les principes fondamentales du comportement social par lesquels les organismes manifestent des types de comportements seulement pendant la période où ceux-ci produisent les effets voulus et attendus. Au fur et à mesure que les besoins sont satisfaits par certains comportements, les prédispositions pour ces comportements disparaissent.

Homans Blau considère que les activités humaines sont sociales seulement si elles poursuivent des *objectifs spécifiques*, et si les acteurs ont la capacité et la possibilité de choisir les alternatives avec les moindres *coûts*, de telle façon que le *profit* de l'activité puisse être maximum. L'échange sociodidactique est mis en évidence dans le cadre des partenariats en général et des partenariats en co-éducation, en spécial.

La compétence sociodidactique

L'opérationnalisation du concept de compétence sociodidactique comprend les dimensions: théorique-cognitive (connaissances sur la société, l'organisation, les mécanismes, les problèmes, les phénomènes, les relations interpersonnelles, sociales etc.), pratique-applicative (pédagogie sociale), active (attitudes et comportements prosociaux). La compétence sociodidactique vise: l'apprentissage de nouvelles connaissances pour résoudre les problèmes personnels et sociaux, l'ouverture vers d'autres cultures, la compréhension des différences et la reconnaissance de la diversité comme valeur sociale, la formation des habilités de changement social, la confiance en soi et les autres, dans la loi et les institutions de l'Etat, le développement de la pensée critique, la connaissance de soi, l'exploration et la résolution des conflits.



Le modèle sociodidactique (Action sociale en partenariat de coéducation)

Bibliographie:

1. Besnard Pierre *Sociopédagogie de la formation des adultes*, Paris, Editions ESF, 1974
2. Bulzan Carmen *La sociologie de l'éducation contemporaine*, Editions Universitaria, Craiova, 2007
3. Carreras Juan Saez (coordonator) *El educador social*, Universitatea din Murcia, 1994
4. Cojocaru Daniela *Repères socio-pédagogiques du changement dans le système éducatif*, Editions Lumen, Iași, 2004
5. Mencarelli Mario *Il diritto all'educazione: frontera de la pedagogia sociale*
6. Merini, C. *De la formation en partenariat, ou la formation au partenariat, Université de Paris VIII, vol.3, 1994*
7. Neculau Adrian *Pédagogie sociale: expériences roumaines*, Editions de l'Université A.I.Cuza, 1994
8. Păun Emil *Sociopédagogie scolaire*, E.D.P., București, 1982
9. Păun Emil *L'école: approche sociopédagogique*, Editions Polirom, Iași, 1999
10. Rego Santos, Anxo Miguel *Teoria y practica de la education intercultural*, Santiago de Compostela, 1994
11. Quintana José M.a *El sociologismo pedagogico*, Editorial Sintesis, Madrid, 2000
12. Ungureanu Ion *Paradygmes de la connaissance de la société*, Editions Junimea, Iași, 2002
13. Zay D. Gonnin-Bolo, *Etablissements et partenariats: stratégies pour des projets*, Université de ParisVIII, 1995

STYLES OF LEADERSHIP IN SCHOOLS. CRITERIA OF ASSESSING THEIR EFFICACY

Alexandrina Mihaela POPESCU
Assistant Professor
University of Craiova, DPPD
alexia_popescu@yahoo.com

Abstract: *The typologies of the styles of leadership can be taken as reference points and introduced in programs of training and improvement of the school managers' patterns of behavior in order to attain and increase the success of school organizations. The field of the style of leadership in schools is open to debate and improvement and it is necessary, given the current context, to put it in relation to the insurance of quality in education.*

Key- words: style of leadership, typologies of the styles of leadership, criteria of assessment , efficacy, quality

The great number of definitions of the concept of leadership makes it useful to synthesize the essential notions that can be identified in different approaches:

- It is a *phenomenon of social influence* (the activity performed by some people which influences other people's activity in order to attain certain organizational goals at the expected levels of performance)
- It is a *dynamic process of organizing and coordinating* groups of members of an organization towards fulfilling specific tasks or goals performed by a group of people over a given period of time in a certain organizational context
- In Romanian, the terms of *leadership* and *management* are often used with the same significance, thus appearing an overlapping of the connotations attached to each

Management and leadership are not synonymous, neither are they incongruous. Moreover "Leadership cannot be enacted without the help of management, just as management implies that the principles and ethics of leadership be acquired and applied" (Vlasceanu M., 2003)

For quite a long time, leadership was perceived as restrictive, as an activity of ruling, commanding, control with emphasis on discipline, order, hierarchy, which is why ever since the 90s we have witnessed a tendency to replace the term of leadership with that of management, thus risking to become prey to fashion. E. Paun (1999) warned against the abuse in using the term of management in education, against the necessity to integrate and harmonize the demands and the elements that are specific to effective leadership and those that characterize management, as well as the values of the educational system.

Performance in a school organization strictly depends on **the quality of the leadership** enacted by **school managers**.

The number of typologies of the styles of leadership that appear in theoretical works is quite impressive. Some of them are adapted to the specificity of school management. Consequently, a criterion is necessary in order to order and group them.

In the past few years M. Zlate's classification of the styles of leadership has pervaded the Romanian specialized works (2003, page 85, 2004, page 101). The criterion it uses is that of the number of variables different authors take into account:

- One-dimensional theories, which, though starting from several activities of the leader, give the preference to one of them which becomes fundamental;
- Two- or three-dimension theories, which start from two or three dimensions considered to be dominant in activities of leadership.

Typology of the styles of leadership

The number of typologies of the styles of leadership that appear in theoretical works is quite impressive. Some of them are adapted to the specificity of school management. Consequently, a criterion is necessary in order to order and group them.

In the past few years M. Zlate's classification of the styles of leadership has pervaded the Romanian specialized works (2003, page 85, 2004, page 101). The criterion it uses is that of the number of variables different authors take into account:

- One-dimensional theories, which, though starting from several activities of the leader, give the preference to one of them which becomes fundamental;
- Two- or three-dimension theories, which start from two or three dimensions considered to be dominant in activities of leadership.

One- dimension typologies:

The best-known one-dimension typology – and the first in chronological order- is that devised by K. Lewin and his associates R. Lippit and R. K. White.

- K. Lewin identified three styles of leadership, on the model of decision making. They are as follows:
 - *Authoritative or autocratic*, in which the leader decides on the activity of the group, establishes the working tasks and methods; though in the short run the style is efficient, it generates discontent, tensions, frustration, hostility, even aggressiveness.
 - *Democratic*, in which the leader discusses the issues and adopts the decisions in collaboration with the group, though he still produces objective, realistic evaluations of the others' activity; this style is efficient, it ensures the interdependence in action of all the group members, as well as the creation of good collaboration and a pleasant socio-affective climate.
 - *"Laissez-faire"* when the leader leaves to his employees the entire freedom of decision-making, provides additional information and is not interested in the carrying out of the activity, may begin by favoring the creation of a relaxed atmosphere but has low efficiency as the group works without deep involvement and randomly.

The typology created by Lewin and his associates had a flaw, namely "it suggested that there exist pure styles of leadership, whereas there exist rather combinations of different styles".

Differences appear with regard to the influence of these styles on the efficiency and the climate created:

- the efficiency of the authoritative style is high on short term, it creates satisfaction for the leader and dissatisfaction for the employees, it leads to the creation of a tense, aggressive, or passive climate; what's more, it excludes participation in decision making.
- the democratic style is efficient in the long run; it proves to be motivating and leads to the employees being involved in the act of leadership.

- R. Likert conclusion is similar to that of Lewin and his associates. He distinguishes four systems of management (styles of leadership) :

- System 1 (*the authoritative-exploitative style*), is characterized by leadership based on fear and constraint, summit communication, making and imposing decisions from the upper ranks of the hierarchy without prior consultation, the employers and their employees are psychologically far from one another, and there are occasional rewards.

- System 2 (*the authoritative-paternalist style*) implies leading by means of rewards rather than penalties, but the employees are still totally obedient, the information going up is convenient for the employer, the decisions are made at the higher levels of the hierarchy, only minor decisions are made by the employees, and their ideas and propositions are only required in unimportant instances.

- System 3 (*the consultative style*) is characterized by higher, though not total trust in the employees; the leaders efficiently use the employees' ideas and propositions and stimulate up and down communication; rewards are preponderantly used and penalties are not frequent, but decisions are still made at higher levels.

- System 4 (*the participative style*), is characterized by the employer's total trust in his employees, communication is permanently encouraged, so are the employees' ideas and propositions and their participation in setting objectives making decisions; employers and employees are psychologically close.

- Lewin, Lippit and White's theory was revised by N. R. I. Maier (1957).

In order to answer the question "what style of leadership is more efficient?", Maier introduced the idea of the "zone of freedom of action", inspired by the remark that, in exercising the democratic style of leadership, for instance, a series of factors interfere and limit the leader's zone of freedom of action. It is only what is left after removing these zones that constitute the field of actions that can be made and solved by group methods.

- Tannenbaum and Schmidt conceived another interesting theory starting from that of Lewin and his associates. It is known as the theory of the continuous style, as it claims that between the two extreme styles- the autocratic and the democratic ones- there is a whole range of styles according to the freedom given to the employees. This model accepts the idea that the pattern of behavior adopted depends on the context, the credibility, and the competence of the manager, as well as on the features of the employees. The authors imagined a continuum with two extremes (authoritative style, democratic style) and with countless points "behaviors" that are possible and accessible by a leader.

The classification that Tannenbaum and Schmidt proposed proved useful in practice, which led some authors to introducing it in the training programmes intended for leaders and managers (Zlate M. 2003, page 89).

Two basic activities that are interdependent can be found in school: on the one hand the managing administrative activity, which combines elements that are characteristic for bureaucrats and specific features of organizational development, and in this context the degree of authority of the school manager is higher, but open to participation; on the other hand the pedagogic activity, less influenced

by organizational logic, which pushes the school managers to adopt the consultative and cooperative-involving style.

Two-dimension Typologies

Robert R. Blake and Jane S. Mouton's typology is representative for the two-dimension approach: focus on the task and focus on the employees' problems.

In the authors' opinion, concern for the people emphasizes the leaders' behaviour for the degree of personal involvement in the fulfilment of the objectives of the organization, the existence of normal working relationships, characterized by bi-dimensional communication, mutual help, and respect for the employees' ideas and consideration for their feelings. They find the necessary time to listen to their employees, they are open to change, show concern for the well being of their staff and are friendly and approachable.

Concern for the tasks (objectives) emphasizes the leaders' behavior for the working processes, work efficacy, the degree of creativity of the research and development activities, the general results of the organization. This classification counts 81 possible leaders but the two authors only focus on five types of styles of behavior:

a) *The task-centered style* is characterized by high interest in the task and low interest in the human issues: the relationships between the leaders and the led are based on authority, obedience and submission; there is little communication going on between the leader and the employees, and it is mainly meant to carry his orders.

b) *The populist style* is characterized by high interest in the human issues and low interest in the task; its advantage is that it ensures a good climate but it neglects the efficacy of the activity.

c) *The drained style* is characterized by low interest both in the task and the human issues; the leader who practices this style does not get involved in the decision making, avoids controlling, and avoids conflicts.

d) *The moderate-hesitating style* is characterized by moderate interest both in the task and in the human issues; the leader that practices this style looks for compromise, has a conciliatory role in communication, is realistic, but does not encourage creative spirit, appeals to rules and traditions.

e) *the group-centered style* is characterized by high interest both in the human issues and in the task; such a manager leads the people by making them understand, adhere, self-management is often reached; he establishes a high level of morale, tackles conflicts by means of open debate, makes proof of creative spirit, promotes initiative. Such a style should be adopted by school managers so much the more that the reform in education has become a permanent accompanying feature of the educational system. Unfortunately, empiric expertise

confirms that the maximal actualization of the two dimensions is impossible. However, "planning" styles that are efficient both in terms of the quality of the activity and human issues can become an essential aim.

Three-dimension typologies

Three-dimension typologies are obtained in two ways:

- Starting from a two-dimension typology and adding it another dimension. For instance, Blake and Mouton revised their management grid by adding a third dimension referring to the consistency or depth of a style.
- Considering from the very beginning a number of three dimensions. One example is the typology Reddin built, which starts from three dimensions: focus on the task, focus on relationships, and focus on efficiency. The quoted author identifies 8 styles of leadership, 4 efficient and 4 inefficient ones. (W. Reddin, apud I. Petrescu, 1993; A. Prodan, 1999):
 - *The negative type*- weak features of a leader, lacks interest, avoids problems, and does not take suggestions, easily demoralized.
 - *The bureaucratic type*- deals with efficiency in a rigid manner, has few ideas, is not encouraging, neglects the task fulfillment, and underestimates relationships.
 - *The altruist type*- mostly interested in relationships, creates the favourable climate but has low efficiency
 - *The promoting type*- attracted by efficiency, team-bound, stimulates participation, develops interest
 - *The autocratic type*- gives priority to short-term tasks, minimizes relationships, has recourse to threats, constraints, and control, rejects initiative, smothers the conflicts, and creates a climate of anxiety.
 - *The benevolent-autocratic type*- concerned about tasks and efficiency knows how to be demanding without irritating.
 - *The hesitating type*- hesitating, concerned about tasks and relationships, low interest in results, takes decisions under the pressure of the events, compromises.
 - *The achieving type*- insists on efficient organization of efforts, demands efficacy, knows his collaborators, uses differentiating methods, open to suggestions, and solves conflicts.

There are many other typologies of the styles of leadership, regardless of the number of dimensions taken into account. They can be taken as reference points and introduced in programmes of training or improving the different patterns of behavior of school managers, with a view to reaching and increasing success in this type of organization.

Criteria of assessment of the efficacy of the styles of leadership

Which style of leadership is more efficient? The answer to this question is not easy. Based on comparative analysis, the superiority of the democratic style over as opposed to the authoritative one can be emphasized. The democratic style “creates optimal interaction among the subjects and the task, problem solving appearing as a result of the activity of the subjects’, whereas the authoritative style appears” like a system of external orders and commands that “blocks” the view on work and stops any independent action.” While, in the former case the employees are induced an internal motivation that makes it possible to establish positive relationships with the task and the people, which thus prevents the appearance of tension and aggressiveness, in the latter employees are induced

external motivation, which allows their interacting with the task only in the presence and under the pressure of the authoritative leader, so that they can be described from the psychological point of view as “open” to disturbing influences from the outside. The democratic style creates the conditions to harmoniously combine efficiency and the socio-affective climate in the group, while the authoritative style loads the employees with emotional tension, makes them aggressive, willing to “migrate” from the field of the task, which causes some discrepancy to appear between efficiency and group atmosphere. (M. Golu, 1974, page 232)

If one cannot definitely take one side or the other in as far as the advantages and disadvantages are concerned, the advantages range on the side of the democratic style when it comes to the influence of the two styles on the climate. (E. Paun, 1999, page 127)

There are situations when the same leader might be authoritative in some instances and democratic in others, under the pressure of the facts. This is why, the first feature a manager must possess, which has no connection to professional training, is flexibility.

The efficacy of a leader does not depend on his own construction capacity, but on the involvement, specificity and participation of a number of persons. The focus on obtaining high performance or success involves the encouragement of cooperation rather than competition or personal accomplishment.

In specialized literature we do not find a list of “firm” criteria to assess the efficacy of the styles of leadership. Assessment is generally performed in relation to the other variables of the organizational life.

An attempt at sketching and supporting the criteria of assessment of different styles of leadership can be found in M. Zlate’s (2004) works: *Treaty of organizational-managerial psychology* and *Management and Leadership*.

1. The number or weight of the positive and negative effects of the styles of leadership on the general structure of the activity. This criterion derives from the idea that the practice of each of the styles can be associated both with positive and negative effects. The number of positive and negative effects of each style could be significant for the assessment of its efficacy.

Although this is an objective and quantitative criterion, it has low operational value because it evaluates the style in an abstract, limited manner, without taking into account the numerous variables that interfere with the act of leadership.

2. The real significance of the positive and negative effects. An effect which is seen as positive at a certain moment could be only apparently positive, and be in fact negative. The authoritative style shortens the time for making the decisions, but increases the probability of the appearance of incorrect decisions, while the democratic style sometimes delays the decision making process, but the probability of their being correct is higher.

This criterion is qualitative and provides the possibility of better assessment of the efficacy of the styles of leadership, but introduces a higher degree of subjectivity.

3. The consequences of practicing the styles of leadership for a long time. This criterion takes into account both quantitative and negative aspects, in correlation with the time (duration) variable. Thus one style of leadership can be assessed not only by taking into account the immediate effects of its practice, but considering the future ones too.

The limitation of this criterion consists in the fact that it selects only one from the number of factors that influence the efficacy of the styles of leadership and neglects the others.

4. *The situational criterion.* Most criteria have shown that the styles of leadership are unequally productive depending exactly on the particularities of the situation they operate in.

In order to harmonize the styles of management and the particularities of the situation, Fiedler (1967) formulated two strategies (apud M. Zlate, 2003, page 98):

a. the change of the situation of leadership by task structuring or the increase of the formal power of the leader over his group, or by changing the composition of the group in order to offer the leader a favorable climate of activity.

b. the leader's adaptation to the situation by placing the leaders with a low LPC (least-preferred co-worker) score in very favorable or very unfavorable situations, and those with high score in moderately favorable situations.

Unfortunately, Fiedler considers that leaders should manage only such situations that match their style of leadership, which is impossible since, due to the complexity of the organizational frame and to the influences he receives, there are an infinite number of situations a leader might be in.

School is an organization in which the climate constitutes an essential variable that influences the quality of its activity. The style of leadership is in obvious correlation with the school climate.

There is no universally effective style of leadership because the situations of leadership and the organizational contexts are extremely diverse and changeable. The style of leadership must be both flexible and dynamic.

As far as school practice is concerned, a solution might be given by the psycho-social and organizational training of school managers so that they are acquainted with different styles and be able to adapt to the diverse situations they have to face. The style of leadership requires the development of their abilities by a coherent training programme intended for school managers.

School has become an ever more complex organization in need of specialized management.

Many of nowadays head teachers have an authority complex which induces the idea of a need of authority and an "iron fist".

Empiric evidence shows that many head teachers fear contradictions, do not wait and do not keep on communicating until the conflicts are solved. Most of the times, in crisis situations, they appeal to acts of authority.

The problems of the style of leadership of the school manager must also be linked to the teachers' desire of getting closer to power. They need to be treated with confidence, to be given permission to freely express their fears and even to be allowed to make decisions that seem risky.

Under the circumstances of the reform in education, the management of change must be the best ability and first priority of the manager.

The school manager who is efficient in managing change and continuously communicates to prepare the introduction of change will meet success.

Each new change is perceived as a problem, a supplementary stress, even if, in the end, it proves to be leading to an increase in the efficacy and quality of education.

Unfortunately, many Romanian teachers show signs of fatigue and despair and dream of the day when changes will end and things will get back to normal.

The issue of the style of leadership in schools is still open and prone to improvement, and in the current context it is necessary to relate it to the achievement of quality in education.

Bibliography:

1. Boboc I., 2002, *Psihologia organizațiilor școlare și managementul educațional*, EDP., București
2. Bonciu C., 2000, *Instrumente manageriale psihologice*, Ed. All Beck, București
3. Bogathy Z. (coord), 2004, *Manual de psihologia muncii și organizațională*, Polirom, Iași
4. Constantin T., Stoica – Constantin A., 2002, *Managementul resurselor umane*, Institutul European, Iași
5. Cornescu V., Mihăilescu I., Stanciu S., 2003, *Managementul organizației*, Ed. All Beck, București
6. Covey SR., 2001, *Etica liderului eficient sau Conducerea bazată pe Principii*, Ed. Allfa, București
7. Cristea S., 2004 (II), *Managementul organizației școlare*, EDP, București
8. Iosifescu S. (coord.), 2001, *Standarde manageriale și de formare managerială*, ISE, București
9. Iucu RB., 2000, *Managementul și gestiunea clasei de elevi*. Fundamente teoretice și metodologice, Ed. Polirom, Iași
10. Joița E., 2000, *Management educațional. Profesorul-manager: roluri și metodologie*, Polirom, Iași
11. Jinga I., Istrate E.(coord.), 1998, *Manual de pedagogie*, Ed. All, București
12. Neacșu I., Felea G. (coord), 2005, *Asigurarea calității în educație*, Ed. Școala Gălățeană, Galați
13. Păun E., 1999, *Școala-abordare sociopedagogică*, Polirom, Iași
14. Stanciu S., Ionescu MA., 2005, *Cultură și comportament organizațional*, Ed. Comunicare.ro, București
15. Stanciu S., 2001, *Managementul resurselor umane*, București
16. Țoca I., 2002, *Managementul educațional*, EDP, București
17. Vlăsceanu M., 2003, *Organizații și comportament organizațional*, Polirom, Iași
18. Zlate M., 2004, *Leadership și management*, Polirom, Iași
19. Zlate M., 2004, *Tratat de psihologie organizațional managerială*, Polirom, Iași
20. <http://www.edu.ro>

L'INTELLIGENCE TERRITORIALE ET LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. DÉLIMITATIONS CONCEPTUELLES ET QUELQUES CONSTRUCTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Mihai PASCARU

Professeur dr.,

Université "1 Decembrie 1918" Alba Iulia

m_pascaru@yahoo.com

Resume: *La confiance, un facteur important aussi bien dans les partenariats de l'intelligence territoriale, que dans les projets de développement communautaire, doit être encore analysée dans le contexte plus large du capital social et des réseaux sociaux support, surtout ou justement parce que, de la même manière que les résultats de nos recherches l'indiquent, la confiance n'est pas toujours associée avec les rapports généraux d'interconnaissance au niveau communautaire.*

Mots-cles: confiance, intelligence, communauté, interconnaissance

1. L'intelligence territoriale et le développement communautaire

L'intelligence territoriale, comme le remarque Philippe Herbeaux, est au début de ce siècle un champ d'études émergent des sciences de l'information et de la communication, qui cherche dans ses fondements la filiation théorique et dans la recherche-action les ressorts de ses interrogations spécifiques (Herbeaux, 2007, p. 79).

Traditionnellement, l'intelligence territoriale, remarque Yan Bertachini, s'est nourrie de l'économie, de la géographie, des sciences de la technologie, de l'information et de la communication (STIC) mais aussi bien de la gestion des produits de la connaissance. Au sujet de l'intelligence économique et du STIC, observe encore Bertacchini, l'on cite souvent dans les définitions données actuellement à l'intelligence territoriale les systèmes de l'intelligence territoriale, puisque l'on a besoin d'utiliser les processus traditionnels de l'information et les technologies de l'information et de la communication (par Internet et intranet), dans le but de la documentation, mais aussi bien on a besoin d'utiliser les systèmes informatiques géographiques (GIS) et d'analyse des données (Bertacchini, 2007, p. 8)

Les définitions proposées pour l'intelligence territoriale semblent trouver leur source dans des zones scientifiques et pratiques beaucoup plus complexes que celles mentionnées ci-dessus, en retenant ainsi le fait que l'intelligence territoriale correspond à un processus cognitif et d'organisation de l'information dans le territoire envisagé en tant qu'espace de relations significatives / de signification (Dumas, 2004), tout en étant un processus informationnel et anthropologique, réglé et continu, initié pour les acteurs locaux physiquement présents et/ou à distance qui s'approprient les ressources du projet territorial ; l'intelligence territoriale peut ainsi être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène de l'appropriation des ressources et elle consiste précisément dans le transfert de compétences entre les différentes catégories d'acteurs territoriaux appartenant à des cultures différentes (Bertacchini, 2004).

Une autre perspective de définition de l'intelligence territoriale est celle où elle est envisagée en tant que capacité de l'*intelligence collective* mobilisable dans un territoire ou bien en tant que résultat d'une démarche collective entreprise au niveau du territoire (Bertacchini, Grammacia, Girardot, 2007). Pierre Lévy, l'auteur d'un des plus célèbres ouvrages théoriques de la fin du siècle passé, à savoir *L'intelligence collective* (1997) est aussi bien cité. Selon Lévy, l'intelligence collective consiste dans la mobilisation et la mise en synergie des compétences des individus, à partir du principe que chacun a certaines compétences et connaissances. Une bonne écoute et le sens de l'écoute réciproque contribuent pleinement à la mise en œuvre de ce type d'intelligence collective au sein des groupes humains réduits, tels un quartier, une école ou une association. Mais avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'intelligence collective peut être mise en œuvre à une échelle beaucoup plus grande. À partir de cette définition, estime Bertacchini et ses collègues, nous pouvons constater que l'intelligence territoriale signifie le processus d'intelligence collective appliqué à l'échelle d'un territoire (GOING, Bertacchini, 2007).

L'intelligence territoriale est liée à un certain type de projets, à ceux construits „de bas en haut” (*bottom up*), ayant tendance à diffuser les éléments d'une attitude productive qui anticipe les risques et les ruptures pouvant affecter le territoire (Bertacchini, Grammacia, Girardot, 2007).

Le cadre plus général encore est celui de la décentralisation, remarquent Bertacchini et Herbeaux: „La formidable révolution de la décentralisation oblige à la reprise des projets au niveau local et exige un traitement différencié de l'information. Il s'agit non pas forcément d'une information de la population sur les décisions locales, mais surtout d'une association très serrée de celle-ci dans les décisions à prendre”. Une nouvelle pédagogie de la participation y est impliquée: „La participation représente un ressort de la gouvernance, tandis que l'anticipation est son instrument. C'est par une meilleure visibilité de son devenir que le territoire assure à part ses acteurs, sa nature fondamentale et implicite: celle d'être un endroit de la sécurité ” (Bertacchini și Herbeaux, 2007, p. 42).

Mais comment le territoire est-il perçu compte tenu de la perspective offerte par l'intelligence territoriale?

Avec la mise en pratique d'un dispositif de l'intelligence territoriale, remarque Bouchet, „le territoire est conçu comme un système organisé d'échange d'informations fondé sur la formation des rapports sociaux” (Bouchet, 2007, p. 239). Ces rapports deviendront un véritable support pour le partage des connaissances, des valeurs et des règles. C'est ainsi que les échanges des connaissances et l'appartenance au territoire s'expliquent par la forme prise par les relations sociales qui les composent puisque les réseaux s'inscrivent dans une dynamique évolutive, leur configuration pouvant changer du jour au lendemain.

La notion de *capital formel* est aussi bien introduite dans la discussion: „Les processus de l'intelligence territoriale que nous pouvons cataloguer par la démarche d'information et de communication territoriale trouvent leur entière justification dans la contribution apportée à la constitution du capital forme au niveau territorial”, le capital formel au niveau territorial représentant le préambule de toute politique de développement (Bertacchini, Quesladi, 2007, p. 240).

Les démarches de l'intelligence territoriale dépendent du processus et des activités de formation. Au lieu d'avoir comme objectif un produit circonstanciel ou une impulsion

initiale, écrit Herbeaux, l'objectif de la formation est celui d'assurer une offre locale d'appui, d'accompagnement et de soutien donné aux ressources nécessaires en vue de l'accomplissement d'un projet commun. La communauté locale de base, située dans son champ territorial, veillera donc à l'intégration progressive et ascendante de la totalité de ses différents acteurs et de ses différentes institutions (Herbeaux, 2007, p. 48).

Comme nous l'avons déjà remarqué dans d'autres études nous appartenant (Pascaru, 2006), c'est bien Jean-Jacques Girardot qui a publié, en 2005, une communication ample sur l'intelligence territoriale, sous le titre „Intelligence territoriale et participation”. Girardot avoue dans cette communication le fait que c'est bien lui la personne ayant proposé en 1999 le terme d'intelligence territoriale, en étroite liaison avec celui de *ingénierie territoriale*, l'intelligence territoriale visant „la mise du management des projets et des technologies de la société de l'information au service du développement durable”. Au fur et à mesure que de plus en plus de projets se déroulent, que Girardot lui-même coordonne, une méthodologie nouvelle prend aussi bien contour et se développe, une méthodologie adéquate au développement de l'intelligence territoriale, la méthodologie appelée Catalyse. Catalyse signifie „méthodes et instruments qui permettent l'implication des acteurs territoriaux dans la réalisation des diagnostics territoriaux ou dans les laboratoires locaux¹ en vue de l'élaboration de projets de développement encore plus pertinents et plus efficaces” (Girardot, 2005). Le principal trait caractéristique de la *méthodologie Catalyse*, écrit Girardot, c'est *la participation*. Les acteurs constituent d'abord un partenariat informel pour l'élaboration d'un guide de collectage des données pour procéder ensuite à un diagnostic social ou territorial. Les acteurs collectent les données, chacun au niveau de ses usagers. Les données sont ensuite mutualisées (partagées) en vue de l'analyse. Après, les acteurs participent aussi à l'interprétation des résultats.

Pour Girardot, le concept d'intelligence territoriale désigne „l'ensemble de connaissances pluridisciplinaires qui, d'un côté contribuent à la compréhension des structures et des dynamiques des territoires et d'un autre côté, elle se propose être un instrument mis au service des acteurs du développement territorial durable” (Girardot, 2005).

L'intelligence territoriale, selon Girardot, est fondée sur six principes éthiques et méthodologiques, dont le premier est celui de *la participation*.

Ce qui nous semble avoir une importante valeur euristique, c'est l'identification des principes éthiques de l'intelligence territoriale dans les principes du développement durable. Le développement durable, écrit Girardot, est fondé sur trois principes validés par de nombreuses instances morales et politiques à l'échelle planétaire: 1) la participation de tous les acteurs au développement, premièrement des citoyens; 2) l'approche globale des situations, caractérisée par un équilibre adéquat entre les considérations d'ordre économique, social et de l'environnement et 3) le partenariat des acteurs. À ces trois principes éthiques viennent s'ajouter trois principes méthodologiques capables de garantir leur respect: 1) l'approche du territoire en tant qu'espace d'action; 2) la généralisation de la

¹ Des laboratoires ou des centres de recherche qui ont dans leur objectif un territoire bien délimité et les problèmes spécifiques de celui-ci.

gestion par projets et de la culture de l'évaluation; 3) le développement de l'accessibilité des technologies de la société de l'information.

Ces principes, synthétise Girardot, tiennent compte du fait que, d'un côté l'approche globale est fondée sur une vision aussi bien territoriale que prospective et que d'un autre côté, la participation et le partenariat définissent l'intelligence territoriale comme étant une démarche essentiellement orientée vers les acteurs et fondée sur l'accessibilité des technologies de l'information, comme sur la coopération des acteurs.

La participation. La notion de participation, précise Girardot, ne concerne pas uniquement *les opérateurs*, mais aussi bien les bénéficiaires de l'action et d'une manière encore plus générale, les citoyens. La participation concerne la décision, mais aussi bien la conception, l'administration et l'évaluation des actions. La participation est fondée sur la communication, donc sur l'information dans un contexte interactif. Ce qui suppose l'accessibilité de l'information, la capacité des acteurs d'accéder au contenu de l'information et, par conséquent, aux technologies de l'information.

L'approche globale et équilibrée. Ce principe est fondé sur le fait que le développement durable, selon Girardot, tend vers une harmonisation des objectifs économiques, écologiques, sociaux et culturels. Par rapport à la logique centralisée, qui se traduit globalement par une division par secteurs des activités, le développement durable est basé sur une approche intégrée des problèmes à l'échelle territoriale. L'analyse est globale au sens où le fait de situer un territoire dépend des logiques mondiales. Elle est aussi bien globale au sens où elle intègre toutes les dimensions de l'action territoriale. C'est bien ainsi que l'on prend en considération la dimension sociale, par la priorité accordée à la satisfaction des besoins des personnes privées, mais aussi la dimension écologique, dans le but de préserver l'avenir des générations futures. L'intelligence territoriale, conclut Girardot à ce sujet-ci, implique de nombreux secteurs de la connaissance et de l'action (démographie, géographie, environnement, économie, communications, l'approche de la santé, du patrimoine et des institutions) et implique, obligatoirement, le droit, l'histoire et la culture.

Le partenariat. Le partenariat, explique Girardot, résulte de l'approche intégrée qui suppose non seulement la participation, mais aussi bien la coopération des acteurs de l'action territoriale, et, encore plus généralement, de l'ensemble des acteurs appartenant à un territoire. L'intelligence territoriale, estime Girardot, est caractérisée par la nécessité du développement des méthodes et des instruments destinés à rendre plus facile le travail en réseau des partenariats d'acteurs, le partage des informations et la coopération.

Arrêtons-nous par la suite sur les principes méthodologiques énoncés par Girardot.

Le territoire, espace de l'action. La place primordiale occupée par le territoire dans la gouvernance confère un intérêt particulier au concept d'intelligence territoriale, estime Girardot. Le territoire est défini en tant qu'interaction entre un espace géographique et une communauté humaine. D'ici résulte que l'intelligence territoriale suppose trois niveaux d'analyse qui sont complémentaires: 1) le rôle des acteurs territoriaux, leurs représentations et leurs relations de pouvoir, les cadres institutionnels dans le cadre desquels ceux-ci agissent, tout comme les projets et les accomplissements qu'ils initient; 2) les dynamiques socio-économiques qui résultent de la prise de décisions individuelles ou bien collectives: comportements démographiques, la mobilité des biens et des personnes, les dynamiques des activités etc.; 3) les structures spatiales et leur évolution, qui représentent des traductions concrètes des jeux des acteurs et des dynamiques socio-

économiques: paysages et environnement, occupation du sol, morphologies urbaines et réseaux d'habitats, équipements et infrastructures, etc. En ce qui concerne le territoire, il est aussi bien important d'identifier correctement *le territoire pertinent pour l'action* par rapport aux territoires administratifs et à l'analyse multi-niveaux de la gouvernance.

Le management des projets et l'évaluation de l'action. La participation, considère Girardot, suppose la capacité d'élaborer et de conduire des projets, l'évaluation étant la garantie d'une gestion efficace. L'élaboration de projets dans le contexte d'une approche globale et intégrée suppose un effort d'apprentissage important de la part des acteurs. La participation à la réalisation collective d'un diagnostic territorial, ensuite la réalisation du système de l'intelligence territoriale, instaurent un processus d'apprentissage qui se poursuit avec l'évaluation participative des actions, ce qui signifie la valorisation de bonnes pratiques et l'identification des erreurs à éviter.

L'accessibilité des technologies de la société de l'information et de l'information véhiculée par ce biais. Les réseaux informatiques, apprécie Girardot, constituent l'infrastructure de l'intelligence territoriale. Les instruments informatiques et de télécommunication sont indispensables pour l'organisation des échanges et du travail collectif des nombreux et différents acteurs, qui se trouvent en fait à distance l'un par rapport aux autres et qui ne sont pas synchronisés dans le temps. Mais, remarque Girardot, les technologies de l'information n'assurent pas automatiquement ni le partage de l'information, ni la production automatique des informations nouvelles.

L'intelligence territoriale, selon nous, par quelques-uns de ses contenus et de ses principes (comme celui de la participation et du partenariat) est très proche de ce que l'on désigne de nos jours par le syntagme *développement communautaire*.

La définition du développement communautaire, donnée en 1956 par les Nations Unies, en tant qu'effort uni d'une collectivité et des autorités gouvernementales pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des communautés, d'intégrer ces communautés dans la vie des nations et de les rendre capables de contribuer au progrès national, remarque C. A. Buțiu, est suivie par d'autres définitions, plus opérationnelles, comme celle donnée par *International Cooperation Administration* (1956): le développement communautaire représente le processus de l'action sociale dans le cadre duquel les membres d'une communauté s'organisent pour planifier et pour agir en commun ; dans ce sens : 1) ils définissent leurs besoins, les problèmes communs et ceux individuels; 2) ils font des plans dans le but de satisfaire leurs besoins et résoudre les problèmes identifiés, compte tenu des ressources de la communauté; 3) ils supplémentent les ressources lorsque cela est nécessaire, en attirant des autres ressources provenant des agences gouvernementales et non-gouvernementales fonctionnant en dehors de la communauté (Buțiu, 2006).

D'une manière extrêmement synthétique, Dumitru Sandu écrit que le développement communautaire „concerne des *changements volontaires, faits dans, à travers et pour la communauté*” (Sandu, 2005, p. 15).

Dans cet ordre d'idées, en grande partie convergentes, prend des contours et se perfectionne des méthodologies d'organisation communautaire, de planification par des méthodes participatives et d'attraction de fonds vers les communautés locales par la participation à des licitations de projets. L'intervention venue d'en dehors de la communauté se fait pourtant seulement pour ce qui est de faciliter les processus de l'intérieur et d'une manière “horizontale” de travail (Buțiu, 2006).

Il s'agit, selon nous, d'un état de choses qui correspond en grandes lignes à l'intelligence territoriale aussi, mais, bien évidemment, les rapports établis entre les deux notions doivent encore être étudiés ; puisqu'il nous semble bien que l'intelligence territoriale a l'avantage de viser une dimension scientifique plus forte et implique les technologies de l'information dans les partenariats de la connaissance qui vont par la suite fonder les projets de développement territorial durable.

Pour développer les aspects théoriques de l'intelligence territoriale, l'on y a successivement assimilé des contenus de la notion de développement communautaire. L'ouvrage signé par Dumitru Sandu (2005), que nous avons présenté dans le cadre du projet européen CAENTI¹ a eu une grande contribution dans ce sens. Le territoire, écrit Girardot, inspiré par le sociologue roumain, „est un système complexe qui ne se réduit pas à l'espace naturel ou géographique”, il est aussi bien l'espace des actions et des projets entrepris par la communauté (Girardot, 2006, p. 41).

Dans l'étude des communautés territoriales, nous avons proposé, il y a des années déjà, la perspective théorique et méthodologique de la matrice communautaire (Pascaru, 2003a; Pascaru, 2003b) et plus récemment, nous avons encore essayé d'envisager compte tenu de cette perspective quelques repères de l'intelligence territoriale.

2. La méthodologie de la matrice communautaire et quelques repères de l'intelligence territoriale

Une des sources directes de la théorie et de la méthodologie de la matrice communautaire a été l'œuvre du sociologue français Henri Mendras. Celui-ci parlait à un moment donné d'une *société de l'interconnaissance*. Dans un village du XIX-ème, remarquait Mendras, tout le monde connaissait tout le monde, le nombre des personnes y vivant étant relativement limité, tout ces gens-là étant nés et vivant ensemble à partir du moment de leur naissance jusqu'au moment de leur mort ; voilà pourquoi une société pareille était définie comme une *société de l'interconnaissance*. Tout membre de la société en question connaissait tous les aspects de la personnalité des autres membres de celle-ci.

À l'opposé de la société de l'interconnaissance se trouve la *société de masse*. Dans cette société qui est qualifiée comme étant *de masse*, constate Mendras, il n'y a qu'un nombre réduit de personnes qui se connaissent entre elles, en plus elles n'ont connaissance que de quelques aspects de la personnalité et de la vie sociale des personnes connues.

Comme conséquences des traits caractéristiques de la société de l'interconnaissance, H. Mendras remarque: □ dans une société traditionnelle, puisque tout le monde se connaît, et tout le monde connaît tous les aspects de la personnalité des autres, *on n'a vraiment pas besoin de découvrir les autres*, tandis que dans une société de masse, il faut incessamment découvrir les autres: le jeu social est basé sur la découverte de l'autre et sur la manière de laquelle l'individu se dévoile ou se cache devant les autres; □ dans une société de l'interconnaissance, *les opinions manquent*: exprimer ses opinions est une caractéristique

¹ CAENTI - Coordination Action of the European Network of Territorial Intelligence, FP6, Contrat no: 029127, coordinateur général: Université de Franche-Comté – France, Maison des Sciences de l'Homme Claude Nicolas Ledoux, 2006-2009.

fondamentale de la société de masse, en opposition avec la société traditionnelle (Mendras, 1989).

L'idée de Mendras conformément à laquelle il y avait autrefois un espace et un temps où *tout membre de la société connaissait tous les aspects de la personnalité des autres membres* nous dirige plutôt vers un type idéal de société ou bien vers un modèle idéal d'organisation d'une collectivité. Cette chose n'a jamais pu être constatée, ni mesurée comme telle. Ce qui importe pour nous c'est le fait que la remarque faite par Mendras nous a offert à un certain moment donné un point de départ dans toute une série de tentatives de schématisation opérationnelle des dimensions de la communauté, à partir de la dimension de l'interconnaissance (Pascaru, 2003a). Le point de départ est justement l'idéal auquel Mendras renvoyait implicitement et explicitement, en parlant de la *société de l'interconnaissance*.

Comme nous essayerons de vous présenter dans le schéma no. 1, nous pouvons considérer comme maximal le cas où *tout le monde connaît tout le monde* et tout le monde connaît tout sur tout le monde et nous estimons comme minimal le cas où *personne ne connaît personne* et donc tout le monde ignore tout sur tout les autres membres de la communauté.

Sous l'aspect méthodologique, „tout savoir, tout connaître” peut signifier connaître *une série d'aspects dits essentiels à un certain moment donnée pour et dans une communauté*. Dans la plupart de nos investigations antérieures, nous avons eu en vue: □ l'âge; □ le parcours scolaire; □ l'occupation et le lieu du travail; □ si la personne a récemment été malade; □ si la personne a récemment quitté la localité de domicile; □ si la personne a récemment vendu ou si elle a récemment acheté quelque chose de particulier.

Bien évidemment, si nous discutons d'une manière absolue, le niveau maximal et celui minimal du schéma ci-dessus décrit, n'ont pas de correspondant réel. Ils ne représentent que des points de repère abstraits. Par la suite, tout niveau a ses propres moments, ses propres étapes, ou si vous le voulez bien, ses propres *marches*, parcourues d'une manière ascendante ou descendante, plutôt descendante au cas du passage de la communauté à la société, du traditionnel au moderne. Et nous disons bien *plutôt* puisqu'il existe aussi des *processus modernes de traditionalisation*, comme par exemple l'intégration dans le monde du village des personnes ayant perdu leurs emplois dans les villes ou bien la tendance moderne de ressusciter le rural à la banlieue de l'urbain (*la rurbanisation*¹).

Schéma 1. Niveaux de l'interconnaissance

Niveau maximal	Niveau intermédiaire 1	Niveau intermédiaire 2	Niveau intermédiaire 3	Niveau minimal
<i>Tout le monde sait tout sur tout le monde</i>	<i>Quelques-uns savent tout sur tout le monde</i>	<i>Quelques-uns savent tout sur d'autres</i>	<i>Quelques-uns savent quelque chose sur d'autres</i>	<i>Personne ne sait rien sur personne d'autre</i>

¹ J. Bauer, G-M. Roux, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

À notre avis, les aspects concernant la communication et l'action commune dans une communauté peuvent être abordés d'une manière similaire avec l'approche des problèmes de l'interconnaissance. Dans le cas de ces premières, nous avons distingué des niveaux ou des marches maxima, des niveaux ou des marches intermédiaires et des niveaux ou des marches minima (*les schémas 2 et 3*).

Schéma 2. Niveaux de la communication

Niveau maximal	Niveau intermédiaire 1	Niveau intermédiaire 2	Niveau minimal
<i>Tout le monde discute avec tout le monde</i>	<i>Certains discutent avec tout le monde</i>	<i>Certains discutent avec quelques-uns</i>	<i>Personne ne discute avec personne d'autre</i>

Schéma 3. Niveaux de l'action commune

Niveau maximal	Niveau intermédiaire 1	Niveau intermédiaire 2	Niveau minimal
<i>Tout le monde travaille en commun avec tout le monde</i>	<i>Certains travaillent avec tout le monde</i>	<i>Certains travaillent avec quelques-uns</i>	<i>Personne ne travaille avec personne d'autre</i>

Dans le cas de la communication, aussi bien dans celui de l'action commune, nous précisons encore une fois le fait que „discuter avec tout le monde” ou bien „travailler en commun avec tout le monde”, pourrait signifier de point de vue méthodologique communiquer ou travailler avec tout le monde avec *une certaine fréquence*, à un certain intervalle ou bien *dans un certain intervalle*, tel que nous l'avons d'ailleurs proposé suite à nos recherches entreprises sur le terrain: pendant la semaine passée; pendant le mois passé; pendant les trois derniers mois; pendant l'année passée; pendant les trois dernières années; jamais.

La dimension de l'action prend chez nous le sens d'entraide sous la forme du travail en commun, du prêt ou de l'échange de biens, sans aucune autre implication de quelque intérêt que ce soit ou d'un gain immédiat.

Dans nos ouvrages antérieurs, nous avons considéré la matrice communautaire comme étant *l'unité entre les dimensions interconnaissance, communication et action commune au niveau d'une communauté (territoriale ou non)*, unité qui engendre l'ensemble des manifestations et des éléments de vie quotidienne d'une communauté donnée. Nous voudrions reprendre quelques brèves précisions concernant à la signification de *l'unité* entre les dimensions connaissance, communication et action commune. D'abord, il est presque banal de dire que, en général, la connaissance de l'autre peut se réaliser soit par la communication, soit par l'action commune. À niveau, surtout communautaire, la dynamique des rapports de communication peut être beaucoup déterminée par le niveau d'interconnaissance, au sens que ce sont surtout ceux qui se connaissent bien qui discutent beaucoup. L'action commune suppose la communication et implique l'interconnaissance.

Aucune de ces dimensions ne peut exister dans une communauté sans les autres et la communauté elle-même ne peut exister en l'absence d'une de ces dimensions. D'ici résulte une conséquence immédiate : le fait que tout ce que suppose la vie de tous les jours d'une communauté prend ses origines, ses sources, comme nous le disions ci-dessus, dans l'unité des dimensions évoquées.

Pourvu d'établir un indice de la matrice communautaire, nous avons naturellement suivi les directions et les étapes imposées par les trois dimensions déjà mentionnées: 1) la connaissance, 2) la communication et 3) l'action commune. C'est ainsi que les deux premiers items ont été identifiés et proposés pour réfléchir *la dimension de la connaissance*. Il s'agissait de: 1) la modalité d'identification des membres de la communauté par le sujet questionné et, plus récemment, 2) la connaissance de certains aspects de la vie et de l'activité des membres de la communauté par rapport auxquels les sujets ont été questionnés.

Il en est résulté, dans une des variantes qui a été utilisée dans la plupart de nos investigations (Pascaru, 2003a; Pascaru, 2003b), l'échelle suivante: identification d'après le nom – 5 points (p); identification d'après le nom et le sobriquet – 4 p; identification d'après le nom, le sobriquet et le prénom de l'époux ou de l'épouse – 3 p; identification d'après le nom, le sobriquet, le prénom de l'époux ou de l'épouse et le prénom des enfants – 2 p; identification d'après les données ci-dessus et d'autres détails biographiques supplémentaires – 1 p; non – accomplissement de l'identification – 0 p.

Dans l'application effective du questionnaire préparé dans ce but-ci, on disait à chaque sujet questionné le nom d'un habitant du village et au cas où ce premier le reconnaissait *d'après le nom* il recevait la valeur 5. Si l'on devait y ajouter le sobriquet, il recevait la valeur 4, s'il y avait encore besoin de donner *d'autres détails* pour l'identification, la valeur diminuait de manière correspondante.

Les personnes au sujet desquelles les sujets investigués étaient questionnés, que nous avons désigné par le terme *personnes de référence*, pouvaient être en nombre de cinq (nombre choisi de façon disons arbitraire, en fonction des ressources matérielles et de temps des enquêtes) ou bien quatre (lorsque l'un des sujets questionnés était en même temps une personne de référence). C'est ainsi que le score maximal que l'on pouvait obtenir au niveau de la connaissance, l'item *modalité d'identification*, était de 25 ou bien de 20 points.

Le score ainsi obtenu devait être ajouté à celui obtenu dans *la connaissance de certains aspects*. Ces *aspects*, sélectionnés par nous-même compte tenu aussi de l'évidence sociale que nos observations nous ont suggérée, ont été: l'âge; les études; l'occupation et le lieu du travail de la personne de référence; si cette personne-ci a été malade le dernier temps; si la personne en cause a récemment quitté la localité; si cette personne-ci a récemment vendu ou bien si elle a récemment acheté quelque chose de particulier.

Nous avons associé aux réponses les valeurs suivantes: 1 point pour „elle sait exactement”, 0,5 points pour „elle sait approximativement” et 0 points pour „elle ne sait pas”. Dans *la connaissance de certains aspects* le score maximal que l'on pouvait obtenir était de 30 points, pour 5 personnes de référence et de 24 points pour 4 personnes de références.

Pour évaluer *la communication* nous nous sommes arrêtés sur la date à laquelle a eu lieu *la dernière, la plus récente discussion* entre le sujet questionné et chacun des *cinq membres de la communauté*, les personnes de référence, tout en accordant aux réponses,

par variantes, les points suivants: □ la discussion a eu lieu pendant la semaine passée – 5 p; □ la discussion a eu lieu pendant le mois passé – 4 p; □ la discussion a eu lieu pendant les trois derniers mois – 3 p; □ la discussion a eu lieu pendant l'année passée – 2 p; □ la discussion a eu lieu pendant les trois dernières années – 1 p; □ on n'a jamais discuté ensemble – 0 p.

De la même manière, pour évaluer *l'action commune* nous avons sollicité aux sujets d'évaluer la date à laquelle ils se sont impliqués dans une action concrète avec les cinq (quatre) autres membres de la communauté, des personnes de référence. Pour chaque variante de réponse nous avons accordé des points, de la manière suivante: □ l'action a eu lieu pendant la semaine passée – 5 p; □ l'action a eu lieu pendant le mois passé – 4 p; □ l'action a eu lieu pendant les trois derniers mois – 3 p; □ l'action a eu lieu pendant l'année passée – 2 p; □ l'action a eu lieu pendant les trois dernières années – 1 p; □ on n'a jamais agi ensemble – 0 p.

Le nombre maximal de points que l'on pouvait obtenir, dans le cas de la dimension communication, comme dans celui de l'action commune, était de 25 (20 points pour 4 personnes de référence).

Pour estomper la différence qui existait entre le nombre maximal de points au niveau de la connaissance, d'un côté et le nombre maximal de points aux niveaux de la communication et de l'action commune, de l'autre côté, nous avons proposé l'utilisation d'un indice donné par *le rapport entre le nombre total de points obtenus par les sujets questionnés et le nombre maximal de points possible*, au niveau de chaque dimension. Cet indice pouvait théoriquement atteindre des valeurs comprises entre 0 et 1.

L'indice de la matrice communautaire a été calculé comme moyenne arithmétique des indices de la connaissance, de la communication et de l'action commune. Et cet indice-ci, bien évidemment, pouvait atteindre des valeurs comprises entre 0 et 1.

Les recherches les plus récentes portant sur les connexions entre les dimensions de la matrice communautaire et certains repères de l'intelligence territoriale ont été réalisées par les équipes que nous avons dirigées dans la microrégion Livezile-Rimetea en 2007¹. Cette microrégion, formée par les deux communes qui lui donnent son nom (Livezile et Rimetea) est géographiquement située dans *Depresiunea Trascăului*. Suite au dernier recensement (2002) dans la microrégion il y avait 2739 habitants, dont 50,97% hommes et 49,03% femmes. La spécificité de la microrégion est donnée aussi bien par l'existence d'une longue convivialité entre la population d'origine roumaine (60,28% dans la microrégion et 98,68% dans la commune Livezile) et celle d'origine hongroise (33,8% dans la microrégion et 87,30% dans la commune Rimetea).

La commune Rimetea est formée par les villages Rimetea, le village centre de la commune et Colțești. La commune Livezile est composée par cinq villages: Livezile, le centre de la commune, Izvoarele, Poiana Aiudului et Vălișoara. Nos recherches ont exploré les représentations et les opinions de 366 habitants de Rimetea, Colțești, Poiana Aiudului, Izvoarele et Livezile.

¹ Les recherches ont été financées par le grant CNCSIS 268/2007, *Inteligență teritorială, matrice comunitară și guvernare participativă. Investigații exploratorii și de fundamentare în micoregiunea Livezile-Rimetea, județul Alba, 2007–2008*, directeur: prof. univ. dr. Mihai Pascaru.

Les objectifs de notre investigation ont visé, entre autres, l'identification des problèmes formulés par les communautés soumises à notre étude, mais ils ont surtout pointé vers l'identification des facteurs et des niveaux auxquels se trouveraient les solutions de ces problèmes. L'orientation vers l'idée du partenariat dans la solution des problèmes locaux représente pour nous un des repères importants de l'intelligence territoriale, le partenariat étant, comme nous l'avons prouvé ci-dessus, un principe fondamental de celle-ci.

En ce qui concerne les facteurs qui pourraient s'impliquer dans la résolution des problèmes locaux, 83,6% des personnes ayant répondu à nos questionnaires déclaraient être totalement ou partiellement d'accord avec l'implication exclusive des investisseurs étrangers, ceux-ci ayant un indice de la matrice communautaire plus élevé (0,44; 0,41) que les personnes ayant répondu à nos questionnaires qui ont affirmé être en total désaccord (0,30). 86% des personnes ayant répondu à nos questionnaires, présentant un indice de la matrice communautaire plus réduit (0,41; 0,44) que celui des personnes ayant affirmé leur total désaccord (0,47), affirmaient être totalement ou partiellement d'accord avec l'intervention exclusive de l'État. Au sujet de la Mairie, en tant qu'unique agent potentiel de la résolution des problèmes locaux, 81,37% des personnes déclaraient être totalement ou partiellement d'accord, tandis que 17,2% disaient être en total désaccord. L'indice de la matrice communautaire était plus élevé dans le cas des personnes se déclarant partiellement d'accord. Les hommes d'affaires et „les personnes ayant beaucoup d'argent” ont aussi bien retenu notre attention. 72% des personnes questionnées estimaient que seulement ces gens-là pouvaient résoudre les problèmes de la communauté (totalement ou partiellement d'accord), ceux-ci ayant un indice de la matrice communautaire plus élevé (0,41; 0,42) que celui des personnes ayant exprimé leur désaccord (0,40). La confiance dans la chance des habitants d'être des agents uniques de la résolution des problèmes locaux a été exprimée par 57,7% des personnes ayant répondu aux questionnaires, les personnes qui déclaraient être totalement d'accord ayant un indice de la matrice communautaire plus réduit (0,30) que celui des personnes ayant affirmé leur accord partiel (0,44) ou total (0,43). *L'idée du partenariat* entre tous les facteurs ci-dessus évoqués est soutenue par 87,6% des personnes ayant répondu à nos questionnaires. Toutes ces personnes avaient un indice de la matrice communautaire plus réduit (0,40; 0,41) que celui des personnes ayant affirmé leur total désaccord (0,46).

À partir de l'idée de l'intelligence collective et du besoin du partage des connaissances au niveau communautaire, nous estimons qu'un autre repère de l'intelligence territoriale pourrait être *l'ouverture des acteurs locaux vers le collectage des informations utiles à la fondation correcte des projets de développement*. Dans nos recherches, l'ouverture vers l'offre d'informations du niveau des communautés a visé les aspects suivants: a) problèmes de famille des personnes vivant dans le village; b) problèmes sociaux des personnes vivant dans le village; c) relations entre les familles vivant dans le village; d) évolution des animaux de chaque ménage; e) changements au niveau de la population de chaque ménage (naissances, décès, mariages, aménagements et déménagements dans le et du village); f) comportements violents rencontrés dans le village; g) fréquentation de l'église par les habitants du village; h) transferts de terrains dans le village (par héritage, vente – achat, donation, échange); i) problèmes de pollution de l'environnement; j) les affaires dans le village. En général, on a pu constater que le

poids des personnes disant „plutôt oui, ils donneraient des informations”, était plus réduit dans le cas des personnes ayant des problèmes familiaux dans le village, des relations entre les familles et lorsqu’il s’agissait des affaires. En ce qui concerne l’indice de la communication, il est à remarquer qu’il était plus élevé dans le cas des personnes qui déclaraient être d’accord à fournir des informations, n’importe l’aspect visé par celles-ci.

Les repères de l’intelligence territoriale peuvent croiser et s’entremêler étroitement avec les différents aspects qui tiennent à un moment donné des fondements relationnels et de confiance impliqués dans un projet de développement communautaire.

Dans nos recherches, la réponse donnée à la demande d’aide comme possible indicateur des chances de la participation dans les projets de développement communautaire, a été mis à l’épreuve par la question: *Lorsqu’il y a quelqu’un qui vous demande de l’aider (avec des idées, des solutions, du travail ou de l’argent) combien compte pour vous : a) le fait qu’il a suivi beaucoup de cours à l’école, b) le fait qu’il est ressortissant du village ou de la commune, c) le parti politique auquel il appartient, d) le fait qu’il est un de vos parents ou bien un de vos voisins, e) le fait qu’il dirige un ménage ou une affaire prospère, f) autre chose ?*

III. Parmi les personnes ayant répondu à notre questionnaire, 51,7% déclaraient que l’école comptait beaucoup et plus, 59,1%, considérant que ce qui comptait beaucoup et encore plus c’était l’appartenance à la communauté. Le parti politique comptait beaucoup pour 19,9% des personnes ayant répondu à notre question, tandis que la relation de parenté ou le voisinage étaient appréciés beaucoup dans le fait d’accorder une aide par 35,2% des personnes ayant répondu à cette question. Enfin, pour 31,4% des personnes interviewées, ce qui comptait beaucoup c’était le fait que la personne qui réclamait l’aide possédait un ménage prospère.

Dans l’ensemble, il y avait un indice de l’action commune au-dessous de la moyenne (0,23) pour les personnes ayant déclaré que le nombre des années d’école ne comptait pas du tout dans le fait d’offrir de l’aide (0,19), l’appartenance à la communauté (0,20), le parti politique (0,21) et le fait que la personne en question détenait un ménage prospère (0,17). Ensuite, à l’autre extrême il y avait un indice de l’action commune très réduit pour les personnes ayant considéré que le parti politique (0,21) et le fait d’être parent ou voisin (0,10) comptaient beaucoup dans le fait d’offrir de l’aide à l’autrui.

La confiance en général et la confiance dans les divers notables du village (de la commune) peut bien constituer, à un certain moment donné, un indicateur important des chances de la participation des citoyens d’un espace donné à la mise en pratique des différents projets de développement par la participation directe des habitants, dans le cadre des partenariats ou bien hors ceux-ci. Dans notre enquête, les personnes interviewées ont déclaré faire beaucoup de confiance au maire (61,1%), aux conseillers locaux (35,7%), au curé (76,3%), aux enseignants (53,9%), au médecin (70%), aux policiers (56,7%), aux hommes d’affaires (31,6%). La confiance faite aux notables et aux personnes publiques se fixait sur la confiance faite aux autres habitants du village (beaucoup de confiance, 59,1%) et sur la confiance faite aux gens, en général (53,7%).

Faisant le point sur l’indice de la connaissance, nous estimons qu’il est à retenir les aspects suivants: 1) l’indice de la connaissance augmente au fur et à mesure que l’on passe de peu de confiance à beaucoup de confiance, lorsqu’il s’agit du maire, du curé et des gens, en général; 2) l’indice de la connaissance diminue au fur et à mesure que la confiance

augmente dans le cas des enseignants et des hommes d'affaires comme référence de la confiance.

III. CONCLUSIONS ET OUVERTURES

Nos recherches entreprises à Livezile-Rimetea ont démontré d'abord le fait que le partenariat est évalué de manière positive par la plupart des habitants interviewés, en devançant ainsi l'idée de l'intervention exclusive de l'État, plus largement soutenue pendant les dernières années (Pascaru, 2003c). Ceux qui soutiennent le partenariat sont pourtant moins intégrés dans la communauté que ceux qui s'y opposent. Un „portrait robot” des opposants et un contour ferme de leur „force” dans la communauté, voilà deux des cibles d'un éventuel approfondissement des analyses à ce sujet-ci.

Une certaine tendance à la „classification” des informations semble fonctionner dans les communautés étudiées lorsqu'il s'agit des familles et des affaires. Ceux qui déclaraient être d'accord avec le fait de fournir des informations en général, étaient mieux intégrés dans les réseaux de communication locales et c'est pourquoi ils peuvent constituer une source importante pour la connaissance en profondeur des communautés dans un système d'intelligence territoriale ou bien dans un projet de développement communautaire. Pourtant, l'ouverture vers le fait de fournir des informations présente aussi bien une dimension éthique importante. Cette dimension vise en même temps les rapports entre les potentiels „informateurs” et la communauté et le niveau jusqu'auquel le chercheur peut s'impliquer dans les „secrets” de la communauté.

En ce qui concerne les fondements relationnels et de confiance sur lesquels nous pouvons construire un éventuel projet de développement communautaire, une approche plus directement liée aux différents types de capital social pourrait rendre plus claire l'évidence des dimensions de la matrice communautaire. Au-delà de ce desideratum, il faut souligner l'importance accordée encore aux habitants ayant fréquenté l'école pendant un nombre important d'années et l'importance accordée à l'appartenance de ceux-ci à la communauté, en rapport avec le parti politique par exemple.

Bibliographie :

1. Bertacchini, Y. (2004), Le territoire, une entreprise d'intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel, dans *Revue Communication & Organisation* n°25, Université de Bordeaux 3, 1er semestre 2004, p. 35
2. Bertacchini Y. (2004), Mesurer la distance, Pensez la durée, Mémoriser le virtuel. Vers l'Intelligence territoriale, Collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques, octobre 2004
3. Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
4. Bertacchini, Y., Grammacia, G., Girardot, J.-J. (2007), Intelligence territoriale: Posture théorique, hypothèses, définition, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques

5. Bertacchini, Y., Oueslati, L. (2007), Entre Information & processus de communication : l'intelligence territoriale, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
6. Bertacchini, Y., Herbeaux, Ph. (2007), L'intelligence territoriale : entre ruptures et anticipations, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
7. Bouchet, Y. (2007), Dispositif d'intelligence économique territoriale & gouvernance
8. hybride, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
9. Buțiu, C. A. (2006), Probleme și oportunități de dezvoltare în Munții Apuseni. Reprezentări comparate în micro-regiunea Albac – Scărișoara – Horea (județul Alba), dans *Studii și cercetări în domeniul științelor socio-umane*, Vol. 15, Cluj-Napoca, Editura Argonaut, pp. 147-163
10. Dumas, P. (2004), Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française - *ISDN 16* - Article N° 163 - mai 2004 – 3p.
11. Herbeaux, P., Bertacchini, Y., De la veille à l'Intelligence territoriale, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
12. Herbeaux, P., *Intelligence territoriale. Repères théoriques*, Paris, 2007
13. Girardot, J.-J. (2005), Intelligence territoriale et participation, <http://labiso.be/ecolloque/forums/read.php?3,197,197>
14. Girardot, J.-J. (2007), Activities and prospects of CAENTI, dans *International Conference of Territorial Intelligence Alba Iulia 2006, Vol 2: Proceedings of CAENTI*, Alba Iulia, Aeternitas Publishing House, pp. 7-18
15. Groupe GOING1 (Groupe d'observation et d'Investigation des Nouvelles Gouvernances), Bertacchini Y., (2007), Territoire physique et territoire virtuel. Quelle cohabitation?, dans Bertacchini, Y., coord. (2007), *Intelligence territoriale. Le Territoire dans tous ses états*, collection *Les ETIC*, Toulon, Presses Technologiques
16. Lévy, P. (1997), *L'intelligence collective, Pour une anthropologie du cyberspace*,
17. La découverte/Poche, Essais
18. Mendras, H. (1989), *Éléments de sociologie*, Paris, Armand Colin
19. Pascaru, M. (2000), *Matrice comunitară, fapt comunitar și nivel de informare în satul românesc contemporan. Investigații în Munții Apuseni (1985–1986 și 1999–2000)*, dans: *Starea societății românești după 10 ani de tranziție*, Elena Zamfir, Ilie Bădescu, Cătălin Zamfir (coord.), București, Edit. Expert, p. 660–693.
20. Pascaru, M. (2003a), *Matricea comunitară. Cunoaștere, comunicare și acțiune comună în satul contemporan*, Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, 2003
21. Pascaru, M. (2003b), *Sociologia comunităților*, Editura Argonaut, Cluj-Napoca, 2003
22. Pascaru, M. (2003c), Unele experimentări românești pentru proiectul european Eugenia - *Observatoire Inter-régional de Diagnostic et d'Action Territoriale*, dans *Sociologie Românească*, Volumul I, nr. 4/2003, pp. 94-107

POLICIES AGAINST IMMIGRANTS IN WESTERN EUROPE AND U.S.A.

Adrian OTOVESCU
Assistant Professor
University of Craiova
adiotovescu@yahoo.com

Abstract: *This study presents an analyse of the policies against immigrants in Europe and U.S.A. For the Europe the policies presented are examples from the most developed countries, such as: Great Britan, Germany or Italy. Migration Policies concern the evaluation, control and regulate flow of immigrants, as well as those emigrants. These policies launched at the level of states has become imperative at a time when the volume of immigrants time been reached the top, and the effects phenomenon have become visible disturbing or dysfunctional*

Key words: migration, Europe, policy, rule, control measures

In the last decade of the twentieth century, it was produced a amplification of the international mobility departures from the countries of origin and the successive entries in country of destination, the social consequences, economic and cultural of these countries, generated by Romania and immigration, the character legally or illegally immigration and the trends of the development of this, imposed an obligation to control the migration phenomenon by the States concerned by this subject.

As such, member of the companies subject to the consistent pressure have been forced to take legislative measures to limit of net effects created by foreign nationals entry, and also to maximize the positive effects, taking the birth, special policies in the field migration, supported by appropriate institutional support. Migration Policies concern the evaluation, control and regulate flow of immigrants, as well as those emigrants. These policies launched at the level of states has become imperative at a time when the volume of immigrants time been reached the top, and the effects phenomenon have become visible disturbing or dysfunctional. The statistical estimates, the year 1990 are registered in the world on approximately 130 million immigrants (legal and illegal) international and refugees.

In the face of such a situation the state intervention is became not only desirable but mandatory, in particular in the case the emigration for work, because he had to offer a protection and support its citizens abroad. Equally important was the state intervention in countries which have been confronted with multiple problems arising from waves of immigrants foreigners. Some studies devoted analysis migration signals that actions of control of the state are limited in the departures from their own territories and more developed for the entries, considering that according to the size and their frequency must establish the standards or the restrictions necessary to monitor the fluxes of immigrants.

If we accept the space for the exercise of the authority is a fundamental element for actions of the state, then very probably any state will try to control at least exits and entries in space. Similarly, will try to regulate/supervise parking nationals of other states (citizens) on its own territory. It is clear that the monitoring measures to stay are much more difficult to bring into force (and the discovered irregularities) and those linked to the entry. Therefore, the emphasis is, in most cases, the control entry into the area for the exercise of authority. On the other hand, any exit from the space of the state assumed inevitably entry into the area another state. Therefore, any member would very likely to be a number of citizens who are outside their own borders, which is bound to offer them protection rights under offered citizenship. Walking further, any citizen can leave, into another state, remains for a period in state or outside and can come back ”¹.

The prevailing interest to adopt such state special policies for immigrants derives from the fact that they once entrants in the territory of countries, have to solve a series of vital needs, such as: obtaining a dwelling, commitment to a job and income acquisition of safe to live, the integration of work and the AP in local and social community.

These individual needs can make some immigrants to commit various crimes (theft, prostitution, for S2. a.), darkness, in this way, the sources of social disorder and from, however, state intervention to prevent and combat effects of the phenomenon of immigration.

A State may decide measures to control emigration or immigration depending on the importance they attach phenomenon at the moment, and to assess the effects on which he may have on their own companies in the short term, medium and long term. The rules adopted by a State for foreign control of movement and related institutions concern:

- 1) Entrances and exits citizens of the national space exercising authority;
- 2) Remaining citizens that their national territory,
- 3) Situation of its own citizens dependent on other state² territory².

Work foreigners constitute a priority objective for the policies of control of the state: "ways through which it is aimed at two forms: Control input and control after insertion on own market. From here derives a series of specific rules aimed at the exclusively situation foreigners who work or who want to work in the territory of stat”³.

We mention that migration for employment is a type of private foreign migration and trainer those foreigners admitted to the state of the country to work in certain fields, reward for a period equal to the duration of employment contract set. The duration of stay is determined, but may become the unlimited changes produced the report by Foreign persons status, which may acquire, meanwhile, the state citizenship whose territory work.

Immigration has become a pressing issue in particular for developed countries of Western societies developed Europe-With distinction in France, Germany and Italy, and the overseas for U. S. A. and Canada. He knows that U. S. A. is by tradition and

¹ Monica Șerban, Melinda Stoica, *Politici și instituții în migrația internațională: migrația pentru muncă din România. 1990-2006*, Fundația pentru o Societate Deschisă, Februarie 2007, București, p. 5-6

² *Ibidem*, p. 6

³ *Idem*

composition groups national, a country of immigrants and have managed to elaborate a flexible politics in this domain, founded on a pragmatic legislation.

At present has occurred in the world, a new area threatened by what was called "bomb with immigrants" and is that represented by the countries in Persian Gulf. Here are working around 17 million workers immigrants in their most years, which constitutes "un danger more grave than the nuclear bomb", as appreciate labour minister of Bahrain (Majid- al-Alani), at the beginning of 2008.

It has launched a virulent attack against Arab businessmen (as "greedy") and the Gulf countries workers from Gulf (after which he said that are "lazy"), considered responsible for the foreigners workers. In fact, in October 2007, he proposed an Arab Member States of the Council of cooperation from Persian Gulf (Saudi Arabia, Bahrain, Kuwait, Oman, RSF and United Arab Emirates) to limit the duration of stay of foreigners on their territory in six years.

The position Western face of immigration is different phenomenon, the report of historic era. Thus, we found that:

- until the 1990' 90, Member capitalist advanced position was, the rule, permissive, and even encouraging for immigrants coming;

- after 1990 appeared political attitudes and different official, be they opposed chaotic immigration (requiring a selective acceptance of immigrants, according to the economy needs Interior), or were entirely against immigration, either partner for acceptance without any legislative barriers.

Their policy after the second world war, Western states of the companies capitalist advanced have promoted constantly certain universal values, such as peace, democracy, human rights and freedom, including the right to freedom of movement.

Consequently, the Western world (European and American), who had entered the era of the Cold War with Member States of communist bloc worldwide, posted an attitude indulgent towards immigrants, accountable politically by cultivating values referred, ideologically by supporting virtues of the company capitalist, and the need of employment.

Thus, we can explain why political refugees from communist countries have always been supported in Western societies. The opening of national coming immigrants gates lasted, but, until the 1990' 90, after which he recorded and hostile attitudes or opposing, coming from political forces and some publications with nationalist character.

Examining the historical phenomenon of immigration has offered some authors' possibility had noticed that: "till the 1960' 70, European countries have generally been favourable immigration and, in many cases, such as Germany and Switzerland, they have to remedy inadequate employment. in 1965, United States have abolished quotas of Romanian dating from 1990' 20, set for her to stop the Europeans and were drastically revised laws, making valid extraordinary growth of immigrants during the 70s and 80s.

However, to end early' 80 the rates of high unemployment, the number of immigrants and character their victory « non-European "have produced changes very

stringent in attitudes and policy Europeans. A few years later, similar concerns have led to a change in comparable member unite”¹.

At the end decade of 9-century of the XXth century, about 50 million people he had left the country of origin (emigrants) and were searching for other countries, where to establish (immigrants), is only temporary (to work and to return home) or forever.

”In 1990, a number estimated at 20 million emigrants who are in the first generation is found in the United States, 15.5 million in Europe and 8 million in Australia and Canada. The proportion immigrants in the total population reached 7% or 8% of the big European countries.

The United States, immigrants constitute 8.7%of the total population in 1994, twice more than in 1970, and formed 25% of the population sun and 16 percent of the New York City. Nearly 8.3 million people were entering the United States in the 1960 80 and 4, 5 million in the first four years of 9th decade”².

The alarming proliferation of high by immigrants in Western societies sensitised to public institutions and non-governmental, means of communication for the mass-who presented a series of domestic citizens social aspects harmful and degrading caused by foreigners. It was enough to need some assistance stringent from state, in order to calm fears population and to assess the situation flow of immigrants in the long term.

Western citizens concern and fears are founded on the real facts: immigrants agreeing any job and salary level ANY (endangering, as such, their jobs well paid for domestic), shared cultural values and other religious, made the phenomenon of crime and constitute the vast number, a public issue and a difficulty in addition to the authorities to ensure individual security and social order.

At all this adds that immigrants came to their great part of Asian countries (while being so, other carriers civilization, faith-Muslim-and ways of life), power known for their high rate-able to change the ethnic composition of a company. In other words, non-wave immigrants Europeans was potentially able to exceed that of immigrants on our continent or of other western companies.

For example, "in Germany, foreign residents Turks were in the number of month 1990, the largest contingents coming in below, in Yugoslavia, Italy and Greece. In Italy, the main sources of Romanian were Morocco, the United States (perhaps Americans of Italian origin that were returning home), Tunisia and the Philippines. On the mid' 90 S, about 4 million Muslims lived in France and more than 13 million in all Western Europe.

In the 1960' 50, two-thirds of Immigrants who are in the United States came from Europe and Canada; in the 1960' 80, almost 35 percent of more great number of immigrants came from Asia, 45 percent of Latin America and at least 15 percent in Europe and Canada, natural growth of population is low in the United States and zero in Europe”³.

¹ Samuel P. Huntington, *op.cit.*, p. 291

² *Ibidem*, p. 292

³ *Idem*

Therefore, the Muslim immigrants to reproduce through free up (their religion prohibiting voluntary breaks task), they become responsible for the increase in western population and the next decades changing its structure.

Westerners fear or they face the foreigners derives from the perception that their presence on a threat to their style and life as an impediment to the report with social and economical operation its own system of protection and property.

It seems that the anxiety Westerners as regards their identity is national caused mainly by associating with that image of the Muslim terrorist, because of frequent attacks in the world, the origin which have been extremist organisations and Islamist forces.

At the early' 90-noticed Samuel T. Huntington in his book, civilizations clash and restoring World Order "two-thirds of Immigrants who were in Europe were Muslims, and European concern about immigration is a concern before all the Muslim immigration. The challenge is demographic-immigrants are the origin of 10 percent of up to Western Europe, Arabs, 50% in Bruxelles – and cultural

Muslim communities, either in Germany Turkish either Algerian in France, have not been integrated into their crops or host shows few signs of becoming otherwise, to europenilor7 concern¹.”

Some sociological research, carried out in some western companies, highlights the fact that people hostility towards foreigners is selective, depending on behaviour and their integration in social life, according to the countries of origin, religion and culture. For instance, a Polish citizen or a black came from Africa does not cause a Western feelings of fear or contempt, for the first is that Europe and Catholic, while the African, although belongs another breed, it s not received with hostility.

The hostility is directed against Muslims in general. The French have accepted Africans who speak perfect French in their Parliament, but not bearing Muslim girls accept squares in schools. In 1990, 76% of French public opinion argues that are too many Arabs in France, 46% that are too many blacks, 40% that are too many years and 24% that are too many Jews.

In 1994, 47% of German said that would have preferred to have their neighbourhood Arab, 39% they wanted Poles, 36%-Turks and 22%-Jews. In Western Europe, anti Semitism directed against Arabs has replaced the large-scale anti Semitism directed against Jews”².

The existence of opposition public face of immigration in some companies in Western Europe and not foreigners who have been guilty of committing acts criminal serious has caused anger by groups of citizens in developed countries, which have come forward including about violence against certain immigrants or camps.

Some political parties of right, nationalist have exploited in their programmes theme hostility towards immigrants, particularly during election campaigns. The European parties opposed vehemently entry citizens Muslims in their own countries, invoking the main reasons for discontent economic of the population (especially the one who was

¹ *Ibidem*, p. 293

² *Ibidem*, p. 293-294

affected by unemployment) and character alleged pathological of influences Islamist (considerate to be generators acts extremist, violent and religious extremism, fanaticism)

The protests, calls ethnic and nationalist speeches or religious, accusations against some state institutions have become means of communication to the public of their political objectives.

General political climate in the Western countries of Europe, dominated the values of democracy, they heard the voices of some top officials of state and political leaders, who, although they were recognized in particular for their role in public life balanced, they decided in favour feeling against immigrations. So, for instance, the former French President Jacques Chirac told in 1990 that «immigration must be a halted »; interior minister argued in 1993 for a «immigration zero»;

Francois Mitterrand, Edith Cresson, Valery Giscard d'Estaing and other important politicians were enjoying positions against immigration. Immigration constituted a major issue in parliamentary elections in 1993 and has contributed in appearance to the victory parties communist. During the first years of more of 9-century, the policy by the French Government has been changed to make it more difficult acquiring Citizenship by children immigrants and immigration families foreigners, to prevent the aliens to demand asylum and Algerians to obtain visas and came in France. The illegal immigrants have been deported¹.

The attitude against the French authorities against immigrants in general, was due in large part, their tendency to increase the flow of foreign nationals coming from countries Maghreb (Morocco, Algeria and Tunisia), who had the skills training and, therefore, could not be absorbed by the labour market in France. In addition, the company French and the main institutions of state had the levers needed for the takeover and integrating socio-economic of huge contingents of immigrants.

The inability of authorities to settle problems foreigners (primarily those related to the workplace and the mansion), it was found later, when the uprising and large-scale acts of violence in the immigrants in Paris, most young people, caused huge material damage in the state public and private, throwing tough test for government intervention forces relative social resettlement.

In this context, remember that the rebellion began in Paris on the day of 27 October 2005, after killing by police, the two teenagers were Muslims, accused of acts of vandalism. Solidarity community of citizens Islamists in the neighbourhoods ghetto (*cites*), where the population is formed, in large part, of immigrants coming from countries Meghreb (Morocco, Algeria, Tunisia), has been extraordinarily violent and supported, went to and during the month of November 2005.

Balance registered as a result of street confrontations between forces of Muslim insurgents and revealed that they were 9,193 cars set, 2,921 persons investigated and 56 policemen injured. Material damage was estimated at 55 million euros. A year later, violence has been started anew, but has not been for the duration and intensity of the above.

¹ *Ibidem*, p. 295

Some opposition official and political circles face immigration prevailed and in other Western countries, such as Germany, England, Italy, Austria, etc. "in Germany, Chancellor Helmut Kohl and other political leaders have expressed, in addition, concerns about immigration and most important measure of the government for this purpose has been amend Article 16 of the Constitution German what guarantee asylum «for those persecuted on political grounds» and reducing benefits to the asylum requests.

A systematic policy of controlling foreigners and the filtration entry them prevailed and in Great Britain. In 1980, the "a reduced drastically the number immigrants, at almost 50,000 per year, and, therefore, the issue has encountered opposition emotions and less intense than on the continent. However, between 1992 and 1994, Great Britain has reduced the number of asylum seekers, whom they are allowed to remain in over 20,000, less than 10,000.

Because the restrictions of movement of persons have been dismantled in the European Union, British concerns have been in great measure concentrates on non-European immigration dangers on the continent. at mid-years' 90, in general, all European countries were moved inexorably towards reducing the minimum, if not the total elimination of forced, from non-European" sources."¹

Italian society, who once faced with a massive departure of its citizens, particularly in the US, has become, subsequently, he and other European countries developed, a country facing flows of immigrants arriving from all corners of geographical world. In 1989, for example, were about 500,000 foreign citizens with residence permit in the territory Italy, and, in 2003, their number already exceeded 1.5 million people, most coming from Europe (43 percent), then in Africa (27 percent) and Asia (19%). At the 1st of January 2007, the official statistics mentioned 2.938.922 resident foreigners in Italy, which is increasing the number of the immigrant population from 1989 to 2007.

Bibliography:

1. Toanchină, Camelia - *La migration internationale et les politiques sociales*, L'édition Lumen, Iași, 2006
2. Sandu, Dumitru - *La migration circulatoire comme strategie de vie*, dans la revue *Sociologie roumaine*, serie nouvelle, nombre.2/2000
3. Sandu, Dumitru - *La migration transnationale des roumaines sur la perspective d'une recensement de la communauté*, dans la revue la *Sociologie roumaine*, serie nouvelle, nombre.3-4/2000
4. Sandu, Dumitru (coord.) - *L'habitation permanente à l'étranger. La migration économique des roumaines*, La Fondation pour une Société Ouverte, București, 2006
5. Serban, Monica; - *Politiques et institutions en migration internationale: la migration pour travaille de Roumanie: 1990-2006*, La Fondation pour une société ouverte, București, 2007
6. Stoica, Melinda

¹ *Ibidem*, p. 296

ASPECTS OF THE EXTERNAL MIGRATION OF POPULATION FROM MOLDOVA NOUĂ

Costela IORDACHE

Senior Lecturer

University of Craiova, Department of Geography

costelaiordache@yahoo.com

Abstract: *Located on the left bank of the Danube, at the border with Serbia, Moldova Nouă has known the external migratory phenomenon before 1989 and, most of all, in the post-Decembrist period. In the 7th and 8th decades of the 20th century, approximately 5-6 persons crossed the Danube annually to reach the Occident. In the period 1990-2006, the volume and intensity of the emigration grew very much, mostly after January 1, 2002, as a consequence of the removal of the visa obligation for the Romanian citizens that wanted to travel within the Schengen space. This paper analyses the causes, the dynamics, and the structure of emigration and the consequences of external migration.*

Key words: external migration, population, emigrants' structure, Moldova Nouă

General considerations

According to the Dictionary of Sociology (2003), migration represents the phenomenon that implies the more or less permanent movement of the individuals or of groups beyond the symbolical or political boundaries, towards new communities and residential areas. This term implies the passing of a frontier, of an official political limit, no matter of the distance (Erdeli, Dumitrache, 2001).

International migration, considered the essential component of the development processes, even their symbol (Badescu, Cucu-Oancea 2005), is nowadays a response to the ever increasing inequalities, a process determined and sustained by globalisation, through the amplification of the mobility at world scale. As one of the processes that have profoundly marked humanity's history, migration can be seen both as a negative factor, of abandon and also as a positive element.

Located on the bank of the Danube, at the boarder with Serbia, Moldova Nouă has known the external migratory phenomenon even before 1989, but it increased especially in post Decembrist period. In the 7th and 8th decades of the 20th century, approximately 5-6 persons crossed the Danube annually to reach the Occident, but there were even more (10-15 persons) who did not succeed (they were sent back to the Romanian authorities that put them into prison). At the same time, three immigrants from Serbia, who came here to get married, were registered. In the period 1990-2006, the volume and intensity of the emigration grew very much, mostly after January 1, 2002, since the Romanian citizens that wanted to travel within the Schengen space did no longer need a visa.

If we make a comparative analysis between the migration before December 1989 and the present one, we can see a significant change in the character of the territorial external mobility of the population. Unlike the past, when people's departure from one part

of the world to another meant, almost all the time, the permanent settlement in the new host country, the international migration has a circular character today (Sandu, 2003), in the sense of maintaining communication connections with the origin country. Even if the dimensions of the migratory phenomenon are estimated at high values, the data registered at the censuses of population are incomplete. Starting from the premises that migration is a phenomenon with multiple economic, demographical, social, cultural, and psychological implications, the present study aims at responding to the needs of realist and rigorous estimation of the phenomenon, in the sense of the implication of the decisional factors in the stabilisation of the population.

In the analysis of the international migration, we started from the census data at community level, using the agricultural registers for the four settlements that make up Moldova Nouă. This study took into account the persons with at least one experience of international migration for work, even if they were in the country when the census was made.

The causes and consequences of external migration

The separation from the old political system did not mean also the removal of the social problems that the communism provoked; during the transition period, the state institutions were incapable of solving the demands of raising the incomes and improving the living standard. Therefore, the idea that the state will solve the people's problems has become for most of the people, an illusion. Young people were the first who acknowledged this; that is why the temporary or permanent emigration remained and will remain a way of solving the problems they are facing for a lot of Romanians.

Even if the influence of the non-economic factors cannot be neglected in the decision of migration, the main cause that pushes even more people to leave, temporary or permanently, the native country is represented by the *disparities of the existent incomes* between the area of origin and the destination country.

Unfavourable social conditions seriously influence the dimension of the migratory phenomenon: the rate of unemployment, poverty, the level of investment, the disbelief in the state's institutions etc. Between 2002 and 2006, the rate of unemployment oscillated between 15.9 percent and 29.4 percent, the raise of this indicator being related to the slowing down of the activities at the Suvarov I and Florimunda mines and the reduction of mineral exploitation in the Valea Mare quarry.

The need for labour force in certain activity fields developed countries confronts with, as well as the demographic ageing, phenomenon specific to the central and west European states represent another emigration cause. The increase of old population's rate has numerous consequences, from the need of employment for replacement, till the creation of new jobs in the social assistance domain.

The reduction of the costs for transport and communication evidently favours cross-border migration. The persons' circulation is also stimulated by the fast transmission of information, by the speed of the accomplishment of connections between different points located at large distances that facilitates the connection of the emigrant with the family.

The presence of some close persons (members of the family, friends) that emigrated before 1989 and constitute a support point for the new emigrants also favours migration.

It is well known that migration determines changes not only at the level of the origin country but also at the level of the destination country, the *consequences* of this phenomenon having two sides, positive and negative. The economic benefits are in fact the first follow ups expected by the emigrant and his family. The money sent in the country influences the consume and the economic growth. The investments achieved on the base of these sources create new jobs, certain economic sectors, like tourism, constructions, transport, communications, are the first that benefit from migration. We should also not forget the cultural advantages: information, even brief about the country that he/she works in, the capacity to communicate in a foreign language, the change of the death rate, are successes for any emigrant. For the destination country, the benefits of migration consist in the attraction of already educated and qualified young population, that, in general, take jobs that are usually avoided by the locals, because of the difficult conditions of work and the level of risk.

There are also certain disadvantages that are mainly reflected in the psychological costs, separation from the family and the cultural environment. There is the risk of for family members to grow apart, the age families are formed increases and the birth rate drops because having children is no longer a priority for emigrants.

Migration generates a series of difficulties because of the tough working conditions and in certain situations, the hostility induced by racist attitudes makes the immigrant's integration in the new society be even harder to achieve.

The dynamics and structure of emigration

During the analysed period, the total emigrants' number raised up to 2,863 persons, from which 1,473 were not in the country when the study was achieved (Fig. 1).

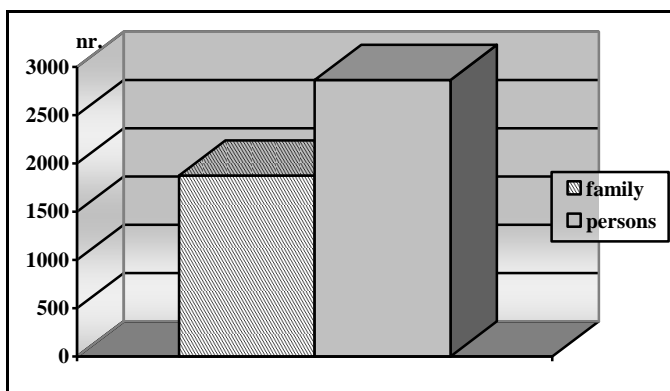


Fig. 1. The number of emigrants reported to the families from which they have emigrated in the period 1990-2006

The analysis of Fig. 1 emphasizes that the number of persons that have emigrated at least once is much higher than the number of families, fact that shows that the migratory experience and the success of a "pioneer" emigrant have also triggered other persons from the family abroad.

Due to the fact that beginning with 2002, there was no compulsory visa for travelling within the Schengen space, the phenomenon of the Romanian Diaspora has

increased. The migratory experience comes to confirm this aspect. Thus, from the total number of emigrants, 68.3 percent were experiencing the first migration, 17.2 percent the second, but the rate decreased to 14.5 percent for the third and fourth migratory experience. This aspect explains the large number of emigrants that left in 2006 (from July to August when the investigation was done) compared with the ones that emigrated after 1989, but at the moment when the census was carried out, they were in the country (Fig. 2)

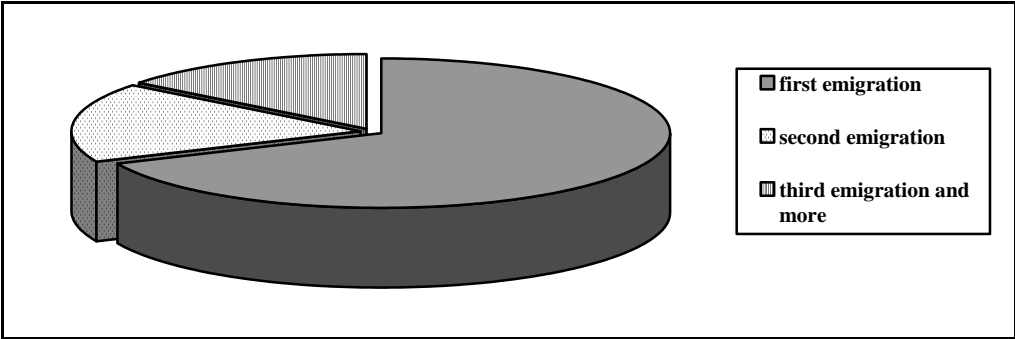


Fig. 2. The structure of emigrants by the migratory experience

Regarding the *emigrants' sex structure*, it is noticed a more intense participation of men at the migratory process due to the fact that the role of the woman has always been limited to raising and taking care of the children and household, although the population's emancipation tendency is getting stronger.

Due to the fact that obtaining data referring to emigration has been realised indirectly, from the persons that knew well the community (clerks, teachers etc.) and taking into consideration the large volume of required information, like the avoidance of obtaining some incorrect information, we have considered that splitting the emigrants on two groups of ages, to be more exact 18-24 and 25-60 years is pretty suggestive. It is obvious that the participation of the young people of less than 18 years old and of the persons over 60 years at the temporary migration for work is extremely low, which allowed us not to analyse these age groups.

A significant participation is ensured by persons aged between 25-60, that represent 71.8 percent from the total of the persons that are at the age of their full maturity and with a maximum capacity of work mobilization (Fig. 3). The proportion of the young people is pretty important, if we think that young people are in general included in different forms of education. Therefore, young people that do not follow a further form of education after school and some students that emigrate for a season, especially in agriculture are more important.

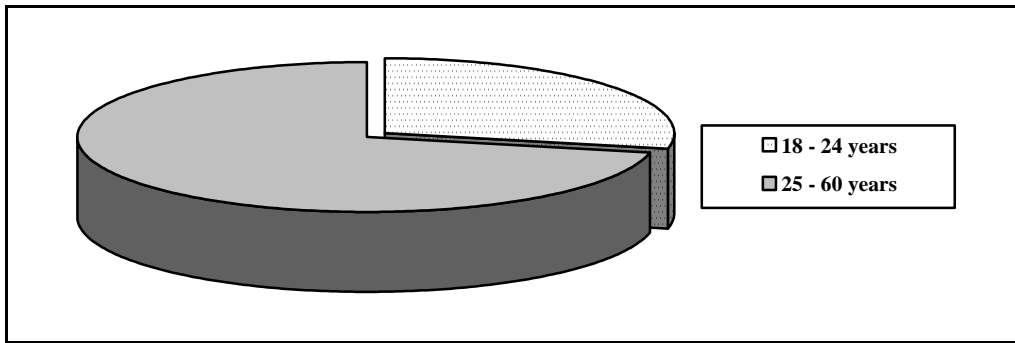


Fig. 3. The structure of emigrants by age-groups

At level of the *settlements* that make up the town, the greatest rate of young people in the total number of emigrants was registered at Moldova Veche (47.7 percent), followed by Moldova Nouă (43.2 percent), Măcești (6.1 percent), and Moldovița (3.0 percent) (Fig. 4). Taking into consideration that getting a job after graduation is least probable, the unrewarding payment of young people adds to the lack of motivation for studying and qualification, because the possibilities of material accomplishment are minimum.

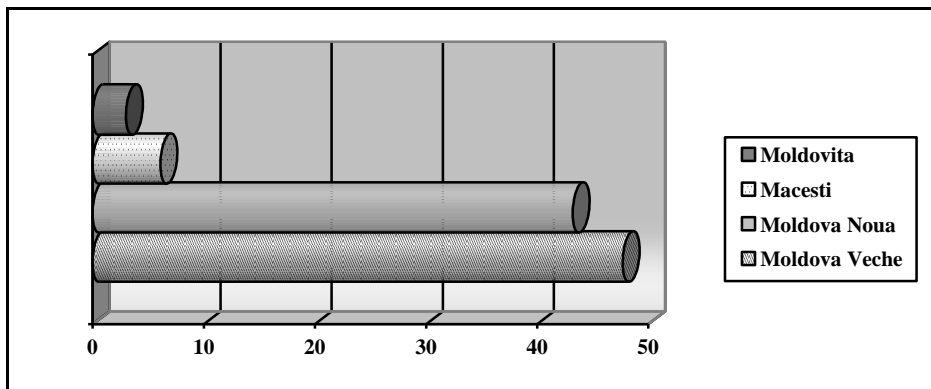


Fig. 4. The structure of emigrants by localities components of Moldova Nouă

From a *confessional point of view* (Fig. 5), the majority is represented by Orthodox people, with 85.3 percent, as even these communities are relatively homogenous from a confessional point of view, in the sense of the prevalence of the population of Orthodox religion. There follows the Neo-Protestants with 5.8 percent, higher rates being registered at Moldova Nouă with 10.8 percent and Moldovița with 6.2 percent. Although a minority from a confessional point of view, the Neo-Protestants are characterised through a great expansion for migration, characteristic signalled by numerous migration researchers (Sandu, 2003).

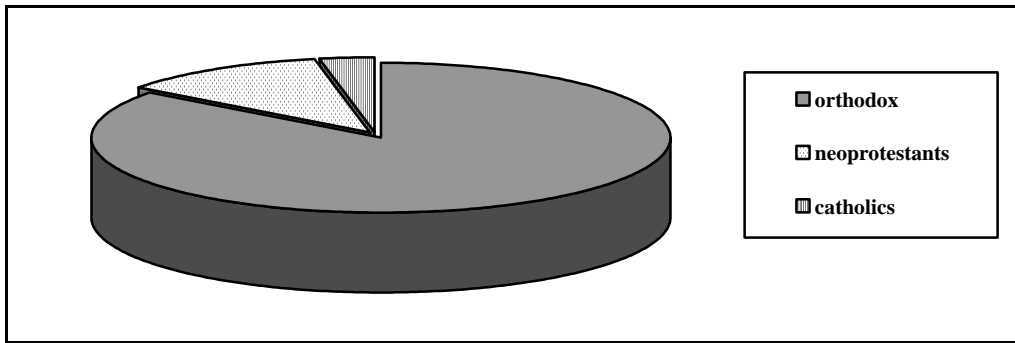


Fig. 5. The structure of the emigrants by confession

The structure on countries of emigration (Fig. 6) shows the fact that the favourite destinations are represented by the member countries of the EU. The most consistent migratory flux leads to Italy that totalises 40.4 percent of the number of the emigrants. The demand of labour force in agriculture, but also in house keeping activities and taking care of old people, tourism etc. refers especially to female population. A great importance has the facility of communicating in a romantic language, as well as the Latin spirit, open, permissive, so close from the one of the Romanians, which contributes to an easier adaptation of the emigrants, the psychological costs determined by the separation from the familial and cultural environment being fewer. The second migratory wave heads towards Germany, with a lower rate (21.3 percent) due to the linguistic barriers and difficulties of adapting in a society known for its strictness. The same percentage has Austria, followed by Czech Republic (5.1 percent), Serbia, the U.S.A., Sweden, Australia, France, and Ireland.

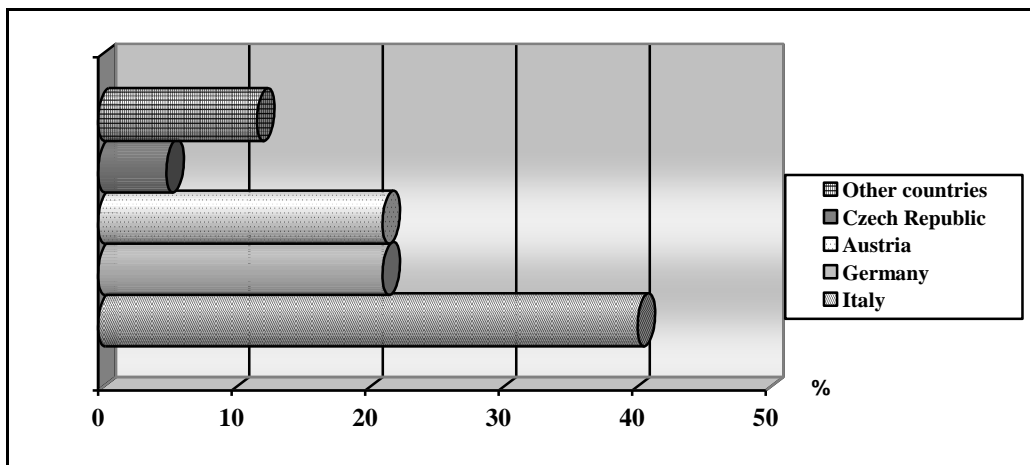


Fig. 6. The structure by countries of emigration

As a conclusion we can say that the lack of perspective in Romania, corruption, the difficulty of obtaining a well-paid job, able to ensure a decent life, the poor implication of the state in solving the problems young people confront with, as well as most of the adult population, are few of the arguments that justify the migratory phenomenon in the

small mining studied town. This phenomenon also characterises other towns, especially those mono-industrial and probably, in the future, it will still grow. Taking into consideration the negative consequences of the international migration especially from the demographic point of view, we consider that the state should get much more involved in managing this phenomenon, through the raise of the living standard and the creations of employment opportunities in our country, measures that will diminish the number of those who intend to emigrate.

References

1. Bădescu, I, Cucu-Oancea, Ozana (2006), *Dicționar de sociologie rurală*, Editura Mica Valahie, București
2. Erdeli, G., Dumitrache, Liliana (2001), *Geografia populației*, Editura Corint, București.
3. Iordache, Costela (2001), *Defileul Dunării (sectorul Baziaș - Eșelnița). Structurile habitatului rural și economia rurală*, Editura Universitaria, Craiova.
4. Pasti, Vl. Et al. (1997), *România. Starea de fapt*, Editura Nemira, București.
5. Sandu, D. (1984), *Fluxurile de migrație în România*, Editura Academiei, București.
6. Sandu, D. (2003), *Sociabilitatea în spațiul dezvoltării*, Editura Polirom, Iași.
7. Trebici, Vl. (1979), *Demografie, Editura Științifică și Enciclopedică*, București.
8. Ungureanu, Al., Muntele, I. (2006), *Geografia populației*, Editura Sedcom Sibiris, Iași.
9. Țarcă, M. (1997), *Demografie. Informație, metode, analiză, prognoză*, Editura Economică, București.

”THE BELGIAN EXPERIENCE” OF ROMANIAN EMIGRANTS

Carmen BANTA

Lecturer, Ph.D.

University of Craiova, Faculty of Letters

carmenbanta74@yahoo.com

Abstract: *A straight answer to the question why Romanians did and do leave their country, would seem inappropriate/hazardous. Without any doubt, even from its very beginning, the phenomenon of emigration had economic determinations, which are to be found in present time. It is difficult, however, to integrate such a complex process within a unique pattern.*

Key words: immigrants, family, poverty, experience

Generally, the reason for migration lies in the *local constraints* (the lack of jobs) and the *economic situation of the family* (poverty). The main reason for leaving for work is earning money, this way the migration is based on request and recruiting labour. Coming from less developed countries, the emigrants, in most cases, take jobs which are normally refused by the citizens of the respective country, jobs which do not correspond to their social. Thus, in some countries there are jobs which are constantly done exclusively by the emigrants (for example the migration of romanian women in Spain to harvest strawberries, the migration of romanian nurses in Germany, in Spain for construction work and in Belgium romanians are second place as labour force in constructions after the polish and women are wanted for nettoyage and baby-sitting).

As we all know, Romania provides labour on the international labors market with low costs for the beneficiary.. The idea its that the work emigration abroad is beneficial not only to foreign employers and the market, respectively the economies of countries using romanian labour and in general, but also for the belonging community and, later for his native country¹. The migration is not a personal event and many times the decision to migrate does not belong to the individual, it may belong to a larger group in the community.

Along with the grown ups, the work emigration is done also by young people who live with their parents and don't have enough money tonbuy houses and raise a family. In the beginning they spend their money having fun, but, in time, they begin to earn money to build them a decent future.

The main reasons for emigration are: poverty, unemployment, the unbearably small salaries and the inability of the government to secure social protection to its citizens. These causes make those able to work leave the country and ask for asylum in well-developed countries, Belgium for example. Taking into account that the labour market of developed

¹ Ruxandra O. Ciobanu, *The international migration and the change of community* in Romanian Sociology, Tome II, NR 2, Polirom Publishing House, Bucharest, 2004, p.129.

societies works selectively according to the needs of national economies, Belgium is mainly interested in workers specialized in constructions; the women are wanted for cleaning and baby-sitting and public services. Besides these, we can also mention the sentimental failures or professional deceptions.

Generally there are two types of departures: people who have someone known at the destination (another Romanian fellow who left before - network departures) and departures without that kind of relation (independent departures).

Most of those working abroad left through a national social network, but who exceed the bounds and include people not only from the emigrant's community of affiliation, but also from the destination. Often, these people who became part of the destination network bear the nationality of that country where the emigrant settled and help him obtain the necessary documents for a legal sojourn or settlement, intermediate his employment, offer recommendations etc. This person is generally named „my belgian” or „my german” or „my french” or any other nationality¹.

Generally the emigration networks are deeply rooted in the communities of origin². Depend on the criterion on whose base the migration networks were built Ruxandra Ciobanu³ mentions five types:

1. *Kinship and relation networks*

2. *Ethnic networks*, usually throught *local networks* (*ethnic networks* in the case of the gypsies), which, in time, take the form of kinship based networks (meaning that after a period of time many member of the family leave).

3. *Religious networks* – departures by a network to a known person who already lives in Belgium, seem to describe the component of neoprotestant church of the wave.

4. *Community networks* – depending on the country of destination there may appears specialized networks for every country or diffuse networks (common social networks used for any destination, the reforest here is no single network of departure in every country.). However, we may say that there are many networks, more or less structured, which individuals use as strategies of departure and at destination. For belgium, and not only the first who leaves represents, in fact, the key-element of the networks because it brings another persons from that country, which he houses for a while and finds them jobs.

5. *Networks built at destination* these show the cases of the emigrants who, by working in Belgium, have made connections and can intermediate the emigration.

All these networks have lead to a progressive increase of the number of emigrants by reducing the risks and costs of migration.

At destination, the Romanians in Bruxelles find enough obstacles. The ones who leave on a contract have their own experience. These people, especially at their work places, find enough hostility, being considered competitors by their collogues. Thus, in most cases, the natives, taking advantage of the lack of experience in a cosmopolitan

¹ Ruxandra O. Ciobanu, *quoted work*, p.133.

³ Dumitru Sandu, *The culture and experience of migration in romanian villages*, in Romanian Sociology, Tome II, NR. 3, Polirom Publishing House, Bucharest, 2004, p. 179.

⁴ Ruxandra O. Ciobanu *quoted work*, p.134.

environment try to find ways to make them quit or they are often demoted. In time, things will get normal, but these experiences, unwillingly, affect the emigrant's mind.

However, most of Romanian emigrants accept jobs rejected by natives. At the same time, a main part of the illegal emigrants have neither education nor qualification, increasing the number of poor people and the children of illegal emigrants don't have official access to medical services or education. Many of those who leave for work have crossed the border for the first time. It is a kind of a clash of civilizations. The lack of linguistic ability and the difficulties of professional recognition represent considerable barriers. Those who don't have legal documents work on the black market with small salaries without insurance and in difficult conditions. Having reached *the land of promise* they seem to rebuild their biography, they change. Most of the emigrants are ashamed of their origin, of their native country, of their fellow countrymen, the deepest effects, and which will then have reverberations are the cultural ones. Afterwards some of them bring their children, their relatives, their friends, they found small communities.

Having come to Belgium, the emigrant begins to find work by various means. In time „the myth” is shattered and the emigrant realizes that, in order to live, he has to work, sometimes harder and more than he used to at home. Not speaking the language, as I have said before, is the first obstacle. But most of the times, heirs confronted to the absence of *Belgian experience* many people don't understand this term. What exactly the *Belgian experience* means?

The Belgian experience means a period of adjustment to all that is representative of that country. Given the conditions of this system, with unemployment and a big competition, nobody will teach you what he knows, for fear you might take his job.

For example, in an asylum for old people, it is not difficult for a nurse coming from Romania to give the proper medication to old people. Everything is written on a list. It is very easy but nobody shows you how. You have to *steal* every movement, because there are other emigrant nurses who want to distinguish themselves. It is a continuous silent but sure struggle.

With the passage of time, you learn all these, you acquire the so-called *belgian experience*. Unfortunately, it takes time, during which you go through painful experience.

The enthusiasm of the beginning diminishes when you want to do something but you can't or don't know how. Depression follows, remorse, the thought of returning home, questions you have never asked yourself. In time the suffering ends, the character purifies itself and life goes on. People get used to this way of leaving. There are few those who don't adjust and return to Romania. Their number increased immediately after 1990 but when they figured how the situation stood they returned to the *capitalist hell*. Disappointment passes. It follows a process of adjustment to the new conditions which force you to act differently. The inactivity makes you want any kind jobs, accomplish something. Starting from zero you build on a good ground.. The technology of the adoption country helps you to be efficient. The ones with initiatives and those who do not accept the quality of doers succeed rapidly. Usually recession – which seems to repeat itself every ten years - does not help at all. But in general people go on with their lives, they buy hoses 5 to 10 years after their arrival, build themselves new lives. At least materially speaking they are all satisfied.

Many of them miss the spiritual nourishment, the places people and habits. The first generation has always that emptiness in their souls. Their children, however, don't feel

their parents 'restlessness, no longer live between two worlds. For them the other world exists through stories. They are moved only when hearing the name Romania and Romanian. Their children will feel less attached to their roots.

The so-called belgian experience is acquired in time and patiently but often leaves marks in the emigrant's mind, which proves that the changes he experiences and the critical situations he faces, turn him into a mature person, change his life views and from the western mirage he once dreamt of remains only with the coldness of the world he has been adopted by.

Bibliography:

1. Ciobanu, Ruxandra O. , *The international migration and the change of community* in Romanian Sociology, Tome II, NR 2, Polirom Publishing House, Bucharest, 2004.
2. Sandu, Dumitru, *The culture and experience of migration in romanian villages*, in Romanian Sociology, Tome II, NR. 3, Polirom Publishing House, Bucharest, 2004.

LES DROITS SOCIAUX DES ETRANGERES APRES LA STRATEGIE NATIONALE DE LA ROUMANIE EN CE QUI REGARDE LA MIGRATION

Cristina OTOVESCU-FRĂSIE,
Lecteur.dr., Université de Craiova
otocris@yahoo.com

Adrian OTOVESCU,
Assistant dr., Université de Craiova
adiotovescu@yahoo.com

Alex ȘOROP
Assistant dr., Université de Craiova

Résumé : *Dans la dernière décennie du siècle XX, il se produit une amplification de la mobilité spatiale internationale. Les départs d'en les pays d'origine et les entrées succesives en les pays de destination, les conséquence sociales,économiques et culturelles sur ces pays,produites d'imigration et d'emigration,le caractère légal ou clandestin de l'imigration et les tendances d'évolution de celles-ci,elles ont imposé l'exigence d'un contrôle sur le phénomène migrateur par les états intéresses.Ainsi, les états d'en les sociétés soumises d'une pression imigrationiste permanente ont été imposé pour adopter des mesures législatives claires pour la limitation d'effets négatives créée de l'entrée des étrangers,et, toutefois, pour optimiser les effets positives ,et il donne naissance ainsi, à une politique spéciales dans le domaine de l'imigration,soutenu par un support institutionnel adéquat.*

Les mots-clés: imigration,stratégie, réfugiés.

L'intérêt pour l'homme et son environnement social a conduit à la découverte et la cultivation des valeurs pérénnes , comme: le bien, la vérité, la justice, la beauté,le devoir, la liberté, la responsabilité etc, qui jalonne le cours de l'existence humain , et qui deviennent, graduel, l'objet des disciplines de spécialité.

Les réflexions sur la condition humaine ont signalé, il y a beau temps, le besoin des droits fondamentals et le fait que ceux-ci ne peuvent pas être négligé.

Parmi les plus importants documents regardant les droits de l'homme on peut énumérer : La Convention européenne du droits des hommes, La Charte sociale européenne, La Convention européenne pour la prévention de la torture,La Convention-Cadre pour la protection des minorités nationaux.

La Charte Sociale Européenne a été adoptée est entrée en vigueur à novembre et elle a entré en vigueur à le 26 février 1965. Pour élargir l'air des droits et des liberté de l'homme, à 5 mai 1988 a été adopté un Protocole adotional à la Charte.

Le texte initial de la Charte, adopté en 1961, il contenait 19 droits, et la variante modifié en 1996 prevoyait 31 de droits. Cette dernière variante représente, dans l'opinion

des spécialistes, un modèle pour la législation qui se succédera dans le domaine des droits de l'homme en Europe.

Par l'intermédiaire de ses prévisions, La Charte modifiée protège une diversité de droits sociaux : le droit à travailler, le droit aux conditions de travail équitables, le droit à la sécurité et à l'hygiène au travail, le droit à une rémunération équitable, le droit syndical, le droit à une négociation collective, le droit des enfants et des jeunes à la protection, le droit des ouvrières à la protection de la maternité, le droit pour l'orientation professionnelle, le droit pour une formation professionnelle, le droit à la protection de la santé, le droit à la sécurité sociale, le droit à une assistance sociale et médicale, le droit de bénéficier de services sociaux, le droit des personnes avec handicap à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation dans la vie de la communauté, le droit de la famille à la protection sociale, juridique et économique, le droit des enfants et des adolescents à la protection sociale, juridique et économique, le droit d'exercer une activité lucrative sur le territoire d'autres parts, le droit des migrants et de leurs familles à la protection et assistance sociale, le droit à l'information et consultation, le droit des personnes âgées à une protection sociale, le droit de dignité au travail, le droit à une maison.

Les politiques de migration regardent tant l'évaluation, le contrôle et la réglementation des flux d'immigrants, que ceux des émigrants. Ces politiques initiées au niveau national ont devenu impérieuses quand le volume d'immigrants ou ceux d'émigrants ont atteint des hauts niveaux, et les effets de ce phénomène sont devenu visiblement perturbateur ou dysfonctionnel.

La politique de la Roumanie en ce qui regarde la migration est réglementée par une décision spéciale du Gouvernement de notre pays, intitulée, 'La stratégie nationale concernant la migration', publiée dans le Moniteur Officiel, numéro 406 de 6 mai 2004. Le principal but de celle-ci a été celui de élaborer une politique unitaire dans les domaines de la migration, d'asile et de l'intégration sociale des étrangers. Pour prendre note: La Stratégie nationale concernant la migration dans la Roumanie ne vise pas les politiques dans le domaine de l'émigration propres citoyens. Ce document gouvernemental exprime les principes généraux et les lignes directrices pour l'établissement de la politique d'état roumain en ce qui regarde l'admission, le séjour, l'abandon du territoire par les étrangers, l'immigration de la force de travail, l'offre des modalités de protection et la lutte contre l'immigration illégale.

La politique concernant l'immigration contrôlée a une objective principale : la stimulation d'admission du séjour légal des étrangers sur le territoire de Roumanie, par l'application des mesures alignées aux standards de l'Union Européenne et à celle existante sur le plan international, sans affecter le droit à la libre circulation des personnes. Des autres objectives suivantes sont:

1) l'attraction des investisseurs étrangers, capables de contribuer au développement économique de Roumanie.

2) l'élaboration de programmes qui faciliteront l'accès de certaines catégories professionnelles sur le marché de travail, en fonction des demandes nationales;

3) le promouvoir des intérêts et de l'image du système éducatif roumain, par l'attraction des certaines classes d'étudiants étrangers.

Les politiques qui regardent l'immigration contrôlée visent aussi le domaine du complètement et celles de la formation de la famille, assurant le droit des étrangers de entrer et de rester sur le territoire de Roumanie en ce but. Toutefois, cette politique fournie

les instruments juridiques nécessaires pour la prévention d'immigration masquée sous la forme du mariage de convenance. L'élaboration de la politique en ce domaine a comme base l'expérience des états membres de la U.E., de quelle résulte que l'admission en but du complètement et celle de la formation de la famille constitue la principale composante actuelle du flux migrationniste légal.

La politique regardant la prévention et le combat d'immigration illégale poursuit, en premier lieu, la prévention d'immigration sur grande échelle des personnes qui proviennent d'en régions désavantagées du monde, d'en les zones affectées par les conflits, intérieurs et internationales, par des crises internationales, par des crises humanitaires, etc.

Le cadre légal et institutionnel existant permet, ainsi, une monitorisation des fluxes d'immigrants illégaux qui affectent le territoire de notre pays.

Les solutions durables de prévention d'immigration sur l'échelle étendue, d'en les régions désavantagées du monde vers le continent européen (utilisant le territoire roumain), elles peuvent impliquer: l'offrir d'assistance pour le développement des pays d'origine; la réalisation d'accords commerciaux favorables pour les pays avec potentiel migrateur élevé et la participation aux actions de promotion du respect pour les droits de l'homme dans les pays respectives. De même, la politique d'état roumain de prévention de l'immigration illégale inclut aussi des mesures fermes pour la réduction et la stopation de l'économie souterraine (caractérisé par le déroulement des activités illégales, l'engagement en travail sans formes légales), de l'obtention de services de santé et d'éducation par des moyens illégaux, et de l'usage de documents faux et falsifiés.

La politique qui regarde l'asile a comme des objectifs prioritaires l'assurance de l'accès au processus d'asile et le respect du principe de non-retour, en conformité aux standards internationaux que la Roumanie s'assumait, le développement du système d'asile et, simultanément, la prévention et le découragement et la sanction d'abus d'utilisation de la procédure d'asile; le chargement d'un rôle par notre pays dans le cadre de la coopération régionale et internationale au domaine de l'asile, inclusivement par la contribution au développement des systèmes d'asiles fonctionnels au l'ouest et au sud-ouest de l'Europe. Une attention différente est accordée au modalité d'information et de sensibilisation de grand public au regard au problème d'accueil de personnes qui ont besoin de protection internationale.

La politique qui regarde l'intégration sociale des étrangers a comme objectif principal le maintien de la participation de ceux à la vie économique, sociale et culturelle, respectant, toutefois, l'identité culturelle des étrangers qui ont le domicile ou la résidence légale sur le territoire de l'état roumain.

Toutes les mesures en ce domaine ont la mission de appuyer les relations de confiance et responsabilité réciproque entre les étrangers et la société roumaine. Les mesures adoptées par l'état roumain suivent, en principal, l'intégration sociale des étrangers par: leur engagement en travail, l'accès au système d'assurances sociales et assurances sociales de santé, l'accès à une habitation, aux services médicaux, l'accès à l'éducation et à l'enseignement de la langue roumaine; la facilité de la langue roumaine; la facilité d'intégration sociale, en maintenant en même temps l'identité culturelle des personnes étrangères. D'autre part, la politique de notre état d'un certain point de vue, soutient la valorification du potentiel individuel des étrangers, pour que ces-ci deviennent membres actifs des communautés locales et de contribuer au développement de la société en général.

Une attention spéciale est accordée aux étrangers qui appartiennent aux catégories de personnes vulnérables : des victimes de la persécution sur base de sexe, des mineurs non accompagnés, des victimes de la torture, des personnes âgées. Est important connaître que le grade d'intégration des roumains dans la société roumaine dépend par plusieurs facteurs, et l'un de ces est représenté par l'opinion publique et d'attitude des roumaines, qui sont capables de contribuer à l'encouragement ou non – stimulation des futures immigrants.

La responsabilité de la coordination des programmes d'intégration pour les réfugiés et des autres personnes dont ont été accordé une forme de protection revienne à l'Office National pour les Réfugiés (O.N.R.), institution responsabilisé avec l'application des politiques du Gouvernement de la Roumanie en le domaine d'asile. Par échange, l'application des programmes d'intégration sociale des réfugiés se fait par la collaboration O.N.R. avec les autorités centrales, locaux et les organisations non-gouvernementales. Le personnel engagé au cadre des services de santé, éducation, et engagement au travail est préparé adéquat pour respecter les différences de langue, culturelle, religieuse, physique, et psychologique des autres personnes étrangères qui sont en proces d'intégration sociale en Roumanie. Reconnaisant le fait que l'acquisition de la citoyenneté roumaine peut faciliter le proces d'intégration des étrangers en notre société, l'état roumain assure l'accès de tous qui ont le domicile ou ont le résidence sur le territoire de la Roumanie à la procédure d'obtention de la citoyenneté roumaine.

La politique qui regard le retour des étrangers/le rapatriement volontaire a comme objectif général l'évolution de le niveau d'action de l'état pour le combat d'immigration illégale. D'autrement, la politique efficace de retour est une composante de base du management de l'immigration.

L'état roumain promouvait le rapatriement volontaire comme une variante préférée au retour forcé, et offre aux étrangers intéressés, des services de conciliation et des programmes spécifiques de retour volontaire assisté.

Un autre objectif fondamental est la facilité de retour des étrangers au pays d'origine ou de domicile par l'achèvement d'accords de readmission avec autres états, surtout celles qui ont un potentiel migrateur élevé. En ce but, sont prévus l'identification et l'attraction de sources de finance externes, précisément par la coopération des états membres de l'Union Européenne, qui ne veulent pas que la Roumanie devenir un pays de transit pour les émigrants qui finalement suivent arriver aux pays occidentales. La Roumanie soutient la nécessité d'achèvement d'accords bilatéraux en ce qui regarde la non-admission des citoyens propres et ces d'autres états.

La détermination des étrangers qui habitent illégalement et ceux-ci qui ont des sollicitations d'asile repoussés pour quitter le pays se applique, d'un cas en cas, par des mesures stimulatives ou restrictives.

La coordination des toutes activités liées de l'application de la Stratégie nationale de Roumanie qui regarde la migration, revient au Ministère de l'Administration et d'Intérieur, par l'Autorité pour les étrangers et l'Office National pour les réfugiés. L'application de cette stratégie suppose une coopération interinstitutionnelle entre le ministère évoqué et les autres autorités publiques centrales et locales, d'organisations non-gouvernementales et internationales.

Bibliographie sélective :

7. Banta, Carmen *The Clandestine Emigrants between the Illegal Statute and the Disire of Interegration. Study Research Bruxelles*, în Revista Universitara de Sociologie, Anul V, nr 1/2008, p. 139-143
8. Pescaru, Maria *Noțiunea și formele de control în administrația publică*, în Buletinul Științific, seria Socio-Umane, (vol.I), Editura Universității din Pitești, Pitești, aprilie 2004, p. 157-163, p. 6
9. Pescaru, Maria *Drepturile omului și strategii antidiscriminatorii- Note de curs*, Universitatea din Pitești, 2007, 68 p.
10. Pricina, Gabriel *A General Outlook of the Demographic Phenomena in Romania*, în Revista Universitara de Sociologie, Anul V, nr 1/2008, p. 160
11. Toanchină, Camelia - *La migration internationale et les politiques sociales*, L'édition Lumen, Iași, 2006
12. Sandu, Dumitru - *La migration circulatoire comme strategie de vie*, dans la revue *Sociologie roumaine*, serie nouvelle, nombre.2/2000
13. Sandu, Dumitru - *La migration transnationale des roumaines sur la perspective d'une recensementde la communauté* , dans la revue la *Sociologie roumaine*, serie nouvelle, nombre.3-4/2000
14. Sandu, Dumitru (coord.) - *L'habitation permanente à l'étranger. La migration économique des roumaines*, La Fondation pour une Société Ouverte , București, 2006
15. Serban, Monica; 16. Stoica, Melinda - *Politiques et institutions en migrtion internationale: la migration pour travaille de Roumanie: 1990-2006*, La Fondation pour une société ouverte, București, 2007
17. *** - *La Stratégie Nationale qui regarde la migration*, publié dans Le Moniteur Officiel de la Roumanie ; nombre. 406 de 6 mai 2004.

THE EVOLUTION OF THE TERM AND IDEA OF CULTURE

Constantin CRAITOIU

Assistant Professor

University of Craiova, Sociology Department

constantin_craioiu@yahoo.com

Abstract: *The way in which it was created the notion of culture show us its linguistic transformations and the specific of the culture that created the word "western culture". In order to understand the position of the actual studies in social sciences, that are referring to culture, and to form a part of our cultural convictions, we need to know the evolution of the term "culture", till the XXI century.*

Key words: culture, anthropology, function, knowledge, beliefs

The culture, as a social science, is approached from many prospects, meaning the object of sociological, anthropological, ethnological, political, psychological concerns etc. Culture is usually treated either as a whole, when the effort of knowledge aims to highlight it's internal structure, the constitutive elements, it's configurations, either from the angle of other aspects of social life when the behavior patterns, a community's own worth, its traditions etc. are used to explain processes and social, political or economical phenomena. The differences between culture is defined and understood do not depend only on the scientific positions after which they are formulated (if they are of culture's sociology or cultural anthropology), but especially on the way the outlooks regarding the nature of human society, the diversity of humans beliefs and habits, the differences between behavior patterns from one society to another are articulated.

In social sciences the term of culture is much more permissive than in ordinary speech, having a wider range of applicability and it can also represent culture through everything that is transmitted rather socially than biologically. The common sense of this term is usually linked to arts expressing on the other hand the ensemble of establishments which promote artistic manifestations but also a lifestyle, characterized by some cultural products consumption (literature, theatre, music etc.).

Generally speaking, culture embodies and perpetuates symbolical learned aspects of human society being an exclusively human attribute.

The ideas of social anthropology about culture are based more on Edward Tylor's definition from 1871. According to this definition culture is an accustomed complex of knowledge, beliefs, art, morality, justice and common laws¹. Although Tylor is among the first thinkers who scientifically valued the notion of culture, he had chosen a definition which underlines no difference between culture and civilization.

Considering the evolution of the European debates regarding the relation between culture and civilization, Tylor's beliefs have been heard only in French and English

¹ Gordon Marshall, *Oxford. Dicționar de sociologie*, Unviers Enciclopedic, Bucharest, 2003, p.146,147

literature, the roles of the German thinkers developing in the opposite direction between *Kultur* and *Zivilisation*. Thus, culture refers to symbols or worths and civilization can be found in the ways of organizing society.

There is an approach that brings together the content of culture and civilization which, from an archeological perspective, although it admits the human societies' character as a whole, it makes a distinction between material culture (or artifacts), practices and beliefs, non-material culture or adaptive, transmitted through learning and tradition.

In the 19th century Tylor and Lewis Henry Morgan founded the idea of culture as a product or aware creation of the human judgment. The raising of the reason and the existence of the creative spirit were thought to be superior expressions of civilization and culture. The morally superior worth's trend of progress was associated only to certain societies, which offered the possibility for the Victorian spirit to build a hierarchy of cultures and civilizations in order to justify the colonial activities of the Western civilizations, apparently of a higher status.

The modern ideas concerning culture appear between centuries in the work of field anthropologists as Franz Boas and tend to relativism. The aim is to describe, compare and put in opposition the cultures, more than establishing a kind of order among them, even though Boas and some further social anthropologists have also been interested in the process in which cultural transformations can be borrowed or transmitted between societies. This led to the development of ideas about cultural areas and North America's cultural ethnography, both absent from the British social anthropology. For the latter one, culture signified a collection of ideas and symbols which distinguishes from the social structure, this distinction having also a central spot in the European and North-American perspective of understanding the term.

In U.S.A. it is asserted that the concept of culture can furnish means of explaining and understanding human behavior, systems of beliefs, values and ideologies using cultural types of personality. Ruth Benedict is an exponent of this theory.

In cultural anthropology the analysis of the culture is made on three levels:

- learned behavior patterns;
- aspects of culture which operate under the level of consciousness (as the hidden level of grammar and syntax in language of which the speaker of a native language is rarely aware of);
- thinking and perception patterns which are cultural determined.

From a sociologic point of view, through culture we understand the ensemble of the models of thought, order and behavior that characterize people or a society and also the processes through which patterns materialize in objects.

Culture contains a set of standard answers to interact with the other members of the society. It explains how should a person behave with the family members, neighbours, strangers; what attitude should have when he or she attends to a funeral or a wedding; how should the person react when he is flattered or insulted etc.

For the members of a society culture represents something natural, but they cannot realize that until they interact with different cultures. No man can be seen as a social being, member of a society if he does not belong to a culture. The link between culture and society is so strong that some experts consider them equal. Though, there is a distinction from the concept point of view.

By culture we understand the ideal and material products of a group and by society we understand a relative independent group which occupies the same territory and has a common culture. So there is no culture out of a society and no society without a certain culture.

The many definitions given to the concept of culture highlight the culture's functions in social life and the most important are:

- **the adaptive function** – meant to assure the survival and adjustment of human beings to the environment conditions. This function helps humans to differentiate themselves from animals and, at the same time, to self-define by relating to the own nature and to the external one;

- **the acquisition and information stocking function** – consists in achieving and creating technical or scientific knowledge, economical, moral or other types, necessary to every society;

- **the function of community reproduction**, by handing down the cultural patrimony of human communities from one generation to another;

- **the function of social cohesion** – meant to bring together the members of the collectivity, to gather them around some common objectives or symbols and images;

- **the function of identity** – with the purpose to make some individuals recognize their membership to the social group, establish conventions and social codes in order to interact one with the other;

- **the function of socialization** – the transformation of each born or adopted by the community individual into a member by assimilating, learning and applying the norms, conventions, codes, systems of specific values;

- **the function of social distinction** – has in view to differentiate the individuals who belong to distinct environments, groups or classes, ethnic groups, minorities or cultural communities.

Words have their own history and at the same time write history to a certain extent. If this is true for all words, in the case of the term „culture” it is easy to check. The „weight of the words” is strongly linked to history which created them and then words themselves create history¹.

The manner in which the notion of culture was invented draws our attention upon its linguistic changes, pointing out at the same time, by covering every evolutive stage, the nature of the culture that created the word - the western culture. Another significant matter from a linguistic point of view is generated by the reality that, in many of the societies studied by ethnologists, there is no word to express culture (the way Europeans understand it). This doesn't mean that these communities have no culture, but its members tend not to have a critical concern towards their personal culture, its essential features or to define it.

In order to understand the current studies of the social sciences, dedicated to culture and also to clarify some of our cultural beliefs, we need to know the pathway that culture had until the 21st century.

First, we have to examine the origin of the word and secondly it is necessary to scientifically investigate the significance of cultural facts. Establishing the origin and the

¹ Denys Cuche, *Noțiunea de cultură în științele sociale*, Institutul European, Iași, 2003, p. 22

semantic evolution of culture will allow us to define the connection between the history of the word “culture” and that of ideas associated with culture along time.

In the social sciences the significance of culture is limited being colligated to the social life, in opposition with field culture, microbial culture, physical culture etc.

We will concentrate upon the value of the term „culture” in French language because it seems that its semantic evolution – that will later allow the innovation of the concept – took place in the French language during the renaissance century and then the word spread by linguistic exchange with other languages as English or German.

The term „culture” was registered at the end of the 18th century being associated (in accordance with its Latin etymological definition) with the crop cultures and the breeding of animals. In contrast with this significance the term will be improved starting with the 18th century¹.

At the beginning of the 16th the word it didn't have the significance of something cultivated but that of an action meaning cultivating the field. The figurative sense appears in the middle of the 16th century, by „culture” understanding the cultivation (developing) of an ability and the work done for its improvement. This figurative sense was hardly used until the end of the 17th century and it wasn't academically acknowledged, not being included in most of the epoch's dictionaries. Until the 18th century the evolution of the semantic context of the word is different from the evolution of ideas and it rather follows the natural evolution of language through metonymy (from culture as a state to culture as an action) and metaphor (from field cultivating to spirit cultivating), imitating in this context the Latin pattern of *culture*².

The term of „culture” with its figurative meaning began to impose itself in the 18th century. It was introduced with this meaning in the French Academy's Dictionary (1718 edition). At that time, the word was usually followed by an explanation of the objective: thus we will talk about „culture of arts”, „culture of letters”, „culture of science”, as if it's necessary to mention the field.

The term belongs to the Enlightenment vocabulary, without being used too much by the philosophers. *The Encyclopedia*, where we can find a large paragraph to the „culture of lands”, does not talk about the figurative meaning of „culture”. With all these, it is not ignored because we can find it in other paragraphs („Education”, „Spirit”, „Letters”, „Philosophy”, „Sciences”). Step by step, „culture” lost its annexes and ended by being used only to express the „moulding”, the „education” of the spirit. Then, using an opposite orientation, it went from „culture” as an activity (of teaching) to „culture” as a state of mind (frame of mind cultivated by teaching, the mood of the individual „which has culture”). This use of the term is acknowledged at the end of the century by the French Academy's Dictionary, that blames „the natural spirit and lack of culture”. This expression underlines the opposition between the „nature” and „culture” concepts. This opposition is organical in the illuminist thinkers' view, who perceive culture as a distinct feature of human species. For them, culture represents the sum of earned and transmitted knowledge by the entire humanity, along its history.

¹ Pierre Beneton, *Histoire de mots: culture et civilisation*, Presses de la FNSP, Paris, 1975

² Denys Cuche, *op. cit.*, p. 24

In the 18th century the word „culture” was always used at the singular number, which reflects the philosopher`s universalism and humanism: culture is defining for the Human Being beyond any distinction applied to countries and classes. Thus „Culture” is entirely subscribed to the Iluminism`s ideology: the term is associated with progress, evolution and education ideas, that are common for the epoch`s way of thinking. Even though the renescentist movement was born in England, it formed it`s language and vocabulary in France. The movement has easily extended in the all Western Europe, especially in metropolies, such as Amsterdam, Berlin, Milan, Madrid, Lisbon, Sankt Petersburg etc. The idea of culture reflects the moment`s optimism, based on the trust in the perfectible future of the human being.

Bibliography :

1. Agabrian, Mircea *Cercetarea calitativă a socioumanului*, Institutul European, Iași, 2004
2. Alexander, Jeffrey C.; Seidman, Steven *Societate și cultură*, Institutul European, Iași, 2002
3. Bădescu, Ilie *Sincronism european și cultură critică românească*, Dacia, Cluj-Napoca, 2003
4. Bădescu, Ilie; Dungaciu, Dan; Baltasiu, Radu *Sociologia și geopolitica frontierei*, Floare Albastră, Bucharest, 1995
5. Beneton, Pierre *Histoire de mots: culture et civilisation*, Presses de la FNSP, Paris, 1975
6. Blaga, Lucian *Trilogia culturii*, Literatură Universală, Bucharest , 1969
7. Cuche, Denys *Noțiunea de cultură în științele sociale*, Institutul European, Iași, 2003
8. Elias, Norbert *La Civilisation de mærs*, Calman-Levy, Paris, 1973
9. Georgiu, G. *Națiune. Cultură. Identitate*, Diogene, Bucharest, 1999
10. Iluț, Petru *Sinele și cunoașterea lui*, Polirom, Iași, 2001
11. Mihăilescu, Ioan *Sociologie generală*, Polirom, Iași, 2003
12. Iorga, Nicolae *Hotare și spații naționale. Afirmarea vitalității românești*, Porto-Franco, Galați, 1996
13. Levy-Strauss, Claude *Rasa și istoria*, UNESCO, Paris, 1952
14. Lovinescu, Eugen *Istoria civilizației române moderne*, Vol.I, Ancora, Bucharest, 1925
15. Marshall, Gordon (ed.) *Oxford. Dicționar de sociologie*, Unviers Enciclopedic, Bucharest, 2003
16. Mehedinți, Simion *Civilizație și cultură*, Junimea, Iași, 1986
17. Otovescu, Dumitru *Sociologia culturii românești*, Scrisul Românesc, Craiova, 1992
18. Otovescu, Dumitru *Filosofia și sociologia culturii*, Beladi, Craiova, 2004
19. Rădulescu-Motru, Constantin *Cultura română și politicianismul*, Scrisul Românesc, Craiova, 1998
20. Rădulescu-Motru, Constantin *Psihologia poporului român*, Albatros, Bucharest, 1999

FOCUSING ON CHILD. AN IMPORTANT SOCIAL VALUE PROMOTED BY THE CONTEMPORARY FAMILY

Codrina ȘANDRU
Senior Lecturer, Ph.D.
Transylvania University of Brasov
codrinasandru@yahoo.com

***Abstract:** The paper treats some of the most important changes of family life during the last century. Moreover the paper focuses on a very important social value which is representative for the cultural model of the modern family: focusing on child. There are also some cases that illustrate the main sociological ideas sustained in this paper.*

Key words: family, model, role, children, conflict

I. Introduction

In this article I intend to present some of the fundamental changes that marked the family life among the last four-five decades, changes that brought a new family model (or some new family models), where the values that sit to the bases of the relations between the husbands, between the children or between the nuclear family and the extensive family are enough different of the ones that functioned six-seven decades ago. It is the reason for which the ordinary people make analyses and comparisons or they ask themselves if something fundamental was lost, if “then” wasn’t better or if, contrary, something essentially is won. It is the reason for which the grandparents don’t always agree with the way in which their nephews receive the education, having sometimes, the feeling that they are unimportant in their lives. It is also the reason for which the divorce is seen as a solution, not only as a drama and for which a young unmarried mother is not marginalized and stigmatized in the community where she lives.

I inserted, during this material, some illustrative cases for the theme treated here. They are fragments from the interviews that I realized with other occasions, being either written passages made by people that I personally know and that I requested short stories as story telling, interesting for the contemporary family issue.

II. General aspects in the family dynamic studies

To talk about the family from the sociological point of view it means to surprise the essential coordinates in the structure and in the function of this socio-universal institution, together with the identification of the changing main forms and the mechanisms inside the family groups. Many sociologists realized fundamental researches that describe these aspects. The family represented a central theme even from the birth of the sociology as a science, being considerate *the base unit* of the social life or even a *reproduction in miniature* of the society, that conditions it and that is conditioned, in its turn.

The family was and is analyzed paradigmatically in sociology: **the functionalists** put in evidence *the family functions* and the *specific roles* inside the family groups; **the people that interact** put an accent on the importance of the communicative and interpretative processes, where the members of a family model themselves, adopt common definitions and build an own under world; the people that come **in relation** with the others see the family as a central nucleus inside of some larger *social networks*, and **the conflict people** say that the family reproduces, on a small scale, a lot of inevitable conflicts in the global social system (powerful conflicts, property conflicts or competitions for autonomy and favors), but where the members adopt also cooperation models for survival.

Of course, the variety of the family life forms is very big and with all that, the family exists in all kinds of society. The families differ on many criteria: the number of the members and the family structure, the resident establishment model for the new couples, the exert model of the authority inside the family, the transmitting form of the fortune.

A main preoccupation of the family sociology researchers was and it still is the study of the **family dynamic**, having as an objective the identification of the changes that come in the family models among the time and the comparative analyses achievement on different periods of time and between different areas of the planet. These kind of researches put in evidence many important changes maid in the contemporary societies, and we can talk about a new family model, specific for the beginning of the third millennium (Giddens [2002], Simon [2002], Goody [2003]), with the following main characteristics: the diminution of the marriage installment, the diminution of the children's number and the increasing of the mother's medium age at the first birth, the increasing of the birth installment outside the marriage, the increasing of the divorces and remarriages installment, the increasing of the occupied married women's number on the working market, the increasing of the children's quality care, the increasing of the medium welfare and the increasing of woman's contribution on this welfare, the diminution of the large family influence on the new couples, the general extinction of the children rights.

The trend that marked the European society evolution from the last century was **the family core**. Even if it was demonstrated that this family form it is older than it thought it could be (Giddens [20002]), although, in many societies that followed the industrial development trend was produced the spreading from the extension family to the nuclear family. This phenomenon meant the spreading of the family model made by parents and their children, with separated residence from the rest of the relatives, a phenomenon that was produced in close connection with the urbanization and the industrialization processes, that created new life spaces, working and educational spaces for the young generations.

In the XIX century and in the first part of the XX century, in the European societies and in the ones with influences from the European culture it was generalized the so called model of the "traditional nuclear family", where the husband represented the main house income source and the main authority source in the family, the wife was occupied, mainly in the household and it was responsible for the minor children growth, the age of the partners at the first marriage was relatively low , the children number was relatively big and the divorce installment was low.

Starting with the 70's, this familial model registered an important regress, once with the "increasing women weight occupied in permanent activities outside the family" (The Dictionary of Sociology, 1993, p. 239-240). The women's implication on the work

market and the wonderful increasing of their instruction level had significant consequences on the family life, but also on the social life in ensemble: the diminution of the fertility installment, the roles' redistribution in the family, the development of the support services for the children's growing (baby-sitting, crèches, kinder-gardens), for the achievement of the domestic duties (cleaning), but also for the active woman's personal care (beauty shops, fitness). In the specialty literature appeared the concept of "a family with double carrier", meaning the situation in which, in a nuclear family, the father as well as the mother build their professional careers of success. In these kinds of situations the couples often decide to postpone the birth of the children until they touch some standards in their professional careers.

III. Values promoted in the modern family: focusing on child, autonomy and expressing the affectivity.

The distinction *traditional-modern* is absolutely relevant in the family sociological analyse, because it is considered that the fundamental mutation in the family evolution is the one from traditional to modern. (Rotariu, Iluț [1996]).

The reflections on the social values promoted in the modern family are placed into a larger discussion on the worth-attitudinal matrix and on the conceptions about life, marriage and education – themes that are presented in many sociological studies, anthropology or social psychology studies. **Social values are understood, in this context, as general ideas about what is good, what is desirable and good to be followed in the society.**

Taking about the "family values" in the contemporary societies, the English sociologist Anthony Giddens talks about the existence of a debate between the supporters of the "classic" family and their critics. (Giddens [2000]).

The first ones, being worried about the explosive installment of the divorces, about the liberal attitude upon the specific sexuality from the last decades and the replacement of the principle of the *duty* upon the family with the one of the looking of the personal happiness, urge to the rediscovering of the life's moral sense on the traditional family model, being characterized by order and stability.

The others, the firsts' critics oppose themselves to the returning to the old patterns and promote the diversification of the family life forms and the sexual life forms. In this way, they say, the people can avoid many from the pains and the limits of the past.

Giddens declares cautious upon the both opinions. Neither one, nor the other reflects a viable tendency, but rather "we have to try to reconcile the individual liberties that we got to precious them in our personal life with the need to form stabile and long relations with other people"(ibidem).

In other words, let's not wait for to the disappearance of what we called today "a family" and let's not wait for its replacement with an unsuspected human life together form, but let's not think that people will give up to the free choice of the marriage partner and to the autonomy in the decisions that affect the life's couple or the sexual orientation. And this not only because "the families from the past had too many oppressive sides as they can be a model in present, but because the social changes that transformed the old marriage and family forms are irreversible. The women in a bigger number don't come back to the domestic life that they left with so much pain. The sexual associate and today's marriage "for better or for worst", aren't what they where before. The emotional

communication, especially the active creation and the maintenance of some relations became the center of our life, in the personal and in the familial domain” (ibidem, p.183).

The autonomy is one of the main values promoted in the modern family. I consider that, in the perspective of an operational approach, this concept can be understood from the perspective of two important dimensions: **the liberty of the decision** and **the separation of the extensive family**.

The liberty of the decision considers the human, as a rational subject, capable to decide when and with whom to be married, to marry or not, what kind of form should have the cohabitation with the chosen person (classic marriage, consensual union, homosexual union) or how many children they must have and when they should be birth.

It is known that in the family traditional model, these things were generally established by other persons than the man himself. The parents and other relatives had a major role in choosing the marital partner, and the cultural model imposed a certain desirable family form. The deviation from this form was sanctioned in the traditional communities (for example, to be *an old woman*, or worst, to have *a love child* were undesirable situations in the Romanian traditional communities – and not only!)

In the modern family, the partner is defined as the most important “other” for the person (Zanca, 2006). The modern couple is build in the impart love feeling base. The erotic love feeling constitutes, in this familial model, the foundation reason and the marriage lastingness. “In the old Europe, usually the marriage began as an arrangement regarding the propriety [...]. Few couples had married *by love*, but many of them got to love in time, meanwhile they managed together the household, they raised children and they shared the life’s experiences [...]. By contrast, in the bigger part of the modern Occident, the marriage *begins* with love” (Boswell [1975], Giddens[2000], p.157). The liberty of the decision in the modern family means also the legitimacy of the permanent negotiations between the partners and of the roles’ inter exchange, fact that was generated by the woman’s emancipation and by hers rights recognition. In this way, the decisions are taken together by the partners, and the domestic roles are taken also by the husband (the implication in the children’s raising and education, the implication in the household’s duties).

All these changes in the family life are overlapping over the separation tendency on the extensive family. The new families choose frequently to live separate by their parents or by other relatives. This option means not only the establishing of a neo-local residence, but also the large family diminution on the unfolded life in the new family. “The grew reticence” of the children, becoming adult persons, to live together with their parents doesn’t mean a “rupture” in the relations’ level with the extensive family. The reciprocal help between the generations gets new forms and it is a real fact, registered in the family sociology studies. (Zanca[2006]).

The liberty of the decision, associated to the extensive family influence diminution, means also the determination’s possibility on closing the marriage, in the case in which the partners consider that it is not going anymore. The divorce’s big number from the contemporary world finds viable explanations in these specific trends of the family life: if the love feeling diminutions and if the negotiations don’t work anymore, the partners may decide, for their own the divorce solution.

The affectivity expression is strongly valued in the modern family, which “gives a remark” to the traditional family (Zanca[2006]), meaning that it promotes the affectivity as

an important resource, being necessary in the relation between the partners, as long as in the relation between the children. There are authors (Hunter[1998], Zanca[2006]) that explain the adoption by the modern family of an affective expression of the pattern as a solution to the macro-social transformations. So, in a more competitive and unpredictable world, people find the refuge in the family seen as a place of safety, where they focus the affective energies.

The family is a form of a human community, and the community is – after Zygmunt Bauman, postmodernist theoretician – “a warm, pleasant and comfortable place”, where “we are understanding good one with the other, we have trust in what we hear, we are safe most of the part of the time and we are seldom confused or surprised” (Bauman[2001]). The affectivity expression is seen also as a fundamental condition of happiness in marriage, of the couple’s durability report.

As for the children, the affectivity expression is a modern family “base norm”. Showing affection to the children, telling them that you love them, kissing them and embracing them represent – the psychologists of our life sustain this – an important condition for their development, for earning their confidence, for their psychic balance and for the family life harmony. This value associates itself with the non-violence promotion. The specialists, the authors of scientific treaties in the education sciences or the great nannies from the TV channels teach us how to treat our own children with respect, to show them our love and to punish them, to resort to the sanctions according to their age and to their understanding capacity (not using the violence).

Our grandparents used to say: “Kiss the child only when he sleeps!”, “If you spoil them they forget their manners!” or “Where the mother hits, new meat is growing”. These educative principles are marginally today, in the educative models. The special literature assures us that we won’t have rebel children if we are going to tell them three times a day that we love them or if we play with them. Contrary

Focusing the child is other registered tendency in the life of many contemporary families. The fundamental social mutations that marked the last decades in the developed countries and in the ones ready to develop got to the significant diminution of the birth rate, consequence to the changing of the woman’s social status and of the family planning proliferation methods.

Many of today’s parents choose to have one or two children, in difference to the traditional family, where the children’s number is significantly bigger. The diminution of the birth rate is associated with a heighten quality concerning the children’s raising. The occidental family – Lawrence Stone said, a historian sociologist, ever since 1977 – “is a group where there function strong emotional alliances that are enjoyed by a heighten intimacy level and they are preoccupied in raising children” (Giddens[2000]).

The modern family promotes the children’s worth and the investment in their education. Frequently, the couples or the lonely persons decide when to bring a child on the world, and this event is extremely important for the parents and for the extensive family, being marked and celebrated as such.

Case 1: M.S., man, 30 years old, attorney, Fagaras – an interview fragment realized in January, 2008.

“It was an extraordinary moment when Alexandra was born. We wanted very much a child and we’ve prepared serious for her birth. Normally, after the moments that rummaged me at the maternity, when I hold her in my arms just exactly after she was born, it followed the nights when I have celebrated with my friends, my godparents, my grandparents, my uncles and my aunts...I prepared her the room, I painted it in warm colors and I put little stars on the walls, I made everything for her to feel great, happy being at home. When she had two months we baptized her, a truly party at the restaurant, with all our friends and all the family, including the cousins from France that came especially for the event. She is a lovely girl, the dad’s girl! She’s quiet, adaptable, we take her with us in many places we go and we already made plans for trips and vacations in Europe, together although she doesn’t have a year.”

We have to know that not every time is happening something like this. In the traditional family, the birth of a child was seen as a normal thing, and the family life rhythm didn’t suffer major changes with this occasion. For the children there weren’t “special conditions”: colored rooms and full of toys, scientifically programs with different kinds of alimentation and special socialization hours - as there are now in the occidental societies. The parents didn’t adapt to the children’s needs, but rather the children adapt themselves to the parents’ conditions, the family’s conditions and the community ones.

We can compare, for instance, the case presented up (Alexandra’s father) with the reports from the following cases, of two peasant mothers from the postwar Romanian rural.

Case 2: Livia C., 75 years old, widow – an interview fragment realized in 2002, Dragus, Brasov County

“When Viorica was born, my second daughter, I was alone in the house. It was after Saint Mary’s day, in august 1948. Everyone was gone to work. The pains started and I ran away to Livia Ghicu to call the midwife. The midwife came quickly, she was very able. And we went in the house, on the floor in my knees. So like this I gave birth to her. A girl! The second girl! When the family came at home in the night I told them: “well we have another girl!”. In the second day I went out because I had to work, to feed the animals and to go in the garden. Who should work in the household? You couldn’t stay in bed as nowadays. You had to feed the child and then you had to go to work, that was the order of that time.”

Case 3: Maria J., 72 years old, housewife – an interview fragment realized in 1996, Dragus, Brasov County

“I had nine children. I mean nine children alive, because I had all eleven, but two of them died when they were little, they were twins and they didn’t live. Firstly the girls were born, and then two boys. The older girl has now 53 years old and the younger of the boys has 21. What can I tell you; when they went to school I didn’t have time to spend with them. I let them taking care one of each other. For example, when Zenovica stood at home [the biggest daughter of mine], before she was married, she took care of the little ones. When the boys were at school, because they were dodgers, Ana and Dora were the ones that checked their notebooks. The girls were cooking too, when I didn’t have time. And at the field I took them always, even if they wanted or not, they didn’t have anything else to do. But they were all nice children and they didn’t angry us. And today, they all are coming and they filled up the yard, they stay around the table and they all are good.

In the traditional families case, the fertility grew rate was set up on the cultural norms. The children were looked as a gift from the divinity, but there were also pragmatically valences involved in this familial model. A bigger number of children meant more work power in the household and also, support for the parents when they were old. The older brothers took many of the parents’ roles especially the educative ones in the relation with the younger brothers.

Today, the majority of the European states give to the mother (or to the father) paid vacations for the child’s growing, and the social services (crèches, kinder gardens, schools, educational programs, medical assistance) that involve the care and the education of the children mean basic elements of the public politics.

Besides the formal education (from the kinder gardens or from the schools), the parents manifest their preoccupation for the raising and the education of the children in many ways: choosing a quality personal that takes care of the children during the parents’ working program, investing in supplementary activities (sportive, artistically, learning of a foreign language) or by implicating together in the study activities or free time (trips, vacations, cultural and artistically events, family events).

The thematic regarding to the raising and to the education of the children created, at the specialty preoccupations level, two main orientations: one of them, known in the specialized literature as “the perspective focused on the child”, upholds on an important thinking tradition, having as forerunners and founders as Jean-Jacques Rousseau, Maria Montessori, John Dewey, Jean Piaget. The adepts of this perspective sustain that the priority in the children’s education should not be our own ambitions and objectives bounded by our children’s future, but supporting them in developing the capacities that they are gifted and the attention given for cultivating their own interests and “spontaneous feelings”. According to this perspective, “our mission consists in offering to the child the occasion of learning what is the most important for him and then step aside and allowing understanding the things for their own.” (Crain[2003], p.18). These educative principles sit at the base of the Waldor’s schools system, where the premise is the one to develop the child’s own interests and to let him to discover.

The other orientation, so called “standard’s current”, has at the basics the idea of preparing the children for the future, offering knowledge necessary packages and forming abilities without of what they couldn’t integrate in the society. This is the official current were the educational systems of the develop states and the ones in course of developing are based, where the children are instructed on some basic standards generally accepted and were their performances are measured by tests. At the family educational level, this orientation is translated by the parents’ concerned of teaching the children – under the word’s domination “it must” – as many things as they are considerate useful for their future as social beings.

No matter which is the dominating orientation in which the parents’ principles and conducts from nowadays places, the preoccupation for life and, evidently for the children’s future represents a fundamental value of their own existence. Paraphrasing the lesson that teach us for many years by the great American doctor Benjamin Spock, a child raised for having dreams won’t miss the opportunities in the future (Spock, 2000). A child raised for learning to be happy won’t miss the occasions to be happy.

Instead of conclusions, I will finish this article with the narration of a very good friend of mine, about the life’s principles of her family. It is an illustrative and synthetic case, I think, about the social values promoted in the modern family.

Case 4: E.V., 35 years old, engineer, married, two children, Brasov – story telling “Life principles in my family”

“It is not easy to write what you feel. It is easier to say orally or by gestures and facts, so I’m sorry if I don’t make myself understood”

Describing the social values promoted by our family, I think I should write for years. Indeed, some of them are inherited from the childhood family, others are taken from the experienced models around us and the rest are discovered and adopted during our lifetime, by family with children.

The first principle, before the existence of our first child, was the one of reciprocal respect one to each other, that involves also the respect given to the parents and their families. This respect means actually communication, friendship, understanding and of course love – reciprocally.

In the moment in which our first child came, the life already got a new sense and it became complex. I understood then how important is to adapt us also to the new born personality and not to try to adapt only him to our family.

Of course that for a health and beauty rising of the children the most important is to love them with all your heart and to show them your love every moment. We didn’t have an isolated life or different upon the period before but contrary we involved the children in different family activities or the group ones, activities that didn’t affect the health development.

I tried to develop the feeling on the faith in God explaining them, at their level, that believing in something good it can only help them. Now I let the time to help them understanding actually what faith is, I was trying only to be an example for them.

I have never neglected in the family the meal’s tradition and the cooked meal tradition with passion for the dears.

What we are doing, as people, is reflecting upon them. That’s why they have to have as an example in the family the care for the body, mind and soul.

The relation with the grandparents must be maintained, being very important in the children's developing, in molding some remembers, knowing the old men and the forefathers, knowing their origins.

Many times we try to offer what we didn't have in our childhood. I don't know if it is good, but life is going to demonstrate it.

There are many things to be told, but the most important, we believe, are **love and respect**. The respect that we preserved and that we praised involuntary and love that fills up our life for better or for worst.

Thank you very much for the patience for reading and understanding the things related up from not such a big experience. While we are living we are learning!

A motto of our life (taken from sport): "You win – go on; You lose – go on!"

Bibliography:

1. Bauman, Z. (2001), *Comunitatea. Căutarea siguranței într-o lume nesigură*, București, Editura Antet
2. Crain, W. (2003), *Dreptul la copilărie*, București, Editura Lucman
3. Giddens, A. (2000), *Sociologie*, București, Editura Bic All
4. Goody, J. (2003), *Familia europeană – o încercare de antropologie istorică*, Iași, Editura Polirom
5. Iluț, P. (2005), *Sociopsihologia și antropologia familiei*, Iași, Editura Polirom
6. Law Nolte, D.; Harris, R. (2006), *Copiii învață ceea ce trăiesc. Educația care însuflă valori*, București, Editura Humanitas
7. Rotariu, T.; Iluț, P. (1996), *Sociologie*, Cluj-Napoca, Editura Mesagerul
8. Spock, B.; Parker, St. (2000), *Îngrijirea sugarului și copilului*, București, Editura All Educational
9. *** Simion, M. (2002), *Familia în Europa între anii 1960 și 2000*, în revista Calitatea Vieții, nr. 1-4/2002, București, Institutul de Cercetare a Calității Vieții
10. *** Voinea, M. (2006), *Familia românească în tranziție*, în Revista Universitară de Sociologie, anul II, nr. 1-2/2006, Universitatea din Craiova
11. *** Zanca, R. (2006), *Present Changes and Tendencies in the Family Working*, în Bulletin of the Transilvania University of Brasov, vol. 10(45), series B3, Transilvania University Press, Brasov

HEALTH INDICATORS

Luiza TĂMĂȘANU
Assistant Professor
Transilvania University, Brasov
tamasanug_79@yahoo.com

Abstract: *The state of health is a fundamental resource for persons as well for the society, being an important factor for the social development and for rising the economical level of a society. A sick society is less productive, and this is an obstacle in economical development and it takes high costs for curing, finally paid by the beneficiaries. Cristina Dobos noted “a sick society could cost more the budget due to the consequences in long term, rather by resolving some health problems in the target points in present” (Zamfir, 2006, 230). Therefore, the population health state is a social state which can negatively affect the good functioning of the society or the person condition, inscribing itself in this way in the social problem category, and the analysis of this indicators draws attention to the necessity of implementation of some health politics and especially for educating the persons with the goal of preventing the apparition of certain affections or chronic diseases.*

Key words: health, diseases, social development, indicators, health politics

1. How to measure the state of health?

There are more categories of indicators by which this phenomenon can be measured. Depending on the method of measure there are objective indicators and subjective indicators. The objective indicators, regarding the measure of the state of health are based on the measure of this state in time while the subjective indicators depend on the evaluation of the population’s opinions with regard to the conditions that lead to the state of health. For example, the measure of the number of ill persons from one population is an objective indicator, while the registering of the opinions regarding their own health is a subjective indicator. The subjective indicators must be used with precaution, allowing the identification of specific sides of “social consciousness” and under no circumstances should they be used as replacement for the objective indicators.

Depending on the characteristics that they measure, there are system indicators (global) and individual indicators. System indicators give information regarding the state of health at the level of population: crude mortality rate or rate of morbidity at the level of the population of the whole country. Individual indicators are aggregate indicators that include information about persons, highlighted by summing up all the information about those persons. For example, an individual indicator could be calculated based on some data from a research in which the persons included in the sample are questioned about a series by physiological symptoms. Totalizing the results for a measured item it results an indicator of the state of health.

Depending on the method of analysing the data, there are direct indicators and indirect indicators. Direct indicators rely on direct measurements of the variable itself, while indirect indicators rely on approximations or on indirect relations with other variables. For example, the state of health can be measured by direct indicators: blood test, symptomatology etc. In the same time, the state of health can be measured indirectly by

death rate. The problem is that the indirect indicators can change their value without the state of health changing its value. It is possible that death rate decreases but the state of health of the persons doesn't decrease, in other words there are fewer people who die, but their sickness level is the same.

Not to be omitted the fact that when specialists from medical sociology analyze the problem of a person's state of health in their correlation with different factors, especially indirect-subjective or objective indicators are being used. The persons must declare if there are some symptoms or if they do or do not certain activities and depending on those results it is determined the sickness level of the persons. For example, a component of the state of health is "physic health". The subjects declare if they can do certain activities, their physic mobility, if they can move without pain or discomfort, and depending on their responses they are included in different categories of health. Although the measuring indicators look like they are objective, because they measure real facts, they are rather subjective indicators, because they represent the mode in that the persons perceive that they can do certain things. An older man can declare that he has good physic mobility, but by a point of view of the younger person that older man has bad physic mobility. His opinion can be justified by the fact that he is comparing himself with other persons of his age. Anyway, these kinds of indicators measure much better the state of health than subjective indicators, which express globally the satisfaction by their own health.

2. Objective indicators of the state of health.

As a rule we can say that the state of a person's health is measured by general mortality rate, infant mortality rate, life expectancy and morbidity. The infant mortality rate supposes the knowledge of deaths until 1 year. Although apparently it is easier to calculate these indicators, problems appear because the number of deaths is affected by errors of registrations bigger than at other ages, because a series of infant deaths, especially those from the first birthdays, are not registered as they are.

Also the crude mortality rate has some difficulties, because it includes the influence of the age structure. A population A, which has an age structure grown old, will have a mortality rate bigger than a younger population B, but this one does not mean that population A is less healthy than population B. This indicator can be use especially for comparisons between populations with similar age structures. However, this indicator can offer general information about the state of health in a population.

Other indicator that measure the state of population health is morbidity, "that measures the frequencies of ill cases new registered in a certain territory an in a certain period (month, semester, year) by territorial health centres or enterprise health centres and reported by medium number of population". (Novak Andrei, in Sociology dictionary -online).

The life expectancy is an indicator of the state of population health and an "inverse" indicator of mortality depending on the calculations made on the mortality table.

The life expectancy is "The medium number of years that has to live from now one a hypothetic cohort's member at the moment of his birth, considering that he will continue having, at each age, the intensity of mortality caused by real population in the year when was made the mortality table." (Trebici, 1982, 60).

The author mentioned above presents more concepts that refer to the same indicator: *medium life* (medium age) or *medium length of life* or *life expectancy at birth*.

The life expectancy can also be determined at other age not only at birth, that is why the exact name is *life expectancy at age x*. A different concept from life expectancy is length of life that refers to “the maxim number of years that a life form is able to live. (Agabrian, 2003, 271).

The length of life of a person can not be measured with precision because it does not exist a way to calculate the superior limit of life. Referring to the same concept Vladimir Trebici names it *longevity*, which is considered by most specialists in biology to be approximately 110-115 years. It is considered that in the absence of different risks of death the people should normally reach this age.

Table no. 1: Main indicators of measurement of the state of health.

		Health indicators		
		Objective		Subjective
		Indirect	Direct	Direct/Indirect
Mortality Indicators	Main	Life expectancy	Healthy life expectancy	Indicators measured: trough opinion scale: -global indicators (regarding to the general state of health) -sectorial indicators (regarding to the dimensions of the health’s state: mobility, rapidity, pain etc.
		Infant mortality	Morbidity	
		Crude mortality rate	.....
		<i>Modal age death</i>	.....
	Secondary	<i>Median age death</i>		
		<i>Indicators of ensuring with human resources (doctors, pharmacist etc)</i>		
		<i>The access to medical services</i>		
	<i>Incomes allocated to health</i>			
			

There are two other indicators that refer to the same demographic phenomenon (mortality) and give in this way information as well about life expectancy and state of people health: *normal life and probable life*.

Probable life, also named *median life*, “is the age when the numbers of survivors diminish at half “or in others words “is the length of life that a new born child has one chance out of two to pass over” (Trebici, 1982, 61).

The normal life, also named *modal age death*, is “the age when most deaths occur” (Trebici, 1982, 61).

From all indicators of mortality, life expectancy is the most used, because it synthesises the level of population mortality at all ages. At the same level also is infant mortality rate because there is a major effect to life expectancy, the death of children with age until 1 year meaning the loss of many years of potential life. The life expectancy

reflects the mortality at all ages; therefore an increase in the life expectancy is caused primarily by the diminution of infant mortality.

2.1. The analysis of objective indicators

2.1.1. Direct indicator

2.1.1.1. The healthy life expectancy.

This indicator (Healthy Life Years-HLY) measures how many years a person has left to live according to his/her age, without any severe or moderate limitations due to health problems, in other words without disabilities. This indicator is calculated by the Sullivan method (the most famous -1970) and combines mortality data and morbidity data. This method is also used by Eurostat. In the mortality table, based on which life expectancy is calculated, at the rubric “deceased” are also included the persons which have severe or moderate health problems and whose daily activities are limited to at least six months.

The mortality data is extracted from the mortality table and the data regarding morbidity is based on superior measurement. The European Commission used a questionnaire for data regarding morbidity. Some countries did not take part of this research so in the table regarding this indicator there is not data for all the countries from the European Union. There is no data regarding healthy life expectancy for Romania neither.

Table no. 1: Healthy life expectancy and life expectancy in UE in 2005.

Country	Healthy life expectancy at birth	Healthy life expectancy	Healthy life expectancy at birth	Healthy life expectancy
	men		women	
EU-25	61.1	75.9	63.0	82.0
BE (2005)	61.7	76.2	61.9	81.9
CZ (2005)	57.9	72.9	59.9	79.2
DK (2005)	68.4	76.0	68.2	80.5
DE (2005)	55.0	76.7	55.1	82.0
GR (2005)	65.7	76.8	52.2	81.6
EE (2005)	48.0	67.3	64.1	78.2
ES (2005)	63.2	77.0	67.2	83.7
FR (2005)	62.0	76.7	63.1	83.7
IE (2005)	62.9	77.9	67.0	83.8
IT (2004)	65.8	77.9	67.0	83.8
CY (2005)	59.5	76.8	57.9	81.1
LV (2005)	50.6	65.4	53.1	76.5
LT (2005)	51.2	65.3	54.3	77.3
LU (2005)	62.2	76.7	62.1	82.3
HU (2005)	52.0	68.7	53.9	77.2
MT (2005)	68.5	77.3	70.1	81.4
NL (2005)	65.0	77.2	63.1	81.7

AT (2005)	57.8	76.7	59.6	82.3
PL (2005)	61.0	70.8	66.6	79.3
PT (2005)	58.4	74.9	56.7	81.3
FI (2005)	51.7	75.6	52.4	82.5
SW (2005)	64.2	78.5	63.1	82.9
UK (2005)	63.2	77.1	65.0	81.1
NO (2005)	65.5	77.8	63.6	82.7
ISL (2005)	66.9	79.6	64.5	83.5

Source: Eurostat on-line Database

It can be noticed that there are differences of approximately 5-7 years between the two indicators and 8-9 years for women, against the life expectancy. In other words, people live approximately 5-9 years in bad health conditions. It can be noticed that women have a longer life expectancy than men, but their length of healthy life expectancy is lower than the one of men.

2.1.1.2. Morbidity

It refers to the cases of sickness. Here there are more indicators regarding to the same thing but expressed in different ways

- “New” cases of sickness: it takes into account only the sick that were discovered in the course of the year. There are included also those persons which were ill before but they got sick again.
- It can be taken in consideration “new” people that are discovered being sick but also those that are chronic sick people and they are identified by the family doctor.
- Hospitalization morbidity: refers to sick people cases which require few hospitalization days

It must be highlighted the fact that this indicator refers only to the persons which are discovered. Of course, besides these persons, there is another significant percent that does not discover the sickness or does not visit the doctor only when the disease is chronic or severe. According to the data presented further on, 7.4% from all the population of Romania was discovered having different diseases in 2005, being pointing out as most serious the diseases of the breathing apparatus.

Tabel no.2: Morbidity in Romania in 2005.

Disease	Thousands of people
Infectious and parasitical illnesses	826
Tumours	47
Endocrine, nutrition and metabolism illnesses	283
Blood illnesses of the haematopoietic organs	152
Mental disorders	169
Nervous system and sense organs illnesses	1024
Circulatory system illnesses	747
Breathing apparatus illnesses	7816
Digestive apparatus illnesses	1556
Genital and urinary illnesses	1030

Birth, Pregnancy and Confinement complications	22
Skin and tissue illnesses	793
Bone and muscular system illnesses	1098
Congenital anomaly	4
Prenatal illnesses	2
Defined bad state	146
Traumatisms, Poisoning	444
Total	16159
Total country population	21.623.849

2.1.2. Indirect indicators.

2.1.2.1. Life expectancy at birth

According to Eurostat data, Romania was situated in 2006, on the last places from the European Union, with a life expectancy of 72.7 years for women and 69.2 for men. Only Latvia and Lithuania have a smaller value than Romania of 71.5 years and respectively 70.85 years. Regarding the position of Romania in the world, it is situated on the 104th place in 2005, being surpassed by the countries from the European Union, with high economic level, as well as by countries from Asia, Caribbean, South America or Europe but with low economic level: Albania, Taiwan, Cuba, Chile, Libya, Jamaica or Ecuador, which have the life expectancy at least with 4 years higher. It can be said that this data represent an alarm signal regarding the state of health of the population from Romania. Romania is surpassed at this indicator by countries that are less developed. In these conditions arises the question “what makes the difference between these countries, what factors are responsible for such difference if not the economical situation”.

Table no.2: The Life expectancy in the world in 2005.

Rank	Country	Value/	Unit	Rank	Country	Value /	Unit
1	Andorra	83.5	years		.....		years
2	Macau	82.03	years	48	Chile	76.38	years
3	San Marino	81.53	years	49	Libya	76.28	years
4	Singapore	81.53	years	51	Jamaica	76.07	years
5	Hong Kong	81.39	years	52	Ecuador	76.01	years
6	Japan	81.04	years		.....		years
7	Switzerland	80.31	years	104	Romania	71.12	years
8	Sweden	80.3	years		.....		years
9	Australia	80.26	years	205	Mozambique	37.1	years
10	Iceland	80.18	years	206	Lesotho	36.81	years
	.....			207	Angola	36.79	
41	Albania	77.06	years	208	Zambia	35.18	years
42	Taiwan	77.06	years	209	Botswana	30.76	years
43	Cuba	77.04	years				years

Source: <http://www.geographyiq.com>

2.1.2.2. General mortality

The same unfavourable position is when we refer to general mortality: the 52nd place in the world and the 10th place in Europe. The 10th place in Europe can be explain by the fact that the Romanian population structure is younger than the other countries and so the mortality rate is lower, in reality the general mortality rate being higher. This indicator presents us an image of the state of health population rather grey, in the situation when countries with an older population than Romania (Italy, Germany, Sweden, and Spain) have a general mortality much lower. In comparison with countries from around the world, Romania is surpassed especially by the African countries.

Table no.3: The general mortality rate in the world in 2005.

Rank	Country	Value /	Unit
1	Botswana	33.63	deaths/1,000 population
2	Angola	25.86	deaths/1,000 population
3	Lesotho	24.79	deaths/1,000 population
4	Zambia	24.35	deaths/1,000 population
5	Mozambique	23.86	deaths/1,000 population
6	Zimbabwe	23.3	deaths/1,000 population
		
52	Romania	11.69	deaths/1,000 population
		
203	Libya	3.48	deaths/1,000 population
204	Brunei	3.4	deaths/1,000 population
205	American Samoa	3.39	deaths/1,000 population
206	Saudi Arabia	2.66	deaths/1,000 population
207	Jordan	2.62	deaths/1,000 population
208	Kuwait	2.44	deaths/1,000 population

Source: <http://www.geographyiq.com>

2.1.2.3. Infant mortality.

The situation that is more alarming is the infantile mortality, where according to Eurostat we were on the 2nd place in Europe in the year 2006, after Turkey and Moldavia. In the world we were situated on 89th place in 2005. The same with the general mortality and the infantile mortality Romania is mainly surpassed by the African countries. Romania has a high infantile mortality of 24 children from 1000 of new born babies in the situation that countries from Europe like Sweden, France, Finland or Norway have fewer than 4 dead children from 1000 of new born babies.

This indicator confers information about low quality of medical services in Romania because babies in their first year of life depend the most on medical services and are the most vulnerable to infections with viruses or bacteria.

Table no.4: The infantile mortality rate in 2005

Rank	Country	Value	Unit	Rank	Country	Value	Unit
1	Angola	184.44	deaths /1,000 live births	89	Romania	24.6	deaths/1,000 live births
2	Sierra Leone	158.27	deaths /1,000 live births		.....	
3	Afghanistan	157.43	deaths /1,000 live births	199	Norway	3.64	deaths/1,000 live births
4	Liberia	149.73	deaths /1,000 live births	200	Finland	3.52	deaths/1,000 live births
5	Niger	116.83	deaths /1,000 live births	201	France	3.41	deaths/1,000 live births
6	Somalia	113.08	deaths /1,000 live births	202	Iceland	3.27	deaths/1,000 live births
7	Mozambique	109.93	deaths /1,000 live births	203	Hong Kong	2.94	deaths/1,000 live births
8	Mali	105.65	deaths /1,000 live births	204	Japan	2.8	deaths/1,000 live births
9	Guinea-Bissau	103.5	deaths /1,000 live births	205	Sweden	2.76	deaths/1,000 live births
10	Chad	102.07	deaths /1,000 live births	206	Singapore	2.3	deaths/1,000 live births

		
--	-------	--	--	--	-------	--	--

Source: <http://www.geographyiq.com>

1. Modal age at death and median age at death

Table no. 5: The death person count in 2005 depending on group of age

Group of age	Year 2007
	No. of persons
0- 4 years	3046
5- 9 years	327
10-14 years	343
15-19 years	906
20-24 years	1029
25-29 years	1243
30-34 years	1832
35-39 years	3295
40-44 years	3841
45-49 years	7602
50-54 years	12866
55- 59 years	15958
60-64 years	16745
65-69 years	25386
70-74 years	35322
75-79 years	43293
80-84 years	42793
85 years and over	36138
Total	251965

The modal age at death is somewhere between 75-79 years and the median age at death is between the age of 40-44 years. The life expectancy is approximate 72 years in Romania, by other words a Romanian can live nearly 72 years. This value is calculated taking into consideration also the deaths from a lower age. Therefore, if we want to know at what age a person can die, we look at modal age at death and we come to the conclusion that a person from Romania can live until 75-79 years. This value and also median age at death can be useful for comparisons between countries. In Romania half of the population dies until the 40-44 years. The causes to halving of population at this age must be seen by correlation with statistics regarding the causes of death.

2.1.2.5. Indicators of ensuring with human resources

Table no. 6: The insurance with medical human resources of population from Romania in 2005

Medico-sanitary personnel	Number of persons at 1000 inhabitants
Doctors	21.9
Dentists	4.7
Pharmacists	4.3
Medium sanitary personnel	2.6

Source: <http://www.insse.ro>

In 2002, according to the published data by European Commission, Romania has the smallest number of doctors for 1000 inhabitants from the European states.

2.1.2.6. Access to medical services

Table no.7: Sanitary units in Romania in 2005.

Sanitary units	Number of units
Hospitals	433
Ambulatory of hospital an speciality	386
Policlinics	249
Health centres	224
Health centres	59
Sanatoriums	7
Watering Sanatoriums	9

Source: <http://www.insse.ro>

2.1.2.7. Incomes allocated to health

Table no. 8: The distribution of incomes in Romania in 2005.

Expenditure	Percents
Non-alcoholic and food products	44.2
Alcoholic drinks and tobacco	5.8
Shoes and clothes	6.2
House, water, electricity, methane gas and other combustible	15.6
Furniture, equipping and keeping of the house	3.8
Health	3.8

Transport	6.5
Communications	4.9
Recreation and culture	4.2
Education	0.9
Hotels/restaurants/coffee shops	1.1
Different services	3.0

Source: <http://www.insse.ro>

These indicators can offer an image of the state of health. When Romanians are spending the least for health but they prefer to spend more for alcoholic drinks and tobacco, it is obvious that there is an incidence of diseases to the population caused by alcohol and tobacco.

2.1.2. Subjective indicators of the state of health.

From the data analysis of opinion barometric from 2006, realised by Metro Media Transylvania, it results that 49% of persons declare themselves satisfied by their state of health and 51% declare that they are unsatisfied. On the other hand 56.8% answer to another question that their problems in general are due to their health problems. By other words, in reality there can be a much higher number of unsatisfied persons than they declare. The major problems for the citizens are the incomes, expenditures and on the third place is their health. In Eurobarometru carried out in May-June 2007 by the European Commission, are presented data related to the state of health of the citizens from European Union. The indicators are subjective because the persons are interviewed about their lifestyle. Romanians perceive themselves as sedentary, considering that they do not eat healthy and they are saying that they smoke a lot.

However these results do not cross over the average for Europe, in other words, the life style of the Romanians is comparable with that of other citizens from Europe. Their representation about themselves is better on other dimensions questioned: stress at work and in relations, overweight, pollution environment and phonic pollution, alcohol consumption. Alcohol consumption is least admitted, with the exception of a few countries: Ireland, Leetonia, Lithuania, and Austria, where it is known to be a high consumption of alcohol. Only 6% of Romanians believe that they drink too much. The problem with subjective indicators is that sometimes because of "social desirability" we can obtain erroneous data, people answering how it should be and not how it is in the real life. Now in Romania, 10% from the Romanian population has problems with the alcohol, according to an official statistic of the Ministry of Health, Romania being one of the fewest countries where the pubs have customers from 7 a.m. The Romanians consume annually 21.1 litres of wine, 78.2 beers and 1.9 distilled drinks. Although only 6% of Romanians declare that they drink more alcohol, we being at the basement of the top, in reality we overcome the average of 15 litres of alcohol per year.

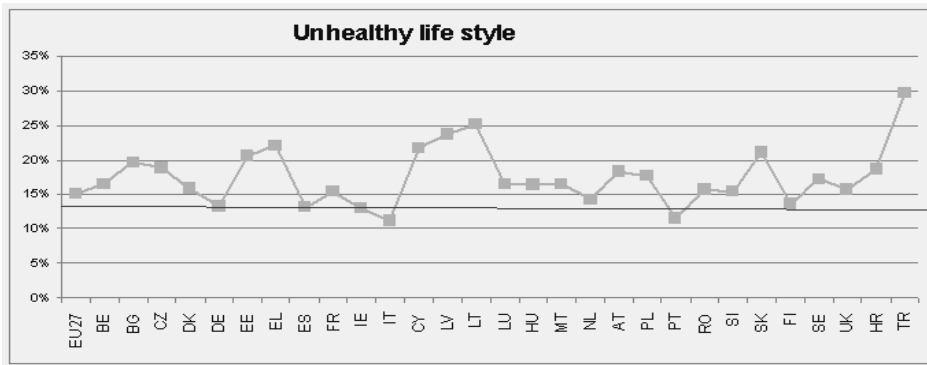


Figure no. 1: Unhealthy life style from European countries

Note: the percent from the graphic represents an average from the percentage for each identified item for the answering categories "strongly agree" and "agree". The lowest values the highest declared healthy life style.

According to the people's image about their own life style, Italy, Portugal are the countries with the healthiest life style, being followed by Germany, Spain, Ireland and Finland. In the third category are included the majority of the countries among them Romania and on the last place Turkey, Lithuania, Leetonia, Cyprus and Greece. This classification does not show us that the things are like this also in reality, it could be a classification of the most earnest regarding to their life style.

More than 40% from the surveyed persons are informed regarding the consequences of their life style and they consider that if they give up habits the life expectancy could rise. Romania is one of the countries were the majority of the people think that a healthy life style could rise their life expectancy. In these conditions a prevention campaign regarding the health could have a great impact towards citizens, with the condition that this campaign should be made according to their expectancies.

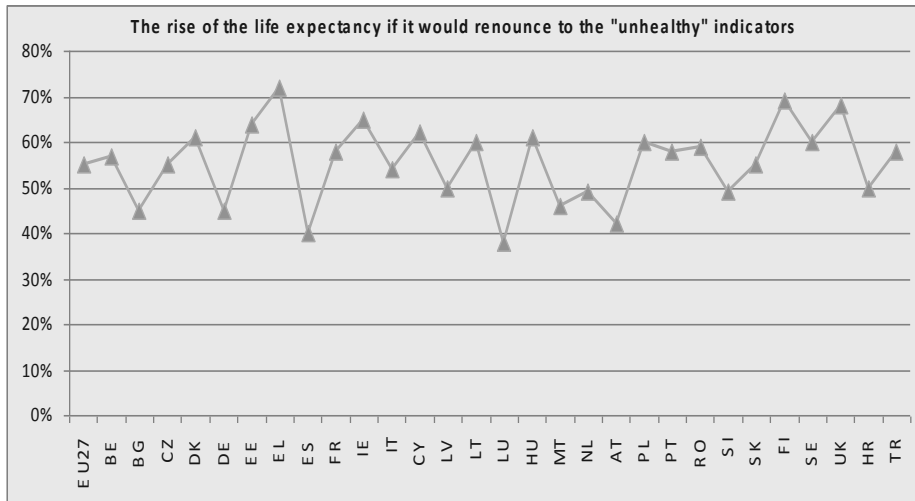


Figure no. 2: The growing of life expectancy if the subjects should renounce at actually life style

Note: the percent represent percentage of the persons who consider that quitting the "unhealthy" elements could rise life expectancy with a few years.

Bibliography:

1. Agabrian, Mircea. (2003). *General sociology*. Iași: Publishing House Institutul European.
2. Egidi, Viviana, Frova, Luisa and Verdecchia, Arduino. (1997). *Speranza di vita totale e di vita in buona salute: un approccio statistico* in La salute degli anziani in Italia (Atti del convegno tenuto a il 21-22 marzo 1995), Roma: Publicata di Istituto di ricerche sulla popolazione, pp.297-321.
3. Lucuț, Grigore and Rădulescu, Sorin M. (2000). *Life quality and social indicators*. Bucharest: Publishing House Luminalex.
4. Rotariu, Traian. (2003). *Population demography and sociology*. Bucharest: Publishing House Polirom.
5. Trebici, Vladimir. (1982). *What is demography?* Bucharest: Scientific and enciclopedic publishing house.
6. Trebici, Vladimir. (1975). *A small demographic encyclopaedia*. Bucharest: Scientific and enciclopedic publishing house.
7. Zamfir, Cătălin and Vlăsceanu, Lazăr (co-ordinatings). (1993). *Sociology dictionary*. Bucharest: Babel publishing house.
8. Țarca, Mihai (1997). *Demography, information, method's, analyses and prognosis*. Bucharest: Economical publishing house.
9. www.insse.ro
10. www.geographyiq.com
11. <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/>
12. <https://statistici.insse.ro>
http://ec.europa.eu/health/ph_information/indicators/lifeyears_en.htm

DISTRIBUTION IN LABOR BY EDUCATION HUMAN RESOURCES

Gabriel PRICINA
Ph.D. St.
University of Bucharest
gabrielpricina@gmail.com

Ionut BLEOANĂ
Ph.D. St.
University of Bucharest

Abstract: *Education is an important factor in ensuring the development of local communities. Educational establishments, the main institutions that provide education, who are relatively evenly distributed in the territory but not witnessing and a resemblance to the structure of population depending on the level of education. The distribution of population between the social, rural and urban, depending on the level of education, provides a snapshot of the gap that exists between the two, suggesting the difficulty of rural communities to adapt to changes in the absence of a class of population with a high. This brings attention to the potential of the region and localities to maintain population levels of education as high as a condition to ensure community development.*

Key words: education, education, rural, urban employment population, active population, level of education, human resources, social, business groups, economic sectors.

Economic phenomena that occur in the contemporary world show that the ideas and the ability to produce innovation are more valuable than the use of classical production systems. Economic entity such as *Microsoft, Toyota, IBM* etc. have become cornerstones of modern economic activities due to the ability of human capital to create new technologies based on innovative ideas, which at the time seemed to be only the fruit of an enthusiastic imagination. Initial economic inferiority has not been an impediment to the representatives of these companies, leading to, after some period of time, as most companies to seek services and products of their intellectual. Such examples are numerous and show that through the development of human capital to reduce the distances due to reduced economic resources. Along with economic resources recognized and quantified mathematically a new brings in money, to resource: human resource.

In Gary S. Beker book *Human Capital*, Edward Denison "finds that the average worker increased schooling, between 1929 - 1982, explains a quarter of personal income growth during this period. He is not able to explain the remaining growth. I like to think that this is happening, mainly because he can not measure the effects on earnings from improving health, school work and other kinds of human capital."

The reference illustrates that previous research are limited to explaining one aspect without surprise the extent to which the complex dimensions of the human being

interconnect in a harmonious whole. These indicators represent the social "polish up" human beings are filled by family influence, and economic context of the residential environment in which the human subject.

Table 1. Population depending on the level of education and age groups

Level of education	Age groups				
	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64
College	4,7	16,4	12,9	14,0	11,1
Post specialized or technical foremen	2,6	5,1	4,1	6,3	6,1
High school	28,7	36,5	43,6	25,3	9,6
Professional, complementary or apprenticeship	27,3	25,5	27,8	30,6	17,1
Gymnasium	30,4	14,2	10,1	20,0	33,1
Primary school or unschooled	6,3	2,3	1,5	3,8	23,0
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source: National Institute of Statistics, *Statistical Yearbook 2006*

The table above provides an image of the structure of human capital in terms of age. Age group has the largest share of graduates of higher education is that of persons aged 25-34 years, followed by age group 45-54 years. Higher school was completed by those who in 2005 were part of the group 45-54 years in the percentage of 6.3%. Most high school graduates are part of the age groups 35-44 years, which hold 43.6% and 25-34 years who hold 36.5%.

Lower levels of education are seen in patients with older age, and who now are in the group 45-54 years, 30.6% graduates of vocational schools and apprenticeship and those aged between 55-64 years of secondary school graduates at the rate of 33.1%. The same age group has the largest share of primary school graduates or people who were not școlarizate which together comprise a percentage of 23.0%. Age group 15-24 years is a specific apart whereas a large proportion of its components are included in various forms of schooling. The other groups reflect the evolution of school population in recent history of Romania. This structure shows a higher frequency of graduates of higher education in younger age groups, while senior groups have a higher percentage of people without education or with primary or secondary school. It should be noted that the share of the population graduates of higher education works as a conduct for social change and reform society. Communities with a small percentage of graduates of higher education are in difficulty due to a lack of social forces that ensure that local initiative in most cases, which can be a reliable partner for dialogue for local public institutions in the establishment of partnerships between the quality civil society and local authorities. More profitable economic sectors are those that enable the largest possible number of employees with a

highly qualified, which turns this segment of the population in a possible indicator of welfare.

The benefits of higher training is observed in searching for a job, as professional mobility allows downward if the person in question is not competitive or labor market does not offer possibility of activities in which a person is ready. It may be candidates for positions involving a lower level of education or offering activities in areas related to basic training.

The dynamics of the current labor market reveals the existence of changes resulting from economic reforms. Thus, certain occupations have become less linked to the labor market while others have taken a greater magnitude because of the economic development which includes.

Analysis of mutations that have occurred in the labor market in Romania offers significant details on how they have evolved different activities. Thus, the dynamics of current offers niche employment for a large number of applicants and eliminates the economic sectors of a number of items belonging to areas in decline.

According Classification of Occupations in Romania occupational groups which have reduced most dimensions, between 1977-2002 (according to censuses conducted in those years) are technicians and assimilated(-106.7 thousand), skilled workers in agriculture, Forestry and Fisheries (-1559.4 thousand), Workers (-1553.9 thousand) and unskilled workers (-403.1 thousand). The highest increases were recorded in the categories professionals with intellectual occupations (222 thousand) and operational workers in services and trade (242.1 thousand). Reporting to the study of these occupational groups shows increasing share of occupations involving higher education and a massive decrease in occupations requiring a minimum level of education. Unequal distribution in the territory of the population with higher education correlated with local economic resources, which also are unevenly distributed leading to a different profile regional and zonal. Depending on the training of human capital and resources that we have can we talk about capacity interiorizare at the regional level, the principles of modern conduct of economic and social activity. Capacity reform is dependent on the ability of social invoare in local communities, within which a decisive role it plays population with a high educational level. Distribution of the population on average, depending on the level of education and age, and highlights the potential existing at this time, allowing the identification of future needs in terms of human capital, but also need investment in certain sectors of activity designed to conserve, numerical and qualitative human resources in each region. Balancing the profile of human resources between the two is hindered by a lack sectors of activity which may include people with a higher level of training. Today, we talk about people with a high in rural areas, agriculture, in education, health and small local businesses, but not offering opportunity maintenance in rural areas a sufficient number of people with a high balance to balance the urban area.

Table 2. The structure of the active population in rural areas depending on age and education

RURAL PERCENTAGE OF TOTAL POPULATION	
ACTIVE POPULATION	AGE GROUP
%	

EDUCATION LEVEL		15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65
TOTAL	45.58	53.58	41.26	38.39	36.60	66.11	94.50
College	10.06	14.36	9.12	8.12	9.78	16.63	0.00
Graduate long	8.69	0.00	8.07	6.76	8.75	15.06	0
Graduate short	16.25	0.00	13.81	15.34	14.40	0.00	0
MIDDLE	37.72	42.89	39.89	37.86	29.61	44.51	86.73
Post specialized or technical foremen	17.82	0.00	17.05	15.94	13.51	26.81	0
High school	27.27	35.09	28.18	25.93	21.03	33.25	80.08
Professional, complementary or apprenticeship	48.45	52.87	53.46	48.87	37.84	56.81	91.95
Level I high school	59.07	0	68.70	56.43	47.45	0	0
Low level	80.49	77.29	76.92	73.45	69.50	88.94	96.22
Gymnasium	76.91	77.93	77.74	73.29	67.04	84.79	94.44
Primary	90.03	77.15	72.32	74.27	81.71	95.24	96.88
Unschooling	83.44	65.32	72.53	73.71	84.79	90.52	98.73

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 – data processing

Distribution by age group shows that the largest share, compared with urban areas, persons with higher education holds a category 55-64 years. The terms currently offered by rural standards are not sollicitate graduates of higher education that the majority residing in urban areas. Rural retain only 10.06% people of working age with higher education. Among these, most are part of the category mentioned above, namely those who have worked for years in rural areas and who do not wish to migrate to urban areas. Comparing the two offers information on the new scale transformations taking place. The next group, as a share compared with urban areas, the population of working age in rural areas, graduated from higher education is the age group 15-24 years, which has a rate of 14.36%. The weights held in relation to urban increase as we take into account lower levels of education. In the case of graduates of secondary education we see that in all age groups held weights are more than 20%. If in the case of education school graduates weights are very small, less than 20%, with the exception of the age group 55-64 years, when high school graduates held weights ranged from 21.03% - age group 45-54 years and 35.09% - age group 15-24 years for graduates of vocational school or apprenticeship to exceed 50% in age categories 55-64 years and 15-24 years.

The share of people who have a low level of education, secondary education, primary school or not is absolute with respect to urban areas in all age categories. Possible explanations of the low level of education for all age groups is that of identifying the needs of education in relation to the occupation of basic agriculture. The methods for the agriculture are largely traditional and does not require additional efforts to increase preparedness. It can be assumed that a mentality which is transmitted from generation to generation, on the understanding that success and social trajectory calculation excludes the professional level of schooling. Also, another reason that is often invoked to explain the low level of education is the poverty and inability to support one or more children in the

education system. It should be noted that children from rural areas to basic costs are added and the price necessary transport shuttle or accommodation for large distance to the home, whereas schools that offer a higher level of education are located mainly in urban areas. The statistical data mentioned can provide a image of the differences between living conditions and education between the two areas: while urban children are heading to school, those in rural areas are integrated into the household of Rural and participate according to age different activities. If the child urban families, teenagers, and the student represents an investment of parents in the case of rural talk of a member of a production unit. Quality of education suffers from this point of view because of budget limitation of time, and mostly school drop-outs or waiving of the first studies after graduating classes, or mandatory levels, and is caused by this specific rural communities. Know that the statistical data provides a snapshot of the active elderly population is predominantly of rural areas: 96.22% for people with low education and 86.73% for people with a median. Analysis of employment offers in addition to the previous image provided by the stock of human capital at age active.

Tabelul 3. Structura populației ocupate din mediul rural în funcție de studii și vârstă

POPULATION EMPLOYMENT	RURAL PERCENTAGE OF TOTAL POPULATION						
	AGE GROUP						
TOTAL		15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65
College	46.55	43.99	57.41	41.97	38.77	37.20	67.01
Graduate long	10.04	9.84	0.00	9.07	8.08	9.80	16.94
Universitar de scurtă durată	8.69	8.57	0.00	8.03	6.80	8.74	15.33
	16.18	15.67	0.00	13.75	14.97	14.57	0.00
MIDDLE							
Post specialized or technical foremen	38.42	38.12	45.44	40.60	38.40	30.15	45.45
High school	17.85	17.27	0.00	17.38	15.95	13.45	27.29
Professional, complementary or apprenticeship	27.91	27.69	37.85	28.87	26.38	21.59	34.18
Level I high school	49.48	49.12	0.00	54.54	49.67	38.69	57.86
	60.23	60.23	0	70.03	57.68	47.89	0
Low level							
Gymnasium	82.80	79.96	82.06	80.15	75.24	71.66	89.57
Primary	79.12	77.78	82.46	80.49	74.74	69.01	85.46
Unschoolled	91.99	88.65	81.63	76.97	77.71	85.51	95.69
TOTAL	88.66	83.18	74.96	81.40	0.00	86.02	92.23

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 - data processing

Comparison categories of people active and occupied population shows a low attractiveness of rural and reduced capacity for employment, graduated from higher education. If the weights active population in rural areas, compared with the urban, have argued that the urban environment is preferred by those with higher education,

employment, according to studies and environmental rural limits highlights. Comparing tables that show the two statistical categories that we see in young age groups there are some differences. Such, the category 15-24 years are an occupancy rate less than the working population in the same category. In the case of the category 25-34 years of age population employed in rural areas than half the total. It should be noted that revenue between the two residence weigh in favor of the urban environment. Thus, those working in urban areas are higher than those in rural areas and regions with a greater degree of urbanity and secondary and tertiary sectors more developed additional opportunities to obtain higher revenue. Employment higher in rural areas do not suggest a standard of living higher. This specific family households in which all those who work do it for subsistence and not to obtain profit. Groups of older age have an employment higher than those young, which corspunde growth demographics body that tends towards an aging population in rural areas. A part of the population employed in rural areas was in 2005 given in various forms of education. In relation to the same category of urban population get the following data:

Tabelul 4. Structura populației ocupate din mediul rural cuprinsă în principalele forme de învățământ

POPULATION EMPLOYMENT	RURAL PERCENTAGE OF TOTAL POPULATION						
		AGE GROUP					
FORM OF EDUCATION		15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65
TOTAL	46.55	57.41	41.97	38.77	37.20	67.01	0
University	17.00	20.49	14.65	0	0	0	0
Pre university	54.98	60.04	0	0	0	0	0
No form of education	46.92	59.17	42.61	38.99	37.26	67.02	0

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 - data processing

The percentages in the table above indicates a possible behavioral pattern. Thus, in the pre-university education find people 60.04% (compared with those in urban) completed their studies while working, and 20.49% are university studies. A major gap between the two media is given by the percentage of 59.17% people who do not follow any form of training, although the optimal age (15-24 years) for completing and finalizing studies. Analyzing this table and differences emerged between the employment-population estimate that active population in rural areas there is a tendency to maximize the use of labor and raw neexploatare full human potential with a high level of education. Line of development may come as a dynamic own implusul local actors prepared to manage on their own interests than by the import of ideas, strategies and skilled human capital. The period of education does not exceed the age of 24 years in the case of pre-university education and 34 years in higher education. Those who exceed this age become indifferent to the opportunities that raises the school or even reluctant to continue their studies.

Tabelul 5. Structura populației ocupate din mediul rural în funcție de grupa de vârstă și grupa de activitate

RURAL PERCENTAGE OF TOTAL POPULATION							
POPULATION EMPLOYMENT		AGE GROUP					
GROUP ACTIVITY		15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65
TOTAL	46.55	57.41	41.97	38.77	37.20	67.01	0
Agriculture, hunting, forestry	92.96	94.91	93.54	90.35	89.69	94.17	0
Fishing and fish farming	0	0	0	0	0	0	0
Mining	47.08	0	54.09	43.44	45.90	0	0
Manufacturing	26.81	44.22	32.52	24.92	17.48	17.68	0
Electricity, gas and water	20.56	0	25.19	21.78	15.56	0.00	0
Construction	34.40	47.30	40.27	34.24	25.01	25.64	0
Wholesale and retail	20.47	27.81	19.21	21.07	16.61	20.25	0
Hotels and restaurants	24.05	29.63	21.41	24.64	0	0	0
Transport, storage and communications	23.14	0.00	23.94	25.48	18.48	0.00	0
Financial intermediation	8.09	0	0.00	0.00	0.00	0	0
Real estate, renting and business services provided by enterprises	14.00	0.00	14.49	16.27	0.00	0.00	0
Public administration and defense, social security in the public	23.52	40.40	18.73	22.80	22.82	26.34	0
Education	24.61	0.00	25.13	25.52	21.95	26.13	0
Health and welfare	19.15	0.00	17.89	19.28	19.35	0.00	0
Other activities of the national economy	22.91	28.09	26.84	23.06	16.12	0.00	0

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 - data processing

Scope of activity that offer the most opportunities for employment is agriculture. In relation to the urban environment, this area of activity is the "monopoly of the employment area. In the other categories of occupations, which involve a higher level of training, rural areas provide opportunities much lower compared to urban areas. Analyzing the relationship between urban and rural areas, we can conclude that explained the difference between urban and rural areas, but also different directions of development which follows the communities of the two.

Employment in agriculture explains the massive multiplication of small family farms that are difficult to counter and integrated into a unified national policy. Mutations in the powerful economic influence of these small family farms that do not possess the strength necessary economic management crisis affecting the markets for agricultural products. In these circumstances we find that there is a vicious circle in which small landowners can not get out on their own. Unequal development of areas of activity between the two can increase migration to urban areas or emigration exit from the vicious circle of poverty. In combination career is evidence of a specific occurrence of every age

and occupation favorite. Level of schooling becomes definitive separation and, at every age group, among the most sought. Although rural holder monopoly on agriculture see that the structure of advanced countries do not indicate a substantial increase in employment in agriculture. At present it may be noted that agriculture is at the level at which it is not just an economic activity, but fulfills a function of social protection due to a large mass of the population employed in agriculture that do not work in public security systems (unemployment or other forms of social protection). Level of education and capacity absorb according to the studies represent an indicator of the structure of human resources in rural areas. Areas of industrial activity provides the possibility of employment well prepared. Identifying areas of ACTV that enables people likely to become local leaders who can contribute to increased sociabilității in local communities, becoming potential promoters of community development policies, offers the possibility rise type of human capital existing policies and facilitate the election of the community development best. Please note that a policy of community development to achieve their goal of greater efficiency at the time that their implementation is done through local agents.

Data available at the end of 2005 provides information on the capacity of employment in fields depending on the level of education.

Table 6. Population in rural areas according to the studies and work groups

GROUP ACTIVITY		SUPERIOR		MEDIUM			
		Graduate long	Graduate short	Post specialized	High school	Professionals - complement	Level I high school
TOTAL	99.94	64.05	38.03	75.61	99.43	99.84	86.32
Agriculture, hunting, forestry	64.17	15.74	0.00	27.58	36.76	50.09	60.18
Fishing and fish farming	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Mining	1.32	0.00	0.00	0.00	2.27	2.37	0.00
Manufacturing	12.34	7.93	0.00	11.24	19.36	20.57	16.27
Electricity, gas and water	0.92	0.00	0.00	0.00	1.49	1.75	0.00
Construction	4.09	0.00	0.00	0.00	3.92	6.97	5.41
Wholesale and retail	4.65	0.00	0.00	0.00	10.95	5.80	4.46
Hotels and restaurants	0.85	0.00	0.00	0.00	2.01	1.09	0.00
Transport, storage and communications	2.45	0.00	0.00	0.00	5.15	3.99	0.00
Financial intermediation	0.16	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Real estate, renting and business services provided by enterprises	0.76	0.00	0.00	0.00	1.53	0.91	0.00
Public administration and defense, social security in the public	2.87	10.96	0.00	10.57	6.61	2.68	0.00
Education	2.39	29.42	38.03	12.48	4.74	0.84	0.00

Health and welfare	1.59	0.00	0.00	13.74	2.80	1.26	0.00
Other activities of the national economy	1.38	0.00	0.00	0.00	1.84	1.52	0.00

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 - data processing

Note: Differences of up to 100% from "Total" is due to people who are busy in other economic systems, those who are traveling to study or work in another city or abroad but have links with family and household in rural areas

The possibility of offering employment to graduates of higher education are: agriculture, manufacturing, public administration and defense and education. Other working groups are not represented in the rural level employees with higher education.

Preparing average employment opportunities to graduates of schools post in five categories of activity, adding in addition to those characteristic of higher education with health and social assistance. High school graduates are represented in all groups of assets in rural areas. Those who find the largest share of college graduates are: agriculture, manufacturing and trade. Among those who have graduated from vocational schools, complementary and disciples 50.09% are employed in agriculture, 20.57% in manufacturing and 6.97% in construction. Other categories of activity have reduced representation. Those who were stopped at Level I school (10 classes) are found in a smaller number of working groups. The highest level of employment in agriculture-60.18%. The following groups of activities are manufacturing, construction and trade.

Decrease the level of education is reflected in the reduction of activity in groups that are occupied by elderly people active. Providing rural people who were stopped at this level study the possibility of employment mainly in agriculture, as the statistics indicate by the 82.08% study Education gymnasiums, which are included in construction and trade, followed by categories administrația Public and defense with 1.19% and the categories of activity: education, health and welfare and other activities of the national economy, with smaller percentages of 1.0%. The other two groups of primary-and without education, provides posibilitatea employment in agriculture and only work in manufacturing is an alternative only for graduates of primary school. Lack of opportunities is evident in those deprived of education. Typology of families in this category is restricted to a limited universe that is less open to new and modern but welcoming for expressions flagelurilor modern world: alcoholism, violence, etc. intrafamilială. From the appearance in the family of their status to increased poverty and social marginalization is a short distance.

Table 7. Population in rural areas according to the studies and work groups

	LOW		
	Secondary	Primary	No school
TOTAL	98.66	96.33	94.67
Agriculture, hunting, forestry	82.08	95.00	94.67
Fishing and fish farming	0.00	0.00	0.00
Mining	0.00	0.00	0.00

Manufacturing	6.86	1.33	0.00
Electricity, gas and water	0.00	0.00	0.00
Construction	3.28	0.00	0.00
Wholesale and retail	2.19	0.00	0.00
Hotels and restaurants	0.00	0.00	0.00
Transport, storage and communications	0.62	0.00	0.00
Financial intermediation	0.00	0.00	0.00
Real estate, renting and business services provided by enterprises	0.00	0.00	0.00
Public administration and defense, social security in the public	1.19	0.00	0.00
Education	0.69	0.00	0.00
Health and welfare	0.79	0.00	0.00
Other activities of the national economy	0.95	0.00	0.00

Source: National Institute of Statistics, employment in Romania, employment and unemployment in 2005, Bucharest in 2006 - data processing

Note: Differences of up to 100% from "Total" is due to people who are busy in other economic systems, those who are traveling to study or work in another city or abroad but have links with family and household in rural areas

Population has a negative evolution in terms of the demographic future of the rural environment. Decrease the share of young population, with demographic in rural areas, which take into account and reduce the intensity of demographic phenomena that influence body growth demographics (number of marriage, birth, migration, etc.). Or at least a change of generations balanced compete problems emphasis on the social. The implementation of economic reforms is facing difficulties due to lack of power or reduced the shedding of human agents. Campaign reform is an exterior and is not accepted by the people, which makes participation in social transformations to be low.

Conclusions

Rural areas are still in times of the border. The two production systems face some challenges. Increased productivity and efficiency of the agricultural activity conducted on the actions specific to the market economy are a small number of practicing, while small farms represent the absolute majority of production units in rural areas. The aim of the latter is that of ensuring the survival of family members. Their integration into economic development becomes a non-sense because the different objectives of public policies and strategies which is due to individual particularities of peasant households. Reforms in agriculture, under the sign of social justice and not of economic performance, have created an important class of owners. They are entitled to certain areas of land without the means of production and what they put in difficulty and make them dependent on those who have

these facilities. Lack of technical expertise, knowledge of the practice of agriculture quality reinforced the issue of how traditional. An analysis of professional stock in rural areas indicates the existence of a broad categories of people with low education, the age that represents a significant percentage of owners of agricultural land and an important category of the population at age enterprises which are seeking a job, which can be understood as a constant carelessness towards holding its own profitability. If we consider that of those who are in search of work are a big part of the family non-paid workers get a image as close to the truth and peasant farm possibility an estimate close to the future: the difficulties of peasant holdings will increase in direct relation to the depopulation of villages and households of default by reducing the number of workers who are employed in the category of work mentioned. Those who can be agents of development, people with a high level of education, represents a small percentage of the labor force, and the emergence of a class of young people aged at this level indicates a process to compensate for the lack thereof. These people are not, in large part, holding agricultural land. They belong to families or community members and influence on the owners depend on the propensity to new, difficult to achieve if the lack of knowledge and technical assistance reinforced to the present traditional methods of cultivation of land and on the principles of traditional peasant household. Now we find that existing disparities have increased between the regions development. Fields are linked, and the lack of representation or weak link them (in the case of groups of occupations) will slow or even prevent the development of other sectors. Regions or communities that have become unattractive to those areas, and the culture of work and enterprise is located under the sway of regional specificity. In conclusion, the economic structures in the light of that ship categories of activity creates certain profiles of human resources. The share of persons with higher education is a guarantee of success, and lack of opportunities he departs from the under-developed and they headed towards the region that provides opportunities to meet individual needs.

Selective Bibliography

1. Chircă Constantin și Teșliuc Emil (coord.), 1999, *De la sărăcie la dezvoltare rurală*, Banca Mondială și Institutul Național de Statistică, București
2. Dăianu Daniel (coord.), 2001, *Winners and Losers in the Process of European Integration. A Look România*, Centrul Român pentru Politici Economice / WP no. 31 / București
3. Drucker P., (1993), *Inovatia si sistemul antreprenorial*, Editura Enciclopedică, București
4. Giddens Anthony, 2001, *Sociologie*, Ed. All, București
5. Hall Petre, (traducere), 1999, *Orașele de mâine*, Ed. All, București
6. Ianoș Ioan, Pascariu Gabriel, Platon Victor, Sandu Dumitru, 1996 – 1997, *Disparități regionale în România*, studii pilot (Alba, Dolj, Teleorman, Vaslui), București

7. Neagu Gabriela, Stoica Laura, Surdu Laura, 2003, *Educație și excluziune socială în societatea românească actuală*, Raport ICCV
8. Neagu Gabriela, Preoteasa Ana Maria, Stoica Laura, Urse Laureana, 2003, *Diagnoza privind sistemul educațional din România. Determinarea cauzelor și disfuncțiilor interne*, Raport ICCV
9. Otovescu, Cristina, 2006, *Protecția juridică a drepturilor omului*, Editura Scrisul Românesc, Craiova
10. Otovescu-Frasie, Cristina, 2008, *International Law of Human Rights*, Editura Greisfwald, Germania
11. Pop Luana Miruna (coord.), 2002, *Dicționar de Politici Sociale*, Ed. Expert, București
12. Sandu Dumitru, 2003, *Sociabilitatea în spațiul dezvoltării*, Ed. Polirom, București
13. Stănculescu Manuela Sofia și Berevoescu Ionica (coord.), 2004, *Sărac lipit, caut altă viață! Fenomenul sărăciei extreme și a zonelor sărace în România 2001*, Ed. Nemira, București
14. Teșliuc Cornelia, Pop Lucian și Teșliuc Emil, 2001, *Sărăcia și sistemul de protecție socială*, Ed. Polirom, București
15. Traian Vedinaș, *Introducere în sociologia rurală*, Ed. Polirom, Iași, 2001;
16. Vilnoiu Mihai, Abagiu Cristina, 2003, *Study on Social Protection Systems in the 13 Applicant Countries: Country Report - Romania*, Comisia Europeană
17. Vlăsceanu Lazăr (coord.), 2002, *„Școala la răscruce. Schimbare și continuitate în curriculumul învățământului obligatoriu”*, Studiu de impact, Ed. Polirom, Iași
18. Zamfir Cătălin (coord.), 1995, *Dimensiunile Sărăciei*, Ed. Expert, București
19. Zamfir Cătălin (coord.), 2001, *Sărăcia în România*, ICCV și PNUD, București
20. Zamfir, Elena, Zamfir Cătălin, Bădescu Ilie - *Starea societății românești după 10 ani de tranziție*, Editura Expert, București, 2000
21. Institutul Național de Statistică, 2002, *Recensământul Populației și Locuințelor*
22. Institutul Național de Statistică, 2007, *Forța de Muncă în România. Ocupare și Șomaj în anul 2005*, București
23. Weber, Max, *Etica protestantă și spiritul capitalist*, București, Editura Humanitas, 1995
24. Weber, Max, *Economy and Society*, University of California Press, Berkely Los Angeles London, 1978
25. Vlădescu Cristian (coord.), 2004, „Sănătate publică și management sanitar. Sisteme de sănătate” Editura CPSS, București (Centrul pentru politici și servicii de sănătate)
26. Zarcovic Grujica, Enăchescu Dan, 1998, *„Probleme privind politicile de sănătate în țările Europei centrale și de răsărit. Evoluția recentă și perspectivele sistemului de sănătate în România”*, Editura Infomedica, București

LE STATUT JURIDIQUE DE LA FEMME ROMAINE

Madalina STRECHIE
Assistant dr.
Université de Craiova
madalinastrechie@yahoo.fr

Abstract: *Romain women had some legal rights in what concerns family law their dower and inherited assets. As a lawful state, Rome had legal provisions which protected women and their property. Though they were not juristic persons, they had some legal benefits, called beneficia muliebria.*

Mots clés: Rome, femme, statut, droit, famille, l'autorité.

Chez les Romains, en général, tous les hommes étaient capables de choisir, *agere*; Rome partageait ses soumis conformément à sexe, âge et santé, ayant un règle qui établissait que les hommes appartenaient à la vie publique et les femmes à la vie domestique, parce que c'est le droit romain: *In multis iuris nostri articulis deterior est condicio feminarum quam masculorum.*¹ (Dans notre droit il y a plusieurs articles où la situation des femmes est plus défavorable que celle des hommes.- notre traduction)

Les femmes n'avaient pas aussi des métiers publics qui étaient dessinés aux hommes, la femme n'avait pas la capacité d'exercer des magistratures: *Feminae ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotae sunt...*² (Les femmes ne pouvaient pas pratiquer aucune fonction civile ou publique.- notre traduction)

Donc, du point de vue juridique les femmes n'avaient pas le droit de posséder des magistratures du peuple Romain, les seules magistratures que les femmes les pouvaient obtenir étaient celles religieuses si on pense aux vestales ou aux flamines quoique pas la force du culte, les vestales s'élevaient au rang de magistrature publique. Conformément au droit romain, la femme ne pouvait pas obtenir de fonctions publiques et civiles parce qu'elle se trouvait soit sur l'autorité de son père, *patria potestas*, soit de son mari, *manus mariti*, soit de son tuteur.

Lex Voconia a diminué la capacité en ce qui concerne l'acquisition des libertés *mortis causa* par qui elle recevait l'héritage par testament. Les femmes *adgnatae* venaient à l'héritage *ab intestato* (sans testament) mais elles n'héritaient pas si elles avaient des sœurs, mais elles pouvaient être héritées par les plus éloignés agnats. Aussi *praeteritio*

¹ *Digestae*, 1, 5, 9.

² *Digestae*, 50, 17, 2.

(l'omission) l'héritage de filles dans sont testament n'était pas égale avec l'héritage des fils.¹

Pourtant, la loi ne s'appliquera pas à la fin de la République, quand les deux sexes pourront hériter également: ...*simili modo omnes adgnatos sive masculos sive feminas cuiuscumque gradus, ad similitudinem suorum invicem succesionem vocabat...*²... (tous les agnats soit hommes, soit femmes et n'importe pas quel degré, sont appelés successivement à la succession des parents -notre traduction.)

La plus importante opposition entre les hommes et les femmes est celle que la ne peut jamais avoir *patria potestas*, envers de ses enfants, que seulement le père peut l'avoir. Pourtant les restrictions législatives avaient le rôle de diminuer la capacité, mais il y avait des dispositions égales, ayant le rôle de la protéger, protection donnée à sa faiblesse. Ces dispositions législatives romains se nommaient *beneficia muliebria*.³

Parmi les restrictions on peut citer les suivantes:

- les femmes n'avaient pas le droit d'administrer une tutelle à l'exception du droit de Justinien, de la mère et de la grand-mère, étant une conséquence du manque de capacité du droit publique;
- les femmes étaient incapables d'être témoins, *testes solennes*, aux testaments, ça c'est le résultat de la manque des droits politiques;
- les femmes sont incapables d'accuser, de réclamer, *postulare*.⁴

Parmi *beneficia muliebria* appelés de *Senatus consultum Veleianum* on peut énumérer:

- les femmes ne pouvaient pas garantir pour les autres, comme une conséquence de la vocation de la femme de rester loin de la vie publique, elles ne pouvaient pas présenter des garanties suffisantes;
- la puberté chez les femmes était plus tôt que les hommes;
- les femmes n'étaient pas soumises aux contraintes corporelles;
- elles pouvaient revenir sur les actes nocifs qu'elles les ont faits par erreur, *error*, qui au cas d'un homme n'était pas pardonnable, mais au cas des femmes c'était pardonnable ça s'expliquait par *infirmitas sexus*⁵ (la faiblesse du sexe – notre traduction.)

Un autre est l'état d'une vierge vestale, *virgo vestalis*. La vierge en devenant vestale même qu'elle sortait de l'autorité de son père, elle ne souffrait pas *capitis deminutio*. Elle était *sui iuris* et par conséquence elle pouvait faire n'importe quel acte juridique, même un testament. Si elle mourait *ab intestato* (sans testament) ses biens appartenaient comme il faut au trésor public et elle n'avait pas le droit d'hériter la famille qu'elle l'avait quittée.⁶

¹ S. G. Longinescu, *Elemente de drept roman, Partea generală*, vol. I, Editura Librăriei Socec & C-
ie, Societate anonimă, București, 1908, p. 212.

² *Institutiones*, 3, 2, 3.

³, S. G. Longinescu, *op.cit.*, pp. 214-215.

⁴ *Ibidem*, p. 215.

⁵ *Ibidem*, p. 216.

⁶ *Ibidem*.

Les vestales en qualité de personnes, étaient les femmes les plus puissantes de Rome antique puisqu'elles étaient les seules femmes *sui iuris* avec une capacité juridique presque complète. Par leur puissance de gracier les condamnés à la mort rencontrés dans leur voie, elles se semblaient avec les autorités suprêmes de l'état romain.

En ce qui concerne les contrats, les femmes pouvaient être présentes, mais elles n'avaient pas la capacité d'être débitrices sans *auctoritas tutoris*. Après Dioclétien les femmes *sui iuris* et celles *alieni iuris* ont été capables de s'engager par des contrats. Mais l'expression de leur incapacité juridique était le fait qu'elles ne pouvaient pas engager un autre, *intercessio*.¹

La femme avait l'interdiction légale d'intervenir pour le mari. Elle ne pouvait pas payer la dette d'un autre que par son débiteur ou elle pouvait vendre ses biens. Elle pouvait intervenir seulement quand elle le faisait pour défendre sa dot. Elle ne tombait pas aussi sous l'incidence de la loi, lorsque l'action était commise par une toute.

Si la femme s'engageait dans un contrat sans *auctoritas tutoris*, son action était nulle. Le préteur tenait compte si l'engagement de la femme était librement consenti ou forcé.²

Le statut des femmes de rang sénatorial était prévu de la loi romaine. Ulpian dans le livre de *Fideicommissae* affirmait que les femmes mariées avec des personnes de rang sénatorial entrent dans la catégorie ainsi nommée personnes respectées. Davantage dans la catégorie des femmes *clarissimae* n'entraient pas les filles de même rang. Parce que les pères et les maris transmettent aux filles la dignité.³

Cette chose n'était pas respectée parce que, comment on observe dans les inscriptions il y a beaucoup de femmes dans les familles des sénateurs, mariées avec des chevaliers, donc avec des membres d'un rang inférieur, elles en mettant les appellatives de *clarissimae feminae*. En ce cas, elles étaient celles qui aident leurs maris obtenir *adlectio in amplissimum ordinem* pour la majorité de ces chevaliers, exerceront une carrière double équestre et de sénateur.

La femme sortait de l'autorité de son père et elle devenait *sui iuris*, seulement se mettait la toge de vestale ou son père décédait, elle perdait la liberté ou sa fortune. Cela était la voie naturelle. La puissance paternelle s'éteignait sur une voie artificielle par l'émancipation, c'est-à-dire la sortie de l'enfant de la tutelle paternelle. Par le mariage la femme passait de fait sur l'autorité de son mari, *in manu mariti*.⁴

Le statut de la femme romaine était réglementé par l'institution du mariage qui on supposait des conditions juridiques comme: les futurs maris ne soient pas apparentés en degré prohibitif, directement ou collatéralement; les maris futur n'avaient pas affinité, c'est-à-dire les parents avec les parents du mari; au moment de mariage les maris ne soient pas mariés parce qu'ils sont bigames et c'est un délit; la veuve ne se pouvait marier qu'après dix mois de la mort de son mari, *tempus lugendi*. Cet aspect se référait à

¹ Frédéric Paul Girard, *Manuel Élémentaire de droit romain*, huitième édition revue et mise à jour par Félix Senn, Éditeurs Librairie Arthur Rousseau, Rousseau et C-ie, Paris, 1929, pp. 496-498.

² *Ibidem*, p. 838.

³ *Digestae*, 1, 9, 8.

⁴ Vladimir Hanga, *Drept privat roman, Tratat*, Editura Didactică și pedagogică, București, 1977, p. 217.

l'établissement de la paternité de l'enfant qui se serait né en même temps, *turbatio sanguinis*. Les enfants nées après la mort du père s'appelaient *postumi*. Elle se pouvait mariée n'en respectant pas cet intervalle, mais l'acte de mariage était frappé de l'infamie pourtant qu'il était légal. Autres conditions d'ordre juridique s'ajoutaient aussi: la condition sociale constituait une autre entrave jusqu'à *Lex Canuleia* (445 a. Chr.) le mariage entre les plèbes et les aristocrates romains était interdite mais jusqu'à Auguste elle était interdit le mariage entre les citoyens libres avec les citoyens libéré; des considérants moraux et politiques. Ainsi l'amant ne se pouvait pas marié avec l'amante ou la fille avec son tuteur. Ce sont des unes des conditions morales. Comme conditions politiques on peut mentionner le mariage des gouverneurs avec des femmes des provinces où ils travaillent était strictement interdite.¹

La famille était le lieu de préférence de manifestation des femmes romaines. À Rome la femme avait beaucoup de libertés et elle était considérée de son mari comme un camarade avec ses activités propres et elle n'était pas considérée comme une esclave destinée au plaisir et à sa discrétion. Au commencement la fille passait de sous l'autorité de son père sous l'autorité de son mari. À l'occasion de l'émancipation de Rome, la femme romaine avait l'indépendance juridique et de patrimoine et presque l'égalité morale et sociale. Il y avait aussi quelques restrictions plutôt formelles que réelles.²

Le terme latin de *familia* a été repris presque dans toutes les cultures européennes quoi que les Romains ne l'utilisent pas jusqu'à Ulpien avec le sens que nous l'avons aujourd'hui. Chez les romains la famille désignait les esclaves d'un couple marié du mari et de la femme. Ces esclaves étaient considérés comme une communauté. Davantage quand ils devenaient des esclaves libérées, ils prenaient le nom du gens de ses patrons, *nomen gentile*. *Familia* désignait aussi des affaires parce que l'industrie romaine a été fondée par un nombre impressionnant des esclaves spécialisés dans des domaines divers.

Une fois Ulpien, *familia* désignait surtout la nature juridique de l'héritage. Les Romains désignaient les liaisons familiales par le nom de *domus*, mais les plus grands droits les avaient les hommes les plus âgés de la famille.

Beaucoup des études de la famille romaine se fondaient sur les relations juridiques et la plus importante était le pouvoir de père, *patria potestas*. Pour définir cette puissance on doit tenir compte de l'unité domestique, les obligations juridiques et l'héritage.³

La famille romaine était le modèle de la famille européenne moderne surtout au cas de Rome, nous avons aussi un droit de la famille.⁴

En même temps la famille romaine était une famille patriarcale, quand la transmission de l'héritage, la propriété, le nom, le statut on faisait de manière patrilinéaire sur la descendance de père, autorité est détenu par l'homme le plus âgé de la famille.¹

¹ *Ibidem*, p. 193.

² Cf. Ferrero Guglielmo, *Les femmes de Césars*, Édition Libraiirie Plon, Paris, 1930.

³ http://www.amazon.com/gp/reader/080184200x/ref=sib_dp_pt/104-0656282-4382311#reader-link excerpt of Suzanne Dixon, *The Roman Family*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, United States of America, 1992.

⁴ Jack Goody, *Familia europeană. O încercare de antropologie istorică*, Colecția Construcția Europei. Traducere de Silvana Doboș, Editura Polirom, Iași, 2003, pp. 11-12.

Les groupes de descendance chez les romains étaient unilatéraux, gens patri; il y a toujours une reconnaissance des liaisons consanguines bilatérales pour les deux parents, inclusivement de celui sans une descendance connue. Néanmoins la mère surtout par son frère, s'imposait, frère qui restera toujours une figure importante. Davantage, on mettait l'accent sur les groupes de descendance unilinéaires, les clans.²

La parenté à Rome était une agnatique. Le fait que les unes gents et familles ont perdu de l'importance a été considéré favorable à l'apparition de nouveaux types de familles, la famille complexe formée par le remariage et la famille cognât centrée autour d'une seule personne et qui incluait, les membres sur la ligne paternelle et maternelle.³

Le transfert de fonctions entre les institutions similaires on faisait et au cas des femmes. L'acte d'adaptation peut avoir comme alternative la possibilité de transmission au fils et à la fille en se trouvant et des contrats maritaux (ou uxoriocaux) c'est-à-dire le futur gendre était temporaire administrateur de la fille et de la fortune parentèle de celui-ci. Il y avait une voie, celle de la consanguinité, mais l'adoption a souligné davantage l'importance de la descendance directe. C'était le cas de filles, considères elles-mêmes descendantes de leur père par la liaison du sang.⁴

Les textes juridiques romains sont très généreux vis-à-vis de la famille et de la dote de femmes romains vis-à-vis des graves conséquences économiques déterminées par le divorce. En même temps la dote avait le but de soutenir matériellement les veuves et de leurs offrir indépendance face de leurs parents de sang.⁵

La famille romaine se fondait sur la structure du clan, l'un agnatique axé exclusivement sur les hommes, néanmoins le système de parenté était très complexe. Tous les clans patrilineaires, *gentes* reconnaissent et les liaisons bilatérales sur la ligne généalogique c'est-à-dire il y avait des cognats là où il y avait des agnats.⁶

Dans la famille romaine, les enfants étaient élevés à la maison du père dont ils appartenaient d'ailleurs à la famille. Les mères contribuaient à leur entretien, la surveillance des enfants appartiendra au père, même dans une première étape, elle était donnée à la mère. *Consanguinitas* était aussi une liaison familiale qui impliquait la définition de la fraternité, orienté vers la descendance paternelle, elle a évolué vers une descendance bilatérale.⁷

La famille nucléaire simple a été considérée la base des réglementations résidentiels et sociales. Les familles complexes se multipliaient, parce qu'il y avait de remariages et de nombreux divorces.⁸

¹ Cf.****Dictionar de sociologie*, coordonatori Cătălin Zamfir, Lazăr Vlăsceanu, Secretariat Alfred Bulai, Editura Babel, București, 1998, p. 235.

² Jack Goody, *op.cit.*, p. 13.

³ *Ibidem*, p. 14.

⁴ *Ibidem*, pp. 19-20.

⁵ *Ibidem*, pp. 27-28.

⁶ *Ibidem*, p. 29.

⁷ *Ibidem*, pp. 30-31.

⁸ *Ibidem*, p. 34.

La femme romaine avait donc un statut sociale et juridique même ses désagréments auparavant de la femme moderne qui a lutté pour ses droits politiques et sociales et pour la reconnaissance juridique.

Bibliographie :

1. *Dicționar de sociologie*, coordonatori Cătălin Zamfir, Lazăr Vlăsceanu, Secretariat Alfred Bulai, Editura Babel, București, 1998.
2. Goody, Jack, *Familia europeană. O încercare de antropologie istorică*, Colecția Construcția Europei. Traducere de Silvana Doboș, Editura Polirom, Iași, 2003.
3. Guglielmo, Ferrero, *Les femmes de Césars*, Éditions Librairie Plon, Paris, 1930.
4. Vladimir Hanga, *Drept privat roman*, Tratat, Editura Didactică și pedagogică, București, 1977.
5. http://www.amazon.com/gp/reader/080184200x/ref=sib_dp_pt/104-0656282-4382311#reader-link excerpt of Suzanne Dixon, *The Roman Family*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, United States of America, 1992.
6. *Institutiones*.
7. Longinescu, S., G., *Elemente de drept roman*, Partea generală, vol. I, Editura Librăriei Socec & C-ie, Societate anonimă, București.
8. Molcuț, Emil, *Dept privat roman*, Ediție revăzută și adăugită, Editura universul juridic, București, 2007.
9. Paul Girard, Frédéric, *Manuel Élémentaire de droit romain*, huitième édition revue et mise à jour par Félix Senn, Éditeurs Librairie Arthur Rousseau, Rousseau et C-ie, Paris, 1929.
10. *Pocket Oxford Latin Dictionary*, Edited by James Morwood, Oxford University Press, UK, 2005.
11. Popa, Vasile, Val, *Drept privat roman*, Prefață de acad.prof.univ. Jean Gaudemet, Universitatea din Sorbona Paris, Editura All Beck, București, 2004.
12. Sâmbrian, Theodor, *Drept roman*, Editura Helios, Craiova, 2001.

THE CONDITION OF THE FREEDMAN IN CLASSIC ROME

Dana DINU
Assistant Professor
University of Craiova
danadinu9@yahoo.com

Abstract: *Many old and diverse documentary sources make reference to the phenomenon of slavery and the adjoined theme of the liberation as an established practice in the antique societies, evidently most of them dating back to the Roman and Greek time. Far from being systematic or specifically focused on these aspects, they appear scattered in the writings of various authors throughout the Antiquity, understandably more so during the classical period and the immediately following one. The study and correlation of the information extracted from legal, literary, philosophical or epigraphic texts produced nevertheless a coherent and complex image of a person's status who transited from social dependency to social independence. Beginning with the Antiquity this theme of the personal civic and social autonomy was always controversial, both from a philosophical and ethical point of view. Despite a theoretical, but rarely effective humanism encountered in some philosophical doctrines and slave owners, the practice of slavery is intrinsically linked to the ancient world and is not contested in principle by any author, including the Christian ones of the first centuries A.D. The explanation is in the fact that all during the ancient time slavery represented the exclusive basis for the development and progress of the entire economy. The act of manumisso conferred the status of libertus, sometimes called libertinus, and constituted the chance of gaining freedom or, for the enslaved prisoners who had been free men in their own homelands, of regaining it. This might even appear as a reparatory act, except for cases when the slave owner would expect material advantages in exchange. The ending of the ancient period and the Christian humanism did not bring about the end of the legal or illegal slavery, which persists in manifest or dissimulated forms in the civilisations that followed, up to the present. The transgression of the boundaries of social dependency in ancient Rome and the ensuing social, legal, economical or cultural consequences still challenge the dedicated research, but demand more critical distinctions and modern interpretations.¹*

Key-words: libertus, manumissio, slavery, ingenuitas, social classes, Aristotle, Horace.

Before talking about the freedmen status, I consider it useful to cast a brief look upon the social condition they have just got rid of.

¹ A more recent and well-documented work on freedmen is the thesis of Lucrețiu Mihăilescu-Bîrliba, *Les affranchis dans les provinces romaines de l'Illyricum*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2006. The first part makes an inventory of these aspects, chapters I and II, p. 1-34 and reviews the historiography, accompanying it by short comments.

The slaves, *servi*, represent a social class whose bitter fate did not make them less important and indispensable for the Roman society. As a class the slaves are fundamentally opposed to the class of citizens who, born as freemen, *ingenui*, are entitled to a freedom, *ingenuitas*, accurately inscribed in political, legal and social rights, but denied to the former. Initially the slave was the one from outside the city, since the prisoners of war represented the only source of slaves. The citizens of the city could not be made slave, they enjoyed rights beyond the reach of the enemies or strangers, *hostes*, who, once taken prisoner of war were totally subjected to the will of the conqueror.¹

The Greek term *exodulia* expresses the fact that the slaves are “necessarily” (É. Benveniste, p. 100) of foreign origin, from outside the city, *exo-*. The reconstruction of this social reality common to all Indo-European peoples is deduced from the literary analysis and comparison of the terms linked to slavery in all known Indo-European languages, first and foremost due to the linguist É. Benveniste.

References to Aristotle’s *Politics*² become almost compulsory in the discussion on the philosophical or economical justification of slavery, as it is one of the ancient sources which resumes, fundamentals and in a way legitimates, thanks to the name of the great philosopher, the attitude of the antiquity towards slavery and slaves. On the other hand, in the same text from *Politica* (1253b-1254a) we find the often quoted and evenly often criticized expression: Ἡ δολοω κτ^ομ^ο τι *ψυχον* “the slave is a living property”. Aristotle’s definition of the slave as a tool, ἄργανον, is often considered outrageous by ill-informed moralists. In strictly linguistic terms this Aristotelian definition is not as degrading or demeaning as it might appear and actually did appear in the past, given the fact that the Greek philosopher also used it in other occasions. For instance, in the *Nicomachean Ethics*, 1099b-1100a, speaking about happiness and affirming that its achievement also depends on external conditions or resources, he uses the same term ἄργανα, where he includes friends or children. Thus, although Aristotle’s position towards slaves remains unacceptable to the modern humanist thinking and was even considered unacceptable by some of his contemporaries, it is necessary to place the analysis of his statements in the appropriate argumentative, as well as historical, ideological or linguistic context. This opens the possibility for more subtle distinction and somewhat reduces the excessive interpretations concerning these fragments about slaves.

Aristotle makes a distinction (*Politics*, 1255 a) between the term τῆ δουλειῆν, “to serve as a slave, to have the slave quality” and that of “slave”, Ἡ δολοω, in other words for him the “natural” or innate slavery, of those who are slave in all circumstances, τὸ μὲν πανταξὸ δολοω and the “lawful” one, κατὰ νόμον, like in the case of enslaved prisoners of war regardless of their rank in their homelands. Though he concludes that “there are no slaves and freemen by nature”, οἷκ εἰσιν οἱ μὲν φύσει δολοι οἱ δ’ ἀεὶ ψεροι, in his opinion it is convenient συμψυρει and even right δέκαλον, for the one

¹ Émile Benveniste, *The Vocabulary of the Indo-European Institutions*, book III, *The Social Statues*, Translation from French, additional notes and Foreword by Dan Slușanschi, Bucharest, Paideia, 2005, p. 100-109; Aristotle calls the prisoners of war „lawful slaves” κατὰ νόμον δολοω, *Politica*, Bilingual edition. Translation, commentary and index by Alexander Baumgarten, and introductory study by Vasile Muscă., 2000, 1255a.

² Aristotle, *Politica*, 1255a.

to obey and for the other to exercise authority in a natural way', provided the rule of a good "lordship", τῆ δεσπ)ζειν, is respected. "Poor lordship", τῆ κακῶ δεσπ)ζειν, is prejudicial to both of them, □συμφ)ρω /στ←ν □μφο)ν, and it worsens when their relationship falls under the rule of "law and force", βιασπει)σι (*Politics*, 1255b).

But Aristotle is not the only one to have made such statements, which taken out of context were subjected to abusive interpretations disregarding the realities of their time. In the Latin literature we find a nearly identical phrase belonging to Varro, in *De re rustica*, I, 17, 1, which speaks about the three necessary means for tilling the soil. Admittedly he considers them different in essence and places the slave in the category *instrumentum genus vocale*.¹ An equally abusive interpretation as for Aristotle was applied to this fragment², which does not explicitly define the condition of the slaves, but tries to arrange the farming instruments in a hierarchy.

In certain cases, under the laws of the day, the masters, and for the Greeks sometimes the state, had the right to free those slaves who stood above the others through certain qualities or merits, in a way an act of repairing or compensating the disadvantage of slavery. The liberation, *manumission*, took place either at the initiative of the master, in recognition of certain qualities or services rendered, or bought in exchange for a sum of money. Three legal forms of liberation are known: *per vindictam*, *censu* and *testamento*³. However, the most frequent reasons for a master to free his slave were not magnanimity or gratitude, but rather the material pursuit, since he was entitled to receive a sum of money. Between the master, in the new situation called *patronus* and his old slave, now called *cliente*, there was a life-long cliental relationship. This was a fairly onerous relationship for the latter, as he was expected to offer a *dona* or *munera*, the value of which was not determined by law for the freedmen. But the rules did include certain obligations for the master now patronus, like the obligation to legally assist his old slave in a court of law. As for the freedman, he remained under the domestic jurisdiction of his old master, *iuridicium domesticum*⁴ and had to participate in the cult of his family, *gens*.

The liberation is an old institution in Rome, but not as old as slavery itself, because the laws governing it came later on, at a difficult to identify moment in time. Daremberg-Saglio⁵ suggested that, at the beginnings of the Roman state, there might have been an unauthorised form of liberation, left at the master's discretion, who could give a slave a

¹ *Nunc dicam agri quibus rebus colantur. Quas res alii dividunt in duas partes, in homines et adminicula hominum, sive quibus rebus colere non possunt; alii in tres partes, instrumenti genus vocale et semivocale et mutum, vocale, in quo sunt servi, semivocale, in quosunt boves, mutum, in quo sunt plaustra.*

² Also mentioned by Jesper Carlsen in *Vilici and Roman Estate Managers Until A.D. 284*, L'Erma di Bretschneider, 1995, p. 18.

³ Ch. Daremberg and Edm. Saglio (under the authority of), *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines*, (DAGR), 1877 1919, Book III, vol. 2, the article *The Freedman* by Ch. Lécrivain, p. 1204 .

⁴ Ch. Daremberg and Edm. Saglio, DAGR, Book III, vol.2, art. *Manumissio*, by Ch. Lécrivain, p. 708.

⁵ *Idem*, p. 1200

certain measure of autonomy. King Servius Tullius was considered at the time, although any verifiable information is lacking, to have issued the first legal ruling on the liberation of slaves. According to the Livian legend, Servius Tullius, the reformer-king, was himself of slave descent and this could explain the fact that he was considered the initiator of the legal ruling on the liberation of the slaves.

The freedmen, *liberti* (in Greek $\square\pi\epsilon\lambda\epsilon(\psi\epsilon\rho\omicron\iota$ or $\square\phi\Upsilon\tau\alpha\iota$) formed a heterogeneous social group and had in general a rather unsatisfactory status in the Roman (or Greek) society, because as former slaves, they entered a social underclass burdened with a range of variables about their origin, the forms of dependency they were subjected to or their possibilities of social insertion. The true freedmen were only those slaves liberated by Roman citizens. These slaves fell under the legal status expressed by the phrase *ex iusta servitute* and differed from the other categories of slaves able to obtain freedom, like the ones belonging to peregrins or to Latin masters. But by liberation they acquired their masters' social status, thus becoming themselves *peregrini* or *Latini*, and had to obey to other norms than the freedmen proper. A citizen in his own right who, for various reasons, had become a slave, regained his citizenship when liberated and did not become a freedman, like the real slaves. One could observe that here the condition of the freedman seems more degrading than that of the slave. Some antique sources, though lacking credibility in the eyes of most critics, speak about the existence of a *ordo libertinus* or *ordo libertinorum*. This "environment of the freedmen"¹ was regarded as prejudicial to their social integration and favoured the segregation.

For most of them liberation meant shedding the slave condition, nevertheless, in the strongly hierarchic and exclusivist society of the free people this was not self-evident. The freedmen were perceived as different, as strangers, and pushed to the social periphery. In the ancient time, the freedmen had to mark in their dress-code their separate status from that of the citizens, for instance by wearing a kind of hat called *pileus*. As for the new names they took after liberation, towards the end of the Republic the general attitude certainly improves, since they are granted the right to *tria nomina*, for a long time the exclusive privilege of the citizens. The nomen, *gentile*, belonged to the family the freedman had served as a slave and to which he owed cliental relationship, the given name, *praenomen*, was often an ethnonym, indicating the homeland of the ex-slave or certain characteristics, while the cognomen, forbidden to the freedmen of the previous centuries, became common from the first century A.D. on and frequently represented the old slave name.

The civil, social and political position of the freedmen strongly resembled that of the plebeian group, whose ranks were continually enlarged thanks to the freedmen. Many of the plebeians' claims represented civil, social and political rights equally applying to the freedmen and their descendants. Sometimes the freedmen even enjoyed rights denied to the ordinary plebeians. Both groups could enter the equestrian order if they had obtained the privilege called *ius anuli auri*, the distinctive mark of the free status, guaranteeing them the right to enter a municipal magistrature. But granting this privilege was exclusively linked to the imperial magnanimity.

¹Andrea Giardina, coordinator. *Roman Man*. Translated by Dragoş Cojocaru, Polirom Publishing House, Iaşi, 2001, chap. *The Freedman* by Jean Andreau., p. 179.

In time the freedmen in lucrative professions could get financially comfortable, by this making it possible for the next generations to transgress the social barriers and to obtain magistratures and important positions in society. In his biography dedicated to *The Divine Augustus* Suetonius briefly mentions that “Marcus Antonius rebuked him (Augustus) for his great-grandfather the freedman, a rope-maker from the village of Thurii ” (*Div. Aug.*, 2,3)¹. Regardless of its veracity or denigrating undertone, we could interpret in a positive manner this observation the biographer chooses not to keep for himself: the freedmen and their sons did not stumble on an unsurpassable social barrier, moreover, they could counterbalance their humble origin through personal qualities and the aid of favourable circumstances.

Somewhat different in a positive sense was the situation of the educated freedmen or practicing liberal professions who were more than welcomed by the aristocracy in need of secretaries, librarians, tutors or even teachers of philosophy, as in the case of Epictet. In some cases educated slaves earned the title of freedman thanks to the esteem or even friendship of their masters and later on played an active intellectual role in those circles and under their patronage. Others were successful in lucrative professions, turned into manufacturers or businessmen and became well-established. They formed a kind of very economically active bourgeoisie, most likely also including Horace’s father. During the empire many of them reached very influential political positions, even though in Rome their direct access to magistratures was forbidden.

The Roman history frequently mentions famous names of people born as slaves, but who managed to valorise their abilities not only for obtaining freedom, but also for playing an important cultural or historical role. This proves that, in exceptional cases, the traditionalist and conservative Roman society, though in principle opposed to upward movements on the social ladder, was inclined to forgive the humble origins of those who contributed to the public cause and to acknowledge their value. But the acknowledgement of one’s value did not grant one nobility titles. So the freedman always needed a protector, and a guarantor, to whom he remained indebted for life. The freedman was subject to important constraints regarding civil liberties on the legal and political level, including onerous regulations in the relation with his master, but he encountered no limitations of his chances to start up any kind of activity, least of all in those fields where talent and creativity mattered.

The beginnings and most important texts in the Latin literature are due to writers in this kind of servile relationship, many of them even foreigners. Livius Andronicus, founder of the cultivated literature, used to be a Greek slave in Tarentum, as well as Plautus. And in the next generation, we have Terentius, playwright whose comedies promote a vision of the interhuman relations based on the philosophical concept of *humanitas*. The best-known freedman of the Latin literature is Trimalchio in Petronius’ *Satyricon*. But he is a caricature which reunites all the wrongs the imagination of the society attributed to his social category.

In the cultural and social history of Rome we come across slaves and freedmen who could put their talents to good use among the aristocracy boasting intellectual preoccupations and liberal ideas. From this point of view Horace is no exception. But

¹ Suetonius, *Lives of the Twelve Caesars*, Translation from Latin, foreword and annex by Gheorghe Ceaușescu. RAO International Publishing Company S.A., 1998, p. 58.

preceding similar cases do not bring him a more comfortable social standing, because in general people tend to reduce one's image to a couple of stereotypes, of which the most durable is the origin, either social or ethnic. Horace himself is harsh towards the freedmen who don't understand that one's freedom must rest upon dignity and whose behaviour betrays their parvenu condition and lack of good taste. Some slaves were able to gather real fortunes which allowed them to buy their freedom and then enter into business. The most criticized among them were probably the parvenus and the plotters who had become immoral instruments of their master, like Maenas in Epode IV. Anyhow the freedman's condition is precarious and insecure where his social recognition is concerned, because despite his gained freedom, he is not without ties, his whole life he depends on his protector, his *patronus*, and that implies a series of servitudes not applicable to the freeborn. Important authors like Plini the Older, Seneca, Plini the Younger or Tacitus try a more objective approach to the condition of the freedman and find positive individual examples, by this proving that this negative perception could be adjusted. A very interesting case-study regarding the evolution of a freedman's son is that of the poet Horace himself, as his writings come to prove.

However, Horace was not a freedman; he was after all born free, *ingenuus*, but as a son of a freedman. His entire life he would feel, nevertheless, a certain discomfort at the memory of his origin, subject he mentions otherwise without hesitation. In *Satyricon*, with its enormous influence on our image about freedmen, we come across one common feature for the many examples of freed slaves, namely that they don't renege their origins, but talk luxuriously about their life as slaves, despite the fact that normally speaking one would expect them to try and forget that life¹ once accepted as Roman citizens. They remain suspended in a social *intermundium*, but their initial condition is indelibly encrusted in their self-image. On the other hand by blatantly cultivating former status, they want to show their superiority towards those who inherited their natural freedom and did not have to earn it by merit or effort. Thus by their own doing their image of otherness is maintained, placing them in a separate category in society, a category which could become rich or influential through opportunistic personal relationships, but is excluded from social ascension by lack of noble titles, like in other societies. Only after several generations the traces of the original servitude could be effaced. The rich freedmen have the advantage that they can be absorbed by the "capitalist bourgeoisie", similar to the plebeian class.

Horace's father understood only too well that the social origins cannot be whipped out within one generation and that the most valuable investment of his modest capital was his son's education. To this purpose he did everything in order to offer his son the best conditions for an education which would put him on equal foot with the aristocracy, and subsequently talent and Fortune's intervention went even farther: Horace surpassed the aristocracy. Maecenas' noble and prestigious birth would not have brought him such long lasting posterity without the verses wrote for him by Horace: "[...] Horace's verses [...] dedicated to Maecenas [...] gave the latter immortality caught in an abstract noun². Horace always manifested reservation to and stayed away from social competition, an attitude

¹ Andrea Giardina, coordinator. *Roman Man*. Translated by Dragoş Cojocaru, Polirom Publishing House, Iaşi, 2001.

² G. Călinescu, *Horace, The Freedman's Son*, p. 30

common in freedmen, who were convinced that chance or fate, Fortuna, can change the social roles at a whim, offering them everything or robbing them of everything. This idea of the changing fate is present in many of Horace's poems. But he is quite happy that fate compensates him for his rather tainted beginning in life by endowing him with talent, which he could cultivate thanks to his friendship to influential people.

By openly assuming his origin, Horace pre-emptively adopts a defensive strategy, thus reducing the chances of it being misused for negative discrimination. In this he acts similarly to the freedmen placed in the same situation. The difference in social origins does not form a basis for any objective comparison, because it results from circumstances independent of the individual, while an objective comparison should be exclusively based on personal merits. It is on this terrain that Horace feels safe, there where his superiority is his own and obvious achievement.

The freedmen bring an important contribution to the economical and cultural flourishing of the empire. Permanently in search of new opportunities, they form a dynamic and upwardly mobile segment of the Roman society, itself open to change. Together with the plebeians, they represent the main vectors of the capital and finance in Antiquity.

Bibliography

1. Aristotel, *Politica*, Ediție bilingvă, Traducere, comentarii și index de Alexander Baumgarten, cu un studiu introductiv de Vasile Muscă, Editura IRI, București, 2001.
2. Aristotel, *Etica Nicomahică*, Introducere, traducere, comentarii și index de Stella Petecel, Ediția a II-a, Editura IRI, București, 1998.
3. Benveniste, Émile, *Vocabularul instituțiilor indo-europene*, Cartea a III-a, *Statutele sociale*, Traducere din limba franceză, note suplimentare și Postfață de Dan Slușanschi, București, Paideia, 2005.
4. Carlsen, Jesper, *Vilici and Roman Estate Managers Until A..D 284*, L'Erma di Bretschneider, 1995.
5. Călinescu.G., *Horațiu, fiul libertului*, în *Scriitori străini*, Antologie și text îngrijit de Vasile Nicolescu și Adrian Marino, Prefața de Adrian Marino, Editura pentru Literatură Universală, București, 1967.
6. Ch. Daremberg et Edm. Saglio, (sous la direction de), *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines (DAGR)*, 1877-1919, Tom. III, vol. 2, articolele *Libertus* și *Manumissio* de Ch. Lécivain.
7. Giardina, Andrea, coordonator, *Omul roman*, Traducere de Dragoș Cojocaru, Editura Polirom, Iași, 2001.
8. Mihăilescu-Bîrliba, Lucrețiu, *Les affranchis dans les provinces romaines de l'Illyricum*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2006.

ROMAN HISTORIOGRAPHY ABOUT THE INFLUENCE OF THE SOCIETY OVER THE HISTORICAL FACTS DURING THE PERIOD OF THE REPUBLIC

Florian OLTEANU
Assistant Professor,
University of Craiova
f_olteanu1981@yahoo.com

Abstract: *The article reveals the ideas of some representatives' historians of the Republican Roman period, concerning the relations between society, state and the historical evolution. There are pointed out the principles which approach and differentiate the Greek and Roman societies and also the historiographical conceptions appropriate to these cultures, the most remarkable in the Ancient history of the Europe.*

Key words: society, historiography, state, political relations, influence

The Roman history is an original combination between people, facts and attitudes which provided a large field for the contemporary historiography. The Roman historians came from the two political and social categories of Rome, senators and knights, they were deeply involved in the process of *making decision*, administration or in the cultural movement.

Rome had three main periods of its history: *Kingdom* (753-509 B.C.), *Republic* (509-27 B.C.)¹ and *Empire* (27 B.C.-476 A.D.). In 395 A.D., the Roman Empire was divided in the Eastern and Western Roman Empire. The Eastern Empire will survive with the capital at Constantinople until 1453, being known as the Byzantine Empire.

Rome succeeded to have an empire on three continents (Europe, Africa and Asia) but it kept the institutions of a city state. Any attempt to change the *mos maiorum* (the tradition of the ancestors) was seen as an act of sacrilege. The Senate accepted later to give political rights to the plebs being forced by the external forces which threatened Rome (Gauls, Carthage).

In Rome, in case of disaster, was appointed the *dictator*, who discharged the ordinary magistrates – the *consuls* – an extraordinary magistrate who acted independent for six months and after the victory he gave the power to the Senate. There are known the examples of Fabius Cunctator or M. Furius Camillus. But the power of the Senate was symbolic; many times Rome will be threatened by its own statesmen.

The first case is that of Coriolanus a great Roman military who fought with courage for the glory of Rome, but after being exiled in the Etrurian territory, attempted to enter armed in Rome, for revenge. The Rome was saved by the mother of Coriolanus, Veturia who came in front of his son claiming that she preferred to die instead seeing her son as conqueror and transforming her in a slave. Emotioned, Coriolanus withdrew and later was killed on his return way to the Etrurians.

¹ Theodor Mommsen, *Istoria Romană*, vol. I, Editura Științifică, București, 1971, *passim*.

The “sentimentalism” of Coriolanus stayed only in the historical books, because the ambition, the fights for power will influence the entire course of the Roman history¹.

The creation of a new social group, the knights (sons from marriages between members of the ordinary patrician and plebeian groups) will force the Senate to resist on the position of the only guardian of the *mos maiorum*. Even the senators could not make business, they saw the opportunity to become landowners spoliating the small properties of the peasants, or renting the *ager publicus* (public soil territories conquered by Rome and being under Senate control n.n.) used in the military campaigns during the first wars of Rome on the principle *bonus milites bonusque colonus* (good military and good peasant).

The attempts of Gracchus brothers (nephews of great Cornelius Scipio) in 133-123 B.C. to offer land from the *ager publicus* were smashed by the Senate.

The necessity of a good and a permanent army in the new conditions of external wars of Rome, imposed a new reform made by Caius Marius, who offered land to his soldiers in Africa after the defeat of King Jugurtha (105 B.C.)².

Marius, having a conflict with Sulla, his former lieutenant from Africa (who vanquished Mithridates VI in the East) went in Africa and entered in Rome with his veterans, opening the way of “Roman attacks on Rome”, as the historiography registered under the name of “the civil wars”.

In the conflict between Marius and Sulla, the *socii* (Roman subjects from Italy) received the Roman citizenship on the principles of the Roman law (*ius Italicum*) in 88 B.C.

The great uprisings of the slaves in Sicily and the uprising of Spartacus, the wars in the East appointed new names as Pompeius and Crassus, Caesar able to concentrate military obedient forces which will “erase” the authority of the Senate.

From 60 until 48 B.C., Rome was led by powerful names as Caesar, Crassus and Pompeius, which finally confronted, Caesar being the great leader until his assassination in 44 B.C. He kept the unlimited power with the formal accord of the Senate, which had no army, and by this cause had no power.

The assassination of Caesar did not solve the Problem, the republican institutions being unable to control the situation in Rome (including the conquered territories)³.

The Roman historiography was influenced by the Greeks. The first contacts were established during the Macedonian wars (215-168 B.C.), which conducted to the occupation of a great part of the Greece by Roman Republic⁴. It is the time when Polybios (210-128 B.C.), a Greek from Arcadia, son of a great Achaean general, Lycortas, was initiated in politics, which will influence his work. In 168 B.C., after the defeat of Macedonians in 168 B.C. by Roman Republic, he was put on the list of 1000 men taken as hostages by Romans as a warranty for the peace treaty. He spent 16 years in the Eternal City, in which he could observe the social and political realities from the Roman

¹ Claudio Rendina, *Roma ieri oggi e domani*, vol. I, Newton Compton Editori, Roma, 2007, p. 23-24.

² M. Cary, John Wilson, *A shorter history of Rome*, Macmillan, New York, 1963, *passim*.

³ *** *Istoria Universală Larousse*, vol. I, Editura Teora, București, 2005, *passim*.

⁴ Horia C. Matei, *Civilizația lumii antice*, Editura Eminescu, București, 1983, p.87-89.

Republic¹. Becoming a close friend of Cornelius Scipio the conqueror of the Greece, he could observe and understand the Roman virtues and the discipline which conducted Rome to the highest position in the Ancient world. His work survived in fragments². The most important, *Universal History*, in 40 books, presents the steps of the Roman expansion over the Greek world from the beginning of the second war with Carthage (219 B.C.) to the siege and destruction of Corynthe (46 B.C.)³. Helped by his political knowledge, he could realize a scientific investigation based on realism and critical spirit. The society influenced the great political decisions. A historical event had a pretext, some causes which will influence its course. He considered the history, (as he declared in the Book IX), as relying on three main pylons: genealogy (included the gods and the legendary heroes), the creation of the colonies and the political relations between colonies and their mother-cities (geopolitical and institutional history) and the political facts in which were involved people and leaders, politicians and armies (military, political and social history)⁴.

The conclusion of his work is that of the interdependence of the historical events. The historian might act with responsibility and impartiality. Rome having a superior type of social relations could conquer the Greek world in 53 years, offering a period of tranquility for Greece (where the peace was the temporary break in the conflict), described by Indro Montanelli as “the grave peace”⁵.

The first Roman historian was Caius Iulius Caesar (100-44 B.C.). Born in Rome, he was a rich senator, an extraordinary military commander and the greatest statesman from the last fifty years of the Roman Republic⁶.

His main historical works are *Commentarii de bello Gallico* (in seven books), in which he describes the campaign against the Gauls (58-52 B.C.) and *Commentarii de bello civili* (in three books), in which are presented the events from the beginning of the civil war with Pompeius until 48 B.C.⁷.

These works are considered as being apologetic and tendencious, because they have as main and immediate purpose the political propaganda. He would to influence the public opinion for accepting and understanding his political strategy. Beside the literary value, the plenty of data regarding the civilizations from the Roman frontiers, the military organization and tactics, the work of Caesar is important from the informations concerning the Roman society and politics at the end of the Republic.

The crisis of the Roman state was generated mainly by the social-political structures of the Republic which were unable to provide an unitary political frame of the

¹ Jean Defradas, *Literatura elină*, Editura Tineretului, București, 1968, p. 214.

² Virgil G. Popescu, *Note, la Polybios, Istorii, II*, Editura Academiei, București, 1970, p. 530.

³ Joachim Hermann, *Lexikon Frühen Kulturen*, Band 2, Bibliographisches Institut Leipzig, 1987, p.76.

⁴ *Ibidem*, p.9.

⁵ Indro Montanelli, *Istoria Grecilor*, Editura Artemis, București, 2004, p. 103.

⁶ Michel Mourre, *Dictionnaire encyclopedique d'histoire*, vol.1, Bordas, Paris, 1996, p.567.

⁷ Charles Daremberg, *Dictionnaire des antiquites grecques et romaines*, vol.I, Paris, Hachette, 1881, p.182.

conquered territories which formed *de facto* a large empire extended from the Atlantic to the Southern Europe and from the Northern Africa to the Minor Asia. It was extended by the confrontation of the two political groups, *optimates* and *populares*, which were not separated by wealth criteria as Marxists considered. They were the supporters of two opposed ideas: the conservation of the traditions, with the Senate as main political center – the *optimates* and the concentration of the *making decision* in the hands of influent and skillfull statesmen in accordance with the republican institutions – the *populares*.

Caesar noted the essential facts and events, being interested by the action, facts, human will and hazard.

In the same historical period lived, created and took part at the political life of Rome one the most important personality, Marcus Tullius Cicero (106-43 B.C.) son of a rich family of knights from Arpinum (70 km south-east from Rome).

Cicero understood that the main characteristic of last century B.C. was a decadence of the habitudes, the highest position of the collectivity being undermined by the individual personalities.

Cicero is not an historian but he was involved in great social and political events. Integrated in the Senate, he was appointed in 75 B.C. *quaestor* in Sicily. Appreciated on a very large scale, in 70 B.C., Cicero will be the defender of the Sicilians during the process against the former governor of Sicily, Veres known as one of the most corrupt person in the Roman state. His discourses (*In Verrem orationes septem*) make a portrait of the abuses in the Roman society: bribery, piracy, desertion, corruption¹.

He will accomplish the senatorial magistracies of *aedilis* (69 B.C.) and *praetor* (66 B.C.) reaching the highest magistracy from the *cursus honorum*, that of *consul*, in 63 B.C. In this quality, he will discover the conspiracy of Lucius Sergius Catilina and will attack him in a master-piece of discourses, *In Catilinam orationes quattor*. The crisis of the Roman Republic knew the trial of seizing power by conspiracy. Catilina was the exponent of the *populares* and Cicero the exponent of the *optimates*². Catilina with the help of an army from Etruria intended to abolish the debts, to release the slaves, to put fire on Rome and to kill all the senators and magistrats and to offer highest dignities to his friends³.

As a Roman official Cicero presented sucessfully the image of the Roman society which would transform in the age of the Empire.

In the I-st century B.C., in the Roman historiography, we can note the existence of a special type of the historical discourse, the monography. Its main representant is considered Caius Sallustius Crispus (86-35 a.Chr.).

Acomplishing several tasks and magistracies (in 52 B.C. he was *tribunus of the plebs*), Sallustius is a *homo novus*, being appointed in the Roman Senate. He was accused by immorality and excluded from Senate in 50 B.C (in reality he was one of the supporters of Caesar, and the Senate was the Partisan of Pompeius Magnus n.n.). Caesar admmitted him in the Senate in 49 B.C.

¹ *** *Der Grosse Ploetz, Die Daten Enzyklopadie der Weltgeschichte*, Ploetz, Freiburg, 1999, p.243.

² *** *Brockhaus Enzyklopadie*, Band 1, Brockhaus Verlag, Mannheim, 1988, p. 368-369.

³ Hermann Kinder, Werner Hilgemann, *Atlas de istorie mondială*, vol.1, Editura Rao, București, 2003, p. 83-85.

From his rich historical work, we will insist on a monography, “*De coniuratione Catilinae*” (*About the plot of Catilina*), wrote in the period 43-41 B.C., and referring to the plot of Lucius Sergius Catilina (64-63 B.C.)¹.

In this monography, Sallustius presents Catilina, the exponent of the *nobilitas* as an expression of the vice:

„*L.Catilina, nobili genere natus, fuit magna vi et animi et corporis, sed ingenio malo provoque. Huic ab adolescentia bella intestina, caedes, rapinae, discordia civilis grata fuere, ibique iuventutem suam exercuit. Corpus patiens inediae, alboris, vigiliae, supra quam cuiquam credible est. Animus audax, subdolos, varius, cuius rei lubet simulator ac dissimulator; alieni appetens, sui profusus, ardens in cupiditatibus; satis eloquentiae, sapientiae parum. Vastus animus immoderata, incredibila, nimis alta semper cupiebat (De coniuratione Catilinae, 5,1-5).*

Catilina is presented as a powerful and without fear fellow but having a bad and vicious character (*ingenium malum provoque*). Also, Catilina is resistant (*patiens*), courageous (*audax*), but in the same time smart (*subdolos*), actor (*simulator*), an hypocrite (*dissimulator*) and without limits (*profusus*).

Sallustius considers the *nobilitas* responsible for the crisis of the Roman Republic, the main cause being the decadence of the behaviour.

These are the main historiographical conceptions from the republican history of Rome, regarding the society. The conclusion we can make is that of the insufficiency of the Republican institutions in front of the great ambitions of the statesmen who had no fear to use the military force for accomplishing their purposes.

Bibliography:

1. *** *Brockhaus Enzyklopädie*, Band 1, Brockhaus Verlag, Mannheim, 1988.
2. *** *Der Grosse Ploetz, Die Daten Enzyklopadie der Weltgeschichte*, Ploetz, Freiburg, 1999.
3. *** *Istoria Universală Larousse*, vol. I, Editura Teora, București, 2005.
4. Cary, M., Wilson, John, *A shorter history of Rome*, Macmillan, New York, 1963.
5. Daremberg, Charles, *Dictionnaire des antiquites grecques et romaines*, vol.I, Paris, Hachette, 1881.
6. Defradas, Jean, *Literatura elină*, Editura Tineretului, București, 1968.
7. Hermann, Joachim, *Lexikon Frühen Kulturen*, Band 2, Bibliographisches Institut Leipzig, 1987.
8. Kinder, Hermann, Hilgemann, Werner, *Atlas de istorie mondială*, vol.1, Editura Rao, București, 2003.
9. Matei, Horia C., *Civilizația lumii antice*, Editura Eminescu, București, 1983.
10. Mommsen, Theodor, *Istoria Romană*, vol. I, Editura Științifică, București, 1971.
11. Montanelli, Indro, *Istoria Grecilor*, Editura Artemis, București, 2004.
12. Mourre, Michel, *Dictionnaire encyclopedique d'histoire*, vol.1, Bordas, Paris, 1996.
13. Rendina, Claudio, *Roma Ieri oggi e domani*, vol. I, Newton Compton Editori, Roma, 2007.

¹ Claudio Rendina, *op.cit.*, 2007, p. 56-57.

THE SOCIAL IMPORTANCE OF THE REFORMS OF A.I.CUZA IN THE LIGHT OF THE DIPLOMATIC DOCUMENTS

Ionuț ȘERBAN
Assistant Professor,
University of Craiova

johnutzserban@yahoo.com

Abstract: *This article present the manner in which Cuza reforms, that are important to the foundation of the modern Romanian society, have been aquired by the Italian diplomats from Bucharest and other European cities.*

Key words: reforms, diplomacy, statistics, negotiations, recognition

Electing Colonel Alexandru Ioan Cuza as prince at 5 and 24 January 1859 in Moldova and Wallachia expression was putting Europe before the "fait accompli", words that Romanians made synonymous with reform, with the fulfillment of their national wishes during 1859 - 1866¹.

One of the first reform measures taken by Prince A I Cuza was that of conducting a census of population and economic activities, absolutely necessary for the reform measures which he provided later. Until then, statistical information came from the cartographic investigations, but had emphasized the role of fiscal and military population from the census of 1838, which have the same goals. In this regard, eminent economist of the nineteenth century Dionysius Pop Martian (1829-1865), with studies in Austria, said: *„seriously believe that statistics is for those who possess a precious national wealth is the only statistics ... realm sure that a government should be cautious and to base its rationale reforms². "*

Dionysius same Pop Martian, along with the founder of the agronomical researches, Ion Ionescu de la Brad (1818-1891), who studied in Germany, offers its services to the prince A I Cuza, who, on 12 July 1859, signed the ordinance establishing the Office of Central Statistics Administration, marking the birth of the official statistics in Romania³.

With modest resources and a small number of people, which very few have specialized training required of the statistics, created a new institution able to carry out population census between 1859-1860, and in 1863, Census industrial establishments

¹ Gerald J. Bobango, *The Emergence of the Romanian National State*, Boulder, 1979, p.34-35.

² Vasile Ghețău, directorul Centrului de Cercetări Demografice „Vladimir Trebici“ al Academiei Române, interviu apărut în „Ziarul Lumina”, Centrul de Presă „Basilica” al Patriarhiei Române, consemnat de Larisa și Constantin Iftime, la 25 iunie 2008, p.1.

³ Institutul Național de Statistică, *148 de ani de statistică oficială în România*, <http://www.insse.ro>.

considered to be among the first Statistical research in Europe. The information was published in the "Annals of statistical and economic", which came from 1860.

By this action prince A I Cuza walked immediately to the attention of the diplomats from the Powers Warranty mainly, which had interests to protect the interests of their residents that "submitted" in principle.

On 19/31 August 1859 the Ministry of Foreign Affairs of Moldova sent a request to the consul of Sardinia that it seek to provide of the Romanian authorities the situation of the Italian subjects from the country, otherwise the Ministry of Interior will make them mandatory registration and property held¹.

From Galati, 8 September 1859, Consul of Italy, Durio report early actions census in which all inhabitants were included whether they were subject to foreign or Romanian. This measure was ample commented; the report is even accompanied by a copy of the type of table to be filled. Consul Durio will line the other diplomats who believed that the measure is an abuse which violates the laws of the Turks that Principalities to respect and inviolability of domicile, and the reasons for the protest expressed the need to respect the laws in force². As representatives of the other powers have not received the registration measure is included in the internal organization promoted by the Paris Convention of 19 August 1858, the protest remained no diplomatic effect³.

In parallel with the diplomatic recognition of the dual elections, Prince was A I Cuza deeply involved in the cultural life of the country patronizing creation in 1860, the Iasi University.

Also, it sought the creation and strengthening of cultural institutions in Iasi and Bucharest. In this respect, reveals the discovery of the archive Ministry of Foreign Affairs of Romania, a document of 14 March 1860, the knight Annibal Strambio, diplomatic agent of Italy in Bucharest, answered to the note nr.176 of 16 / 28 January 1860 sent by Minister of Foreign Affairs of Wallachia, none other than the great poet, revolutionary and militant unionist Vasile Alecsandri. It took sending a specialist in the Italian capital, Turin, Carlo Pierrerati to organize and lead the Museum of Natural History in Bucharest, following the address made by the Ministry of Cults and public instruction no. 41 of 8 / 20 January 1860⁴.

Italian diplomat tell him that the Romanian minister on his Italian counterpart effectuated steps necessary in addition to Department of public instruction in Italy, under the control of which is Pierrerati Charles, who accepted the offer came from the Romanian state:

¹ Arhivele Naționale Istorice Centrale (în continuare se va cita ANIC), colecția Microfilme, fond Italia, rola 8, cadrele 469-470.

² *Ibidem*, cadrele 463-465.

³ C. C. Giurescu *Viața și opera lui Cuza Vodă*, 2nd edition, Editura Academiei, București, 1970, p. 78.

⁴ Arhiva Ministerului Afacerilor de Externe, București (în continuare se va cita: A.M.A.E.), fond Arhiva Istorică, dosar 46/1860, f.26.

"Minister,

I rushed to get to the minister of Foreign Affairs of Her Majesty's, the note you've had the honor to address the 16 / January 28 last under 176.

He communicated the excellence of a Department of public instruction, of which Mr. Charles Pierrerati, procurator at the Zoology Museum in Turin.

Received today from Mr. Minister of Foreign Affairs, the order to inform Your Excellency that Mr. Pierrerati accepted the proposal of the government of Wallachia and conditions.... "

*Italian specialist, a worthy heir of plead scientists Antics, headed by the great Caius Plinius Secundus (Plinius the Elder), author of fundamental work *Naturalist History*, and has assumed his important mission and will work for five years in Bucharest. In addition, after learning the Romanian language, he would become the holder at the Department of Natural Sciences at the University of Bucharest: "Mr. Pierrerati pledges through a five-year contract that promises to be renewed to be charged with preparation and organization of the Directorate Museum of Natural History in the capital, with the title of Director, with an allowance of 400 francs per month, in which housing and heating. Travel expenses will be fixed at 90 Ducati or 600 francs and the same for the return of the expiry of the contract. Mr. Pierrerati will combine the powers attached to the chair of natural history whose holder will be, which powers will be exercised only when you learn the language of the country itself"¹.*

The Romanian State is obliged to provide 12 000 francs, the amount that an Italian specialist is determined to be sufficient facilities needed at the head of the institution which wanted to install as soon as possible:

"The cost of buying tools, machines and other objects need the museum would raise the calculations that were made, the amount of 12 000 francs. Mr. Pierrerati not insist, however, to have all the right amounts. He will give an exact count since the arrival in Bucharest about the amount that will be spent her about the money that will be sent in advance to Turin. Mr. Pierrerati, finally expects to sign the contract as soon as possible"².

The Italian government gesture would be followed by other measures to strengthen bilateral relations Romanian-Italian: *"The government of King quantifying no effort to delegate a prosecutor as distinguished as Mr. Pierrerati, gave the authorization necessary to develop this commitment. His Majesty's Government, with whose insurance are happy to be in charge, will always rush through the means available to meet government intentions of His Highness, Prince ruler in everything that will be profitable for the Romanian nation"³.*

In turn, Minister Vasile Alecsandri communicated affirmative response of the Italian by the bill no. 973 of 16 March 1860, addressed to the Ministry of Cults and public instruction in Bucharest.

During its mission to Turin, Vasile Alecsandri will know Giovenale Vegezzi Ruscalla, an Italian who since 1845 was in touch with the realities of Romania, collaborating on "Gazeta de Transilvania" led by George Barițiu. Subsequently the peace

¹ *Ibidem.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem*, f.27.

treaty signing in Paris of 1856, Ruscilla will sign the articles in Italian newspapers "Lo Spettatore", "Il Mondo Letterario.

In 1861 he became inspector of the Romanian government for Romanian students who since 1860 could study in Italy. In 1863 was declared honorary citizen of Romania, states that fought the plan for cultural recognition of Romanian independence. Ruscilla his daughter was married to a well-known Italian diplomat, Constantino Nigra¹.

No less important are historical evidence attesting to the existence of the Romanian Greek historical vestiges, which begins systematic research in this period. I discovered during research of Archives Foreign Ministry and a number of documents illustrating the conduct of fruitful relations of friendship between Romania and Greece Principalities.

Thus, 4 / 16 August 1860, Consulate General of Greece in Bucharest, the consul Constantin Haralambie, sending to the Foreign Minister of Wallachia, II Filipescu a letter that he was informed that a Greek citizen, sculptor John Cosse Greek Consulate had sent a petition accompanied by two busts made by him in marble of Paros and Pentelic, expressing their wish to donate the Romanian state.

In your answer, no. 10/22 August 2936 in 1860, the Romanian minister thank the Greek consul and sculptor John Cosse, on behalf of the government Prince Alexandru Ioan Cuza, expressing "unanimous admiration for the great work forever engraved in our memory of the classic land of Greece"². Also on the same day, he sent the no. In 2937 the Ministry of Religious Affairs and Public Instruction, to take necessary steps regarding the takeover of the assets of the National Museum of the two works of art³.

Thus, the Paris Convention of 19 August 1858 created a mechanism slowness of operation of the United principalities of Moldavia and Wallachia to paralyze initiatives in reforming the Assembly, composed of members of liberal and conservative groups. We can consider that the Romanian political life in the early stage was a copy of the scale of the European political scene, and it dominated the "conservative spirit", in which radical liberalism risked compromising the political-diplomatic support and so fragile security for the Powers -unionist, who at the end of two years of intense diplomatic action to court Austria, France, Sardinia, England, and the Ottoman Empire, managed to persuade the Dec. 3 1861, Gate to issue the Act of Confirmation it recognized the A I Cuza as prince during his life, how an otherwise had and Austria⁴.

As a result, Prince A I Cuza should maneuver with extreme skill Levers principal of state power, initiative and decision, managing to end on January 24 1862, full internal administrative unification of the Romanian State.

In the summer of 1862, when the conservative government and has ceased following the murder of Catargiu Barbu, "following a sad event, taking the helm of government itself," Prince Al. I. Cuza took the first step towards authoritarian rule establishment providing helm of government doctor Krețulescu.

¹ A.M.A.E., fond Arhiva Istorică, dosar 46/1860,f.29.

² *Ibidem*, f.30.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*, f.28.

Italian diplomacy, faithful to the national principle set out the first minister Italian Camillo Benso di Cavour and regarded as a cornerstone of which was formed Italy, watching with sympathy the way the Romanian state towards the completion of unity and national independence.

The situation of foreign state was uncertain as shown in the letter sent by Prince A I Cuza 29 April/11 king of Italy in May 1863 in which informing him that the principalities borders with Austria and Russia were massed troops.

From the response of King Vittorio Emmanuelle, on 15 July 1863, to break the idea that these deployments of troops were to the Italian government and it would Cuza assurances that no power is not wanted attacking Romania. Terms of the treaty of Paris were seen as a guarantee of peace, and Italy was willing to support Romania with sympathy.

The need to have an electoral law based on social configuration of the Romanian people and to improve the Convention in Paris that is the constitution that was inspired reform initiative. Count Greppi, Italy's envoy to Constantinople sent a report on September 9 1863 by the Ministry of Foreign Affairs of Italy on surveys made by Costache Negri in addition to the Ambassador of France, on the Prince Cuza on a possible amendment to the Constitution and the need for reforms of principalities.

According to the report, on September 8 1863, Costache Negri has read the draft prince A I Cuza which provides, inter alia, the election of deputies through universal suffrage in two colleges. A second body, the balancing role, the Senate had chosen Prince. In addition, it affirmed the need to constitute the Council of State and the Court of Auditors. Costache Negri said that occasion that Prince Cuza was going to call the old assembly and if it is opposed to be dissolved and be proclaimed the new Constitution¹.

Italian diplomat concluded: "pending dictatorship, Prince Cuza will lead the decrees, which will be sanctioned by the Chamber²."

Given need a government to support the work of reforming, Prince A I Cuza entrusted with the mission of the Mihail Kogălniceanu at 11/23 October 1863.

Knight Strambio, Italian envoy in Bucharest, send to the Foreign Ministry of Italy, on 23 October 1863, a report in which it informed the following fact: "*The government Kogalniceanu was formed today. And its compliance with the Convention is no solidarity with the outgoing cabinet, reconciliation with the Assembly convened on November 13. In case of failure, not for universal suffrage meeting to ratify the reform desired by Prince Cuza but for reconstitution that would restore everything in question. Little trust and irritation of all patriots. Difficult to provide what will come out of here*"³.

¹ Nicolae Isar, *Istoria Romanilor 1774/1874-1918*, Editura Universitara, București, 2006, p. 256-257.

² Direzione Generale degli Archivi dello Stato, Roma (în continuare se va cita: D.G.A.S), fond Visconti Venosta, Pacco 2, Busta 17.

³ *Ibidem*, Busta 30.

During the same period, Knight Scorasso, in Belgrade know that the emperor Napoleon III, Prince of A I Cuza supporter, was a very bellicose speech in favor of nationalities and hostile Austria¹.

Thus, the activity of reforming the prince's AI Cuza began with the secularization of the monasteries' assets. Prepared for a long time, the external negotiations and internal measures, the law has been submitted to the Assembly on 13/25 December 1863. By this law the "secularization of all monasteries' assets from Romania entered Nationalization 25.26% of the country. The measure was necessary because the common worship estate agent by the rulers and boyars, monasteries, a good part of which is dedicated Holy places (Athos, Jerusalem, etc.) Return and the revenue generated in the country's heritage was an act of independence, which had significant as such by the powers Warranty.

In Constantinople, on 21 November 1863, Greppi Foreign Ministry said that Italian Ambassador to France introduced on November 20, the audience to the Sultan, the invitation to Congress in Paris.

Italian headquarters of the Agency of Constantinople, located in the neighborhood Pera, 24 November 1863, Greppi information that Turkish Foreign Minister Ali Paşa sent a note Powers Deposit representatives "without delay asking for a meeting of the Conference shall decide the matter definitively dedicated assets".

Two days later, on November 26, knight Annibal Strambio telegram sent to Turin as follows: "*Cuza sent a messenger emergency meeting on goods monasteries dedicated to a bill taking goods from monasteries dedicated offering compensation 50 000 000 piaştri Turks at the request of the Ministry, said the meeting was and always voted the project. Powers and agency security advisers have informed the governments and their representatives in Constantinople*"².

The law passed on 25 December 1863, represented a decisive step which announced land reform. Although protests Greek monks were vehement, Powers Deposit have agreed *fait accompli*.

Once triggered reform measures initiated by A I Cuza, with the support of Prime Minister Mihail Kogălniceanu, continued with the establishment of schools in Bucharest higher science and higher school of letters which were first specialization of the University of Bucharest, founded in 1864, the second university in the country after the Iasi , founded in 1860.

The agrarian reform need to put in a fiery opposition liberal and conservative groups in the Assembly principalities, starting with the meeting of 10/22 April 1864. On 13 April 1864 Vasile Boerescu, as the representative of the conservative majority, criticized the government, accepting only the appropriating of 2.5 hectares and requiring payment of damages in seven years with an interest rate of 8% - not in 20 years with a 5% interest, how the government had set. He also called for owners to receive compensation consisting of land from the land fund of the state equal to those expropriated.

Prime Minister M. Kogalniceanu rejected the caretaker draft, but they have a majority in the Assembly have given vote to blame the government Kogalniceanu, which had to resign because the Assembly could be dissolved on the way the law.

¹ *Ibidem*, Busta 33.

² A.N.I.C., colecția Microfilme, fond Italia, rola 10-1, cadrul 70.

Day 2 / 14 May 1864, Mihail Kogălniceanu announced the dissolution of the Assembly and submitted the message A I Cuza prince, leaving the hall, evacuated soldiers. Prince moved the measure as the only way to do the second reforms vital for the future of the country, land reform and the electoral law. A. I. Cuza had to assume such responsibility of Mr. Authoritarian. Italian diplomacy followed with maximum attention from Bucharest and Constantinople situation in Romania¹.

Day 2 / 14 May 1864, and the consul general of Italy in Bucharest, knight Annibal Strambio was informed by the Italian foreign minister that the British representative at Constantinople, Sir Henry Bulwer wanted the conference to propose a vote of blame regarding the purchase by Cuza French arms. Is required to track such developments in internal principalities (the conflict between the Assembly and Cuza). Also, Strambio had to advise him on Cuza to take care to domestic security suspicions Powers.

The same day, 2 / 14 May 1864, in Turin Strambio wire information on "coup d'etat of May 2: *“Today, convening extraordinary Assembly. Most states that no longer wants to work with the Ministry. He announces he will dissolve the Assembly and asks pre-credit for 3 months. Chamber denies. There was turmoil, ministers and parliamentarians and talking all at the same time shouting and nonsense. Reads the order of dissolution. Deputies refused to leave when entering the gate soldiers. Hall is empty, and everybody depart liability. The city is one-perfect silence. Probably tomorrow, coup d'etat”*.

On 9 / 21 May 1864, Strambio know that the situation in the country was good, infirming rumors appeared in newspapers Vienna. Annibal Strambio concluded that "the opposition will not fix anything, the government obtaining a sure victory."

Prince made public Statute developer of the Paris Convention and the new electoral law holding a plebiscite planned in the days of 10/22 mai-14/26 May 1864.

This was disclosed its intent to Cuza's Annibal Strambio to 12/24 in May 1864, in confidence:

"After the dissolution of the Assembly, Prince Cuza decided to obey the law of universal suffrage election and the new Constitution known with some modifications, after which His will lead to Constantinople. France is committed to support him, but Prince Cuza resist unwanted air to have a bye and you. Cuza was to address the Sublime Ottoman Empire, of France and England, then Italy and the people to ask under art. VIII and IX of the Convention approved as a means to safeguard the safety of borders threatened by Austria with 30 000 people in Transylvania and Bukovina and Russia with 50 000 people in Bessarabia and neighboring provinces”².

On 26 May 1864 in Constantinople, was sent to the count Greppi, the representative of Italy in the Ottoman Empire, by the Italian Ministry of Foreign Affairs, Count Visconti Venosta-on letter to the vizier Cuza in which Turkey is not recognized Constitutional changes made to it.

On 28 May 1864, Minister of France to Turin, Baron of Malaret received a comprehensive report from his diplomatic Drouyn of Lhuys, who described the situation in

¹ Alin Ciupală, *Giovenale Vegezzi Ruscala between two motherlands-Italy and Romania*, în *Annuario. Istituto Romeno di cultura e ricerca umanistica* 5 (2003), edited by Șerban Marin, Rudolf Dinu, Ion Bulei and Cristian Luca, Bucharest, Ed. Enciclopedica, 2004, p. 392-397.

² A.N.I.C., colecția Microfilme, fond Italia, rola 10-1, cadrul 70.

Romania after 2 May 1864, when A I Cuza proposed an electoral law, establishment of a Court of Auditors A new constitution, a body-balancing the Senate. The report shows how the powers guarantor and power suzerainty accept those measures which they bound Cuza vote country.

The report makes direct reference to a telegram sent on 28 August 1863 predecessor Baron, who commented Cuza memorandum addressed Powers Deposit weights on governance. Referring to the situation, Drouyn of Lhuys insisted on the need to change the constitutional regime in the country that leaves virtually Assembly in conflict with the ruler. Prince Cuza, considering essential changes, it was agreed "*to prepare the country concentrating in the hands of his dictatorship a few years.*" Despite reservations, the sender recognized that "*those measures deserve to be well received.*" Convinced himself of the rightness, Drouyn of Lhuys wrote count of Sortiges that "*the program does not have anything that is not acceptable in terms of security Powers.*" They have not hidden their weaknesses of the step, counting on experience to correct further imperfections, as expressed by the French consul in Bucharest. It noted that, despite disagreement in principle to the measures taken by Cuza, "*put in front of a fait accompli,*" Powers guarantee shall take the path of prudence necessary to maintain peace in the Orient by a calm approach to problems and remove all dangerous elements.

The report invited the Italian consul "*to present to Prince Cuza regret product of the proclamation announced that the new law constitutional and economic publishes it came into force immediately suffrage popular that they will be punished*". Consider that any future action to expose it Cuza blame the governments of Powers Warranty.

Drouyn of Lhuys, concluded that if the Italian government shared the French view, it must notify the representative of Italy to Constantinople to take part in any discussions between them guaranteeing powers.

On May 29 1864, the Italian Foreign Ministry send a telegram representatives of Italy in London, Marquis d'Azeglio, and that the Paris Constantino Nigra, referring to the prince Cuza intention to propose the election law.

On June 3 1864, a circular of the Italian foreign minister, Count Visconti Venosta-Italian Legation was sent from St. Petersburg, Berlin, London, and Constantinople, request them to these ambassadors, as a result of the Imperial French government request to confirm Italian government's attitude towards reforms Cuza before other powers to the Convention of 1858. On 15 June 1864, Minister Venosta was informed about the visit count Greppi Prince Cuza Constantinople.

On 21 June 1864, Count Greppi of Constantinople wire that Prince Cuza left the evening of June 20 in Bucharest after the audience at the Sultan: "*He (Cuza, n.n.) was agreed with the sublime to the gate of the coup d'etat. The commitment will be subject to the approval of the conference. Details by letter.*¹ "

To obtain recognition of its reforms, A. I. Cuza made a visit to Constantinople, with effect from June 8 1864, stating: "*I am leaving - he declared - for a new recognition of the autonomy of Romania*".

¹ *Ibidem*, Rola 10-1 Cadrul 95

Received the distinction chosen by the sultan, Prince, accompanied by his envoy from Constantinople, Costache Negri, the foreign minister DN Roset Balanescu, Carol Davila etc.. held talks with the grand vizier Fuad care, with foreign minister , Ali care, with representatives of Austria (Prockesh-von Osten), England (Sir Henry Bulwer), Prussia (Brassier de Saint Simon), Italy (Greppi), France (Marquis de Moustier), managing to obtain adherence to the Powers reached. In addition, it was decided that Principalities to take action on their own internal development without prior consultation Powers of Deposit, which amount to guarantee the full internal autonomy.

Count Greppi, wire in Constantinople, on 26 June 1864 that on June 28, was to be conducted under the chairmanship of Turkish Foreign Minister, Ali Paşa "*a conference for the settlement arrangements between the gate and Sublime Prince Cuza. Italian diplomat said that "Russia's representative raises no problems."*

On June 29, Greppi wire protocol signing: "*The conference yesterday was signed the protocol for acceptance of what happened between the gate and Sublime Prince Cuza. The representative of Russia signed reserving the right to return to court, not having enough instructions*"¹.

Russia has agreed fully on the decisions of the Conference on June 28 to July 16 1864, as a result of the telegram sent to Turin by count Greppi.

The draft law consists of rural Council of State, headed by the prince was sanctioned on August 14/26 and August 15/26 enacted in 1864, accompanied by a manifesto to the peasants: "*From this day forth vanquisher on a body part of the country. ... Today before you master your arms ... Today before you have a loved the motherland and defended ...!*". These words will Cuza place in legend as the gentleman who opened the path to such a future war of independence.

In the years 1864 and 1865, a decision was taken some fundamental reforms aimed at a new voting laws and pensions; law military organization; accounting law, county councils law, criminal code, civil code, the law public instruction. It was also established archives state institution, the school of bridges and roads.

Mihail Kogălniceanu his resignation, during which his government take the opposition and the hate both conservatives and liberals on the radicals, occurred in January 1865 has tempered series of reforms and stressed the erosion image A I Cuza prince. Bucharest merchants revolt against the measures taken by the administration Cuza in the summer of 1865, when Prince was left to Ems to the spa treatment was a discreet attempt to mark the idea of vulnerability of Cuza. Even if opened fire order from General I. Em. Florescu, the minister of defense, Cuza, quickly returned to Bucharest has long calm offering amnesty to those involved.

Italian diplomacy appreciate his attitude Cuza, as shown in the letter sent from Florence, the new capital of Italy, by Foreign Minister Annibal Strambio agent.

Prince A I Cuza, could not have the support of Napoleon III, displeased that attitude Cuza issue in the Danube transportation of weapons from Russia to Serbia, and action to adopt children and recipients of the extra-conjugal relationship with Maria Obrenovici, have in and the abdication in order to give effect to the desire The Assemblies ad hoc in 1857, the completion of the establishment of Romanians under a foreign prince.

¹ *Ibidem*, Cadrul 97.

When A I Cuza was obliged to resign at 11/23 February 1866, the Italian representative at Constantinople send its colleagues in France and England in a telegram to appreciate the gravity of the situation, inform the proclamation candidacy Philip count of Flanders, from the royal family of Belgium, asking and colleagues to consider the echoes of the resignation of the "Prince Unification" in the two major European capitals.

Italian diplomatic correspondence of the season sincere the idea of admiration for Italian prince A I Cuza reforms, and particularly the interests of Italy to the events of the Romanian Principalities, and Italy are in the process of national affirmation.

Bibliography:

Archives:

- Arhivele Naționale Istorice Centrale (ANIC), colecția Microfilme, fond Italia
- Arhiva Ministerului Afacerilor de Externe, București (A.M.A.E.), fond Arhiva Istorică
- Direzione Generale degli Archivi dello Stato, Roma (D.G.A.S), fond Visconti Venosta

Articles:

- Ciupală, Alin, *Giovenale Vegezzi Ruscala between two motherlands-Italy and Romania*, în *Annuario. Istituto Romeno di cultura e ricerca umanistica* 5 (2003), edited by Șerban Marin, Rudolf Dinu, Ion Bulei and Cristian Luca, Bucharest, Ed. Enciclopedica, 2004, p. 392-397
- Ghețău, Vasile, directorul Centrului de Cercetări Demografice „Vladimir Trebici“ al Academiei Române, interviu apărut în „Ziarul Lumina”, Centrul de Presă „Basilica” al Patriarhiei Române, consemnat de Larisa și Constantin Iftime, la 25 iunie 2008.
- Institutul Național de Statistică, *148 de ani de statistică oficială în România*, <http://www.insse.ro>.

Papers:

- Bobango, Gerald J., *The Emergence of the Romanian National State*, Boulder, 1979.
- Giurescu, C. C. *Viața și opera lui Cuza Vodă*, 2nd edition, Editura Academiei, București, 1970.
- Isar, Nicolae, *Istoria Romanilor 1774/1874-1918*, Editura Universitara, București, 2006.

NEW DIMENSIONS OF THE INFRACTIONAL PHENOMENON IN THE EUROPEAN WORLD

Sorina FOLEA
Ph.D. Student
University of Bucharest
foleasorina@yahoo.com

Abstract: *Infractionality is one of the most complex, profound and tragic phenomenons of the contemporaneous world. Year after year, more offences are committed, millions of people become victims and a bigger part of the society is hurt. Although we observe an intensification of the measures and specialized acts of social control against misdealing, baseness, and criminal facts, in many countries we observe a multiplication and diversity of the offences committed with violence as well as the ones from the economic, financial and informatics field.*

Key words: crime, control, violence, prevention

Globalisation continues to favour organized crime and in particularly economical crimes at transnational level. The governments' capacity to reply at national level in the rapid changes context is drastic limited. In that context is felt the necessity of concentrated actions at the UE' level¹. Beginning the 2004 was taken measures at European level in order to create a base of control of organized crime and other criminality forms.

As an example, in May 2005 three agreements were debated in front of the European Council:

- The Convention on the Prevention of Terrorism -CETS 196
- The Convention on Action against Trafficking in Human Beings - CETS 197
- The Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism - CETS 198.

In Europe, organized crime takes many forms, and is involved in a large variety of criminal acts. But, there are some large areas in which organized crime manifests and those are major threats for the majority of Europe's countries.

According to the estimations, Europe is the most profitable drugs' market. With a proportion of 0, 5% European population seems to be the largest consumer of heroin (The largest scale of consume was canned in Eastern Europe, especially in Lithuania and Russia.). Regarding cocaine the largest consumed is registered; in particularly in Spain, in

¹ Europol, 2005 *European Organised Crime Report, Public Version*, Haga, oct.2005, *European Sourcebook of crime and criminal justice, Statistics2006*, Haga 2006

Great Britain, Estonia and Denmark, and ecstasy is consumed in the Czechoslovak republic and in England.

Estimation of drugs consume in Europe:

Cannabis

- *Prevalence along life: at least 70 millions persons or one of five European adults*
- *Last year consume: approximately 23 millions European adults or a third of lifetime prevalence*
- *Last 30 days consume: over 13 millions Europeans*
- *One country to another fluctuation of last year consume: 1,0-11,2 %*

Cocaine

- *Prevalence along life: at least 12 millions persons or approximately 4% of European adults*
- *Last year consume: 4, millions of European adults or one third of lifetime prevalence*
- *Last 30 days consume: about 12 millions*
- *One country to another fluctuation of last year consume: 0,1-3 %*

Ecstasy

- *Prevalence along life: approximately 9,5 European adult (3% of European adult)*
- *Last year consume: 3 millions or one third of lifetime prevalence*
- *Last 30 days consume: over one million*
- *One country to another fluctuation of last year consume: 0,2-3,5 %*

Amphetamine

- *Prevalence along life: almost 11-million persona or approximately 3, % of European adult persons.*
- *Last year consume: 2 millions or, one fifths of lifetime prevalence*
- *Last 30 days consume: under one million*
- *One country to another fluctuation of last year consume: 0,0-1,3 %*

Opium

- *Prevalence along life: between one and eight cases at 1000 adult persona age between 15 and 64 years old)*
- *Over 7500 deceased persons associated with drug consume, 70% of those (dates of 2004) the main drug of the total treatment requests*
- *Over 585.000 drug consumers' received substitution treatment in 2005¹*

According to estimation made at UE's level (talking about 25 countries), between 1,2 and 2,1 millions of people from the group of age between 15-65 years are consumers of risk drugs and between 0,85 and 1,3 millions are users of hype². According to ANA

¹ European Observar for drug and toxic substances

² Council of Europe, Octopus Programm , *Organised crime situation report 2005. Focus on the threat of economic crime*

estimations and after the made researches in Romania we observe the following tendencies:¹

- *To maintain to a constant level (beginning with 2001) the hospital treatment for drug addiction. In expert s opinion, the cause is the poor therapeutically offer that exists – some types of services just don't exist (therapeutic communities, social rehabilitation centres), and the others are hardly accessible to those in need, or with a limited offer (consisting in substitution with methadone).*
- *Starting with 2006 of specialized assistance as ambulatory services for drug addicted persona, through ANA CPECA*
- *Maintaining heroin as the most frequent drug for which is requested medical assistance*
- *The concentration of assistance cases for heroin consume in Bucharest –with the mention that in Bucharest it also exist the only opium substitute treatment centres*
- *The request for cocaine addiction assistance – 0, 1% of treatment requires*
- *Heroin is especially consumed by young persona: almost 70% of the assistance requires for heroin addiction treatment are made from persons under 29 years old.*
- *Practically, heroin is consume only as injection: 98% of the persona that demanded help mentioned heroin consume in a form with inject able syringe;*
- *Heroin consume begins at young age: 42% of cases were from the group age of 15-19*
- *We assist to an increased number of deaths due to drug consume: 21 cases registered in 2006 comparing with six cases in 2005 and seven cases in 2004 and 2003. We must say that we assisted to an improvement to the methodology of date collect and the ethnic equipment of the lab of toxicology from INML Bucharest increased. In those conditions, is premature to speak of a real increase of death cases due to drug addiction.*
- *HIV prevalence through drug-addicted consumers maintain to an extreme low level – 1, 44% in 2006; 1, 1% in 2005. Similar, the prevalence of viral hepatitis, B type, is quite low – 8,8% in 2006, 6,9% in 2005, (but, because of utilized technology were reported only recent infections – Ag HBs). Viral hepatitis, C type continues to represent a serious health problem almost half of drug consumers who were tested (46, 22%) being positive. The tests were made in rehabilitation sections from Bucharest; but the personal working in other specialized services – programs to maintain on methadone, syringe exchange, etc, indicated a viral hepatitis, C type much higher (estimations being of 80- 90 % percents)*
- *The number of in fractional cases to drug regime was increased – 2.659 cases in 2006, comparing to 2.305 in 2005, and 2.169 in 2004. The increasing tendency is maintaining at Bucharest level, where there were 1.301 offences in 2006 compare to 927 in 2005.*
- *The number of condemned persons for drug offences registered an increase – 2.695 cases in 2006 comparing to 2.305 in 2005 and 2.169 in 2004. The tendency*

¹ Idem

to increase maintains at Bucharest level where there were 1.301 offences in 2.006 compared to 927 in 2005.

- Also, the number of persons searched by police for offences to drug regime was in increase - 2.446 interrogated persons in 2006 compare to 2.008 in 2005
- The number of convicted persons for offences to drugs registered a diminution for the two time consecutive in 2006, - 2.108, comparing to 2.289 in 2005 and 2.307 in 2004.
- We registries an similar lower down for two years consecutive of persons judged for drug offences – 613 persons in 2006, comparing to 712 persons in 2005 and 864 persons in 2004. That lowering is registered with the growth of solution cases with the resolution with NUP, or with non-conviction. On the other hand, convicted persons number was in continue increase in 2001-2006 period (from 259 in 2001 to 629 in 2006)
- Drug captures¹ have an unequal tendency with growth and diminutions that hardly permit the formulation of new tendencies. As an example, heroine or cocaine confiscated quantities in 2006 were ten times lower then those in 2005, while their prices registered a slight increase – maximum 50%.²

Drug traffic is considered one of the most important activities of the organized crime groups and dealers. Groups can be involved in many against law activities. As an example Turkish criminal groups as well as Albans groups can be involved with heroin traffic in one period, and with human being traffic in another. As well the Chinese organised groups are in involved in import of chemical precursor from UE, with synthetic drugs production or with ecstasy traffic in South East Asia.

Although the traffic routes suffered minor changes they knew a diversity of traffic modalities, so the balkanise route on both traffic ways suffered an increase of the volume of trafficked drugs, including chemical precursor, cocaine, ecstasy pills from Eastern Europe in Central and South Europe and in Turkey. It is observed a development of maritime traffic of cocaine from South America, via West Africa, and than in Europe, as well as the increasement of Albania's role as a producer of cannabis and hoarding other drug types.

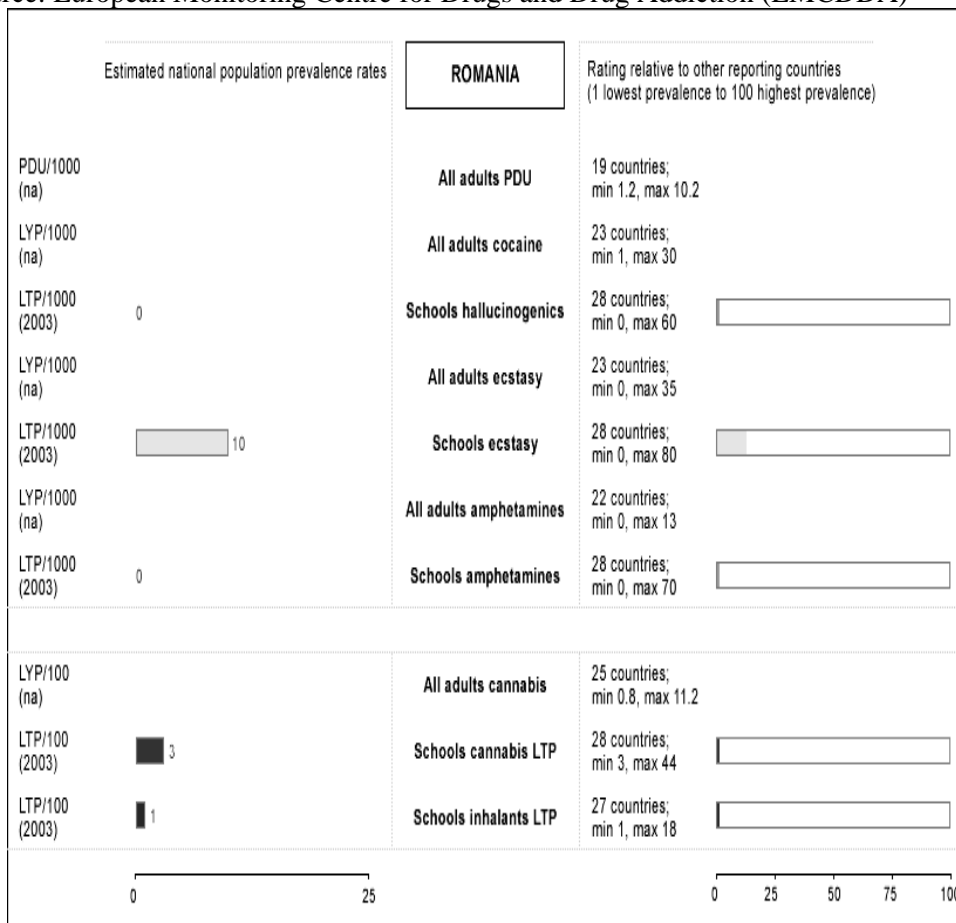
Romania's country profile for drug consume in 2006 is illustrated in the following table:

¹ Law number 143/2000 regarding combating illicit traffic and drug consume from our country

² National Against Drug Agency, *National Report Regarding Drug Situation*, Romania 2007, p. 7

Table. Romania's country profile for drug consume,

Source: European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA)¹



Note: LYP – prevalence of drug consume for the former reported year; LTP – lifetime prevalence of drug use; PDU – problem drug use.

Aware of the existence of criminality in the business area, many governments or international institutions became interested in knowledge of these phenomena as well as to identify the necessary ways to combat it. Also the intensify of the process of integration at economic and politics at the European level, the globalisation process requires an harmonization of legal acts to prevention economic criminality that can't be stopped at one state border.

After 1989, and especially after the pass of the constitution bill in 1991, in Romania took place a difficult process of transaction from the exclusively state property economy to the free market.

¹ www.emcdda.europa.eu – Country Data Profile

The difficulty of that transaction process, the extremely high costs, and the slow rhythm was determined by some causes and determined numerous effects. From some of those causes we can enumerate some:

- The high level of nationalization of the economy (the higher from the communist countries)
- The dissolution of government authority on the changes thought violence to the old regime
- The fact that we didn't use in a rational way the financial and material resources
- The lack of a quite long period to a stable, coherent and ethical legislation

Under the aspect of the registries effects and especially the negative ones from the economic field we mention:

- The proliferation of corruption phenomena
- The illicit transfer of funds; from the national patrimony to the private one
- The paralysis of activity and the disastrous management of state companies or their fraudulent privatisations
- The social diffraction disruption through the appearance of two different social poles, one constituted from a small category of enriched persons, and the authored one, from a high percent of pauperisation population resulted from that process

On the evolution trend of economy, crime found a prolific field, Romanian reality on the last eighteen years being marked of numerous economic crimes, a large part of them being still unsolved.

In Romania, the economic offences phenomenon passes a negative evolution. Even if the number of companies who reported such a problem is in decrease from 2005¹, fraud sums per company reduplicate. The study realised by Price Waterhouse Coopers of economic offences realised in 2007 points out important aspects about this phenomena manifestation.

This is the most comprehensive rapport of this kind realized one at two years time.

In the study were interviewed persons with representative roles in 5400 companies from 40 countries from all over the world, including 77 most important Romanian companies. These study's goal was to offer a coherent image of the way that people perceive and understand the economic offences as well as the impact of those to economic world's environment.

Those report conclusions are:

- Over 36% of Romanian companies declared an economic fraud in the last two years. As a wage, each Romanian company reporting a fraud was a victim of seven incidents in the last two years. A signal of alert is the fact that even the official number of companies declaring a fraud is in lowering, the declared loss is in the same time doubled. Romanian companies that participate at the realized study reported a loss of 13,7 million dollars from economic crimes offences, almost 405.000 dollars for each fraudster firm, two times more than 2005.

¹ Price Waterhouse Coopers Survey – Global Crime Survey, 2005

- Results show that as a rule this kind of offence affects all dimension companies, but as bigger a firm is as larger the lost is. The most affected firms are big companies with over 5.000 employees (62%), while firms with fewer than 200 were less offended (36%). Those differences were on a complex of factors beginning with „high risk of anonymity and responsibilities, such as height intercommunity of process and systems that can conduct to breaches of control that offences can exploit.”¹
- Fraud in divers industries varies from form to form, on top of the clasament is assurances industry and retail trade with 57%, followed by governmental sector with 54%, 44% in auto industry, up to 27% for pharmaceutical industry.
- The most frequent fraud modalities reported by Romanian companies are: active fake 23%, breaking the author law (15%), bookkeeping offences (15%), and corruption (10%)
- About 31% of Romanian companies consider that in one form or another, they were forced to pay bribe in the last two years. Over 50% of autochthonous firms consider the lost of business opportunities due to illegal competition based on corruption methods, a competitive company offered bribe (52%).
- Corruption and bribe are perceived as the most frequent economic offences, but according to declared economic offences the biggest number is represented by illegal seize of actives. So is a big cleavage between the perception and reality.

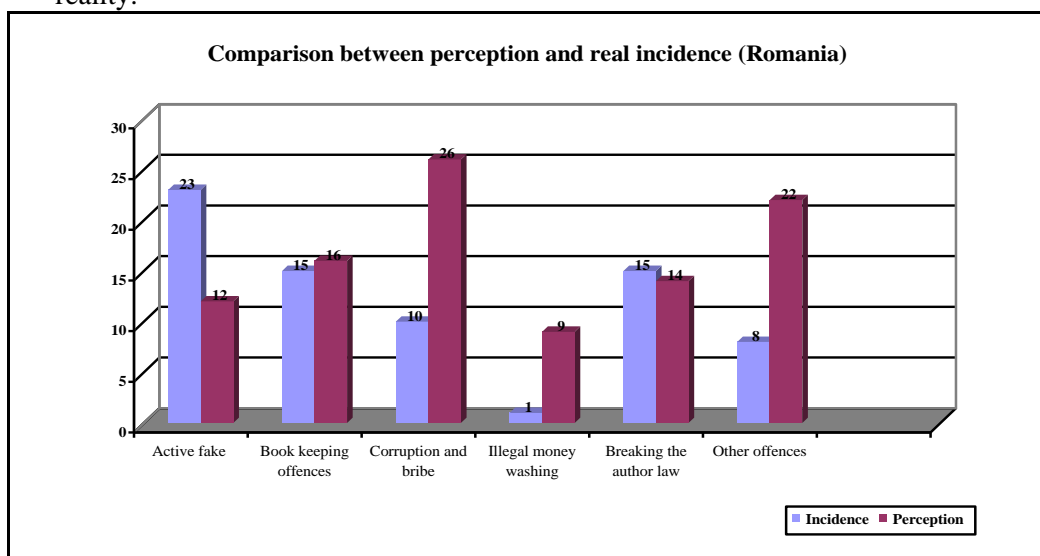


Chart 1. Comparison between perception and real incidence (Romania)
 (Source: Pricewaterhouse and Coopers, Economic Infracrinality: people, Organisational culture and control, Global studies regarding the economic Infracrinality, 2007)

¹ Price Waterhouse Coopers – Economic Infracrinality: People, Organizațional Culture And Control, Global Study Of Economic Infracrinality, 4 Th Edition, Romania, p.4.

- The typical profile of economic frauds author is, according to Romanian responders masculine sex (88, 5%), with age between 41 and 50 (36,4%) and with a top management position. Although, the majority of economic offences declared by Romanian companies in the last two years, were committed by external entities (clients or business partners), a larger proportion was done by inside members of the company (19, 4% in 2007 compare to 13% in 2005). It is disquieting that almost half of the offenders are part of the managers of Romanians companies. Three of the most common reasons to commit the fraud were lack of knowledge about the gravity of the offence, expensive life style and a low resistance to temptation. The difference between 2005, in which most offenders in Romanian cases have university degrees or master degrees, the offenders from 2007 poll seems to have a low education level. (Over 50% have only high school).
- The measures taken against those who committed that kind of offenders varies from case to case, so 60% of the companies decide to finish the work reports with the offenders, and 53% of the companies chose the penal way. But more than 41% of the offenders weren't convicted, which underlines the importance of collecting data and proofs during the investigation period.

Regarding of the factors conducting to economic offenders criminalizes specialists consider that three conditions must cumulatively be for a person to commit a fraud: the act opportunity, the stimulant that motivates the fraud, and the offender's capacity to self-motivation of made actions.

As a result of correlation with study result, study that treats people, the organizational culture and control systems, the focused analyse on the organizational factors and personal reasons.

Organizational factors, perception as an opportunity to produce fraud are control systems and the ethic culture of the company. The avoidance of management controls and at company level played a significant role in these cases, 30%, respects 26%. But, the most important role was linked to company culture and the employers' grade of devotion. *In 41% of cases employers seemed to have a low adhering grade to company's values, in 44% of cases were capable to create internal collaborations plans in organization helped by an big grade of anonymity between the others employers (17% of the cases), and could testify that they didn't know the company's ethic code (21% of the cases).*¹(See the chart: Organizational factors involved in producing frauds)

The resulting conclusion is that is vital to any company a solid organizational culture, based on an ethic code, as well as efficient programs of risk management for frauds.

¹ Idem, p. 10.

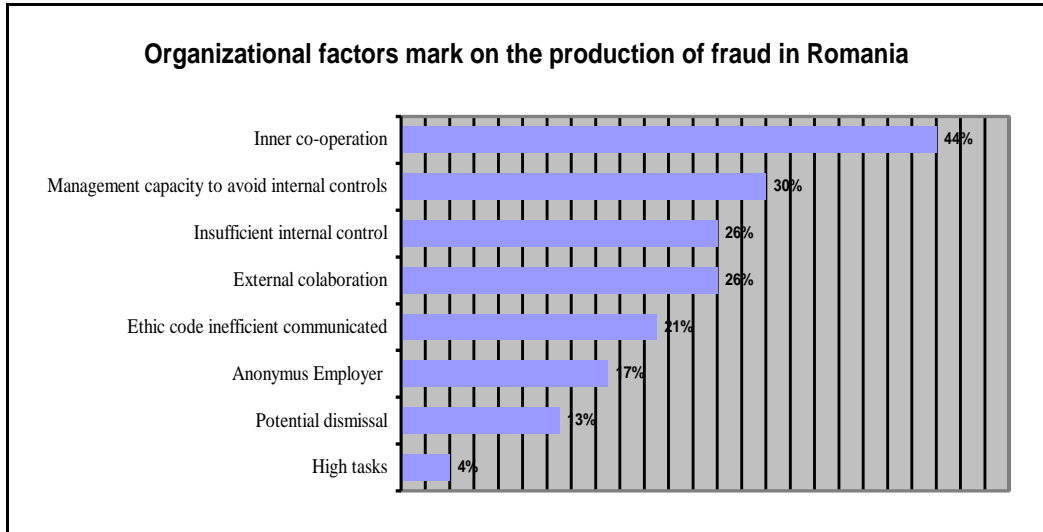


Chart 2. Organizational factors mark on the production of fraud in Romania
(Source: Pricewaterhouse and Coopers, 2007)

As personal reasons results point out the following categories: the stimulant that motives and sustain the fraud was *the need to maintain an expensive life level (32%)*, and self-motivation was offered by *low resistance scale to temptation (45%)* and *lack of understanding values or his own reprobable act.*

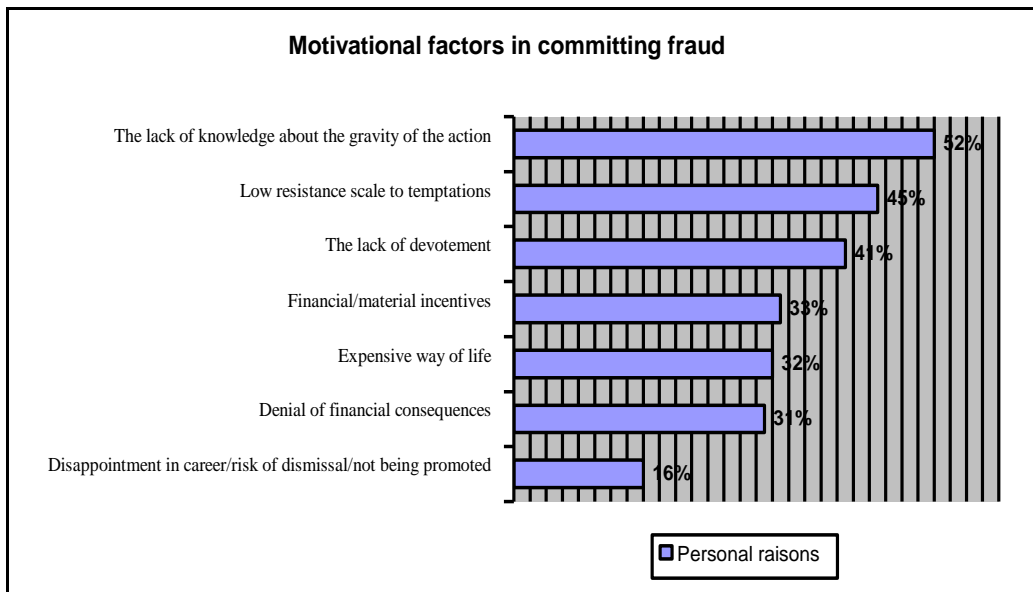


Chart 3. Motivational factors in committing fraud
Source: Pricewaterhouse and Coopers, *Economic Infracrinality: people, organizational culture and control, global study regarding economic offence, 2007*

Romanian legislation for economic offences has the following laws:

- Law number 59/1934 with ad notation and complete regarding CEC, published in Legal Monitory number 100/01.05.1934
- Law number 58/1934 with ad notation and complete regarding promissory note and cambia, published in legal number 100/01.05.1934
- Legal code republished in number 65/16.04.1997, with ad notation and completing
- Law 31/1991 with ad notation and completing, regarding commercial societies
- Law 11/1991 with ad notation and completing, regarding combating unloyal competition
- Law 241/2005, for prevention and cure for fiscal criminality published in Legal Monitory number 672/27.07.2005
- Law 21/1996, republished in Legal Monitory number 742/16.08.2005
- Law number 297/2004 with ad notation and complete regarding capital market, published in Legal Monitory number 571/2004
- OUG 99/2006, with ad notation and complete regarding credit institutions and capital, published in Legal Monitory number 1027/2006
- Law number 85/2006 partially abraded regarding insolvency, published in Legal Monitory number 359/2006

Legal codes, in VII Title, regalement economic offences by juridical regime:

- Speculation
- Humbug to measurement
- Humbug to merchandise quality
- Economic secret divulgation
- Counterfeit to the object of an invention
- Selling counterfeit products
- Unmoral competition
- Disregarding import or export operations
- Fund embezzlement
- Disregarding legal dispose for waste's import or export

Social relations for that existence represent juridical object common to all those offences and development is imposed to protect industrial and agriculture products, economic operations prohibit, economic secret, inventions utilization, exterior trade activity.

The social value protected through legal incrimination is national economy.

Each of that infringements of the law has a special juridical object. The active subject of those offences can be, as a rule, any person that has the legal condition for age and discernment.

In the breaking of the law regarding economic secret active subject can be only an employee or a remunerated. Those offences can be done in all participation forms: complicity, instigation, co-author ate.

Passive subject of the offence is, in the first place the state, whose rules made to respect economic activities as disregarded by those who commit those facts.

In some particular cases by those committed offences are prejudiced some natural and juridical persons.

The objective side – the material element of offences stipulated in the VII th part of Legal Code, consist only in an action, under the material element, (some of those offences, under the material element can be committed only through two or more alternative actions); those offences cant be realized through an inaction.

Breaking low to juridical regime for some economic offences are danger infringements of the law, there objective side includes as a dangerous result a danger state for the social value protected by low.

Between the action and the produced result must exist a causality rapport, so the following result must be the result of action produced by the author and mustn't be due to independent causes to his intent. Regarding the subjective side, those offences can be made only with intention, which can be direct or indirect.

For the existing of one of those offences (speculation, unmoral competition) the legal authority stipulated the existence of the require of a determined purpose.

These offences are different from other facts that break the national economy, such as diversion, undermine of national economy, actions directed against state's safety.

There exist economic offences stipulated in special laws that incriminate and punish the economic breaking laws: such as Low 21/1996 for concurrence, Law 11/1991 with ad notation and completing, regarding combating unmoral concurrence, Law 241/2005, for prevention and cure for fiscal criminality, Law number 58/1934 with ad notation and complete regarding promissory note and cambia, published in legal number 100/01.05.1934, OUG 99/2006, with ad notation and complete, the republished law for commercial societies.

Human trafficking

People are exploited by organised crime as simple objects in diverse forms such as people traffic or smuggling with persons, both with serious implications in human rights observance. Ignored in the past, that problem appears as an important activity of organised crime in more than half of the UE's states. Although there exist many exploitation ways in Europe most victims of those offences are women and girls exploited in sexual purposes. The large majority of those victims are in prostitution field and the number is in continuing increase.

Most victims are from Moldova, Ukraine, Russia, Bulgaria, and Romania.

Child abuses, and here we include infantile pornography on Internet. In 2005 and 2006, in many European states the investigation number continues to increase. It also increased the number of investigations and convictions for that type of offences.

Human exploitation can mean: under payment for work, work in inhuman conditions, medical experiment, obligation to sexual service, beggary, etc. All those are valiant for child and adults.

Victims are sold in rich countries, except those sold for sex traffic, also countered in poor countries, but with developed sex industry.

Women, victims of sex traffic can, or theoretically can be sold in any country, because offer is everywhere. But there are some countries in which victims of sex traffic is numerously, because of lack of state control make those phenomena to grow fast. We can enumerate countries from ex Yugoslavia that do not have an extreme high economic profile, are in economic reconstruction, but where that phenomenal is extremely prolific,

being transit, origin, as well as destination for human being traffic. Also there are countries as Greece, Japan, Spain, and Italy with high economic rate but where the sex industry is mix with tourism, being a development source.

Studies regarding persona's traffic include an impressionist number of causes from poverty, people searching for a working place, to traficant' s greed, a society in search for cheap labour, ethnic discrimination, a government restrictive policy regarding migration.

Victims' profile on age category indicates that the majority of the indentified victims trafficked in sexual business have between 18 and 32 years old, 18 and 24, at identification time, so we conclude that the biggest majority had between 15 to 20 at recrutation time.

At general level vulnerability consists in an extreme low economic level, the lack of an working place and a strong desire to search for a working place abroad.

Young women racolation for traffic trade is made thought the employer's connection with intermediates from the origin country (relatives, neighbours, friends, illegal working placement agencies, governmental agencies with corrupt workers, corrupt workers to legal tourism agencies, direct announcers in media, internet, etc), or through kidnapping. The most frequent racolation tactic is the direct relation between a victim and a person (intermediary) that ofer his help to make possible an employment of the girl in a rich country.

Accomplished studies indicated the existence of three categories of recruiters and transporters:

Men, with age between 20 and 30 (70% of the recruiters), women between 18 and 35 years, families. Recruiters' occupations are from direct public contact: salesmen, tax drivers, fake firms' employers, and members of traffic dealers.

The most frequent recruit methods are:

- Fake working offers abroad (waitress, cook, dancers, babysitter, maid, etc.) in countries such as: France, Italy, Spain, Greece, Germany, direct offers to the victim's, made through aquantantices, relatives, well known persons.

- Announces at the publicity such as: young girls to dance, dancers in x country, good salary. Immediately live, posted by particular persons and kidnapping.

The cases incidents made possible the identification of recrutation arias: Moldovaian region: Iasi, Bacau, Vaslui, Neamt, Suceava, Botosani, Oltenia region: Mehedinti, Dolj, Olt, Gorj, And Caras-Severin, Galati and Braila.

Human being traffic takes place in particular routes, from origin country to destination one, but the sell can be made in transit countries. It is realised through particular cars, from the racolation spot (the victim's town) to the border place or a nearby town border. Victims are attendance by the racolater or another trusted person from the racolation or surveyence channel. This journey presumes the victim's id possession, a trust based relation, between the traffic ant and his victim, in order to avoid unpleasant events, such as escape, policed rapport, etc.

The criteria's that fix the selling price are the physical appearance and the age. The girls are sold several times, sometimes more than twenty times before they end up in the bar/pub where they will start to work as prostitutes.

There are frequent the situations where the victims are resold entering a cycle of the false debts, the ones that buy them pretending that they have to retrieve money from

“their work”. Once they reach the “work place”, the victims are impounded, threatened, beaten, so they don’t attempt to escape.

In the majority of cases the victims find themselves in the following situations:

- Total lack of communication (they retain their identity cards, cellular phones, seize the few money they have, so any communication with the exterior becomes impossible.
- The treatment given to the victims: from isolation, rape committed by one or more persons, maltreating, threatening, until in the worst cases murder;
- They don’t receive money
- Don’t have medical assistance (only when the owner is interested for the girl to get well – when it is an abortion or some severe gynaecological problems)

The owner of the pub tells the girls when they arrive that they were bought for the amount of ... and that they must work for him in order to pay the debt (the buying price). Also the owner tells them what they have to do so they can pay the debt: sexual relations with clients, exotic dances, drinking with the clients.

Escaping from that sort of places happens in favourable circumstances, with the help of some clients, as a result of a police raid, or on their own. Repatriating the victims is possible with the help of IOM, with the support of the embassies/consulates of Romania that take care of the formal procedures of repatriation, integrating them in the IOM programs of assistance for the white slave trade victims and prevention the slave trade.

The present Romanian legislation punishes the offences committed (guides, hosts, traders) according to the Law concerning preventing and fighting the slave trade nr. 678/2001 published in the Official Gazette number 783/11 December 2001 and Penal Code. The stipulated punishments are from three years in jail to life detention, depending on the seriousness of the crime, on the effects on the victim, on the age of the victim.

There are also punished the offences associated directly or indirectly with the slave trade: fraud, fraudulent passing of the frontier, false and false usage, sequestration, rape, beating and battery, threat and blackmail, constraint, giving and taking bribe, procurement. We must specify that in the case of the procurer, the penal responsibility also appears when the slave trade victims gave their consent.

According to the *Report regarding the situation of the slave trade in Romania*, in the first semester of the year 2007 Romania continued to be an origin country for the slave trade, but the phenomenon continues his diminution tendency showed in the previous year. The total number of the identified victims (936) is smaller than in the first semester of the year 2006 (1281).

The diminution of the number of the reported victims can be due to the diminution of the exigency concerning the formal procedures of verification and check-up of the persons that come to the access point of the frontier.

In this way it is not preserved the track of the persons that cross the Rumanian’s state frontier to U.E., so becomes harder to identify the potential victims of the slave trade and implicit, cutting down their official number.

“For the first time since we kept a record of the slave trade persons, the number of the victims exploited through work (425) exceed the one of the victims exploited sexual (406), proving the forecast made at the end of last year. Besides these ones, a number of 74 victims have been exploited for begging, eight for robberies, two for infant pornography

and two for Internet pornography (distribution of the victims according to the type of exploitation). There weren't reported cases of organ trading.

As far as the distribution according to age is concerned, the victims between 18 and 25 years old represent, hereinafter, the most numerous category (389, that is 41%), even though their number is lower to that afferent to the first six months of 2006(655, 51%). If the sexual exploited victims have ages usually between 13 and 35 years old, with a maximum corresponding to the ages 15-25 years, those exploited through forced labour have ages between a larger distance, that is 14-60 years old, with a maximum corresponding to the ages 25-40.”

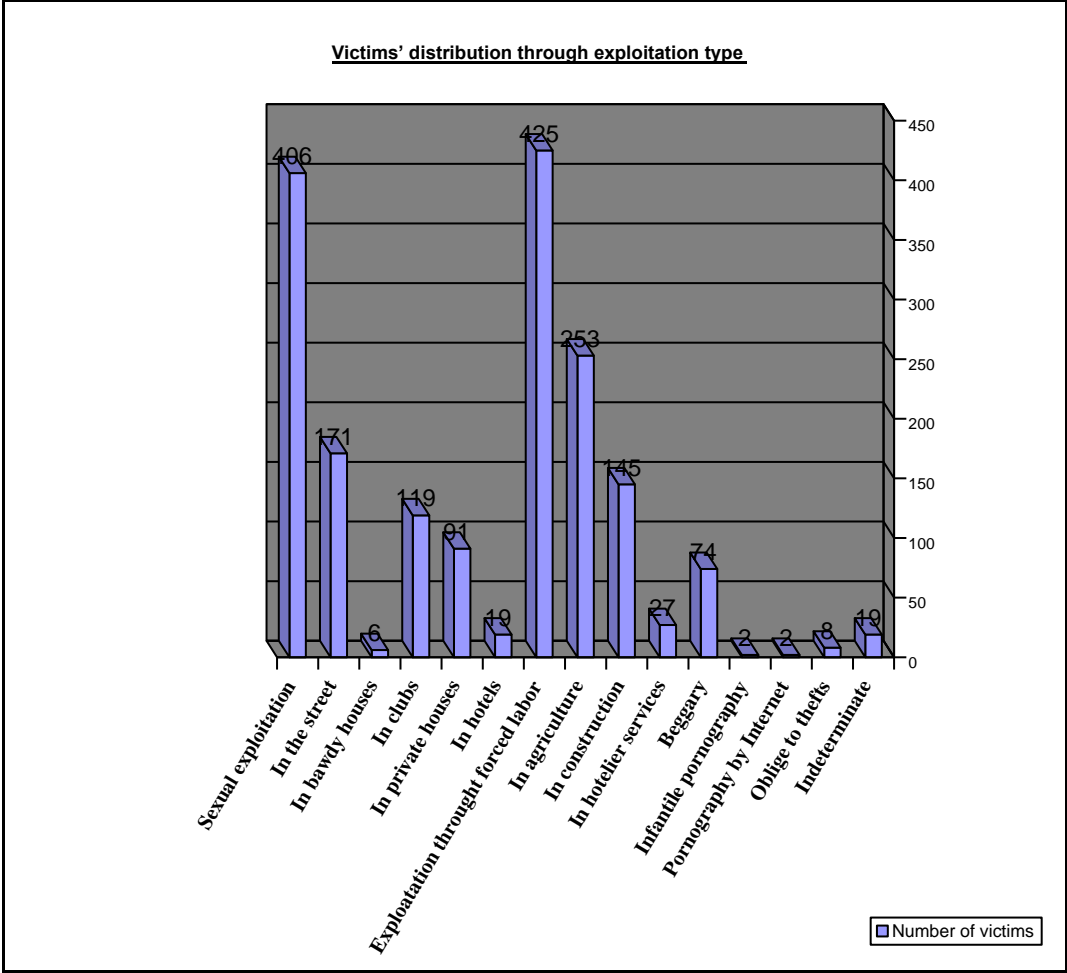


Chart 4. Victims' distribution through exploitation type
 (Source: *Rapport Regarding Human Traffic In Romania- 2006*)

By comparison with the first semester of the year 2006, the distribution depending on the gender of the victims knows a major change. From the total identify victims, 528 are women (comparing 982 in the similar period from 2006), signify 56%, a sensible lower percent to the one from 2006 (77%). Implicit, the victims' number of masculine gender raised from 23% in first semester of 2006, to 44% for the same period in 2007. This fact is

correlated with the increase number of persons exploited by forced labours for which the majority is represented by men category, 81%. (Represented by 4 and 5 figure.)

Women represents all the victims sexually exploited, where is registered only one-man victim from the totally of 406 victims.

From work-exploited victims the predominant category is men (346) exploited in agriculture labours (200) and in constructions (141). Regarding the exploit in beggary the majority is represented by men (50), and victims forced to comet offences in pornography the identify cases are not numeric concluding to talk about a majority gender number.¹

Regarding destination countries all most half of Romanian victims were traffic in Italy (255) and in Spain (209), where sexual exploited victims although high is comparable with forced laboured victims number.

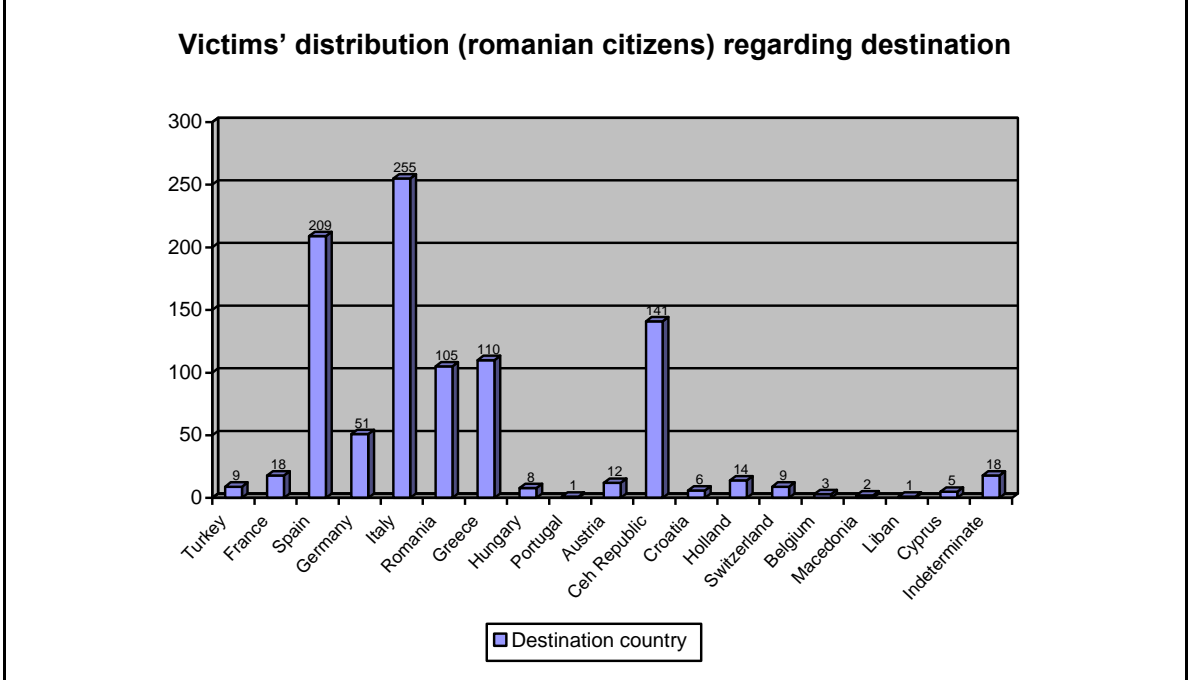


Chart 5. Victims' distribution (romanian citizens) regarding destination (Sursa: *Rapport Regarding Human Traffic In Romania - 2006*)

According to the rapport, the most victims' trafficked in Italy come from the southwest Romania region, are women, sexual exploited through street prostitution. The majority of trafficked victims in Spain come from south and southeast Romanian regions, are women, prevailing number of the sex abused one in local clubs, Greece (110), Germany (51) are imported destination for human being trafficked. Victims abused in Greece come from the south part of Romania. In Greece the largest number of abused victims is canned in forced labour (101), in Germany case 17 victims were sexually

¹ Raport Regarding The Humanbeing Traffic In Romania

exploit, five were forced to work, and 29 were exploit in beggary. A special case is the cehaslavac republic where in only a couple of months Romanian citizen number identify as victims traffic war 141, the large part of the victims were work exploited in constructions (106). The most victims come from the northeast Romania regions.

Bibliography:

1. Council of Europe, Octopus Programm, *Organised crime situation report 2005. Focus on the threat of economic crime*
 2. Agenția Națională Antidrog, *Raport Național privind situația drogurilor, România 2007, Country Data Profile*
 3. Pricewaterhouse and Coopers, *Infraționalitatea economică: oameni, cultură organizațională și control, Studiu global asupra Infraționalității economice, Ediția a 4-a România2007*
 4. MIRA, Raport privind traficul de persoane în România – 2006
 5. Europol, *Child abuse in relation to trafficking in human beings*
 6. Europol, *An overview on forgery of money*
 7. Europol, *2005 EU Organised Crime Report*
 8. Europol, *Trafficking human beings in the European union: a Europol perspective*
 9. Europol, *EU terrorism situation and trend report 2007*
 10. Europol, *Organised illegal immigration into the European Union*
 11. Europol, *Trafficking of women and children for sexual exploitation in the EU: the involvement of western Balkans organised crime 2006*
 12. Observatorul european pentru droguri și toxicomanie, *Raport anual 2007, Situația drogurilor în Europa, Luxemburg 2007*
 13. Ministerul Internelor și Reformei Administrative, Agenția Națională Împotriva Traficului de Persoane, *Raport privind situația traficului de persoane în România (ianuarie – iunie 2007)*, București, 2007
 14. Studiu, *Imigrația și azilul în România, anul 2006*
 15. Observatorul European pentru droguri și toxicomanie
 16. European Commission, Directorate – General "Employment, Social Affairs and Equal Opportunities"
 17. Unit E1 – Social and Demographic Analysis, *Is Social Europe Fit for Globalisation? A study of the social impact of globalisation in the European Union*, Brusell, martie 2008
 18. *Codul penal. Codul de procedură penală*, Editura Hamangiu, București, 2008
 19. National Research Council of the National Academies, *Firearms and Violence, A critical review*, Library of Congress Cataloging, Washington D.C., 2005
- 25.<http://ro.wikipedia.org/wiki/Phishing>
- 26.http://sm.politiaromana.ro/inf_utile/crima_organizata
- 27.www.emcdda.europa.eu

SOCIALIZATION'S ROLE THROUGH THE EDUCATIONAL GROUP IN PREVENTING DELINQUENT BEHAVIOUR IN MINORS

Maria PESCARU
Lecturer, Ph.D.
University of Pitesti
mariapescaru@yahoo.com

Abstract: *The educational group is always a formal group, constituted on the basis of some institutional requirements and by the distribution of different roles to educators and to the learned that are in different obligatory reports, reglemented and controled from a social point of view. It is a group of forming, of modeling of some capacities and personality traits, of learning some components, of assimilating the necessary knowledge and abilities. The manifestations of tense and conflictual states can be generated by a series of anomalies in constituting the group purposes. The existence of a system of norms is one of the fundamental premises of constituting and maximum functioning of an educational group. The norm doesn't function just as a reglating arm of pupils' behaviour, but also through their content, that converts in personality contents. The degree of abiding the group laws constitutes also the appreciation criteria of deviant conduct and of grupal marginal phenomena.*

Key words: educational group, traditional models, scholar society, individual particularities, adolescent subculture

1. Socialization's specific through the educational group

A human group represents an organized social system, composed by a limited number of persons (3 to 20-25), animated by a common purpose and by a feeling of interdependency, possessing a number of roles connected between them, promoting specific norms and affective relations of sympathy and/ or antipathy. The group of pupils can be considered a small group, having all general characteristics of it: a small number of members, possibilities of mutual knowledge and communication, common purposes and activities and their corresponding structures, etc.

The concept of collective has its own meaning that separates it from the group concept and it situates it in the theory of the groups. The scholar collective can be defined as a group of pupils pursuing a certain purpose and develops a common activity, having own organs of leadership and a specific organization, correspondent to the purposes and activities made. The group is a concept with a larger sphere (the notion of gender) and the collective is the notion species, a type of group that reaches a certain scale of evolution. Two essential aspects are distinguished from the educational groups: the social aspect – put into practice in formal organization (statute, roles, etc) and the psychological aspect – naming their functioning of these characteristics.

As opposed to other types of groups, the scholar one has a series of particularities. It is a group of forming, of modeling some abilities and features of personality, of learning some components, of assimilating the needed knowledge and abilities. One of the essential particularities of the class-group is institutional domination of the teacher toward the

student in their connection with science. This relationship doesn't always generate positive effects over the participants to group's life.

The class-group has specific characteristics as well as an own system of interaction, determined by the positions of the social actors employed. Scholar group possesses a series of specific socio-psychological features, to which other groups do not lack; the existence of mutual help and of some benevolent critic, the tendency to living in common of phenomena and events, and the perseverance in aiming proposed purposes, etc. Socio-psychological phenomena that characterize relationships and interactions of the members of its collective are its psychological climate, collective's perception by its members, individual's situation within the class, individual's perspectives in report to the others, common self-determination.

So the group could become a real "laboratory" in which the students experiment, under "collective control" different social behavior.

The adherence to the group, the participation to group's life represents for each of its members an opportunity of satisfying some psychosocial needs. Any type of group, including the scholar one achieves specific functions for its members.

a. *Social integration function* answers the fundamental needs of the human individual: the need of affiliation, of recognition, of affirmation, of status. The individual isolated outside the group is more fragile than the one integrated in a psycho-social structure.

b. *The function of establishing the relations inside the group:* expresses the tendency of the members of referring to group's unity, cohesion, psychological life and of considering them positive values. Through mutual approval or disapproval, the group sanctions the actions of its members, their work results, attitude and behavior.

c. *The function of establishing inter-individual relationships,* each of its members can be found in the social mirror of the group, can confront the image of self, often revalorized with the image of the group about him/ her.

d. *Security function:* the group is a matrix, a "psychological cover" for its members. The class-group ensures a certain psychical comfort to each of the students, a proper environment for manifestation, of being him/ her, of being valued with personality.

All these complex functions of the group cannot be actualized than through members' activities; otherwise, they remain virtual possibilities of manifestation. With the help of these group activities, through the members' efforts to obtain the mutual purpose it is put into movement the entire group's potentiality and at the same time it is emphasized a few typical *processes* that each type of group achieves:

- *The task-realization process* is appointed by the functional organizational framework of scholar activity: a specific organization (a class of students around an adult leader), a certain succession of sequences, and a specific rhythm of work. The task is common to all its members, but the variety of the individual rhythms of work and of the personal possibilities determines special performances.

- *The communication process:* the class of students is an environment proper for communication (between pupils, teachers and pupils) bringing about the common task and the inter-individual relations of the members; an open communication, without formalisms and useless rituals increases the members' trust in group's virtues, blocking the communication by mutual relationships to decrease members' result. By functioning normally on the feed-back principle, it values each member, actions as a

homogenizing factor. If, by his behavior the teacher makes him accepted by students, then channels of communication are opened between him and the pupils and conditions are created in order for the scholar group to become receptive, permissive, and open.

- *The affective process* is appreciative, supposes correlating the preferential criterion, the socio-emotional one, with the axiological criterion. This means that the interpersonal preference isn't spontaneous, strictly emotional, but a valorization through the help of an attitudinal system, of acquisitions of factional patterns.

- *The process of influence* in a group (student's class) represents authority's distribution and it's receiving. Life's class develops by a set of rules, norms, and codes.

Group processes don't have to be understood as separated sequences of life's group, but in interaction. They facilitate the accomplishment of the group's function, expressing life's group development.

1. Features of educational groups

The manifestations of tense and conflict states could be generated by a series of anomalies in constituting the group purposes. This sort of situations can be characterized by the excessive predominating of prescriptive purposes and the high degree of correction over the members of the group, the non-congruence of the purposes and of teacher's expectations with the ones of the students and the possible reinterpreting by the teacher of pupils' individual purposes in the terms of experience and its aspiration level. The negative phenomena can also generate the absence of temporary hierarchy of the purposes, which generate sometimes stagnation and even the possible restructuring of the groups.

A different characteristic, as important as the first one, refers to roles' structure. Purposes are materialized in tasks to be realized in common by the group's members. The initial phase of every group is characterized by a state of incertitude, which could generate a certain behavioral ambiguity. The approach and solving of this incertitude determines the gradual elaboration of the ways of action and of a system of adjustment and coordination of the conduct of each. Thus it is realized an organization of group's activity, the significant aspect of it being the structure of roles, through which each member with established tasks and functions. Each member of the group will be perceived by the others from the perspective of his role

The investment with roles within the group is dependant on certain variables, out of which personal resources are the most important. Each member represents a number of cognitive, affective and actional resources. The investing with roles of the group members leads not only to an increase of prestige and ordering and control of the conducts, but also to the development of these latent resources of each.

The main resources that a student represents as a member of the scholar group are:

- *His/her previous knowledge and experience*, the level of his/her intellectual development and the ability to share it with the others;

- *His/her image about the group and about its members*, which determine his/her attitudes, conducts and motivations;

- *Student's sociability* as an availability for the relations with the others;

As a result, any system or social organization implies two types of interdependent phenomena: on the one side, the institution with certain roles and correlated expectations of them, and on the other, the individuals with their personality, with their needs and dispositions, with their orientation and system of values, with the help of which the action in the given social system is realized.

This connection could generate two situations. When behavior is centered on the accomplishment of roles' requirements we are dealing with a behavior justified by the role that has as an effect personality's socialization; in the opposite situation, of centering on the personality traits, we are dealing with an integrated behavior, which determines roles' personalization. Ideally, individual's social behavior should realize a judicious balance of the two aspects, so that his behavior could be socially efficient, but also a generator of individual satisfactions.

So we can observe that the analysis of the roles allows us to better understand certain phenomena that take place in the scholar group, among which one of them is particularly interesting, respectively scholar violence, which will generate many of student's following mistakes. Scholar violence has two big sources: the differences manifested inside the educational group's standards and the different ways of cohesion around scholar norms.

The existence of a system of norms is one of the first fundamental premises of constituting and optimum functioning of the educational group. A norm is a conduct rule known and accepted by all the members of the educational group. It could not exist outside an agreement of the members over the respective conducts. Norms' content is very important for the functioning of the scholar group. The norm acts not only as a regulating lever of pupils' behavior, but also through its content, that converts in personalized contents.

Norms can be constituted and institutional. The constitutive ones are determined by the fundamental features of the learning activity as a social organized activity to prescribe rules of developing of this action. The institutional ones develop from scholar institution's specific as a social institution of instructing and educating and comprise rules of behavior of the teachers and pupils within the school. These two categories of norms have a prescriptive characteristic, being constituted as explicit norms of the educational group. Thus, norms that were initially prescriptive and exterior become norms of the group, a blend of rules imposed and created, which command its everyday life.

Implicit norms are constituted as it goes, being the emanation of the group or of a part of the group and they are, in this way, more flexible, less rigorous. They are constituted in more ways. Some of the implicated norms are empirical norms, acquired inside the family, in the groups of friends and brought by the pupils into the educational group. In many cases the implicit norms are regulators more powerful to the group, as compared to the explicit norms, this thing having its explanation in their emotional charge, because of the direct and permanent involvement of the members of the group. The implicit norms aren't always convergent with the explicit ones, a fact which often causes certain contradictions, manifested in terms of conflicts of norms.

The causes of these conflicts are numerous. Either it is about pupils' greater attachment to the values propagated by the normative culture of the group, or the method of incubation of the explicit norms is inadequate, or a certain malfunction of scholar reports with social life, they all materialize in certain conflicts of norms.

Often, the conflicts of norms are caused by the attitude of rejection of the normative culture by the teacher. This refuse is amplified by the fact that pupils see in the teacher the exclusive representing of prescriptive conduct rules, which make tense and confliction states appear, that reduce both the performances of the group, and that of its members.

Norms can be used as instruments of command for behavior, of structuring the acceptance of their conducts. Thus, conformity comes to life, as one of the important features of life's group. It is determined and supported by the degree of understanding of the purposes and of the identification of each with the group, of the attraction that it generates, of the force of the scholar group as opposed to the extra-scholar ones, of the level of satisfaction of expectations, of group's cohesion, etc.

The degree of respecting the norms of the group represents also the criterion of appreciation of the deviant conducts and of the phenomena of group marginality. The evaluation of the deviant conducts has to take into consideration the system of reference (explicit or implicit norms), and also the "tolerance zone" in the limits of which is realized the approval and disapproval of behaviors. We could thus establish the degree of the different types of sanctions and rewards, meant to support the effort of constituting the best group, with superior educational effects in all plans.

More than other characteristics, *cohesion* is dependant on all the others, as being a concentrated expression of the degree of optimizing all the features of a group. It can't be easily isolated and this is why it is hard to define. Generally speaking, cohesion expresses the degree of unity and of integration in a group, its resistance to restructuring. On its foundation lie a series of forces (internal and external), of motivations that emphasize even better its interdependency with the other characteristics.

Among these forces and motivations, one can enumerate the perception of the purposes (their individual and group meaning). Mutual perception in a group, the degree in which members' aspirations are satisfied, the level of success of common actions, general satisfaction of group life, the existence of perspectives which ensure group's movement and development. All these depend on teachers' actions in the direction of the insurance of the conditions of manifestation of the group motivation.

The maintaining of the cohesion of the class depends, in a great measure, on the knowing of the informal structures constituted and their using in the educative process by the teachers.

A significant role in maintaining the cohesion is represented by the measure in which the educational group constitutes the *source and place of satisfying students' affective problems*.

There are cases when this satisfaction is realized outside it, exclusively in the informal groups. This situation could generate tense states, dissatisfactions and dissolutions of the relational structures.

A different factor of maintaining the cohesion is represented by *the motivation technique* to which teachers resort to in the process of instructing, which is the motivation through competition or by *cooperation*. Often, the problem of competing-cooperating determines unjustified oppositions between the instruction and education methods. It is about interdependency between the two aspects. Most researches show that the superiority of the methods that preponderantly appeal to the cooperation reports between pupils in

what concerns their effects on the development plan and that of maintaining the cohesion and the group life in general.

The normal frame and the social dimensions of the instruction were, generally less studied. Recent researches show the major signification of these aspects in forming a personality. The social aspects don't represent just the framework of the instruction act, they are not exterior to it, but are implicated in all its compartments- from formulating the objectives to results' evaluation.

The leaving point of identifying the social dimensions of the instruction is represented by studying the class of pupils from the perspective of its socio-pedagogical particularities and the mechanism through which it favors the act of learning and teaching. The class-group constitutes the psycho-social framework of the development of the activity of instruction and of education. It conditions and mediates the learning activity, the relationship between teacher and pupil, and the pedagogical methods. It authorizes and recognizes certain educational methods and relations, didactical behavior, and, on the other hand, determines the educational act forms, in its ensemble. Learning isn't just an individual act, but also a social one.

Scholar reality has a transitory characteristic, this is why certain modalities of organizing and functioning (using time, discipline, tasks effectuating, etc) have a certain artificiality, which makes of them just an exercise from the future social role.

Still, there are a few deficiencies of socializing in school (pointed often by specialists):

- In school socialization is realized in a more systematic way, oriented according to the projected educational objectives. It can alternate deficiencies of socialization within the family, but it could also stay inefficient, because of the formal characteristic and the depersonalized framework;

- It is possible that the rhythm of normative values promoted within schools doesn't coincide with the one in the family or from other groups in which it is included, because in society a number of socialization instances act (a group of friends, street groups, group of interests, etc). The fact that the socialization patterns don't coincide (incongruence) could be described under three forms:

- Parallelism : the values of a system don't exist in the others;

- The divergence: what value is in one of the normative systems becomes disputable marginal behavior in the limits of acceptability- in the others;

- The contradiction: designates flagrant antagonism between the patterns of socialization; the sign attributed to a value is reversed in the passing from a model to another; a positive behavior within a group in older groups (" gang", street group) is taken as an exception and transformed in explicit interdiction in the other groups (for example, family, sometimes school).

- The misunderstanding by some teachers of the finality of the process of de-socialization, as a " social training", through which compromise, the suitability to the instituted and imposed norm from the outside by the adult, standardization are favored;

- Preferential treatment granted to " good" pupils, with which the teacher has the tendency to interact more frequently and which aren't more motivated in this way or more receptive to educative influences, once with the tendency to weaken the interpersonal connections with the pupils who have unsatisfactory results;

- Tendencies of strengthening through severe behavioral sanctions applied to the so-called problem children, of tagging them in a negative way, of considering them irrecoverable;

- The not knowing the individual particularities of the children: the educative offer is homogenous, uniform, and un-individualized and applied to children extremely different from the point of view of the abilities, re-activities, of acting style, etc.

- The insufficient cooperation of school with the family, the lack of an informational feed-back between the two educative institutions, the absence or occasional character of some decisions taken in common, of sharing of pedagogical experiences within an open dialogue, from both sides.

The causes of this deficiency are multiple and are part both of the family(socio-economical and cultural level, mentalities, free time, factors of stress that orient parents' attention toward other domains of action), and of the customs and prejudgments of the teachers. Among the latter, there are: the limitation of the educative action in the class hours, the ignoring by some teachers of the way in which pupils spend their free time, of the groups of affiliation, of familial problems, of which the child is marked, etc. Last, but not least, we remind the relationship of false-prestige of the teachers toward parents' intervention considered as an intrusion in a domain in which they don't have the necessary competences.

Many times educator's self-image is built in report with a social canon (the ideal model of the "good" teacher) which can be more or less adequate with the real level of the person, in order to protect the idealized image of self of "threat" that comes from the others; a this type of teacher will resort to a series of "mechanisms" : for example, the reaction of refusing criticism, the exaggerated affirmation of authority; restraining or the un-accepting the communication with the pupils which he/she doesn't appreciate and favoring the connection with the ones who facilitate his/her idealized image; the depersonalization of the pupil perceived as an object of education, etc.

3. The group of friends as a factor of socialization and the fascination of delinquency

At the same time, one could say that school, in any situation, promotes preponderantly traditional patterns, even inflexible, sometimes out-dated, in report with the social changes and with the socio-cultural environment of young age. Actually, it is about the much disputed problem of the conflict of generations in which, we have to admit, the elders are conservatory and sometimes intolerant toward young people.

The experience the adolescent acquires in the groups to which he participates is numerous (family, school, sport circles, scientific, cenacles), but, generally it leads to a *secondary socialization* with willing positive effects over teenager's personality, developing certain traits and features such as: honesty, loyalty, friendship, responsibility, etc.

Because of the fact that these needs couldn't be satisfied within the family or school, teenagers take refuge in the group of friends. Adolescence period is specific to forming a group of friends, of establishing serious, long-term relationships. In the reference group the teenager finds his identity, this group allowing his self affirmation. Most reference groups have a positive influence over the individual, over his personality structure. There are also groups whose influence has as repercussions teenagers' negative

socialization. There are the so-called “street” groups or “gangs” formed from recidivist individuals or with penal record, which manage to draw in their entourage numerous teenagers whose moral education isn’t rigorous enough and which manifest predispositions or even serious behavior disorders. These groups manage to train some teenagers in different acts and deviant and delinquent deeds, with a high degree of social danger such as: robbery, rape, body damage, stealing, forbidden substances traffic, etc.

Teenager’s socialization through the existent entourage within the school and outside it has a more important role than socialization within the family, because in contemporary societies teenager’s school period has increased, unlike traditional societies.

Thus, the notion of adolescent subculture could explain the way of forming delinquent subcultures and the attraction exerted by neighborhood gangs over the teenagers, because during the socialization process within the group, they influence themselves.

These elements were confirmed in a great part and by recent researches, presented succinct in this work.

The central concept in these groups, like in any other human group, is the one of uniformity. Within the groups pressures are being manifested by the *uniformity*. These pressures toward uniformity through the pressures are made by communication, the purpose of it being the influencing in view of reducing the divergences. Actually, when the pressures are discussed and exerted toward uniformity, the points of view can come close to each other, aiming to form a common, liable opinion.

More experiments – but also experiences- demonstrate that the presence of divergences in a group train attempts of *mutual influencing* which create the possibility of realizing a common opinion. The pressure toward uniformity is neither automatic, nor uniform.

The young man within a group in which are adopted the norms and values of the society in general, could integrate socially, being submitted to a sort of pressure of conforming to the norms and values of the respective group.

The scheme of learning in the group of friends is structured on logics and an explicative pattern presented by the theory of associations differentiated cumulated with the theory of delinquent subcultures. The fundamental sentences of this learning are the following:

- deviant behavior is learned;
- deviant behavior is learned in interaction with other persons in the process of communication;
- The aspect concerning the influence in learning criminal behavior is to be found in social familial groups.

At the origin of learning the deviant techniques and attitudes and indirectly of delinquency, is the belonging to a deviant group. What is important in this framework is the note that Sutherland makes concerning the delinquent, as a product of negative socialization. He shows that after having learned, the respective subject doesn’t have to be considered a criminal *ipso fact*, as he presents just a high potentiality for committing deviant deeds.

These presuppositions and assertions have been, in a great measure, validated by the sociological research and are validated by social realities. One of these realities is in a great expansion and visibility at present, although its evolution expands on a longer

period of time. It is about the “gangs/ neighborhood groups” phenomenon as particular forms of adolescent socialization.

In Romania, the forming of gangs or of “neighborhood gangs” isn’t a phenomenon that touches the level of the developed countries, but they exist and function by the same patterns and values, constituting the same *sub-cultural and aggressive reaction* toward the important problems caused by adolescence and the precarious economic situation of society in general and of some categories of families they are part of. The phenomenon of groups of neighborhood can’t be separated of the juvenile delinquency phenomenon, which has increased in a great measure in Romania; official statistics show an important number of minors and teenagers who come into conflict with the penal law, as well as the considerable increase of serious offenses, committed by young people against the property, the life and integrity of persons or of the norms of social cohabitation.

Bibliography:

1. Albu, Emilia, *Manifestări tipice ale devierilor de comportament la elevii preadolescenți. Prevenire și terapie*, Editura Aramis Print, București, 2002.
2. Banciu, Dan, Rădulescu, S. M., Voicu, M., *Adolescenții și familia*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1987.
3. Banciu, Dan, *Crima și criminalitatea, repere și abordări jurist-sociologice*, Editura Lumina Lex, București, 2005
4. Banciu, Dan, *Sociologie juridică, probleme, domenii, cercetări*, Editura Lumina Lex, București, 2007
5. Bocancea, Cristian, Neamțu, George, *Elemente de asistență socială*, Editura Polirom, Iași, 1999.
6. Cucu-Ciuhan, G, Trofin S. D, *Educarea copilului cu devieri comportamentale*, Editura Sylvia, București, 2003.
7. Dragomirescu, Virgil Tiberiu, *Psihologia comportamentului deviant*, Editura tiințifică, București, 1976.
8. Hudîțeanu, Alexandru, *Devianța comportamentală la elevi. Cunoașterea, prevenirea și soluționarea devierilor comportamentale ale elevilor*, Editura Psihomedica, Sibiu, 2001.
9. Ibiș, A., *Influența agenților de socializare (familia, școala, grupul de referință) asupra comportamentelor predelinvente ale elevilor*, Editura Pansofia, București, 2000.
10. Ionescu, Ion, *Sociologia școlii*, Editura Polirom, Iași, 1997.
11. Jurcanu, Georgeta, *Manualul lucrătorului social stradal*, Editura Unicef, București, 2000.
12. Otovescu, Cristina, *Consecințele psihosociale ale torturii și impactul lor asupra personalității individuale, în Revista Universitară de Științe Sociale, anul I, nr.1/2004*, Editura Universitaria, 2004
13. Otovescu, Cristina, *Protecția juridică a drepturilor omului*, Editura Scrisul Românesc, Craiova, 2006,
14. Pescaru, Maria, *Factorii sociali ai delincvenței juvenile- aspecte din societatea românească*, în *Buletinul Științific, Seria Socio-Umane, (vol.II)*, Editura Universității din Pitești, Pitești, 2006

SOCIAL CHARCTERS

Marta RIZEA
Assistant Professor
University of Craiova
marta_rizea@yahoo.com

Abstract: *This study has fixed as its purpose to highlight the social characters in La Bruyère's Characters. The author offers us different dimensions, one sociological, and one ethical, than psychological: it is a moralist's work; we find variety of means, among which we discover the dialogue, picture, reflection, wise saw, and portrait. The tone can be either solemn or serious one, satirical or comical one.*

Key-words: Social, character, La Bruyère, anthropologie.

La Bruyère studies the manners, meaning the people's way of behavior in society, to whom the author discovers various characters, meaning their specific features. In the Theofrastian, inherit from Aristotle, where we speak of classifying the species from a classical point of view, La Bruyère's work has a dimension that is more sociological, ethical, than psychological: it is a moralist's work. These concepts are obviously out-dated in the XVIIth century, but La Bruyère makes anthropology without even knowing that. Within the classical anthropology there is the concept of *character*.¹

Reading *The Characters* we often encounter "remarks" that shock us due to a single aspect that is their principal feature. In La Bruyère's work there are constants that have the value of a neutral point to which the author always returns after he has wandered into the exceptional field. Nevertheless the uniformity wouldn't be enough to support the whole work; the "characters" have the role of introducing the examples, of the illustrations, of the amusing annexes. Even in the field of "characters", which he tries to simplify, La Bruyère admits the plurality: *Men have no characters, or at any rate none that shows any consistency, that does not contradict itself, and through which they may be recognized. They find it irksome to remain the same, to persevere either in following rules or in breaking them; and if they sometimes adopt one virtue as a change from another virtue, they more often discard one vice for the sake of another vice. They have opposing passions and contradictory weaknesses; they find it easier to make extremes meet than to follow a line of conduct that is all of a piece. Enemies of moderation, they exaggerate whatever they*

¹ As Louis Van Delft in 1993, in *Littérature et anthropologie: nature humaine et caractère à l'âge classique*, Paris, PUF, in this way remembering the connection between the first meaning of the term that denotes "character" and the metaphoric meanings, the fundamental image of the European culture, that of the book, was fulfilled by a signification bigger and bigger after the printer was invented. From the Ancient Greek, as it is known, the term of "character", belongs to the field of engraving and it took the figurative meaning of "mark". Or, as Louis Van Delft: "It was necessary that the term of character to receive beside the general meaning of mark and sign that of letter specialized into the world of engraving in order to have a shape, the representation of the human nature, as a book, whose various men – more precisely various types of men – represent the alphabet", p. 20.

do, good or bad; and when they find such excess intolerable, they alleviate its effect by means of change. Adrastus was so corrupt and impious that he found it easier to follow the fashion and turn devout: it would have cost him more pains to become a good man. (XI, *Of man*, 147).

If La Bruyère dedicates himself to searching people's vices (there are only a few characters that are perfectly moral) this is due to the fact that they offer him the show of a breach, variation as opposed to a rule. Vices are subjects that generate much more than the virtues and all moralists, such as Pascal or La Rochefoucauld, have understood this issue, poets like Baudelaire, writers like Balzac, Zola among many others. La Bruyère's negative views are encouraged by a style desire to the contrasts that he accuses. In this way a dialogue appears, which is the necessary rhythm of *Characters*' work, showing the elementary function of the text that is been made.¹

What draws attention in La Bruyère's *Characters*, is that humane universe where truth and unity have a great value through their absence. Berengère Parmentier² underlines the fact that La Bruyère doesn't make the difference between a humane nature that contains the image of God and one that is morally decadent, between the reasonable virtue and the people's grotesque behavior within society. In her opinion, this isn't an element of the human being's mood but of a ridiculous social condition. In La Bruyère's *Characters* we speak about social consideration based upon uncertainty, mobility and the human being's paradoxes.

People like the fools, cowards or jokers can, and theoretically speaking meet each other in any possible place of society. But the characters show us great collective portraits, which models are defined, first of all in social terms: there are the Great Nobles and the Courtiers (and also the People, but it doesn't belong to the mundane society). Within this genre we also have to place another two portraits, which subjects stand for both people's space and society: The Court and The City.³

¹ Those 50 portraits from which real "characters" are drawn from" (Menalque, Diphile, Arrias, Gnathon, Pamphile, Cydias, Onuphre, Lise, Glycere, Irene, Giton and Phedon, Basilide și Demophile) do not modify deeply the structure of the *Characters*, that are grouped and they appear mostly in the first three chapters *Of Worldly Goods*, *Of Great Nobles*, *Of Man*). They are not distinct of the rest of the maxims that gives them meaning and they receive in their turn. Their absence would be harmful: no matter how unimportant the place that they occupy would be, there are if not the best of the whole work, at least the most pleasant thing from all the work and the one that is in perfect agreement to the visual genius of the author" (Stegmann, p. 85). The definition of the "character" that Stegman gives is a very debatable one (which he places only in three chapters) and even though he seems to believe that including them into the work affects the structure of the book, it isn't less true that they present, as he also notices, what is more original in this work.

² In *Le siècle des moralistes*, Éditions du Seuil, 2000.

³ See, also Marc Escola, „Espace textual, espace social: les chapitres des Caractères de La Bruyère”, in *Études littéraires*, Volume 34, nr. 1-2, 2002, p. 103-113: he views the chapters of *Caractères* as „composed” as textual spaces, analogous to the major regions of the social sphere (“De la Ville”, “De la Cour”, “Des Grands”, etc.)? The question brings forth, in the most traditional manner, the question of “mimesis” — that is, of the relations between the text and the world. However, to the extent that La Bruyère's work can be considered a reflection on the conditions governing the exercise of moral judgments — a critique of judgments qua outcomes

In several chapters of the *Characters* the institutions critique is highly liberal expressed. The desire of social reform, and not only moral reform, is highly obvious.

The Court is the theatre where the Great Nobles and the Courtiers present their show. Which is the image of the Court that La Bruyère presents to us?¹ According to his point of view, the Court's life has no conclusive features that make the differences as opposed to the common ground of the people's society.

At Court and in the City we find the same passions, the same foibles, the same meanness, the same prejudice, the same quarrels within families and between friends, the same envy and the same antipathy. (...) Here, men flatter themselves on hating one another with greater pride and haughtiness, and perhaps with more dignity: they injure one another more cleverly and subtly; they rage more eloquently, and their insults are more polished and better expressed; the purity of the language remains unharmed; only men, or their reputations, are wounded: the outward aspect of vice is brilliant, but underneath it is the same as in the lowest ranks, revealing all that is basest, meanest and most shameful in human nature. These men, so great by birth, privilege or position, these acute and able minds, these civilized and witty women, all despise the common people, and they themselves are common. This term, the common people, has more than one meaning: its scope is wide, and we might well be surprised to see what it embraces and how far it extends. There is the common people as opposed to the nobility: namely the populace, the mob; and there is the common people as opposed to those who are wise, learned and virtuous: this includes great folk as well as humble. (IX, 53)²

It is a tumultuous / struggling place, where all the passions and infirmities of the mundane world are raised at the highest purity and energy level and when clashing one into another and then calming down one by one, leave the place to passions, plots, endless intrigues. (II,11). Court is a certain point the reunion center of all vices, so that we can assert this paradoxical statement: all we have to do is to ignore the Court in order to notices all the virtues: *You can hardly pay a man a greater compliment than to censure him for not knowing the ways of the Court: that single phrase implies the possession of every sort of virtue.* (VIII, 1)

There is only one passion at the Court, that seems to be the first in relation to the other ones: ambition. *One is small at Court, and however great one's vanity one feels small; but the affliction is a common one, and even the great are small there.* (VIII, 5)

conditioned by social positions — the question should be referred away from the realm of statements to that of their utterance. The various chapters do not merely constitute a topographical survey of the regions of society, but indeed stand as categories of judgments. Thus, it comes as no surprise that the unity of textual space should rest on the regions of language itself : each chapter “ notes ” a series of sociolects and a certain mode under which the signs constitutive of social spaces circulate — i.e., the world as it is spoken

¹ See Maurice Lange, *La Bruyère critique des conditions et des institutions sociales* (1909), reedited Slatkine, Reprints, Geneva, 1970.

² See, also, VII, 7.

But isn't less true that this common *evil*, there is not even a single person that shouldn't have the desire to cure at any costs. There is the omnipresent spring of all various and coherent actions that give the Court its universal animation.¹

The purposes that make the people action at the Court are always the same. But the successes or failures of great or small ambitions bring perpetual transformations in the court life.

Who can give a name to certain changeable colours, which vary according to the light in which we look at them? in the same way, who can define the Court? (VIII, 3),

To absent oneself from the Court for a single moment means to give it up: the courtier who has seen it in the morning sees it again in the evening, so that he may know it again next day, or so that he may be known there himself. (VIII, 4).

„In the Court, in the city, the same passions, the same weakness...” Nevertheless, because there is a special atmosphere that characterizes only the Court, which is contagious, therefore passions get characteristic features exactly like the manners, which together obey to the common rule of politeness.² But the ground being “the same as in the most difficult conditions” we might conclude that *Whoever has seen the Court has seen the most beautiful, brilliant and splendid thing in the world*; but, also, *whoever despises the Court, after having seen it, despises the world.* (VIII, 100).

The multitude of “remarks” that make the portrait of the **Great Nobles** detach themselves from this vivid fresco, where the purest vices hide themselves in vain behind the gloss of the delicate manners.³ Which are the distinctive features of the Great Nobles, in La Bruyère's opinion? First of all, could we doubt that this isn't the vanity in them that outruns the rest of the other passions?

Great nobles think that they alone are perfect (IX, 9)... and there is a certain degree of pain that they have to admit that *Men are all one family; there are only degrees of relationship: it must be sad for them to see that our forebears were all siblings. Great nobles must dislike primitive times, which are hardly flattering for them;* (IX, 47). They have a natural pride (IX, 43) and a natural disdain for the People (IX, 18), to who also avoid, „*to share one's faith and one's God with the common people* (IX, 23). In this way their vanity oblige them to show that they are very far away ones of the others:

A man about the Court whose name is not fine enough must bury it under a better one; but if he bears a name of which he is not ashamed, he must then insinuate that it is the most illustrious of all names, and that his family is the most ancient of all families. (VIII, 20)

¹ *Sleeping and waking, courtiers are ruled by self-interest; this is what they brood upon morning and evening, by day and by night; this dictates their thoughts and words, their silence, their actions; it impels them to seek out some men and neglect others, to climb or to condescend; it is the rule that determines their attentions, their kindness, their respect, their indifference, their contempt. Though virtue may incline some men a little way towards moderation and wisdom, yet ambition, that prime motive, carries them off along with those who are most avid and violent in their desires and ambitions: how can one remain still while everything around one is astir and on the move, how can one not run where others are running?* (VIII, 22).

² See also IX, 53.

³ About the image of the great nobles in *Characters*, see M. Lange, *op. cit.*, pp. 25-40.

When their vanity is not threatened and when they don't have "a good opinion" of their name, they will go to that situation of not remembering other names, which they consider them to be obscure, spelling them incorrectly, they have in mind the plan of showing how less important these names are in comparison to their own (V,70).

There is only the bad intention that can debate the soul of The Great Nobles their vanity. And if we notice how La Bruyère wants to stress this passion, we might say that it is above all:

Apparently the first rule of official bodies, of people in authority or in power, is to inflict on those who depend on them for the settlement of their affairs all the setbacks they could possibly apprehend. (IX, 30)

The reason is that they try a *pleasure they get from being entreated, importuned, solicited, from keeping people waiting or denying them, from promising and then not giving. (II, 11)*. This movement of the promise of refuse it is expressed by a surprising fastness in Theognis' portrait (IX, 48). It may be possible that this promptitude to come from the habitude of perform actions from reflex and not because those actions have been thought at, element that gives sadness to the character¹:

Somebody needs his help in a quite straightforward matter; Theognis lends a willing ear, is delighted to be of some assistance, and implores him to take every opportunity of making use of him; when the other persists in his request, he says he will do nothing about it, and appeals to him to put himself in his, Theognis's, place, and judge for himself. The suitor leaves, and is shown out so affectionately that he feels ashamed, and is almost pleased to have met with a refusal.

It would be a crazy thing to pretend that the will of the Great Nobles is determined by the good²:

Great nobles pride themselves on cutting an avenue through a forest, on building long retaining-walls for an estate, on gilding ceilings, on conveying a foot of water into their pools, on stocking an orangery; but as for bringing contentment to a human heart, filling another's soul with joy, forestalling extreme need or remedying it, their interest does not extend that far. (IX, 4)

Deeply in their nature, *under a rind of politeness, hides a corrupt and vicious spirit (IX, 25)*. Regarding their own shortcomings (*greatness and discernment are two different things - IX, 13*), we can talk about a fundamental easiness, of a lack of seriousness and a continuation in reflection; La Bruyère establishes a connection with their congenital laziness:

Great nobles are governed by impulse; on such idle souls, everything makes a keen impression to begin with. Something happens, and they talk too much about it; soon they talk about it less; then they stop talking about it, and they will never talk of it again. Actions, behaviour, achievements and events are all forgotten; expect from them neither self-improvement nor foresight, nor reflection, nor gratitude, nor reward. (IX, 54)

This indolence determines them neglect, "great nobles are content to know nothing, not merely about matters of State and the interests of princes but about their own

¹ portretul literar, Theognis.

² *When the great might help us, they are seldom willing to; they may wish to harm us, but don't always find an opportunity... (IX, 52).*

private affairs; while they remain ignorant of household administration and all that the head of a family should know” and “pride themselves on this ignorance” (IX, 24). Beside this, it is not at all surprising that they are not in any mood to ask themselves about the supreme truth:

There is no such thing as atheism. Great nobles, who are most frequently suspected of it, are too idle to decide in their own minds that there is no God; their indolence is such that they remain unmoved and indifferent about this vital matter, as about the nature of their souls and the consequences of true religion; they neither deny these things nor acknowledge them: they don't think about them. (XVI, 16)

La Bruyère despised a lot the Great nobles.¹ In his despise, we can see nothing else than the attitude that the *spirit people* have: “spirit people despise the Great Nobles that have only greatness” (IX,12). He might conclude by saying that “sometimes is more efficient to leave the Great Nobles than to complain of them” (IX,9) action that he didn't do it?

In the chapter entitled *Of Society And Conversation* the word “society” associated to the word “conversation” has another meaning, leads to the art of living into the society, according to correct, honest and polite principles. A Great among a **Courtier group** he himself becomes a courtier as soon as another Great that is more eminent than himself appears. This won't be able to escape the same destiny if another third Great.; and so on. Nevertheless many people crowd the Court that taken together, only partially did they mix up with the Great nobles. This multitude is made up of various families of people, which, first defined in social terms, by their presence at the Court, are on the second place because of their peculiar vocations and attitudes.

But before studding these families in amore detailed analysis, let's remember the general portrait of the Courtier that La Bruyère presents to us. He summarises in a special way the common aspects of all the Courtiers. Let's closely notice the kind of character that this is, let's notice the features of his face and his appearance: *A man who knows the ways of the Court is master of his gestures, his eyes and his face; he is deep, impenetrable; he pretends not to notice injuries done him, he smiles to his enemies, controls his temper, disguises his passions, belies his heart, speaks and acts against his real opinions. All this elaborate procedure is merely a vice which we call deceitfulness, which is sometimes as useless to the courtier for his advancement as frankness, sincerity and virtue would have been. (VIII, 2)*

The wheels and springs and all the works are hidden; the watch shows nothing but its hand, which moves forward imperceptibly and completes a circle; an image of the courtier, the more perfect in that after having travelled a considerable way he often comes back to the very place he started from. (VIII, 65).

What does he have to disguise, this master of dissimulation? The thing is only the central passion where the entire life of the court is captured in: the courtier is word by word the martyr of his own ambition (VIII, 62). Principles to the smallest details of his

¹ *If nobility implies virtue, any lapse from virtue destroys it; if it does not imply virtue, it is of little account. (XIV, 15) Many men have only their name to commend them. When you see them close, they are of no account; from a distance, they take you in. (II, 2); Some men, if they could know themselves and know those below them, would be ashamed of taking precedence. (IX, 21).*

behavior obey to the interests of this passion.¹ Which these principles and details are is not hard to guess²; we can easily understand that they imply the oblivion of any kind of will³.

In Berengère Parmentier's opinion, The *Characters* represent "a new and decisive stage in the secularization of the society notion"⁴ due to the lack of ontological dignity and due to the fact that it isn't anymore "the great temple of God and of nature". But let's see how La Bruyère took care to diversify the general kind of the Courtier made up of people that were "very tough, but polite" (VIII,10). They wanted, in several collective portraits, to emphasize some peculiar families, each of them having its own specific features.

The social universe is created at the appearances level that do not correspond to an interiority, that have no ontological meaning, but which are re-invested.

The *Silent people* (VIII,83). Due to their behavior and attitudes they give the impression of having spirit and desert. Through long silent periods, barely one-word utterances, some parsimonious smiles, through the intention of a gesture, through all these they show the fact that are "important people". They "are liked by the others due to their silence". But we could apply to them Wilde's famous word regarding the women: they are *sphinxes without secrets*. Their mysteries hide the nothingness. These people "don't have – if I dare to say so – two finger deepness, if you try a little bit of them you reach the tuff".

The adventures (VIII,16). "There are at the Courts presences of some people that are adventurous and heavy..." They triumph through their weight. They pretend having some extraordinary talents that "the others don't have and they are trusted their word". They "take advantage of the love the people have through novelty"; due to this they "cross among the crowd and reach the Prince's ear". They vanish away the same way they appeared, "both rich and discredited".

The experts (XIII,28). There is other kind of people whose entire personality is mixed up to a special and acknowledged talent. "The old habit at the Courts of giving retributions and of sharing favors to a musician, of a dance master, to a joker, of a player of..." "Their unchanged desert" shouldn't be neglected, because they are the ones that "make the Great Nobles to laugh", they are the ones that voluntarily "give up to their greatness".

Those dedicated to women (VIII, 18). "The Courts could not dispense of a certain type of Courtiers, flattering, courteous, insinuating, dedicated to women men..." Finally, the privileged issue of their studies is represented by pleasures, elements of weakness and the women's pleasures. They perceive, guess the movements of their soul and therefore direct their lives. "They launch models" and nothing outruns them in the lust field. "They whisper to the ear of the greatest princes, they never miss a party, one prince's celebration..." As omnipresent people "it seems that they multiply in an endless number of places and they are always the first faces that welcome the looks of the new-entry people at a court".

¹ *What will a courtier not do for the sake of advancement, if he can turn pious to secure it?* (XIII, 18).

² See VIII, 62 and XIII, 23.

³ See VIII, 62.

⁴ *Op.cit.*, p. 130.

Two courtier families are shown, each one through an individual portrait that contains within the type. That of *Cels* ¹(II,39) shows a character where those qualities of *mediator* and *informer* are both to encounter. The profound and extended knowledge of the “actual rumors”, of the intimate, family secrets join the intention of avoiding fights. That’s why those as *Cels*, have always “the attitude of some important and mysterious diplomat recently returned from an embassy”.

Cimon and *Clitandru* (VIII, 19) represent a character, that at a first level, it is very close to that of the inaccessible people (IX, 32)². They have the same arduous feverishness, the same agitation of the *human marionette*³, but inaccessible, “they are those who the others need them, whom they depend upon”. Their appearance is nothing more than a way of satisfying their appetite of annoying and damaging. *Cimon* and *Clitandru*’s attitude is less offensive. (It makes us think to a weak vanity). They are *pure courteous*, nice: “who saw them walking? You see them running, talking in a hurry...” But who could believe, observing them that “they are those who have to solve all the problems of the entire state” is wrong. Their only job is that of “being seen over and over again and they never go to sleep until they have finished such a serious job and so useful for the state”.

Several types of courtier don’t live in the *Characters* than through the term that resumes their whole nature. These are the *slyboots*, *the libertines* and *the hypocrites* (XVI, 26....; their attitudes are generally those of the courtier, without any artificial things or *intrigue*; they “adopt them happily, sincerely, without any cunning or dissimulation”). Usually the quick description of a certain general tendency substitutes this unique term; it is the case of those who *abuse of the present moments, don’t enjoy them*. (VIII, 95)⁴

¹ (...) is only of the middle rank, but some great men put up with him; he is not learned, he has dealings with learned men; he has no great merits, but he knows people who have; he is not clever, but he has a tongue which can serve as interpreter, and feet that can carry him from one place to another. He is a man born to go to and fro, to listen to proposals and convey them, to make his own unasked, to exceed his mission and be repudiated on that account, to bring together people who will quarrel at their first encounter; to succeed in one undertaking and fail in a thousand, to take all the praise for success and let others bear the blame for an unlucky outcome. He knows the common rumours, the chitchat of the town; he does nothing himself, he tells or listens to the doings of others, he is a news-bearer; he even knows family secrets; he probes deeper mysteries; he tells you why so and so has been exiled and somebody else recalled; he is familiar with the background and causes of the quarrel between the two brothers and of the rift between the two Ministers. Didn't he warn the former about the deplorable consequences of their misunderstanding? Didn't he remark of the latter that their alliance could not last? Was he not there when certain words were spoken? Didn't he attempt a sort of negotiation? Would anyone believe him? did they listen to him? You can't tell *Celsus* anything he doesn't know; for who was more involved than he in all these court intrigues? And if it were not so, if he had not at any rate dreamed or imagined it to be so, would he try to make you believe it? would he wear the important and mysterious air of one who has just been acting as ambassador (...). (II, 39), See D. Kirsch, *La Bruyère ou le style cruel*, p. 9.

² *Ibidem*, pp. 81-82.

³ *Lanson*.

⁴ See also VIII, 30.

Finally, in his purest way, La Bruyère judges and bewails a whole category of people that worth nothing, describing their gestures: *Many men drag out their lives at Court embracing and congratulating those who receive favours, and die there at last, having gained nothing.* (VIII, 47)¹

La Bruyère's man does not fall apart of his interiority, as happens at Rochefoucauld, by the dissociation of his will and the metamorphoses of his own vanity, but rather, of his exteriority under the effect of the social constraints. In this way, the social manners transform him into an imperceptible and continuous changing human being: *men, from one point of view, are not fickle, or are fickle only in trivial matters. They change their habits, their language, manners and conventions; they retain their evil ways, firm and constant in wrongdoing, or in indifference towards virtue.* (*Of Man*, 2)

The city is another great social theatre where the *Characters'* crowd evolves. It is known, that, basically, the purposes that make the people act are exactly the same that exist at the court too; all the passions that are to be blame don't flower here less than they do it at the Great Nobles or at the Courtiers. Nevertheless, some remarks that La Bruyère makes are true only for the city. One of them regards the division of the city "in various societies" hostile one to the others, after the rules of some species of self-collective love: *The town is divided into various groups, which form so many little states, each with its own laws and customs, its jargon and its jokes. While the association holds and the fashion lasts, they admit nothing well said or well done except by one of themselves, and they are incapable of appreciating anything from another Source, to the point of despising those who are not initiated into their mysteries.* (VII, 4) (...)”²

But these „societies”, these small opposites groups go together in the same feeling regarding those whom they suffer that they are all separated together: court people. All in all, if there is a common feeling of the city people is the idolatry for those that live in the

¹ See also VIII, 50.

² *A man of quality whom chance has brought among them, however intelligent he may be, is a stranger to them; he finds himself there as though in a distant land where he knows neither the roads, nor the language, nor the ways, nor the customs; he sees a crowd of people talking, murmuring, whispering, bursting into laughter and then relapsing into gloomy silence; he is discomfited, he does not know how to put in a single word nor even what to listen to. There is always some detestable buffoon there who is cock of the walk, and seems to be the hero of the company; he has made himself responsible for the others' delight, and he always raises a laugh even before he has spoken. If a woman should appear who does not share their pleasures, the merry band cannot see why she fails to laugh at things she does not understand, or to appreciate feeble jokes which they only enjoy because they make them themselves; they forgive neither her tone of voice, nor her silence, nor her figure, nor her face, nor her dress, nor her way of coming in or going out. No coterie, however, can last out two years; the first twelvemonth always contains the seeds of division that will shatter it during the second; rivalry between beauties, incidents of the gaming table, the extravagance of meals which, modest to begin with, soon degenerate into sumptuous banquets with pyramids of foodstuffs, all these things disturb the commonwealth and finally deal it a death-blow; and in a very short while there is no more talk of this nation than of last year's flies.* (VII, 4).

Court's charming places.¹ This tendency is not to be found only in women, we know that it is one of the familiar habits of the vanity. It craves in the city people a pressure / a general tendency to imitate the court people: „Paris, which commonly apes the Court...” (VII,15). Let's remember of these individuals that „model themselves on princes as regards their dress and equipage ...” (VII, 11). We add a slight difference to the movement of their soul, in order to distinguish better: it is the imitation instinct that serves their vanity. This combination can also be seen in women too: *The silliness of certain town ladies, which makes them attempt to imitate those of the court, is something worse than the coarseness of working women or the rusticity of peasants: there is affectation here into the bargain.* (VII, 16)

La Bruyère blames the city as a place of intelligence. He notices a symmetric phenomenon, which takes place at the Court too. Here, there is a spirit but he tries to deny it or to transform it into ridicule; in the city he doesn't find it but he behaves as if there exist such thing.²

The social human being escape any definitions and he is unsure, but there is no other human being except the social human being. There it relies the ambiguity of the anthropology of the *Characters* that is rather sociology. B. Parmentier notices that La Bruyère goes to the extremes the principle according to which the human being is no longer coherent, because he is only a social man. We might see in the *Characters* an attempt of understanding how the social world functions, an attempt of explaining the social mechanisms, but also a reduction: an inversion of the ideal hierarchies, a reduction of them to the substance, to the grotesque.³

1 there's no resisting a gold scarf and a white feather, a man who speaks to the King and sees his Ministers. (III, 29).

2 In town, many very foolish men and women are credited with intelligence; at court, many highly intelligent people are denied it; and among the latter sort, a handsome woman is seldom spared by other women. (III, 57)

³ See the analysis of Jules Brody, *Du style à la pensée. Trois études sur les Caractères de La Bruyère*, French Forum Monographs, 20, Lexington, Kentucky, 1980.